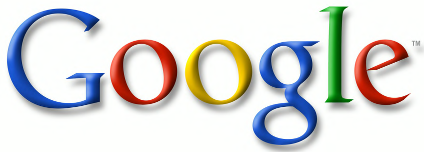








GUERRES

DES FRANÇAIS

EN ITALIE

Paris. — Typographie de Firmin Didot frères, fils et Ce, rue Jacob, 56.

GUERRES

DES FRANÇAIS

EN ITALIE

Depuis 1794 jusqu'à 1814

AVEC 26 CARTES ET PLANS

DES PRINCIPALES BATAILLES

TOME PREMIER

1794-1799

PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56.

1859

AVIS DES ÉDITEURS.



Au moment où une nouvelle guerre avec l'Autriche ramène les troupes françaises dans le nord de l'Italie, dans ce pays si plein encore des souvenirs de nos victoires, un ouvrage offrant le récit de tous les événements dont l'Italie a été le théâtre depuis 1794, devient indispensable à tous ceux qui veulent suivre avec intérêt cette nouvelle et mémorable lutte. Nos soldats ne peuvent faire un pas sur cette terre labourée de boulets, sans rencontrer à chaque instant des noms illustres. Là, en effet, comme l'a si bien dit l'Empereur, chaque étape rappelle une victoire, et la route que va suivre l'armée française, ainsi que l'ancienne voie Sacrée de Rome, est bordée partout de glorieux souvenirs.

Il semble jusqu'à présent que la Providence veuille assigner à nos nouveaux succès les mêmes lieux qu'ont déjà illustrés nos anciens exploits. Aussi, quand des noms tels que Montebello, Marignan, viennent frapper nos oreilles et nous faire tressaillir de joie, quel est le Français qui ne désire avoir sur nos anciens succès autant de détails que ceux que nous donnent chaque jour les récits de la guerre actuelle? Lorsque les journaux, les gravures, les tableaux mêmes vont en quelque sorte dérouler devant nous comme un panorama les anciens champs de bataille, on éprouve naturellement le besoin de connaître à fond les mouvements de l'ancienne armée, de les comparer avec ceux de nos troupes, et de pouvoir se rendre compte de la haute intelligence qui a présidé à chaque manœuvre.

Ce besoin que doit ressentir tout cœur véritablement français nous a engagés à réunir en deux volumes toutes les actions d'éclat qui ont eu lieu en Italie depuis 1794 jusqu'en 1814, et qui se trouvaient disséminées dans les douze volumes de notre nouvelle édition des *Victoires et Conquêtes*. Les plus grands soins ont été apportés à cet ouvrage national rédigé d'après tous les matériaux recueillis dans les établissements publics, les mémoires et les relations disséminés dans les recueils français et étrangers. Grâce à ces annales dues en grande partie

à des généraux et officiers qui ont pris part à ces grands événements, on connaît maintenant mieux que jamais toutes les opérations des anciennes armées étrangères. On peut d'autant mieux apprécier les circonstances qui ont contribué à nos succès, que chaque bataille importante est accompagnée de tous les plans nécessaires pour l'intelligence de l'action. Marengo a quatre plans, le siége de Gênes trois, etc., etc., enfin de nombreuses cartes accompagnent le texte et permettent de suivre les différentes marches des divisions.

Nous croyons donc avoir rendu un véritable service en faisant paraître cette publication. Ce sera un monument consacré à la mémoire de tous les Français, qui, dans quelque rang que les ait placés la fortune, et quels que soient les lieux témoins de leurs exploits, ont fait admirer dans les combats cette habileté, ce talent, ce vaste génie, enfin ce courage calme ou cette intrépidité vaillante qui, alors comme maintenant encore, préparent, disputent et fixent la victoire aux armes de la France.

FIRMIN DIDOT FRÈRES ET FILS.

VICTOIRES

ET

CONQUÊTES DES FRANÇAIS EN ITALIE

DEPUIS 1793.

ANNÉE 1794. — AN II.

Tous les écrivains nationaux et étrangers sont convenus qu'une des époques les plus glorieuses de l'histoire militaire des Français est celle de nos campagnes en Italie. Tous se sont entendus pour la célébrer; la haine même a été forcée de se taire. Les prodiges opérés, au nom de la liberté, sous un gouvernement qui ne connaissait que la tyrannie, ont imposé un silence approbateur aux passions même les plus envenimées; et tous les partis, républicains, royalistes et constitutionnels, n'ont trouvé sous leurs plumes que des éloges et de l'admiration, lorsqu'il s'est agi de parler des événements militaires arrivés en 1793 et 1794.

Nous avons déjà plusieurs fois fait remarquer l'étrange et sublime spectacle que donnait au monde la nation française à cette époque. Nous avons vu comment, après les revers les plus grands, elle avait remporté tout à coup les plus glorieux avantages. Plusieurs écrivains ont comparé la situation de la France, au commencement de la troisième campagne, à celle de Rome après la bataille de Cannes, et ont trouvé les plus heureux rapprochements dans l'énergie des deux peuples au milieu de leurs désastres. Mais il nous semble que dans cette comparaison tout est à la gloire de la France. Rome, après la bataille de Cannes, se vit, il est vrai, dans un danger non moins imminent que la France, après la prise des trois grands boulevards de ses frontières du Nord. La ville éternelle, menacée

d'une prochaine destruction, ne désespérait point de son salut. Animés par le sublime amour de la patrie, ses habitants, au lieu de délibérer, coururent aux armes, et jurèrent, sur l'autel de Romulus, de périr tous avant de permettre que l'ennemi abordât l'enceinte de leurs murailles. Ce mouvement généreux a été célébré dignement par les écrivains les plus éloquents. Mais Rome alors avait un gouvernement libre, un gouvernement en qui tous les citoyens mettaient leur plus intime confiance, un gouvernement aussi juste qu'il était grand, et qui croyait de son devoir d'encourager, en l'honorant, la valeur malheureuse. Le sénat de Rome sortit en corps de son palais pour aller au-devant de Varron, ramenant sous ses murs menacés les légions vaincues à Cannes, et le remercia solennellement, par un décret, de n'avoir pas désespéré du salut de la patrie.

Quels efforts héroïques n'eussent point faits les Français, de quel dévouement n'eussent-ils pas été capables, si lorsqu'environnés des mêmes dangers et soutenus par le même sentiment de liberté, ils eussent été secondés par un gouvernement semblable? Mais, agitée au dehors comme à l'intérieur, la Convention nationale, qui avait fondé sa tyrannie sur les ruines du trône, étendait de toutes parts son sceptre de fer. C'est en couvrant de sang et de deuil leur patrie infortunée, qu'elle prétendait engager les Français à défendre leur territoire. C'est au nom de la mort qu'elle ordonnait la victoire à ses généraux. C'est par les supplices ou la dégradation qu'elle punissait ou récompensait indistinctement les défaites et les triomphes. Custine périt pour n'avoir pu conserver Mayence; Houchard fut mené au supplice après avoir vaincu les Anglais à Hondschoote; Jourdan fut destitué après avoir délivré Maubeuge. Quelle autre marche auraient pu suivre des hommes soudoyés par les ennemis de la France pour la dissolution de ce pays? Cependant telle est la force de l'honneur sur les Français, tel était alors l'amour de la patrie qui les enflammait, qu'à l'aspect des étrangers s'avançant sur leur territoire, ils oublièrent d'un commun accord les malheurs causés par un gouvernement qu'ils détestaient, et s'armèrent tous sous une tyrannie qu'en temps de paix ils eussent cher-

ché à renverser. Aux généraux suppliciés ou destitués succédèrent d'autres généraux, bravant aussi le même sort, et n'écoutant que cette voix généreuse qui leur disait que la patrie avait besoin de leurs bras et de leurs conseils. Nouveaux Décius, ils se dévouèrent pour le salut de tous, et ce n'est qu'en opérant des miracles qu'ils forcèrent enfin la Convention à les respecter. Ouvrons les annales de Rome, cherchons dans Tacite ou dans Tite-Live un héroïsme aussi pur, aussi désintéressé; nous ne trouverions pas un pareil exemple dans leurs pages éloquentes.

Il faut le dire, l'excès même de la tyrannie contribua puissamment au succès des armes françaises. Sans l'horrible loi des suspects, ce chef-d'œuvre de cruauté, le décret conventionnel qui ordonnait la levée de tous les jeunes gens depuis dix-huit ans jusqu'à vingt-cinq, ce décret qui fournit à la France un si grand nombre de braves défenseurs, n'aurait peut-être jamais reçu son exécution. Mais, menacés de périr obscurément par le glaive de la tyrannie pour des crimes imaginaires, les jeunes Français saisirent avec transport le moyen de salut qui leur était offert, et s'enrôlèrent tous pour voler dans les combats chercher une mort glorieuse, et au moins utile à leur pays. Le despotisme est si soupçonneux, que ces jeunes guerriers, armés pour le soutenir, furent trompés jusque dans leur dévouement. Pour les engager plus sûrement à se ranger sous les drapeaux républicains, on leur avait permis de se donner des chefs de leur choix. Les bataillons ainsi organisés, et qui portaient le nom de leur département, se rendaient gaiement de l'intérieur sur les frontières, aux cris de *vive la république! vive la liberté!* Mais à leur arrivée dans les camps, ils perdirent l'avantage qu'on leur avait promis, et leurs chefs furent privés de leurs grades. Les bataillons de réquisition entrèrent presque tous dans des corps anciens, et servirent à remplir les vides causés par la guerre. Ainsi le gouvernement conventionnel ne savait tenir aucune de ses promesses : tourmenté par la peur, ce juste apanage des tyrans, il craignait que ces jeunes guerriers, animés du même esprit et de la même haine, ne tournassent un jour leurs armes contre lui.

Mais le plus grand appui qu'eût alors la tyrannie était dans un seul homme. La Convention s'était elle-même donné des maîtres, en créant ce qu'elle appelait son Comité de salut public; et cinq hommes, fameux dans nos annales du crime, Robespierre, Billaud-Varennes, Collot-Dherbois, Saint-Just et Couthon, étaient parvenus à envahir tout le pouvoir dont elle avait investi ce Comité. Ces cinq hommes n'avaient d'art que pour les massacres et l'oppression. Les connaissances militaires et les vues politiques leur étaient étrangères. Ils eurent du moins l'habileté de s'en apercevoir, et convaincus que la force militaire pouvait seule conserver leur autorité, en conservant les frontières de la France, ils cherchèrent autour d'eux un homme capable de donner à cette force une direction convenable. Leur choix tomba sur Carnot, membre de la Convention nationale, capitaine au corps du génie avant la révolution, et qui déjà avait prouvé, par des services rendus, qu'il était propre au rôle qu'on voulait lui faire jouer. Pendant que Robespierre et ses quatre collègues organisaient la terreur dans l'intérieur, Carnot, maître de toute la partie militaire, dirigeait les armées, et, suivant l'expression de Bourdon de l'Oise, organisait la victoire sur les frontières. C'est à son génie vaste et entreprenant que la Convention dut en effet les succès qui consolidèrent sa puissance, et qui auraient fait peut-être supporter son gouvernement temporaire, si elle eût pris soin de ne pas le rendre si odieux par ses mesures administratives dans l'intérieur.

Par les soins de Carnot, le service de la guerre reprit son ancienne activité, et fut régi avec ordre. Une discipline sévère fut introduite dans les camps, et devint un devoir pour les généraux comme pour les soldats. Le luxe et la mollesse furent bannis; la pauvreté, partage de tous, imposait aux commandants des armées la nécessité de se distinguer par leur bravoure et leurs exploits, quand naguère ils le faisaient par leur faste. A voir les troupes françaises dans leurs bivouacs, on eût dit des guerriers lacédémoniens se raillant du luxe asiatique des soldats du roi de Perse : car, afin de rendre les marches et les évolutions plus faciles, et pour diminuer encore les dépenses, on avait aboli l'usage des tentes pour les

campements. Les soldats français n'avaient besoin que de fer pour vaincre, et l'on a vu avec quel courage et quelle intrépidité ils avaient bravé toute la rigueur de la saison, à la reprise des lignes de Weissembourg. Des guerriers qui savaient ainsi supporter toutes les privations devaient être sûrs de la victoire.

Une révolution subite se forma ainsi dans l'art militaire. La tactique allemande employait les soldats comme des machines; la nouvelle tactique consista surtout à les employer comme des hommes. Les généraux s'appliquèrent principalement à inspirer à leurs troupes les vertus du citoyen, et leurs efforts furent couronnés d'un prompt succès. On a vu comment les soldats s'intéressaient personnellement à la victoire, et semblaient tous combattre individuellement pour la France. Le même sentiment, l'amour de la patrie, et celui non moins énergique de la liberté, les enflammait tous d'une égale ardeur. L'union des Français, rangés en haie sur la frontière, faisait leur force et formait un rempart plus redoutable que des forteresses.

L'impulsion désormais était donnée à la valeur française : les armées, à la fin de 1793, avaient toutes oublié leurs défaites, et n'avaient plus à raconter que des triomphes. Du midi au nord, de l'est à l'ouest, la victoire s'était rangée sous leurs drapeaux. La reprise de Toulon et des lignes de Weissembourg avaient redoublé l'enthousiasme des défenseurs de la France; leur impatience était à son comble, et tous brûlaient de voir commencer une nouvelle campagne. Quels avantages plus éclatants encore que les précédents ne devait-on pas attendre d'un empressement aussi unanime! L'année 1794 va assurer à la France cette supériorité militaire qu'elle conservera pendant vingt années. Des généraux, la gloire éternelle de la patrie, vont agrandir ses limites. Jourdan, Pichegru, Moreau, Kléber, Macdonald, Lefebvre, Marceau, Championnet, Dugommier, Moncey, etc., vont, par leurs exploits, inscrire leurs noms au temple de Mémoire. Les alliés, défaits, repoussés sur tous les points, vont abandonner en toute hâte le territoire qu'ils avaient envahi. La guerre va être reportée sur leur pays : la Belgique et la Hollande, toute la rive gauche du Rhin, seront conquises par les armées de Jourdan et de Pichegru. De toutes parts enfin

les acclamations de la victoire se feront entendre, et la France n'aura plus d'ennemis à craindre que ceux qu'elle nourrissait dans son intérieur.

Prise d'Oneglia. — Maîtres du pied des Alpes depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, les Français menaçaient d'envahir incessamment le Piémont. Les événements de la guerre civile à Lyon et dans le midi de la France avaient arrêté les projets d'une invasion ultérieure dans les États du roi de Sardaigne, et réduit les troupes réparties en Savoie et dans le comté de Nice à l'état de défensive, par les détachements qu'elles avaient été obligées de fournir pour l'intérieur. La réduction de Lyon, la prise de Toulon, venaient de rendre aux armées des Alpes et d'Italie les forces qui en avaient été tirées pour ces deux opérations, et déjà ces armées auraient repris l'offensive, si le roi de Sardaigne n'eût appelé à son secours un corps autrichien, qui vint, comme nous l'avons déjà rapporté, renforcer l'armée sarde avant même que le gouvernement conventionnel n'eût pensé sérieusement à faire rentrer Toulon sous sa domination. On a vu que les premières tentatives de l'armée austro-sarde pour une diversion utile à la cause des alliés et des royalistes du Midi avaient échoué en Savoie et dans le comté de Nice. L'hiver avait forcé ces troupes de prendre leurs quartiers en Piémont.

Telle était, au mois d'avril 1794, la position de l'armée austro-sarde : sa droite se prolongeait sur les hauteurs en avant et au delà du petit Saint-Bernard, sa gauche sur le Tanaro, et le centre à Saint-Dalmazzo, en avant de Coni.

Du reste, la cour de Turin s'occupait avec activité des mesures nécessaires pour commencer la campagne avec succès. 15,000 jeunes gens avaient été appelés aux armes ; soixante bataillons de milices s'organisaient dans les provinces, et vingt escadrons devaient augmenter la cavalerie sarde, déjà nombreuse. Une escadre anglaise croisait dans les mers de Toscane et de Gênes.

L'armée française dans le comté de Nice, renforcée par une grande partie des troupes employées au siége de Toulon, avait

déjà pris, dès l'année précédente, le nom d'Armée d'Italie, et le général Dumerbion la commandait en chef.

Depuis longtemps le Comité de salut public méditait la conquête d'Oneglia, seule place qui restât au roi de Sardaigne pour communiquer avec l'île de ce nom et les Anglais, ses protecteurs. Oneglia était en outre l'asile de tous les corsaires et petits bâtiments de guerre des alliés, qui interceptaient de ce point la communication entre Marseille et Gênes. Le général Dumerbion reçut l'ordre d'entreprendre cette expédition, que commanda le général Masséna.

Pour parvenir par terre jusque sous les murs d'Oneglia, il était indispensable de traverser quelques lieues du territoire génois, au milieu duquel ce port est enclavé. Les commissaires conventionnels auprès de l'armée d'Italie firent la demande du passage sur les terres de Gênes au gouvernement de cette république; mais ils essuyèrent un refus des Génois, qui ne voulaient pas s'attirer l'inimitié des autres puissances belligérantes. Cette difficulté, qui aurait arrêté tout autre gouvernement, et qui serait devenue au moins l'objet d'une longue négociation, fut tranchée par les commissaires conventionnels. Le refus des Génois fut considéré comme un vieux préjugé qui n'était plus en harmonie avec les idées révolutionnaires. Les commissaires de la Convention promirent, dans une proclamation qu'ils adressèrent au peuple génois, que les Français ne commettraient envers lui aucune hostilité, et *respecteraient de la manière la plus absolue sa neutralité.* « La présence des soldats républicains, disaient les commissaires, ne doit point inquiéter les Génois. Les Français, en guerre avec les tyrans, qui ont follement conçu l'idée de les asservir, sont les amis du peuple. Les Génois trouveront dans chaque défenseur de la liberté un frère, un ami ardent et sincère, comme chaque Français trouvera en eux des hôtes bienveillants et humains. »

Le général Dumerbion, pour donner le change aux Austro-Sardes, fit emporter le champ de Fougasse, et fit forcer tous les postes aux environs de Breglio, tandis qu'une forte division, traversant le territoire génois, parut, le 7 avril, devant la ville d'Oneglia. Les Piémontais, instruits de la marche des Français, avaient occupé et fortifié le poste de Sainte-Agathe,

point très-important pour défendre les approches de la ville. Sainte-Agathe est une hauteur escarpée et de l'accès le plus difficile. Les Français trouvèrent le moyen de conduire de l'artillerie à travers les rochers et les précipices les plus effrayants, et d'établir des batteries pour foudroyer les retranchements élevés par les Piémontais. Le poste de Sainte-Agathe fut forcé après une assez courte résistance, et les troupes qui l'occupaient prirent la fuite. Les Français entrèrent dans Oneglia, qu'ils trouvèrent abandonnée par la plus grande partie de ses habitants. Épouvantés par la terreur que leur inspirait le nom français, les citoyens d'Oneglia croyaient voir des cannibales dans les soldats républicains ; mais la conduite que ces derniers tinrent dans la ville après leur entrée, dissipa bientôt l'injuste prévention des habitants ; et quelques jours suffirent po r faire revenir dans leurs foyers la presque totalité de ceux qui les avaient abandonnés sur des craintes aussi exagérées.

La nouvelle de ce beau fait d'armes arriva à Paris, en même temps que le récit du combat de Belver, dans lequel le général Dagobert arracha aux Espagnols une position formidable où l'ennemi avait ajouté aux difficultés du terrain des retranchements hérissés d'artillerie. Ce succès suivi de la prise d'Urgel dont il se rendit maître, pendant la nuit, fut le dernier qu'obtint le général Dagobert. L'expédition qu'il venait de faire avait redoublé sa fièvre, et il regagna Puycerda dans un tel état de faiblesse, qu'il ne quitta plus le lit, où il se mit en arrivant. Il mourut dans cette ville le 21 avril, à l'âge de soixante-quinze ans. Le général Dagobert était entré fort jeune au service ; il avait fait la guerre de Sept ans. Il ne laissa pour héritage que les exemples de sa valeur et du désintéressement le plus rare. Sa pauvreté était telle, que les officiers se cotisèrent pour payer les frais de ses funérailles. La Convention décréta que son nom serait inscrit sur une colonne dans le Panthéon.

Prises d'Ormea, Garessio, etc. — L'occupation d'Oneglia par les Français ne fut que le prélude de nouveaux succès en Piémont. Le général Masséna s'était porté sur Loano, et s'en était emparé. Il marcha ensuite sur Ponte-di-Nave, sur le Tanaro.

Ce point important était défendu par 2,500 Autrichiens, aux

ordres du général Mercy-Argenteau, et par des retranchements garnis d'artillerie. Il fallait, pour y parvenir, traverser un terrain difficile, mais qui ne pouvait arrêter l'impétuosité française. Les retranchements de Ponte-di-Nave furent emportés après quelque résistance, et les Autrichiens culbutés sur Ormea et Garessio. Ces deux villes ne tardèrent pas à être occupées, et le général Masséna fit, à Ormea, 400 prisonniers. On trouva dans les deux places des magasins bien approvisionnés en vivres et en munitions, quarante barils de poudre, douze pièces de canon fondues sous le règne de Louis XIV, et trente mille fusils.

Prise du Mont-Valaisan et du petit Saint-Bernard. — Les dernières opérations des Français dans le Piémont n'étaient qu'un prélude à un plan d'attaque générale sur toute la ligne sarde, depuis le Faussigny jusqu'au comté de Nice. Les Piémontais s'étaient fortifiés sur divers points, de manière à rendre difficile l'agression méditée. Au milieu des neiges éternelles, ils avaient élevé des redoutes formidables, et les avaient hérissées de canons, transportés à grandes peines sur des points presque inaccessibles.

Le général Dumas, qui commandait alors l'armée des Alpes, ordonna au général de brigade Basdelaune, qui occupait la Tarentaise, de se porter sur le Mont-Valaisan, et de s'en emparer, ainsi que du petit Saint-Bernard. Basdelaune, après avoir marché pendant deux jours au milieu des neiges et des précipices les plus effrayants, attaqua, le 24 avril, par leur droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du Mont-Valaisan au-dessus du Seer. Après une défense très-opiniâtre, et malgré le feu d'une artillerie à laquelle ils n'avaient à opposer que leur mousqueterie et leurs baïonnettes, les soldats français emportèrent ces retranchements et forcèrent les Piémontais à une retraite précipitée. La position du Mont-Valaisan est à peu près au même niveau de celle du petit Saint-Bernard qui l'avoisine. Basdelaune fit diriger les canons dont il venait de s'emparer dans les redoutes du Valaisan sur celle de la chapelle du petit Saint-Bernard. Les Piémontais qui occupaient ce poste, ainsi foudroyés par leur propre artillerie, ne purent résister à ses effets meurtriers, et n'attendirent point que les troupes françaises, continuant leur marche victorieuse, vinssent les chasser de cette

dernière position. Le général Basdelaune fit poursuivre les Piémontais à travers les rochers, l'espace de trois lieues ; le sang des blessés indiquait, sur la neige, la trace des fuyards, dont on ramassa un grand nombre. Un bataillon du régiment de Boulonnais, les cinquièmes bataillons de l'Isère et de Rhône-et-Loire, et deux bataillons de nouvelles levées de la Côte-d'Or, se distinguèrent dans cette expédition, qui fit autant d'honneur à leur courage qu'à leur constance et à leur discipline. Le fruit de ce succès fut la possession de deux des plus importantes positions des Alpes savoyardes. Vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, treize pièces d'artillerie de montagne, deux cents fusils et deux cents prisonniers, parmi lesquels se trouva le commandant piémontais, restèrent au pouvoir des Français. La Convention, sur le rapport de son commissaire Gaston, promut le général de brigade Basdelaune au grade de divisionnaire.

Prise de Saorgio, Rocabigliera, Saint-Martin, etc. — L'armée d'Italie continuait, dans le comté de Nice, son mouvement offensif. Après la prise de Loano, d'Ormea et de Garessio, la division du général Masséna, qui formait la droite de l'armée, se rapprocha de la division du centre, aux ordres du général Macquart, afin d'aider cette dernière à s'emparer de Saorgio, point important situé dans les montagnes, sur la grande route de Nice à Turin, par le col de Tende. Les Piémontais gardaient ce débouché avec beaucoup de précaution, et avaient établi plusieurs camps et retranchements pour en défendre les approches. Le général en chef Dumerbion, résolu à attaquer Saorgio, fit marcher le général Macquart contre le camp de Raous, tandis que le général Masséna, tournant la position de Saorgio, attaquait le camp des Fourches. Ces deux camps furent forcés après une vigoureuse résistance, et les Piémontais se retirèrent dans les retranchements de la Briga et de Col-Ardente, qu'ils furent obligés d'abandonner. Pendant ce temps, la division de gauche, aux ordres du général Garnier, s'emparait des postes de Rocabigliera et de Saint-Martin, et cherchait à se mettre en communication avec la droite de l'armée des Alpes, par la vallée de Barcelonette. Ainsi les Piémontais furent battus sur tous les points avec une perte considérable. Soixante pièces de canon, une grande quantité de munitions de guerre, environ

2,000 prisonniers, furent le résultat de ces différentes affaires, qui furent assez meurtrières pour les Français. Le général de brigade Bruslé et l'adjudant général Langlois furent tués, le premier en chargeant à la tête de sa brigade, et Langlois en sautant le premier dans une redoute. La Convention, sur le rapport de ses commissaires à l'armée d'Italie, honora la mémoire de ces deux braves officiers.

Combat de la Briga. — L'armée d'Italie continuait avec succès son mouvement offensif. Après la prise de Saorgio, les Piémontais s'étaient retranchés sur les hauteurs qui dominent l'embranchement des chemins du col de Tende. Cette position pouvait empêcher la communication du centre et de la droite des Français entre eux. Les généraux Masséna et Macquart, qui commandaient ces deux divisions, reçurent l'ordre d'attaquer les Piémontais. Le premier attaqua les retranchements qui défendaient la Briga sur la route principale du col de Tende. Le défaut d'artillerie, dans la colonne française, rendit ces efforts inutiles. Le général Masséna, formant un détachement de grenadiers et chasseurs, essaya de les renouveler; mais, convaincu bientôt de l'inutilité de cette attaque de front, il fait tourner la redoute, par les montagnes, à l'entrée de la nuit. Sa manœuvre, aperçue des Piémontais, les détermina à la retraite.

Pendant ce temps, le général Macquart attaquait les hauteurs en avant du village de Tende, et parvenait à s'en emparer. Les Piémontais, au nombre de plus de 8,000 combattants, furent ainsi obligés de se retirer jusqu'au col de Tende, et s'y fortifièrent pour couvrir cette entrée du Piémont.

Combats dans les Alpes, et prise du mont Cénis. — Après la prise du mont Valaisan et du petit Saint-Bernard, il restait encore à l'armée des Alpes à s'emparer du mont Cénis, pour compléter la libre et entière occupation de la Savoie, en enlevant aux Piémontais tous les moyens de déboucher dans ce duché à leur volonté, et en les forçant à cantonner dans les plaines du Piémont. Le poste important de la Tuile, au-dessus du mont Valaisan, fut attaqué le 27 avril, et pris sans beaucoup de résistance. Les troupes qui le défendaient se retirèrent dans la ville d'Aoste, sur la Dora-Baltea en Piémont.

L'intention du Comité de salut public avait été que le gé-

néral Alexandre Dumas, commandant l'armée des Alpes, fit l'ouverture de la campagne par l'attaque du mont Cénis, le passage le plus fréquenté pour se rendre de France en Italie. Jusqu'alors la saison n'avait pas permis de commencer cette opération avec succès. Plusieurs tentatives trop précipitées avaient échoué, et le général Sarret avait perdu la vie dans une première entreprise pendant le mois de février; son corps s'était perdu dans les neiges. Le retour du printemps permit au général Dumas d'essayer cette expédition, que la fonte d'une grande partie des neiges rendait plus facile. Il fit attaquer et replier tous les postes occupés par les Piémontais pour défendre l'approche du mont Cénis. Les retranchements élevés sur divers points de cette montagne furent assaillis et emportés avec la plus grande impétuosité. Pour faciliter cette expédition, le général Dumas fit réunir à Briançon un corps de 3,000 hommes, qui, après s'être emparé de Pras, du fort Mirabouc, se porta dans les vallées de Bardonèche et de Césane, prit Oulx, occupa Fenestrelle, et s'avança presque sous le canon d'Exiles.

Tandis que le mont Cénis était enlevé au centre, une autre colonne de l'armée des Alpes, passant par le col d'Argentière, en avant de Barcelonnette, s'emparait du poste des Barricades, envahissait la vallée de la Stura, et mettait presque ainsi l'armée des Alpes en communication avec l'armée d'Italie, dont l'extrême gauche était au-dessus du petit village d'Isola, vers Saint-Dalmatio-Salvatico.

Combat de Cairo. — La faiblesse du nombre des troupes qui composaient les deux armées des Alpes et d'Italie empêchait les généraux qui les commandaient en chef de former de grandes entreprises, et de poursuivre de ce côté la guerre avec cette activité qu'on remarquait en Espagne et sur les frontières du nord de la France. Depuis le combat du 8 mai, qui avait mis les Français en possession du col de Tende, ils n'avaient guère fait que des marches et des manœuvres. Nous allons succinctement donner la suite des opérations depuis le combat de Briga jusqu'à celui de Cairo, livré entre les Français et les Autrichiens.

Le 11 juin, l'adjudant général Almeyras battit 1,500 Piémontais dans la vallée d'Aoste. Le 17, le général Basdelanne

les repoussa en avant du petit Saint-Bernard. Du côté de la Méditerranée, la garnison de Loano, après avoir mis en fuite 4,000 Piémontais, les chassa de la Piétra, au-dessus de Loano, le 3 juillet. Le général Lebrun s'empara, le 14, du village de Vernente, dans le comté de Tende, au-dessous de Saint-Dalmazzo, sur le seul chemin qui conduise de Tende à Coni, et prit, le lendemain, de vive force, le village de Roccavione, sur la rive gauche du Gesso, aussi sur le chemin de Tende à Coni, mais beaucoup plus près de cette dernière ville.

A cette époque, le corps auxiliaire autrichien du général Wallis occupait une position entre Final et Acqui. Vers le 12 septembre, une partie de ses troupes s'avança sur le territoire de Gênes, et menaça de s'emparer de Savone. Les Français avaient donné, au mois d'avril de cette même année, l'exemple de la violation du territoire des états génois, et les Autrichiens avaient le même intérêt que leurs ennemis à ne pas respecter la neutralité de cette république.

Le général Dumerbion, calculant toutes les suites de cette invasion, ne voulut point donner aux alliés des Piémontais le temps de s'étendre davantage, et surtout de s'emparer de la place de Savone. Il réunit en conséquence toutes les troupes de la droite de l'armée d'Italie, et marcha pour attaquer les Autrichiens. Le général Colloredo occupait Carcare et une partie de la vallée de la Bormida; le général Mercy-Argenteau était à Mondovi; une troisième division, placée en réserve vers Dego, devait appuyer les deux premières. L'armée française attaqua, le 19 septembre, tout le front des Autrichiens, en se bornant néanmoins à inquiéter la division Argenteau, pour agir plus fortement sur celle de Colloredo.

La position de San-Giacomo, qui sépare la vallée de la Bormida du littoral de Finale et Savone, fut d'abord emportée, et bientôt après les Autrichiens évacuèrent les villages de Bormida, Malère, Pallère, Altare et le plateau de Carcare, pour se retirer vers le château de Cossaria, au-dessus de Millesimo. Poursuivis avec chaleur, les Autrichiens marchèrent, dans la nuit du 20 au 21, sur Dego, pour se réunir à la réserve, que commandait personnellement le général Wallis.

Le général Dumerbion atteignit l'ennemi à Cairo, au moment où celui-ci se préparait à continuer sa retraite : il était deux heures de l'après-midi, et, malgré la fatigue de ses troupes, le général français ne balança point à attaquer les Autrichiens dans la position qu'ils avaient prise pour couvrir leur retraite. En moins d'une heure et demie, ces derniers furent culbutés sur tous les points, et forcés de se retirer en désordre, avec une perte de plus de 1,000 hommes en tués, blessés ou prisonniers. L'armée trouva dans Cairo des magasins de vivres et de fourrages. Le général Dumerbion, dans le rapport qu'il fit de cette affaire au Comité de salut public, se loua beaucoup des talents et de la belle conduite du général de division Masséna, et des généraux de brigade Laharpe et Cervoni. Un soldat, nommé Brimont, quoique blessé de deux coups de feu à la cuisse et de deux coups de baïonnette, tua de sa main quatre Autrichiens qui cherchaient à le faire prisonnier. Ce brave fut nommé officier sur le champ de bataille, par les commissaires conventionnels Salicetti et Albitte, présents à cette affaire.

Le général Wallis prit position à Acqui, où les Français ne jugèrent pas à propos de le suivre. Il est à présumer que la faiblesse de l'armée française ne permit pas à son général de tirer tout le parti possible de l'avantage qu'il venait de remporter.

Le combat de Cairo fut la dernière des opérations de l'armée d'Italie dans cette campagne. Il ne se passa plus rien, jusqu'à l'année suivante, qui mérite d'être rapporté.

ANNÉE 1795. — AN III.

Ouverture de la campagne aux armées des Alpes et d'Italie, combat du col de Monte. — Nos lecteurs ont déjà pu remarquer que le gouvernement conventionnel, par suite des troubles civils survenus dans l'Est et le Midi de la France, n'attachait qu'une importance secondaire aux progrès des armées françaises vers ces parties de la frontière de la république, et se bornait à maintenir ses armées sur le territoire que le premier élan des troupes et la propagation des principes révolutionnaires avaient conquis. Si de plus grands efforts avaient été dirigés aux Pyré-

nées, il faut les attribuer à la crainte qu'avaient inspirée les succès momentanés des Espagnols, et à la nécessité de garantir le sol français d'une invasion d'autant plus dangereuse, qu'elle pouvait réveiller l'énergie des partisans de la royauté dans des provinces où ces derniers étaient nombreux, et n'attendaient peut-être qu'une occasion favorable pour se montrer et donner la main aux émigrés qui servaient dans les armées d'Espagne.

Toutefois, ainsi qu'on a pu le voir dans le précédent paragraphe, les mesures prises par le gouvernement français ne furent pas en proportion avec l'activité que mettait le gouvernement espagnol à recruter ses armées et réparer leurs revers. Sans le zèle infatigable des généraux, et sans l'intrépidité des soldats, qui souvent suppléa à leur petit nombre, il eût été bien difficile au Comité de salut public d'amener le roi d'Espagne à entrer en négociation avec la république, et de conclure avec ce monarque une paix aussi honorable qu'avantageuse.

Dans les Alpes, les opérations de la dernière campagne avaient été bornées, depuis les frontières de la Savoie jusqu'à la rivière de Gênes, à garder ou à enlever des gorges et des postes : ce genre de guerre, qui forme de bons soldats, n'exige pas l'emploi de forces considérables; aussi le gouvernement conventionnel se contentait-il d'entretenir ses armées des Alpes et d'Italie dans l'état strictement nécessaire pour garantir ce côté des frontières de l'irruption des troupes austro-sardes. Ce système défensif fut encore adopté pour la campagne de 1795. Mais si les armées des Alpes et d'Italie, réunies alors sous le commandement d'un seul général en chef, n'inspirent point encore cet étonnement dont on est saisi en lisant les exploits des armées qui combattaient au Nord avec tant de bonheur et de gloire, on ne pourra leur refuser les justes éloges auxquels elles ont droit, pour leur patience admirable, leur valeur froide qui se maintint sans l'enthousiasme des brillants succès, au milieu des privations de tout genre, et dans l'abandon, pour ainsi dire, où on les laissait. Elles seront une école austère où continueront de se former, presque en silence, ces généraux que nous verrons briller plus tard avec tout l'éclat d'un météore inattendu; et ces soldats qui franchiront bientôt les Alpes avec

la rapidité miraculeuse et le courage exercé des vieilles bandes d'Annibal.

Le Comité de salut public n'était cependant pas sans quelque inquiétude sur la situation de ses armées en Savoie et dans le comté de Nice. L'Autriche et la cour de Turin travaillaient activement, de concert avec les Anglais, à seconder les tentatives des mécontents dans l'intérieur. Les alliés espéraient que le défaut de renforts et le manque de fonds, qui compromettait tous les services, les mettraient incessamment dans le cas de pénétrer, par plusieurs points à la fois, dans les départements qui bordent les Alpes. Ils espéraient alors être accueillis par tous ceux qui avaient, en 1793, pris part aux mouvements insurrectionnels de Lyon et de la Provence, et qui déjà s'organisaient en bandes réactionnaires, sous la dénomination de compagnies de *Jésus* et du *Soleil*. Déjà l'empereur d'Allemagne avait dirigé, contre les deux armées affaiblies, des forces presque doubles, choisies dans les meilleures troupes des états héréditaires, auxquels allaient bientôt se joindre les nombreuses levées que faisaient dans leurs provinces les rois de Sardaigne et de Naples; tandis que les Anglais entretenaient dans la Mediterranée une escadre considérable, pour contrarier les opérations de l'armée française dans la rivière de Gênes, et intercepter les convois qui pouvaient lui être expédiés par mer.

Dans l'impossibilité où le gouvernement conventionnel se trouvait de pouvoir augmenter la force numérique des armées des Alpes et d'Italie, il crut devoir leur donner au moins plus de consistance, en réunissant les deux armées sous le commandement du général Kellermann, qui avait déjà donné à la république des gages de sa valeur, de son expérience et de son dévouement, et qui parut propre, dans ces circonstances difficiles, à contre-balancer la réputation dont jouissait le général autrichien Dewins.

Kellermann se trouva investi de ce commandement important, dans un moment où il fallait, avec des moyens presque nuls, tromper l'attente des coalisés au dehors; déjouer les projets et les tentatives des ennemis de la république au dedans; faire avorter un plan dont la réussite eût peut-être entraîné la

destruction de l'armée française, la marche du roi de Sardaigne sur Lyon, l'envahissement du comté de Nice, et, par suite, de la Provence, par l'armée austro-sarde.

Entourés de dangers aussi imminents, dans une position aussi critique, Kellermann, les généraux et les troupes sous ses ordres, développèrent, dans une défensive difficile, autant de fermeté, de patience et de courage, que les autres guerriers de la république en avaient montré ailleurs, dans une offensive dont les succès avaient été si brillants.

Au moment où le général en chef se rendit à son poste dans le courant d'avril, le général Moulins [1], qui commandait l'armée des Alpes, n'avait sous ses ordres que 16,000 hommes tout au plus, avec lesquels il devait garder une ligne qui s'étendait depuis le mont Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux, dans un espace de plus de trente lieues. Il avait devant lui un corps d'environ 30,000 Piémontais.

La faiblesse de cette armée, l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre quelque opération qui pût amener une diversion utile pour l'armée d'Italie, enfin le danger que l'on aurait couru si, en la faisant agir offensivement sur un point, elle eût éprouvé un échec qui pouvait livrer un passage à l'ennemi, toutes ces considérations décidèrent le général Kellermann à se renfermer, pour cette partie, dans la défensive la plus absolue, jusqu'au moment où des circonstances plus opportunes lui per mettraient de reprendre l'offensive.

Après avoir donné des ordres en conséquence au général Moulins, qui fut continué dans son commandement, Kellermann se rendit à Nice avec les représentants du peuple Réal et Dumas, et le général Berthier, chef de l'état-major des deux armées; mais en passant à Toulon, il se concerta avec le vice-amiral Martin pour les opérations respectives de terre et de mer pendant la campagne.

En arrivant, le général trouva toutes les administrations dans un état de délabrement fait pour donner les plus grandes inquiétudes, d'autant plus que la campagne allait s'ouvrir et

[1] C'est le même qui depuis fut membre du Directoire exécutif, vers l'époque du 18 brumaire an VIII. Il était frère du général Moulins, dont nous avons rapporté la mort dans la Vendée (*Voyez tome* I, *page* 412).

que l'ennemi, deux fois plus nombreux, très-bien pourvu et prêt à attaquer, menaçait surtout la division de droite, sur laquelle il dirigeait ses principales forces. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; et, tandis que le représentant Beffroy se rendait à Gênes, à travers bien des périls, pour tâcher d'y rassembler des fonds, dont on avait le plus pressant besoin, Kellermann alla visiter la tête de l'armée, et se concerter avec les généraux qui la commandaient, sur les moyens les plus propres à la faire sortir de cet état précaire et d'inertie.

Voici les positions hasardées qu'elle occupait, et dont Kellermann s'empressa de rendre compte au Comité de salut public, pour l'engager à la renforcer. La division de droite, commandée par les généraux Masséna et Serrurier, était forte de 19,000 hommes; elle s'appuyait, par sa droite, à Vado, et occupait les hauteurs en avant, en s'étendant par celles de San-Giacomo. Corbua, Pantaleone, Melogno, Bardinetto, San-Bernado et le plateau de la Planète, sur lequel Kellermann ordonna la construction d'une redoute; elle descendait ensuite sur Garessio, en dedans de la ligne, sur le Tanaro, vers Intrapa, en avant d'Ormea, et remontait sur les cols de Linferno et de Terme, Viosena et Carlino.

La division du centre, aux ordres du général Macquart, était forte d'environ 7,000 hommes; sa droite s'appuyait au mont Saint-Bernard, et tenait les cols de Tanarello et de Toxe; son centre occupait le col de Mende, et sa gauche celui de Sabion.

La division de gauche, forte de 4,000 hommes, couvrait les cols de Rauss et de Finestra, passant par San-Martino de Lantosca, près des sources de la Vesubia; San-Dalmatio, Tibiano, San-Salvador, Isola, sur la rivière de Tinea, et San-Stephano, extrémité de la gauche de toute l'armée. Cette division était commandée par le général Garnier.

L'armée des Alpes était ainsi disposée au moment de l'ouverture de la campagne : la division de droite, commandée par le général Vaubois, était placée au camp de Tournoux, et occupait par sa droite la vallée de Fours, s'étendant jusqu'à San-Dalmatio, où elle se liait avec l'armée d'Italie, et assurait la communication des deux armées. La vallée de l'Arche était occupée par les principales forces du camp de Tournoux, qui lui-

même se trouvait dans un état de défense très-respectable. Il était garni de vingt pièces de canon, et protégé par les hauteurs qui l'entouraient, et que le général Moulins avait fait occuper, ainsi que le bois de Sylve, déjà fortifié, en 1793, par le général Kellermann, après avoir reconnu, avec le général du génie Lapeyrouse, que de l'occupation de cette position dépendait en grande partie la sûreté du camp de Tournoux. Cette division de droite de l'armée des Alpes s'étendait, par son extrême gauche, jusqu'à Queyras inclusivement.

La division du centre, qui se liait à celle de droite par les cols de Roux et de Servière, occupait le mont Genèvre, et s'étendait, par sa gauche, sur les cols de la Roue et de Fréjus, vers le mont Cenis, où commençait la division de gauche, qui tenait le mont Cenis, la vallée de Tignes, le Saint-Bernard et l'Allée-Blanche, où se terminait l'extrémité de gauche des deux armées.

Ainsi d'après ces détails, l'armée d'Italie, en forces disponibles, y compris ce qu'il y avait sur la rivière de Gênes pour la sûreté des magasins, et dans les points intermédiaires, contre les Barbets, pour assurer les communications, pouvait compter à peu près 31,000 hommes, et celle des Alpes 15,000, ainsi que nous l'avons déjà dit; tandis que l'armée réunie de l'empereur et des rois de Naples et de Sardaigne se montait à 151,000 hommes, dont 45,000 Autrichiens, 6,000 Napolitains et 100,000 Piémontais, y compris les Barbets et les bataillons de milice, dont la plupart tenaient garnison! Le feld-maréchal Dewins commandait en chef cette masse énorme de forces ennemies.

La plus grande partie de l'armée autrichienne, jointe aux Napolitains, occupait en face de la droite des Français un camp établi en avant de Cairo, où se trouvait le quartier général du feld-maréchal Dewins. Les Piémontais, aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute leur cavalerie. La vallée de la Stura était occupée par un corps de 8,000 hommes; le duc d'Aoste en commandait un autre de 15,000 dans les vallées de Suse et d'Oulx; le duc de Montferrat, un autre de 9,000 dans la vallée d'Aoste. L'ennemi avait placé

une forte réserve au bourg de San-Dalmatio, près de Coni, et un corps de 8,000 hommes sur les hauteurs, vis-à-vis du col de Tende.

Des partisans terribles par la guerre cruelle qu'ils faisaient aux Français, les Barbets, étaient disséminés au milieu des postes occupés par les deux armées d'Italie et des Alpes, principalement dans les divisions du centre et de la gauche de l'armée d'Italie : c'étaient, pour la plupart, des habitants des campagnes occupées par ces deux divisions, et que l'on avait conquises sur le roi de Sardaigne. Ces hommes, répandus au milieu des troupes françaises, et que l'histoire de tous les temps représente comme des assassins et des voleurs de profession, faisaient, en détail, à l'armée plus de mal que les troupes régulières. Les militaires et les employés qui voyageaient isolément, les détachements trop faibles, les convois qui n'étaient pas suffisamment escortés, leur échappaient rarement. Pour se garantir de cet ennemi, pour ainsi dire domestique, il fallait réserver sur les derrières une force beaucoup trop considérable, destinée à servir d'escorte, et qui eût été bien plus nécessaire aux avant-postes.

Cependant, tandis que le général en chef Kellermann était occupé à organiser les différents services de l'armée d'Italie, la campagne avait été ouverte, et le général Moulins, d'après les ordres que le premier lui avait transmis, avait tenté, le 17 avril, avec dix-huit compagnies, divisées en trois colonnes, l'attaque du col *de Monte* ou *de Grisanche*. Ce poste, dans le cas de l'offensive, ouvrait un débouché important dans la vallée d'Aoste, par la vallée de Grisanche; et dans la défensive, son occupation, qui couvrait le bourg de Saint-Maurice, et protégeait la communication avec le mont Cenis, était indispensable à la sûreté de ce point; mais la neige, qui tomba alors avec abondance, opposa aux troupes des difficultés qui rendirent infructueuse cette première tentative. Les dix-huit compagnies employées à cette attaque furent forcées par l'ennemi à une retraite, qu'elles opérèrent sans être poursuivies et dans le meilleur ordre possible.

La saison ayant rendu les communications plus favorables, le général Moulins reprit son projet d'attaque, et ordonna au

général de brigade Voillot, commandant de la Tarentaise, de faire ses dispositions en conséquence. L'adjudant général Almeyras fut particulièrement chargé de l'expédition. Le 12 mai, 2,200 hommes partirent de leurs cantonnements de Moulin, Miroir, les Masures et Sainte-Foy, et furent divisés en trois colonnes : la colonne de gauche, forte de 800 hommes, devait suivre la route du col de la Salière, descendre à la Chapelle, y laisser un détachement de 200 hommes en observation, afin d'empêcher l'ennemi d'avancer au village de Fournel; le corps principal devait pénétrer par le col, et seconder les autres attaques; mais il fut arrêté dans sa marche par une tourmente affreuse, et obligé de rétrograder. Le chef de bataillon commandant la colonne, un capitaine et plusieurs soldats périrent dans les neiges.

La colonne de droite, forte de 400 hommes, devait tourner les sommités, auxquelles s'appuyait la gauche des retranchements du col de Monte, et tâcher de pénétrer, à travers des glaciers, sur un baracon de l'ennemi. Cette colonne ne put pénétrer sur le flanc des retranchements; mais elle traversa les crêtes des montagnes, et arriva à sa destination dans le moment où la colonne du centre emportait les dernières redoutes.

Cette colonne, forte de 1,000 hommes, devait faire les principaux efforts; elle fut favorisée, dans sa marche, par un vent impétueux du nord-ouest, portant dans les yeux des ennemis la neige, qui, tombant à gros flocons, les aveuglait et les tenait dans une entière sécurité. Après avoir traversé dans le plus grand silence les premiers retranchements, qui n'étaient pas occupés, les Français arrivent à demi-portée de pistolet d'une redoute, sans répondre au feu de l'ennemi. En moins d'une demi-heure, tous les retranchements sont enlevés à la baïonnette; 210 Piémontais, parmi lesquels plusieurs officiers, et le commandant du poste, le comte Viallard, sont faits prisonniers : les Français s'emparent des magasins et de toute l'artillerie. Le reste des troupes ennemies s'échappa, ainsi que celles qui étaient cantonnées au baracon de la Croix, où elles mirent le feu en se retirant.

Les Français, pendant cette attaque, avaient montré une patience et une constance incroyables. Ils marchèrent pendant

dix heures au milieu des neiges, en luttant contre une tourmente épouvantable. Le froid était tellement excessif, que l'eau-de-vie et le vin qui leur avaient été distribués étaient gelés dans leurs bidons. Le général Kellermann, dans son rapport sur cette affaire, cite avec éloge l'adjudant général Almeyras[1], chargé de l'expédition, pour la manière habile et courageuse dont il s'en était acquitté.

Plusieurs des Français employés à cette attaque s'y distinguèrent particulièrement par des actes de valeur et d'humanité. Le capitaine Brune, voyant un officier ennemi qui avait eu l'épaule cassée, en danger de se noyer, se jette à la rivière, le charge sur ses épaules, et le porte dans une maison voisine. Presque en même temps, l'adjoint aux adjudants généraux, Siaud, entend les cris d'un volontaire français blessé, qui se trouvait près de tomber entre les mains des Piémontais ; le généreux guerrier se jette aussi à la nage, traverse la rivière, emporte le soldat blessé, et revient, sous le feu le plus violent, déposer son intéressant fardeau sur l'autre rive. De pareils traits sont communs et fréquents dans nos annales militaires : nous l'avons déjà dit, et nous ne craignons pas de le répéter, c'est surtout chez les Français que l'humanité est la compagne inséparable du véritable courage.

Comme la possession du col *de Monte* pouvait faciliter aux Français les moyens d'attaquer les retranchements du prince Thomas, et leur ouvrir l'accès de la vallée d'Aoste, l'ennemi, pour faire une diversion et engager les Français à abandonner leur conquête, tenta, dans la nuit suivante, une attaque sur le mont Saint-Bernard. Cinq bataillons commandés par le colonel piémontais Vercelli furent employés à cette expédition ; mais repoussé au premier choc par les Français, qui se tenaient sur leurs gardes, Vercelli fut obligé d'opérer sa retraite après avoir éprouvé une perte considérable en hommes tués ou faits prisonniers.

La prise du col *de Monte* fut d'autant plus importante pour l'armée des Alpes, dont les forces étaient si peu nombreuses, qu'elle procura l'avantage incalculable de tenir en échec, pen-

[1] Depuis lieutenant général.

dant la campagne, avec 250 hommes, 2,000 Piémontais, que l'ennemi fut obligé d'opposer aux Français pour les empêcher de se trouver, par une simple marche, au centre de la vallée d'Aoste et derrière les retranchements du prince Thomas. Pendant tout le reste de la campagne, l'ennemi témoigna l'intention de reprendre ce poste. Plusieurs fois il renouvela ses tentatives, mais la valeur des Français chargés de garder ce point important les rendit chaque fois infructueuses.

Combat du col d'Argentera et de la vallée d'Oulx. — Le général Kellermann était arrivé à l'armée des Alpes, et avait employé ses premiers moments à faire une exacte reconnaissance de toutes les positions occupées par ses troupes. Ne voulant point que l'armée des Alpes entrât en quartiers d'hiver avant que celle d'Italie eût achevé la campagne, il s'empressa de contribuer, par tous ses moyens, aux succès des opérations de cette dernière, et, pour cet effet, il ordonna a tous ses détachements de harceler continuellement l'ennemi, et de le tenir en haleine sur tous les points que la neige et les glaces n'avaient pas rendus absolument impraticables. Cette utile diversion devait tenir occupés les Piémontais, et les empêcher de porter eux-mêmes des secours aux corps ennemis que le général Schérer avait en tête.

En conséquence de ces dispositions, le général Vaubois reçut l'ordre de porter un fort détachement sur les Clapières, par le col de Mer, dans la vallée de Maurienne, pour enlever un camp ennemi qui y était posté. Ce mouvement eut lieu vers le milieu d'octobre. A la vue des colonnes françaises, les Piémontais abandonnèrent leur camp, et ne songèrent pas même à engager de fusillade. Quatre-vingts d'entre eux allaient cependant être faits prisonniers lorsqu'ils se précipitèrent par un col escarpé, où l'on jugea qu'il était impossible de les suivre.

Il se passa, vers le même temps, un trait qui honore l'humanité autant que le courage des Français. Nous le rapportons, pour prouver aux nombreux détracteurs des soldats de cette époque que les Français, dans les armées, étaient loin de se livrer à cet esprit de pillage et de brigandage qu'on leur a reproché avec tant d'amertume. Un détachement avait été envoyé, par le général Vaubois, à Fours, pour en remplacer un

autre, parti depuis deux jours. A leur arrivée, les républicains tournèrent le village. Il était occupé par une troupe de Barbets, dont la plupart s'étaient répandus dans les pâturages pour en enlever les bestiaux et piller les malheureux paysans qui les gardaient. Les Français réussirent facilement à chasser les Barbets de Fours. Fatigués d'une marche longue et pénible, ils avaient le plus grand besoin de repos; cependant, ayant appris que les Barbets dévastaient la campagne d'alentour, ils oublient aussitôt leurs fatigues, volent sur les traces de ces pillards, et les atteignent au bout d'une heure et demie de course. Les Barbets voulurent résister; mais, bientôt effrayés de la valeur régulière des Français, ils s'enfuirent, abondonnant, pour échapper plus vite, tous les bestiaux dont ils s'étaient emparés. Le détachement prit soin de les rassembler, les ramena à Fours pendant la nuit, et, le lendemain, le commandant fit annoncer aux paysans que chacun d'entre eux n'avait qu'à se rendre au camp pour reconnaître et emmener ce qui lui appartenait. Ces bonnes gens, en recevant des mains des Français les objets qui faisaient leur unique richesse et leurs moyens de subsistance, répandaient des larmes de reconnaissance, et s'étonnaient de trouver plus d'humanité chez des hommes qu'on s'efforçait de leur représenter comme des ennemis que parmi des compatriotes.

Cependant les mouvements ordonnés par le général Kellermann s'exécutaient avec promptitude et activité. Le 21 octobre, le général Vaubois, commandant la droite de l'armée des Alpes, sans être intimidé par l'extrême rigueur du temps et l'abondance des neiges qui obstruaient tous les cols des montagnes, disposa une attaque contre les postes avancés de l'ennemi dans la vallée de la Stura et dans celle de la Maira. Trois détachements partirent du camp de Malamort et de celui de l'Arche, tandis que trois autres, d'égale force, se dirigèrent par les cols de Jantrons, de Monge, et par Laronay, pour forcer les postes de Sarrela, du pont de Maira et des Selettes.

A la vue de ces forces s'avançant contre eux, les Piémontais prirent la fuite; mais les cols s'étant trouvés impraticables, et une forte tourmente étant survenue, les Français ne purent

les poursuivre. En même temps trois autres colonnes avaient été dirigées sur la vallée de la Stura, avec ordre d'attaquer les postes ennemis, et de faire une reconnaissance dans cette même vallée, afin de s'assurer si elle avait des ressources en fourrages. Les postes piémontais d'Argentera, quoique fortement retranchés et gardés par les régiments suisses de Meyerhoff et de Millius, furent forcés et emportés à la baïonnette. L'ennemi, rallié au village d'Argentera, essaya de s'y soutenir en opposant aux efforts des Français une résistance opiniâtre : il fut obligé d'évacuer sa position; et, si les détachements de droite et de gauche n'avaient pas été retardés par les neiges et les glaces, tout ce qui était à Argentera aurait été fait prisonnier. Poursuivis la baïonnette aux reins jusqu'à Bersezia, les Piémontais y furent de nouveau forcés, ainsi qu'à Demonte, à quatre lieues plus loin, et bientôt après aux Barricades. L'ardeur des troupes les eût même emportées jusqu'à Vinadio; mais, instruit que l'ennemi venait d'en garnir les retranchements avec les régiments suisses de Strenq et de Meyerhoff, et dans l'impossibilité de les emporter avec 800 hommes, le général Vaubois ordonna la retraite des troupes, qui avaient d'ailleurs parfaitement rempli l'objet de leur reconnaissance et qui, se trouvant éloignées de six lieues de leurs postes, pouvaient être compromises.

Pour compléter la diversion en faveur de l'offensive de l'armée d'Italie, le général Kellermann avait également ordonné au général de brigade Valette, commandant le centre de l'armée des Alpes, de faire une attaque générale sur tous les avant-postes de l'ennemi placés en face de ses positions. Suivant ces ordres, trois colonnes furent mises en mouvement, dans la nuit du 13 au 14 octobre. La première, partie de la Chaux, se dirigea sur les villages de Bousson et de Champsac, que les postes de l'ennemi évacuèrent pour prendre une position sur la montagne, près de Suse. Un autre poste, placé sur le Marquisat, fut tourné, et on brûla tout ce qui fut trouvé appartenant à l'ennemi : une forte redoute, placée dans la gorge de Champsac, fut aussi tournée par la colonne que commandait le général Sandoz, et tous les hommes qui la défendaient furent tués ou faits prisonniers.

Pendant ces différentes expéditions, l'ennemi avait rassemblé ses forces à Sestrières; mais il n'avait pu s'opposer à la retraite de la colonne du général Sandoz, qui rentra dans son camp après avoir exécuté ponctuellement les ordres du général Valette. Une seconde colonne, commandée par ce dernier général, se porta à Cezanne, que l'ennemi s'empressa d'évacuer à son approche. Valette poussa alors jusqu'à Feuille et à Donart, d'où il envoya un fort détachement sur le chemin d'Oulx. Deux postes ennemis qui se trouvaient sur sa route furent enlevés et occupés. Les Piémontais, s'étant réunis en nombre supérieur, essayèrent de tourner la colonne du centre; mais toutes les hauteurs étaient occupées par la marche combinée des troupes sur la droite et sur la gauche : les Piémontais furent obligés, par cette occupation, de se tenir à une très-grande distance et hors de la portée du fusil. La troisième colonne, partie de Plampinet, se porta sur Pierre-Menoud, où elle eut à vaincre les plus grandes difficultés, à cause de l'énorme quantité de neige qu'elle trouva amoncelée sur son passage. Il faisait un froid si vif et si piquant que deux volontaires eurent les pieds gelés en marchant. Cependant l'ardeur des troupes semblait s'accroître avec les obstacles : elles arrivèrent à la chapelle Saint-Charles, qui domine le village d'Oulx, et en chassèrent la garnison ennemie qui y était cantonnée; mais, ne pouvant pénétrer plus avant à cause de la chute du jour, la troisième colonne rentra dans ses positions.

Les troupes françaises de la vallée de Queyras avaient voulu attaquer l'ennemi de leur côté; mais les neiges étaient si considérables et avaient tellement obstrué tous les passages qu'elles ne purent pénétrer jusqu'aux avant-postes. Enfin, toujours dans le dessein de favoriser les opérations de l'armée d'Italie, le général Kellermann se rendit lui-même à Barcelonnette et à Briançon, pour y ordonner et diriger les différentes attaques projetées de ces points importants, les plus rapprochés de la ligne offensive du général Schérer; et, au moyen de l'ensemble et de la multiplicité des différentes attaques faites sur tout le front de l'armée des Alpes, il réussit parfaitement à empêcher les Piémontais de dégarnir aucun de leurs points de défense pour renforcer les Autrichiens. Mais la neige, dont la chute

augmentait progressivement, à mesure que la mauvaise saison avançait, empêcha bientôt l'armée des Alpes de continuer ses opérations, et le froid devint si insupportable que Kellermann se vit forcé de faire prendre à ses troupes leurs cantonnements d'hiver. L'armée des Alpes prit alors les positions suivantes.

Le quartier général fut porté d'Embrun à Chambéry. Cinq bataillons d'infanterie furent placés à l'Arche, Barcelonnette, au fort Queyras, à Mont-Dauphin et Guillestre; quatre autres bataillons à Briançon et dans ses forts, dans la vallée de Neuvache et le village de Mont-Genèvre; sept bataillons furent employés dans la Maurienne, et occupèrent les cantonnements de Saint-Jean, Termignon, Saint-Michel, Bramant et Lans-le-Bourg; ils étaient chargés de fournir les postes nécessaires à la garde du Mont-Cénis; six bataillons occupèrent la Tarentaise, et furent cantonnés à Moustiers, Conflans, Beaufort, Ayme et Scez; ils fournirent les postes nécessaires à la garde des monts Valaisain et Saint-Bernard. L'impossibilité reconnue de conserver au col du Mont-des-Liquides des cantonnements pendant l'hiver et des difficultés de communications de la Tarentaise à ce poste forcèrent le général à abandonner une position si importante. Deux bataillons prirent leurs quartiers d'hiver à Chambéry, Annecy, Carouge et Bonneville; trois bataillons furent cantonnés à Grenoble, Valence et Montelimart; le reste des troupes, infanterie et cavalerie, fut distribué dans les départements de la Drôme, du Rhône, du Puy-de-Dôme et de la Loire, où leur présence parut nécessaire pour le maintien de la tranquillité publique, incessamment menacée par les partis qui s'agitaient de toutes parts dans ces contrées[1].

Bataille de Loano. — Au moment où la rigueur de la saison forçait l'armée des Alpes de cesser son état d'activité, et d'entrer en quartiers d'hiver, l'armée d'Italie, qui se trouvait placée sous un ciel moins défavorable, livrait une grande bataille, et remportait une victoire qui allait signaler la fin de la campagne et ouvrir le chemin de cette terre classique dont elle fera la conquête dans les années qui vont suivre. Mais,

[1] Une partie des détails qui précèdent sont extraits des Mémoires manuscrits du maréchal-duc de Valmy.

avant d'entrer dans le détail de la bataille de Loano', il est nécessaire de reprendre les choses d'un peu plus haut.

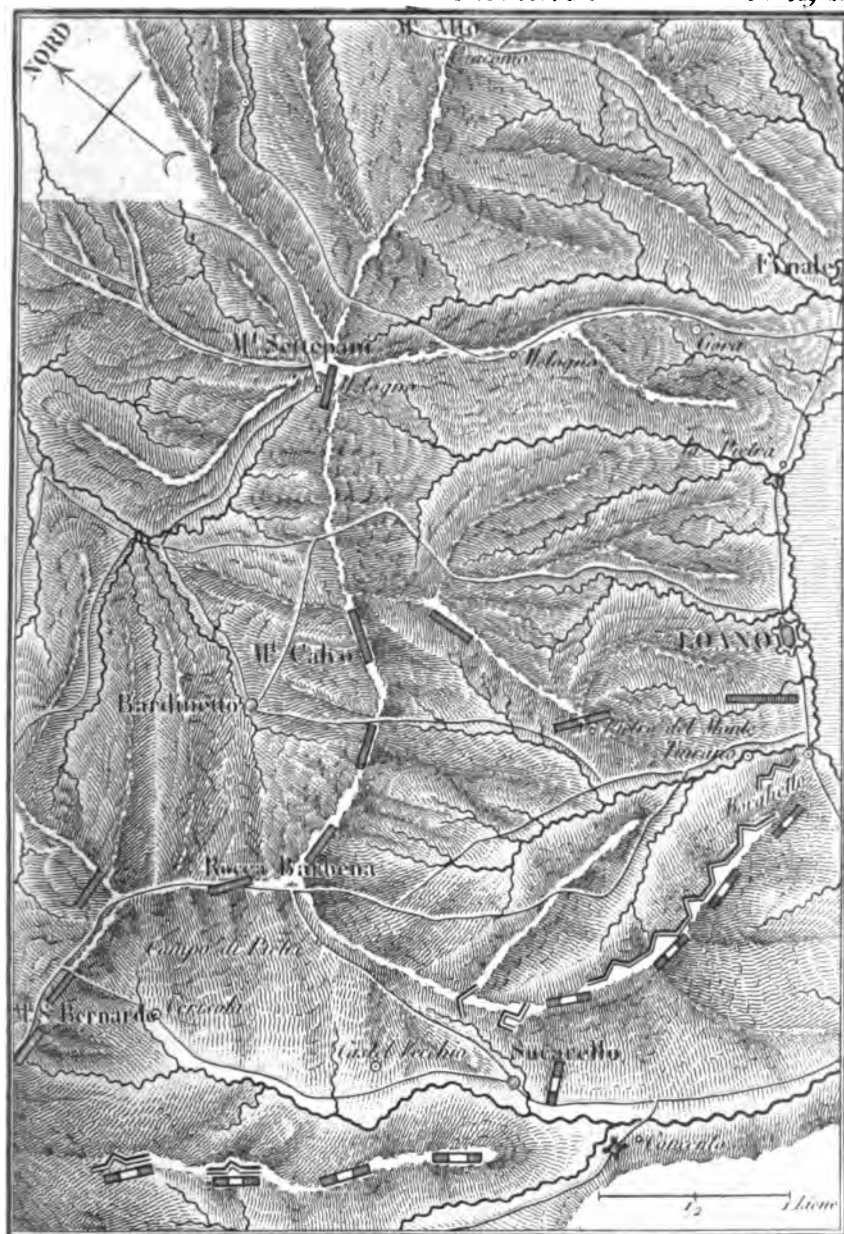
Kellermann, en allant à Nice attendre l'arrivée de son successeur, avait donné aux généraux de division commandant les différents corps de l'armée, l'ordre de continuer à tenir en haleine les ennemis, et de les harceler dans toutes les occasions; il voulait par là laisser aux troupes françaises leur activité habituelle, et donner au général Schérer la facilité de suivre ses plans d'offensive contre l'ennemi, s'il voulait les adopter. D'après ces ordres, plusieurs mouvements eurent lieu sur toute la ligne française, après le combat du Petit-Gibraltar.

Ainsi, le 25 septembre, le général de brigade Miolis, après avoir chassé de leur camp à Garessio les Piémontais et les Autrichiens, l'avait brûlé et s'était emparé d'un magasin de poudre. Le 2 octobre, l'avant-garde des ennemis, s'étant placée sur un mamelon en face de Borghetto, avait commencé à s'y retrancher, pour y élever des batteries de gros calibre : le général Masséna, qui s'en était aperçu, avait ordonné au général Victor de chasser l'ennemi de ses positions, et d'y détruire ses fortifications. En conséquence, dans la nuit du 2 au 3, deux colonnes avaient entouré le mamelon, tandis que 200 grenadiers et 200 chasseurs empêchaient l'ennemi d'y porter du secours. Arrivés au pied des retranchements, les Français étaient sautés dedans, y avaient tué tout ce qui n'avait pu s'échapper à la faveur de la nuit, et les avaient ensuite détruits.

C'est après ces deux affaires que les renforts amenés d'Espagne par Schérer commencèrent à opérer leur jonction avec l'armée d'Italie. Le général en chef se rendit bientôt lui-même au quartier général, et cette fusion de deux armées, également braves, dans une seule inspira à l'une et à l'autre une telle confiance qu'on pouvait en attendre les plus grands succès. Familiarisés également aux mêmes genres de fatigues et de périls, les soldats des Alpes et des Pyrénées se lièrent par une espèce de confraternité, qui, tout en laissant subsister entre eux le puissant mobile de l'émulation, devait les rendre plus forts en les tenant unis.

Cependant, à mesure que les Français paraissaient les menacer davantage, les Autrichiens se fortifiaient de plus en plus

BATAILLE DE LOANO.



Infanterie Française. — Infanterie Ennemie. — Batteries de Campagne.

Cavalerie Française. — Cavalerie Ennemie. — Batterie de Siége (Canons)

..... Leurs Lignes de Marches. — ---- Leurs Lignes de Marches. — Batterie de Siége (Mor

à Campo di Pietri et à Loano : les maladies leur avaient, à la vérité, emporté beaucoup de monde à Vado ; mais ils étaient encore infiniment supérieurs en nombre, en positions et en artillerie. Ils avaient des vivres et des approvisionnements de tout genre en abondance, tandis que les Français, privés de toute communication avec la ville de Gênes, manquaient également de pain, d'habillements et de munitions. L'armée ennemie, forte de 55,000 hommes, tenait une ligne de positions fortifiées et liées les unes aux autres par des retranchements : sa gauche, appuyée à la mer à Loano, occupait, avec de l'artillerie, Finale et Brescia ; son centre était placé sur des positions fortement unies à Rocca-Barbena, Melogno et Settepani. Ces positions étaient liées, à la droite, par les troupes piémontaises qui occupaient les places de Ceva, Mondovi et Coni. L'armée sarde occupait en arrière les montagnes de San-Bernardo et de la Planète, et étendait sa droite jusqu'à Garessio sur le Tanaro, où se trouvaient placées des forces supérieures. Ces différentes positions, que nous avons déjà dit avoir été fortifiées avec soin, étaient défendues par cent pièces d'artillerie, depuis le plus petit jusqu'au plus gros calibre. Un vallon étroit et profond de près de huit cents toises, escarpé sur presque tout son front, séparait les deux armées, excepté sur le point du village de Loano, occupé par l'ennemi, et en avant duquel il avait établi trois fortes et grandes redoutes sur trois mamelons qui dominaient entièrement cette petite plaine, d'une lieue d'étendue en tous sens.

La ligne de défense de l'armée française, forte d'environ 32,000 hommes, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la Méditerranée, jusque sur la cime des montagnes parallèles aux monts de la Planète et de San-Bernardo Deux divisions de l'ancienne armée d'Italie, réunies sous le commandement du général Masséna, formaient le centre et occupaient les positions de Sucarello, de Castel-Vecchio, et s'étendaient, par une chaine de montagnes, jusque sur les défilés de Garessio et du Tanaro. Une troisième division de la même armée, sous les ordres du général Serrurier, formait la gauche, tandis que la droite, commandée par le général Augereau, était composée de 12,000 hommes arrivés des Pyrénées.

La seule comparaison du nombre et de la position des ennemis suffit pour démontrer combien leur armée était supérieure à celle que commandait le général Schérer. Cependant, malgré leur infériorité, les soldats français, sans pain, sans souliers et manquant de tout, demandaient à grands cris qu'on les conduisît à l'ennemi. Le général Schérer était d'autant plus flatté de les voir animés de cette ardeur belliqueuse qu'il avait, ainsi que nous l'avons déjà dit, adopté le projet du général Kellermann, de reprendre l'offensive, et il résolut de tout tenter pour rétablir ses communications avec Gênes, la véritable et seule mère nourricière de l'armée. Il se détermina donc à prendre promptement toutes les dispositions qui pouvaient préparer le succès de l'attaque prochaine qu'il méditait.

Placé sur un théâtre difficile, qu'il n'avait pas encore eu le temps d'étudier, le général Schérer eut le bon esprit de se méfier de lui-même, et chercha à s'entourer des lumières de tous les généraux de l'ancienne armée d'Italie. Le général Masséna, qui, dans cette campagne, avait pris une grande connaissance du pays, et que ses camarades se plaisaient eux-mêmes à proclamer le plus habile d'entre eux à cause de la grande expérience qu'il avait acquise dans la guerre de montagnes, réunit tous les suffrages, et obtint toute la confiance du général en chef. Schérer le chargea, en conséquence, de former lui-même le plan d'attaque. Masséna, avant de rien entreprendre, voulut qu'on fît une reconnaissance générale de toutes les positions de l'ennemi. En conséquence, le 17 novembre, un fort détachement de troupes françaises se porta sur Campo di Pietri. Le général Charlet, chargé de cette expédition, détruisit les retranchements de cette position, et prit à l'ennemi trois canons, quatre cents fusils et 500 hommes : c'est le seul obstacle qu'il rencontra sur tout le front de la ligne ennemie, qu'il parcourut avec autant de bonheur que d'habileté.

A son retour, le général Masséna s'occupa de rédiger son plan. Suivant ses premières vues, la droite des Austro-Sardes, composée en grande partie de troupes piémontaises, pouvait être facilement tournée. On devait entreprendre, à l'aide des nouvelles troupes que l'aile gauche et le centre des Français avaient reçues, de prolonger succesivement, à revers, la ligne

ennemie, de sa droite à sa gauche, en la plaçant entre deux feux. On comptait, pour l'exécution de ce plan, sur l'ardeur et l'impétuosité des Français; mais des contrariétés de climat et de saison, des brouillards et des neiges abondantes empêchèrent qu'il ne fût effectué. Masséna proposa alors d'opérer sur le centre de l'ennemi le mouvement que l'on aurait dû diriger sur son aile droite; de s'emparer des positions qui le couvraient à Banco, à Rocca-Barbena et à Bardinetto; de les dépasser, et d'en prendre aussitôt en arrière de sa ligne. Masséna, qui proposait ce projet hardi, demanda et obtint d'en diriger l'exécution. Les troupes qui avaient reçu ordre de renforcer la gauche redescendirent vers le centre; et, pour donner le change à l'ennemi et aux habitants, en motivant cette démarche, on fit courir le bruit que l'armée allait prendre ses cántonnements d'hiver. Par un hasard qui allait concourir au succès de l'entreprise, un petit bâtiment, étant parvenu à tromper les croisières ennemies, apporta un approvisionnement de souliers, qui furent bientôt distribués aux soldats, et accueillis d'autant mieux, qu'étant décidés à attaquer, quoique sans chaussures, ils se préparaient à s'envelopper les pieds avec des lanières tirées de leurs sacs de peau. Cet événement, qui augmenta la gaieté des Français, les anima aussi d'une nouvelle ardeur.

D'après le plan arrêté définitivement entre le général en chef et Masséna, on se décida à former trois attaques, une fausse et deux véritables : le corps de gauche, aux ordres du général Serrurier, devait masquer les camps de San-Bernardo et de la Planète, et, en présentant plusieurs têtes de colonnes d'attaque, menacer les troupes piémontaises, les tenir en échec, et les empêcher surtout de porter aucun secours au centre de l'ennemi, contre lequel, ainsi que nous venons de le dire, le général Masséna devait lui-même diriger la principale attaque. Schérer s'était réservé le commandement particulier de la droite de l'armée : il devait agir avec vigueur au commencement de l'action, afin de donner le change à l'ennemi, et lui faire croire que cette attaque était la véritable. Masséna partit des environs de Castel-Vecchio à la tête de ses deux divisions, le 22 novembre, à la nuit tombante; il combina deux attaques, l'une sur la droite et l'autre sur la gauche du centre de

l'ennemi, commandé par le général autrichien Argenteau.

Ces deux attaques exigeaient non-seulement une grande audace et une valeur héroïque de la part des troupes, mais encore une savante combinaison de la part du général qui les commandait. Il ne suffisait pas de battre un ennemi supérieur en nombre à peu près du double, dans une position escarpée, défendue par des retranchements, et garnie d'une artillerie formidable; mais il fallait encore exécuter ce qu'on avait annoncé, c'est-à-dire couper la communication du corps d'Argenteau avec celui qui était placé à Loano, et, après l'avoir battu, le gagner de vitesse sur les positions non moins importantes de Melogno et de Settepani, où il devait, en cas d'échec, naturellement se replier. Nous allons voir avec quelle audace et quelle précision le général Masséna sut exécuter ces différentes opérations délicates.

L'attaque commence à la pointe du jour, et, à l'exemple des grands capitaines de l'antiquité, sur les traces desquels il s'était déjà élancé avec tant de gloire, le général Masséna harangua ses troupes : les paroles qui sortent de cette bouche guerrière sont l'annonce de la victoire plutôt encore qu'une invitation à la remporter. A peine a-t-il fini que ses colonnes s'ébranlent, commandées par les généraux Laharpe, Charlet, Cervoni, Saint-Hilaire, Mercier, Chabran, Bizanet et Joubert, que Kellermann avait conservé à l'armée malgré une destitution du Comité de salut public, et qui acquerra une grande gloire dans les campagnes suivantes.

Les généraux Laharpe et Charlet attaquèrent l'ennemi sur ses deux flancs, à Rocca-Barbena, et le culbutèrent sur tous les points, malgré sa vive résistance. Le général Masséna se porta en même temps sur les deux positions de Malsabeno et de Banco, et s'en empara; réunissant alors ses deux divisions, il poursuivit jusqu'à Bardinetto l'ennemi, qui s'y rallia, et parut vouloir s'y défendre avec la dernière opiniâtreté. Voyant que cette attaque, sur la rapidité de laquelle reposait tout le succès de l'entreprise, traînait en longueur, Masséna se porte lui-même contre l'ennemi avec sa réserve. Le combat recommence avec une nouvelle fureur. Mais enfin, animés par l'exemple de leur général et par la vue des dangers qu'il par-

tage avec eux, les Français se précipitent dans les retranchements, la baïonnette en avant. Des cris de terreur s'élèvent du milieu des rangs ennemis et redoublent encore la fureur des assaillants. En un moment, le poste de Bardinetto est emporté, les ennemis sont en pleine déroute. Ils fuient, abandonnant au pouvoir des vainqueurs toute leur artillerie. Ce qui n'avait pas été tué ou pris se sauva en désordre, du côté de Bagnasco, sur la rive gauche de la Bormida, où le général Argenteau chercha à rassembler ses fuyards.

A l'instant où l'attaque commençait à Bardinetto, le général Masséna avait donné ordre au général Cervoni d'aller, avec 1,500 hommes, s'emparer des hauteurs de cette partie et de celle de Melogno, point le plus élevé de la contrée, et sur lequel il présumait que se retirerait toute la ligne ennemie, en cas d'échec; mais les ennemis avaient tellement été effrayés par les combats précédents et par l'acharnement que mettaient à les poursuivre les divisions victorieuses de Masséna qu'ils avaient fait leur retraite dans le plus grand désordre, du côté de Ceva.

Tandis que l'armée austro-sarde était ainsi menacée sur sa droite, culbutée et percée sur son centre, elle était attaquée avec succès, par le général Schérer, sur tout le front de son aile gauche, depuis la mer jusqu'aux hauteurs occupées par le général Argenteau. A la pointe du jour, neuf chaloupes canonnières, armées de pièces de gros calibre, prirent poste à portée du flanc gauche de la ligne ennemie entre Borghetto et la Pietra, afin de l'inquiéter par les décharges de leur artillerie. A peine, au signal convenu de deux fusées parties du mont Saint-Esprit, les chaloupes canonnières avaient-elles lâché leurs premières bordées que déjà l'adjudant général Rusca se portait, au pas de charge, à la tête de 1700 hommes, sur les trois mamelons retranchés qui formaient les avant-postes de l'ennemi, en avant de Loano. Deux des redoutes furent emportées d'assaut en moins de vingt minutes : la troisième, qui était aussi la principale, voulut se défendre avec acharnement, malgré le feu très-meurtrier d'une pièce de 36 et d'un obusier placé à mi-côte de la montagne du Saint-Esprit. Cette résistance décida le général Schérer à la faire envelopper par

la brigade du général Victor ; mais, au moment où cette mesure allait recevoir son exécution, l'ennemi, épouvanté des mouvements des Français et désespérant de se maintenir, sauta par-dessus les retranchements, vers le centre de la ligne autrichienne placée en arrière de Loano.

Pendant cette attaque des redoutes, en avant de Loano, le général Barnel, à la tête de 2,500 hommes de la droite de l'armée, avait emporté, avec la plus grande valeur, le village de Tuirano, et gagné sur-le-champ les hauteurs escarpées auxquelles appuyait la droite de l'aile gauche de l'ennemi. Au milieu de cette action, que l'opiniâtreté de l'ennemi à se défendre rendait très-animée, le général Barnel, combattant lui-même à la tête des braves qu'il commandait, fut renversé d'un coup de feu : le chef de brigade Lannes prit aussitôt sa place, et, secondé par l'adjudant général Rusca, il emporta successivement cinq positions retranchées, garnies de canons, placées les unes derrière les autres. Les ennemis tentèrent vainement de se défendre. Les Français, sur tous les points, montraient une valeur si indomptable qu'il était impossible de leur résister.

Cependant le feu meurtrier qui partait des bâtiments d'une chartreuse, placée dans la gorge et sur le flanc de Tuirano, ayant fait soupçonner que les troupes chassées de ce village s'étaient réfugiées dans cette position ; le général Schérer ordonna au général Dammartin de s'y porter avec une réserve de trois bataillons, et y fit diriger en même temps un obusier, pour faire taire le feu de l'ennemi sur ce point. Mais celui-ci, intimidé par les préparatifs qu'il voyait faire d'un assaut, se hâta d'échapper à ce nouveau danger en capitulant. Un général et un colonel, cinquante officiers et plus de 800 soldats mirent bas les armes, et furent faits prisonniers dans cette action.

Ces différentes attaques contre la gauche de l'armée ennemie avaient duré depuis la pointe du jour jusqu'à trois heures après midi ; les Austro-Sardes avaient été forcés d'évacuer la petite place de Loano ; et cependant, après s'être réfugiés d'abord à mi-côte du mont Carmelo, ils parurent vouloir se rallier à quelque distance, et revenir à la charge. Schérer, témoin de

ce mouvement, et sentant de quelle importance il était pour le succès de l'attaque générale d'empêcher l'ennemi de réorganiser une offensive sérieuse sur un point aussi essentiel, se décide à marcher contre lui à la tête de son aile droite, tandis que le chef de bataillon Suchet[1], qui venait de s'emparer avec un courage héroïque des hauteurs presque inaccessibles du mont Calvo, descendrait de cette montagne pour prendre à revers la droite de l'aile gauche des Autrichiens. Cependant, incertain des événemens qui s'étaient passés à l'aile gauche de l'armée française, ainsi qu'au centre, vers Rocca-Barbena et Bardinetto, le général en chef Schérer hésita dans ce mouvement, et se borna d'abord à serrer de près l'ennemi, afin de l'empêcher d'échapper, si le centre avait réussi dans ses attaques. Enfin, à quatre heures et demie du soir, différents signaux convenus avec le général Masséna apprirent à Schérer les glorieux succès du centre, et l'instruisirent que les deux divisions victorieuses se rapprochaient de son aile droite, et déjà menaçaient de s'emparer des hauteurs de l'Apennin, et de se placer entre les États du roi de Sardaigne et l'armée des alliés. Schérer ordonna alors à trois bataillons de la gauche de son aile droite de se réunir au chef de bataillon Suchet, pour envelopper et cerner la droite de l'aile gauche de l'ennemi; lui-même s'avança en même temps à la tête de sa ligne tout entière sur le front de celle des Autrichiens.

Mais à ce moment un orage affreux, mêlé de grêlons, vint couvrir d'une nuit obscure les deux armées : les Français, malgré la vive ardeur qui les avait animés pendant toute cette journée, furent obligés de s'arrêter et de bivouaquer à un quart de lieue des postes occupés par l'ennemi. Cet obstacle avait redoublé leur envie de vaincre, et ils se préparaient à faire pour le lendemain une attaque vigoureuse, lorsque, à la pointe du jour, ils s'aperçurent que les Autrichiens avaient profité de l'obscurité de cette nuit orageuse pour se replier sur Finale, où était le quartier général, en abandonnant toute leur artillerie et leurs tentes. Voulant du moins troubler leur retraite, le général Schérer détacha à leur poursuite le général Augereau. Celui-ci

[1] Depuis maréchal et pair de France, duc d'Albufera, etc.

se mit à la tête de quelques troupes légères, gravit promptement la montagne de Finale, atteignit l'arrière-garde de l'ennemi, l'attaqua avec impétuosité, et la força de faire volte-face pour se défendre : déjà même il commençait à lui faire un grand nombre de prisonniers lorsque le général Masséna, en paraissant tout à coup, vint encore augmenter le danger des Autrichiens.

Nous avons vu que dès la veille Masséna s'était rapproché de la droite, commandée par Schérer; il avait attaqué l'ennemi au poste de San-Pietro-del-Monte, qui dominait toute la droite des alliés, et celui de Castelare. L'occupation de ces deux postes avait achevé la déroute entière du centre de l'ennemi, et mettait à découvert toute son aile gauche. Masséna, prêt à fondre sur cette aile et à seconder les efforts de Schérer, était déjà parvenu sur les hauteurs de Cora et de San-Pantaleone, qui dominaient toute cette gauche, lorsque, surpris par le même orage qui avait obligé le général Schérer de suspendre son attaque, il arrêta lui-même l'ardeur de ses braves bataillons, et bivouaqua sur ces deux hauteurs.

Plus habile et plus prévoyant que Schérer, Masséna devina que, si l'ennemi opérait sa retraite, il la ferait par la gorge de San-Giacomo; il eut soin, malgré l'orage et la grêle, d'envoyer quatre bataillons s'emparer de la montagne. Ce qu'il avait prévu arriva. Les Autrichens, pour se retirer, enfilèrent les gorges de San-Giacomo; mais leur avant-garde, arrêtée par les bataillons de Masséna, se vit forcée de combattre pour s'ouvrir un passage. C'est pendant ce temps qu'Augereau lui-même s'était mis à leur poursuite. Masséna en même temps faisait descendre rapidement son avant-garde des hauteurs où elle avait bivouaqué, et vint, à sa tête, se jeter dans la gorge de San-Giacomo.

Cette manœuvre savante du général Masséna eut tout le succès qu'il pouvait en attendre. Pressés par derrière, sur leur front et sur leurs flancs, les Autrichiens se trouvaient désormais dans l'impossibilité de se défendre. Tout ce qui restait de cette partie de l'armée austro-sarde se débanda entièrement, et se dispersa par tous les défilés et les sentiers qui se trouvent en si grand nombre dans les montagnes. Cependant le

gros de cette armée vaincue faisait dans le plus grand désordre sa retraite sur Vado; mais, poursuivis vivement par 4,000 hommes qui se furent bientôt emparés de Vado et des hauteurs de Savone, les débris de cette armée fugitive furent définitiment obligés de se retirer, d'abord sur Acqui et sur Dego, et de là encore vers Alexandrie, où ils se répandirent dans la vallée de la Bormida.

Pendant que le centre et la droite de l'armée française forçaient ainsi les Austro-Sardes de leur céder le champ de bataille de Loano, la gauche, aux ordres du général Serrurier, avait elle-même concouru de tout son pouvoir à cette victoire décisive. Chargé de faire une fausse attaque pour contenir les forces de l'ennemi et les empêcher de se porter à l'appui de son centre et à celui de sa droite, le général Serrurier avait divisé son corps d'armée en trois colonnes, de l'une desquelles il avait gardé le commandement, et avait confié celui des deux autres aux généraux Miolis et Pigeon. Il avait ensuite disposé différentes attaques, menaçant tout le front et surtout la gauche de l'armée piémontaise aux ordres du général Colli. Le combat fut engagé successivement sur toute la ligne ennemie; et, se repliant toujours à propos, revenant sans cesse à la charge, faisant soutenir ses têtes de colonne lorsqu'elles étaient trop pressées, et renouvelant ainsi continuellement ses attaques, il avait contenu les troupes piémontaises et leur avait fait même beaucoup de prisonniers. L'attaque du centre et de la droite ayant été les véritables points de combat dans les journées des 23 et 24 novembre, le général en chef Schérer s'empressa, dès le lendemain, de faire passer, sous les ordres des adjudants généraux Joubert et Ménard, 5,000 hommes au général Serrurier, afin de forcer l'ennemi de suivre le mouvement de retraite imprimé à l'aile gauche et au centre de l'armée austro-sarde. Serrurier, fort de ce secours, et qui jusqu'alors s'était arrêté à contenir l'armée piémontaise, l'attaqua à son tour avec impétuosité, et, après l'avoir rejetée le 25 novembre sur le Tanaro, après s'être emparé le 26 d'Intrapa et de Garessio, avoir forcé le 27 les ennemis sur les hauteurs de Spinardo, il les obligea, dans la nuit du 27 au 28, d'abandonner toute leur artillerie et leurs positions, et de se retirer dans le camp retranché de Ceva, pour s'y réunir

aux débris des corps du général Argenteau échappés aux baïonnettes des troupes commandées par le général Masséna.

Ainsi, dans cette circonstance mémorable, 32,000 Français, sans cavalerie, sans pain, sans souliers pour la plupart et sans habits, avaient vaincu 50 à 60,000 Autrichiens et Piémontais fournis de toutes les choses nécessaires à la vie et à la guerre, postés sur des montagnes escarpées, derrière des retranchements défendus par cent pièces de canon. Les résultats de cette brillante journée, dont Masséna pouvait, avec raison, revendiquer toute la gloire, furent immenses pour les Français. En effet, les ennemis, obligés d'abandonner aux vainqueurs toutes leurs positions et la plus grande partie de leur artillerie, laissèrent en outre, sur le champ de bataille, 4,000 morts ou blessés, et 5,000 prisonniers, parmi lesquels on remarquait plus de 200 officiers de tous grades. Les Français obtenaient encore l'avantage de se trouver maîtres de tout le pays occupé auparavant par les Austro-Sardes, et surtout de Finale, de Vado et de Savone, lesquelles villes renfermaient tous les approvisionnements de guerre et de bouche de l'ennemi. La victoire de Loano ouvrait enfin aux Français le Milanais, et quand, l'année suivante, le général Schérer remit au jeune Bonaparte le commandement de cette brave armée, il put dire qu'il lui remettait aussi la clef de l'Italie en le rendant l'héritier des avantages remportés à Loano.

Cependant le général Schérer, malgré l'éclat de sa victoire et le service qu'il rendit à cette époque à la république française, a été blâmé par plusieurs historiens pour n'avoir pas su en tirer tout le parti désirable[1]. Mais il nous semble que, dans ces

[1] « Cette bataille, telle qu'elle fut engagée, dit Jomini, aurait pu néanmoins avoir des suites plus brillantes si on en avait profité pour déboucher par la vallée du Tanaro, et isoler pour toujours les débris des deux armées battues, comme Napoléon le fit quelques mois plus tard après la bataille de Millesimo : au lieu d'en tirer un parti semblable, on se contenta de posséder tranquillement la rivière de Gênes et les sommités des monts jusques aux sources de l'Orba.....

« Le même principe qui aurait dû engager les Autrichiens à ne pas manœuvrer par leur gauche sur Vado, le long de la mer, aurait aussi dû engager Schérer à ne faire que de faibles démonstrations sur le même point, et à porter sa masse supérieure dans la position centrale de Bardinetto et de

reproches adressés au vainqueur de Loano, on n'a point fait assez attention aux circonstances dans lesquelles se trouvait le général Schérer. Arrivé la veille, pour ainsi dire, ce général n'avait pas encore eu le temps de prendre une exacte connaissance du pays et des obstacles qu'il présente à chaque pas; il était privé de l'immensité des objets dont il aurait fallu être pourvu pour les surmonter tous; l'impossibilité d'avoir des vivres et des fourrages l'avait forcé de laisser sa cavalerie sur les bords du Rhône : manquant de tous moyens de transport, il ne pouvait s'éloigner des points qu'il venait de conquérir, et où il avait eu le bonheur de trouver des subsistances. Toutes ces causes réunies nous semblent justifier pleinement le général Schérer, et démontrent que, dans cette circonstance, il fut forcé de se borner à établir l'armée française sur la côte du territoire de Gênes qui s'étend depuis Savone jusqu'à Voltri, pour y attendre l'occasion favorable et les moyens de se remettre en mouvement. C'est donc à tort qu'on l'accuse encore de l'inaction forcée dans laquelle il resta, et qui donna le temps à l'empereur de renforcer son armée, sous le commandement du général Beaulieu. Quand on vient à comparer, comme l'a fait le général Jomini, la conduite du général Schérer à la conduite postérieure de Bonaparte, on ne fait pas assez attention que chaque général a sa méthode de faire la guerre, et que celle de Napoléon, justifiée par le succès, n'a pas toujours, sous certains rapports, paru la meilleure aux yeux de la raison et de l'humanité. Si, après avoir montré les champs fertiles du Milanais aux soldats

Garessio. Une semblable combinaison eût été la meilleure, non-seulement parce que le centre dégarni d'une ligne trop étendue et divisée en est toujours la clef et le point important, mais parce que la possession des Apennins aurait rendu cette manœuvre encore bien plus décisive, en isolant, sans doute pour toujours, Colli sur Ceva, et Wallis sur Loano. Il ne serait resté alors aucune retraite à ce dernier, pour peu qu'on l'eût prévenu par les hauteurs des sources de la Bormida, et qu'on fût descendu par Sucarello sur Finale ou sur Noli. Napoléon prouva, dès son début dans la campagne suivante, qu'il était un grand capitaine, et l'application qu'il fit des principes de l'art, dans sa première victoire de Millesimo, fut aussi brillante qu'elle put l'être dans les victoires qui l'ont suivie. La comparaison des dispositions de ces deux batailles suffit pour faire ressortir la faute que l'on commit à celle de Loano. »

qui lui demandaient du pain et des habits, le général Bonaparte eût été vaincu à Montenotte et à Millesimo, on trouverait peut-être le général Schérer plus excusable de s'être arrêté après sa victoire pour former ses magasins et ses approvisionnements de tout genre. Le succès peut quelquefois légitimer l'audace; mais la prudence et la sollicitude d'un général pour ses soldats, bien loin d'être blâmées, doivent toujours exciter l'éloge de l'écrivain qui n'oublie pas que des guerriers sont aussi des hommes, et que celui qui les commande au nom de la patrie ne doit pas s'en servir comme de simples machines.

Nous aimons à croire que ce furent les principes que nous venons d'exposer qui décidèrent le général Schérer, quelque temps après sa victoire, à faire entrer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver. Plusieurs maladies d'un fâcheux caractère, suites inévitables d'une campagne où les subsistances et les habillements avaient presque toujours manqué, venaient de se déclarer parmi elles : l'armée d'Italie, forte de 32,000 hommes au moment où Schérer en prit le commandement, se trouvait réduite à 25,000; et l'ennemi, malgré sa défaite à Loano, était encore de beaucoup supérieur en nombre aux Français. La mesure prise par Schérer, et qui fut imitée par les Austro-Sardes, fit établir entre les deux partis une espèce de suspension d'armes tacite, et sans qu'il y eût, à cet égard, aucune convention apparente. L'armée française prit donc ses cantonnements d'hiver dans les villes de Saluces, Oneglia, Savone, sur le territoire de Gênes, dans les environs d'Alexandrie, et dans tout le Montferrat. Les Autrichiens, du côté des Alpes, s'étendaient sur les montagnes, depuis le col de Suse jusqu'à Aoste. Les Piémontais occupaient l'espace qui se trouve entre Laccani et Ivrée. La ville de Pavie fut destinée pour être le lieu de rassemblement des troupes qui devaient venir du Rhin renforcer l'armée autrichienne, tandis que celle de Finale fut indiquée pour rendez-vous à tous les secours d'hommes que le gouvernement républicain se disposait à envoyer à l'armée d'Italie.

Nous ne finirons point l'historique des courtes opérations du général Schérer sans rapporter différents traits de bravoure individuelle qui ajoutent encore à la victoire de Loano un

nouvel éclat. Pendant que le général Masséna réussissait, par ses savantes manœuvres, à détruire le corps d'armée du général Argenteau, l'adjudant-major du quatrième bataillon de l'Yonne, nommé Jérôme, avait reçu ordre de son chef de bataillon de se rendre, avec vingt-cinq hommes, dans la vallée de Turiano, près de la Chartreuse, pour protéger la gauche d'une colonne qui défilait. Jérôme exécuta cet ordre avec intelligence, et soutint, avec ses 25 hommes, une fusilladè très-vive contre plus de 300 Austro-Sardes. Blessé à la tête, il rejoignit son chef de bataillon, refusa de se faire panser, et, la figure couverte de sang, marcha avec le bataillon, et gravit un des premiers une hauteur qui dominait la position des ennemis. Arrivé sur le plateau de la colline, il aperçoit un peloton de 150 Autrichiens qui dépouillaient plusieurs Français faits prisonniers : aussitôt il s'élance à la tête de quelques braves, fond avec intrépidité sur les ennemis, délivre les soldats français, et force les 150 Autrichiens de mettre bas les armes, et de rester eux-mêmes ses prisonniers. Jérôme les confie à la garde des soldats délivrés; et, toujours actif, il parcourt, suivant les ordres qu'il a reçus, les crêtes les plus élevées, pour s'assurer des positions. Bientôt attaqué par des forces supérieures, dans cette expédition hardie, il se défend longtemps avec son sabre, qui se brise entre ses mains : il s'arme alors de pierres, et renverse encore plusieurs ennemis. Enfin, atteint d'une balle qui lui fracasse le bras, il allait tomber au pouvoir des Autrichiens lorsqu'il fut secouru par un détachement qui mit en fuite l'ennemi, et ramena le brave Jérôme au camp.

Le même quatrième bataillon de l'Yonne fournissait en même temps un autre exemple d'un courage et d'une intrépidité presque semblables. Tendie, sergent-major dans une compagnie de ce bataillon, chargé aussi d'explorer les hauteurs de Tuirano, vit un poste d'Autrichiens qui protégeaient la garde d'un drapeau : à l'instant, ne consultant que son zèle, il se précipite, avec un second, au milieu du poste ennemi, tue celui qui portait le drapeau autrichien, s'en empare, fait prisonnier un capitaine et plusieurs soldats, et revient modestement reprendre sa place dans les rangs de ses camarades.

Un autre sergent-major du 2e bataillon de la 16e demi-

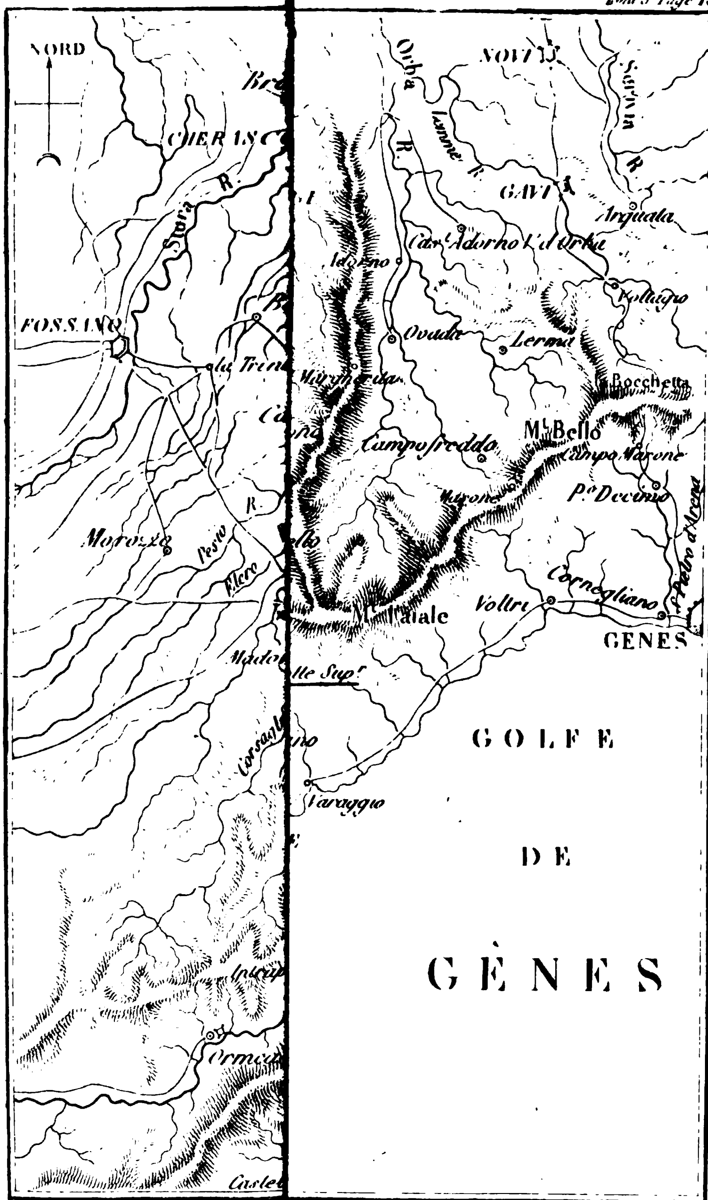
brigade d'infanterie, nommé Siméon, donna également des preuves d'une valeur héroïque dans cette même bataille. Sa demi-brigade, ayant reçu l'ordre d'attaquer le poste de la montagne de Banco, fut repoussée après plusieurs tentatives infructueuses, et se retira à quelque distance pour se reformer. Siméon s'obstina à rester seul avec quelques braves : à l'approche de l'ennemi, il contrefit le blessé. Enfin, serré de près par deux grenadiers hongrois, il tue l'un d'un coup de fusil, et plonge sa baïonnette dans le sein de l'autre en criant aux siens de seconder ses efforts. En même temps, sans attendre la demi-brigade, qui revenait à la charge, le brave sergent-major, animé par un courage intrépide, s'élance sur deux pièces de canon, se saisit d'un sous-officier de canonniers, qui avait la main sur la pièce, et le fait prisonnier. Dans ce moment, les troupes de la demi-brigade arrivent, l'attaque recommence, et le poste est enlevé. Siméon s'était déjà distingué par sa conduite courageuse lors de l'attaque du rocher dit le *Petit-Gibraltar*, le 19 septembre, où seul il fit, en deux fois, quinze prisonniers.

Enfin, dans la journée de Loano, le désintéressement fut joint à la valeur. Parmi plusieurs traits qui ne diffèrent entre eux que par quelques légères circonstances, nous citerons celui-ci. Un éclaireur de la 56e demi-brigade, ayant fait prisonnier le major du régiment d'Acqui, fut assailli par un officier du même régiment, qui se porta sur lui avec son sabre. L'éclaireur l'abat d'un coup de baïonnette, reprend son prisonnier et l'amène au camp sans toucher à ses bijoux et à une bourse de quarante pièces d'or, qui lui fut offerte. Son capitaine veut le récompenser en lui donnant une partie de cet or; mais l'éclaireur refuse, et retourne au combat donner de nouvelles preuves de sa bravoure.

ANNÉE 1796. — AN IV.

Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte. — La bataille de Loano, gagnée l'année précédente par le général Schérer, avait terminé la campagne en Italie. L'armée victorieuse et les troupes vaincues étaient également entrées en quartiers d'hiver, et les deux partis attendaient le

CARTE P[illegible]SIMO ET MONDOVI.



retour du printemps pour recommencer une lutte à laquelle chacun d'eux se préparait avec une inégale activité. Le gouvernement français, encore effrayé des revers essuyés sur les bords du Rhin, occupé presque exclusivement du soin de les réparer, semblait négliger et laisser dans un coupable oubli les vainqueurs de Loano. Le dénûment affreux dans lequel se trouvait l'armée de Schérer avait empêché ce général de tirer de sa victoire le parti convenable : l'habillement, les vivres, les munitions (sans parler de la solde, qu'on ne connaissait plus depuis longtemps), manquaient a la fois, et il devint nécessaire d'employer les moyens de la discipline la plus sévère pour empêcher les soldats de se livrer à tous les excès qui sont la suite naturelle de la faim et de la misère. Leur séjour dans un pays ennemi, ou chez un peuple que la force seule et la crainte maintenaient dans un état de neutralité apparent, était peu propre à reposer ces mêmes soldats de leurs fatigues. Affaiblie encore par ses derniers succès mêmes, l'armée d'Italie n'avait reçu que de faibles renforts. Au moment où le retour des beaux jours annonçait l'ouverture de la campagne, cette armée, appelée à de si glorieux destins, ne montait pas à plus de 34,000 combattants en ligne [1]. Lorsque le Directoire montrait une telle indifférence pour une armée qui avait vengé les revers éprouvés sur le Rhin en 1795, les Autrichiens, au contraire, venaient de faire de grands efforts pour augmenter leurs troupes dans cette partie du théâtre de la guerre.

En effet, victorieuse de Pichegru et de Jourdan, l'Autriche avait senti qu'il était important de tourner son attention vers l'Italie, menacée par la défaite de ses généraux à Loano. Les trois mois d'hiver avaient été employés par elle à concentrer et

[1] Les historiens varient singulièrement sur le nombre d'hommes qui formaient à cette époque l'effectif de l'armée d'Italie. Les étrangers, et notamment le général Graham, portent ce nombre jusques à 85,000 hommes, ce qui est d'une exagération bien impudente. Le général Jomini, qui aurait été plus que tout autre à portée de vérifier la situation de cette armée, a consulté des documents inexacts, quand il avance que sa force active était d'environ 42,000 hommes, dont il présente le tableau. Nous avons eu sous les yeux une situation, corps par corps, signée A. Berthier, qui ne donne que l'effectif que nous venons d'établir dans notre narration. Cette situation est à la date du 6 avril 1796.

à accroître ses moyens de défense. Tandis qu'elle envoyait dans le Piémont des troupes fraîches, ses agents parcouraient l'Italie pour susciter aux Français de nouveaux ennemis dans les petits États qui divisent cet ancien domaine des vainqueurs du monde. Une nouvelle coalition de tous les souverains d'Italie contre la France fut le résultat des intrigues de ces agents. Le roi de Sardaigne, déjà uni avec l'Autriche, avait promis de doubler son contingent, qui devait être porté à 60,000 combattants, sans compter les milices armées et sur pied, s'élevant à 30,000 hommes. Le roi de Naples, Ferdinand IV, naturellement indolent, parut d'abord peu disposé à seconder les vues et les demandes de l'Autriche; mais ce prince, par l'effet même de son caractère, était entièrement dominé par la reine son épouse; et cette reine, parente de l'empereur d'Allemagne, et sœur de la dernière reine de France, devait naturellement partager tous les sentiments de haine que l'Autriche montrait contre la république française. Animée par le désir de se venger d'un peuple qui avait osé faire tomber la tête de sa sœur sur l'échafaud; fière, impérieuse et dévorée d'ambition, elle n'eut point de peine à décider son mari à une coopération efficace, et Ferdinand, qui déjà avait fourni des troupes et des vaisseaux contre la France, venait de prendre l'engagement de mettre sur pied une armée de 60,000 hommes. Sur ce contingent, plusieurs mille hommes de cavalerie étaient déjà réunis aux troupes autrichiennes en Lombardie, et 40,000 hommes se rassemblaient en deux camps sur les frontières du royaume de Naples, et devaient se mettre en marche au premier signal.

Il n'avait pas été difficile aux Autrichiens d'amener le pape à faire partie de la coalition : il semblait naturel que la cour de Rome ne restât pas neutre dans une guerre que tous les princes chrétiens annonçaient n'avoir entreprise que pour venger la mort d'un roi regardé à Rome comme un martyr. Le saint-père s'était même déclaré précédemment en faveur de la coalition d'une manière conforme aux usages de sa cour. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses forces, Pie VI lui avait envoyé une médaille d'or, qui portait l'empreinte de saint Pierre et de saint Paul, en lui recommandant

de combattre au nom de ces deux vaillants soldats du Christ. Mais le zèle de la cour de Rome s'était accru par l'aspect du danger, le pape, pour détourner le torrent révolutionnaire prêt d'envahir l'Italie sous la conduite des Français, s'étant décidé, cette année, à servir la coalition autrement que par des prières et des distributions d'*agnus*. Les envoyés autrichiens lui avaient fait promettre de fournir un contingent de 20 à 30,000 hommes; et quoique la bravoure des soldats du pape ne fût pas aussi renommée que leur piété, les coalisés espéraient que l'exemple du saint-père, armant lui-même pour la cause commune, échaufferait le zèle des autres États italiens, et allumerait le feu du fanatisme religieux contre les Français républicains.

Seul d'entre tous les princes d'Italie, le grand-duc de Toscane, qui, dès l'année précédente, avait fait sa paix avec la France, continuait à montrer la résolution de garder une neutralité absolue; mais les ducs de Parme et de Modène, que leur position rendait trop voisins du théâtre de la guerre, n'osant point s'exposer aux dangers d'une déclaration publique en fournissant des troupes, avaient au moins voulu prouver leur zèle en faveur de la coalition, en venant à son secours par des contingents d'argent et de munitions.

Il en était à peu près de même des gouvernements de Gênes et de Venise. Quoique ces deux États eussent, par leur constitution, quelques rapports avec celle qui régissait la république française, cependant les nobles de ces deux pays montraient peut-être, pour les principes révolutionnaires, plus de répugnance que les princes coalisés. D'autant plus attachés à la forme de leur gouvernement, qu'elle leur donnait la facilité de jouer dans leur pays le rôle de souverains, ils craignaient que l'approche des Français, en appelant le peuple à la liberté, ne brisât le joug arbitraire sous lequel ils tenaient leurs concitoyens comprimés. Cependant les nobles de Gênes se trouvaient dans une situation qui leur permettait peu de laisser agir la haine secrète qu'ils portaient aux partisans de la révolution. Placé au milieu des armées belligérantes, le territoire de cette république appartenait, pour ainsi dire, au vainqueur : rien ne pouvait empêcher ce dernier d'occuper la ville elle-même, si cela eût été

à sa convenance. Les Anglais, en 1793 et 1794, avaient déjà pris l'initiative en violant la neutralité du port; l'envoyé de la république française laissait même entrevoir le dessein d'exécuter cette occupation, et proposait au sénat de Gênes de l'éviter, en prêtant trente millions à son gouvernement, et en souffrant des garnisons françaises dans les forts de la côte. Les nobles génois, malgré toute leur envie, ne pouvaient donc témoigner leur attachement à la coalition que par des vœux secrets. Ils savaient d'ailleurs que, parmi le peuple, il se trouvait un grand nombre de citoyens riches, infatués des idées révolutionnaires, et ils redoutaient de les voir s'unir contre eux aux Français, si jamais ceux-ci s'approchaient de leur ville. Toutes ces considérations obligeaient le gouvernement génois à se tenir sur ses gardes, et à montrer au moins toutes les apparences d'une neutralité scrupuleuse. Venise, dont les intérêts étaient les mêmes, mais qui se trouvait plus heureusement située en raison de son éloignement, croyait n'avoir jamais rien à craindre des entreprises de la France. Elle ne cachait donc pas la haine qu'elle portait aux auteurs de la révolution; mais, fidèle au système de conduite qu'elle gardait depuis longtemps avec l'Autriche, elle ne favorisait cette puissance qu'imparfaitement.

Il résulte de cet état de choses que l'Italie, au moment de l'ouverture de la campagne, offrait une masse de forces considérable à opposer à celles dont les Français pouvaient se servir. Les différents contingents des États italiens pouvaient former un total de 150,000 hommes, qui n'étaient pas, à la vérité, tous préparés à faire une guerre active, mais parmi lesquels il était cependant facile de trouver d'utiles auxiliaires. L'Autriche venait de remplacer le général Dewins, tombé en disgrâce depuis sa défaite à Loano. Beaulieu avait été nommé par elle pour lui succéder et prendre le commandement en chef de toutes les forces destinées à agir pendant la campagne. Ce général, connu avantageusement par de nombreuses preuves de courage, et par quelques actions qui, dans les batailles précédentes, et surtout à la bataille de Fleurus, avaient donné une haute idée de ses talents militaires, se trouvait alors dans sa soixante-seizième année. En le proposant pour être mis à la tête des forces alliées en Italie, le conseil aulique avait pensé

que l'expérience suppléerait, chez ce général, à ce que l'âge devait lui enlever de vigueur morale et d'activité, et Beaulieu, en venant occuper le poste honorable qui lui était assigné, et qu'il regardait comme la récompense de ses longs et utiles services, se flatta d'obtenir de rapides et éclatants succès.

Le cabinet autrichien faisait tout pour augmenter la confiance du vieux général, en portant l'armée qu'il commandait au plus grand complet possible. Cette armée était composée de 45,000 hommes, et devait être appuyée d'une autre armée de 35,000 formant la réserve de la première. Chargé de réunir sous ses ordres les différents contingents de l'Italie, Beaulieu se croyait déjà à la tête de plus de 200,000 hommes, et dès lors les vues les plus gigantesques exaltèrent son imagination. Chasser les Français des conquêtes qu'ils avaient faites l'année précédente, leur faire repasser les Alpes, lui paraissait l'entreprise la plus facile et la moins digne de ses efforts. Il croyait descendre bientôt à son tour de ces montagnes, traverser le comté de Nice, qu'il supposait ennemi du joug français, et pénétrer en conquérant dans le midi de la France. Telles étaient les espérances du général autrichien. Les troupes françaises, dans cette contrée, étaient si faibles, comparativement à l'armée coalisée; les soldats chargés de soutenir la gloire de la patrie étaient dans un état de dénûment si complet, que toutes les chances de succès étaient en effet en faveur de Beaulieu. Mais au moment où ce vieux général berçait son gouvernement et les puissances de l'Italie de l'espérance de faire promptement la conquête du midi de la France, un jeune homme, à peine connu parmi les généraux français, venait d'être nommé pour remplacer Schérer.

Il convient de développer ici les causes qui amenèrent ce choix extraordinaire et inattendu de la part du gouvernement républicain. Le député Barras avait recueilli dans sa nomination de membre du Directoire exécutif de la république la récompense de son dévouement à la Convention dans les journées des 13 et 14 vendémiaire (5 et 6 octobre 1795); il voulut reconnaître d'une manière éclatante les services que lui avait rendus le jeune Napoléon Bonaparte en cette circonstance mémorable. Barras avait été à même d'apprécier les talents et l'énergie de cet officier général; et les vues profondes que

celui-ci lui développa, dans quelques entretiens, sur la guerre à faire en Italie, déterminèrent le nouveau directeur à passer par-dessus toutes les considérations qui auraient pu l'arrêter dans son dessein. Il proposa à ses collègues de choisir pour commander l'armée d'Italie celui qui avait contribué d'une manière si efficace et si heureuse au succès obtenu dans la lutte de la Convention avec les sections de Paris.

Bonaparte avait à cette époque un peu plus de vingt-six ans. Général de brigade depuis 1793, il n'avait servi jusqu'alors que comme officier d'artillerie, arme dans laquelle il était entré à sa sortie de l'École militaire. On a vu qu'il s'était distingué d'une manière particulière au siége de Toulon, et que sa conduite et ses talents lui avaient valu le grade auquel il était parvenu.

La proposition de Barras fut accueillie par le Directoire, et le nouveau général en chef partit de Paris dans les commencements de mars, pour occuper le poste important qu'on lui confiait; il arriva au quartier général de Nice le 20 de ce mois [1].

Nous n'entrerons point ici dans tous les détails et dans toutes les conjectures qui ont été présentés par un grand nombre d'écrivains qui se sont constitués prophètes après les événements; et nous croyons inutile au plan que nous nous sommes tracé de rapporter les opinions émises sur les intentions et les projets particuliers que l'on suppose à l'homme que le Directoire venait d'investir de toute sa confiance. Nous ne donnerons aucun crédit à cette assertion de quelques historiens fort embarrassés d'en administrer les preuves, que *Bonaparte, porteur des instructions précises et positives du Directoire*, prit sur lui de les outrepasser. Selon ces historiens, en allant prendre le commandement des troupes de Schérer, le nouveau général en chef avait ordre de se tenir seulement sur la défensive, d'imiter la prudente circonspection de Kellermann en 1795, et de ne rien entreprendre de sérieux avant que les deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, en opérant sur le Rhin et par suite en Allemagne, se fussent trouvées à même de lui tendre la main et

[1] Nous rappelons cette date à dessein, parce qu'on sait toute l'importance que Napoléon attachait au rapprochement des époques.

de lui prêter secours. Mais, toujours d'après les mêmes écrivains, Bonaparte, peu propre au rôle de *temporiseur*, se serait promis de ne point s'y astreindre, et de faire tous ses efforts pour étonner son siècle par des succès inouïs et se frayer une route extraordinaire vers le trône, objet de ses désirs et de son ambition. Nous laissons aux lecteurs le soin d'apprécier la justesse de cette assertion, et l'on concevra aisément pour quel motif nous ne chercherons pas même à la réfuter.

Parmi les difficultés que devait naturellement rencontrer le général Bonaparte dès son début dans le rôle de commandant en chef d'une armée républicaine, il faut surtout tenir compte de celle de se rendre agréable à cette même armée, et principalement à ses lieutenants, et de capter leur confiance. En effet, la promotion d'un général de brigade de vingt-six ans à un grade si éminent, au mépris des lois ordinaires sur l'avancement, au mépris des titres que pouvaient faire valoir les autres généraux divisionnaires, notamment ceux de l'armée d'Italie, parmi lesquels Masséna figurait d'une manière déjà si remarquable; cette promotion, disons-nous, était bien propre à éveiller tous les sentiments de jalousie et d'envie haineuse qui se développent trop souvent dans des cas bien moins extraordinaires que celui dont il est question.

Un des premiers soins de Bonaparte, à son arrivée à l'armée, fut donc de chercher à gagner le cœur des soldats, et à s'attirer la confiance et l'estime des généraux employés sous ses ordres. C'est ici qu'il sera facile de remarquer l'ascendant d'un génie qui va prendre bientôt un si brillant essor. Avec les dehors modestes et simples qui convenaient à un général républicain, il entretint les soldats et les officiers de la gloire dont ils s'étaient couverts dans la campagne précédente; il vanta leurs vertus militaires, leur patience à supporter tous les genres de privation; il leur fit entrevoir, dans un avenir très-prochain, la récompense de leur dévouement, de leurs nobles efforts: il s'annonça comme chargé spécialement de mettre un terme à leurs souffrances, et leur parla de l'espoir que la patrie mettait en leur courage déjà si péniblement éprouvé; il leur promit d'employer toutes les ressources de l'expérience qu'il avait acquise au milieu d'eux dans les premières campagnes dans les Alpes;

au siége de Toulon, dans la rivière de Gênes, pour leur ouvrir une carrière plus glorieuse encore, et dans laquelle le dédommagement serait placé à côté du sacrifice. Il déclara aux généraux qu'en acceptant le titre de leur chef, il n'avait prétendu qu'être leur égal en patriotisme, en dévouement; que leur vieille expérience éclairerait les conceptions d'une imagination excitée par les études auxquelles il s'était livré dès son jeune âge sur l'art qu'ils possédaient eux-mêmes à un degré si éminent. Par l'emploi de ces moyens combinés avec adresse, Bonaparte parvint promptement au but qu'il s'était proposé. L'armée entière, animée du brûlant enthousiasme qui paraissait le dévorer lui-même, s'estima heureuse d'être commandée par le général que le Directoire avait choisi; et ce général, certain d'être secondé par des guerriers auxquels l'énergie morale donnait une force décuple, put concevoir dès lors l'espérance d'obtenir les plus grands succès. Les soldats, de leur côté, ne tardèrent pas à se persuader qu'avec un tel chef ils seraient difficilement vaincus.

Dans cet état de choses, assuré qu'il pouvait désormais donner à son génie entreprenant toute l'impulsion convenable, Bonaparte eut bientôt disposé tous ses préparatifs pour ouvrir la campagne. Nous avons dit qu'il n'avait que 34,000 hommes à opposer aux 60,000 que le général Beaulieu réunissait alors sous ses ordres. Ce fut avec cette faible armée qu'il annonça le dessein de reprendre l'offensive et de pousser la guerre avec toute l'activité et l'impétuosité dont les Français étaient susceptibles. Cependant les obstacles se multipliaient chaque jour; les efforts des agents autrichiens, et ceux des gouvernements italiens pour nationaliser la guerre qui se préparait, commençaient à obtenir quelques succès. Une grande partie du peuple de cette belle contrée, courbée sous le joug des préjugés religieux, et attachée à ses souverains, ne voyaient dans la révolution française que des principes subversifs de l'ordre social. Les troupes de la république française leur étaient représentées comme un ramas de sacriléges et d'athées, de brigands sans foi et sans mœurs, accourant pour tout ravager et tout détruire. Les prêtres et les moines avaient tellement accrédité cette opinion, que, dans le plus grand nombre des États d'Italie, le peuple n'était pas éloigné de se lever en masse pour repousser des ennemis

aussi redoutables. Il est même probable que cette levée aurait eu lieu, si, moins effrayés des progrès que pouvaient faire les idées révolutionnaires, les princes d'Italie eussent osé dès lors relâcher quelques anneaux de la chaîne qui tenait attachés leurs sujets à leurs trônes. Cette disposition des esprits rendait encore plus problématique le succès à espérer d'une invasion. On pouvait se rappeler avec un certain effroi les désastres survenus à la suite des expéditions tentées par les Français en Italie sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier, et les défaites plus récentes des généraux de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. L'Italie, appelée si longtemps et avec tant de raison le *tombeau des Français*, pouvait le devenir encore. Cette idée était de nature à ébranler la résolution de ceux qui se voyaient à la veille de courir une chance aussi funeste; mais une pareille considération n'était point capable d'arrêter un homme comme Bonaparte. Il avait su faire partager ses sentiments à son armée, qui ne vit que la gloire à acquérir sans s'arrêter aux périls de l'entreprise. Le destin de la vie de son chef fut fixé, et l'armée d'Italie devait être le premier instrument dont ce général allait se servir pour élever l'édifice de sa fortune.

Bonaparte, après avoir pourvu aux besoins de l'armée les plus indispensables, et pris connaissance de l'état de ses troupes et des positions de l'ennemi, réunit la principale masse de ses forces vers le mont San-Giacomo, depuis Altare jusqu'à Montenotte. Le général piémontais Colli proposa au général Beaulieu de rassembler le gros de l'armée alliée vers les sources de la Bormida, pour attaquer les hauteurs de San-Giacomo et d'Altare, afin de culbuter la gauche des Français et de couper les communications de leur droite. Mais le général Beaulieu, informé qu'une division de l'armée française, aux ordres du général Laharpe, s'avançait de Voltri sur Gênes, dans le dessein présumé d'occuper la ville, et que l'avant-garde de cette division était déjà parvenue à San-Pietro d'Arena, un des faubourgs de Gênes; Beaulieu, disons-nous, rejeta l'avis de Colli, prit la résolution de porter sa gauche, qu'il renforça, à cet effet, sur Gênes, pour communiquer avec l'escadre anglaise qui croisait devant le port, et empêcher les Français de se saisir d'un point aussi important.

Au 5 avril, l'armée de Beaulieu occupait les positions suivantes : le passage de la Bochetta était gardé par six bataillons aux ordres du général Pittony, et cette brigade poussait des patrouilles sur Campo-Marone et Gênes. Le général Sebottendorf, avec une division considérable, était à Adorno, sur la rivière d'Orba. Le général Argenteau, commandant la droite des Autrichiens, était à Sassello, occupant Dego, et communiquant avec la gauche du général Colli, aux ordres du général Provera. Ce dernier général gardait la position intermédiaire de Millesimo et les hauteurs de Cossaria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida. Le reste du corps de Colli gardait les vallées du Belbo et du Tanaro, ayant sa position principale au camp retranché de Ceva. Des postes établis à Bagnasco et à Murialto observaient les sources de la Corsaglia, de l'Erro et de la Sesia.

Il est facile de remarquer que cette ligne étendue et coupée par des montagnes difficiles, étant occupée à ses deux extrémités par des forces trop considérables, le centre, où se trouvaient les généraux Argenteau et Provera, trop faible et trop disséminé, n'était pas en proportion avec les troupes réunies que commandaient les généraux Laharpe, Masséna et Augereau, entre San-Giacomo, Cadibona et Savone. Ce fut cependant avec une telle disposition de ses troupes que le général Beaulieu se proposa d'attaquer les Français.

Le 10 avril, jour fixé pour commencer les opérations, Beaulieu mit en mouvement son aile gauche, forte de onze bataillons divisés en deux colonnes. Le général Pittony, à la tête de la première, marcha par Cornegliano sur Voltri ; le général Sebottendorf se dirigea sur le même point avec la deuxième colonne partant d'Ovada, par Campo-Freddo et Mascone. Ces troupes pouvaient former un total de 9 à 10,000 hommes.

Le général Cervoni, de la division Laharpe, fut attaqué dans les positions qu'il gardait, à Voltri et dans les environs, avec 3,000 hommes. Il en fut débusqué par des forces trop supérieures aux siennes. Canonné sur sa droite par les chaloupes anglaises et tourné par sa gauche, ce général vint rejoindre le général Laharpe à la Madona de Savone. Deux bataillons, disposés par le général en chef sur les hauteurs de Varaggio, pro-

tégèrent le mouvement de la brigade Cervoni. L'occupation de Voltri donnait au général Beaulieu l'avantage de rétablir ses communications avec la mer, en coupant celles des Français avec Gênes; mais ce succès, prévu par Bonaparte, n'eut pas, pour le général ennemi, le résultat qu'il en espérait.

C'était sur la gauche des Français, ou sur leur centre par San-Giacomo, que l'armée alliée aurait dû être portée. Tandis que Beaulieu, à la tête de sa gauche, se rapprochait ainsi des bords de la mer, Bonaparte, habile à profiter de cette faute, prit la résolution de diriger vers le centre de l'ennemi la masse de ses forces réunies, ainsi que nous l'avons dit, depuis Altare jusqu'à Montenotte. Le général Beaulieu s'était rendu à Voltri, pour conférer avec l'amiral Nelson sur les opérations ultérieures; mais à peine était-il arrivé, que le canon se fit entendre fortement sur le centre de l'armée alliée. Le général français avait senti la nécessité de frapper un coup décisif, dès l'ouverture de la campagne, et c'était là le motif qui lui avait fait réunir une masse considérable sur le centre de sa ligne. Beaulieu reconnut alors la faute qu'il avait commise en affaiblissant cette partie de l'armée coalisée. Déjà même le peu de forces qu'il avait rencontré à Voltri, en opposition à son attaque, lui avait fait connaître qu'un grand effort aurait lieu, de la part des Français, dans les montagnes, et que le mouvement présumé sur Gênes n'était pas aussi sérieux qu'il l'avait d'abord pensé. Il s'empressa donc de faire marcher des troupes sur le point d'attaque, et de s'y rendre lui-même; mais il était trop tard.

D'après les instructions du général Beaulieu, le général Argenteau, à la tête de 10 à 12,000 hommes, s'était mis en marche le jour même où le général en chef autrichien entrait dans Voltri pour attaquer les positions qu'occupait la gauche de la division Laharpe sur les hauteurs de Montenotte et de Monte-Legino; une partie des troupes alliées resta en réserve dans la vallée et couvrit Dego; le colonel Lezeni eut ordre de rester à Sassello, pour se lier avec l'aile gauche qui avait attaqué Voltri.

Le général Argenteau commença son attaque le 11 avril à quatre heures du matin, et il réussit à enlever assez rapidement les positions d'avant-garde de l'armée française. La brigade du général Rocavina parut, à une heure après midi, devant la re-

doute de Monte-Legino, que commandait le colonel Rampon, et qui était le dernier retranchement de cette ligne à emporter. Animés par leurs premiers avantages, les Autrichiens s'avancent avec confiance pour franchir cet obstacle opposé à leur marche victorieuse. Le colonel Rampon avait sous ses ordres un bataillon de la 21ᵉ demi-brigade de ligne et les trois compagnies de grenadiers de la 117ᵉ formant un total d'environ 1,200 hommes. A l'aspect de ses nombreux ennemis et par un de ces élans qui caractérisent une âme forte et créée pour les grandes actions, Rampon fait prêter à ses braves le serment de mourir dans la redoute, avant d'y laisser pénétrer les attaquants. Lorsque, après avoir renversé de longues files d'Autrichiens, ces guerriers, dignes de leur intrépide colonel, voient l'ennemi arriver jusqu'au pied du retranchement, ils s'exaltent alors d'un nouvel enthousiasme, et répètent unanimement, d'une voix éclatante et solennelle : *Mourons tous dans ce poste!*

Déjà le manque de munitions se fait sentir; mais ces munitions ne sont pas un besoin indispensable pour eux : ils s'en aperçoivent avec la résignation du courage personnel. N'ont-ils pas encore leurs baïonnettes? Ils se serrent en masse, et présentent un front menaçant. Le rempart de fer qu'ils opposent devient plus formidable que des retranchements dont les boulets et les balles défendent l'approche. Vainement la brigade Rocavina donne-t-elle successivement tout entière, avec l'avantage d'un feu de mousqueterie incessamment nourri; les rangs des Français se serrent de plus en plus, et le vide que causent les nombreuses files abattues disparaît à l'instant. Que de braves accomplissent leur serment! Le général Argenteau a paru lui-même pour animer, encourager ses soldats; mais les baïonnettes françaises, teintes du sang autrichien, ont repoussé la plus impétueuse agression. L'attaque se prolonge jusque dans la nuit avancée. Convaincu enfin de l'inutilité de ses efforts, effrayé du nombre des soldats qu'il a perdus, Argenteau donne ordre au général Rocavina de cesser une tentative désastreuse, et prend position en arrière de la redoute.

Pendant le reste de la nuit, le général autrichien appela à lui ses réserves, laissées, comme on l'a vu, dans la vallée, et plaça un régiment du côté de Ferraria, afin de couvrir son flanc

droit. Son intention était de recommencer l'attaque de la redoute le lendemain.

Tandis que le colonel Rampon et sa troupe se couvraient ainsi d'une gloire immortelle, pendant la nuit du 11 au 12, Bonaparte prenait des mesures efficaces pour rendre nulles les nouvelles entreprises de l'ennemi. La division Laharpe, quittant sa position de Madona de Savone, vint se placer derrière la redoute de Monte-Legino. Celle d'Argenteau reçut l'ordre de descendre dans la vallée de la Bormida, et de se diriger sur Cairo par Monte-Freddo et Careare. Le général Masséna dut occuper les hauteurs d'Altare. Le général Laharpe devait attaquer de front les troupes d'Argenteau au point du jour, tandis que Bonaparte, accompagné du général Berthier, son chef d'état-major, marchant avec le centre et une partie de la gauche par Altare et Careare, chercherait à déborder Argenteau sur sa droite, afin d'accabler ainsi le centre isolé de l'armée alliée, avant que le général Beaulieu pût lui porter secours.

Le 12, une heure avant le lever du soleil, le général Laharpe, ayant à son avant-garde les généreux défenseurs de la redoute de Monte-Legino, attaqua le général Argenteau dans la position qu'il avait prise devant cette même redoute. Le but du général en chef, en ordonnant ce mouvement à Laharpe, était de donner le change au général autrichien, et de le retenir dans sa position, pendant la marche que faisaient le centre et une partie de la gauche de l'armée française, sur le flanc droit de la division alliée. En effet, Argenteau, croyant n'avoir affaire qu'à la seule division Laharpe, se défendit avec d'autant plus de vigueur, qu'il avait à se venger de l'échec essuyé la veille devant la célèbre redoute. Les troupes sous ses ordres, animées du même esprit, se battirent avec une intrépidité égale à celle de leurs adversaires. Le combat se soutenait sur ce point avec des chances balancées, lorsque le général Masséna, qui s'était mis en marche avec les 18e et 75e demi-brigades, par la crête des Apennins, vint attaquer les Autrichiens dans le poste essentiel de Bric de Menau. Le général en chef soutenait ce mouvement avec le reste de la division; la marche de Masséna se fit avec tant de précision, et son attaque fut si impétueuse, que l'ennemi fut culbuté à l'instant sur ce point et à Castellazzo. Traversant

ensuite avec rapidité le vallon de Ferraria, Masséna se porta sur Montenotte *inferiore*, sur les flancs et sur les derrières du corps d'Argenteau. Tous les postes qui les couvraient furent enlevés au pas de charge; la ligne ennemie fut abordée. Pendant ce temps, la division du général Laharpe, formée en colonne, attaquait le Monte-Prato, et celle du général Augereau, qui s'était rabattue de Cairo, où elle s'était trouvée trop isolée, sur Careare, marchait de ce dernier endroit sur Monte-Freddo.

Attaqué ainsi sur tant de points à la fois, il devenait impossible au général autrichien de résister à un mouvement aussi bien combiné; sa défaite était infaillible. Cependant ses troupes, qui étaient d'élite, se défendirent avec un grand courage contre les attaques faites sur leur front; mais quand Argenteau fut informé de la position critique où se trouvait le régiment de Terzy, qu'il avait placé (comme nous l'avons dit plus haut) du côté de Ferraria, par la marche que venait de faire sur ce point le général Masséna, il se crut dans la nécessité d'opérer un changement de front, pour secourir ce régiment. Il marcha donc par sa droite, en laissant seulement 2,000 hommes sous les ordres du colonel Nesslinger, sur les hauteurs, pour contenir la division Laharpe, pendant qu'il dégagerait lui-même le régiment de Terzy. Toutefois ce mouvement, exécuté avec toute la rapidité possible, devint inutile. Masséna avait écrasé le régiment autrichien au Bric de Menau et à Castellazzo : le ravin de Ferraria était dépassé par ce général, dont les troupes débouchaient déjà par Montenotte *inferiore*. Les deux généraux se trouvèrent en présence; la lutte ne fut pas longue en raison de l'inégalité des forces, et Masséna culbuta, dès le premier choc, les troupes d'Argenteau, parmi lesquelles le désordre s'introduisit d'abord. Ce dernier général et Roccavina voulurent en vain arrêter les fuyards; ils furent blessés l'un et l'autre, et cet événement acheva la déroute. Masséna les mena l'épée dans les reins jusqu'à Paretto et à Olego. Le colonel Nesslinger, défait de son côté par le général Laharpe, ne put lui-même opérer sa retraite qu'avec la plus grande peine et une perte très-considérable. 1,500 morts, 2,500 prisonniers, dont soixante officiers, furent les résultats de cette journée. Plusieurs drapeaux tombèrent au pouvoir des Français, et de tout le corps d'Argenteau il n'ar-

riva à Ponte-Ivrea qu'environ 8 à 900 hommes, le surplus ayant été tué, pris ou dispersé. Le succès eût été encore bien plus complet, si la cavalerie française eût pris part au combat; mais Bonaparte avait été dans la nécessité de la laisser dans les cantonnements le long de la côte, tant à cause de la pénurie des fourrages que de la nature du terrain, qui permettait bien difficilement l'emploi de cette arme.

La victoire remportée par une partie de l'armée française, à Montenotte, rendait la position de cette dernière beaucoup plus favorable : elle occupait tous les pendants des Alpes qui versent leurs eaux dans la Méditerranée; cependant la crête de ces montagnes était toujours au pouvoir des alliés. Bonaparte avait, il est vrai, défait presque complétement le centre de leur armée; mais il eût perdu le fruit de cet avantage, s'il avait laissé Beaulieu le maître de se lier par sa droite à la gauche de l'armée piémontaise, commandée par Colli. Le succès du combat de Montenotte appelait donc de nouveaux triomphes; et maintenant la tâche du général français était d'isoler les deux parties de l'armée alliée, et de tenir l'une en échec tandis qu'il battrait l'autre : ce fut ce qu'il entreprit.

Il ne fallait point perdre de temps pour ôter au général autrichien le loisir de se reconnaître et de rétablir de l'ensemble dans ses dispositions. Aussi dès le soir même de la journée de Montenotte, le général Laharpe reçut l'ordre de se porter sur Sassello, à l'effet d'y inquiéter les huit bataillons qui gardaient cette position, puis de se rabattre de suite sur la Bormida, afin de se rapprocher de Cairo. Le général en chef se dirigea, toujours avec le centre et la gauche, sur la route de Dego. Le quartier général fut établi à Carcare. Masséna, après avoir gravi les hauteurs qui dominent Cairo et Dego, prit position au-dessus du premier de ces villages avec les 25e légère, 55e et 84e de ligne. La chapelle Sainte-Marguerite fut occupée par la 1re demi-brigade légère, sous les ordres du général Joubert; et le général Ménard, avec les 18e et 75e, garda les hauteurs de Biestro au-dessus de Cossaria. Le général Augereau bivouaqua en avant de Carcare, avec les 69e et 39e demi-brigades. Le général Serrurier se trouvait toujours à Garessio. La cavalerie attendait, dans ses cantonnements sur la côte, le moment où l'armée débouche-

rait des sommets de l'Apennin sur le versant du Piémont, pour prendre part aux succès et les rendre encore plus décisifs. On voit que le mouvement de l'armée française, après l'affaire de Montenotte, plaçait l'armée sur les pendants des Apennins qui versent leurs eaux dans le fleuve du Pô. Ainsi, le passage si difficile des Alpes et les versants de la Méditerranée se trouvaient franchis.

Bataille de Millesimo et combat de Dego. — Déjà Bonaparte voyait la fortune sourire à sa jeune ambition, et son début dans la carrière du commandement avait été une victoire. En tirant de la journée de Montenotte tous les avantages dont elle était susceptible, il prouvait qu'au défaut d'une longue expérience, il avait fait une étude approfondie de la science militaire; et l'on pouvait dès lors conjecturer qu'après avoir suivi quelque temps les grands modèles, il pourrait bientôt en servir lui-même aux autres capitaines. Ceux des généraux de son armée qui n'avaient point été d'avis de prendre d'abord l'offensive, sentaient maintenant combien l'audace est quelquefois favorable dans les grandes entreprises. L'armée alliée avait perdu ses communications. Un grand espace, occupé maintenant par les Français, séparait la droite du général Beaulieu d'avec sa gauche. Encore une victoire semblable à celle de Montenotte, et les champs de l'Italie allaient s'ouvrir aux républicains, tout prêts à s'y précipiter. Les dernières mesures prises par le général victorieux assuraient, pour ainsi dire, ce dernier succès; et pour l'obtenir, Bonaparte n'avait plus qu'à combattre.

Cependant la victoire de Montenotte, en exaltant le courage des soldats français, n'avait point amélioré leur situation physique. Les mêmes besoins se faisaient sentir dans toute l'armée d'une manière effrayante : elle manquait également de vivres et d'habillements. La misère la plus décourageante était le partage universel des compagnons de Bonaparte; et quel que fût l'ascendant que déjà ce général avait su prendre sur les troupes sous ses ordres, il ne put cependant les empêcher de lui adresser des plaintes, et de faire entendre des murmures après qu'il eut vaincu par leur secours. Dans une grande revue que le général en chef passa dans les nouvelles positions occupées par l'armée, les soldats, devenus audacieux par le besoin, de-

mandèrent impérieusement du pain et des habits, menaçant de cesser de servir, s'ils continuaient à en manquer. Dans l'impossibilité où se trouvait Bonaparte de satisfaire à ces justes besoins, tout autre général que lui eût peut-être été embarrassé pour se délivrer de ces cris et de ces plaintes importunes; mais cet homme, que l'à-propos sembla si souvent inspirer, au lieu de répondre aux plaintes séditieuses des troupes mutinées, leur montrant, du haut des monts qu'ils occupaient, les plaines du Piémont et du Milanais : « Soldats! voici les champs de la fertile Italie : l'abondance est devant vous, sachez la conquérir; sachez vaincre, et la victoire vous fournira demain tout ce qui vous manque aujourd'hui. » Ces paroles, que nous avons déjà signalées, enflamment d'une nouvelle ardeur tous les soldats républicains; ils ont oublié leurs misères et leurs fatigues; tous ont résolu de vaincre en effet pour retrouver l'abondance; et Bonaparte, en prouvant qu'il connaît le grand principe, le principe autrefois suivi par les Romains, que la guerre doit nourrir la guerre [1], vient de se préparer de nouvelles chances de succès ; il a montré à ses soldats que leur bien-être à la guerre ne dépend que d'eux-mêmes.

Mais, tandis que Bonaparte s'était hâté de mettre à profit ses avantages, et introduisait dans le cœur de ses guerriers un nouveau motif de courage, le général Beaulieu prenait précipitamment les dispositions que l'urgence des dangers qu'il courait lui faisait juger nécessaires. A peine avait-il été instruit des revers éprouvés par le général Argenteau, qu'il s'était rendu au quartier général d'Acqui, où il était arrivé le 12 avril. Convaincu plus que jamais du tort qu'il avait eu de porter sa gauche sur la rivière de Gênes, il la fit replier sur l'Orba. En même temps il donna ordre au général Wukassowich de marcher par le revers de Monte-Faiale avec trois bataillons, pour

[1] « Cette maxime des Romains est juste lorsqu'on en fait l'application à des armées régulières, proportionnées à la population qui les alimente, également proportionnées aux ressources des nations chez qui elles entrent. Mais elle n'est plus si exacte lorsqu'il s'agit de ces levées de peuples entiers, se précipitant les uns sur les autres : alors la guerre détruit tout; les vainqueurs en souffrent presque autant que les vaincus, surtout quand les expéditions sont lointaines. »

JOMINI.

se réunir aux huit bataillons postés vers Sassello, et qu'il savait être tenus en échec par le général Laharpe. Ces onze bataillons, une fois réunis, devaient, conjointement avec lui, se diriger sur Dego. Beaulieu espérait par ce moyen rétablir d'une solide manière ses communications avec la droite de l'armée combinée. En effet, le corps du général Provera, quoique étrangement compromis par le voisinage des Français, se trouvait toujours auprès de Cessaria. Ce corps, qui n'avait point été entamé dans la journée du 11, servait encore à lier les débris du général Argenteau avec l'armée du général Colli, qui, au premier bruit de l'attaque des Français, avait assez habilement fait avancer quelques bataillons sur Monte-Zemoto et Cencio, et avait porté une division sur la gauche vers Paroldo; mais toutes ces mesures précipitées devaient encore être rendues superflues par la brusque attaque que méditait de son côté le général français.

Le 13 avril, à la pointe du jour, la division du général Augereau força les gorges de Millesimo, tandis que les brigades des généraux Joubert et Ménard, après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppaient, par une manœuvre hardie, un corps de 1,500 grenadiers autrichiens, commandé par le général Provera en personne. Dignes émules de leurs vainqueurs, ces braves soldats veulent imiter l'héroïsme des défenseurs de la redoute de Montenotte. Loin de se soumettre à la sommation que les généraux Joubert et Ménard leur font de se rendre, Provera, à la tête de ses grenadiers, se jette sur les Français, s'ouvre à travers leurs rangs un passage avec la baïonnette, se retire en bon ordre sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retranche dans les ruines d'un vieux château, dont la position escarpée était presque inabordable.

Le général Augereau fit avancer son artillerie, afin de battre ce vieux château et de forcer l'ennemi à ne pas songer à se défendre davantage. On se canonna sans résultat pendant plusieurs heures; enfin Bonaparte, ennuyé de voir sa marche arrêtée par une poignée d'hommes, fit sommer le général Provera de se rendre : ce dernier lui fit alors demander une entrevue par un parlementaire; mais une canonnade s'étant fait entendre à la droite de l'armée, du côté de Cencio, elle obligea le général

en chef à s'y transporter. La négociation entamée par le général autrichien continua avec le général Augereau; mais celui-ci, qui voyait que la nuit s'avançait, et que Provera, en parlementant, ne cherchait qu'à gagner du temps, rompit tout à coup l'entrevue, et se prépara à tenter une seconde attaque contre le château de Cossaria.

Augereau divisa ses troupes en quatre colonnes, et les fit marcher contre les Autrichiens. Le général Joubert, qui conduisait la première, escalada, avec sept hommes, les ruines de Cossaria. Resté seul de ses compagnons, il descendit, reçut à la tête un coup de feu, et tomba au pied des retranchements ennemis. Le faux bruit de sa mort se répandit parmi ses soldats, et ils rétrogradèrent.

Les trois autres colonnes ne furent pas plus heureuses : la seconde marchait en silence vers le point où elle devait attaquer; elle avait même atteint le pied des retranchements lorsque le général Banel, qui la commandait, est tué par la décharge d'un obusier. Le même sort était réservé à l'adjudant général Quénin, qui marchait à la tête de la troisième colonne. Déjà il gravissait avec les siens la colline de Cossaria, quand, atteint d'une balle, il tombe mort. Ces trois funestes événements ébranlèrent le moral du soldat. La nuit approchait, et le général Augereau, n'espérant plus réussir dans son attaque, donna ordre de cesser le combat; mais craignant en même temps que le général Provera ne profitât de cette circonstance pour se faire jour l'épée à la main, il fit réunir ses bataillons, et leur fit établir autour du château de Cossaria des épaulements en tonneaux et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil de son adversaire. La division entière bivouaqua ainsi sur le terrain et passa la nuit du 13 au 14 sur le *qui-vive*.

Cependant Beaulieu, de plus en plus inquiet sur sa position hasardée, s'occupait avec activité du soin de la rendre meilleure. Les dispositions nouvelles qu'il avait ordonnées à son quartier général d'Acqui, où il était toujours, n'avaient pas absolument atteint le but qu'il se proposait, et une bonne partie de sa gauche se trouvait encore disséminée jusque sur l'Orba. Pour diminuer autant qu'il était possible les dangers que lui faisait courir l'active prévoyance de son jeune rival, Beaulieu avait envoyé

des renforts considérables au général Argenteau à Dego, et lui avait prescrit de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité dans cette position importante; mais les forces autrichiennes, éparpillées confusément sur une ligne trop étendue, étaient toujours dans l'impossibilité d'opposer à la masse des Français une résistance suffisante. Elles occupaient les positions suivantes : quatre bataillons étaient à Dego, quatre à Sassello, deux à Mioglio, trois à Paretto, Malvicino et Acqui, trois en marche avec Wukassowich par le Monte-Faiale sur Sassello; enfin trois bataillons de la gauche s'approchèrent de Monte-Alto, afin de soutenir le général Argenteau à Dego. Ces trois bataillons avaient ordre de rester en réserve à une forte marche du village qu'ils devaient secourir. Les avant-postes du général Colli étaient toujours sur le Monte-Zemoto, et son corps de bataille, formé en deux divisions, n'avait point quitté ses retranchements sous Ceva et à Paroldo. Toutes ces forces sardes n'avaient à ce moment devant elles que la seule division française du général Sérrurier.

Les mouvements opérés par l'armée d'Italie ayant donné au général Argenteau la crainte de se voir vigoureusement attaqué dans sa position de Dego, les trois bataillons cantonnés à Monte-Alto et un autre bataillon détaché de Paretto reçurent de lui l'ordre de venir le joindre pour le renforcer; et le général Wukassowich fut chargé de s'avancer avec cinq autres bataillons de Sassello, par Ponte-Ivrea, sur le flanc droit des Français.

Le 14 avril, à la pointe du jour, les troupes sardes qui gardaient la vallée de la Bormida et les hauteurs de Cencio s'avancèrent pour tenter de dégager le général Provera. Plusieurs régiments ennemis, dont faisait partie celui de Belgiojoso, se portèrent de même sur le centre de Bonaparte. Mais cette attaque fut vigoureusement repoussée par les 18ᵉ et 75ᵉ demi-brigades formant la brigade du général Ménard. Celui-ci reçut alors de Bonaparte l'ordre précis de se replier sur la droite de l'armée, afin de renforcer l'attaque que la division du général Laharpe devait exécuter sur les troupes que le général Argenteau avait rassemblées à Dego.

Tandis que le général Bonaparte faisait ces dispositions pour l'attaque de gauche de l'ennemi, le général Provera, vivement

pressé par Augereau, ayant épuisé toutes ses munitions et manquant de vivres, se vit enfin forcé de se soumettre à la nécessité, et se rendit prisonnier avec les 1,500 hommes qu'il commandait à Cosaria. Il était une heure après midi, et déjà le général Masséna, chargé d'appuyer les opérations de Laharpe, s'avançait avec rapidité pour déborder la gauche de l'armée ennemie dans le village de Dego. Les troupes légères de Bonaparte poussaient, dans le même moment, des reconnaissances jusqu'au chemin de Dego à Spigno. La division du général Laharpe, qui déjà était parvenue au village de Cagna, après avoir traversé la vallée de la Bormida, reçut l'ordre de se mettre en marche sur trois colonnes serrées en masse : celle de gauche, commandée par le général Causse, passa la Bormida sous un feu meurtrier, ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps, et attaqua l'aile gauche de l'ennemi par la droite, dans le dessein de la séparer du reste de sa ligne; le général Cervoni, à la tête de la seconde colonne, traversa aussi la Bormida sous la protection d'une batterie française, et attaqua de front la même aile gauche de l'ennemi; enfin, la troisième colonne, commandée par l'adjudant général Boyer[1], tourna le ravin qui couvrait la ligne ennemie et dut manœuvrer pour lui couper sa retraite.

Tous ces mouvements, secondés par l'intrépidité des troupes et les talents des différents généraux, atteignirent le but qu'en attendait le général Bonaparte. Les Autrichiens opposèrent néanmoins une vigoureuse résistance aux efforts combinés des Français. Les bataillons que le général Argenteau commandait en personne à Dego, et qui attendaient les renforts appelés par ce général, tinrent ferme dans leur position et ne furent culbutés qu'à l'instant même où les secours paraissaient sur les hauteurs en arrière de la ville. Ce fut en vain que le général Argenteau, après avoir réuni ses fuyards aux troupes fraîches qui lui arrivaient, voulut s'efforcer de rétablir le combat. Dans ce moment même accourait sur son flanc gauche la division du général Masséna. Le corps d'Argenteau, attaqué ainsi de front et de flanc, fut mis dans une déroute complète. Cinq bataillons mirent bas les armes : vingt pièces de canon furent enlevées. La division

[1] Depuis lieutenant général.

Laharpe s'attacha à la poursuite des vaincus, et ce général, se portant lui-même à la tête de quelques escadrons, les sabra pendant plus de trois lieues sur la route de Spigno. Cette ardeur extrême, qui l'emportait ainsi loin du gros de l'armée, fut la cause d'un revers momentané dont nous allons parler plus bas. Les débris des troupes d'Argenteau se dispersèrent jusqu'à Monte-Alto et Acqui.

Tandis que deux divisions françaises culbutaient de cette manière la gauche de l'armée ennemie, Augereau avait de son côté remporté de précieux avantages. Bonaparte, qui ne négligeait aucun moyen de rendre une victoire décisive, n'avait pas plus tôt appris que la division de ce général devenait disponible par la capitulation de Provera, qu'il lui avait envoyé l'ordre d'appuyer à gauche, et de s'emparer des hauteurs importantes de Monte-Zemoto, afin de déterminer d'autant mieux l'isolement total de l'armée piémontaise, qui se reployait sur le Tanaro et dans son camp retranché de Ceva, d'avec les restes de celle de Beaulieu, qui se retirait par Acqui et la vallée de l'Orba.

Augereau exécuta avec la plus grande ponctualité le mouvement qui lui était prescrit, dans la journée du 15; mais, au moment où la nouvelle en parvenait au général en chef, ce dernier fut également informé d'un événement fâcheux qui venait de se passer à la droite de l'armée. Nous avons dit que, le 14, le général Wukassowich avait eu ordre de se mettre en route avec les trois bataillons qu'il commandait, et de se réunir aux huit qui défendaient Sassello, afin de venir ensuite se lier à la gauche du général Argenteau par Ponte-Ivrea. Wukassowich s'était en effet mis en marche le 16 au matin; mais arrêté par les difficultés qu'offrait sur la route la nature du terrain, il lui fut impossible d'exécuter assez tôt son mouvement; et quand il parut à la vue de Dego, ses tirailleurs lui apprirent que ce village, évacué par les Autrichiens, venait d'être occupé par les Français. Retourner sur ses pas sans avoir combattu parut au général Wukassowich un parti peu honorable, et sur-le-champ il prit celui d'attaquer la division du général Laharpe, qui, s'étant avancée à la poursuite d'Argenteau sur la route de Spigno, était loin de s'attendre à se voir assaillie du côté de Sassello. Cette division, qui avait bivouaqué sur le terrain où

elle s'était arrêtée, se livrait avec sécurité au repos que ses fatigues de la veille lui rendaient si nécessaire, lorsque les bataillons de Wukassowich se jetèrent avec impétuosité et à l'improviste sur ses postes avancés, les culbutèrent et répandirent la terreur dans le gros même de la division. Ce sentiment devint si général, que les soldats de Laharpe ont oublié en un moment qu'ils sont vainqueurs, et ne pensent plus qu'à fuir pour éviter un danger que la peur leur rend encore plus redoutable. Wukassowich profite habilement de ce découragement subit des Français; il vole à leur poursuite, et telle est la rapidité de sa marche, qu'il parvient à Dego et s'en empare avant même que les troupes surprises aient songé à défendre la ville. Mais Bonaparte, instruit promptement de cet événement, fait battre la générale. Le camp tout entier est bientôt sur pied, et le général Masséna, que sa position rapprochait davantage de Dego, marche de suite sur ce village pour en chasser l'ennemi. Les troupes de Wukassowich, animées par leurs succès, opposèrent une forte résistance à l'attaque des Français. Masséna, qui faisait engager ses régiments à mesure qu'ils arrivaient, est repoussé trois fois. Le général Causse, venant de rallier la 99e demi-brigade, chargeait les ennemis et était près de les atteindre à la baïonnette, lorsqu'il tomba blessé à mort. Quelques instants après, apercevant le général Bonaparte, qui s'efforçait lui-même de rétablir le combat par sa présence, Causse le fait appeler, et lui demande : « Dego est-il pris? — Les positions sont à nous, reprend le général.— Dans ce cas, ajoute le brave Causse, vive la république! je meurs content. »

L'affaire cependant n'était point encore décidée. Mais Bonaparte, habile à saisir le moment pour en tirer parti, avait cherché, par sa réponse affirmative, à inspirer la confiance du succès aux troupes qui l'écoutaient. Il était une heure après midi, et menant lui-même au combat la 99e demi-brigade, il fait former en colonne la 89e commandée par le général Victor, tandis que par ses ordres l'adjudant général Lanusse, ayant réussi à rallier la 8e légère, se précipite à sa tête sur la gauche de l'ennemi. Un instant la troupe de Lanusse chancelle; mais, témoin du succès de l'attaque dirigée par le général en chef et excitée par l'intrépidité de son commandant, elle fond sur l'ennemi, le culbute

et entre dans Dego en même temps que Bonaparte. Le corps du général Wukassowich, mis en déroute par ce mouvement vigoureux et combiné, se sauva à Acqui. L'adjudant général Vignolles, chargé par le général en chef de poursuivre les fuyards avec un escadron du 25ᵉ régiment de chasseurs à cheval, atteignit la colonne ennemie, et parvint jusqu'à sa tête en sabrant de droite et de gauche. Là, il délivra un grand nombre de prisonniers que cette colonne emmenait, notamment le chef de brigade Vauquet, de la 32ᵉ demi-brigade de ligne. L'adjudant général Vignolles ramena au quartier général de Cairo 1,800 prisonniers, qui, réunis à ceux déjà faits dans les heures précédentes de la même journée, portèrent leur nombre à 5,000. On reprit aussi dans cette affaire treize pièces de canon qui étaient tombées, au commencement de l'action, au pouvoir des Autrichiens. On ramassa, sur le champ de bataille et dans les montagnes environnantes qui se lient à la position de Dego, une énorme quantité de fusils. Ce même jour, signalé par la prise et la reprise de Dego, et par l'occupation de Monte-Zemoto par le général Augereau, le général Rusca, après un combat valeureusement soutenu, où il avait fait 100 prisonniers et pris deux canons, s'était emparé des hauteurs de San-Giovanni, situées au dessus de Murialto, et qui dominent les vallées du Tanaro et de la Bormida. Ces deux derniers avantages[1] établissaient une communication intermédiaire avec la réserve aux ordres du général Serrurier, laquelle avait elle-même commencé à prendre part aux opérations, en occupant sur la gauche du Tanaro, et presque sous Ceva, les postes de Batifole, Bagnasco et Nocetto, et se trouvait par là en mesure de se lier à la gauche d'Augereau.

Les combats de Dego, de Monte-Zemoto et de San-Giovanni avaient occasionné aux vainqueurs une perte très-faible en comparaison de celle des vaincus. Cependant, les Français eurent à regretter le général Causse, dont nous avons déjà parlé, et les chefs de brigade Dupuis et Rondeau : ce dernier avait été surnommé *le Brave* par ses camarades.

Les résultats matériels des deux journées de Millesimo et de Dego furent la prise de vingt-deux pièces de canon, quinze dra-

[1] C'est-à-dire l'occupation de Monte-Zemoto et des hauteurs de San-Giovanni.

peaux, 2,500 hommes tués, 8 à 9,000 prisonniers, parmi lesquels un lieutenant général, environ trente colonels ou lieutenants-colonels, des officiers d'artillerie et du génie, etc.

La reprise de Dego donnait à Bonaparte l'assurance de ne plus avoir de craintes pour sa droite, de la part du général Beaulieu, qui maintenant se retirait sur Tortone, laissant aux Français la libre possession du territoire de Gênes, et l'avantage bien plus précieux encore de le forcer à s'éloigner plus que jamais de l'armée piémontaise. Ce mouvement rétrograde du général Beaulieu, dont l'objet était, suivant ses propres assertions, de faciliter la jonction des troupes pontificales et napolitaines, avait donc l'inconvénient de laisser dans la position la plus critique les troupes du général Colli, dont le camp retranché sous Ceva se trouvait comme borné par le Tanaro, qui n'était pas encore guéable et dont tous les ponts avaient été coupés. L'éloignement précipité de Beaulieu exposait conséquemment le général Colli à se voir bientôt sur les bras l'armée entière d'Italie. En effet, depuis le combat de Dego, Bonaparte parut avoir tout oublié, pour ne plus s'occuper que de l'arméa piémontaise. Le soir même de cette journée, il poussa jusque sous Ceva une forte reconnaissance, dont le résultat fut d'enlever à l'ennemi quelques positions qui rendaient moins dangereuse l'attaque projetée du camp piémontais. La conduite de Beaulieu, dans cette circonstance, fut remarquée avec aigreur par le général Colli. Il communiqua son mécontentement au roi de Sardaigne, et quelques auteurs prétendent que ces semences de division entre les cours d'Autriche et de Turin contribuèrent, autant que la défaite de l'armée de Colli, à engager cette dernière puissance à faire la paix avec la république française (1).

[1] En rapportant ces glorieux commencements de la carrière militaire de Bonaparte, nous nous sommes servis des dénominations de *batailles de Montenotte, de Millesimo*, et de *combat de Dego*, employées par ce général lui-même dans ses rapports, et par tous les historiens qui ont écrit depuis cette époque. Cependant le général Jomini nous paraît avoir raison, en ne considérant cette suite d'actions militaires que comme une seule bataille, dont le coup décisif fut en effet porté à Dego ; il hésite même à leur donner le nom de *bataille*. Voici d'ailleurs ce qu'il en dit (il faut remarquer que le passage que nous citons a été écrit en 1816) :

« Cette bataille de six jours, dit-il, livrée sur dix points différents, mais

Les succès obtenus par Bonaparte, dès le début de la campagne, l'auraient été contre les ordres du Directoire, en admettant la supposition que Bonaparte ait emporté pour instruction l'ordre de se tenir d'abord sur une sévère défensive. En ce cas, si l'audacieux général eût échoué dans ses entreprises et eût été vaincu, au lieu de remporter la victoire, sa tête eût peut-être payé le crime d'avoir désobéi aux ordres du gouvernement républicain. Mais à la nouvelle des lauriers cueillis si abondamment par l'armée d'Italie, le Directoire, qui vit facilement combien ces triomphes allaient être favorables à la cause de la république, paraîtrait avoir oublié la transgression de ses ordres, puisqu'il ne songea plus qu'à exalter davantage encore, s'il était possible, l'ardent enthousiasme du général en chef et de ses lieutenants. C'est dans cette intention qu'il écrivit à Bonaparte :

« Il est satisfaisant pour le Directoire de voir justifier, par les lauriers que vous venez de cueillir, le choix qu'il a fait de vous pour conduire l'armée d'Italie à la victoire. Recevez aujourd'hui, général, le tribut de la reconnaissance nationale; méritez-la de plus en plus, et prouvez à l'Europe que Beaulieu, pour avoir changé de champ de bataille, n'a pas changé d'ennemi; que, battu au nord, il le sera constamment par la brave armée d'I-

toujours par une même masse principale, à des parties morcelées, fut plutôt une série de combats qu'une bataille rangée. Elle a donné lieu à des raisonnements ou à des systèmes également faux : on a prétendu que Bonaparte, *embrassant un vaste champ de bataille, avec des divisions isolées, les faisait combattre par des mouvements coïncidents, et avait ainsi étendu l'échelle des combinaisons.* Il est cependant facile de voir, par l'exposé rapide que nous venons d'en donner, que c'est par un système opposé que Bonaparte a triomphé tant de fois; qu'il a constamment rassemblé ses plus grosses masses dans des positions resserrées et pour frapper les grands coups; sans doute, il les a ensuite étendues, mais c'était toujours dans une position centrale, et afin de séparer de plus en plus les corps ennemis déjà vaincus. Ces engagements multipliés furent le résultat du morcellement des alliés, de la position de leurs corps, et de la nature montagneuse du pays. Il fallait bien aller chercher ces corps où ils étaient, et il eût été bien difficile de livrer une bataille générale, comme celle de Iéna ou de Wagram, à une armée qui couvrait par divisions toutes les crêtes de l'Apennin, et n'avait pas dix mille hommes réunis sur un même point. »

talie; et qu'avec de tels défenseurs, la liberté triomphera des efforts impuissants des ennemis de la république. »

Au général Laharpe :

« L'effroi que vous inspirez aux ennemis de la république peut seul égaler sa reconnaissance et l'estime due à votre courage et à vos talents. »

Au chef de brigade Rampon, défenseur de la redoute de Monte-Legino :

« Intrépide militaire, amant de la liberté, continuez à la servir : que le serment que vous avez fait prêter aux braves soldats que vous commandiez dans la redoute de Montenotte, soit répété dans l'occasion par tous les républicains qui sont dignes de le tenir, et qu'il serve à fortifier chez eux, s'il en était besoin encore, la haine de l'esclavage et le désir de vaincre des ennemis qui n'ont pas renoncé au projet insensé de nous donner des fers. La valeur française les forcera bientôt à demander la paix .... Vous y aurez concouru par le trait héroïque qui vous honore. »

A l'adjudant-général Vignolles :

« Le courage et les talents que vous avez développés vous méritent la reconnaissance de la nation. Organe de cette nation que vous défendez si glorieusement, le Directoire vous transmet avec plaisir les éloges dus à votre conduite distinguée. Ils seront sans doute pour vous la plus douce récompense de votre valeur, et la manière la plus sûre de vous commander de nouveaux succès. »

Ces éloges publics, qui tenaient lieu alors des décorations, des titres et des dotations si prodigués par la suite, produisirent l'effet dont se flattait le Directoire en les décernant. L'invincible armée d'Italie poursuivit le cours de ses triomphes, et c'est elle qui eut la gloire de donner à la France républicaine cette première paix générale attendue depuis si longtemps.

Combat de Vico; bataille de Mondovi, et armistice conclu entre l'armée sarde et l'armée française. — Les troupes immédiatement sous les ordres du général Beaulieu, en se retirant précipitamment après les actions précédentes, par les routes d'Acqui et de Gavi, pour se mettre sous la protection des remparts de Tortone, laissaient un libre champ aux opérations

ultérieures de Bonaparte, dans son dessein d'attaquer l'armée sarde, que commandait le général Colli, après l'avoir isolée du grand corps d'armée austro-sarde. Le moment était favorable; la terreur inspirée par la rapidité des succès obtenus par les Français s'était répandue jusque dans le camp de l'armée piémontaise. Bonaparte pouvait donc se promettre de vaincre facilement le général Colli, abandonné des Autrichiens; il pouvait espérer qu'en frappant ce coup décisif il épouvanterait la cour de Sardaigne jusque dans Turin, et la forcerait à quitter la cause des alliés. Alors l'armée désorganisée du général autrichien étant désormais le seul obstacle à surmonter, le général français, dont l'imagination ardente s'élançait incessamment vers l'avenir, pouvait se regarder comme le maître de l'Italie. Il n'y avait pas à balancer. La gloire, l'ambition, l'honneur de Bonaparte dépendaient de la destruction de Colli : douze jours suffirent pour obtenir ce grand résultat, et forcer la cour de Sardaigne à refuser désormais son appui aux ennemis de la république française.

Cet appui était cependant motivé, et pouvait être légitimement invoqué par les puissances armées contre la France. La femme du prétendant à la couronne de France, du roi Louis XVIII, celle du lieutenant général du royaume, le comte d'Artois, étaient filles du roi de Sardaigne. Il était naturel que la cour de Turin eût embrassé la cause de ces princes, et eût armé en leur faveur; aussi le roi de Sardaigne avait-il adhéré des premiers à la coalition de Pilnitz. Il avait vu ses troupes dans Toulon, et avait pu, un moment, se flatter de posséder un jour la Provence, qu'on avait promise à son ambition. Mais, tenu longtemps en échec par les deux armées que la république avait eues jusqu'alors en Savoie et dans le comté de Nice; souvent battu par elles, il avait partagé tous les revers de la coalition, à laquelle il était cependant resté fidèle. Le comté de Nice et la Savoie lui avaient été enlevés dès 1792, ainsi qu'on l'a vu dans le premier volume de ces Annales. Sans cesse menacé d'une invasion en 1795, il avait perdu l'élite de ses troupes dans une foule de combats restés sans résultat; enfin, au moment même où plus que jamais, et par les promesses fantastiques du général Beaulieu, il avait osé concevoir l'espérance de reprendre

ce qu'il avait perdu, et de s'emparer de la Provence, la fortune se montrait tout à coup contraire à ses vœux. Abandonnée de son allié, près d'être accablée par un ennemi victorieux, l'armée du roi de Sardaigne pouvait être détruite et laisser aux vainqueurs un passage libre jusqu'à Turin. Que pouvait désormais le roi de Sardaigne pour s'opposer à l'invasion prochaine de ses États? Toutes ses ressources étaient épuisées, et ce monarque, renfermé dans son palais, sollicitait vainement de ses sujets un dévouement dont il ne savait pas donner l'exemple. Toutes les mesures que l'exaltation et l'enthousiasme patriotiques avaient inspirées en France à l'approche de l'invasion ennemie, il les imitait languissamment et sans succès. Une levée en masse, qui comprenait tous les hommes depuis seize jusqu'à trente ans, avait produit autant de révoltés que de soldats. Les Piémontais, las d'une guerre qui durait depuis quatre ans sans qu'aucun avantage en eût été la suite, commençaient à désirer la paix avec autant d'empressement qu'ils l'avaient repoussée auparavant. Ce pays était d'ailleurs dans cette situation critique que tant d'États d'Europe ont connue dans le même temps. Une grande partie de la noblesse et les bourgeois des villes étaient en opposition avec une cour plus dévote qu'éclairée, même sur ses propres intérêts. Une désunion presque générale de toutes les classes de la société avait été produite par la fermentation des têtes. Cette partie de la population que les gouvernements appellent proprement le peuple, qui fait la force des États, parce qu'elle en est le bras ou l'instrument, superstitieuse à l'excès dans le Piémont, avait d'abord embrassé avec ardeur le parti d'une guerre déclarée à des hommes qu'on leur peignait comme les plus cruels ennemis de la religion; mais des intérêts plus directs avaient affaibli cette opinion exagérée. Les Piémontais commençaient à penser que c'était moins la cause des peuples que celle des rois que l'on voulait défendre, et cette idée prit de tels développements, que, devenu suspect à son peuple, le prince eut la douleur de voir échouer les mesures proposées pour pouvoir résister aux Français. Les nouvelles recrues, au lieu de rejoindre, désertaient en foule, et formaient comme une armée ennemie dans l'intérieur de l'État. Afin de défendre cet État menacé,

il fallait donc s'en tenir aux forces déjà rassemblées, et le général Colli eut ordre d'opposer une vigoureuse résistance aux efforts des Français. Une victoire était seule capable de sauver le Piémont d'une invasion; mais Colli pouvait-il se flatter de sortir victorieux de la lutte où il était engagé? Il pressentait qu'il serait vaincu; mais du moins il voulut l'être sans honte.

Certain que Bonaparte vainqueur de Beaulieu ne tarderait pas à l'attaquer, le général Colli avait concentré ses troupes dans le camp retranché de Ceva, afin d'opposer à son ennemi une masse de résistance plus considérable; deux rivières, dont les bords avaient été hérissés de batteries, protégeaient ses lignes, qui s'étendaient jusqu'à la place de Mondovi. Colli espérait encore pouvoir se défendre pendant quelques jours dans cette position, et donner le temps à la cour de Turin de lui envoyer des secours, ou à Beaulieu d'agir de manière à seconder ses efforts. L'infatigable activité de Bonaparte déjoua sans peine tous ces projets de la prudence, et Colli fut attaqué dans ses positions, avant d'avoir reçu aucun des renforts qu'il attendait.

Le 16 avril, la division du général Augereau, qui avait reçu ordre de se mettre en marche, quitta précipitamment les hauteurs de Monte-Zemoto, et attaqua les redoutes qui protégeaient le camp retranché de Ceva. Elles étaient défendues par 8,000 Piémontais. Les colonnes françaises, commandées par les généraux Bayrand et Joubert, éprouvèrent une vigoureuse résistance, qui fut prolongée pendant toute la journée, malgré la vivacité des attaques successives. Cependant, à la chute du jour, la plupart des redoutes avaient été évacuées, et les troupes françaises s'y étaient postées. Colli sentit qu'il courait risque d'être tourné par Castellino, et, pour éviter ce danger, il donna l'ordre d'évacuer pendant la nuit le camp retranché de Ceva.

Pendant cette même journée, les généraux Serrurier et Rusca s'étaient avancés pour seconder l'attaque du général Augereau, et se trouver, après le succès, à même d'opérer leur jonction avec sa division. En même temps, le général Masséna, qui s'était porté sur les hauteurs de Barcaro, avait poussé ses colonnes jusque sur les bords du Tanaro, afin de le passer entre Ceva et Castellino. C'est cette dernière manœuvre, exécutée avec beaucoup de succès, qui avait fait craindre au général Colli de

se voir tourné, et l'avait engagé à quitter ses retranchements de Ceva. Sa retraite, opérée avec beaucoup d'ordre, avait eu lieu sur Mondovi, et son corps d'armée prit, pour couvrir cette place importante, une très-bonne position au confluent de la bicoque de Saint-Michel, et sa gauche s'étendant jusque vers Lezegno.

Le lendemain 17, les divisions des généraux Serrurier et Augereau opérèrent leur jonction devant la place de Ceva, et le général Serrurier entra dans la ville, dont la forteresse était toujours occupée par 7 ou 800 Piémontais. Il eût été intéressant de pouvoir s'emparer de cette citadelle; mais l'artillerie de siége n'avait pu suivre la marche rapide des Français dans les montagnes, et le général Serrurier, faute de canons, fut obligé de souffrir auprès de lui cette garnison ennemie.

Le 18, Bonaparte, qui s'était trouvé la veille à Salicetto, transporta son quartier général à Ceva, afin de présider lui-même à l'attaque générale qu'il méditait contre le général Colli. Le 19, la division du général Serrurier attaqua la droite de l'ennemi et la partie de son centre qui était postée à Saint-Michel. Après trois heures d'un combat opiniâtre, Serrurier s'empara du village, renversa les Piémontais chargés de défendre le pont sur la Corsaglia, et traversa lui-même cette rivière avec un fort détachement de ses troupes; mais, le Tanaro n'étant point guéable, les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui devaient attaquer les Piémontais en même temps que Serrurier, ne purent exécuter leur mouvement, et furent obligées de laisser la rivière entre elles et leur ennemi. Le général Colli profita habilement de cet incident, et conduisit lui-même des renforts à sa droite, toujours aux prises avec le général Serrurier. Celui-ci, étonné de se voir attaqué par des troupes fraîches, quand il croyait devoir être secondé par Masséna et Augereau, vit bientôt le désordre s'introduire parmi ses soldats, et, pour éviter un plus grand mal, il prit le parti de se retirer. Ses colonnes, poussées avec vigueur jusque sur la Corsaglia, ne surent point opposer une résistance suffisante, et ce fut avec la plus grande peine, et non sans éprouver une perte considérable, que ce général parvint à passer la rivière. Cet échec faisait perdre à ces troupes tout le terrain qu'elles venaient de gagner : elles se

retirèrent jusque dans Ceva, et de cette manière les deux partis se trouvèrent dans les mêmes positions que la veille.

Par les manœuvres qu'il avait commandées dans la journée du 19, Bonaparte avait eu le dessein de percer jusqu'à Mondovi, et de forcer le général piémontais à un changement de front qui pût le priver de tout l'avantage de sa position; mais le succès n'ayant point répondu à son attente, Bonaparte passa la journée du 20 à prendre les mesures qui pouvaient donner, à une seconde attaque, une issue plus favorable. Dans la nuit du 21 au 22, le général Masséna vint passer le Tanaro sur le pont de Ceva, et prit possession du village de Lezegno. Les brigades des généraux Guyeux et Fiorella, de la division du général Serrurier, s'emparèrent du pont della Torre; en même temps, le général Augereau descendit la vallée du Tanaro, et marcha sur Alba, afin de menacer les communications de l'ennemi, enlever ses dépôts, et jeter l'épouvante jusque dans Turin.

L'intention de Bonaparte, en ordonnant ces dispositions, était, comme la veille, d'obliger le général Colli à changer de champ de bataille; mais celui-ci, craignant l'issue d'un combat qui eût été décisif sur une ligne aussi étendue, préféra renoncer à tous les avantages de sa position, et se mit, dès deux heures après minuit, en pleine retraite, évacua toute son artillerie et se replia sur Mondovi. Bonaparte, qui s'était promptement aperçu de cette marche rétrograde, envoya aussitôt la division du général Serrurier à la poursuite de l'armée piémontaise. Serrurier mit tant de célérité dans l'exécution de cet ordre, que le 22 avril, à la pointe du jour, il atteignit l'arrière-garde de l'ennemi sur les hauteurs en avant de Vico.

La brigade du général Guyeux se dirigea sur la gauche de l'armée de Colli, tandis que Serrurier, avec les brigades des généraux Fiorella et Dammartin, attaquait les redoutes qui couvraient son centre. Ces mouvements se firent avec tant de précision et de valeur, qu'après avoir vu ses positions emportées à la baïonnette, le général Colli abandonna le champ de bataille, traversa rapidement Mondovi, évacua cette place, et se rabattit sur la Stura et Fossano, en ayant soin de mettre ses bagages et son artillerie derrière les rivières de l'Elero et de Pesio. La cavalerie française se porta à sa poursuite avec beaucoup d'ar-

deur, et le général Stengel, qui la commandait, fut tué dans une charge. Murat[1], aide de camp de Bonaparte, se distingua particulièrement dans cette poursuite à la tête du 20ᵉ régiment de cavalerie, et mérita d'être cité avec éloge dans le rapport du général en chef.

L'ennemi, suivant la relation officielle, perdit dans cette journée huit pièces de canon et quinze caissons, vingt et un drapeaux, dont quatre des gardes-du-corps du roi de Sardaigne; 1,800 hommes, dont 1300 prisonniers; un général piémontais fut tué, et trois furent faits prisonniers : savoir, le lieutenant général comte de Leire, le comte de Flayes, colonel des gardes du roi de Sardaigne, M. Matter, colonel-propriétaire du régiment de son nom, et quatre autres colonels. Le général Despinois fut cité avec éloge dans le rapport du général en chef, ainsi que le général Berthier, chef de l'état-major général, « chez qui, dit Bonaparte, les talents égalent l'activité, le patriotisme et le courage. »

Pendant que, pour dernier fruit de cette victoire, les Français prenaient possession de la place et forteresse de Mondovi, évacuée par les Austro-Sardes, le général Colli se hâtait de passer la Stura, pour ne s'arrêter qu'entre Coni et Cherasco. L'inaction du général Beaulieu, au moment où l'armée piémontaise était ainsi attaquée et poursuivie, contribua puissamment à jeter le découragement parmi les soldats de Colli. Menacé par la seule division du général Laharpe, Beaulieu, qui était resté vers Acqui, n'avait fait aucune tentative pour essayer de se joindre à ses alliés, ou au moins de faire une diversion en leur faveur; il n'avait même fait aucun mouvement, et quand il eût pu concentrer ses forces, il tenait toujours sa ligne trop étendue, puisque sa gauche se prolongeait jusqu'à la rivière d'Orba.

Cette circonstance de la conduite du général autrichien, qui faisait murmurer hautement l'armée piémontaise, vint encore augmenter les inquiétudes de Colli. Menacé d'une destruction complète, sans espoir d'obtenir de renforts de la part de sa cour ou du général en chef autrichien, poursuivi par une armée au-

[1] Depuis beau-frère de Bonaparte, grand-duc de Berg, roi des Deux Siciles, et fusillé en 1815 par ordre du roi de Naples.

dacieuse, infatigable, Colli avait instruit son gouvernement de la position plus que critique où il se trouvait. La nouvelle des derniers succès obtenus par les Français avait plus que jamais répandu la terreur et l'effroi dans Turin. La plupart des grandes familles de cette ville, épouvantées de l'approche des républicains, dont elles redoutaient les principes opposés à la noblesse et aux privilèges, se tenaient déjà préparées à fuir au premier signal. Les appréhensions dont la cour et la ville étaient agitées devinrent telles, que le roi de Sardaigne, perdant lui-même la confiance qu'il avait eue dans ses forces et dans l'appui de ses alliés, envoya au général Colli l'autorisation nécessaire pour demander à Bonaparte une suspension d'armes. Colli écrivit donc au général français pour l'instruire des intentions de sa cour, et lui mandait, le 23 avril, que le roi son maître ayant envoyé à Gênes des plénipotentiaires chargés d'y traiter de la paix avec la république française, sous la médiation de la cour d'Espagne, il croyait que l'intérêt de l'humanité exigeait que les hostilités fussent suspendues de part et d'autre, pendant la durée des négociations. Il finissait par proposer à Bonaparte un armistice, soit illimité, soit à temps fixe, à son choix, dans la vue d'épargner une inutile effusion de sang.

Mais Bonaparte, qui savait qu'il ne faut jamais donner à son ennemi le temps de se reconnaître, se garda bien de faire à Colli une réponse décisive et satisfaisante. Il lui laissait seulement entrevoir qu'un accommodement n'était point impossible; mais que le droit de traiter de la paix appartenant au Directoire seul, il ne pouvait rien prendre sur lui avant d'avoir reçu ses ordres. Au moyen de cette précaution adroite, Bonaparte, sans nuire à la rapidité de ses opérations militaires, se réservait la faculté de proposer un moyen terme, qui pouvait devenir très-favorable à l'armée française.

En effet, malgré ses triomphes, l'armée française se trouvait encore dans une position incertaine et précaire. Maîtresse d'un pays florissant, elle voyait, il est vrai, l'abondance succéder au dénûment absolu dans lequel elle se trouvait naguère; la victoire venait, suivant la promesse et la prédiction de Bonaparte, d'ouvrir aux Français le chemin de l'Italie. Mais dans ce pays fertile où elle pouvait se dédommager de ses longues

privations, et faire momentanément trêve à ses fatigues, l'armée n'avait encore d'autre appui que ses armes. Les Piémontais avaient toujours en leur pouvoir des places qui pouvaient inquiéter et arrêter même les opérations d'une armée trop peu nombreuse pour entreprendre des siéges, et dépourvue d'ailleurs de tous les objets nécessaires à de telles entreprises.

Les Autrichiens, revenus de leur terreur, pouvaient se rallier, recevoir les secours promis par le roi de Naples; et Colli lui-même, en marchant par la rive gauche du Pô, avait la possibilité de leur donner la main. Par une suspension d'hostilités, l'armée française gagnait donc l'avantage de se débarrasser des Piémontais, se trouvait libre d'achever la défaite des Autrichiens, rendait nul l'obstacle des forteresses du roi de Sardaigne, et contraignait Beaulieu de chercher un dernier asile sous les murs de Mantoue ou derrière l'Adige.

Par ces considérations, qui ne pouvaient échapper à sa haute sagacité, Bonaparte, dans sa réponse au général Colli, ajoutait donc : « La position militaire des deux armées rend toute suspension d'armes pure et simple impossible. Quoique je sois en particulier bien certain que le gouvernement accordera des conditions de paix raisonnables à votre roi, je ne puis, sur des présomptions vagues, arrêter ma marche. Il est cependant un moyen de parvenir à votre but, conforme aux vrais intérêts de votre cour, et qui épargnerait une effusion de sang inutile, et dès lors contraire à la raison et aux lois de la guerre : c'est de mettre en mon pouvoir deux des trois forteresses de Coni, d'Alexandrie, de Tortone, à votre choix. Nous pourrons alors attendre, sans hostilités, la fin des négociations qui pourraient s'entamer. Cette proposition est très-modérée; les intérêts mutuels qui doivent exister entre le Piémont et la république française me portent à désirer vivement de voir éloigner de votre pays les malheurs de toute espèce qui le menacent. »

Cette proposition, si elle était acceptée, devenait extrêmement favorable aux succès ultérieurs de la campagne. La possession de deux forteresses dans le Piémont répondait entièrement de la neutralité du roi de Sardaigne, et laissait le général de l'armée française maître d'agir avec vigueur contre les Autrichiens. Mais en attendant la réponse du général Colli,

Bonaparte, qui voulait donner plus de poids à sa demande et profiter en effet de la position où l'avaient placé ses victoires, avait, le même jour, donné ordre à son armée de passer l'Elero, et, après avoir jeté des ponts sur le Pesio, avait porté son avant-garde sur Carru. Le 24, après quelques escarmouches de cavalerie de peu d'importance, les Français occupèrent Bene.

Cependant Beaulieu, pressé par la cour de Sardaigne, et dans la crainte de déplaire à son gouvernement, en paraissant négliger trop les intérêts de ses alliés, s'était décidé à faire un mouvement concentrique, qui pût le rapprocher un peu de l'armée de Colli. Le 24 il leva son camp d'Acqui, et se mit en marche avec seize bataillons et vingt-deux escadrons, après toutefois avoir eu la précaution de laisser dans Terzo sept bataillons et six escadrons commandés par le général Liptay. Ce mouvement était trop tardif pour opérer une diversion favorable aux Piémontais de Colli.

Celui-ci avait pris une position défensive sur la Stura; son front était couvert par cette rivière; sa droite s'étendait vers la forteresse de Coni, et se tenait en communication avec les troupes qui défendaient le passage du Col-de-Tende; sa gauche s'appuyait à Cherasco. Cette position couvrait les places du Piémont, et défendait les seules routes par lesquelles les Français pouvaient y pénétrer alors.

Le général Serrurier se porta le 25, avec sa division, sur la Trinità, et s'avança jusqu'à portée de canon de la ville de Fossano, où se trouvait le quartier général de Colli. Les Français et les Piémontais, séparés par la Stura, se canonnèrent pendant plusieurs heures sans résultat. Le général Masséna s'était en même temps dirigé sur Cherasco, et s'étant jeté avec impétuosité sur l'ennemi, culbuta d'abord les grand'gardes. Cette ville, forte par sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, l'était aussi par une enceinte bastionnée, très-bien palissadée, fraisée et garnie de vingt-huit pièces de canon. La garnison ayant fait mine de vouloir se défendre, Bonaparte envoya son aide de camp Marmont et le général Dujard, pour reconnaître la place, et placer des batteries d'obusiers, pour couper les palissades. Ces démonstrations suffirent pour épouvanter l'ennemi. N'espérant point pouvoir résister longtemps, il se

contenta de tirer quelques coups de canon, et profita de la nuit pour évacuer la ville et repasser la Stura. Cette conquête, qui procurait vingt-huit pièces de canon à l'armée, qui en manquait, et où l'on trouva des magasins considérables de munitions et de vivres, était d'autant plus importante aux yeux de Bonaparte, qu'elle appuyait sa droite et lui donnait un poste à l'abri d'un coup de main, où il pouvait établir ses dépôts de première ligne.

Après la prise de Cherasco, le général Colli se retira sur Carignano, afin de mettre à couvert la ville de Turin, dont Bonaparte n'était plus qu'à neuf lieues. Cette retraite, qui privait Fossano de tout moyen de résistance, laissa le général Serrurier maître de passer la Stura et de faire son entrée dans cette ville. Le même jour, la division du général Augereau s'était portée sur Alba, malgré un temps affreux qui avait rendu tous les chemins impraticables. Il suffit aux Français de se présenter devant la place pour s'en rendre maîtres. Le peu de troupes piémontaises qui étaient restées à sa garde s'enfuirent sans avoir brûlé une amorce, et le général Augereau se hâta d'y faire jeter sur-le-champ plusieurs ponts de bateaux, afin de pouvoir passer le Tanaro, qui est dans cet endroit d'une largeur et d'une rapidité considérables.

Le 26, l'armée française d'Italie se trouva entièrement rassemblée en avant de la ville d'Alba. Elle était alors dans un des plus beaux et des plus riches pays de l'Europe, et nageait dans l'abondance. Fiers des victoires remportées au prix de leur sang et de leur courage, les soldats de cette armée étaient animés de l'esprit le plus belliqueux, et n'aspiraient qu'à poursuivre un ennemi qu'ils avaient vaincu avec tant de gloire. Bonaparte, pour exciter davantage encore leur enthousiasme, et en même temps tranquilliser les peuples d'Italie, adressa aux uns et aux autres la proclamation suivante :

« Soldats[1] !

« Vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places

[1] Nous avons déjà fait remarquer cette dénomination de *soldats*, donnée par Bonaparte à ses troupes. Les autres généraux de la république les appelaient *camarades* ou *citoyens;* mais Bonaparte crut devoir innover, ce qui convenait peut-être à ses desseins ultérieurs.

fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait 15,000 prisonniers, tué ou blessé 10,000 hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus parmi des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée conquérante de la Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions aussi extraordinaires. Grâces vous en soient rendues, soldats!

« Les deux armées qui naguère vous attaquèrent avec audace fuient devant vous; les hommes pervers qui se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis sont confondus et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont encore à vous; vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous de grandes choses. Vous justifierez son attente; vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français, d'humilier les rois orgueilleux qui méditaient de nous donner des fers, de dicter une paix glorieuse qui indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous voulez tous, en rentrant dans le sein de vos familles, dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie!*

« Amis, je vous la promets cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrerez de leurs fers, c'est de réprimer les pillages auxquels se portent les scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez point les libérateurs des peuples; vous en seriez le fléau. Le peuple français vous désavouerait : vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous

rougirions de commander une armée qui ne connaîtrait de loi que la force; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers; le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux : nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent [1]. »

Dans le moment où Bonaparte cherchait à exalter l'ardeur de ses soldats par cette proclamation, il s'attendait à livrer une dernière bataille, et sans doute elle eût décidé du sort du Piémont. Le roi de Sardaigne, renfermé dans Turin avec les débris de son armée, tremblait sur son trône et commençait à se convaincre qu'une prompte soumission aux volontés du vainqueur pouvait seule le sauver de la ruine certaine dont il était menacé. Déjà les Français n'étaient qu'à neuf lieues de sa capitale. L'effroi s'était plus que jamais emparé de l'esprit des habitants de Turin. Des murmures, avant-coureurs d'une insurrection, augmentaient encore les inquiétudes et la détresse du roi au milieu de sa cour stupéfaite. Le peuple, qui craignait de voir la ville livrée à toutes les horreurs du pillage, s'attroupait en foule autour du palais, et demandait la paix à grands cris. Toutes

[1] Nous avons cité cette première proclamation d'un homme qui en a tant publié durant sa carrière militaire, afin de présenter une observation qui nous paraît avoir quelque intérêt. On a dit, on répète encore aujourd'hui que ces proclamations de Bonaparte, qui ont si souvent répandu en Europe presque autant de terreur que ses armées, n'avaient jamais été son ouvrage. On a même été jusqu'à citer ses faiseurs. Cependant, si l'on veut comparer toutes ses proclamations, depuis celle que nous venons de citer jusques à la dernière qui précéda le désastre de Mont-Saint-Jean, on restera convaincu avec nous qu'elles sont toutes la production du même homme. Le même style, les mêmes mouvements, les mêmes tournures de phrases, les mêmes exclamations, et ce ton prophétique ou d'inspiré que Bonaparte affectait dans ses actions, se rencontrent dans toutes ces pièces. Quant à nous, nous ne doutons point que les proclamations de Bonaparte n'aient, en effet, été dictées par celui qui sut en tirer tant d'avantages.

ces causes réunies firent enfin sentir au roi qu'il est des circonstances où l'intérêt des peuples demande que les souverains renoncent à leurs plus chères affections. Il avait été l'un des membres les plus zélés de la coalition. Il avait plus qu'aucun prince de l'Europe des raisons fortes et légitimes de haïr la république; mais la fatale issue des événements le contraignit à dissimuler sa haine et à s'humilier devant le gouvernement français, en lui demandant une paix qui lui semblait presque une injure. Le roi de Sardaigne se soumit enfin à cette loi de la nécessité, si dure pour le commun des hommes, plus dure encore pour les rois.

Le 27 avril, le général Colli, autorisé par son souverain, écrivit à Bonaparte pour lui annoncer que le roi allait envoyer des plénipotentiaires à Paris, afin de traiter de la paix définitive, mais qu'en attendant il acceptait les conditions proposées : « Sa Majesté, disait le général Colli dans sa lettre, m'ordonne de vous déclarer qu'elle consentira à mettre en votre pouvoir deux de ses forteresses; savoir, celles de Coni et de Tortone, comme vous l'avez demandé, pendant que dureront les négociations dont on va s'occuper, et suivant le mode dont on conviendra; au moyen de quoi toute hostilité cessera dès à présent, jusqu'à la fin desdites négociations, etc. »

D'après la même lettre, le roi de Sardaigne chargea M. le baron de la Tour, lieutenant général de cavalerie, et le marquis de Costa, colonel chef d'état-major, de traiter avec le général Bonaparte des conditions de la suspension d'armes, qui furent arrêtées au quartier général de Cherasco, le 28 avril, et dont les dispositions portaient une cessation de toutes hostilités entre l'armée française d'Italie et l'armée du roi de Sardaigne, à dater du jour où les conditions seraient remplies jusque cinq jours après la fin des négociations entamées à Paris. Les clauses de ce traité d'armistice furent très-favorables à l'armée française. La place de Coni devait être occupée par elle, ainsi que celle d'Alexandrie, en attendant que Tortone pût être remise en son pouvoir. Les Français restaient en possession de tout le pays conquis qui se trouve au delà de la rive droite de la Stura, jusqu'à son confluent avec le Tanaro, et de là suivant la rive droite de cette rivière jusqu'à son embouchure dans le Pô, pen-

dant le temps qu'ils occupaient Alexandrie. Après la reddition de cette place, par l'occupation de Tortone, la limite devait continuer au confluent de la Stura avec le Tanaro, jusqu'à la hauteur d'Asti, sur la rive droite de cette dernière rivière. La ligne de démarcation suivait le grand chemin qui conduit à Nizza della Paglia, et de ce dernier lieu à Cassino; de la rive droite de la Bormida jusqu'à son embouchure dans le Tanaro, et enfin de là jusqu'à la jonction de cette rivière avec le Pô.

Les villes et citadelles de Coni, de Tortone ou d'Alexandrie, tant que la seconde ne serait point occupée par les Français, devaient être remises avec l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche, dont il devait être fait inventaire. Les Français s'étaient réservé, par ce traité, le droit de passer le Pô sous Valence, et le passage par les chemins les plus commodes et les plus ouverts était accordé, pour Paris et le retour, aux courriers et aux officiers de l'armée française. La citadelle devait être remise également avec son artillerie et ses vivres; mais la garnison pouvait se retirer dans le Piémont.

Les plénipotentiaires envoyés par le roi de Sardaigne à Paris avaient ordre de traiter de la paix à quelque prix que ce fût. La cour de Turin ne croyait pas acheter trop cher l'amitié d'un peuple dont la haine était terrible. On mit de part et d'autre une si grande activité dans les négociations, que le traité définitif fut arrêté et signé à Paris le 15 mai suivant.

Ce traité eut une trop grande influence sur les événements ultérieurs de l'Italie, pour ne pas en rapporter ici les clauses principales.

S. M. le roi de Sardaigne renonçait à toute adhésion, consentement ou accession patente ou secrète donnée à la coalition armée contre la république française; elle s'engageait à refuser le passage sur son territoire à aucune troupe ennemie, et à l'accorder, au contraire, à toutes les troupes françaises. S. M. cédait à perpétuité à la république la Savoie, les comtés de Nice, de Beuil et de Tende. Les limites entre les deux États devaient être établies sur une ligne déterminée par les points les plus avancés, du côté du Piémont, des sommets et plateaux des Alpes, savoir, en commençant au point où se réunissent les frontières

du Faucigny, du duché d'Aoste et du Valais, à l'extrémité des glaciers ou monts Maudits : 1° les sommets ou plateaux des Alpes, au levant du col Mayor; 2° le petit Saint-Bernard et l'hôpital qui y est situé; 3° les sommets ou plateaux du mont Albarn, du col de Crisance et du mont Iseran; 4° en se détournant un peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celst et du gros Caval; 5° le grand mont Cenis, et l'hôpital placé au sud-est du lac qui s'y trouve; 6° le petit mont Cenis; 7° les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Bardonèche du val des Près; 8° le mont Genèvre; 9° les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Grières de celle du Vaudois; 10° le mont de Viso; 11° le col Maurin; 12° le mont de l'Argentière; 13° les sources de l'Ubayette et de la Stura; 14° les montagnes qui sont entre les vallées de la Stura et de Gesso, d'une part, et celles de Saint-Étienne de Tinea, de Saint-Martin ou de Vesubia, de Tende ou de Roya, de l'autre part; 15° la Roche-Barbon, sur les limites de l'État de Gênes. Le pays restitué au roi de Sardaigne demeurait passible de toutes réquisitions de vivres faites par l'armée française; S. M. sarde s'engageait à ne point permettre aux émigrés ou déportés de la république de s'arrêter ou de séjourner dans ses États. Indépendamment des forteresses de Ceva, Coni et Tortone, déjà accordées par l'armistice, l'armée française devait, d'après la teneur du traité, occuper les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suse, de la Brunette, de Château-Dauphin et d'Alexandrie, à laquelle Valence pouvait être substituée, si le général en chef de l'armée française le préférait. Les fortifications d'Exiles, de la Brunette, de Suse, ainsi que les retranchements formés au-dessus de cette ville, devaient être démolis et détruits aux frais de S. M. sarde, à la diligence des commissaires nommés à cet effet par le Directoire exécutif.

Le 29 avril, Coni fut remis entre les mains des Français, ainsi que l'ordre pour occuper Tortone. Le lendemain, la citadelle de Ceva leur fut également rendue. Pendant ce temps, Beaulieu fuyait vers Alexandrie et marqua même quelque envie de s'emparer de cette forteresse; mais le commandant piémontais sut à propos deviner ses intentions, les éluda avec beaucoup d'adresse, et sauva ainsi aux Autrichiens la honte et l'odieux d'une

trahison faite à leur allié. Beaulieu se porta à marches forcées sur le Milanais, afin de le couvrir, et traversa le Pô à Valence, qu'occupait un corps de cavalerie napolitaine.

Bonaparte avait donné ordre aux colonnes de son armée de suivre la marche du général fugitif; Masséna arriva assez tôt à Alexandrie pour s'emparer des magasins que les Autrichiens, ne pouvant les évacuer aussi promptement que les positions qu'ils abandonnaient, avaient vendus à la ville. Le 6 mai, l'armée d'Italie prit possession de Tortone, dont les fortifications nouvelles avaient coûté plus de quinze millions au roi de Sardaigne. On y trouva plus de cent pièces de canon de bronze, des munitions immenses et des casemates pour 3,000 hommes; Ceva et Coni étaient également dans un état de défense respectable et abondamment approvisionnés. Ainsi Bonaparte trouvait dans ses succès mêmes des moyens de s'en procurer de nouveaux[1].

Les avantages que la France retirait du traité conclu avec le roi de Sardaigne étaient immenses. Non-seulement elle acquérait la libre possession de la Savoie et du comté de Nice, conquis en 1792; mais elle reculait ses limites jusque sur les crêtes des Alpes, avec toutes les démarcations en sa faveur; de sorte qu'elle dominait sur les versants du Piémont, et que

[1] Cependant, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, Bonaparte, qui n'ignorait pas combien, surtout pour une petite armée, la discipline est nécessaire, tenait à ce qu'elle fût exercée parmi ses soldats avec sévérité. Il l'avait même affermie par son caractère et par ses manières; et cette discipline, en les rendant plus formidables, leur concilia bientôt l'estime et la confiance des habitants du pays où ils faisaient la guerre. Nous donnerons une preuve convaincante de cette sévérité que Bonaparte apportait alors pour défendre le pillage, et du soin qu'il avait d'épouvanter les malfaiteurs en les faisant juger; et, pour faire connaître l'esprit qui régnait à cette époque dans son armée, nous citerons le fait suivant :

Un sapeur du cinquième bataillon, nommé Latouche, avait été condamné à être fusillé pour crime de maraude. Près d'être conduit au lieu du supplice, il écrivit à ses camarades cette lettre touchante : « Vous voyez, mes camarades, à quel sort je suis réduit! Et toi, commandant du détachement, si tu m'eusses défendu d'aller à la maraude, je ne serais pas exposé à la mort que je vais subir. Adieu, mes camarades, adieu. Latouche, les larmes aux yeux, ne regrette, en quittant la vie, que de ne pas mourir en défendant la patrie, et ne se console que dans l'espoir que sa mort servira d'exemple à ses défenseurs. »

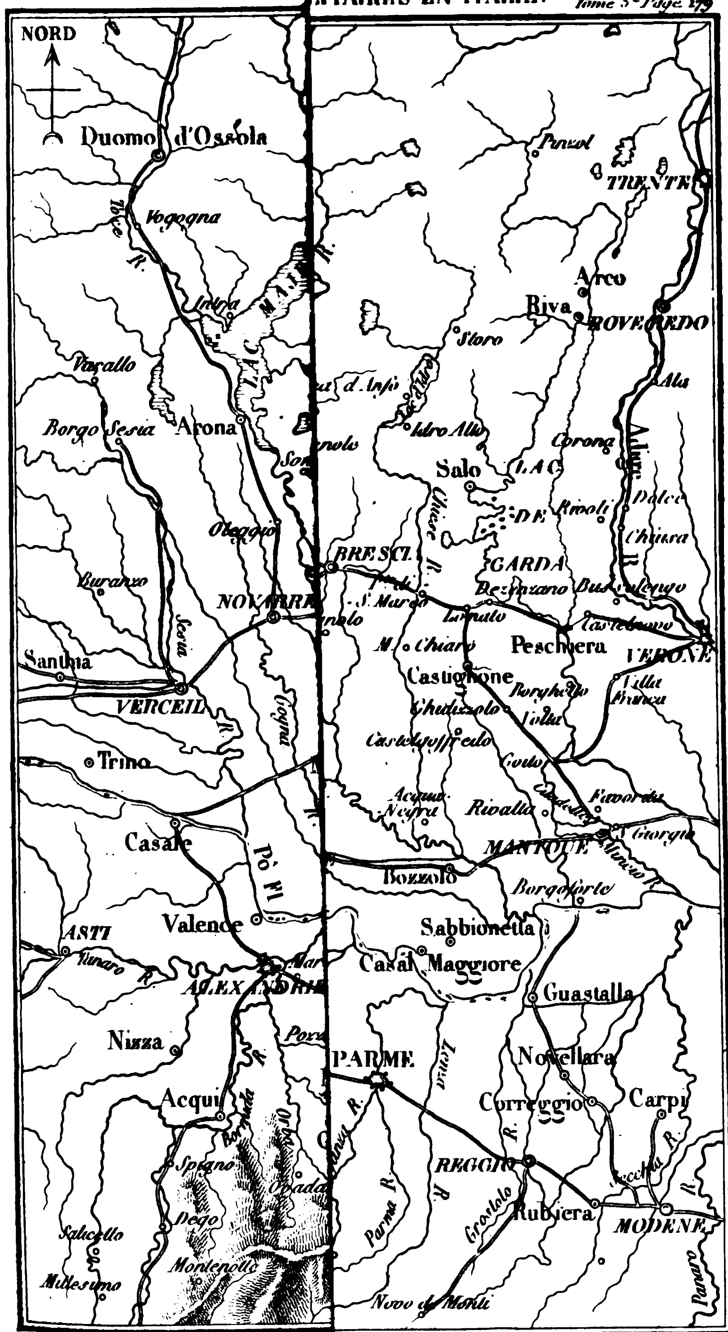
ce pays jusque-là d'un accès si difficile se trouvait totalement à découvert pour elle.

Livré à lui-même en signant la paix avec la France, le roi de Sardaigne ne vit, dans l'état présent des choses, que les conséquences funestes pour son trône, des progrès incalculables des idées révolutionnaires dans les pays soumis à sa domination. Les conditions rigoureuses qui lui étaient imposées par ce traité lui parurent bien moins effrayantes que la continuation d'une guerre qui compromettait ses intérêts directs, et dont les chances ne lui semblaient plus douteuses, d'après les derniers événements. Il osa se flatter de trouver dans sa politique les ressources que ne lui donnaient plus le général Beaulieu[1] et ses propres troupes. Il fallait une résolution dont ce roi faible n'était pas susceptible, pour attendre, en résistant, que des événements ultérieurs, au moins probables, le plaçassent dans une position plus favorable vis-à-vis de ses ennemis. Il fut trompé dans ses espérances, et voilà ce qui doit toujours arriver quand les intérêts des rois ne sont pas ceux des peuples.

Passage du Pô, et combat de Fombio; armistice conclu avec l'infant duc de Parme. — Nous venons de voir qu'à la première nouvelle de l'armistice conclu entre le général Bonaparte et le roi de Sardaigne, le général de l'armée autrichienne s'était hâté d'opérer une retraite devenue indispensable pour couvrir le Milanais, menacé par les Français. Ce vieux général, qui, avant la bataille de Montenotte, avait montré une activité rivale de celle de Bonaparte, qui depuis, par des causes qu'il est difficile d'expliquer autrement que par l'impéritie, était resté tranquille spectateur de la ruine de l'armée sarde, semblait avoir recouvré toute son énergie; pressé par les événements, il avait senti que de la vivacité de ses mouvements

[1] Ce général, s'il faut en croire les alliés eux-mêmes, ne possédait pas les qualités nécessaires à un général en chef. On a pu voir que sa réputation d'homme de guerre avait été exagérée, puisqu'il commit tant de fautes. Il lui manquait encore cette sagacité et ces formes conciliatrices indispensables à celui qui réunit sous son commandement des troupes de différentes nations, ou qui doit agir de concert avec elles. Il paraît démontré que l'harmonie et la confiance mutuelles, qui seules peuvent donner de l'ensemble aux opérations, n'existaient point entre le général autrichien et les généraux piémontais.

CARTE POUR SE ITAIRES EN ITALIE. *Tome 3e Page 179*



dépendait le salut des troupes sous ses ordres. Acqui, Terzo, Varraggio, Campo-Freddo, les bords du Tanaro, ceux de l'Orba, et depuis Novi, Pozzolo, Nizza della Paglia, Alexandrie même, avaient été évacués avec une précipitation, indice certain des craintes que lui inspirait l'armée victorieuse de Bonaparte, et du danger que courait toute la Lombardie. Enfin, le 2 mai, il avait traversé le Pô sur le pont de Valence, qu'il coupa, et avait emmené avec lui la cavalerie napolitaine qui occupait cette ville.

Mais si l'imminence du péril et la grandeur des intérêts dont il était chargé avaient fait oublier à Beaulieu son âge avancé, et lui avaient un moment rendu l'ardeur propre à la jeunesse, Bonaparte n'était pas homme à se laisser devancer en mesures promptes et rapides par le général autrichien. Nous avons vu que ses troupes s'étaient portées à marches forcées à la poursuite de Beaulieu, et déjà ses colonnes étaient arrivées sur le Pô.

Ce fleuve, qui prend sa source au mont Viso, près de Saluces, coupe transversalement l'Italie septentrionale jusqu'à Ferrare, et quinze lieues plus loin se jette dans la mer Adriatique par plusieurs bouches. Il offrait aux Autrichiens la meilleure ligne défensive qu'ils pouvaient désirer, et le passage du Pô était désormais le seul obstacle qui pût arrêter la marche accélérée de l'armée française, et ralentir l'accomplissement des projets de son général. Trois endroits, Valence, Plaisance et Crémone paraissaient les seuls où l'on pût espérer d'effectuer ce passage. Mais, depuis Casale et Valence, le fleuve se grossit des eaux du Tanaro, de la Bormida, de l'Orba et de la Scrivia, venant du sud; il reçoit aussi les rivières de la Sesia, de la Gogna, du Terdopio et du Tésin, venant du nord; au-dessous de Pavie, son cours, augmenté par la chute de toutes ces eaux, devient rapide, large, profond et d'un accès fort difficile. En le passant, l'armée trouvait tout à coup son chemin barré par une foule de rivières ou torrents qui coulent transversalement à la direction des routes, et surtout le Tésin, dont le passage présentait de grandes difficultés, augmentées encore par tous les travaux que les Autrichiens avaient faits sur ses bords.

Le coup d'œil rapide de Bonaparte lui avait fait reconnaître les avantages et les inconvénients du terrain sur lequel il avait à manœuvrer. Ce général s'était convaincu que la prudence lui défendait d'exécuter le passage du Pô à Valence, et il résolut de traverser le fleuve à Plaisance. Mais, pour réussir dans cette entreprise, il fallait tourner la gauche de l'armée autrichienne et prendre sa ligne à revers. Cette manœuvre était extrêmement hasardeuse, et elle ne pouvait guère s'exécuter avec succès qu'en donnant le change à Beaulieu et en l'empêchant d'y mettre obstacle. C'est à quoi Bonaparte s'était appliqué avec un soin qui prouve combien son génie militaire était déjà exercé.

On a vu que, dans l'armistice conclu avec les Piémontais, Bonaparte s'était réservé le droit de passer le fleuve à Valence. Cette première présomption de sa volonté fut augmentée par différents préparatifs qu'il eut l'air de faire, et surtout par des mouvements de troupes qui paraissaient toutes se diriger du côté de Valence. Ces moyens employés pour tromper Beaulieu produisirent leur effet, et le général autrichien, persuadé que Bonaparte avait réellement dessein de passer le Pô à Valence, fit camper le gros de son armée à Vallegio et sur la Gogna, détacha le général Rosselmini vers Sommo, porta le général Wukassowich, avec l'avant-garde, sur la Sesia, donna la ville de Buffarola pour position au général Colli [1], et fit occuper la rive gauche du Tésin par le général Liptay. Beaulieu se trouvait fortifié entre le Tésin et la Sesia, le long de la Gogna et du Terdopio. Il reçut dans cette position des renforts qui lui arrivaient du Tyrol, et qui portèrent l'armée qu'il commandait à trente-six bataillons et quarante-quatre escadrons, avec cinquante-trois pièces de canon de réserve, outre l'artillerie des régiments, qui montait à peu près à soixante-dix pièces. Beaulieu résolut d'attendre Bonaparte dans cette position, et pour mieux l'arrêter, il entourait la ville de Pavie de redoutes, et garnissait de retranchements les bords du Tésin.

[1] Après l'armistice conclu entre la république française et la cour de Turin, le général Colli avait demandé et obtenu l'autorisation de prendre du service dans l'armée autrichienne.

Il ne laissa que peu de troupes pour garnir la rive gauche du Pô jusqu'à la Piave et à l'embouchure du Tésin.

Mais tandis que les Autrichiens se disposaient à arrêter les Français, Bonaparte achevait ses préparatifs pour tourner la gauche de leur armée. Après différents mouvements, exécutés pour faire penser au général Beaulieu que l'intention de l'armée française était toujours de passer le Pô à Valence, Bonaparte se transporta le 6 mai, par une marche forcée, à Castello-San-Giovanni, près des bords du Tidone, après avoir traversé à gué la Scrivia et la Staffora. Il était accompagné de 3,000 grenadiers et de 1,500 chevaux. A onze heures du soir, le chef de bataillon d'artillerie Andréossi et l'adjudant général Frontin parcoururent, avec 100 hommes de cavalerie, la rive droite du Pô jusqu'à Plaisance; ils avaient rencontré et arrêté cinq bateaux chargés de riz, d'officiers, de cinq cents malades et de toute la pharmacie de l'armée autrichienne.

Le 17 mai, à sept heures du matin, les 3,000 grenadiers et les 1,500 chevaux arrivèrent à Plaisance sur les bords du Pô. De l'autre côté du fleuve se trouvaient deux escadrons de hussards, qui faisaient mine de vouloir disputer le passage. Les grenadiers se jetèrent dans les bateaux pour aller attaquer les hussards; le chef de brigade Lannes, officier que sa rare bravoure avait déjà rendu cher à Bonaparte, était à leur tête; il aborda le premier sur la rive opposée. Les hussards furent chargés avec la plus grande vigueur, et bientôt obligés de se replier en toute hâte. Cette action, qui laissait l'armée libre dans ses mouvements, fit le plus grand honneur au chef de brigade Lannes, et lui mérita les éloges publics de son général. Il s'en était rendu d'autant plus digne, que, chargé, après la dispersion des hussards ennemis, de reconnaître la rive gauche du Pô, il s'était acquitté de cette commission avec autant d'intelligence qu'il avait montré de valeur.

Aussitôt que le mouvement de San-Giovanni et Plaisance eut été démasqué, les divisions françaises que Bonaparte avait, d'avance, fait passer par échelons, s'étaient, par son ordre, avancées et marchaient au pas de course. Elles commencèrent à traverser le Pô dans la journée du 7; et le lendemain, celles des généraux Laharpe, Masséna et Augereau se trouvaient sur

l'autre rive; les deux premiers avaient passé vers Plaisance, et Augereau à Verato.

Beaulieu, instruit de la marche des Français, vit alors que ses fortifications du Tésin et ses redoutes de Pavie lui devenaient inutiles. Il avait peut-être conçu l'espérance de faire subir au général républicain, auprès de cette ville, le sort du roi François Ier, et voilà que Bonaparte se trouvait en mesure de le menacer lui-même, et avait déjoué toute sa vieille expérience. Honteux d'avoir donné dans le piége tendu par son jeune rival, il se mit en marche pour Corte-Olona, avec dix bataillons et deux escadrons, espérant arriver assez tôt pour arrêter les Français et les troubler dans leur débarquement. Il donna ordre en même temps au général Liptay de se porter avec huit bataillons et huit escadrons, entre le Lambro et l'Adda, pour couvrir la communication par Pizzighettone et Mantoue. Ces deux mouvements étaient sagement combinés; mais Beaulieu semblait condamné à n'employer que des demi-mesures. Au lieu de faire prendre à toute son armée à la fois la même direction, il commit la faute de laisser à Pavie, que rien ne menaçait, le général Sebottendorf avec une réserve de dix bataillons et de dix escadrons, et le général Colli, plus inutilement encore, à Buffarola. Ces deux généraux, trop éloignés du corps d'armée, ne pouvaient lui rendre aucun service.

Le 8 mai, à midi, Bonaparte, qui n'avait point perdu de temps pour s'avancer au delà du Pô, fut instruit par ses tirailleurs que l'ennemi n'était pas éloigné: certain que le succès dépend presque toujours de l'élan imprimé aux troupes, il ordonne à ses soldats de marcher à l'attaque. Le corps autrichien que les tirailleurs français avaient reconnu, était celui du général Liptay, déjà parvenu à Fombio avec ses 3,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux. Liptay avait pris une position très-avantageuse, et Bonaparte, en la faisant reconnaître, se convainquit qu'il était de la dernière importance d'en déloger les Autrichiens, avant que le général Beaulieu eût pu leur envoyer des secours. L'ennemi, retranché vigoureusement dans Fombio, avait vingt pièces de position: il était difficile de le déposter avec des troupes harassées des fatigues d'une marche forcée; cependant, animés par la présence de leur général, les sol-

dats oubliaient ces fatigues, et demandaient à grands cris l'ordre de commencer l'engagement. Il est donné : le général de brigade Dallemagne, avec les grenadiers, attaque sur la droite ; l'adjudant général Lanusse marche au centre, disposé sur la chaussée de Fombio ; enfin, le chef de brigade Lannes, ce même Lannes qui s'était couvert de gloire au passage du Pô, devait tourner par la gauche et attaquer l'ennemi par le flanc. Les Français s'élancèrent sur les retranchements avec impétuosité, malgré le feu de l'artillerie ; le général Liptay, après une défense glorieuse, puisqu'elle arrêta pendant deux heures ses adversaires, fut obligé d'évacuer Fombio. Il voulut s'arrêter à Codogno ; mais poursuivi avec ardeur par la cavalerie française, il continua sa retraite, et se jeta sur Pizzighettone, où il passa l'Adda, ne croyant pas être en sûreté si cette rivière ne le séparait de ses vainqueurs. Les Autrichiens éprouvèrent une perte considérable ; les bagages, une partie de l'artillerie, 300 chevaux et 500 hommes restèrent au pouvoir des Français ; environ 300 avaient été tués. La cavalerie napolitaine avait surtout été maltraitée.

Un autre général eût peut-être profité de cet avantage pour garder les positions conquises et conserver des avant-postes sur l'Adda ; mais Bonaparte jugea fort sagement que Beaulieu, apprenant que Liptay était attaqué, devait nécessairement avoir quitté Ticino pour marcher au secours de ce général. En conséquence il revint sur ses pas, et, présumant que les Autrichiens cherchaient à déboucher par Casal-Pusterlengo, il chargea le général Laharpe, qu'il envoya sur Codogno avec sa division, d'éclairer avec attention la route qui conduit à cette position. Le reste de l'armée devait observer Pizzighettone à droite, et le cours du Lambro à gauche. Les divisions qui avaient passé le Pô en dernier lieu se formaient suivant les dispositions indiquées par le général en chef.

L'événement ne tarda pas à prouver la sagesse du calcul de Bonaparte. Après la défaite de Liptay, Beaulieu, qui accourait au secours de ce général avec neuf bataillons et douze escadrons, arriva à Casal-Pusterlengo sur les cinq heures du soir. Au lieu de marcher en masse contre les Français, le général autrichien, qui tenait encore à la méthode vicieuse des morcel-

ments, divisa ses forces en six détachements : un bataillon fut dirigé sur Senna, un sur Somaglia, deux sur Fombio, deux furent chargés d'aller à la découverte de Liptay, qui avait opéré sa retraite avec tant de précipitation qu'on n'en avait aucune nouvelle dans l'armée autrichienne ; enfin, Beaulieu arriva lui-même à Casal-Pusterlengo avec les trois bataillons restants. De cette manière, le centre des Autrichiens se trouvait éparpillé sur une ligne beaucoup trop étendue, en face de toute l'armée française, tandis que la gauche était derrière Pizzighettone, et la droite sous Pavie.

Beaulieu apprit enfin à Casal-Pusterlengo la défaite éprouvée par le général Liptay, et l'occupation de Codogno par les Français. Il était nuit, et le général autrichien résolut de profiter de cette circonstance pour essayer de surprendre les Français et de réoccuper Codogno. Il part à la tête de ses troupes, arrive à deux heures après minuit en vue de Codogno, et surprend les avant-postes de la division du général Laharpe. Au premier bruit, ce général, qui, depuis l'échauffourée de Dego, aurait dû prendre plus de précautions contre ces sortes de surprises, sauta à cheval pour s'assurer de ce que ce pouvait être ; ses troupes étaient déjà aux prises avec l'ennemi, et lui-même commençait à rétablir le combat, en conduisant contre les Autrichiens une demi-brigade, lorsque, frappé d'une balle à la tête des siens, il tomba mort sur le coup [1]. Laharpe était un des meilleurs généraux de la belle armée d'Italie. Il emporta dans la tombe tous les regrets de tous ses camarades et des soldats, qui l'adoraient pour son intrépidité, quoiqu'ils eussent souvent éprouvé que personne n'était plus sévère que lui pour la discipline.

La mort de Laharpe avait répandu l'alarme parmi les Français, et les Autrichiens avaient profité du désordre qu'elle occasionnait pour redoubler d'efforts. Le général Berthier, averti du danger, accourut à Codogno, rallia la division du général Laharpe, et culbuta les Autrichiens, surpris à leur tour d'une énergie à laquelle ils ne s'attendaient plus. Secondé par la 70e demi-brigade, commandée par le général Ménard, Berthier

[1] On croit assez généralement qu'il fut tué par mégarde, dans l'obscurité qui régnait alors, par le feu de ses propres soldats.

poursuivit les vaincus jusque dans Casal-Pusterlengo, s'empara de cette ville, et força Beaulieu de se replier précipitamment sur Lodi. Le général français, ne voulant point compromettre la sûreté du corps qu'il commandait, laissa Beaulieu achever sa retraite, et s'arrêta à Casal-Pusterlengo.

C'était donc inutilement que le général autrichien avait réussi à surprendre les avant-postes d'une division française; son succès avait été pour lui l'origine d'un nouveau revers. Sa position était très-critique; ignorant encore le sort de sa gauche, il ne pouvait réunir ses troupes disséminées qu'à Lodi, et déjà Bonaparte s'avançait avec la rapidité de la foudre. Il n'y avait pas de moment à perdre; Beaulieu rappela à Lodi le corps du général Sebottendorf. L'ordre fut donné au général Wukassowich de quitter les bords du Tésin, et de marcher sur le même point. Le général Colli avait aussi quitté Buffarola pour se diriger sur Milan : il devait jeter une garnison dans la citadelle, et se replier sur Cassano, afin d'opérer sa jonction avec l'armée sur les bords de l'Adda. Beaulieu faisait enfin ce qu'il eût dû faire depuis le commencement de la campagne : il concentrait ses forces. Mais il n'était plus temps : le destin de l'Italie dépendait désormais de l'armée française, et vainement Beaulieu se disposait à lui disputer le passage de l'Adda; cette rivière devait être franchie avec plus de gloire encore que le Pô.

Tandis que Beaulieu faisait ainsi de tardives dispositions pour s'opposer aux progrès toujours croissants de Bonaparte, ce général recevait dans la ville de Plaisance, illustrée par le passage du Pô, des propositions d'accommodement de la part de l'infant duc de Parme et de Plaisance. Épouvanté par la présence d'une armée dont les rapides exploits surpassaient encore tout ce qu'on avait raconté des phalanges républicaines, ce prince fit demander une suspension d'armes à Bonaparte. Ainsi, un mois s'était à peine écoulé depuis le commencement de la campagne, et déjà deux princes imploraient de Bonaparte la faveur de traiter avec la république. L'habile général reçut favorablement la demande du duc de Parme. Il sentait combien il était utile à l'armée qu'il commandait de se débarrasser des soins de veiller à cette foule de petits États ennemis qui l'entouraient, et aucun

moyen ne pouvait mieux procurer ce résultat qu'un traité. Celui qu'il dicta au duc de Parme était dur; mais la nécessité parlait : il fut accepté.

L'armistice conclu au nom du duc de Parme par ses plénipotentiaires, les marquis Antonio Pallavicini et Filippo della Rosa, sous la médiation du comte de Val de Paraiso, ministre d'Espagne à Parme, avec le général Bonaparte, fut signé le 9 mai dans la ville de Plaisance. Il portait qu'il y aurait suspension d'armes entre l'armée de la république française et les troupes du duc de Parme, jusqu'à ce que la paix eût été conclue entre les deux États; qu'à cet effet le duc enverrait des plénipotentiaires à Paris, près du Directoire exécutif; que ce prince payerait une contribution militaire de 2,000,000 de francs, qu'il serait remis 1,200 chevaux de trait harnachés avec des colliers; 400 chevaux de dragons harnachés, et cent de selle pour les officiers supérieurs de l'armée; qu'il serait versé dans les magasins, à Tortone, dix mille quintaux de blé, cinq mille d'avoine, et qu'il serait mis deux mille bœufs à la disposition de l'ordonnateur en chef, pour le service de l'armée. Enfin, par une dernière clause, Bonaparte faisait une autre demande, qui a souvent été renouvelée par lui, qui a excité, dans le temps et depuis, de grandes réclamations, et qui prouvait, au reste, que, dès ce moment, il formait le dessein d'embellir la France, et de rendre Paris la capitale des sciences et des arts. Cette demande était qu'on enlèverait, à son choix, les vingt plus beaux tableaux qui se trouvaient dans les deux duchés de Parme et de Plaisance[1]. Cette mesure, qui rappelait les moyens usités

[1] Parmi les tableaux enlevés par ordre de Bonaparte dans les duchés de Parme et de Plaisance, se trouvait la Communion de saint Jérôme, chef-d'œuvre du Dominiquin. Les peuples et le souverain tenaient tous également à la possession de ce tableau. En le voyant partir, ils témoignèrent les mêmes regrets que les amis des arts firent éclater sur les bords de la Seine lorsque, en 1815, ils virent dépouiller ce Musée qui faisait, depuis dix-neuf ans, leur orgueil et leur plus douce satisfaction. Ces nobles regrets éprouvés par les Parmesans étaient si vifs, que le duc de Parme, interprète de la volonté publique, fit proposer à Bonaparte de lui payer particulièrement deux millions, s'il voulait lui laisser la Communion de saint Jérôme. Bonaparte, dont l'unique fortune consistait alors dans son traitement de général en chef, refusa fièrement de souscrire à cette proposition. Il répondit : « Honoré de

jadis par les Romains pour orner leur capitale, employée et suivie avec persévérance par Bonaparte, dans tout le cours de sa carrière militaire, avait fini par donner à Paris un Muséum auquel nous ne croyons pas qu'aucune collection d'art ait jamais pu être comparée dans l'univers. Tout le monde sait comment ce monument, unique dans les annales du monde, et que la victoire s'était plu à former, a été dispersé en 1815.

Passage du pont de Lodi; prise de Milan, etc. — Le passage du Pô, la fuite de Beaulieu, et sa retraite précipitée sur l'Adda, avaient frappé de stupéfaction et d'épouvante l'Italie entière. Quels obstacles pouvaient désormais arrêter Bonaparte dans sa marche rapide ? Vainement l'armée autrichienne, retirée à Lodi, se retranchait derrière l'Adda : l'Adda n'était point une barrière plus difficile à franchir que le Pô; déjà les peuples se voyaient conquis, comme la Belgique et la Hollande l'avaient été dans les deux années précédentes, et ils songeaient plus à se soumettre au vainqueur, afin d'en obtenir les meilleures conditions possibles, qu'à se défendre d'une invasion que l'armée autrichienne ne paraissait plus en état d'empêcher.

Bonaparte, d'ailleurs, avait préparé les voies par sa conduite politique, autant que par ses exploits militaires. En combattant, pour chasser les Autrichiens de l'Italie, son projet n'était pas de faire une invasion momentanée : soit qu'une ambition prématurée lui fît concevoir des desseins éloignés sur ce beau pays, soit qu'il travaillât à en assurer la possession à la république dont il était le redoutable instrument, Bonaparte avait jugé, avec raison, que le meilleur moyen de conserver cette conquête était d'appeler à de nouvelles et de plus heureuses destinées les peuples de cette antique contrée, qui fut si souvent la proie des barbares, après avoir fait la conquête du monde. Dans toutes ses proclamations, dans ses ordres du jour, dans ses discours, il annonçait déjà le projet d'affranchir l'Italie des

la confiance de la république, je n'ai pas besoin de millions. Tous les trésors des deux duchés ne sauraient valoir à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie un chef-d'œuvre du Dominiquin. » Au reste, quand il dépouillait le duché de Parme, Bonaparte était loin, sans doute, de prévoir que ce même duché serait un jour l'apanage d'une archiduchesse d'Autriche devenue son épouse.

fers qui la tenaient esclave; de rendre aux peuples leur liberté; enfin, de les faire participer à tous les avantages obtenus par les Français depuis leur révolution.

La conduite de Bonaparte dans ces premiers temps de sa vie politique répondit à ses promesses; elle contribua à lui faire obtenir ce qu'il souhaitait : l'affection des peuples chez lesquels il était venu combattre. Ennemi des prêtres et des grands, il se montra l'ami du peuple, pour s'en servir contre eux; comme depuis il cajola les prêtres et les grands pour se soutenir contre la haine des peuples. On doit croire que ce fut toujours dans son intérêt personnel que Bonaparte adopta des mesures publiques ou secrètes; mais alors on ne pouvait encore juger cet homme extraordinaire que par ses actions brillantes, qui étonnaient le monde. Habile à feindre, il avait eu soin de leur donner une tournure favorable à ses projets, et les peuples, trompés par ces apparences illusoires, se sentaient portés à lui accorder leur confiance. Aussi ce fut en vain que la noblesse et le clergé d'Italie s'efforcèrent de le représenter comme un guerrier farouche accouru pour tout renverser; seuls, au milieu des pays conquis ou à conquérir, ils conservaient à Bonaparte la haine profonde qu'ils avaient vouée à tous les propagateurs des principes révolutionnaires. Les premières impressions, ces impressions qui auraient armé toute l'Italie contre les Français, si les souverains avaient su les mettre à profit, s'étaient promptement dissipées en voyant Bonaparte favoriser le peuple, et ne frapper que les hommes qui se croyaient en droit d'opprimer. Les Italiens commençaient à croire que les républicains n'étaient pas tels qu'on les avait dépeints, et déjà ces idées de liberté si chères à tous les hommes, idées que Bonaparte prenait soin de fomenter, avaient jeté dans les cœurs des racines vigoureuses, qu'il n'était plus possible d'arracher : sur presque tous les points de l'Italie, la moitié des citoyens élevaient leurs bras vers la liberté qui leur était promise; les grands, menacés, tremblants dans leurs palais, craignaient de voir éclater des insurrections plus terribles encore que les armes républicaines.

Quel changement inopiné l'habileté du général français ne venait-elle pas d'opérer! Au commencement d'avril, l'Italie menaçait de se lever tout entière pour exterminer l'armée de

la république, et six semaines sont à peine écoulées, que déjà la fermentation d'un grand nombre de têtes italiennes n'a d'autre objet que celui de favoriser l'entreprise du vainqueur. Quel présage pour de nouveaux succès! la conquête d'un pays est assurée lorsqu'on a pour soi la majorité du peuple et que celui-ci ne voit plus que des tyrans dans ceux qui le gouvernent. Bonaparte fera lui-même plus tard la terrible expérience de cette vérité; mais alors il s'appliquait à exciter cette haine des gouvernés contre les gouvernants, avec autant de soin qu'il en donnait à ses préparatifs militaires. La république entretenait des agents dans tous les États de l'Italie, et ces agents prêchaient sourdement le mépris du trône et l'amour du républicanisme. Le républicanisme était, entre les mains des Français, un talisman dont ils se servaient pour asservir les cœurs, et qui rappelait l'influence jadis exercée par la religion dans cette même contrée. Tous les hommes ont une idée dominante qui les régit ou les entraîne. Inspirer cette idée et connaître l'art de la diriger est le moyen le plus sûr de disposer les peuples : Bonaparte, secondant les vues du Directoire, offrait la république aux classes moyennes de l'Italie : l'Italie ne tardera pas à devenir sa conquête.

Cependant la présence de l'armée autrichienne comprimait l'élan des Italiens vers un autre ordre de choses : le nombre de ses troupes était encore égal à celui de l'armée française; elle attendait, elle pouvait à tout instant recevoir des renforts. C'était un grand inconvénient, que Bonaparte n'ait pu exécuter le passage du Pô dans un endroit où il eût été secondé par un pont. Si l'armée eût eu moyen de passer rapidement sur l'autre rive, si son artillerie et sa cavalerie eussent pu la suivre à Fombio, c'en était fait de l'armée de Beaulieu. Prévenue à Casal-Pusterlengo, sur la route directe de Mantoue, et à Lodi sur celle de Brescia, elle ne trouvait plus de retraite : probablement obligée de mettre bas les armes, elle avait cessé d'exister; l'Italie tout entière eût été conquise sans grande effusion de sang; mais cette conquête devait être achetée plus cher.

Nous avons dit que l'armée autrichienne, échappée ainsi au désastre de Fombio, s'était promptement fortifiée sur l'Adda; elle occupait des retranchements prolongés depuis la grande

route de Lodi jusqu'au confluent de l'Adda avec le Pô, au-dessous de Pizzighettone. Maître du cours d'un fleuve aussi rapide que profond, Beaulieu se trouvait à même de faire inquiéter les détachements français répandus dans le bas Milanais; tandis que, recevant ses subsistances du Mantouan, il espérait, comme sur les bords du Pô, pouvoir attendre les renforts que lui promettait la cour de Vienne, et qui, pour lui arriver, devaient traverser les provinces vénitiennes. Dans une telle position, Beaulieu pouvait encore inspirer quelque crainte; Bonaparte n'en eut point, parce qu'il connaissait la valeur de ses troupes et l'hésitation du général autrichien; et pour tâcher d'en finir par un seul coup plus décisif encore que tous ceux qu'il avait portés, il résolut de l'attaquer de front dans cette position où il se croyait inexpugnable.

Ayant réussi une première fois à donner le change sur ses véritables intentions pour le passage du Pô, Bonaparte s'efforça de tromper une seconde fois le général Beaulieu, en lui dérobant l'endroit où il comptait entreprendre le passage de l'Adda. Il eut en conséquence la précaution de tenir ses divisions distribuées sur différents points; mais il en avait tellement disposé la marche, qu'en moins de trois heures il pouvait les rassembler là où il croirait pouvoir engager une affaire. De cette manière, tandis que le général Beaulieu, menacé sur différents points, était obligé de multiplier ceux de sa défense, Bonaparte, après avoir dispersé les derniers détachements autrichiens, faisait faire des reconnaissances pour fixer le lieu où se livrerait l'action qu'il méditait.

Le général Ménard, qui avait provisoirement remplacé le général Laharpe dans le commandement de sa division, avait eu ordre de se diriger sur Pizzighettone, pour observer cette place et la sommer; il avait été en même temps chargé de couvrir la communication de l'armée par Plaisance. Le corps des grenadiers et les divisions des généraux Masséna et Augereau se dirigèrent sur Lodi; celle du général Serrurier se porta sur Pavie, pour y enlever les magasins des Autrichiens, menacer Milan, et couvrir le mouvement du reste de l'armée sur l'Adda.

Bonaparte, qui avait son quartier général à Casal-Pusterlengo le 10 mai, donna ordre à toutes ses divisions de se mettre

en mouvement, afin d'engager Beaulieu à livrer une bataille générale; mais le général autrichien s'était déjà retiré du côté de Crema, avec quelques bataillons, et n'avait laissé que 9 à 10,000 hommes, commandés par le général Sebottendorf, pour défendre le pont de Lodi; la brigade du général Nicoletti gardait le passage à Ceredo; un autre corps s'étendait jusque vers Formigara, sur la direction de Pizzighettone; enfin Colli était en retraite sur Brescia par Cassano. Tous ces mouvements prouvaient combien Beaulieu redoutait d'en venir aux mains avec son ennemi; et les Français, en voyant les Autrichiens rétrograder sans cesse devant eux, devenaient par cela même plus audacieux et plus empressés de voler à la victoire.

Trois endroits, Pizzighettone, Cassano et Lodi, paraissaient favorables pour opérer le passage de l'Adda; mais le défaut de bateaux et d'équipages de pont empêchait de songer à l'exécuter à Pizzighettone; et pour parvenir à Cassano, qui présentait, il est vrai, l'avantage d'un pont sur l'Adda, il fallait faire deux jours de marches forcées : Beaulieu pouvait profiter de ce délai pour détruire ce pont et se retirer sur Brescia avant qu'on fût en mesure de le poursuivre; il restait donc à tenter le passage à Lodi, et quoique ce point fût le plus fortifié, et celui où l'on pouvait s'attendre à trouver plus de résistance, Bonaparte résolut de passer l'Adda, en brusquant une attaque dont l'intrépidité de ses soldats lui assurait la réussite.

Ce pont de Lodi, devenu si célèbre par son glorieux passage, avait cent toises de longueur, et était, comme nous l'avons dit, défendu par les 10,000 hommes du général Sebottendorf; une nombreuse artillerie avait été préparée par ce général, afin de balayer le pont, au cas que les Français osassent tenter de le traverser. Il eût été beaucoup plus utile de couper ce pont, après s'en être servi pour mettre l'Adda entre les Autrichiens et les Français; mais non-seulement Sebottendorf n'avait pas cru cette mesure nécessaire, il commit encore la faute de laisser en avant du pont un bataillon de Nadasty et quelques escadrons pour le défendre et occuper une ville que toutes les forces des Français allaient attaquer. Cette faute commise prouvait toute la confiance que le général autrichien avait dans son artillerie; il s'imaginait qu'aucune troupe ne serait assez audacieuse pour

tenter de traverser le pont sous le feu formidable de ses canons. L'expérience allait lui démontrer qu'aucun obstacle ne saurait arrêter des Français animés par l'honneur et l'amour de la gloire.

Les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui s'étaient mises les premières en mouvement, arrivèrent sans obstacle auprès de la ville de Lodi. Le général de brigade Dallemagne, qui commandait l'avant-garde, attaqua le bataillon de Nadasty, lui fit repasser l'Adda, et s'empara d'un de ses canons. Les autres divisions de l'armée étaient arrivées; Bonaparte se porta à la tête du pont que les Autrichiens venaient de repasser, et voulut en faire lui-même la reconnaissance. Par son ordre, sous ses yeux, malgré une grêle de mitraille épouvantable, une batterie composée des canons de la division Masséna est aussitôt établie, afin de répondre à celle des Autrichiens. En même temps, il ordonne au général Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée en masse, et de la conduire à l'attaque du pont, tandis qu'il la ferait soutenir par le reste de sa division et celle du général Augereau. Les tambours battent la charge, et la redoutable colonne de grenadiers, dont le deuxième bataillon de carabiniers forme la tête, s'élance au débouché du pont, aux cris accoutumés de *Vive la république!* Trente pièces de canon étaient en batterie de l'autre côté; la mitraille, qui vomit la mort dans les rangs des grenadiers, fait un instant hésiter ces braves : ils s'arrêtent. Un moment d'incertitude de plus, sur un pont extrêmement étroit, allait tout perdre... Mais les généraux français ont reconnu toute l'imminence du danger; Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lannes et le chef de bataillon Dupas[1] ont déjà volé pour se mettre à la tête de leurs soldats, et les rappeler à leur courage habituel. La voix de l'honneur est entendue : les grenadiers s'élancent de nouveau sur les traces de leurs généraux; ils courent plutôt qu'ils ne marchent au combat. En un moment ils ont traversé le pont, culbuté la première ligne de l'ennemi, enlevé ses pièces et dispersé ses bataillons. Les généraux Augereau, Rusca et Bayrand, qui avaient suivi la colonne, à la tête de leurs divisions, achèvent de décider la victoire. Les Autri-

[1] Depuis lieutenant général.

chiens fuient de toutes parts, abandonnant leur artillerie, leurs caissons et leurs bagages.

C'en était fait du corps d'armée tout entier du général Sebottendorf, si la cavalerie française avait passé le pont de Lodi en même temps que l'infanterie, pour se mettre sur-le-champ à la poursuite des vaincus; mais comme Bonaparte ne s'attendait pas à réussir aussi promptement dans son entreprise, il avait donné l'ordre au général Beaumont, qui la commandait, d'aller passer l'Adda à un gué près de Mozzanica, pour attaquer en flanc. Le gué était peu praticable, et le général Beaumont, retardé dans son opération beaucoup plus que le général en chef ne l'avait calculé, n'avait pu arriver assez tôt pour qu'on eût la facilité de détruire en entier le corps de Sebottendorf; celui-ci, profitant de cette circonstance, avait eu le temps de rallier son infanterie vers Fontena. Les Français, malgré dix lieues de marches forcées et le combat qui venait d'avoir lieu, se portaient encore sur lui; mais, protégé par ses nombreux escadrons, le général Sebottendorf résista facilement à des troupes harassées de fatigue; malgré tout le zèle et le dévouement de ces dernières, il opéra sa retraite sur la Benzona, avec plus d'ordre et de bonheur qu'il ne pouvait en attendre de la part de soldats ainsi vaincus et culbutés. A l'entrée de la nuit, les Autrichiens continuèrent leur mouvement rétrograde jusqu'à Crema.

L'ennemi perdit vingt pièces de canon et 2 à 3,000 hommes morts, blessés ou prisonniers; les Français eurent 1,000 hommes hors de combat. Le général en chef, dans son rapport au gouvernement, fit la mention la plus honorable du général Berthier, son chef d'état-major, qui fut tour à tour, dans cette journée, suivant les expressions de Bonaparte, canonnier, grenadier et cavalier; le chef de brigade Sugny[1], commandant l'artillerie, le chef de bataillon Marmont et le capitaine Lemarois[2] (tous les deux aides de camp du général en chef), le capitaine Latour, aide de camp du général Masséna, furent également cités avec éloges; et Bonaparte regretta de ne pouvoir nommer tous les généraux, officiers et soldats qui se distinguèrent en cette occasion. Il sollicita l'avancement de plusieurs braves officiers, tels

[1] Depuis lieutenant général. — [2] Depuis lieutenant général.

que Monnier[1], qui n'était point compris sur le tableau d'activité des adjudants généraux; Reille[2], lieutenant, aide de camp de Masséna; et Thoiret[3], adjudant-major du troisième bataillon de grenadiers.

Pendant la nuit qui suivit le passage et le combat du pont de Lodi[4], les troupes françaises prirent position vers Formo : une partie de la cavalerie fut seulement envoyée en avant du côté de Crema; mais Beaulieu s'était déjà mis en marche pour se retirer derrière le Mincio, et se mettre à l'abri sous la protection des fortifications de Mantoue. La division Augereau et la cavalerie eurent ordre de le poursuivre dans la journée du 11 mai; d'un autre côté, le général Serrurier, qui s'était d'abord dirigé sur Pavie, fut chargé de se rabattre sur Pizzighettone, afin de seconder, sur la rive droite de l'Adda, l'attaque de cette ville, que Masséna devait faire sur la rive gauche. Pizzighettone, investi le même jour, se rendit, le lendemain 12 mai, aux Français, après une canonnade assez vive, qui causa beaucoup de dommage aux Autrichiens. Les vainqueurs firent dans cette place environ 400 prisonniers. Crémone ouvrit ses portes à l'avant-garde du général Beaumont, et n'essaya pas même d'opposer une résistance devenue inutile.

La victoire de Lodi devenait décisive pour la campagne; l'armée autrichienne, désormais trop faible pour résister aux troupes françaises, était obligée d'aller attendre, dans les marais de Mantoue, des renforts qui pussent la mettre à même de résister à une armée qui menaçait d'effectuer la conquête entière de l'Italie. La capitale de la Lombardie, Milan, n'était défendue que par une faible garnison de 1,800 hommes, que le général Colli avait jetée dans le château de cette ville, en s'enfuyant de

[1] Mort en 1816, lieutenant général et pair de France.

[2] Depuis lieutenant général. Il a épousé la fille du maréchal Masséna.

[3] C'est ainsi qu'en citant, à l'exemple des autres généraux en chef, les noms des guerriers qui s'étaient distingués sous ses yeux, et en provoquant leur avancement, Bonaparte cherchait à se concilier l'attachement sincère de ces derniers. Ceux que nous rapportons sont devenus presque tous célèbres.

[4] Bonaparte, devenu tout-puissant en France, voulut immortaliser le souvenir de ce glorieux fait d'armes. Une des rues de Paris, construite pendant son consulat, s'appelle encore aujourd'hui *rue du Pont-de-Lodi*.

Buffarola. Bonaparte, qui toute sa vie s'est servi de l'opinion publique comme d'un levier non moins puissant que ses armes, et qui cependant a péri par elle, Bonaparte résolut de ne pas différer l'occupation de Milan, afin de donner au peuple d'Italie la plus haute opinion possible de ses forces et de sa puissance. Il voulait d'ailleurs s'occuper dans cette ville de donner à la Lombardie, qu'il venait de conquérir, une organisation politique, seul moyen d'imprimer à ses conquêtes une consistance durable : les esprits étaient déjà préparés à tous les changements qu'il pouvait vouloir introduire, et Bonaparte, pour se voir accueillir dans Milan, n'avait besoin que de se présenter.

En effet, les premiers succès de l'armée d'Italie avaient répandu dans cette ville la consternation dans tous les cœurs des habitants qui tenaient encore à la cause de l'Autriche par intérêt ou par opinion; des prières publiques, ordonnées par le gouvernement, avaient eu lieu avec pompe et appareil dans l'église métropolitaine; la même cérémonie avait été ordonnée dans les campagnes. Les dames les plus distinguées par leur nom, leur rang et leur fortune, avaient fait des quêtes nombreuses destinées au soulagement des veuves ou des orphelins des soldats morts en combattant pour la patrie. Aussitôt que la nouvelle du passage du Pô fut parvenue à Milan, le plus grand désordre et la plus grande division y régnèrent; on s'empressa d'en faire sortir les effets les plus précieux; les émigrations devinrent si nombreuses et si précipitées, qu'on ne trouvait plus de chevaux. Les jeunes princes, enfants de l'archiduc, sous la conduite du bailli Valente Gonzague, leur gouverneur, et l'archiduchesse, avec sa gouvernante, prirent la route de Mantoue, et avec eux tout ce qui tenait à la cour sortit de Milan; ce qui produisit l'effet ordinaire en pareille circonstance. Cette fuite précipitée augmenta les craintes de ceux qui redoutaient l'arrivée des Français, et accrut les espérances de ceux qui la désiraient.

Après le départ de l'archiduc, qui eut lieu par suite de la nouvelle du passage du pont de Lodi, le désordre fut à son comble dans cette ville privée de tout gouvernement. Des groupes nombreux se formèrent dans les rues et sur les places, et les hommes qui les composaient n'osaient point encore manifester hau-

tement, les uns leurs appréhensions, et les autres les vœux qu'ils formaient dans leur cœur. Tout à coup le bruit se répandit que les Français n'étaient plus qu'à quelque distance de la ville. Aussitôt la foule de ceux qui étaient en secret les partisans des principes de la révolution, se dirige en tumulte sur le cours de la porte Romaine, par où l'on croyait que les Français faisaient leur entrée; bientôt même quelques audacieux osèrent arborer les couleurs nationales, et cet exemple fut suivi si rapidement, qu'au bout d'une heure la moitié des spectateurs en fut décorée. Le peuple, cette machine dont les rouages sont les mêmes dans tous les pays, et qui se déclare contre le gouvernement renversé avec autant d'empressement qu'il montre souvent de servilité à lui obéir quand ce dernier est debout, le peuple de Milan chercha à se venger de la maison d'Autriche, en arrachant ou couvrant de boue les armes impériales gravées sur les édifices publics [1].

Cependant le général Masséna, dont la division formait l'avant-garde de l'armée française, était attendu d'un moment à l'autre par cette foule avide de nouveauté. Le 14 mai, ce général fit, sur les onze heures du matin, son entrée publique dans Milan, et fut reçu par la municipalité et les autres corps administratifs qui étaient allés au-devant de lui à la porte Romaine. Le quartier général de l'armée française vint s'y établir le lendemain 15, et les soldats purent enfin se livrer à quelque repos, bien nécessaire, sans doute, après un mois de courses, de combats, de batailles, de victoires et de fatigues.

L'entrée solennelle du général Bonaparte dans Milan fut très-brillante : jamais triomphe ne fut plus complet ni mieux mérité. Une députation était venue, dès l'avant-veille, 13 mai, lui apporter à Marignano les clefs de la ville, et l'un des députés de Milan, le comte Melzi, s'était rendu auprès de lui jusqu'à Melczuolo. Arrivé à la porte Romaine, il y trouva la plus grande partie de l'immense population de cette ville et la garde civique rangée en haie et baissant les armes sur son passage ; il fut complimenté à plusieurs reprises, au milieu des cris de joie de

[1] On afficha en gros caractères, sur les portes du palais de l'archiduc : *Maison à louer, s'adresser au commissaire Saliceti.*

la multitude, par les députés de la ville et de la noblesse, qui étaient allés le recevoir dans des voitures superbes. Précédé d'un gros détachement de ces mêmes grenadiers qui s'étaient immortalisés à Lodi, Bonaparte s'avançait, entouré des officiers de son état-major et de ses guides, et suivi de la garde civique. Il marcha dans cet ordre jusqu'à la place du palais archiducal, où son logement était déjà préparé. Des marches et des symphonies, exécutées par des musiciens français et milanais, se joignirent aux acclamations des citoyens, pendant cette marche triomphale. Un dîner de deux cents couverts fut servi au palais, et cette journée, où Bonaparte faisait l'apprentissage de la grandeur, finit par un bal brillant, où les dames milanaises se firent un honneur d'assister, parées des couleurs nationales françaises.

Toujours actif, Bonaparte ne s'endormit point au sein de son triomphe. Dès le lendemain de son entrée dans Milan, il s'occupa du soin de presser le siége de la citadelle; les habitants, craignant de voir les Autrichiens tirer sur leur ville, firent avec le gouverneur un accommodement par lequel il s'engageait à ne tirer que sur les troupes employées au siége. Le même jour, les scellés furent mis sur toutes les caisses, tant archiducales que de la ville, et il fut arrêté qu'elles seraient versées dans les caisses françaises. Une contribution de 20 millions fut en outre imposée sur la ville; mais, afin de la rendre moins onéreuse pour les habitants, il fut convenu que l'argenterie des églises serait fondue et consacrée à ce nouvel usage. En même temps Bonaparte, auquel le Directoire avait envoyé les artistes qu'il avait demandés, s'occupait de faire faire la recherche de tous les objets d'art ou curieux qui pouvaient se trouver à Milan, afin de les envoyer au Musée national de Paris [1].

[1] Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en donnant ici la liste des principaux objets recueillis dans Milan et dans le duché de Parme; savoir :
Dans la bibliothèque Ambroisienne : 1° Le carton de l'école d'Athènes, par Raphaël;
2° Un tableau de Luigi, représentant une Vierge;
3° *Idem* de Rubens, une Vierge et des fleurs;
4° *Idem* du Giorgion, représentant un concert;
5° *Idem* de Lucas de Hollande, représentant une Vierge;
6° Une tête de femme, par Léonard de Vinci;

Par l'effet de l'un de ces rapprochements singuliers et dus au hasard, que nous aurons souvent occasion de faire remarquer dans l'histoire de Bonaparte, le même jour où ce général faisait son entrée triomphale, le Directoire exécutif signait à Paris le traité de paix avec le roi de Sardaigne, et ordonnait une fête solennelle en l'honneur des victoires remportées par les armées de la république, et à laquelle la présentation de vingt et un drapeaux conquis par l'armée d'Italie avait donné lieu.

Armistice conclu avec le duc de Modène; conspiration de

7° Un soldat et un vieillard, du Calabrèse;
8° Un vase étrusque, représentant diverses figures et ornements;
9° Un manuscrit écrit sur le papyrus d'Égypte, ayant environ onze cents ans d'antiquité, sur les *Antiquités* de Josèphe, par Ruffin;
10° Un Virgile manuscrit, ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main;
11° Un manuscrit très-curieux, sur l'histoire des Papes.
Alle Grazie : 12° Un tableau du Titien, représentant un Couronnement d'épines;
13° *Idem.* Un saint Paul, par Gondenzo Ferrari.
Alla Vittoria : 14° Un tableau de Salvator Rosa, représentant une Assomption.
A l'Académie de Parme : 15° La Communion de saint Jérôme, par le Dominiquin;
16° Un tableau de Schidone;
17° Une Adoration, par Majolla.
Aux Capucins : 18° Un chien, du Guerchin;
19° Une Vierge et plusieurs Saints, par le Carrache.
A Saint-Paul : 20° Jésus-Christ, saint Paul, sainte Catherine, par Raphaël.
A la Stenata : 21° Le Mariage de la Vierge, par Procaccini.
A San-Gio : 22° Une Descente de croix, par le Corrége.
Aux Capucins : 23° La Vierge et saint François, par le Guerchin.
A Saint-Roch : 24° Divers saints, par l'Espagnolet;
25° Un tableau de Paul Véronèse, représentant saint Roch, etc.
Au Saint-Sépulcre : 26° La Madona della Scodella, du Corrége.
A San-Quintino : 27° Un Baptême, par Fraimingo;
28° Une Assomption, par l'Espagnolet.
29° Un saint Benoît, par Lanfranc.
A Saint-André : 30° Un tableau de l'Espagnolet.
A Saint-Michel : 31° Une Vierge, par un élève du Corrége
A Saint-Paul : 32° Une Vierge, d'Augustin Carrache.
Au dôme de Plaisance : 33° et 34° Deux tableaux de Louis Carrache;
35° Un de Procaccini, etc., etc.

Pavie; reprise de cette ville. — Pendant que Bonaparte s'occupait à Milan de l'organisation administrative de la Lombardie, et travaillait à faire germer dans le cœur des Italiens la semence des principes républicains ou révolutionnaires, dont il espérait tirer le plus grand parti pour la suite de ses opérations, les colonnes de son armée s'étaient déjà avancées dans le Milanais, à la poursuite des débris de l'armée autrichienne. L'une d'elles s'était emparée de la ville de Côme le 17 mai; une autre colonne, en s'approchant de Modène, avait fait prendre la fuite au duc souverain de cette contrée. Son unique héritière, épouse de l'archiduc de Milan, devait porter ce duché dans la maison d'Autriche. Ce duc, connu par des traits d'une avarice extrême, s'était retiré à Venise, emportant avec lui vingt-trois millions en sequins, quoiqu'il eût déjà placé ailleurs, et avant ce temps, environ vingt millions, somme énorme pour un souverain dont les États étaient si circonscrits, et qui n'avait pu être accumulée que par les exactions les plus préjudiciables au bonheur de ses sujets. Cependant, dans un manifeste publié le lendemain de son départ, il avait promis aux victimes de son avarice de revenir aussitôt que les circonstances le permettraient. Afin de se mettre à même de tenir sa promesse, dont au reste ses sujets paraissaient peu s'embarrasser, il résolut de faire sa paix avec la république française. De son asile de Venise, il envoya au général Bonaparte, son frère le commandeur d'Este [1], en qualité de plénipotentiaire, pour solliciter de lui une suspension d'armes. Bonaparte, qui ne demandait qu'à se débarrasser de ses ennemis faibles, pour mieux accabler les puissants, se montra favorable à la demande du duc de Modène; mais les conditions qu'il lui imposa par l'armistice conclu le 20 mai durent paraître au duc d'autant plus dures, qu'on exigeait de lui une somme considérable.

Ces conditions, dictées par le général français, étaient que le duc de Modène payerait à la république française: 1° 7,500,000 livres, monnaie de France, dont 3 millions seraient payés sur-le-champ, et versés dans la caisse des payeurs de l'armée; 2 millions

[1] On dit que ce frère du duc de Modène était fils d'une Française, ancienne danseuse de l'Opéra de Paris. Il s'appelait Frédéric.

dans le délai de quinze jours, entre les mains de M. Balbi, banquier de la république française à Gênes, et le restant entre les mains du même banquier, dans le délai de ce mois; 2° qu'il serait fourni en outre 2,500,000 livres en denrées, poudres et autres munitions de guerre désignées par le général; 3° que le duc de Modène serait tenu de livrer vingt tableaux, à prendre dans sa galerie, ou dans ses États, au choix des commissaires envoyés à cet effet. A ces conditions, Bonaparte promettait qu'en passant dans les États du duc de Modène, ses troupes ne feraient aucune réquisition, et que les vivres dont elles pourraient avoir besoin seraient payés de gré à gré.

Mais déjà Bonaparte semblait se repentir du peu de jours qu'il avait passés dans l'inaction. Beaulieu, retiré sous les murs de Mantoue, avait reçu des renforts; il pouvait en obtenir encore et reprendre l'offensive. Le général français se déterminait donc à prévenir son adversaire; mais, avant de conduire de nouveau ses phalanges guerrières à la victoire, il leur adressa cette proclamation, plus remarquable encore que celle qui a déjà été citée, et dans laquelle « on trouve empreinte toute l'âme d'un « homme extraordinaire, et qui devait présager à l'Europe ce « qu'elle devait attendre d'un général qui pensait avec tant d'é- « nergie, et qui savait exciter tous les genres d'enthousiasme [1] : »

« Soldats!

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré aux sentiments naturels de paix et d'amitié qui l'attachent à la France. Milan est à vous, le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie; les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour; vous avez franchi ces boulevards vantés de l'Italie, aussi rapidement que l'Apennin.

[1] Jomini.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de votre patrie; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait, mais il vous reste encore beaucoup à faire; dirait-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? .... Non, je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue, les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien, partons! Nous avons des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent... L'heure de la vengeance a sonné; mais que les peuples soient sans inquiétude : nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipions et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain, engourdi par plusieurs siècles d'esclavage : tel sera le fruit de vos victoires; elles feront époque dans la postérité; vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il fait depuis six ans; vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront, en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie!...* »

Le départ de Bonaparte avait suivi de près cette proclamation; il avait quitté Milan pour se rendre à Lodi, et donner à ses troupes les ordres nécessaires pour se mettre à la poursuite de l'armée autrichienne. Les mêmes applaudissements, les mêmes signes de joie qui avaient signalé son entrée, l'accom-

pagnèrent à sa sortie des murs d'une ville où la présence de l'armée française s'était à peine fait sentir, et où il s'était efforcé de se concilier l'affection des habitants. Qui eût pu imaginer que ces démonstrations d'allégresse cachaient, en effet, la plus noire perfidie et l'ingratitude la plus coupable? Cependant le général était à peine arrivé à Lodi, que le commandant de Milan, Despinois, lui annonça que, trois heures après son départ, on avait sonné le tocsin dans toute la Lombardie, et que les signes de la plus furieuse insurrection commençaient à se faire apercevoir de toutes parts.

Nous avons dit que la présence de l'armée de Bonaparte en Italie avait établi entre les habitants de ce beau pays une ligne de démarcation ou plutôt de division bien distincte. Cette partie de la population que ses lumières, sa philosophie et sa haine pour les préjugés font reconnaître dans toutes les contrées de l'Europe, la bourgeoisie, s'était facilement déclarée en faveur des principes de la révolution française, qui favorisaient trop ses prétentions et ses espérances pour qu'elle ne les adoptât pas avec empressement. Les prêtres, les moines, la noblesse, et cette foule d'individus qui tirent leur subsistance ou leur considération de ces deux classes d'hommes, avaient, au contraire, reçu avec horreur des institutions qui venaient renverser tous les usages, et surtout les priviléges. Il était facile de porter à la révolte tout ce qui avait à craindre un changement dans l'ancien ordre des choses. Dès l'instant où Bonaparte eut paru dans Milan, les nobles et les prêtres travaillèrent avec activité à persuader à leurs partisans qu'il était de leur intérêt de prendre les armes. Des ecclésiastiques forcenés, le poignard d'une main et le crucifix de l'autre, visitèrent l'humble asile du pauvre dans les villes, et parcoururent les campagnes pour exciter le peuple à une insurrection générale.

Bonaparte avait demandé vingt millions aux Milanais. Pour faciliter le recouvrement de cette contribution, et la rendre moins onéreuse à la classe moyenne, il avait fait enlever l'argenterie des églises et des couvents, et fait taxer arbitrairement les maisons les plus riches de la ville. Les prêtres et les riches, mettant en jeu ce levier, toujours si funeste, mais si puissant de la superstition, avaient persuadé aux aveugles et crédules

habitants de Milan que des brigands et des bandits étaient seuls capables de piller ainsi les lieux saints, et que, cette déprédation impie épuisée, ils viendraient ravager leurs propres maisons. La superstition d'une part, et de l'autre l'intérêt particulier, avaient aisément détruit, dans l'esprit des Milanais prévenus, l'impression qu'y avait d'abord laissée la conduite modérée des Français. Pour mieux réussir dans leurs projets de soulèvement, tous les riches propriétaires, et surtout les nobles, avaient pris le parti de renvoyer tous leurs domestiques, dans un pays où la moitié de la population sert l'autre; et cette mesure machiavélique, qui privait en effet de tout moyen d'existence une foule innombrable d'individus jeunes et robustes, était excusée par ceux qui l'employaient, en disant que l'*égalité républicaine* ne permettait pas de les garder. Elle eut un effet prodigieux. Renvoyés de chez leurs maîtres, les laquais et les valets de toute espèce se répandirent dans les campagnes, allèrent semer l'alarme dans leurs familles, et demander partout vengeance des Français. Les paysans lombards, irrités des violences que se permettent presque toujours les subalternes lorsqu'ils sont autorisés à prendre de force les denrées dans les campagnes, avaient reçu vainement de Bonaparte l'assurance que les objets enlevés leur seraient payés sur la contribution de guerre : il ne fut pas difficile aux chefs du soulèvement de les attirer dans leur parti.

Le mouvement insurrectionnel fut, pour ainsi dire, spontané dans toute la Lombardie; ce qui prouve qu'il était le résultat d'un plan de révolte combinée, dont les chefs paraissent avoir été à Pavie. Le bruit se répandit tout à coup que l'armée du prince de Condé débouchait par la Suisse sur le Tésin, que Beaulieu avait reçu le renfort de 60,000 Autrichiens, et que les Anglais avaient débarqué à Nice des forces considérables. Propagées avec toute l'exagération de l'esprit de parti, ces rumeurs, qui parurent d'autant mieux fondées, que la source en était ignorée, achevèrent d'égarer l'opinion des Lombards; tous ressentirent, sans connaître le véritable motif des excitateurs, une haine profonde pour les Français, et ne pensèrent plus qu'à se venger. Les domestiques, les moines et les paysans coururent aux armes : les nobles et les prêtres osèrent se flatter

que de nouvelles vêpres siciliennes allaient sonner sur la totalité des Français; mais Bonaparte savait agir, et bientôt la tourbe de ces obscurs conspirateurs reçut la punition due à leurs perfides desseins.

Le général français n'était pas homme à reculer à l'aspect du danger. A peine instruit à Lodi de ce qui se passait à Milan, il rebrousse chemin, le 24 mai, avec 300 chevaux et un bataillon de grenadiers; sa présence inattendue ramène l'ordre, et le général Despinois reçoit de lui les instructions nécessaires pour qu'il ne soit plus troublé. Aussitôt il marche vers Pavie, foyer central de l'insurrection, où il arrive après avoir fait brûler le village de Binasco par le chef de brigade Lannes. Le général Dammartin, à la tête du sixième bataillon de grenadiers, enfonce les portes de la ville à coups de hache; la foule des rebelles fuit, se disperse et se cache; les membres de la municipalité sont fusillés, 200 des principaux habitants sont saisis comme otages et envoyés en France, et cette leçon, qui assure la tranquillité, répand l'effroi parmi les Italiens, et détruit la rébellion jusque dans sa racine[1].

[1] « Dans une position semblable, dit le général Jomini, il n'y avait pas à balancer. Une grande armée peut quelquefois mépriser des soulèvements, qu'il est toujours aisé de réprimer quand on peut faire de grands détachements pour les combattre; mais la perte d'une petite armée serait le résultat infaillible de la moindre hésitation. Le droit public moderne avait jusques alors tiré une ligne de démarcation positive entre le citoyen paisible et les individus composant les armées, et partout les habitants qui prenaient part aux hostilités étaient traités comme des révoltés. Si jamais ce principe devait être appliqué, c'était indubitablement dans cette occasion, où la plus petite faiblesse aurait amené un soulèvement général. »

Nous transcrirons ici une partie du rapport du général en chef sur ces derniers événements, pour donner une idée encore plus positive de la rapidité de ses mouvements dans l'exécution des mesures qu'il crut devoir prendre.

« Le peuple de Pavie, renforcé de cinq à six mille paysans, investit les trois cents hommes que j'avais laissés dans le château. A Milan, l'on essaye d'abattre l'arbre de la liberté, l'on déchire et foule aux pieds la cocarde tricolore. Le général Despinois, commandant de la place, monte à cheval; quelques patrouilles mettent en fuite cette populace, aussi lâche qu'effrénée. Cependant la porte qui conduit à Pavie est encore occupée par les rebelles, qui attendent à chaque instant les paysans pour les y introduire;

Bonaparte, pour prévenir efficacement le retour des mouvements qui pouvaient seconder trop bien les Autrichiens, prit un

il fallut, pour les soumettre, battre le terrible pas de charge; mais à la vue de la mort, tout rentra dans l'ordre.

« A peine instruit de ce mouvement, je rebroussai chemin avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers; je fis arrêter à Milan une grande quantité d'otages; j'ordonnai que l'on fusillât ceux qui avaient été pris les armes à la main; je déclarai à l'archevêque, aux chapitres, aux moines et aux nobles que je les rendais responsables de la liberté publique.

« La municipalité taxa les habitants à trois francs d'amende par domestique qui avait été renvoyé. La tranquillité consolidée à Milan, je continuai mon chemin sur Pavie. Le chef de brigade Lannes, commandant la colonne mobile, attaqua Binasco, où sept ou huit cents paysans armés paraissaient vouloir se défendre; il les chargea, en tua une centaine, et éparpilla le reste. Je fis sur-le-champ mettre le feu au village. Quoique nécessaire, ce spectacle n'en était pas moins horrible. J'en fus douloureusement affecté, mais je prévoyais que des malheurs plus grands menaçaient encore la ville de Pavie. Je fis appeler l'archevêque de Milan, et j'envoyai, de ma part, porter au peuple insensé de Pavie la proclamation ci-jointe; mais en vain.

« Je me portai à la pointe du jour sur Pavie; les avant-postes des rebelles furent culbutés. La ville paraissait garnie de beaucoup de monde, en état de défense. Le château avait été pris, et nos troupes faites prisonnières. Je fis avancer l'artillerie, et, après quelques coups de canon, je sommai ces misérables de mettre bas les armes et d'avoir recours à la générosité française. Ils répondirent que, tant que Pavie aurait des murailles, ils ne se rendraient pas. Le général Dammartin fit placer de suite le sixième bataillon de grenadiers, en colonne serrée, la hache à la main, avec deux pièces de 8 en tête. Les portes furent enfoncées; cette foule immense se dispersa, se réfugia dans les caves et sur les toits, essayant en vain, en jetant des tuiles, de nous disputer l'entrée des rues. Trois fois l'ordre de mettre le feu à la ville de Pavie expira sur mes lèvres, lorsque je vis arriver la garnison du château, qui avait brisé ses fers, et venait, avec des cris d'allégresse, embrasser ses libérateurs. Je fis faire l'appel; il se trouva qu'il n'en manquait aucun. Si le sang d'un seul Français eût été versé, je voulais faire élever, des ruines de Pavie, une colonne, sur laquelle j'aurais fait écrire : *Ici était la ville de Pavie.* J'ai fait fusiller la mun cipalité, arrêter deux cents otages, que j'ai fait passer en France. Tout est aujourd'hui parfaitement tranquille, et je ne doute pas que cette leçon ne serve de règle aux peuples de l'Italie.

« Je vous demande le grade de chef d'escadron d'artillerie légère pour le citoyen Rosey, capitaine, qui s'est particulièrement distingué dans cette journée. »

Proclamation du général en chef de l'armée d'Italie.

« Au quartier général, de Milan, le 6 prairial an IV (25 mai 1796).

« Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux

arrêté portant : 1° que les généraux feraient marcher contre les villages les forces nécessaires pour les réduire, y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouveraient les armes à la main ; tous les prêtres ou nobles restés dans les communes rebelles pouvaient être arrêtés comme otages et envoyés en France; 2° que tous les villages où l'on sonnerait le tocsin seraient brûlés sur-le-champ; 3° que tous les nobles ou riches qui seraient convaincus d'avoir excité le peuple, soit en congédiant leurs domestiques, soit par des vociférations contre les Français, seraient arrêtés comme otages, transférés en France, et la moitié de leurs revenus confisquée.

Enfin la capitale du Milanais exigeant, par sa nombreuse population et l'influence de ses habitants sur le pays, une surveillance particulière, le général Despinois prit pour cette ville des mesures à peu près semblables, et qui étaient d'autant plus nécessaires, que le château de Milan ne s'était point encore rendu et conservait une garnison qui aurait pu donner la main aux mécontents et aux partisans de l'Autriche. L'arrêté qui contenait ces mesures de police était précédé d'une proclamation dont nous citerons les passages qui suivent :

« Les partisans de la tyrannie, disait Despinois, les apôtres du fanatisme, les ennemis jurés de tout gouvernement libre, ont tenté d'exécuter ouvertement les complots qu'ils méditaient dans l'ombre ; ils voulaient faire de Milan une autre Pavie, un foyer de révolte et de sédition, et, tandis que d'une main ils semaient adroitement les alarmes parmi les esprits trop faibles et trop faciles à s'émouvoir, de l'autre ils soudoyaient, avec l'or de l'Autriche, ces gens sans aveu, ces hommes sans patrie, qui se nourrissent de troubles et d'agitation; ils ralliaient autour d'eux

derniers excès dans plusieurs communes, méconnait la république, et brave l'armée triomphante de plusieurs rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié : l'on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés la nation française, qui ne fait point la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir; mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les armes, n'auront pas prêté de nouveau serment d'obéissance à la république, seront traités comme rebelles; leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux! Son sort sera celui de toutes les villes et villages qui s'obstineront à la révolte. »

une partie de ces crédules artisans, de ces habitants des campagnes, qu'ils avaient égarés ou séduits, excitant les uns, corrompant les autres, et versant en tous lieux les poisons dont ils sont infectés..... La trahison la plus insigne, l'hypocrisie la plus profonde, en opposition avec la bonne foi, la haine en retour de la bienveillance et de la fraternité : voilà les sentiments dont ils voulaient payer tous ceux d'une armée triomphante, et toujours généreuse au sein de la victoire. Qu'ils tremblent, ces hommes pervers qui ont aiguisé des poignards contre le sein de leurs bienfaiteurs ! Que les ennemis du nom français apprennent à le respecter !..... »

La célérité avec laquelle le général français avait arrêté cet incendie près d'enflammer toute l'Italie rendit aux partisans de la révolution française l'influence marquée qu'ils devaient avoir sur les événements. Réunis en clubs ou assemblées primaires, ils propagèrent avec ardeur les principes de la démocratie, et invitèrent le général en chef à introduire dans la Lombardie le régime de la république française. Soit qu'en effet cette demande eût été inspirée par eux au peuple, soit que l'amour de la nouveauté, toujours attrayant pour les hommes, eût engagé les Lombards à changer d'opinion, cette détermination populaire, adoptée par Bonaparte avec empressement, eut les suites les plus funestes pour la maison d'Autriche. Bientôt le gouvernement républicain fut proclamé depuis les montagnes de Chiavenna jusqu'au confluent du Pô et de l'Oglio : partout le parti populaire s'empara du gouvernement ; la noblesse héréditaire fut abolie ; une armée nationale fut levée, organisée ; la cavalerie montée avec des chevaux appartenant aux nobles, qui fuyaient de toutes parts pour éviter la vue de la ruine de leurs priviléges ; et le Piémont, la Lombardie, Parme et Modène furent chargés d'armer et de solder ces nouveaux guerriers, dont Bonaparte allait s'aider pour la suite de ses expéditions. Nous reviendrons sur cette création de la république lombarde ou cisalpine, en parlant, ci-après, des affaires intérieures de l'Italie.

Passage du Mincio ; combat de Borghetto ; prise de Peschiera, de Vérone ; commencement du siége de Mantoue. — Cependant le général autrichien Beaulieu avait profité du peu de

jours que Bonaparte avait consacrés à la consolidation de sa conquête, pour se mettre à l'abri des poursuites de son vainqueur. Persuadé que l'Oglio, sur lequel il s'était retiré après sa dernière défaite à Lodi, ne serait pas un obstacle suffisant pour arrêter cette audace des guerriers français, dont il venait de faire une si terrible expérience, il s'était replié sur le Mincio, qu'il passa, et où il prit position dans le dessein d'y attendre Bonaparte. Beaulieu fortifia cette position, déjà redoutable par elle-même, par tous les moyens que l'art pouvait lui fournir. Sa ligne de défense, soigneusement garnie de batteries, avait sept lieues d'étendue, et suivait le cours du Mincio, depuis le lac de Garda et Peschiera[1], où s'appuyait sa droite, jusqu'à la ville de Mantoue, que sa gauche était en partie chargée de défendre. Il était maître de trois ponts sur le Mincio : le premier à Rivalta, le second à Goito, et le troisième à Borghetto. Mantoue était alors la seule ville qui restât à l'empereur en Italie. Afin de conserver au moins à son maître cette place importante, Beaulieu, qui avait reçu des renforts, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait jeté dans Mantoue vingt bataillons composés des troupes les plus aguerries de son armée, savoir : les brigades des généraux Roccavina, Wukassowich et Roselmini. Cependant jusqu'à ce que les événements rendissent sa présence absolument nécessaire dans la place, la majeure partie de cette garnison continuait à rester en campagne sous les ordres du général Colli, qui commandait la gauche de l'armée à Goito. Le reste des forces autrichiennes était ainsi disposé : le général Liptay à la droite, vers Castel-Nuovo, gardant Peschiera et les défilés du Tyrol, par la Chiusa; le général Pittony à Valeggio, avec une avant-garde à Borghetto; le général Sebottendorf, avec trois bataillons et six escadrons, un peu plus à gauche, en intermédiaire du corps du général Colli, à Goito; le général Mélas, avec la réserve, à Ogliosi, près de Valeggio.

Bonaparte, en sortant de Milan, s'était transporté à Lodi pour se rendre à Brescia. Déjà l'armée française s'était mise en mouvement et s'était avancée jusque sur la Chiese; le général

[1] Peschiera était une forteresse alors appartenant à la république de Venise. Mais les Vénitiens, par des motifs que nous détaillerons plus bas, l'avaient laissé occuper par les Autrichiens.

Masséna avait marché par Cassano, Soncino et Chiari sur Brescia, et ensuite sur Monte-Chiaro; celle d'Augereau se porta par Cassano, Fontanella et Brescia sur Ponte-di-San-Marco; le général Serrurier, toujours commandant la réserve, devait se diriger sur Volta. Le dessein de Bonaparte était de forcer le passage du Mincio sur le centre de la ligne. Aussitôt qu'il en eut fait la reconnaissance, ses dispositions furent bientôt arrêtées. « J'ordonnai, dit-il [1], au général de division Kilmaine de se rendre, avec 1,500 hommes de cavalerie et six bataillons de grenadiers à Desenzano; j'ordonnai au général Rusca de se rendre, avec une demi-brigade d'infanterie légère, à Salo. Il s'agissait de faire croire au général Beaulieu que je voulais le tourner par le haut du lac (de Garda) pour lui couper le chemin du Tyrol en passant par Riva. Je tins toutes les divisions de l'armée en arrière, de sorte que la droite, par où je voulais véritablement attaquer, se trouvait à un jour et demi de marche de l'ennemi; je la plaçai derrière la rivière de la Chiese, où elle avait l'air d'être sur la défensive, tandis que le général Kilmaine allait aux portes de Peschiera, et avait tous les jours des escarmouches avec les avant-postes ennemis, dans l'une desquelles fut tué le général autrichien qui les commandait.

« Le 10 prairial (29 mai), la division du général Augereau remplaça à Desenzano celle du général Kilmaine, qui rétrograda à Lonato, et arriva la nuit à Castiglione; le général Masséna se trouvait à Monte-Chiaro, et le général Serrurier à Monza. A deux heures après minuit, toutes les divisions se mirent en mouvement, toutes dirigeant leur marche sur Borghetto, où j'avais résolu de passer le Mincio. L'avant-garde ennemie, forte de 3 à 4,000 hommes et de 1,800 chevaux, défendait l'approche de Borghetto. Notre cavalerie, flanquée par nos carabiniers et nos grenadiers, qui, rangés en bataille, la suivaient au petit trot, chargea avec beaucoup de bravoure,

[1] Toutes les relations que Bonaparte a données de ses opérations sont si claires et si exactes, que nous les citerons souvent textuellement. Tous ceux qui ont écrit sur cette belle campagne d'Italie, les ont également suivies. Le judicieux Jomini, lui-même, prend rarement d'autres guides que ces mêmes rapports, première origine de ces fameux bulletins qui ont si longtemps frappé l'Europe et la France d'étonnement et d'admiration.

mit en déroute la cavalerie ennemie, et lui enleva une pièce de canon. L'ennemi s'empressa de passer le pont et d'en couper une arche; l'artillerie légère engagea aussitôt la canonnade. L'on raccommodait avec peine le pont, sous le feu des batteries autrichiennes, lorsqu'une cinquantaine de grenadiers impatients se jettent à l'eau, tenant leurs fusils sur leurs têtes, ayant de l'eau jusqu'au menton : le général Gardanne, grenadier par la taille comme par le courage, était à leur tête. Les soldats ennemis croyant revoir la terrible colonne du pont de Lodi, les plus avancés lâchent pied. On raccommode alors le pont avec facilité, et nos grenadiers, dans un seul instant, passent le Mincio et s'emparent de Valeggio, quartier général de Beaulieu, qui venait seulement d'en partir. Cependant les Autrichiens ébranlés, en partie en déroute, étaient rangés en bataille, entre Valeggio et Villafranca. Nous nous gardons bien de les suivre : ils paraissent se rallier et prendre confiance, et déjà leurs batteries se multiplient et se rapprochent de nous dans le dessein d'engager une affaire générale. C'était justement ce que je voulais; j'avais peine à contenir la fougue impatiente, où, pour mieux dire, la fureur des grenadiers. Le général Augereau passa, sur ces entrefaites, avec sa division; il avait ordre de se porter, en suivant le Mincio, droit sur Peschiera, d'envelopper cette place, et de couper aux ennemis les gorges du Tyrol : Beaulieu et les débris de son armée se seraient trouvés sans retraite. Pour empêcher les Autrichiens de s'apercevoir du mouvement d'Augereau, je les fis vivement canonner du village de Valeggio; mais, instruits de cette même manœuvre par leurs patrouilles de cavalerie, ils se mirent aussitôt en route pour gagner le chemin de Castel-Nuovo : un renfort de cavalerie qui leur arriva les mit à même de protéger leur retraite. Notre cavalerie, commandée par le général Murat, fit des prodiges de valeur; ce général dégagea lui-même plusieurs chasseurs que l'ennemi était sur le point de faire prisonniers. Le chef de brigade Leclerc, du 10e de chasseurs, s'est également distingué. Le général Augereau, arrivé à Peschiera, trouva la place évacuée [1].

[1] Quoique la république de Venise, en laissant occuper la ville de Peschiera par les Autrichiens, eût violé la neutralité et invité, pour ainsi dire,

« Le 12 (13 mai), nous nous portâmes à Rivoli; mais déjà l'ennemi avait passé l'Adige, et enlevé presque tous ses ponts, dont nous ne pûmes prendre qu'une partie. On évalue la perte de l'ennemi, dans cette journée, à 1,500 hommes et 500 chevaux tant tués que prisonniers; parmi ces derniers se trouve le prince Cuto, lieutenant général des armées du roi de Naples, commandant en chef la cavalerie napolitaine. Nous avons pris également cinq pièces de canon, dont deux de 12 et trois de 6, avec sept ou huit caissons chargés de munitions de guerre. Nous avons trouvé à Castel-Nuovo des magasins, dont une partie était déjà consumée par les flammes. Le général de division Kilmaine a eu un cheval blessé sous lui.

« Voilà donc les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie : nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne. Je ne vous citerai pas les hommes qui se sont distingués par des traits de bravoure : il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde; ils jouent et rient avec la mort; ils sont aujourd'hui accoutumés avec la cavalerie, dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec

les Français à la traiter en ennemie; cependant Bonaparte, qui parut toujours dans cette guerre vouloir mettre les apparences de son côté, crut devoir adresser au sénat vénitien une proclamation, avant de diriger la division d'Augereau sur Peschiera. Il disait :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les usages, les propriétés seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude; la plus sévère discipline sera maintenue. Tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en argent..... Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres à faire connaître ses sentiments au peuple, afin que la confiance cimente l'amitié qui depuis longtemps unit les deux nations..... Fidèle dans le chemin de l'honneur, comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement. »

Si le sénat de Venise eût répondu franchement à une amitié aussi noblement exprimée, il ne se serait point exposé à tous les malheurs qui l'ont assailli, et qui ont fini par détruire les antiques institutions de sa patrie.

laquelle ils font les marches les plus forcées ; ils chantent tour à tour la patrie et l'amour. Vous croiriez qu'arrivés à leurs bivouacs, ils doivent au moins dormir? Point du tout, chacun fait son plan d'opération du lendemain, et souvent l'on en rencontre qui voient très-juste. L'autre jour, je voyais défiler une demi-brigade, un chasseur s'approcha de mon cheval : *Général,* me dit-il, *il faut faire cela. — Malheureux,* lui répondis-je, *veux-tu bien te taire.* C'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. Je l'ai fait chercher en vain, il avait disparu [1]. »

L'un des fruits les plus utiles que l'armée française pût retirer de cette nouvelle défaite de Beaulieu était certainement l'occupation de Vérone. Cette grande et belle ville, qui a trois ponts sur l'Adige, et qu'on peut regarder comme la clef de tout le cours de cette rivière, depuis le défilé de la Chiese jusqu'à son embouchure, puisque c'est le seul point de communication avec le haut et le bas Adige, était de la plus haute importance pour les opérations du reste de la campagne. Dans cette excellente position, Bonaparte se trouvait à même d'observer également, et les mouvements que pouvaient faire les Vénitiens, et ceux de l'Autriche dans le Tyrol. Vérone appartenait, il est vrai, à la république de Venise ; mais le noble sénat ayant permis aux Autrichiens d'occuper Peschiera, Bonaparte crut qu'il pouvait user de représailles en s'emparant de Vérone. Le général Masséna eut donc ordre de s'en approcher et de s'en rendre maître. Sa division y fit son entrée le 3 juin.

La ville de Vérone sera célèbre dans l'histoire de la révolution, pour avoir longtemps servi de refuge au roi Louis XVIII. Ce prince s'y trouvait encore quelques jours avant l'occupation de Vérone par les troupes françaises, et la conduite du sénat de Venise, dans cette circonstance, fut loin d'être honorable. Déjà, et longtemps avant l'arrivée de Bonaparte en Italie, le Direc-

[1] Il voulait le faire officier. Bonaparte, dont l'imagination était nourrie de la lecture des vies des grands capitaines, n'avait pas oublié comment Turenne s'était conduit en pareille circonstance. Un soldat avait également deviné un plan d'attaque conçu par ce général fameux. Turenne en fut si enchanté, qu'il le fit sous-lieutenant. En le présentant aux officiers de son armée, il leur dit : « Messieurs, vous ne dédaignerez pas d'admettre dans votre corps un soldat qui a pénétré le plan de son général. »

toire exécutif avait conçu des alarmes du séjour de Louis XVIII à Vérone. Il avait en conséquence fait demander à la république de signifier au prince l'ordre de quitter le territoire des Vénitiens; mais le sénat de Venise, qui ne s'attendait pas à voir bientôt une armée française à ses portes avait méprisé cette demande, et avait même répondu que Louis XVIII, étant noble vénitien, avait, en cette qualité, le droit d'habiter son territoire, sans qu'il fût en son pouvoir de l'en empêcher. Quand enfin la victoire eut rendu les Français tout-puissants en Italie, et que les Vénitiens se virent forcés de céder aux désirs du Directoire exécutif, ils intimèrent à Louis XVIII l'ordre précis de s'éloigner des terres de la république; et comme la terreur ne connaît ni mesure ni ménagements, les sénateurs vénitiens donnèrent cet ordre avec une arrogance dont ils voulaient sans doute se faire un mérite auprès du vainqueur. Louis XVIII, outragé, montra dans son indignation une juste fierté, que ses malheurs précédents rendaient encore plus solennelle. Il déclara qu'il quitterait Vérone aussitôt qu'on lui aurait rendu l'épée dont son aïeul Henri IV avait fait présent à la république, et dès qu'on lui aurait envoyé le livre d'or où sont inscrits les nobles pour y rayer le nom de sa famille. Le sénat vénitien, respectant peu l'infortune et la grandeur passée du prince, augmenta les torts qu'il avait envers ce dernier en répondant « que, quant à la radiation, le sénat, sur sa demande, n'aurait nulle difficulté à l'opérer; mais qu'une somme de douze millions étant encore due à la république par Henri IV qui les lui avait empruntés, son épée serait remise à Louis XVIII si celui-ci voulait les payer. » Réponse plus qu'indécente pour le gouvernement qui osait la faire et digne tout au plus d'un prêteur sur gages.

Bonaparte avait pris une part très-active à l'expulsion de Louis XVIII de Vérone. Le jour même de son entrée dans cette ville (le 3 juin), il écrivait au Directoire cette lettre singulière, où l'on voit la première explosion de la haine qu'il portait aux princes de la maison de Bourbon :

« J'arrive dans cette ville pour en partir demain matin; elle est très-grande et très-belle. J'y laisse une bonne garnison pour me tenir maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige.

« Je n'ai pas caché aux habitants que si le *roi de France* n'eût évacué leur ville avant mon passage du Pô, j'aurais mis le feu à la ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français.

« Je viens de voir l'amphithéâtre ; ce reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre Champ-de-Mars ; ici 100,000 spectateurs sont assis, et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait.

« Les émigrés fuient de l'Italie ; plus de 1,500 sont partis cinq jours avant notre arrivée : ils courent en Allemagne porter leur misère et leurs remords. »

Nous avons dit que Mantoue était la dernière ville qui restât à l'empereur dans ses États d'Italie. Beaulieu, après le passage du Mincio par les Français, s'était d'abord retiré sur Dolce, et ensuite sur Calliano ; Mantoue lui parut le seul refuge où il pût encore espérer de se défendre contre ses infatigables ennemis. Il sentait d'ailleurs que Bonaparte, pour tirer de ses victoires tout le parti possible, ne tarderait pas à assiéger cette place, et il était instant d'y organiser tous les moyens de résistance, avant que le général français fût parvenu jusque sous ses murs. En effet, jamais encore Bonaparte n'avait montré une activité aussi surprenante ; à peine le général Masséna était-il dans Vérone, qu'il avait reçu l'ordre de pousser Beaulieu jusque dans ses derniers retranchements. Le général en chef voulait assiéger Mantoue avant que l'armée autrichienne, que tant de défaites successives avaient accablée, ne pût recevoir les secours que lui promettait son gouvernement.

Masséna partit donc de Vérone le lendemain de son occupation, et suivit d'abord les restes encore épars de l'armée autrichienne. Il les culbuta et les dispersa, et vint prendre position à Rivoli et à Corona, sa gauche appuyée au lac de Garda, et sa droite à l'Adige et aux rochers escarpés de Monte-Magnone. Le général Augereau, sorti de Peschiera après y avoir laissé garnison française, s'était porté à Castiglione-Mantovado, et avait ensuite passé le Mincio au-dessous du lac. En deux jours, il s'était trouvé en vue de la ville de Mantoue, et le 4 juin il avait déjà pris possession du faubourg de Ceriolo, et enlevé plusieurs postes

extérieurs où l'ennemi s'était retranché; repoussés ou vaincus toutes les fois que les Français les attaquaient, les Autrichiens avaient été forcés de rentrer dans la ville. Un tambour de douze ans s'était particulièrement distingué dans cette circonstance; on le vit avec une audace incroyable grimper pendant le feu au haut d'une tour, en ouvrir la porte et y introduire les Français.

Le même jour la division du général Serrurier, où se trouvait le général en chef en personne, s'était dirigée sur la Favorita, superbe palais des ducs de Mantoue, à une demi-lieue de la forteresse. L'avant-garde aux ordres du général Dallemagne, dont faisait partie le chef de brigade Lannes, se porta sur le faubourg de Saint-Georges. Bonaparte fit avancer une demi-brigade avec le général Serrurier, pour soutenir le général Dallemagne. Celui-ci, ayant bientôt rencontré l'ennemi, l'avait attaqué à la baïonnette dans ses retranchements, et, après un combat très-vif de part et d'autre, s'était rendu maître du faubourg et de la tête de pont. Déjà même, malgré la mitraille de la place, les grenadiers s'avançaient en tirailleurs sur la chaussée. Emportés par un excès d'audace bien naturel à des hommes qui avaient surmonté tant d'obstacles, ils prétendaient se former en colonnes pour enlever Mantoue, et quand on leur montra les batteries dont les remparts étaient hérissés : « A Lodi, disaient-ils, il y en avait bien davantage! » Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes; on ne prend pas une ville au pas de course comme on traverse un pont. L'artillerie de la place pouvait foudroyer et détruire ces braves, dignes d'un meilleur sort, et le général en chef leur fit donner l'ordre de revenir[1].

[1] « Je ne dois pas, dit Bonaparte, dans son rapport, vous taire un trait qui peint la barbarie qui règne encore dans ces contrées. A Saint-Georges, il y a un couvent de religieuses; elles s'étaient sauvées, car leur couvent était exposé aux coups de canon. Nos soldats y entrent pour s'y réfugier et prendre poste; ils entendent des cris; ils accourent dans une basse-cour, enfoncent une méchante cellule, et trouvent une jeune personne assise sur une mauvaise chaise, les mains garrottées par des chaînes de fer. Cette infortunée demandait la vie; l'on brise ses fers. Elle a sur sa physionomie vingt-deux ans. Elle était depuis quatre ans dans cet état, pour avoir voulu s'échapper et obéir, dans l'âge et le pays de l'amour, à l'impulsion de son

Cependant des événements qui se préparaient dans l'intérieur, et surtout au midi de l'Italie, appelaient toute l'attention de Bonaparte. Des menaces de soulèvements nouveaux avaient eu lieu dans tous les pays conquis. Rome et Naples, quoiqu'elles n'eussent pas agi jusqu'ici d'une manière bien active contre lui, paraissaient disposées à profiter de son éloignement pour inquiéter et contrarier ses opérations. Des troubles sérieux commençaient à s'élever dans les fiefs impériaux qui confinent aux États de Gênes, de Toscane et du Piémont. Les communications de l'armée avec la rivière de Gênes étaient menacées; on attaquait ses convois, on assassinait ses courriers; la politique et le fanatisme s'unissaient pour lui susciter des embarras sur ses derrières; Mantoue d'ailleurs exigeait un siége formel, et les Français avaient peu de moyens de l'entreprendre. Le chemin qu'ils avaient parcouru pour pénétrer en Italie, la rapidité des conquêtes qu'ils y avaient faites, ont assez indiqué qu'ils n'étaient point suivis de ces grands parcs dont les ressources facilitent cette espèce d'opération et contribuent à l'abréger.

Au lieu donc de former sur-le-champ le siége régulier de la ville de Mantoue, Bonaparte, qui, dans les premiers temps de sa gloire militaire, eut souvent la sagesse d'allier beaucoup de prudence à beaucoup d'audace, résolut de se borner à un simple blocus, et de consacrer quelques semaines au soin non moins important de pacifier les troubles près d'éclater, de châtier les fiefs impériaux révoltés, d'inspirer au roi de Naples une terreur assez forte, et enfin de forcer le pape à renoncer à tous projets d'hostilité contraires à ses principes et au bonheur de l'Église. Il fallait d'ailleurs préparer les équipages de siége, organiser en Lombardie la garde nationale et les légions soldées qu'on commençait à y lever, faire capituler le château de Milan, ou l'on espérait trouver une partie de l'artillerie nécessaire au siége de Mantoue, détruire l'empire que les Anglais s'étaient arrogé en

cœur. Nos grenadiers en eurent un soin particulier. Elle montra beaucoup d'intérêt pour les Français. Elle a été belle et joint à la vivacité du climat la mélancolie de ses malheurs. Toutes les fois qu'il entrait quelqu'un, elle paraissait inquiète; l'on sut bientôt qu'elle craignait de voir revenir ses tyrans. Elle demanda en grâce de respirer l'air pur : on lui fit observer que la mitraille pleuvait autour de la maison : *Ah! dit-elle, mourir, c'est rester ici!* »

Toscane et à Livourne, et, en les chassant de ces ports, rétablir avec la Corse des communications qui rappelassent ce pays, patrie du général en chef, à ses liaisons avec la France. La plus extrême activité pouvait à peine suffire pour tant d'opérations à la fois; mais lorsqu'on n'emploie pas de demi-moyens, et qu'on sait, comme Bonaparte, marcher au but, le temps, malgré son cours rapide, suffit pour opérer des prodiges. On verra bientôt combien le succès de cette activité surpassa même les espérances qu'on pouvait en attendre.

En conséquence de la dernière détermination de bloquer Mantoue au lieu de l'assiéger, la division du général Masséna fut laissée en observation sur l'Adige; on la renforça assez pour qu'elle pût repousser les tentatives de l'armée autrichienne. Les généraux Serrurier et Vaubois furent chargés de l'investissement de Mantoue; la division du général Augereau se dirigea sur Borgoforte pour y passer le Pô, et Bonaparte retourna sur ses pas avec divers détachements de son armée, afin de rétablir l'ordre dans l'intérieur de l'Italie, forcer les puissances qui le menaçaient de lui demander la paix, et se débarrasser de tout ce qui pouvait l'empêcher de poursuivre vigoureusement les avantages déjà obtenus.

Premières opérations du siége de Mantoue; levée de ce siége. — Les divisions de l'armée d'Italie laissées sur l'Adige, le Mincio et autour de la place de Mantoue, après les derniers engagements avec l'armée de Beaulieu, étaient demeurées dans une espèce d'inaction pendant les opérations du général en chef dans l'intérieur, à l'effet de consolider ses conquêtes. La présence de Bonaparte au milieu de ces troupes était indispensable pour les faire agir avec cette énergie qui leur avait valu les succès extraordinaires obtenus jusqu'alors.

De son côté, Beaulieu s'était occupé à mettre en sûreté les débris qu'il avait encore sous ses ordres. Après le combat de Borghetto, le général autrichien s'était retiré dans les hautes montagnes qui défendent l'entrée du Tyrol, et s'était fortifié avec soin dans la redoutable position de Roveredo. Le besoin de faire reposer et de réorganiser ses troupes engagea Beaulieu à les faire établir derrière des lignes retranchées, qu'il tira depuis la tête du lac de Garda jusqu'à l'Adige. La cavalerie fut

portée jusqu'à Trente ; le corps de bataille fut placé à Callano. Une division d'infanterie, sous les ordres du général Henricy, était spécialement chargée de défendre Roveredo; la division du général Colli était à Ala, ayant son avant-garde retranchée en avant du village sur la rive droite de l'Adige; enfin les chasseurs tyroliens couvraient la crête des montagnes, et défendaient les petites vallées qui aboutissent au cours de l'Adige.

On a déjà vu que la division du général Masséna, renforcée de plusieurs détachements, avait été chargée par Bonaparte d'observer l'armée autrichienne, pendant que le général Serrurier formerait le blocus de la place de Mantoue. Masséna occupait en conséquence la position de la Corona et de Rivoli, qui empêchait l'ennemi de déboucher des montagnes du Tyrol. Cette position était excellente : toutefois, l'avant-garde autrichienne s'en trouvant trop rapprochée, le général Joubert reçut de Masséna l'ordre d'attaquer l'ennemi, par la Bocchetta di Campion, le 7 juillet. Le chef de bataillon Marchand tourna les Autrichiens par la droite, et le chef de bataillon Recco, par la gauche. Le reste de la brigade attaqua de front. Les soldats français gravirent les rochers escarpés, l'arme au bras sans tirer; ils culbutèrent ensuite les Autrichiens, en tuèrent une centaine, firent 200 prisonniers, et s'emparèrent de 400 tentes et des bagages. Le chef de bataillon Recco s'empara du poste important de Belluno, après avoir tué du monde à l'ennemi et fait des prisonniers. Ainsi les premiers retranchements des Autrichiens, qui leur avaient coûté de longs et pénibles travaux, furent perdus après un faible engagement dans lequel la perte des Français fut peu considérable, et où ces derniers se signalèrent. Nous allons citer le nom de quelques-uns des braves de cette brigade du général Joubert.

Claude Roche, carabinier de la 2e compagnie de la 11e demi-brigade légère, sauta le premier dans les retranchements ennemis, tua un officier; et, sans s'arrêter à le dépouiller, ne lui prit que son sabre avec lequel il pourfendit un soldat, et fit trois prisonniers.

Jean Gérin, de la même compagnie, combattit seul douze Autrichiens. Il les avait d'abord couchés en joue; mais son fusil n'ayant point fait feu, il se précipita sur ses adversaires le sabre

à la main, coupa le bras à l'un d'entre eux, en blessa plusieurs autres : le reste tomba à ses genoux et se rendit prisonnier.

Le sous-lieutenant Ardionne, de la même demi-brigade, s'était déjà distingué d'une manière remarquable au combat de Borghetto, où il s'empara, à la tête de 20 carabiniers, d'une pièce de 13. Dans l'action que nous venons de retracer, cet officier aborda un des premiers les retranchements ennemis, y fit des prodiges de valeur, et fut du plus puissant exemple pour les soldats qu'il guidait et qui rivalisèrent avec lui d'intrépidité.

Cependant Bonaparte avait dirigé sur Mantoue la plus grande partie de l'artillerie qu'il venait de conquérir en Italie, et déjà les préparatifs du siége de cette place se poussaient avec toute l'activité qu'on pouvait attendre de généraux et de soldats vainqueurs.

Mantoue, ville ancienne, bâtie sur une île, au sud d'un lac formé par le Mincio, déjà forte par sa position, est devenue une des places les plus importantes de l'Europe, par les ouvrages dont on a successivement couvert ses accès. La citadelle fut bâtie par les anciens ducs de Mantoue, et le corps de la place avait été réparé par les Français, pendant la guerre de la Succession. Depuis, les Autrichiens avaient perfectionné ses principales défenses, d'après les plans du général-ingénieur Walhenau. Les ouvrages avancés venaient d'être réparés et augmentés. Deux ponts principaux étaient établis sur le Mincio : le premier, qu'on appelle pont de Saint-Georges, du nom du faubourg et des retranchements qui en couvrent la tête, se trouve du côté du nord ; le second, au sud, est celui des Moulins, ainsi nommé à cause de la quantité de moulins qui se trouvent à l'endroit où il est établi, et où le Mincio a un cours plus rapide que dans les autres parties du lac. Trois autres ponts moins considérables conduisent aussi à la ville ; deux de ces ponts sont entre l'île, la digue dite du Thé et la terre ferme. La ville est divisée en deux parties inégales, par un bras du Mincio ; il y a cinq portes et deux ports, dont le plus grand est appelé port de la Chaîne, et le plus petit, port de la Merceta. Sa population est de quinze à seize mille âmes sans y comprendre la garnison. Ses principaux ouvrages extérieurs sont, au nord, la citadelle, située sur la rive gauche du Mincio ; à l'entrée du lac, le fort

Saint-Georges, ou l'enveloppe fortifiée du faubourg de ce nom ; au sud-ouest, l'ouvrage à cornes de la porte Pradella ; puis la tour de Cerese, et les ouvrages avancés qui couvrent l'écluse et les communications avec l'île du Thé. L'île sur laquelle est bâti le palais du Thé, forme de ce côté une grande couronne et sert comme d'une double enceinte à la ville. Cette double défense est couverte par le faubourg du Thé, bâti sur une île plus grande, détachée de la première, et aussi fortifiée. Ainsi placée, Mantoue passe pour être la clef de l'Italie supérieure ; elle a vu les efforts des plus grands capitaines échouer sous ses murs dans le dernier siècle. Le prince Eugène en forma le blocus pendant huit mois, en 1702 : elle fut secourue par les Français. En 1707, après la bataille de Turin, les troupes françaises et espagnoles rendirent cette place par suite d'une capitulation générale, signée le 13 mars, pour l'évacuation de la Lombardie, et la remirent aux Impériaux. Le duc de Mortemar fit, en 1734, le siége de Mantoue, et la pressa vivement ; mais les troupes combinées de France, d'Espagne et de Sardaigne le firent lever, en vertu de la suspension d'armes qui se fit cette même année entre toutes les puissances belligérantes. Mantoue allait être assiégée une quatrième fois, et ce siége devait être le plus célèbre de tous.

Mantoue est cependant dans une mauvaise situation pour soutenir un siége. Assise au milieu d'un lac trop peu profond pour que les eaux ne s'en tarissent point pendant l'été, elle est exposée alors à des exhalaisons putrides et pestilentielles, qui obligent d'y entretenir une garnison du double plus forte qu'il ne faudrait pour la défendre. Au moment où Mantoue commença à être assiégée, elle se trouvait dans un état de défense peu respectable. La rapidité avec laquelle l'armée autrichienne, commandée par Beaulieu, avait été poussée sous ses murs, n'avait pas permis de prévoir qu'elle serait investie aussi promptement ; et les palissades, les revêtements étaient loin d'avoir reçu les réparations qui leur étaient nécessaires. Le front des fortifications du côté du lac était délabré, et l'on voyait que les Autrichiens, pour le défendre, avaient plus compté sur les ressources de la nature que sur celles de l'art. De l'autre côté, les approches étaient encombrées de jardins, de haies, d'arbres.

et même de petits pavillons que les assiégés n'avaient pas encore eu le temps de détruire, et qui pouvaient devenir fort utiles aux opérations des assiégeants.

Quand Beaulieu, fuyant la poursuite des Français après le passage du Mincio, avait passé sous Mantoue, il avait jeté dans la place une garnison de 13,000 hommes, dont 11,800 hommes d'infanterie, 450 de cavalerie, 700 d'artillerie, 116 mineurs, et 64 mariniers pour les chaloupes du lac. Ces 13,000 hommes étaient l'élite de l'armée autrichienne, et le commandant de place, Canto d'Irlès, était un ancien officier général, d'origine espagnole, et jouissant de la meilleure réputation en fait de bravoure et d'habileté militaire.

Le nombre des canons en batterie était de cent quatre-vingts grosses pièces de rempart, soixante-seize mortiers ou obusiers, et soixante pièces d'artillerie légère; ce qui faisait un total de trois cent seize bouches à feu.

Le général Roselmini fut chargé de défendre la citadelle avec sa brigade, forte de 3,500 hommes.

Le général Wukassowich, avec 2,500 hommes, occupait la porte et l'ouvrage à cornes de Pradella.

Le colonel Salis eut à défendre l'ouvrage à couronne du Thé.

Cinq bataillons, commandés par le général Roccavina, gardaient les retranchements et le front de Migliaretto.

Enfin le colonel Sturioni, avec 2,400 hommes, devait surveiller le front du lac et garder Saint-Georges.

Nous avons dit précédemment que ce dernier poste et les retranchements qui le défendaient avaient été emportés par les généraux Serrurier, Lannes et Dallemagne, au moment où les Français avaient commencé l'investissement de la ville. Les soldats du colonel Sturioni, obligés de céder à la valeur républicaine, n'avaient échappé à leur fureur qu'en se jetant dans la ville. La division du général Serrurier avait depuis continué de bloquer Mantoue. Les troupes sous ses ordres avaient été occupées à élever des ouvrages propres à fermer toutes les issues par lesquelles la garnison aurait pu déboucher.

Mais les Français ne faisaient point ces ouvrages sans être souvent troublés par la garnison. Plusieurs sorties eurent lieu, et les assiégeants eurent besoin de tout leur courage pour les

repousser. Le 6 juillet, le général Wukassowich en exécuta une avec assez de succès. Les Français perdirent beaucoup de monde et ne purent empêcher les attaquants de détruire plusieurs de leurs ouvrages. Le 16, le même général renouvela ses tentatives. Il sortit, à deux heures du matin, avec 1,500 hommes par la porte de Cerese, en même temps que 2,000 autres sortaient par la porte de Pradella. Les avant-postes français se retirèrent à leur première apparition. L'ennemi était à une portée de pistolet des batteries, qu'il espérait déjà enlever. Les généraux Fiorella et Dallemagne firent alors avancer le cinquième bataillon de grenadiers, commandé par le chef Dupas, le même qui, le premier, avait passé sur le pont de Lodi, et saisissant le moment favorable, ils tombèrent eux-mêmes avec les troupes sous leurs ordres sur les Autrichiens, les mirent en déroute et les forcèrent, après deux heures de combat, de rentrer dans la ville. Cette action avait été très-chaude et très-meurtrière pour les deux partis. Les assiégés perdirent environ 3 à 400 hommes.

A cette époque Bonaparte était arrivé devant Mantoue, et la présence d'un général qui avait essentiellement le don de se faire aimer du soldat avait imprimé une nouvelle énergie aux troupes de siége. Les travaux construits autour de la place furent poussés avec plus de vigueur. On vit élever de magnifiques ouvrages sur les hauteurs de Zipata et de Pompanazo, à celle de Belfiore ainsi qu'à Montala, en face de la citadelle.

Le 17 juillet, le général en chef, dont le génie bouillant souffrait avec impatience les lenteurs d'un siége en règle, voulut essayer un coup d'audace, dont le succès pouvait décider la prise de la place, et dont la non-réussite ne pouvait en rien compromettre la sûreté de l'armée. 800 grenadiers eurent ordre de s'embarquer sur le lac, afin de s'emparer de la porte de Catena, et, si le coup réussissait, de faciliter aux colonnes qui devaient se tenir prêtes à cet effet les moyens de pénétrer dans la place, et de l'enlever de vive force. Mais la chaleur qui régnait alors, se trouvait si excessive, que les eaux du lac avaient diminué de trois pieds en vingt-quatre heures. Il fut impossible aux grenadiers de manœuvrer sur le limon bourbeux que cette sécheresse extraordinaire avait formé. Les chaloupes furent obligées de rester stationnaires.

Le lendemain, 18 juillet, à onze heures du soir, le général Serrurier donna les ordres nécessaires pour chasser les Autrichiens d'un petit camp retranché qu'ils avaient jusqu'alors conservé à Migliaretto, sous la protection des ouvrages avancés de la place. Le général Murat et l'adjudant général Vignolles conduisirent contre la droite de ce camp 2,000 hommes, tandis que le général Dallemagne, à la tête d'une autre colonne d'égale force, l'attaquait par la gauche. Le chef de bataillon d'artillerie Andreossi[1], avec cinq chaloupes canonnières qu'il avait armées, manœuvra de manière à donner une fausse alerte à l'ennemi, et dans le temps qu'il attirait sur lui tout le feu de la place, les généraux Dallemagne et Murat, et l'adjudant général Vignolles, remplissaient leur mission et portaient dans les rangs ennemis l'épouvante et la mort. Cette attaque eut ainsi un succès complet. Le général Roccavina, qui commandait les troupes employées à la garde des retranchements de Migliaretto, fut obligé de se sauver dans la place. Il opéra sa retraite avec tant de précipitation, que les Français le suivirent jusque sur le chemin couvert, et quelques braves, encore plus ardents que les autres, s'élancèrent même pour enlever les palissades; mais déjà les Autrichiens avaient reçu des renforts, et ces tentatives de la valeur française devinrent infructueuses. Le chef de bataillon Samson et le chef de bataillon d'artillerie Mauron se distinguèrent, dans cette attaque, par une bravoure et une intrépidité qui égalaient les plus beaux faits d'armes de cette campagne, et leur méritèrent les éloges publics du général en chef.

Pendant que le général Serrurier rejetait ainsi dans la place les troupes effrayées du général Roccavina, le chef de brigade du génie Chasseloup[2] traçait, à 80 toises des remparts, l'ouverture de la tranchée sous le feu et la mitraille de l'ennemi. Au même moment les batteries de Saint-Georges, de Pradella et de la Favorite commencèrent à jouer contre la place. Les deux premières étaient composées de six pièces de gros calibre et à boulets rouges, et de six gros mortiers; la der-

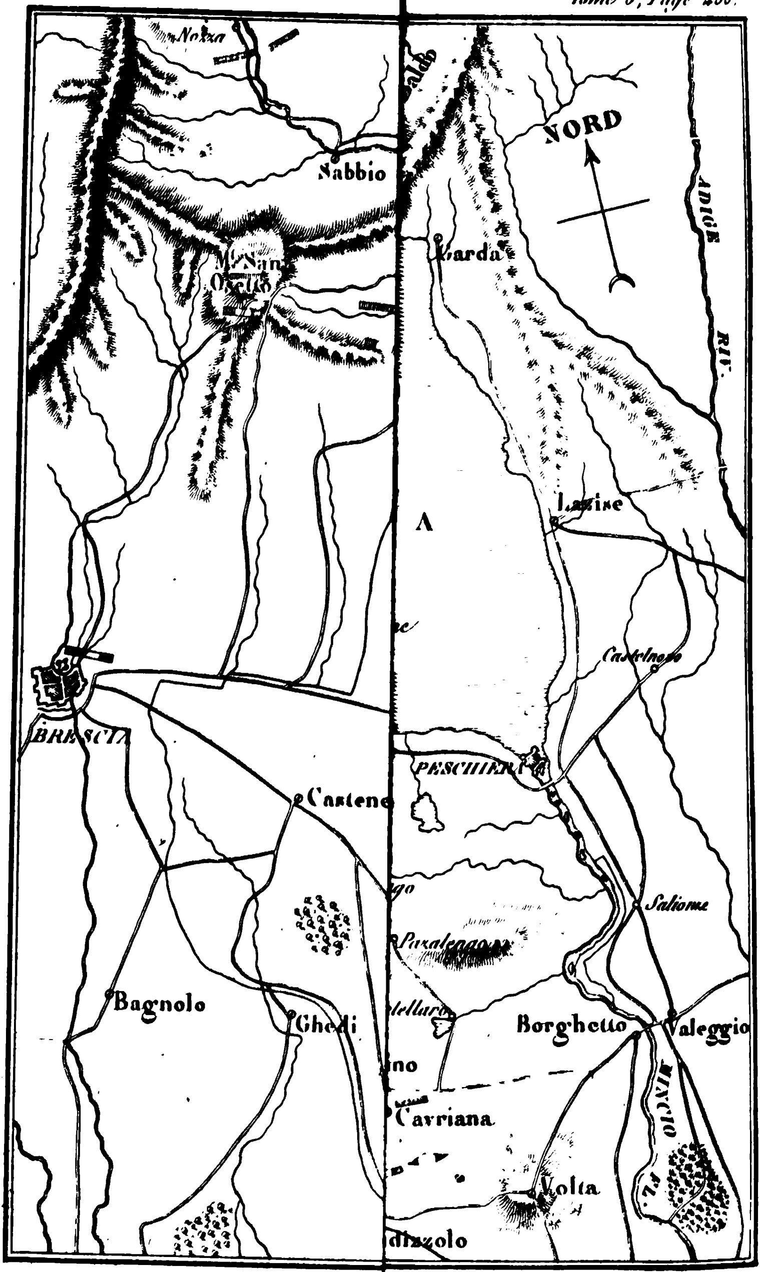
[1] Depuis lieutenant général, ex-ambassadeur à Londres, à Vienne et à Constantinople, etc.

[2] Depuis lieutenant général, pair de France, etc.

nière était de huit pièces, et devait servir à rompre la communication de la ville avec la citadelle. Le feu de ces deux batteries fut dirigé avec tant d'habileté que, dix minutes après leur première explosion, l'incendie se manifesta dans tous les quartiers de la ville. La douane, le palais Colloredo, plusieurs couvents, et un grand nombre de maisons particulières devinrent la proie des flammes. Cependant à la pointe du jour, la tranchée n'étant que faiblement tracée, les Autrichiens réunirent une partie de leurs forces, et cherchèrent à déboucher sous le feu bien nourri de leurs remparts, afin de repousser les travailleurs et faire cesser une attaque qui portait, dans la ville, le ravage et la consternation. Mais les intrépides Français, cachés dans des ravins, derrière des digues, et postés dans toutes les sinuosités qui pouvaient les abriter contre la mitraille, les attendaient de pied ferme et prêts à tirer. Cette contenance ferme en imposa tellement aux Autrichiens, qu'ils n'osèrent effectuer leur attaque et se retirèrent dans leurs murs.

Cette première décharge des batteries françaises avait causé tant de ravages dans Mantoue, que Bonaparte se crut en droit de faire sommer la place. La sommation, adressée par le général de division, chef d'état-major Berthier, au gouverneur Canto d'Irlès, était ainsi conçue : « Le général en chef de l'armée d'Italie me charge, monsieur, de vous écrire qu'attaqué de tous côtés vous n'êtes pas en état de défendre plus longtemps la ville de Mantoue; qu'une opiniâtreté déplacée ruinerait entièrement cette cité infortunée; que les lois de la guerre vous prescrivent impérieusement de rendre cette ville; et que si, contre son attente, vous vous obstiniez à une plus longue résistance, vous seriez responsable du sang inutile que vous feriez verser, de la destruction et des malheurs de cette grande ville; ce qui le forcerait à vous traiter avec toutes les rigueurs de la guerre. » Le gouverneur Canto d'Irlès, connu par une bravoure éprouvée dans plusieurs circonstances, et qui tenait du sang espagnol dont il était issu une ténacité difficile à vaincre, répondit à cette longue sommation par cette courte phrase : « Les lois de l'honneur et du devoir m'imposent de défendre jusques à la dernière extrémité la place qui m'est confiée! »

Voyant que décidément il fallait employer la force pour



Nozza
Sabbio
NORD
ADIGE
RIV.
Garda
Lazise
A
Castelnovo
BRESCIA
PESCHIERA
Castene
Salionne
Pozolengo
Bagnolo
Ghedi
Borghetto
Valeggio
MINCIO FL.
Cavriana
Volta

s'emparer de Mantoue, Bonaparte donna ses ordres pour que les travaux fussent perfectionnés et poussés avec plus de vigueur encore qu'auparavant. Une batterie fut élevée, entre Saint-Georges et la citadelle, afin de détruire les écluses pratiquées dans la digue, opération qui pouvait mettre à sec le terrain situé entre le Pagolo et la ville, depuis la porte Pradella jusqu'à celle de Cerese. Malgré l'intensité du feu de cette batterie, la solidité de la maçonnerie et l'éloignement de l'ouvrage à détruire étaient tels, qu'il fut impossible de réussir dans cette entreprise.

D'autres batteries furent en même temps élevées sur la rive gauche du Mincio, afin de battre en écharpe le Migliaretto. Le 21 juillet, un bout de parallèle fut même poussé jusqu'à deux cent cinquante toises du chemin couvert des ouvrages avancés.

La place était vigoureusement pressée; encore quelques jours d'attente et d'efforts, et les Français pouvaient se flatter enfin d'emporter ce boulevard de la haute Italie, lorsque Bonaparte apprit qu'une nouvelle armée autrichienne accourait des montagnes du Tyrol vers Mantoue, et venait dans l'espérance de lui ravir ses trophées, et de venger les défaites éprouvées par le général Beaulieu.

Calculant aussitôt qu'avec des soldats qu'il vient d'habituer à vaincre une attaque vigoureuse est préférable à des mesures timides de défense, le général français prend la résolution subite de lever le siége de Mantoue pour réunir toute son armée, et la conduire à la rencontre d'un ennemi qui va lui fournir une nouvelle occasion de gloire et de renommée.

Combats de Salo, de Lonato, et bataille de Castiglione. — On a vu plus haut que l'Autriche avait pris la détermination d'envoyer une seconde armée en Italie, au secours de celle qui avait été vaincue sous le commandement du général Beaulieu. L'effet moral des rapides victoires de Bonaparte avait été d'autant plus grand, que Beaulieu, depuis ses dernières défaites, n'avait rien fait pour le diminuer. Frappé de stupeur par les revers multipliés qu'il avait essuyés, ce général, pour recevoir plus promptement des renforts trop lents à arriver jusqu'à lui, exagéra encore les dangers de la situation. La lettre qu'il écrivit au conseil aulique, quelques jours après

l'arrivée de son redoutable adversaire devant Mantoue, et que nous allons transcrire en partie, doit servir, entre autres choses, à prouver combien peut être désastreuse l'influence de l'intrigue dans les cours où la naissance et d'autres considérations non moins futiles l'emportent trop souvent sur le mérite réel : « Je vous avais demandé un général, disait Beaulieu, et vous m'avez envoyé Argenteau [1]. Je sais qu'il est grand seigneur, et qu'en récompense des arrêts que je lui ai ordonnés on va le faire feld-maréchal de l'empire. Mais je vous préviens que je n'ai plus que 20,000 hommes, et que les Français en ont 60,000 ; que je fuirai demain, après-demain, tous les jours, *jusques en Sibérie, s'il prend envie à ces diables de m'y poursuivre.* Mon âge me donne le droit de tout vous dire : en un mot, dépêchez-vous de faire la paix, à quelque condition que ce soit. »

L'Autriche ne crut pas devoir céder aux avis d'un vieillard dont les chagrins affaiblissaient de plus en plus le moral. Quoique abattue par des revers si extraordinaires et si continus, elle se sentait encore la force de résister, et se flattait de pouvoir écarter l'orage qui la menaçait avec tant d'insistance. Nous avons dit qu'elle avait tiré 30,000 hommes de ses troupes sur le Rhin, pour les porter en Italie, et que le feld-maréchal Wurmser était destiné à remplacer Beaulieu. Ce puissant renfort arrivait à marches forcées, et Wurmser n'avait point tardé à le suivre.

Cependant des préparatifs immenses se faisaient dans les États héréditaires ; des levées extraordinaires avaient été ordonnées, et des manufactures d'armes organisées dans tous les lieux susceptibles de recevoir des ateliers. La capitale elle-même offrait à la fois l'aspect d'un camp et celui d'un arsenal. Une troisième armée se formait à Vienne, par les effets de l'inspiration des sentiments que peuvent faire naître l'honneur et l'enthousiasme dans une monarchie. Les jeunes gens les plus distingués dans la ville s'armaient pour la défense de leur pays, à la voix de l'impératrice et des dames de la cour, occupées à broder pour cette milice des écharpes et des drapeaux

[1] Le même qui avait été vaincu à Montenotte.

magnifiques. Mais ces efforts exagérés et cet enthousiasme factice, nés de l'amour et de la galanterie, plutôt que du véritable patriotisme, ne devaient servir qu'à augmenter le triomphe du général que les destins appelaient à l'humiliation de la maison d'Autriche.

Wurmser arriva à Trente, avec les troupes parties des bords du Rhin, vers le milieu de juillet. Il s'arrêta dans cette ville pour y attendre les renforts qui devaient s'y rendre de l'intérieur des États héréditaires, et lorsqu'ils eurent rejoint, il s'occupa, sans retard, d'organiser la nouvelle armée. Celle-ci, portée promptement à 60,000 hommes, parut, aux yeux de son général, en état de délivrer l'Italie du joug des Français; et d'anéantir Bonaparte et ses formidables légions. Le plan que Wurmser se proposait de suivre pour parvenir à ce grand résultat avait été rédigé par le chef de l'état-major général de son armée, le général Weyrother. Il consistait dans des manœuvres propres à envelopper l'armée française. Mais ce projet engagea le général autrichien dans des mouvements trop étendus, et que l'habileté de Bonaparte sut déjouer.

Voici la position de l'armée française au 20 juillet :

La division Serrurier, composée des 1re, 19e, 45e et 69e demi-brigades de ligne, et 12e légère; des cinquième, sixième et septième bataillons de grenadiers; du 8e régiment de dragons, 7e de hussards; de 390 artilleurs et sapeurs, répartis en 3 brigades, sous les ordres des généraux Pelletier, Serviez et Dallemagne, occupait, autour de Mantoue, les postes de Saint-Antoine, de Saint-Georges, de Cerese et de la Favorite. Toutes ces troupes formaient un total de 10,101 hommes.

Le général Augereau, après son expédition dans les États romains, était venu prendre position sur le bas Adige, et occupait Legnago et Ronco. Sa division, forte de 5,368 hommes[1], se composait des 4e et 51e demi-brigades de ligne, du 10e régiment de chasseurs à cheval, et de 135 artilleurs; les généraux Beyrand, Robert et Gardanne commandaient ces troupes, sous Augereau.

[1] Il faut remarquer que le général Augereau avait laissé des troupes dans les légations de Bologne et de Ferrare.

La division du général Masséna, forte de 15,072 hommes, était répartie depuis Vérone jusqu'au-dessus de Rivoli. Elle se composait 1° de la brigade du général Joubert, formée par les 4e et 11e demi-brigades d'infanterie légère : la première campait à la Corona, la seconde à Preabocco; 2° de la brigade du général Valette, formée par les 18e et 22e demi-brigades d'infanterie légère, postées à Pazzone, la Corona et Bussolengo; 3° de la brigade du général Rampon, qui avait la 27e demi-brigade légère à Vérone, et la 11e de ligne à Bussolengo; 4° de la brigade du général Victor, la 18e de ligne à Sego, et la 32e à Vérone. Les généraux Pigeon et Guillaume étaient également à Vérone, avec le cinquième bataillon des Alpes, le 15e régiment de dragons et le 25e de chasseurs.

Le général Sauret occupait avec sa division, qui n'était que de 4,500 hommes à peu près, les villages de Gavardo, Gazzano, Termini et Salo. Les généraux Guyeux et Rusca commandaient, sous les ordres de Sauret, la 11e demi-brigade de ligne, les 27e et 29e légères, le troisième bataillon des Allobroges, et 108 artilleurs.

Les généraux Kilmaine et Despinois commandaient les troupes de réserve, et avaient sous leurs ordres les généraux de brigade Cervoni et Bertin. Cervoni était en route, pour rejoindre l'armée, avec le 85e régiment de ligne; Bertin, qui commandait les 5e et 39e régiments de ligne, était campé à Peschiera et Zevio. Le total de ces forces réunies pouvait monter à 7,500 hommes.

La réserve de cavalerie, sous les ordres du général Kilmaine seul, était composée des 5e, 8e et 20e régiments de dragons, et des 22e et 24e régiments de chasseurs, et 1er de hussards. Elle était cantonnée à Valeggio, et formait une force de 1,585 hommes de cavalerie.

Ces troupes réunies, qui faisaient toute la force disponible de l'armée d'Italie, pouvaient monter à 44,000 combattants. Le surplus, composé des divisions des généraux Sahuget, Ménard, Nacquart et Vaubois, était dispersé dans les pays conquis, et servait à former les garnisons de Ceva, Coni, Alexandrie, Tortone, Livourne, Milan, Pavie, etc.

Il n'est donc pas étonnant que le maréchal Wurmser, réunissant sous ses ordres l'élite des armées autrichiennes et des

hommes qui s'étaient enrôlés par enthousiasme et par amour de la patrie, eût osé concevoir l'espérance d'écraser cette faible armée, dont une bonne partie était encore occupée au siége de Mantoue. Afin de réussir dans cette grande entreprise qui devait rendre l'Italie à l'empereur, ou tout au moins débloquer Mantoue, le général autrichien résolut de commencer par faire des démonstrations, par la gauche de son armée, sur Legnago et Vérone, de porter le gros de ses troupes par la route qui conduit du Tyrol sur le Monte-Baldo, et sa droite par celle qui conduit à Gavardo et à Brescia. Profitant ainsi de la grande supériorité de ses forces, il se flattait de pouvoir envelopper l'armée française et la contraindre à se rendre sans presque avoir combattu. Beaulieu, au commencement de la campagne, avait aussi conçu un semblable espoir; et Wurmser allait éprouver, à son tour, que ce n'est pas toujours le plus grand nombre de troupes qui donne la victoire.

Cependant les premières tentatives du général autrichien parurent répondre à ses espérances. Le 29 juillet, l'armée impériale se mit en mouvement. L'aile gauche, commandée par le général Davidowich, descendit la rive gauche de l'Adige, par Ala et Peri, sur Dolce, tandis qu'une colonne, aux ordres du général Messaros, se dirigeait sur Vérone. Le centre, conduit par le maréchal Wurmser en personne, se porta entre l'Adige et le lac de Garda, sur les positions du Monte-Baldo. Le général Mélas, avec l'aile droite, se porta sur Lumini, par le revers du même Monte-Baldo. Enfin, un corps d'armée, séparé de dix ou douze lieues de celui du maréchal, et composé de vingt-huit bataillons et de dix-huit escadrons avec vingt-quatre pièces de gros calibre, outre l'artillerie des régiments, descendit, sous les ordres du général Quasdanowich, la rive droite du lac de Garda, par Riva et Salo, afin de traverser ensuite les montagnes de Gavardo et se diriger sur Brescia. Si l'on a bien fait attention aux positions occupées par la division du général Masséna, on verra qu'en manœuvrant ainsi que nous venons de l'indiquer, le maréchal Wurmser montrait surtout l'intention de l'accabler. Masséna, réduit à des forces de beaucoup inférieures en nombre, avait en vain couvert sa ligne de quelques retranchements faits à la hâte. Il se trouvait dans l'impossibilité de résister.

En effet, à trois heures du matin, ce général se trouva tout à coup attaqué par la masse énorme de la gauche et du centre de l'armée autrichienne. Son avant-garde, commandée par le général Joubert, qui occupait les positions retranchées de Brentino et de la Corona, entre la montagne de ce dernier nom et l'Adige, essaya longtemps de soutenir, par des prodiges de valeur, l'attaque disproportionnée à laquelle elle était exposée. Pressée de front, et menacée de se voir déborder sur les flancs par les troupes du général Sebottendorf, cette brave avant-garde céda à regret ses positions, et se vit obligée de se retirer sur Rivoli. Cependant le général Joubert ne quitta le champ de bataille que lorsque, affaibli par des pertes nombreuses, il ne pouvait plus combattre sans témérité, sans s'exposer à voir ses troupes enveloppées. La 11e demi-brigade légère éprouva une perte énorme.

Pendant que le général Sebottendorf forçait ainsi les retranchements de Brentino et de la Corona, le général Davidowich jetait un pont sur l'Adige, à Dolce, et se portait sur la rive droite avec la meilleure partie de ses troupes, afin de seconder l'attaque du général Sebottendorf. Dans le même moment, les généraux Mitrowsky et Messaros poussaient leurs troupes, le premier sur la Chiusa, et le second sur Vérone. Instruit de l'échec essuyé par son avant-garde, menacé par des divisions entières qui manœuvraient toutes pour le déborder, le général Masséna reconnut qu'il serait imprudent de vouloir résister plus longtemps, et qu'il compromettrait le salut de sa division, et, par suite, celui de l'armée entière, s'il attendait l'ennemi. Il se reploya sur Piavesano, entre Rivoli et Castel-Nuovo. Très-heureusement pour lui, il ne fut point troublé dans ce mouvement rétrograde par les Autrichiens; car, si le maréchal Wurmser eût imité dans ses manœuvres la rapidité de son rival, il pouvait devancer Masséna dans sa retraite, s'emparer du défilé d'Osteria, seule route qui restât au général français pour gagner Rivoli; la majeure partie de cette division, enveloppée par de nombreux bataillons, eût été obligée de mettre bas les armes, ou de se faire exterminer pour s'ouvrir un passage.

Le 29 juillet, également, et pendant que le général Masséna évitait ainsi, par une retraite heureusement exécutée, les dan-

gers dont il était menacé, le général Quasdanowich avait opéré son mouvement sur Salo. La division du général Sauret défendait ce poste important, qui couvrait la gauche de l'armée française. Nous avons fait connaître la faiblesse numérique de cette division. Cependant, quoiqu'il eût affaire à des forces plus que quadruples, qu'une nombreuse cavalerie rendait encore plus redoutables, le général Sauret osa résister à cette masse accablante. Les Autrichiens eurent besoin de faire les plus grands efforts pour vaincre l'opiniâtreté de ces braves Français résolus à défendre leur poste jusqu'à la dernière extrémité. Mais, après un combat qui dura plus de deux heures, et où le général de brigade Rusca fut dangereusement blessé, le général de division Sauret, voyant que l'ennemi faisait incessamment des progrès, ordonna la retraite, et les Autrichiens occupèrent Salo. Le général Guyeux, coupé avec un bataillon de la 15e légère, se jeta dans un grand bâtiment, s'y renferma, et s'y défendit avec une rare bravoure contre les forces ennemies. Sauret, poursuivi vivement par Quasdanowich, se trouva dans l'impossibilité de porter du secours à la ville de Brescia. Une partie du corps d'armée de Quasdanowich, s'étant déjà dirigée de ce côté, s'en empara, et fit prisonniers quatre compagnies d'infanterie, un escadron du 15e de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs [1], qui étaient malades dans cette

[1] L'un des guerriers qui devaient depuis faire le plus d'honneur à la France, Lasalle, mort glorieusement à la célèbre journée de Wagram, où il commandait une division, était au nombre des officiers pris à Brescia. Il servait à l'armée d'Italie en qualité d'adjoint à l'adjudant général Kellermann, fils du vainqueur de Valmi. Lasalle, conduit au quartier général de Wurmser, fut interrogé par le vieux maréchal autrichien sur l'âge que pouvait avoir ce Bonaparte dont la réputation était devenue tout à coup si éclatante : *L'âge qu'avait Scipion lorsqu'il vainquit Annibal!* répondit Lasalle avec une noble fierté qui ne déplut point au vieux Wurmser. Flatté de se voir lui-même comparé indirectement au héros carthaginois, il fit à Lasalle l'accueil le plus aimable et ne tarda pas à le renvoyer sur parole.

« Lasalle, dit le lieutenant général Thiébault qui a bien voulu nous communiquer ses mémoires manuscrits sur la campagne que nous décrivons, était sans contredit le plus brillant officier de l'armée d'Italie. Aux avantages de la jeunesse, de la force et de la beauté physiques il joignait une instruction variée, toutes les qualités de l'esprit et du cœur, et une gaieté imperturbable. Mais il avait de plus une activité infatigable, une vaillance héroïque,

ville. Le général Sauret continua sa retraite jusqu'à Dezenzano, où il s'arrêta. Des courriers envoyés par les généraux Masséna et Sauret au général en chef lui apprirent en même temps et le mouvement opéré par le maréchal Wurmser, et le résultat de sa première attaque contre l'armée française.

Il n'y avait pas un moment à perdre, et Bonaparte sentit que ce mouvement rapide des Autrichiens, avec des forces aussi nombreuses et qui débordaient son armée, exigeait un plan hardi et qui embrassât tout l'ensemble des opérations ennemies. C'était surtout dans une circonstance aussi difficile que son génie entreprenant avait besoin de devancer l'expérience et de s'aider de toutes les conceptions que peut inspirer une brillante théorie. En méditant sur la marche des colonnes ennemies, il vit le point sur lequel il lui importait de rassembler les forces françaises. Il reconnut que, s'il n'était pas en mesure de s'opposer en même temps à la marche des corps qui le menaçaient si instamment, il y avait néanmoins possibilité de les attaquer et de les battre séparément. En effet, en rétrogradant avec célérité sur le Mincio, position centrale dont il était le maître, il lui était loisible d'envelopper le corps du général Quasdanowich, descendu, comme nous venons de le rapporter, par la rive droite du lac de Garda sur Salo, et de là sur Brescia; après avoir battu, pris ou dispersé ces troupes, il revenait ensuite sur le Mincio attaquer le centre et la gauche de l'armée de Wurmser, et rejettait ce dernier dans le Tyrol. Mais, pour l'exécution de ce grand mouvement stratégique, il fallait à l'instant lever le siége de Mantoue, repasser de suite le Mincio; car, nous le répétons, les Autrichiens s'avançaient avec tant de rapidité, que le moindre retard eût eu le plus funeste résultat.

Bonaparte prit donc la résolution d'abandonner le siége de Mantoue. L'impossibilité du transport de toute l'artillerie qu'il y avait rassemblée, et qui provenait des arsenaux ennemis, le décida à laisser devant la place cet attirail dont la perte au surplus ne pouvait pas entrer en parallèle avec le danger auquel l'armée se trouvait exposée.

l'enthousiasme de ses devoirs et de son état, une capacité rare, un attachement invariable pour ses amis, et la tendresse la plus touchante pour sa mère.

Nous allons entrer maintenant dans des détails authentiques, mais fort peu connus, sur les opérations qui précédèrent et suivirent l'exécution du plan du général en chef de l'armée d'Italie, et nous pensons qu'on nous saura gré d'avoir donné ce développement à un morceau historique d'un si grand intérêt.

Immédiatement après avoir reçu la nouvelle des attaques faites, par les généraux Davidowich et Quasdanowich, sur les divisions Masséna et Sauret, Bonaparte avait envoyé au général Augereau, qui se portait à la rencontre de la colonne du général Messaros sur Vérone, l'ordre de faire sa retraite sur Roverbella, de rompre les ponts de Porto-Legnago, de brûler ses affûts de position, d'enlever de ses magasins tout ce qu'il pourrait emporter, et d'attendre dans ce même village de Roverbella une destination ultérieure.

Augereau exécuta ponctuellement cet ordre et trouva, à son arrivée à Roverbella, la plus grande confusion. Le village était encombré par les équipages des administrations de l'armée, que la marche de l'ennemi avait frappées d'une terreur panique. Le général parvint à rétablir l'ordre et à faire déblayer les rues pour le passage des troupes, qui s'établirent en avant du village.

C'était le 30 juillet. Bonaparte arriva à trois heures de l'après-midi à Roverbella, descendit chez Augereau, et lui fit part de la situation des deux armées. Augereau fut d'avis de réunir sans délai toutes les forces disponibles, et il ajouta que, puisque l'ennemi venait de s'emparer de San-Marco et de Brescia (Bonaparte venait d'en recevoir la nouvelle), il fallait sans balancer marcher pour l'en chasser et rétablir les communications avec Milan; il s'offrit pour cette expédition. Bonaparte, qui avait conçu les mêmes idées, dit à Augereau qu'il allait faire lever sur-le-champ le siége de Mantoue. Le bouillant général de division voulut combattre cette dernière résolution; mais il ne parvint pas à convaincre le général en chef, dont le plan était déjà formé.

Cependant l'armée se rassemblait sur le Mincio. Masséna vint à Castel-Nuovo, la réserve et la cavalerie à Villa-Franca. Les troupes du général Serrurier quittèrent leurs positions devant Mantoue; et pour couvrir les communications directes

avec Crémone, Pizzighettone et Plaisance, ces mêmes troupes vinrent occuper Pozzolo, à l'exception de la brigade postée sur la rive gauche du Mincio pendant le siége, et qui vint renforcer la division Augereau à Roverbella.

La division Quasdanowich s'était avancée de Brescia sur la rivière de Chiese à Ponte-San-Marco. La brigade du général Ocskay se dirigea sur Lonato, et les deux autres sur Monte-Chiaro. De son côté, l'armée française continua son mouvement, pendant la nuit du 30, en deçà du Mincio sur la rive droite.

Le général Sauret reçut, le 31 juillet, l'ordre de marcher sur Salo pour délivrer le général Guyeux renfermé, comme on l'a vu, avec un seul bataillon dans un bâtiment qu'il défendait avec la plus étonnante bravoure. Pendant ce temps, le général Dallemagne devait attaquer le général Ocskay dans Lonato, et le chasser de cette ville à quelque prix que ce fût. Le général Sauret réussit dans son entreprise, repoussa les troupes ennemies de Salo, leur prit deux drapeaux, deux pièces de canon, fit 200 prisonniers. Le général Guyeux et son bataillon venaient de se couvrir de gloire. Ils avaient combattu quarante-huit heures sans vivres et sans un moment de relâche.

Le général Ocskay prévint l'attaque du général Dallemagne. Il sortit de Lonato et engagea un combat des plus opiniâtres et des plus meurtriers. L'avantage, longtemps indécis, resta enfin aux Français. Les Autrichiens furent défaits, laissèrent un grand nombre de morts et de blessés sur le champ de bataille, et 600 prisonniers entre les mains des vainqueurs. Ce fut dans ce combat de Lonato que la 32e demi-brigade, si renommée parmi les braves, mérita ce que le général en chef dit d'elle dans le rapport qu'il adressa au Directoire : « J'étais tranquille, la 32e était là ! »

La retraite des Autrichiens de Lonato permit à la division Masséna de prendre position en ce dernier endroit, et à Ponte-San-Marco.

Le premier août, Augereau se porta à marches forcées sur Brescia, toujours en combattant depuis le passage de la Chiese, et ce général chargea lui-même, à la tête de 400 chevaux, la queue de la colonne ennemie au moment où celle-ci évacuait la

ville. La retraite se fit avec tant de précipitation de la part des Autrichiens, que les Français purent retrouver leurs magasins et les malades qui étaient restés dans la ville lors de son occupation par les troupes du général Quasdanowich.

Ce dernier, après le mouvement du [général Sauret sur Salo et l'issue du combat de Lonato, n'avait point jugé prudent de s'exposer à perdre sa communication par Riva, et s'était replié de Monte-Chiaro, où il se trouvait avec deux brigades de sa division, sur Gavardo. En faisant réoccuper Salo, Augereau fit occuper Monte-Chiaro.

Cependant le maréchal Wurmser, après la réussite de son attaque sur la division Masséna à la Corona, s'était avancé avec lenteur et précaution sur Mantoue. Il entra dans cette place, le 31 juillet, aux vives acclamations de la garnison et des habitants, qui saluaient en lui un libérateur. Le 1er août, le maréchal fit prendre des positions sur le Mincio, et envoya les généraux Bayalistch et Weindorfen former le blocus de Peschiera. Il porta le général Messaros sur le Mincio inférieur, et fit suivre par la garnison de Mantoue la retraite de la division Serrurier sur Borgoforte et Marcaria. Mais, au lieu de presser vigoureusement l'armée française dans la position hasardeuse où elle se trouvait, Wurmser, glorieux d'avoir réussi à dégager Mantoue, et regardant cette opération comme un grand triomphe, s'amusa à faire entrer dans la place, avec un grand appareil, tout l'équipage de siége et les approvisionnements que les Français avaient abandonnés dans leurs ouvrages et dans leurs positions. Il pensait que le mouvement du général Quasdanowich suffirait seul pour forcer les Français à une retraite précipitée. Mais son erreur fut de courte durée : car dans la nuit même du 1er août, il apprit que toutes les forces françaises s'étaient portées sur la Chiese, à la rencontre du corps autrichien, et que ce dernier venait d'être battu à Salo, à Lonato et à Brescia. Wurmser reconnut alors la nécessité de se rapprocher du général Quasdanowich, et marcha, le 2, sur Goito, en poussant ses avant-gardes sur Castiglione.

Le général Valette gardait ce dernier poste avec 1,800 hommes. Il avait reçu de Bonaparte l'ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, afin de retarder le plus longtemps possible la

marche du maréchal Wurmser. Le général en chef français avait bien prévu que son adversaire ne tarderait pas à le suivre dans sa propre marche sur Quasdanowich. A la vue des avant-gardes autrichiennes, les troupes du général Valette le forcèrent d'évacuer, contre sa propre volonté, Castiglione; ce qu'il fit avec une partie de son monde, et vint à Monte-Chiaro. Cette retraite inattendue jeta l'alarme et l'épouvante parmi les troupes du général Augereau, qui venaient d'occuper ce poste. Le général Augereau arrivait alors dans Monte-Chiaro. Il était resté à Brescia, après le départ de sa division, pour ordonner quelques dispositions relatives aux subsistances et aux munitions. Après avoir accablé le général Valette de reproches sur son étrange conduite, Augereau donna l'ordre au général Robert de rallier les troupes fugitives et de les ramener à Monte-Chiaro. Cependant les détachements abandonnés dans Castiglione avaient fait face à l'ennemi. Ils réussirent à opérer leur retraite en bon ordre sur Ponte-San-Marco, où ils se réunirent à la division Masséna.

Vers quatre heures de l'après-midi, le général Bonaparte arriva à Monte-Chiaro. Il venait d'apprendre que Valette avait abandonné Castiglione, et cette dernière circonstance le faisait hésiter dans la continuation de son plan d'attaque. Il communiqua à Augereau le dessein d'effectuer sa retraite sur le Pô. Mais ce dernier général combattit fortement ce projet, en s'appuyant surtout de la bonne disposition des troupes sous ses ordres; disposition qui, sans doute, était commune aux autres divisions de l'armée. Bonaparte voulut s'assurer de ce que lui disait Augereau, et annonça l'intention de passer en revue la division de ce général. Les officiers généraux et supérieurs de cette même division vinrent, à ce moment, présenter leurs hommages au général en chef. : « Venez dans nos camps, dirent ces braves à Bonaparte; vous jugerez de l'esprit qui anime les soldats que nous commandons. — Savez-vous, mes amis, reprit le général en chef, que vous avez devant vous 25,000 hommes des vieilles bandes autrichiennes, commandés par Wurmser? — Qu'importe ! s'écrièrent à l'instant, et d'une voix unanime, les vainqueurs de Lodi. Général, nous n'avons jamais compté nos ennemis; reposez-vous sur nous. Aux Pyrénées nous avons

vaincu les ennemis de la France, nous saurons encore les vaincre en Italie ! » Bonaparte se rendit au camp devant Monte-Chiaro. Les troupes d'Augereau étaient rangées en bataille sur le front de bandière, les armes en faisceaux. A la vue du général en chef, elles l'accueillirent aux cris de *Vive la république! vivent nos braves généraux! A l'ennemi : point de retraite!* Quelques soldats s'élancent hors des rangs et, montrant à Bonaparte les hauteurs de Castiglione, lui dirent : « C'est là que nous jurons de remporter la victoire ou de périr tous ! » Ces expressions du plus noble enthousiasme fixèrent l'irrésolution du général en chef, qui, se tournant vers Augereau, lui dit avec une émotion visible : « Oui, je dois croire qu'avec des braves comme ceux-là on ne peut pas être vaincu [1] ! »

Cependant Bonaparte avait suspendu sur-le-champ le général Valette de ses fonctions en l'envoyant sur les derrières de l'armée. Cet officier général avait déjà montré fort peu de courage à l'attaque de la Corona, et tandis qu'il abandonnait Castiglione, le général Sauret avait été de nouveau attaqué dans Salo par les troupes du général Quasdanowich, qui s'était replié ainsi qu'on l'a vu, de Monte-Chiaro sur Gavardo, dans la crainte de voir sa communication coupée sur Riva, situé à l'extrémité du lac de Garda. Le général fut forcé d'abandonner Salo à des troupes bien plus nombreuses que les siennes ; mais le général Guyeux reçut l'ordre d'aller reprendre ce poste important avec des renforts qu'on lui donna.

Bonaparte, après avoir passé en revue les troupes de la division Augereau, fit ses dispositions pour attaquer le maréchal Wurmser. En envoyant l'intrépide général Guyeux sur Salo, le général en chef avait eu pour but de contenir le général Quas-

[1] La relation manuscrite dont nous avons extrait les détails qu'on vient de lire y ajoute des réflexions que nous croyons devoir également transcrire ici. « J'en appelle à ceux qui méditent sur les événements : la fermeté du général Augereau ne décida-t-elle pas du sort de la bataille de Castiglione? Ce maréchal est descendu dans la tombe avant que la France ait connu les droits qu'il acquit à la reconnaissance nationale dans cette célèbre journée. Bonaparte, en conférant à Augereau le titre de duc de Castiglione, n'a point rapporté dans sa patente la nature des services que le maréchal lui avait rendus dans cette circonstance. Il semblait vouloir en effacer le souvenir : c'est à l'historien à réparer cette injustice. »

danowich, pendant l'action que lui-même allait engager. Le 3 août, à la pointe du jour, l'armée française se mit en mouvement. Le général Masséna se trouvait au centre, à Calcinato et San-Marco; il marcha sur Lonato. La division Augereau formait la droite à Monte-Chiaro; elle se porta sur Castiglione. La gauche était formée par les troupes du général Guyeux, qui marchait sur Salo.

En apprenant ce dernier mouvement qui s'était effectué dans la soirée du 2, le général Quasdanowich craignait encore pour ses communications, et détacha, dans la nuit, le prince de Reuss, avec sa brigade, pour chercher le général Guyeux et le combattre. Lui-même se mit en mouvement, le 3 au matin, pour essayer de donner la main au maréchal Wurmser, par Lonato, et la brigade Ocskay s'avança sur cette dernière ville. Le général Ott devait marcher sur Dezenzano; et le prince de Reuss, n'ayant point rencontré le général Guyeux, se rabattit plus tard sur la route de Lonato.

Le général Ocskay, en se portant sur Lonato, rencontra l'avant-garde du général Masséna qui prenait la même direction. Le général Pigeon, commandant ces troupes, les engagea un peu trop fortement. Il fut fait prisonnier avec un certain nombre de soldats. La 18e légère éprouva une perte considérable, et trois pièces d'artillerie légère restèrent entre les mains des Autrichiens [1]. Fort heureusement cette troupe d'avant-garde, dans sa retraite, vint se placer derrière un canal et quelques éminences qui empêchèrent l'ennemi de suivre son avantage. Bonaparte, qui s'était porté en tête de la division

[1] Le colonel Graham, dans sa très-inexacte et très-partiale *Histoire des campagnes d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, etc., de* 1796 *à* 1799, donne, à cette occasion, une nouvelle preuve de sa mauvaise foi. Ce prétendu témoin oculaire avance que le général Ocskay, avec ses quatre mille hommes, eut affaire à dix mille hommes de la division Masséna; tandis qu'effectivement le général Pigeon n'avait avec lui que la dix-huitième légère et une demi-batterie d'artillerie légère.

M. Graham, devenu depuis général, doit avoir appris devant Berg-op-Zoom, en 1814, qu'on ne bat pas si aisément des Français en forces supérieures, puisqu'une poignée de conscrits a suffi pour mettre en déroute près de quatre mille hommes de l'armée que lui, général Graham, commandait alors.

Masséna, arriva bientôt sur ce point. Il fit former les 18e et 32e demi-brigades de ligne en colonnes serrées par bataillons, en les faisant soutenir par le 15e régiment de dragons. Les deux colonnes s'avancèrent au pas de charge sur les Autrichiens, qui, fiers de leur premier succès, s'étendaient dans la plaine pour envelopper les deux braves demi-brigades. Ce dernier mouvement ne pouvait effrayer Bonaparte, dont le coup d'œil exercé embrassait les forces auxquelles il avait affaire; il jugea que les Autrichiens s'affaiblissaient beaucoup en se prolongeant ainsi, et qu'il leur serait difficile de résister au choc des deux masses qui s'avançaient contre eux. En même temps, faisant déployer les 4e et 18e d'infanterie légère à droite et à gauche de ces deux colonnes d'attaque, il les fit tirailler pour contenir les deux ailes ennemies. Les 18e et 32e de ligne continuèrent rapidement leur marche sur le centre; et Bonaparte, par surcroît de précaution, fit marcher en réserve la 11e demi-brigade de ligne et le 25e régiment de chasseurs. Ainsi que l'avait prévu le général français, les troupes autrichiennes ne purent résister à cette attaque si fortement combinée : Lonato fut enlevé; le 15e régiment de dragons chargea les hulans du général Ocskay, et reprit les trois pièces d'artillerie légère perdues au commencement de l'action. Toute la colonne fut dispersée; une grande partie, déjà prévenue par la gauche, fut rejetée sur le lac de Garda et sur Desenzano. Cependant comme les fuyards, en longeant les bords du lac de Garda du côté de Peschiera, auraient pu gagner le Mincio, ou bien, remontant du côté de Salo, inquiéter les derrières du général Guyeux, ou enfin chercher à se réunir aux troupes de Quasdanowich, Bonaparte reconnut qu'il était essentiel de les prévenir à Desenzano, et dirigea sur ce point son premier aide de camp Junot, avec la compagnie des guides à cheval de l'armée, en la faisant soutenir, à quelque distance, par le 15e régiment de dragons et la 4e demi-brigade légère. Arrivé près de Desenzano, l'aide de camp Junot atteignit le régiment de hulans que commandait le colonel Bender, et faisant un détour sur la droite, il vint charger de front ce régiment, dont il blessa le colonel. Entouré bientôt par un gros de hulans, Junot, sans se déconcerter, en tua six de sa main; mais il fut culbuté dans un

fossé, après avoir reçu cinq coups de sabre assez profonds. Il courait risque d'être fait prisonnier, lorsque, fort heureusement, les guides, qui s'étaient ralliés, et le 15e de dragons, accourus en toute hâte, vinrent le dégager. Les Autrichiens, à leur tour serrés de près, ayant en tête la colonne de Junot et en queue les 18e et 32e qui marchaient également sur Desenzano, auraient été forcés de mettre bas les armes, sans l'arrivée de la brigade du prince de Reuss, qui, n'ayant point rencontré le général Guyeux, se rabattait sur la brigade Ocskay, comme nous l'avons indiqué plus haut. Le prince de Reuss dégagea cette partie de la brigade Ocskay, et ces troupes prirent le parti de se retirer vers Salo. Les Français continuèrent de les poursuivre : Salo venant d'être occupé par la colonne du général Guyeux, l'ennemi se trouva une seconde fois entre deux feux, et éprouva une perte considérable [1]. Dans sa marche sur Salo, le général Guyeux avait poussé devant lui la colonne du général Ott, et celle-ci était venue reprendre son camp de Gavardo. Ainsi les troupes de Quasdanowich se trouvaient paralysées. Une partie errait dispersée dans les montagnes, jusqu'à ce que les événements du lendemain vinssent décider de son sort.

Après avoir retracé les mouvements de la gauche et du centre, retournons à la droite de l'armée française.

Tandis que le général en chef rétablissait le combat à l'avant-garde du général Masséna, Augereau marchait avec ses braves sur Castiglione; il replia les avant-postes de l'ennemi, mais il trouva la division du général Liptay postée assez avantageusement à droite et à gauche de la ville.

Augereau donna au général Beyrand l'ordre d'attaquer les hauteurs à la droite de Castiglione, avec la 4e demi-brigade de ligne et la 17e légère. Le général Verdier, à la tête des grenadiers réunis, attaqua le château de Castiglione. Deux bataillons de la 69e, sous le commandement du général Pelletier, menacèrent la droite de l'ennemi. Augereau avait fait partir, dans la nuit, le général Robert, avec la 51e de ligne, pour tourner le flanc gauche des Autrichiens ; et ce général s'était em-

[1] Il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur la carte pour bien entendre ces mouvements compliqués. Le plan de la bataille de Castiglione réunit tous les détails indispensables à l'intelligence de ces affaires.

busqué sur les derrières pour soutenir ce mouvement général; un bataillon de la 69e, la 45e demi-brigade et le 22e régiment de chasseurs s'avancèrent dans la plaine. Pendant ce temps la réserve, aux ordres du général Kilmaine, était en marche pour se réunir à la division Augereau.

Le combat s'engagea très-vivement de part et d'autre; les Autrichiens firent une glorieuse résistance, mais les troupes d'Augereau avaient juré de vaincre, et l'ennemi fut enfin obligé de céder aux plus généreux efforts. Le général Liptay s'apercevant, dans sa marche rétrograde, de l'infériorité des troupes qui le poursuivaient, reforma sur-le-champ les siennes, qui revinrent à la charge pour être repoussées une seconde fois; elles vinrent tomber sous le feu de la 51e demi-brigade embusquée, comme nous venons de le dire, sur les derrières. Cette rencontre inattendue augmenta le désordre parmi les Autrichiens et les pertes qu'ils venaient d'éprouver.

Augereau, maître du village, attaqua ensuite le pont de Castiglione avec une partie de sa réserve renforcée d'un bataillon de la 4e légère, que Bonaparte avait détaché de Lonato. Cependant la tête de colonne des autres troupes du maréchal Wurmser arrivait par Guidizzolo, et le général Liptay, ayant reçu quelques renforts, cherchait à se maintenir dans une position où il allait être rejoint par des troupes nombreuses. Il fit une manœuvre pour gagner les Français par leur droite; Augereau, qui s'aperçut de ce mouvement, fit déployer dans la plaine les 4e et 51e de ligne et la 17e légère; à cet instant la réserve du général Kilmaine débouchait; Augereau la plaça pour soutenir sa ligne. Il fit garder les hauteurs par le général Pelletier qui, indépendamment de la 69e demi-brigade, eut sous ses ordres l'autre partie de la réserve qu'Augereau n'avait pas employée à l'attaque du pont de Castiglione : c'étaient la 45e demi-brigade de ligne et un escadron du 22e de chasseurs.

Le combat, déjà engagé au pont de Castiglione, devint général sur la ligne. Les Autrichiens, encouragés par l'espérance d'être promptement appuyés par les troupes qu'amenait le maréchal Wurmser, soutinrent, avec la plus grande vigueur, le choc des soldats d'Augereau animés par les succès qu'ils venaient de remporter, et qui, croyant avoir affaire au gros de

l'armée autrichienne, n'en combattaient pas avec moins d'intrépidité. Mais le pont de Castiglione fut forcé, et la division Liptay, qui formait l'avant-garde de Wurmser, fut obligée de se replier sur le corps d'armée.

Un combat aussi opiniâtre coûta aux Français la perte du général Beyrand et celle des chefs de brigade Pourailler, de la 4e; Bourgon, du 1er de hussards, et Marnet, du 22e de chasseurs; ces officiers supérieurs furent tués sur le champ de bataille.

Ainsi, Bonaparte avançait heureusement dans l'exécution de son vaste plan, et les combats de Lonato et de Castiglione étaient les premiers gages des succès qu'il pouvait en espérer. Les Autrichens venaient de perdre, dans ces deux affaires, 3 à 4,000 hommes tués, blessés et faits prisonniers, et 20 pièces de canon.

Toutefois le sort de l'Italie n'était pas encore décidé, et les Autrichiens avaient des forces trop considérables pour que Bonaparte n'eût point calculé toutes les chances. Il était facile de prévoir que, tirant de Mantoue tout ce qui se trouvait disponible en troupes, et ne se regardant point comme vaincu, le maréchal Wurmser, à la tête de près de 25,000 hommes de bonnes troupes, allait faire les plus grands efforts pour se porter en avant, et essayer de donner la main à Quasdanowich. Cette observation ne pouvait échapper à un général comme Bonaparte : aussi prit-il la résolution de se débarrasser complétement du corps de Quasdanowich, afin de rassembler toute l'armée française, pour se porter ensuite sur Wurmser, et forcer ce dernier à repasser le Mincio.

Le général en chef avait ordonné au général Despinois de réunir à Brescia toutes les troupes qu'il avait pu tirer de la Lombardie, d'en former une petite division, de se porter, avec ce faible corps, par les montagnes sur la Chiese, à l'effet de tourner la droite des troupes de Quasdanowich, campées à Gavardo, et, par cette manœuvre qui menaçait l'ennemi d'être coupé du Tyrol, de la forcer à se retirer dans ce pays. L'adjudant général Herbin conduisit, en conséquence, une petite colonne sur le mont San-Osetto, qui domine Gavardo, y trouva deux bataillons autrichiens, qu'il culbuta, et s'empara de ce poste avanta-

geux. Le général Dallemagne, à la tête d'un bataillon de la 11ᵉ demi-brigade, pénétra jusqu'au village de Gavardo, en poussant tout ce qui se trouvait sur son passage; mais, n'ayant point été soutenu par le reste de la division, il fut entouré par des forces supérieures, et ne parvint qu'avec beaucoup d'efforts à se faire jour. Bonaparte, instruit de ce contre-temps, envoya à Salo le général Saint-Hilaire, pour appuyer, de concert avec le général Guyeux, le mouvement des troupes de Despinois et dégager le général Dallemagne. Le général Saint-Hilaire réussit complétement dans sa mission. Le général autrichien, qui ne s'attendait, sans doute, à être vigoureusement attaqué que du côté de Lonato, faillit à être enlevé dans son camp de Gavardo. Après un engagement assez vif, les Français occupèrent ce dernier village. Quasdanowich, se voyant alors sérieusement menacé par le San-Osetto et par Salo, ne crut pas devoir résister plus longtemps sur un point compromis. Ses troupes étant d'ailleurs exténuées par les fatigues et les marches multipliées dans un pays difficile et où les ressources étaient épuisées, il crut devoir profiter de l'issue qui se présentait par les vallées qui conduisent au lac d'Idro, pour se retirer sur Riva, en laissant le prince de Reuss en arrière-garde, vers Rocca d'Anfo, sur les bords de ce même lac d'Idro.

Sur ces entrefaites, Wurmser avait recueilli son avant-garde, hâtait l'arrivée de sa réserve, et pressait l'envoi des renforts qui devaient venir de Mantoue. De son côté, Bonaparte s'était rendu à Lonato, pour s'occuper des dispositions de la bataille générale qu'il se proposait de livrer le lendemain. Tout à coup on lui annonce un parlementaire, qui se présente pour le sommer de se rendre : on l'instruit, en même temps, qu'en effet des avant-gardes ennemies s'approchaient de la ville, et que la route de Brescia était déjà interceptée à Ponte-San-Marco. Le parlementaire, introduit auprès de Bonaparte, lui dit que, Lonato étant cerné de tous côtés, il ne restait d'autre parti à prendre, pour les Français qui se trouvaient dans la ville, que de mettre bas les armes et de se rendre à discrétion. Le général en chef n'avait avec lui dans Lonato que 1,000 à 1,200 hommes : la situation était éminemment critique : bientôt revenu d'un premier moment de surprise, sa présence d'esprit le tira habi-

lement de ce pas dangereux. Il calcula, avec la promptitude de l'éclair, que la troupe qui se présentait ainsi par la route de Brescia, ne pouvait être autre qu'un débris de celle qui avait été battue la veille, poussé sur Desenzano et sur le lac de Garda. Il jugea qu'après avoir erré pour chercher à rejoindre le général Quasdanowich, cette colonne, trouvant les passages fermés par les troupes des généraux Guyeux et Despinois, essayait de gagner l'armée du maréchal Wurmser en passant par Lonato. Ces lumineuses réflexions conduisirent Bonaparte à demander au parlementaire, avec un mélange de colère et de dignité, par quel motif il osait venir ainsi sommer un général en chef vainqueur, au milieu de son quartier général, et entouré de son armée. « Allez, ajouta-t-il, allez dire au général qui vous a envoyé, que s'il a prétendu faire une insulte à l'armée française, je suis ici pour la venger : qu'il est lui-même mon prisonnier, ainsi que ses soldats : je sais que sa troupe n'est qu'une des colonnes coupées par des divisions de mon armée qui occupent Salo et la route de Brescia à Trente. Dites-lui que si, dans huit minutes, il n'a pas mis bas les armes, et si une seule amorce est brûlée, je le fais fusiller, lui et ses gens. » Puis, s'adressant aux officiers qui avaient amené le parlementaire, « Qu'on enlève le bandeau qui couvre les yeux de monsieur ! » et continuant de parler à ce dernier : « Voyez le général Bonaparte, au milieu de son état-major et de l'armée républicaine. Rapportez à votre général qu'il lui est loisible de faire une bonne capture. » L'officier retourna vers le chef qui l'avait envoyé, et Bonaparte ordonna sur-le-champ au général Berthier de faire avancer les grenadiers qui gardaient le quartier général, ce qu'il y avait de guides et d'autres troupes dans Lonato, et quelques pièces d'artillerie. Le chef de la colonne ennemie, fort surpris d'apprendre que Bonaparte et son état-major se trouvaient dans Lonato, demanda à son tour à capituler. « Non, répondit Bonaparte avec une fierté qu'augmentait encore la démarche de l'ennemi, je ne puis capituler avec des hommes qui sont mes prisonniers. » L'Autrichien insistait : alors Bonaparte ordonne une démonstration d'attaque. Le commandant ennemi n'en attendit point les effets, et se rendit sans conditions. Trois bataillons autrichiens, forts d'à peu près 3,000 hommes, vingt

hulans, mirent bas les armes, en livrant trois drapeaux et quatre pièces de canon.

Ce trait d'audace de la part de Bonaparte dévoile son caractère. Étrange effet de la destinée! si la colonne ennemie eût eu la conscience de sa propre force; si son chef, moins effrayé du ton impérieux et altier du général français, eût osé tenter un combat dont les chances semblaient devoir lui être favorables, Bonaparte, fait prisonnier, eût orné peut-être le triomphe du maréchal Wurmser. Quels changements alors dans les événements! L'armée d'Italie, privée de son chef par une circonstance aussi bizarre, aurait-elle réussi, malgré les talents et l'expérience de ses généraux et l'intrépidité des soldats, à garder ses conquêtes? Bonaparte lui-même, accusé au moins d'imprudence, serait-il parvenu à ressaisir la confiance du gouvernement républicain, en supposant toutefois que l'ennemi eût consenti à son échange? Quels résultats impossibles à prévoir n'eût point amenés l'absence de ce général sur la scène active de l'Europe? Nous abandonnons aux lecteurs la solution de ces questions; mais nous devons dire qu'à dater de cette époque extraordinaire, l'imagination exaltée du jeune guerrier put le porter à se considérer comme l'*homme du destin*[1].

L'événement épisodique qu'on vient de lire n'était point de nature à ralentir les dispositions du général en chef pour la journée du lendemain. Il arriva enfin, ce jour trop tardif aux désirs impatients de Bonaparte et de ses braves, et qui allait décider du sort des deux armées française et autrichienne. Le bruit de ce qui venait de se passer à Lonato s'était répandu, dans la soirée et dans la nuit du 4 au 5 août, dans les différents camps français. La fortune du général en chef, échappant à un danger imminent par la force de son génie, promettait aux officiers et aux soldats une victoire assurée; elle avait servi de texte aux entretiens de ces guerriers jusqu'au moment où

[1] On a révoqué en doute, chez l'étranger, l'incident de Lonato; et le *très-judicieux* colonel Graham prétend que personne n'en a entendu parler dans l'armée autrichienne. Nous pouvons affirmer à ce loyal historien qu'il existe encore aujourd'hui de nombreux témoins de ce fait extraordinaire, consigné, au surplus, dans un grand nombre d'écrits allemands.

ils prirent leurs armes pour combattre : leur ardeur et leur enthousiasme étaient alors portés au comble.

On sait que la division du général Serrurier, après la levée du siége de Mantoue, était venue prendre position à Marcaria et à Pozzolo, pour couvrir la communication avec Crémone et Plaisance. Bonaparte, après avoir acquis la certitude que Quasdanowich se trouvait neutralisé dans les montagnes qui avoisinent Salo, par suite de la première affaire de Lonato, et pensant ensuite que le maréchal Wurmser n'oserait point entreprendre de marcher sur le Pô, sans avoir une connaissance précise de la position de son lieutenant (Quasdanowich); Bonaparte, disons-nous, avait envoyé au général Fiorella, qui se trouvait commander la division en l'absence de Serrurier, l'ordre de venir prendre part à l'action générale qui allait s'engager, en s'avançant par Guidizzolo, sur la route qui mène de Mantoue à Brescia. Ce mouvement tournait l'ennemi par sa gauche, pendant que le gros de l'armée, c'est-à-dire les divisions Masséna et Augereau et la réserve, devait attaquer de front. En exécution de cet ordre, Fiorella avait mis ses troupes en marche pendant la nuit, et à six heures du matin, il était en vue de Guidizzolo.

La division Augereau prit les armes, à la pointe du jour, et vint se former sur deux lignes en avant de Castiglione, ayant à sa droite la réserve du général Kilmaine, placée en échelon, et à sa gauche la division Masséna, dont une partie était déployée et l'autre en colonne.

L'armée ennemie se forma en bataille sur deux lignes. La gauche au mamelon de Medolano, et la droite au delà du petit village de Solferino. Ses troupes pouvaient former de 24 à 25,000 hommes[1].

Le général en chef avait senti l'importance d'occuper de suite l'attention du maréchal Wurmser sur son front, pour donner le temps au général Fiorella d'arriver à son poste de bataille, sans être inquiété ou arrêté dans sa marche. Mais, d'un autre côté, il voulait éviter de s'engager sérieusement avant que

[1] Le *véridique* Graham ne donne au maréchal Wurmser que dix-huit mille hommes, et porte l'armée française à vingt-huit mille; il est facile d'apprécier la justesse des calculs du colonel anglais.

cette division Serrurier fût à portée d'entrer en ligne. Il ordonna en conséquence au général Augereau de faire avancer quelques troupes, comme d'avant-garde, pour faire une démonstration d'attaque partielle. Le général Masséna indiquait le même but par quelques mouvements préparatoires, et en jetant des tirailleurs en avant. Les Autrichiens paraissaient plus disposés à recevoir l'attaque qu'à la commencer. Toutefois, quand l'avant-garde d'Augereau se présenta devant eux, ils s'ébranlèrent et repoussèrent sans peine une agression plus simulée que réelle. En effet, les Français cédant bientôt le terrain, l'ennemi avança à son tour, et tout en poursuivant les troupes d'Augereau, il manœuvra de manière à faire croire qu'en s'étendant sur la droite il allait déborder la gauche de la division Masséna sur Castel-Venzago, entre Castiglione et Lonato. Ce mouvement avait pour but spécial, de la part du maréchal Wurmser, de chercher à établir une communication avec Quasdanowich, qu'il supposait vers Lonato, ignorant la défaite du 3. Le général autrichien entrait par là précisément dans les vues de Bonaparte. Résolu à faire son principal effort sur la gauche de Wurmser, le général en chef envoya l'adjudant général Verdier, avec trois bataillons de grenadiers soutenus par un régiment de cavalerie légère, attaquer la redoute de Medolano. Mais, pour faciliter cette attaque et la rendre moins meurtrière, en raison du feu des pièces ennemies, le chef de bataillon Marmont, aide de camp de Bonaparte, officier d'artillerie déjà distingué, avait été chargé de diriger, sur l'extrémité gauche des Autrichiens, douze pièces de canon destinées à prendre les troupes ennemies en écharpe. Marmont mit ses pièces en batterie dans la plaine de Médole, en même temps que la cavalerie du général Beaumont se formait pour les soutenir. Cette disposition eut tout le résultat désiré; elle fit beaucoup de mal à l'ennemi, en même temps que les boulets atteignaient la redoute qui couvrait son flanc. L'adjudant général Verdier s'avança sous la protection de ce feu redoutable, avec les trois bataillons de grenadiers, et emporta la redoute après un combat dans lequel les Autrichiens combattirent avec un courage presque égal à celui des assaillants. Pendant ce temps, le général Beaumont et l'aide de camp Marmont s'avançaient, avec la cava-

lerie, dans la direction du village de San-Cassiano, sur les derrières de la ligne ennemie. Cette manœuvre habile, aussi bien exécutée qu'elle était bien combinée, assura la jonction avec la division Serrurier. Celle-ci, conduite, comme nous l'avons dit, par le général Fiorella, déboucha presque à point nommé de Guidizzolo, et se trouva placée de manière à prendre à revers la ligne ennemie.

La marche rapide du général Fiorella, si bien secondée par les dispositions qu'on vient de lire, avait mis tout à fait en défaut la prévoyance du maréchal Wurmser, et ce dernier avait tellement pris le change, que l'avant-garde des troupes de Fiorella, composée de cavalerie légère, s'avança sans obstacle jusqu'au quartier général du maréchal, et y pénétra sans trouver de résistance. Wurmser, entouré tout à coup, aurait été pris par les hussards du 7ᵉ régiment, si, fort heureusement pour lui, les dragons autrichiens du quartier général ne se fussent trouvés à portée de le secourir. Une charge exécutée fort à propos par ceux-ci donna au maréchal le temps de monter à cheval. Cette dernière circonstance peut donner lieu à un rapprochement singulier dans la fortune des deux généraux en chef des armées française et autrichienne. L'un et l'autre, dans le cercle de vingt-quatre heures, faillirent être pris pour avoir négligé des précautions qu'ils ne supposaient pas nécessaires. Tant il est vrai de dire que le hasard a souvent une grande part dans les choses humaines!

L'infanterie de Fiorella, qui suivait de près l'avant-garde, parut bientôt; et cette subite apparition de forces que le maréchal ne soupçonnait pas aussi près renversa tout le plan de ce dernier, et le força à changer toutes les dispositions qu'il avait déjà faites. Il envoya sur-le-champ sa cavalerie charger celle du général Beaumont, arrêta le mouvement de la première ligne sur les avant-gardes d'Augereau et de Masséna, et fit marcher la seconde ligne sur le général Fiorella.

De son côté, le général Bonaparte, voyant que le moment était arrivé de faire avancer les divisions Augereau et Masséna, ordonna de suite ce mouvement. Ces troupes s'ébranlèrent avec vivacité. Augereau attaqua le centre ennemi; Masséna chercha à pénétrer entre ce point et l'aile droite, tandis

que le général Fiorella, continuant sa marche accélérée, poussait les troupes qui lui étaient opposées sur Cavriana.

La 4e demi-brigade de ligne attaqua les hauteurs et la tour de Solferino. Les Autrichiens, qui se trouvaient sur ce point, s'y défendaient avec résolution, lorsque l'adjudant général Leclerc[1], à la tête de la 5e demi-brigade de ligne qu'il amenait à l'instant de Brescia, fut envoyé, par Bonaparte, pour seconder les efforts de la 4e. La tour et les hauteurs furent emportées. Ce dernier succès précipita le mouvement de retraite que Wurmser crut devoir ordonner, quand il se vit menacé d'être culbuté dans l'angle formé par le Mincio et le lac de Garda, vers Peschiera[2]. Le maréchal vit dès lors que la bataille était perdue pour lui, et pressa la marche de ses troupes sur le Mincio, dont il fit couper les ponts, pour mettre cette barrière entre les vainqueurs et lui. Mais, poursuivi et vivement harcelé par la cavalerie du général Beaumont et par les troupes du général Fiorella, sa retraite ne se fit point sans perte. Quelques troupes françaises avancèrent jusque sur le Mincio; mais, harassées des fatigues de la journée et de leur longue marche, accablées par la chaleur, elles furent contraintes à cesser de poursuivre ce dernier, pour prendre quelque repos. Wurmser gagna Valeggio, où il s'arrêta.

Bonaparte fit prendre à l'armée les positions suivantes : la division Augereau se plaça près de Pazalengo, le général Kilmaine à la gauche d'Augereau, Masséna devant Castellano ; la division Serrurier, dans la plaine, en arrière de Borghetto.

La perte des Autrichiens, dans cette journée, où les Français furent vainqueurs par des manœuvres plutôt que par des combats, fut moins considérable que celle qu'ils avaient éprouvée dans les actions précédentes. Elle fut de 3,000 hommes à peu près en tués, blessés et prisonniers; vingt pièces de canon et vingt caissons de munitions restèrent au pouvoir de l'armée française. Celle-ci ne perdit que fort peu de monde, et l'adjudant

[1] Depuis beau-frère de Bonaparte, mort à Saint-Domingue, en 1802, général en chef de l'armée envoyée dans cette colonie.

[2] Le colonel Graham s'attribue le mérite d'avoir donné ce conseil au maréchal Wurmser.

général Frontin, tué glorieusement dans une charge, fut le seul officier de marque qu'on eut à regretter.

Toutefois cette bataille, où Bonaparte venait de faire une si heureuse application de son talent, eut la plus grande influence sur les suites de la campagne. Elle assura le sort de l'Italie, et amena tous les revers que l'armée autrichienne allait essuyer, et les malheurs dont fut accablé peu de temps après le vieux maréchal Wurmser.

Bonaparte terminait ainsi le rapport qu'il adressa au Directoire républicain sur ces derniers événements militaires : « Voilà donc, en cinq jours, une autre campagne finie. Wurmser a perdu dans ces cinq jours 70 pièces de canon, tous ses caissons d'infanterie; 12 à 15,000 prisonniers, 6,000 hommes tués ou blessés, et presque toutes les troupes venues du Rhin[1]; indépendamment de cela, une grande partie est encore éparpillée, et nous les ramassons en poursuivant l'ennemi. Tous les soldats, officiers, généraux ont déployé, dans cette circonstance difficile, un grand caractère de bravoure. Je vous demande le grade de général de brigade pour les adjudants généraux Verdier et Vignolle. Le premier a contribué aux succès d'une manière distinguée : il a eu un cheval tué sous lui à la bataille de Castiglione. Le second, qui est le plus ancien adjudant général de l'armée, joint à un courage sûr des talents et une activité rares. Je vous demande le grade de chef de bataillon pour l'adjoint Ballet, celui de général de division pour le général de brigade Dallemagne, et celui de chef de brigade pour le chef de bataillon d'artillerie Songis. »

Ces avancements furent de suite accordés par le Directoire.

Suites de la bataille de Castiglione; combat de Peschiera, dans la vallée de l'Adige; mouvement dans l'intérieur de l'Italie, après la levée du siége de Mantoue, etc. — La défaite des Autrichiens à Castiglione n'ôtait point au maréchal Wurmser la liberté de continuer sa retraite. Il occupait la ligne du Mincio, qu'il avait repassé; et sa position était à peu près la même que

[1] Il n'y a point d'exagération dans ce rapport; car les Autrichiens portèrent eux-mêmes leur perte en hommes à dix-sept mille, dont trois cent quatre-vingt-onze officiers.

celle qu'occupait le général Beaulieu, avant le combat de Borghetto. La gauche de l'armée autrichienne communiquait avec Mantoue, par Roverbella; le centre était vers Valleggio : la droite, dans son mouvement de retraite, s'était portée vers Peschiera, et les troupes du général Liptay renforcèrent le général Bayalitsch, dans le camp établi entre Peschiera et Cavalcasello. Quant au général Quasdanowich, il se trouvait toujours dans les positions que nous avons indiquées, c'est-à-dire vers l'extrémité supérieure du lac de Garda.

Bonaparte ne pouvait pas commettre la faute de laisser à Wurmser le temps de réunir ses troupes, et de fortifier sa nouvelle ligne de défense : aussi, dès le 6 août, le lendemain même de la bataille de Castiglione, Augereau reçut-il l'ordre de s'avancer sur Borghetto pour canonner Valeggio, et de faire la démonstration d'un passage de vive force sur le Mincio. Pendant ce temps, Masséna, marchant sur Peschiera, devait traverser cette ville, et attaquer l'ennemi dans le camp qu'il commençait à retrancher devant la place : un prompt succès fut le résultat de ces mesures. Les troupes des généraux Bayalitsch et Liptay furent culbutées, et les travaux furent détruits. Le général Victor se distingua particulièrement dans cette attaque du camp ennemi, ainsi que la 18e demi-brigade qu'il conduisait. Les Autrichiens perdirent 6 à 700 hommes et 12 pièces de canon.

Cet échec, éprouvé à la droite de son armée, fit craindre au vieux maréchal de perdre ses communications avec la vallée de l'Adige, et de ne pouvoir, en conséquence, opérer facilement sa retraite sur le Tyrol. Il se détermina donc à quitter la ligne du Mincio, qu'il ne pouvait plus garder, après le mouvement du général Masséna, sans se voir contraint à un engagement sérieux, dont les chances pouvaient lui devenir fatales. Il tira de la place de Mantoue les deux brigades des généraux Wukassowich et Roccavina, et les fit remplacer par une partie des troupes qui venaient de combattre. La garnison de Mantoue se trouva portée à 15,000 hommes, et approvisionnée, en vivres, pour plusieurs mois.

Cependant Masséna, immédiatement après le combat de Peschiera, se mit en marche sur Rivoli et Castel-Nuovo, pour y reprendre les positions qu'il occupait avant le premier mouvement

offensif des Autrichiens. De son côté, Augereau, après son utile démonstration[1] sur Valeggio, se rabattit sur Peschiera, pour y passer le Mincio et se porter ensuite sur Vérone. La division Serrurier eut ordre de passer la rivière à Valeggio, et de marcher également sur Vérone.

Les Autrichiens ne pouvaient pas effectuer leur retraite sans être vivement inquiétés par leurs vainqueurs : aussi partout leurs arrière-gardes furent entamées. Le général Bayalitsch, qui du camp de Peschiera s'était replié sur Rivoli, cherchait à se maintenir dans cette position avantageuse, à l'aide de quelques pièces d'artillerie qu'il avait fait mettre en batterie; mais il perdit 400 hommes et ses canons au nombre de sept. Une arrière-garde voulut tenir, dans Vérone, assez de temps pour donner au gros de l'armée le loisir d'effectuer plus tranquillement sa retraite : en conséquence, les ponts de la ville furent levés et les portes fermées. Bonaparte, qui marchait en tête de la division Serrurier, arriva le 7 devant Vérone à dix heures du soir, et fit sommer la place d'ouvrir ses portes. Le provéditeur vénitien[2] demanda deux heures de délai. Le général en chef, pour toute réponse, ordonna au général Dammartin d'enfoncer les portes de la ville à coups de canon. Cet ordre fut promptement exécuté. Les grenadiers français se précipitèrent, la baïonnette en avant, dans les rues de Vérone. Cette brusque irruption, au milieu des ténèbres de la nuit, jeta les habitants de Vérone dans l'effroi et la consternation; mais ils n'eurent point à se plaindre autant qu'ils le redoutaient de la conduite des généreux assaillants. Ceux-ci se contentèrent de faire main-basse sur les Autrichiens, et de s'emparer de leurs bagages. 2 à 300 de ces derniers furent faits prisonniers.

La division Serrurier continua son mouvement sur Marmirolo, pour reprendre l'investissement de Mantoue. Mais, le défaut d'artillerie nécessaire ne permettant pas de faire de nouveau un siége régulier, les Français se bornèrent à un blocus assez éloigné du corps de la place, puisque la garnison autri-

[1] Cette démonstration est désapprouvée par le général Jomini; mais nous ne partageons pas son opinion.

[2] Magistrat suprême de la république dans les diverses possessions de terre ferme.

chienne resta en possession du Seraglio, et put pousser ses patrouilles et reconnaissances jusque sur le Tartaro et l'Oglio. Le général Sahuguet fut chargé, par Bonaparte, du commandement des troupes devant Mantoue.

La retraite de Wurmser, par la vallée de l'Adige, permit au maréchal de rétablir ses communications avec Quasdanowich, et de lier de nouveau ses propres troupes avec celles de ce dernier. L'armée de Wurmser avait pris position vers Ala, et la ligne du Monte-Baldo et de la Corona était gardée de nouveau par l'avant-garde. Le général autrichien n'avait point voulu renoncer, en abandonnant ces points importants, à la facilité qu'ils lui offraient de se porter une seconde fois sur le Mincio, et cette dernière considération engageait également le général français à continuer de pousser son ennemi dans le Tyrol. Bonaparte fit passer, en conséquence, des renforts au général Masséna, en lui donnant l'ordre d'attaquer les Autrichiens, le 11 août. Le général Augereau devait seconder cette attaque, en s'avançant dans la vallée de l'Adige.

Ces mouvements eurent le succès désiré. Les avant-postes autrichiens, trop éloignés du gros de l'armée, ne purent résister à une attaque aussi bien combinée. La division Masséna emporta les postes de Monte-Baldo, de la Corona et de Preaboco, et vengea ainsi les revers qu'elle avait éprouvés sur ce même terrain, quatorze jours auparavant, quand elle avait été obligée de se replier devant l'armée de Wurmser, descendant avec rapidité du Tyrol. Sept pièces de canon et 350 prisonniers tombèrent en son pouvoir. Pendant ce temps, le général Augereau avait passé l'Adige, repoussé tous les postes intermédiaires de l'ennemi jusqu'à Ala, et fait également quelques centaines de prisonniers.

D'un autre côté, pour rendre son mouvement général, Bonaparte avait ordonné à la division Sauret, qui se trouvait, comme l'on sait, sur la rive occidentale du lac de Garda, de se porter sur les postes que le général Quasdanowich avait conservés sur ce point, et qui étaient occupés par la brigade du prince de Reuss. Ces postes, déjà trop disséminés, étaient gardés par de faibles détachements (le plus fort n'allait pas au delà de 7 à 800 hommes). Il ne fut pas difficile, aux colonnes des

généraux Sauret et Hilaire de les enlever tous. Celui de la Roca-d'Anfo opposa un peu plus de résistance que les autres; mais les Français abordèrent à la baïonnette les retranchements qui le défendaient, et il fut emporté. Tous les détachements ennemis, ainsi forcés, se retirèrent vers Lodrone, où le prince essaya de rallier sa brigade; mais, poursuivies vivement, ces troupes furent culbutées et dispersées. Les Français s'emparèrent, dans ces différents engagements, de six pièces de canon, de 1,000 à 1,100 prisonniers et de la plus grande partie des bagages de la brigade.

Toutes ces dernières affaires complétaient les victoires de Lonato et de Castiglione; elles servirent de prélude à des événements encore plus sérieux.

Dans la position où se trouvait Bonaparte, après des succès si prompts et si multipliés, le Tyrol était cependant une barrière assez imposante, pour que ce général dût sagement différer la continuation de ses entreprises sur l'armée autrichienne. Lorsque Wurmser était venu pour délivrer Mantoue, l'armée française comptait à peine quarante et quelques mille hommes, et cette force avait été diminuée dans les derniers combats. Il convenait donc au général en chef, avant de suivre ses opérations, d'attendre les renforts qui commençaient à arriver de l'armée des Alpes et de l'intérieur, de donner ses soins au maintien de ses conquêtes actuelles. D'un autre côté, les maladies ayant fait quelques progrès dans les troupes françaises, et occasionné quelques vides dans les cadres, il fallait remédier à ces inconvénients. Il est donc injuste de blâmer, comme l'ont fait quelques historiens, le général Bonaparte d'avoir cédé momentanément à des considérations qui n'ont pas toujours eu autant d'importance à ses yeux dans le cours de sa carrière militaire. Nous ne parlerons point du siége de Mantoue, dont la reprise était encore un objet urgent, essentiel, et qui appelait l'attention spéciale du général français.

Cependant les renforts envoyés par le Directoire arrivaient journellement au quartier général de Bonaparte. L'armée de l'Ouest, aux ordres du général Hoche, fournit la plupart de ces détachements, peu nombreux, mais animés de cet esprit patriotique dont les soldats républicains donnaient encore tant de

preuves. Ils accouraient sous les drapeaux du conquérant de l'Italie, aux cris répétés de *Vive la patrie!* Le mélange de ces guerriers qui venaient d'étouffer le monstre de la guerre civile sur les rives de la Loire, avec ceux qui venaient de battre les ennemis de la France en Italie, excita parmi les autres un nouvel enthousiasme, heureux gage de succès plus grands encore.

Un échange proposé au maréchal Wurmser, par le général en chef, fit rentrer dans les rangs de l'armée les soldats français que les chances de la guerre avaient fait tomber au pouvoir de l'ennemi depuis le commencement de la campagne. En consentant à cet échange, Wurmser parut oublier que les Français, presque toujours inférieurs en nombre, s'étaient montrés supérieurs en courage et en intrépidité. Lorsqu'il rendait à Bonaparte les prisonniers français, il recevait, il est vrai, le même nombre d'Autrichiens; mais ces hommes, humiliés et découragés par tant de défaites successives, pouvaient-ils valoir des soldats qui venaient de puiser une nouvelle énergie dans le spectacle même de la honte de leurs ennemis, et qui se sentaient d'autant plus audacieux et disposés à vaincre, qu'ils avaient été les témoins de la terreur inspirée par les armes françaises. Accueillis par leurs camarades avec des acclamations et des cris de joie, ces prisonniers firent le récit des maux qu'ils avaient soufferts pendant leur captivité, et augmentèrent dans l'armée le désir de la vengeance et l'espoir du triomphe.

Bonaparte profita encore de l'espèce d'inaction dans laquelle il crut devoir rester quelque temps, pour donner à son armée le repos qui lui était si nécessaire après tant de fatigues éprouvées. Après avoir réorganisé ses divisions, distribué dans les cadres les renforts qu'il venait de recevoir, ainsi que les prisonniers rentrés, il s'occupa du soin de faire venir de l'intérieur de l'Italie les vivres et les munitions nécessaires pour continuer la campagne et pousser avec quelque vigueur le siége de Mantoue. Il dut également rétablir, par ses lieutenants, la tranquillité un moment troublée, dans les provinces conquises, par l'effet de la marche de Wurmser sur le Mincio et par les proclamations répandues par ce maréchal, qui s'était annoncé comme le libérateur de l'Italie.

En effet, à la nouvelle des premiers succès remportés par les

Autrichiens, à leur sortie du Tyrol, les partisans de l'empereur, n'osant plus douter que la victoire ne dût abandonner les drapeaux républicains, s'empressèrent de seconder de tous leurs moyens des événements qui allaient amener une contre-révolution complète. Les émissaires des nobles et des prêtres recommencèrent leurs excursions dans les villes et dans les campagnes, colportant de fausses nouvelles et les écrits les plus propres à fanatiser de nouveau le peuple, et à le rendre le provocateur et l'instrument des vengeances les plus atroces [1].

Ces menées produisirent une certaine agitation, et réussirent à faire former quelques rassemblements, particulièrement à Crémone, à Casal-Maggiore, et dans deux villages des environs de cette dernière ville. A Crémone, on proposa de conserver l'arbre de la liberté pour y pendre ceux qui l'avaient planté et solennisé. Des listes de proscription, qui désignaient les victimes à immoler lors de la prochaine entrée des Autrichiens, circulèrent dans le public. On accabla de vexations et de mauvais traitements ceux qui refusèrent de quitter la cocarde tricolore. Quelques partisans des Français cherchèrent, par la fuite, à éviter les persécutions; ils furent poursuivis jusqu'au Pô, et quelques-uns massacrés par les furieux qui les avaient atteints.

La faible garnison laissée dans Casal-Maggiore fut assaillie par la populace ameutée, et, malgré sa résistance, elle fut égorgée. Le commandant, échappé, comme par miracle, au carnage, croyait se soustraire à la mort en s'embarquant; mais les assassins firent feu sur le bateau qui le portait: il s'élance dans les flots, pour éviter les balles meurtrières, ainsi que sa femme et sa fille qui l'accompagnaient : il est tué. Les femmes atteignirent l'autre rive à l'aide de quelques hommes généreux qui réussirent à les sauver.

Toutefois, les agitateurs n'avaient pu réunir qu'un petit nombre de ces gens sans aveu qui, dans tous les pays civilisés, accourent aux cris du désordre, pour se rendre les instruments mercenaires de la vengeance et de l'esprit de parti. La saine partie du peuple montra peu de dispositions à seconder les fu-

[1] Parmi ces écrits, on distingua dans le temps les *Lettres adressées par un dominicain à une religieuse*, dans lesquelles se trouve exposée la doctrine sanguinaire de l'Inquisition.

reurs des partisans de l'Autriche. Lorsque le bruit de la défaite de Wurmser commença à se répandre, les bandes soldées pour fomenter une guerre intestine se dissipèrent comme par enchantement, et la tranquillité succéda rapidement aux troubles de la sédition.

Celui des princes d'Italie envers lequel Bonaparte avait affecté le plus de modération, le souverain pontife, n'eut pas plus tôt appris les revers des Français et la levée du siége de Mantoue, qu'au mépris de l'armistice conclu avec la république et des représentations que lui faisait, à cette occasion, le ministre d'Espagne Azzara, il s'empressa d'envoyer un vice-légat pour reprendre possession du Ferrarais. La garnison française de la citadelle de Ferrare en était sortie, le 31 juillet, pour rejoindre, en toute hâte, l'armée menacée par Wurmser, et elle avait eu la précaution, avant son départ, d'enclouer les canons et de jeter à l'eau les munitions qu'elle ne pouvait pas emporter. Le pape, dans l'imprudente persuasion que les Français allaient être chassés de l'Italie, espéra qu'il lui serait facile de rentrer en maître dans les légations, où il serait, sans doute, secondé par les vœux et les efforts de ses anciens sujets : il fut cruellement déçu dans son attente. Le vice-légat fit, en effet, son entrée dans Ferrare; mais aucun mouvement ne se manifesta qui pût faire croire que la majeure partie des habitants vissent avec satisfaction le retour du régime ancien. On laissa le légat s'installer tranquillement dans son palais; mais quand cet envoyé fit enlever les armes de la république pour replacer celles du saint-siége, cet acte, assez naturel, excita une grande fermentation parmi le peuple, et révéla le grand nombre de partisans que les Français conservaient dans la ville. La garde nationale et la municipalité accoururent au palais du légat : les armes papales furent de nouveau renversées et remplacées par celles de la république. Dans le même temps, le bruit des premiers succès obtenus sur Wurmser vint à se répandre dans le Ferrarais. Le légat prit la fuite avec plus de célérité qu'il n'en avait mis pour se rendre à son poste. Bonaparte, ne voulant pas s'attirer de nouveaux embarras dans l'Italie, ne s'occupa que faiblement de cet événement, parut oublier la nouvelle incartade du successeur de

saint Pierre, et remit à un temps plus opportun le soin de s'en venger.

Mais, si les habitants de Ferrare ne parurent pas seconder, comme le pape l'avait espéré, les mesures prises par lui pour secouer le joug français, il n'en fut pas de même dans toutes les autres parties de l'État ecclésiastique, et notamment dans la capitale du domaine de saint Pierre. Le 7 août, les commissaires envoyés par Bonaparte à Rome afin de choisir les objets d'art que le pape, d'après le traité d'armistice, devait livrer à la France, faillirent, ainsi qu'un peintre adjoint à la commission, devenir les victimes de la haine que les Romains portaient aux républicains, et qu'ils avaient manifestée antérieurement avec autant d'impolitique que de barbarie. Les commissaires français, en parcourant les rues de Rome, furent assaillis par la populace, et ce ne fut qu'avec les plus grandes peines, et par les soins d'un lieutenant de sbires, qu'ils parvinrent à se réfugier en partie dans l'hôtel du gouverneur de la cité.

Le ministre du gouvernement français Cacault fit, au sujet de ce dernier événement, les plus vives représentations à Sa Sainteté, et le pape promit de faire rechercher les auteurs de l'émeute, pour les faire punir sévèrement. Quelques individus furent effectivement arrêtés; mais, par une connivence à laquelle on devait naturellement s'attendre, ils s'évadèrent deux jours après leur arrestation.

La fermentation générale, produite par les mêmes causes que nous avons exposées plus haut, n'eut d'ailleurs aucun autre résultat remarquable dans les autres pays soumis à la domination française. La Lombardie proprement dite fut, de tous ces pays, le seul où les esprits parurent le plus favorablement disposés, soit que les habitants fussent retenus par le souvenir du châtiment terrible infligé aux conspirateurs de Pavie, soit qu'une certaine affection pour les principes de la révolution française les empêchât de seconder les ennemis de cette nation libératrice : les émissaires de l'Autriche, et les agitateurs des deux classes privilégiées, ne réussirent point dans leurs intrigues. Les Milanais surtout s'étaient prononcés, dans cette circonstance difficile, d'une manière assez énergique en faveur des Français. Lorsque les agents de l'insurrection cherchèrent à

semer l'épouvante sur la prochaine arrivée des Autrichiens, en exagérant les revers de l'armée française au commencement des opérations de Wurmser, la municipalité et un grand nombre des habitants de Milan se présentèrent chez le commissaire du Directoire français, Salicetti, pour lui demander des armes et l'honneur de combattre avec les républicains. Quoiqu'on fût resté quatre jours sans recevoir aucune nouvelle de l'armée, la tranquillité publique, dans Milan, ne fut ni troublée ni menacée. La garde civique ne cessa point de faire des patrouilles et de montrer un zèle semblable à celui qu'on aurait pu attendre d'une garnison française. Cette conduite et ce dévouement des habitants de Milan leur valurent, de la part du général en chef, le témoignage de satisfaction que nous croyons devoir consigner ici : « Lorsque l'armée battait en retraite, que les fauteurs de l'Autriche et les ennemis de la liberté la croyaient perdue sans ressource, lorsqu'il était impossible à vous-mêmes de soupçonner que cette retraite n'était qu'une ruse, vous avez montré de l'attachement pour la France, de l'amour pour la liberté; vous avez déployé un zèle et un caractère qui vous ont mérité l'estime de l'armée, et vous mériteront la protection de la république française. — Chaque jour votre peuple se rend plus digne de la liberté; il acquiert chaque jour de l'énergie : il paraîtra, sans doute, un jour avec gloire sur la scène du monde. Recevez le témoignage de ma satisfaction, et du vœu sincère que fait le peuple français pour vous voir libres et heureux [1]. »

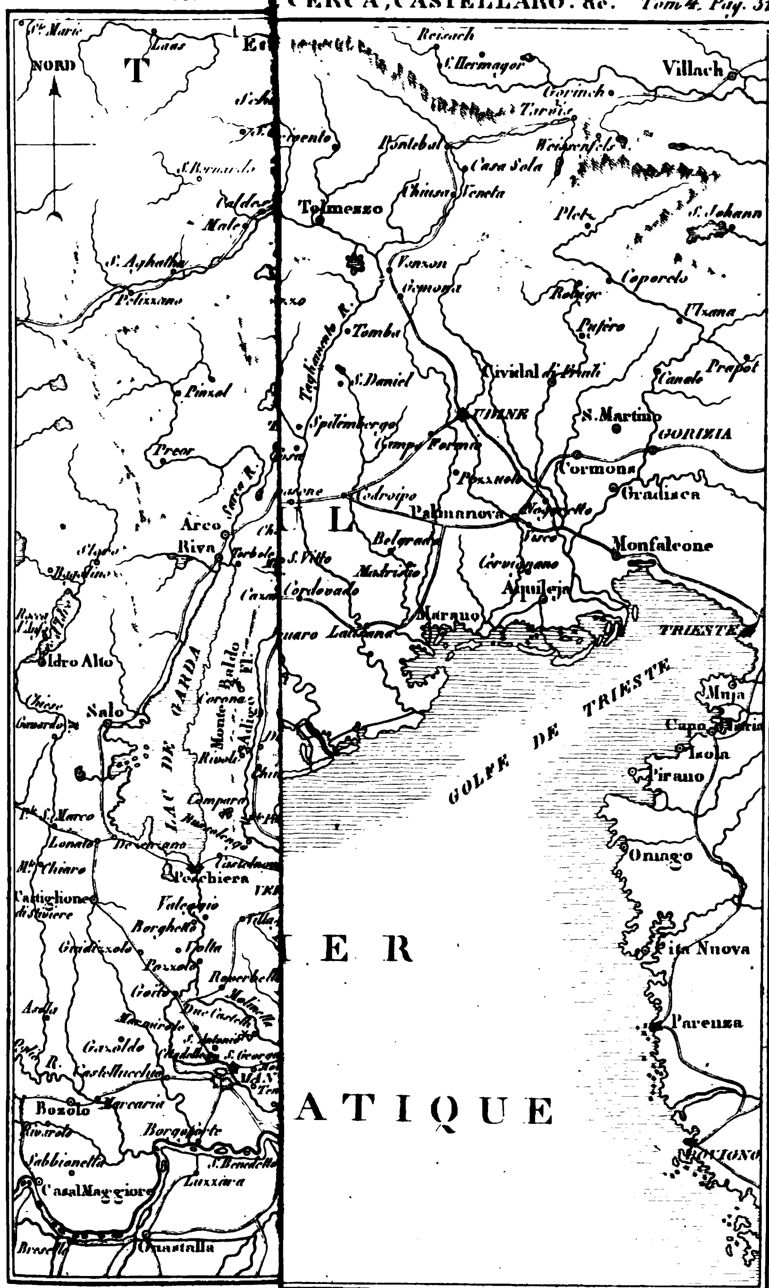
[1] Cette fermentation, produite par les premiers succès de l'armée de Wurmser en Italie, s'était étendue jusqu'en France. La renommée avait, suivant l'usage, singulièrement enflé les revers essuyés par l'armée française à Salo et à la Corona. Tous ceux qui, dans l'intérieur de la France, avaient quelque intérêt à se réjouir de l'humiliation de la république et des désastres de ses armées, avaient déjà saisi cette occasion de jeter l'alarme et de semer la terreur parmi les citoyens, en décrivant avec une fausse pitié tous les événements fort exagérés de l'ouverture de la campagne. Il est à remarquer qu'à cette époque de notre histoire révolutionnaire, la presse jouissait d'une liberté presque absolue. Tous les journaux dévoués ou vendus aux ennemis du gouvernement directorial rapportèrent les événements d'Italie avec la plus perfide partialité, et c'était surtout contre le général Bonaparte qu'ils dirigeaient leurs amères récriminations. Ils représentaient l'armée comme presque anéantie par la folle présomption, l'impéritie ou les mauvaises in-

Continuation du blocus de Mantoue. Combat de Seravalle. Combat de Roveredo. Occupation de la ville de Trente. — L'armée d'Italie venait d'être renforcée, comme on l'a vu précédemment, par quelques détachements que le Directoire avait tirés de l'intérieur, notamment de l'armée aux ordres du général Hoche, et par environ trois mille prisonniers échangés contre un pareil nombre d'Autrichiens, à la suite du cartel consenti entre le maréchal Wurmser et le général Bonaparte. Ces forces avaient été réparties dans les divisions, qui reçurent une organisation nouvelle. Le repos momentané que les dispositions du général en chef avaient ainsi procuré aux troupes françaises, en les délassant des fatigues d'une campagne aussi active, ne leur enleva rien de l'énergie et de l'ardente soif de gloire que tant de succès, que des triomphes aussi rapides, aussi multipliés ne pouvaient abattre ni éteindre.

De son côté le maréchal Wurmser, après avoir rétabli un peu plus d'ordre et d'ensemble dans son armée, l'avait placée dans des positions assez avantageuses pour être en mesure de pouvoir attendre pendant quelque temps, sans trop craindre d'être inquiété, les renforts dont il avait besoin avant d'essayer de reprendre l'offensive et de se porter une seconde fois sur Mantoue. Après les combats de Monte-Baldo et de la Corona, les troupes battues à Castiglione et sur le Mincio avaient d'abord pris position à Ala ; mais l'enlèvement des postes de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone sur l'arrière-garde du général Quasdanowich, à la rive occidentale du lac de Carda, fit craindre au

tentions du vainqueur de Beaulieu et de Colli, et semblaient demander, au nom de l'intérêt public, que le gouvernement le rappelât pour le faire juger par une cour martiale créée à cet effet. Le Directoire méprisa ces vaines clameurs, et crut devoir prendre le soin de détruire, dans l'esprit de Bonaparte, les fâcheuses impressions que ces menées pouvaient y faire naître. Le gouvernement écrivit, en conséquence, une lettre à ce dernier, qui se terminait ainsi : « Vous avez, citoyen général, la confiance du Directoire ; les services que vous lui rendez chaque jour vous y donnent des droits. Les sommes considérables que la république doit à vos victoires prouvent que vous vous occupez tout à la fois de la gloire et des intérêts de votre patrie. Tous les bons citoyens sont d'accord sur cet objet. Vous n'aurez pas de peine à abandonner les jactances des uns, et les calomnies des autres, au mépris qu'elles méritent par elles-mêmes et plus encore par l'esprit qui les dirige. »

CARTE Pᴱ CERCA, CASTELLARO. &c. *Tom 4. Pag. 31.*



maréchal autrichien que l'intention du général français ne fût de marcher rapidement de ce côté sur la ville de Trente pour s'en emparer. Cette considération avait déterminé Wurmser à quitter Ala le 13 août, pour se rapprocher davantage de Trente. Ainsi la crainte d'être tourné par quelques bataillons forçait le général ennemi à déplacer 40,000 hommes d'une position où ils auraient pu résister avec quelque apparence de succès aux efforts de l'armée française, pour occuper une ligne étendue qui exposait l'armée autrichienne à une défaite presque certaine. Ce mouvement du maréchal Wurmser était encore une nouvelle conséquence de l'attachement des généraux autrichiens au système vicieux du feld-maréchal Lascy (système de cordon), que l'expérience des campagnes précédentes n'avait pu parvenir à faire écarter de leur tactique.

En quittant Ala, l'armée autrichienne prit donc les positions suivantes : cinq bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Sebottendorf, qui avait devancé l'armée, occupèrent la ville de Trente ; le général Messaros prit poste à Levico, pour observer la vallée de la Brenta ; le prince Hohenzollern, avec quelques troupes détachées, fut placé à Pontafel ; le prince de Reuss, retiré, après les combats de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone, sur la rive gauche de la Sarca, se liait par des postes au général Laudon, qui défendait les passages de Ponte-di-Legno et du Mont-Tonal. Le général Quasdanowich, dont le prince de Reuss formait l'arrière-garde, communiquait avec ce dernier vers Massenza, entre la Sarca et la rive droite de l'Adige. Le général Davidowich s'était retiré vers Trente, et son avant-garde, aux ordres de Wukassovich, occupait Matarello ; la cavalerie était campée en arrière de Trente. Les postes de la droite, sous le commandement du général Graffer, s'étendaient jusque vers Feldkirch et Reiti, dans le haut Tyrol.

L'armée autrichienne garda ces positions jusques au 18 août. Le maréchal Wurmser, s'étant convaincu à cette époque que l'armée française ne faisait point de mouvement inquiétant, reporta le corps de Davidowich sur Roveredo ; et le général Wukassovich s'avança sur San-Marco. 10,000 hommes des milices tyroliennes furent chargés de la défense des postes que nous venons de nommer.

Sur ces entrefaites, les troupes françaises employées au blocus de Mantoue s'étaient fortifiées autour de cette place. Nous avons dit que la garnison autrichienne, d'abord peu resserrée, avait conservé quelques postes aux environs de la forteresse. Le général Sahuguet reçut l'ordre de faire attaquer, le 24 août, deux de ces postes, le pont de Governolo et Borgoforte. Après une assez longue canonnade sans résultat sur le pont de Governolo, le général Sahuguet, à la tête des grenadiers, emporta ce poste et poussa dans Mantoue les troupes qui le défendaient; le général Dallemagne fut chargé de l'attaque de Borgoforte. Prévenu d'abord par les Autrichiens, qui s'aperçurent de son mouvement, il repoussa avec vigueur ces derniers, dans un combat qui eut lieu en avant du village, et où la 12e demi-brigade de ligne, commandée par le colonel Lahos, fit des prodiges de valeur. Borgoforte fut abandonné, et les troupes qui le gardaient furent forcées, comme celles du pont de Governolo, de rentrer précipitamment dans Mantoue. Ces deux actions coûtèrent à l'ennemi 500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

Cependant la cour de Vienne, de plus en plus inquiète et alarmée des progrès des armées françaises (à cette époque Moreau et Jourdan s'avançaient en Allemagne), mais trop fière pour s'abaisser, comme les autres puissances, à demander la paix à une nation gouvernée par des factieux, que d'autres hommes aussi entreprenants et plus habiles étaient peut-être appelés à renverser [1]; la cour de Vienne, dont nous avons déjà exposé les efforts extraordinaires après la défaite de Beaulieu, pleine de confiance dans le dévouement de ses peuples, que n'avait pas encore atteints le *typhus* révolutionnaire, ne pouvait point craindre de faire un nouvel appel à leur généreux patriotisme. Les levées déjà ordonnées furent encore augmentées et pressées avec vigueur. Les contingents de l'Autriche, de la Bohême et de la Hongrie furent destinés à renforcer les armées

[1] Cette opinion avait été suggérée au gouvernement autrichien par Pichegru et d'autres Français qui, conspirant sourdement contre le Directoire, n'avaient point perdu, malgré les succès des armées républicaines, l'espoir de rétablir les Bourbons sur le trône de France, par l'effet de leurs propres machinations.

d'Allemagne; ceux du Tyrol et des provinces frontières de la république de Venise et de la Turquie durent joindre l'armée du maréchal Wurmser.

Les Tyroliens étaient surtout le peuple des États héréditaires sur lequel l'empereur fondait le secours le plus efficace pour son armée en Italie. Comme tous les habitants des pays des montagnes, les Tyroliens poussaient jusques au fanatisme leur amour pour la patrie; et leur dévouement pour la maison d'Autriche, qui les gouvernait depuis si longtemps, ne s'était jamais démenti. Nous venons de dire que 10,000 hommes des milices du Tyrol occupaient déjà les avant-postes de l'armée autrichienne à Roveredo et à San-Marco.

Le Tyrol est un pays couvert de montagnes élevées et coupées par des vallées profondes qu'arrosent un grand nombre de petites rivières et de torrents difficiles à franchir. Il offrait au maréchal Wurmser un théâtre favorable pour la guerre de postes et pour se maintenir sur la défensive. On pouvait donc supposer, avec vraisemblance, que l'armée autrichienne, forte des positions dans lesquelles elle se trouvait placée, serait nécessairement employée à la défense des gorges tyroliennes, en attendant que l'arrivée des renforts annoncés lui permît de reprendre une offensive vigoureuse. Mantoue avait d'ailleurs une nombreuse garnison approvisionnée pour six mois : cette place était, comme on l'a vu, dans le meilleur état de défense, et dans la situation actuelle de l'armée française, le général Bonaparte ne pouvait pas disposer d'un corps de troupes assez considérable pour pousser les opérations du siége avec toute l'activité nécessaire à une prompte reddition.

Toutefois le cabinet autrichien, sans s'arrêter à ces considérations, trop impatient de dégager une forteresse à la conservation de laquelle il attachait la plus haute importance, crut devoir envoyer le général Lauer à l'armée de Wurmser, en qualité de chef d'état-major général. Cet officier, regardé comme un des plus habiles *faiseurs* du conseil de la guerre, fut chargé d'instructions nouvelles pour la délivrance de Mantoue, et ce fut en conformité de ces instructions commentées et developpées par Lauer que le maréchal arrêta un autre plan d'opérations que celui qu'il se proposait sans doute de suivre.

Il fut donc convenu que le général Davidowich resterait chargé de la défense du Tyrol avec 20,000 hommes, partagés en quatre divisions ou petits corps, savoir : 3,500 hommes dans le haut Tyrol, sous les ordres du général Graffer ; le général Laudon observant les débouchés du pays des Grisons avec 2,500 hommes ; 5,500 au nord du lac de Garda, sous le commandement du prince de Reuss, et les généraux Wukassowich et Sporck à Roveredo, avec 8,600 hommes. Indépendamment de ces forces, le général Davidowich avait encore à sa disposition un grand nombre de Tyroliens armés.

Le maréchal Wurmser, réunissant les divisions des généraux Sebottendorf, Quasdanowich et Messaros, formant ensemble un corps de 25 à 30,000 hommes, devait descendre, par les vallées de Sugana et de la Brenta, sur Bassano pour chercher ensuite à s'emparer des ponts de Legnano sur l'Adige et se porter sur Mantoue. Pendant ce mouvement, le général Davidowich aurait inquiété les Français sur le haut Adige, et se serait même porté sur les derrières de leur ligne de défense, dans le cas où le général Bonaparte aurait cru devoir diriger ses forces contre la gauche de l'armée autrichienne. On voit que le projet des généraux ennemis était par là de contraindre l'armée française à quitter ses positions entre l'Adige et le Mincio, et de rétablir, sans s'exposer aux hasards d'une bataille, les communications avec Mantoue. Ce n'était, au fond, que la même manœuvre employée par le maréchal un mois auparavant, sauf quelques modifications ; mais elle ne devait pas mieux réussir que la première fois.

Wurmser venait pourtant d'éprouver à ses dépens la prévoyante activité de son dangereux rival ; cette expérience aurait dû, selon nous, éclairer ce vieux guerrier dans une détermination dont il avait déjà à se repentir. Pouvait-il supposer que Bonaparte négligerait d'attaquer des corps morcelés, agissant à de grands intervalles les uns des autres ? Comment ne pas se rappeler les manœuvres du général français à l'ouverture de la campagne, et les événements bien plus récents de Lonato et de Castiglione ne se retracèrent-ils point à l'esprit du maréchal autrichien ? Voilà des questions que l'examen de l'état des choses amène naturellement, et dont la solution ne peut se

trouver que dans l'entêtement des généraux de l'Autriche à suivre une routine subversive de toutes les conceptions raisonnables. Il était réservé à un jeune et illustre capitaine, le prince Charles, formé, nous l'osons dire, à l'école des généraux de la révolution, de renoncer le premier au funeste système de morcellement. Nous ajouterons que, si la nouvelle méthode adoptée par l'archiduc ne réussit pas en tant d'occasions aux armées autrichiennes, c'est que leurs généraux eurent presque toujours en tête leurs premiers maîtres, et surtout celui d'entre ces derniers qui développa le plus savamment l'art de mouvoir et de diriger de grandes masses sur les champs de bataille.

Des reconnaissances ordonnées sur tout le front de la ligne ennemie informèrent Bonaparte du mouvement des troupes autrichiennes. Il vit que la chaîne de montagnes de Sette-Communi et du Monte-Molara se trouvant entre les deux corps de Wurmser et de Davidowich, leurs communications devenaient très-difficiles, et il pensa qu'il pouvait, par conséquent, réussir à écraser le dernier de ces corps avant que le maréchal pût le secourir. Dans ce dernier cas, c'est-à-dire en battant complétement le général Davidowich, l'armée française se portait sur les derrières du corps en marche sur Bassano, par la vallée de la Brenta, dont la direction transversale se prêtait naturellement à ce mouvement rapide. La situation du maréchal Wurmser devenait alors singulièrement critique. Ce dernier voulait-il attendre le choc de l'armée française ? attaqué par des troupes victorieuses et supérieures en nombre, il était perdu ; s'il cherchait à secourir Davidowich, il n'était plus temps ; et pour joindre d'ailleurs les troupes dispersées de son lieutenant, il se voyait dans la nécessité de s'engager dans des gorges dont la position géographique donnait à son adversaire la facilité de rejeter les Autrichiens sur Trieste et sur les bords du golfe Adriatique.

Toutefois le plan du général français n'était pas sans inconvénient. En marchant avec célérité et se dirigeant sur Vérone, Wurmser pouvait accabler lui-même la division occupée au blocus de Mantoue ; remontant ensuite le cours de l'Adige, il arrivait sur les derrières de l'armée française.

Cette considération n'échappa point à Bonaparte, et il fit ses dispositions pour obvier à la résolution qu'aurait pu prendre le

maréchal. Le 2 septembre, les divisions destinées à attaquer le général Davidowich furent mises en mouvement. On sait que la division Vaubois se trouvait sur la rive occidentale du lac de Garda, où elle s'était arrêtée après avoir chassé le prince de Reuss de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone. Faire revenir ces troupes sur Peschiera eût entraîné une trop grande perte de temps; le général Vaubois reçut donc l'ordre de déboucher par Riva et Torbole, à l'extrémité du lac dans la vallée de l'Adige; la brigade du général Guyeux s'embarqua à Salo et vint se réunir aux troupes de Vaubois. Le général Masséna, dont la division devait former le centre de l'attaque, passa l'Adige le même jour, au pont de Polo, et, suivant la grande route de Trente, il arriva le lendemain à Ala. La division Augereau partit également le 2 septembre de Vérone, se porta à droite sur le Monte-Malara, entre les villages de Lugo et Rovere, à l'effet d'observer le corps du maréchal Wurmser vers Tienne et Bassano et de pouvoir, au besoin, donner la main au général Masséna.

Le 3 septembre, les avant-postes des divisions Vaubois et Masséna rencontrèrent l'ennemi. Le général Saint-Hilaire, qui commandait l'avant-garde de Vaubois, attaqua quelques troupes du prince de Reuss sur la Sarca, les culbuta et leur fit des prisonniers. L'avant-garde de Masséna sabra quelques éclaireurs du général Wukassowich et en prit plusieurs. Vers le soir, cette même avant-garde eut un second engagement vers Ala. Le général Wukassowich, qui s'y trouvait en personne, fut rejeté jusque sur Seravalle et se replia ensuite à San-Marco, où il se fortifia dans une position déjà avantageuse et qui domine les deux rives de l'Adige. Le général autrichien avait des troupes à Cassano, à l'embranchement du chemin par où devait arriver la division Vaubois pour opérer sa jonction avec celle de Masséna, en effectuant le passage de l'Adige. Les instructions de Vaubois lui prescrivaient de se trouver le 4 vis-à-vis de Seravalle: il importait dont de s'emparer sur-le-champ de Cassano, pour faciliter la réunion des deux divisions. Le général Masséna chargea le général Pigeon de cette attaque, qui réussit après un combat assez vif dans lequel les Français firent 200 prisonniers.

Masséna marcha le 4 sur San-Marco, pendant que Vaubois arrivait sur l'Adige. Augereau reçut l'ordre d'occuper les hauteurs qui longent la vallée d'Arsa pour secourir Masséna si cela devenait nécessaire; il devait en outre couvrir la droite et donner des inquiétudes au maréchal Wurmser sur Vicence. À six heures du matin, le général Pigeon, avec sa brigade, gagna les hauteurs de San-Marco. L'adjudant général Sornet attaqua l'ennemi en tirailleurs avec la 18ᵉ demi-brigade légère. Le général Victor, ayant formé la 18ᵉ légère en colonne serrée par bataillons, perça par le grand chemin : à ce moment, la division Vaubois attaquait le camp de Mori, sur la rive droite de l'Adige.

L'engagement fut très-vif, et la résistance opiniâtre de l'avant-garde de Wukassowich fit honneur à cette troupe, beaucoup plus faible que les Français. Dans la chaleur de la mêlée, Bonaparte fit ordonner par le capitaine Lemarois [1], son aide de camp, au général de cavalerie Dubois, de pousser vigoureusement l'ennemi pour décider l'affaire. Dubois se mit à la tête du 1ᵉʳ régiment de hussards, chargea les Autrichiens avec impétuosité, et fut atteint de trois balles, tandis que son aide de camp tombait mort à ses côtés. Cette charge brillante réussit complétement; l'ennemi fut rompu et culbuté. Le général en chef, qui parcourait le champ de bataille, s'était approché de Dubois au moment où celui-ci avait été mis hors de combat : « Je vais mourir, dit le brave expirant, en serrant la main de Bonaparte; mais en succombant pour la patrie, que j'apprenne au moins le dernier succès de nos armes. » Ses vœux furent exaucés : il ne rendit le dernier soupir que deux heures après la retraite des Autrichiens sur Roveredo.

Cependant le général Davidowich, ayant rassemblé le gros de son armée dans la position de Caliano, appela à lui le général Wukassowich. Bonaparte, qui s'aperçut de ce dernier mouvement, ordonna au général Rampon de s'avancer, avec la 32ᵉ demi-brigade, entre Roveredo et l'Adige, pendant que le général Victor se précipitait au pas de charge dans la principale rue de cette ville. Le général autrichien, ainsi pressé par des

[1] Depuis lieutenant général, comte, etc.

forces supérieures, ne put effectuer sa retraite qu'avec de pénibles efforts et en éprouvant une perte considérable.

Le général Vaubois n'avait pas été moins heureux que Masséna dans son attaque du camp de Mori, et il poursuivait les troupes qu'il avait eu à combattre sur la rive droite de l'Adige. Il était une heure après midi. Wukassowich, accablé de toutes parts, avait cependant réussi à rallier ses différentes troupes; et, s'arrêtant par intervalles dans les positions les plus avantageuses qu'il rencontrait dans sa retraite, il faisait face à son ennemi pour retarder sa poursuite. Les Autrichiens n'avaient point donné jusques alors un exemple plus remarquable de leur constance et de leur fermeté. Combattant depuis deux jours avec désavantage, ils se retiraient sur la route de Trente, sans la confusion qu'on aurait pu attendre de troupes harassées et vaincues. Toutefois, les Français avaient enlevé à Wukassowich trois pièces de canon, 7 à 800 prisonniers, tué ou blessé 5 à 600 hommes.

Bonaparte accorda quelques moments de repos à la division Masséna en avant de Roveredo, tant pour donner à ce dernier général le temps de rallier ses brigades que pour reconnaître lui-même les mouvements de l'ennemi. Il prit en conséquence deux escadrons avec lui, et s'avança sur la route de Trente. Wukassowich venait enfin d'opérer sa jonction avec le général Davidowich, dont les troupes fraîches et nombreuses n'avaient point encore donné. La position que les Autrichiens occupaient à Caliano se trouve resserrée entre l'Adige et des montagnes à pic, et forme une gorge d'environ quarante toises de largeur, fermée par le village, un château assez élevé et une forte muraille qui, partant de la montagne, s'étend jusques à la rivière. Le général Davidowich avait disposé toute son artillerie pour battre le défilé. Le général français se convainquit qu'on ne pouvait se promettre de forcer un passage aussi formidable que par une attaque vive et spontanée, à l'effet de profiter des premières impressions que devait produire nécessairement l'arrivée des troupes vaincues du général Wukassowich. Il n'y avait pas un moment à perdre; aussi Bonaparte donna-t-il sur-le-champ au général Dammartin l'ordre de faire avancer huit pièces d'artillerie légère pour commencer la canonnade. Ces pièces furent

placées sur un petit plateau d'où elles prenaient la gorge en écharpe. Le général Pigeon fut envoyé sur la droite avec l'infanterie légère, tandis que 300 tirailleurs se jetèrent sur les bords de l'Adige pour engager la fusillade. Protégées par ces dispositions, trois demi-brigades, formées en colonnes serrées par bataillons, s'avancèrent dans le défilé. Les Autrichiens, ébranlés par le feu meurtrier de la batterie du général Dammartin, étonnés de la hardiesse des tirailleurs, qui s'approchaient de plus en plus de la muraille dont nous avons parlé, ne résistèrent point au choc des colonnes d'attaque; l'une gravit des rocs presque inaccessibles, l'autre tourne l'ennemi le long de l'Adige. Le général Davidowich, pressé en flanc et de front, dut céder l'entrée de la gorge. Ce premier mouvement rétrograde imprima la terreur sur toute la ligne ennemie et la mit en désordre. L'ardeur des soldats français s'en accroît; les retranchements sont abordés à la baïonnette et bientôt enfoncés. L'ennemi fuit en désordre; la cavalerie française se met à sa poursuite, suivie elle-même par l'infanterie, qui marche au pas de course. Le capitaine Lemarois, aide de camp du général en chef, s'élance à la tête de 50 hussards, pour gagner la tête d'une des colonnes ennemies et essayer de lui couper la retraite. Emporté par sa bouillante ardeur, il se jette dans la colonne; bientôt enveloppé, il est renversé à terre et reçoit plusieurs coups de sabre. Les hommes qui l'avaient suivi sont également enveloppés et sabrés. Cependant le 1er régiment de hussards, accouru au secours de ses camarades, parvient à pousser l'ennemi en le chargeant avec la plus grande vigueur, et dégage le vaillant Lemarois, qui, foulé aux pieds des chevaux, couvert de sang et de poussière, était méconnaissable. Le colonel du 1er régiment de hussards fut tué dans cette charge brillante. La retraite des Autrichiens se changea alors en déroute : les vaincus, confondus avec les vainqueurs, furent faits prisonniers par centaines. Le capitaine Bessières [1], de la compagnie des guides du général en chef, avec six de ces derniers, s'empara de deux pièces de canon, et tua tous les canonniers qui voulaient les défendre.

[1] Mort, en 1813, duc d'Istrie et maréchal de France.

Les troupes du général Davidowich se retirèrent ainsi dans le plus effrayant désordre. Peu de corps étaient réunis ; indociles à la voix de leurs chefs, les soldats avaient fui à la débandade à travers les bois, les champs et les rochers ; et le général autrichien, parvenu jusques à la ville de Trente, put à peine rassembler sous ses murs la moitié de son corps d'armée.

La perte des Autrichiens dans les deux journées des 3 et 4 septembre fut très-considérable, mais bien moins en hommes tués qu'en blessés et prisonniers. Le nombre de ces derniers fut évalué de 7 à 8,000; vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux et quantité de fusils furent les trophées du combat de Roveredo ou Caliano, l'une des actions les plus heureuses et les plus mémorables de cette campagne, si féconde en hauts faits militaires. On a pu remarquer que le corps du général Davidowich avait été ainsi vaincu et dispersé par une seule division de l'armée, celle du général Masséna, qui, dans cette circonstance si importante, augmenta encore la haute réputation qu'il avait déjà acquise, en donnant des preuves d'un courage et d'une habileté au-dessus de tous les éloges.

Pendant la nuit du 4 au 5, la division du général Vaubois passa l'Adige et fit sa jonction avec celle de Masséna. Cette dernière se remit en marche à la pointe du jour, pour continuer la poursuite de l'ennemi. Le général Davidowich venait de faire une trop terrible épreuve de la prodigieuse activité de ses adversaires pour s'exposer, dans la situation où se trouvaient ses troupes, à une nouvelle attaque. Il avait évacué Trente pendant la nuit; et Masséna fit son entrée dans cette ville, à huit heures du matin, après avoir échangé quelques coups de canon avec l'arrière-garde ennemie [1].

Le général Vaubois, qui avait reçu l'ordre d'accélérer sa marche, arriva également à Trente vers le milieu du jour. Les deux divisions campèrent en avant de la ville. Bonaparte avait été promptement informé par ses éclaireurs que le général Davidowich venait de s'arrêter dans une position retranchée

[1] Bonaparte, dans son rapport, fait la remarque que la division Masséna est le premier corps d'armée français qui eût, jusques alors, pénétré si avant dans ces contrées.

derrière la rivière ou plutôt le torrent de Lavis, sur la route qui conduit de Trente à Botzen. Cette position de l'ennemi aurait inquiété la marche du corps d'armée que le général en chef se proposait de diriger par les gorges de la Brenta; et ce dernier pouvait d'autant moins différer d'en chasser le général autrichien que le succès de sa première opération sur l'armée impériale n'était réellement assuré qu'après cette dernière entreprise. Les deux divisions reprirent donc les armes dans l'après-midi, et Bonaparte se porta à l'avant-garde pour en diriger lui-même les attaques. Les Français arrivèrent à six heures du soir devant les troupes de Davidowich, placées dans une position vraiment formidable. Pour y arriver, il fallait passer le Lavis sur un pont dont le débouché était défendu par tous les moyens les plus propres à arrêter les assaillants. Une batterie enfilait le pont dans toute sa longueur, et menaçait de balayer tous ceux qui se présenteraient pour le passage. Les soldats français se rappelèrent à l'instant le pont de Lodi, et ces nouveaux obstacles ne leur parurent pas plus insurmontables. L'avant-garde se prépara donc à les franchir au pas de charge, en poussant des cris d'enthousiasme et d'espérance; mais des décharges de mitraille portent bientôt quelque désordre dans les rangs pressés de ces braves, qui reculent en voyant tomber les premières files. L'arrivée de la tête de la division Vaubois permet à Bonaparte d'ordonner une nouvelle attaque. Cette fois l'artillerie ennemie est sans effet, de nouveaux soldats succèdent à ceux que la mitraille renverse. Bientôt le général Dallemagne a franchi le pont à la tête de la 25e demi-brigade, et n'est point arrêté par la vive fusillade de l'ennemi, retranché dans le village de Lavis. Le général Murat traverse la rivière à gué, à la tête du 10e régiment de chasseurs, dont chaque cavalier porte en croupe un fantassin. L'adjudant général Leclerc, avec 3 chasseurs, et le colonel de la légion des Allobroges, Desaix, avec 12 carabiniers, se jettent à la nage et vont se placer en embuscade à plus d'un quart de lieue, dans un chemin par où doit passer l'ennemi en se retirant. Davidowich, craignant une déroute semblable à celle de la veille, prend le parti de faire précipitamment sa retraite sur Salurn et Neumark. Un détachement de cavalerie

qui se retirait au galop donne dans l'embuscade que nous venons de signaler à l'instant. Les cavaliers ennemis veulent s'ouvrir le passage en sabrant; mais le défilé est étroit et occupé dans sa largeur par les quinze braves que dirigent l'adjudant général Leclerc et le colonel Desaix. Il faut franchir un rempart de baïonnettes croisées; la nuit est obscure et cache aux Autrichiens le nombre de leurs adversaires. 100 hussards et 3 ou 400 hommes d'infanterie, qui les suivent, mettent bas les armes devant 17 Français et se rendent prisonniers. Le guidon des hussards ennemis fut présenté dans la nuit, au général en chef, par les guerriers qui s'en étaient emparés. L'adjudant général Leclerc fut le seul qui, dans cette action extraordinaire, reçut quelques blessures. L'obscurité ne permit pas de poursuivre avec plus de vigueur le général Davidowich.

La division Augereau, ayant rencontré des difficultés insurmontables dans sa marche sur les hauteurs, redescendit dans la vallée de l'Adige. Bonaparte lui donna ordre de se porter sur Levico, dans la vallée de la Brenta, sur la route qui conduit de Trente à Bassano.

Ainsi s'exécuta la première partie du plan conçu par Bonaparte pour neutraliser celui du maréchal Wurmser. Ce dernier, appelé en Italie pour réparer les fautes de Beaulieu, aurait dû éviter de suivre les errements de son prédécesseur; mais l'expérience n'a presque toujours, et fort malheureusement, que peu d'action sur les vieilles routines [1].

Nous avons dit que, de tous les sujets des États héréditaires, les Tyroliens étaient le peuple sur le dévouement et la bravoure duquel l'Autriche comptait davantage. Les nombreuses milices fournies par ce pays, et les sacrifices de tous genres qu'il s'était imposés, justifient assez notre assertion. Il paraît cependant qu'un certain nombre d'habitants, moins attachés à la cause de leur souverain qu'à leurs intérêts personnels,

[1] Dans le rapport adressé au gouvernement après les combats de Roveredo et de Lavis, Bonaparte citait avec éloge un grand nombre d'officiers, parmi lesquels on remarque le général Lespinasse, les adjudants généraux Chabran et Sornet, le chef de brigade du génie Chasseloup, les capitaines Marigny, Maigrot et Ducor; le général en chef demandait l'avancement de ces trois derniers.

firent auprès de Bonaparte des démarches pour obtenir sa protection, s'il faut s'en rapporter à la proclamation adressée par lui au peuple tyrolien avant d'entrer sur son territoire, et ainsi conçue :

« Vous sollicitez la protection de l'armée française; il faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre : leur conduite insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre.

« La supériorité des armées françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'Angleterre, le trahissent; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit une faute.

« Vous voulez la paix; les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de se rendre au vœu de l'Europe désolée et d'entendre les cris de ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous agrandir; la nature a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes, dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche.

« Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez dans vos foyers; quittez les drapeaux tant de fois battus et impuissants pour les défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs des Alpes et d'Italie; mais c'est quelques victimes de moins que la générosité de ma nation m'ordonne de chercher à épargner.

« Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats, mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité. »

En effet, Bonaparte s'occupa sans relâche d'établir le calme et la tranquillité dans la ville de Trente, en prenant les mesures administratives qu'il crut les plus propres à amener ce résultat, et qui répondaient également aux promesses et aux menaces contenues dans la proclamation que nous venons de citer. Il fit en conséquence publier, le 6 septembre, un arrêté qui portait : 1° que le conseil de Trente, appelé auparavant *conseil aulique*, continuerait toutes les fonctions civiles, juridiques et politiques que lui accordaient les usages et le gou-

vernement du pays ; 2° que toutes les attributions que l'empereur d'Autriche s'était réservées sur la principauté de Trente seraient conférées au susdit conseil ; 3° que les receveurs des princes, quelle que fût leur dénomination, et de quelque nature que fût l'imposition directe ou indirecte, rendraient compte de leur gestion au même conseil ; 4° que le conseil rendrait lui-même à la république française un compte exact de tous les revenus du prince et de l'empereur, et qu'il demeurait en conséquence chargé du soin de veiller à ce que rien ne fût distrait ; 5° que tous les actes se feraient au nom de la république française ; 6° que le conseil prêterait serment d'obéissance à la république, et le ferait prêter à toutes les autorités civiles et politiques du pays ; 7° que tous les étrangers, de quelque pays qu'ils fussent, seraient obligés de quitter les États trentins dans les vingt-quatre heures (le conseil devait les remplacer par les naturels du pays) ; 8° enfin que le général commandant la place tiendrait lieu de capitaine de la ville. Au moyen de ces dispositions, qui n'avaient rien de choquant pour l'orgueil patriotique des Tyroliens, l'ordre et la paix régnèrent dans la ville de Trente ; et Bonaparte assurait sa conquête, en présentant son administration sous un jour favorable.

Combats de Due-Castelli, de Saint-Georges. Wurmser renfermé de nouveau dans Mantoue. Affaires intérieures de l'Italie. Formation des républiques Cispadane et Transpadane. — Wurmser était entré dans Mantoue avec à peu près 10,000 hommes, dont le tiers au moins de cavalerie. Ce renfort permettait à la garnison de tenir la campagne en dehors de la place, pour y faire entrer des subsistances, et notamment des fourrages, qui manquaient absolument. Il devenait donc urgent de contraindre les Autrichiens à se renfermer dans la place, autant par la considération que nous venons d'exposer que par celle d'empêcher un corps aussi nombreux, bien que restant sur la défensive, de conserver ses communications libres, dans la vue de seconder les efforts qui seraient tentés, sans doute, pour le délivrer. Cette position des Autrichiens hors des murs de la forteresse gênait trop les opérations ultérieures de l'armée française pour que Bonaparte ne se mît pas promptement en

mesure d'agir contre le maréchal. Ainsi donc, le 13 septembre, jour même de l'arrivée de la colonne autrichienne sous les murs de Mantoue, le général en chef français avait donné des ordres à ses divisions pour qu'elles s'avançassent sans délai sur cette dernière place.

Augereau quitta Legnago le 13, et se porta sur Mantoue en passant par Governolo, débouché d'une grande importance sur le bas Pô et le Seraglio, dont les troupes de ce général devaient s'emparer, afin de ramasser tous les débris du corps autrichien qui cherchaient à rejoindre le maréchal, et pour arrêter Wurmser lui-même, dans le cas où il se présenterait sur ce point; la division devait ensuite se rabattre sur le faubourg de Saint-Georges. Masséna marcha sur Castellaro, et Sahuguet dut se porter sur la Favorite. Les Autrichiens s'étaient mis en mesure de s'opposer à ce dernier mouvement. Les troupes de Sahuguet obtinrent d'abord quelque avantage; mais, l'ennemi ayant reçu des renforts, elles furent contraintes à se retirer en désordre, abandonnant trois pièces de canon dont elles s'étaient emparées au commencement de l'action.

Wurmser avait fait camper en dehors de Mantoue treize bataillons et vingt-quatre escadrons. Ces derniers, forts de leur supériorité, inondaient la campagne. Masséna, ayant quitté Castellaro pendant la nuit du 13 au 14, s'avança sur Due-Castelli, dans l'intention de surprendre l'ennemi. Celui-ci était si peu sur ses gardes que l'avant-garde française arriva jusques au camp sans être aperçue. L'infanterie autrichienne, occupée à préparer ses aliments, n'eut pas le temps de courir aux armes; la cavalerie était au fourrage : tout semblait présager un succès complet. Mais, soit que l'avant-garde de Masséna ne fût pas soutenue à temps, soit qu'elle ne sût pas profiter du premier désordre des troupes attaquées, quelques officiers autrichiens eurent la présence d'esprit de rassembler à la hâte quelques bataillons, et d'arrêter les Français avec valeur. A ce moment le général Ott sortait de Mantoue, avec les escadrons qui revenaient du fourrage. Ne voyant que le danger pressant, et sans songer qu'ils n'avaient point de selle, les cavaliers autrichiens jetèrent leurs trousses de fourrage, et chargèrent avec impétuosité la 5e demi-brigade, qui, s'étant

fourvoyée, rejoignait alors l'avant-garde. Cette troupe, surprise par un choc aussi brusque, se retira en désordre. L'avant-garde abandonna bientôt le camp ennemi. La division aurait éprouvé un plus grand échec sans les vigoureux efforts de la 32e demi-brigade, qui se forma en bataillon carré, et sut contenir la cavalerie autrichienne assez longtemps pour que le général Kilmaine accourût au secours des troupes repoussées, avec le 20e régiment de dragons. Masséna eut quelque peine à rallier ses troupes; mais il parvint à leur faire prendre une bonne position, dans laquelle la 32e demi-brigade et le 20e de dragons vinrent les joindre, et où l'ennemi n'osa point les attaquer.

Ces deux derniers combats de la Favorite et de Due-Castelli inspirèrent aux Autrichiens une confiance présomptueuse dont Bonaparte, bien que contrarié, se promit de tirer parti pour l'exécution de son projet de battre le maréchal en dehors de Mantoue. Ces échecs n'étaient au fond que des échauffourées. L'arrivée de la division Augereau allait permettre de les réparer.

Wurmser, enhardi par le succès de la veille, fit sortir, le 15 septembre, à la pointe du jour, la plus grande partie de la garnison, qui, réunie aux troupes de l'extérieur, devait entreprendre un fourrage général. Les Autrichiens occupaient la Favorite et Saint-Georges; leur ligne appuyait sa droite à la route de Legnago, vers Mottella, et sa gauche vers San-Antonio, sur la route qui conduit de Mantoue à Vicence. Une nombreuse cavalerie couvrait le front de cette ligne étendue.

L'armée française occupait les positions suivantes : les troupes du blocus, sous les ordres du général Sahuguet, composées des 12e légère, 17e et 69e de ligne, et deux régiments de cavalerie, formaient la droite, et étaient à cheval sur la route qui conduit de la citadelle à Roverbella. Sahuguet devait attaquer la Favorite, et faire face aux troupes ennemies qui s'appuyaient à la citadelle; la division Masséna, formée des 18e et 19e légères, des 5e, 11e 18e et 32e de ligne, et de plusieurs régiments de cavalerie, occupait le centre dans la position que Masséna avait prise vers Due-Castelli. Cette position était tellement masquée par les avant-postes, que l'ennemi croyait n'a-

voir affaire qu'aux troupes du blocus. La division Augereau, provisoirement commandée par le général Bon, et destinée à former la gauche, était composée des 5e légère, 4e et 51e de ligne, et deux régiments de cavalerie. Elle était en marche par Formigosa sur Saint-Georges, afin de tourner la droite de l'ennemi, et n'avait laissé qu'un poste à Governolo.

Cette division rencontra dans sa marche des détachements ennemis qu'elle repoussa. Le mouvement du général Bon fit prendre le change à Wurmser. Ce maréchal pensa que la démonstration de Sahuguet sur la gauche n'était qu'accessoire, et que l'armée française débouchait par Governolo. Il fit donc marcher son aile droite sur le village de Tenca. Le combat s'était déjà engagé sur la gauche, entre les troupes de cette partie et celles de Sahuguet; cependant il devint plus vif vers Tenca, où la supériorité numérique de l'ennemi lui fit obtenir d'abord quelque avantage. Mais la prochaine apparition de la division Masséna allait bientôt changer le triomphe en déroute. Dans le même moment où le général la Salcette[1] (de la division Sahuguet) conduisait vigoureusement sa brigade entre la citadelle et la Favorite, les troupes du général Pigeon (de la division Masséna) ayant passé par Villa-Nova, tournèrent la plaine où la cavalerie autrichienne espérait pouvoir manœuvrer, et cherchèrent à couper les communications entre la Favorite et Saint-Georges. Ces mouvements fixaient l'attention de Wurmser sur ses deux ailes, et le contraignaient à dégarnir son centre pour renforcer ces dernières. Tel était précisément le but de Bonaparte. Quand il vit les troupes du centre marcher sur la division du général Bon, il fit lui-même avancer la division Masséna avec rapidité. La 18e demi-brigade, sous les ordres du général Victor, marcha directement sur Saint-Georges, chaque bataillon formé par divisions. La 32e, soutenue par deux régiments de cavalerie conduits par le général Kilmaine, se dirigea un peu à droite, afin de rejeter l'ennemi sur la brigade Pigeon; le reste de la division devait soutenir ces deux attaques. Le combat fut bientôt général sur toute la ligne.

Lorsque la droite des Autrichiens, engagée avec le général

[1] Depuis lieutenant général.

Bon vers Tenca, entendit le canon du côté de Saint-Georges, elle craignit, avec raison, d'être coupée par la prise de ce faubourg; et son général ordonna un mouvement rétrograde dont le général Bon profita pour reprendre ses avantages et suivre avec vigueur ces troupes ébranlées. La 4e demi-brigade de ligne, qui s'était avancée la première, tua un grand nombre d'ennemis et fit beaucoup de prisonniers. Pendant que ceci se passait, le général Victor culbutait les troupes qui couvraient Saint-Georges, et entrait dans ce faubourg pêle-mêle avec elles. Cette circonstance donna lieu à un beau fait d'armes. Un bataillon de la 18e fut chargé par deux escadrons de cavalerie autrichienne; non-seulement les braves fantassins soutinrent avec beaucoup de résolution cette charge impétueuse, mais ils pressèrent à leur tour les cavaliers avec tant de vigueur, que tous ceux de ces derniers qui ne furent pas tués ou blessés mirent bas les armes et se rendirent prisonniers.

La droite des Autrichiens, reculant devant le général Bon, atteignit le faubourg de Saint-Georges; trouvant ce poste déjà occupé par les Français, elle se rejeta sur la citadelle. Le général Sahuguet, dont une partie de la division se trouvait entre cette même citadelle et Saint-Georges, fit tous ses efforts pour s'opposer au mouvement des Autrichiens; mais il ne put y réussir complétement, parce qu'il n'avait point assez de monde, et que l'ennemi marchait sous la protection du feu des remparts et sous celle de sa cavalerie. Toutefois ces troupes ne rentrèrent point dans la place sans éprouver des pertes considérables; plusieurs corps furent coupés et se rendirent prisonniers. Bonaparte, instruit de la marche de l'aile droite autrichienne sur le général Sahuguet, détacha plusieurs escadrons pour soutenir ce dernier; mais ils n'arrivèrent que lorsque les dernières troupes de Wurmser rentraient dans la place.

Cette journée et la précédente coûtèrent beaucoup de monde aux deux partis; les Autrichiens perdirent, le 15, environ 2,000 hommes tués ou blessés; un pareil nombre de prisonniers (parmi lesquels un régiment de cuirassiers et un corps de hulans), et vingt-cinq pièces de canon avec leurs caissons tous attelés. La perte des Français fut beaucoup moins considérable, comme on peut le présumer : cependant la journée du 14 avait

été à leur désavantage. On compta parmi les nombreux blessés de l'armée française les généraux Victor, Saint-Hilaire, Bertin, Murat, Meyer (ce dernier reçut un coup de feu en dégageant un soldat qu'un cuirassier autrichien allait tuer), le général Lannes, qui s'était particulièrement distingué dans les combats de Due-Castelli et Saint-Georges, les colonels Leclerc (du 10[e] de chasseurs à cheval) et Payen (du 7[e] de hussards), tous deux blessés en chargeant l'ennemi, l'adjudant général Belliard[1], les chefs de bataillon Taitlaud et Suchet[2], de la 18[e] de ligne; les officiers d'état-major Charles et Sulkowsky, et une foule d'autres officiers de tout grade, méritèrent d'être cités avec éloges dans le rapport de Bonaparte au Directoire, qui sollicita en outre pour un grand nombre d'entre eux un grade supérieur[3].

La dernière victoire remportée par l'armée française termina les opérations du général Bonaparte contre l'armée de Wurmser. Les postes de Saint-Georges et de la Favorite furent fortifiés avec tant de soin, qu'il devint désormais impossible aux Autrichiens de déboucher de ces côtés. Toutefois, et pour des motifs que nous déduirons plus bas, le général en chef négligea d'occuper le Seraglio, ce qui laissa à Wurmser la faculté de s'étendre dans ce pays fertile, situé entre le Pô et le Mincio. Les forces ennemies rassemblées dans Mantoue étaient encore considérables : elles montaient de 25 à 30,000 hommes, dont cinq de cavalerie. Cette dernière troupe était à la vérité plus embarrassante qu'utile dans une place à la veille d'être assiégée, et sur le nombre total de la garnison il faut déduire les malades, qui augmentèrent bientôt dans une proportion effrayante, par suite des fatigues éprouvées depuis la dernière marche, par les privations, et surtout par l'air vicié et pestilentiel qui s'exhale incessamment des marais fangeux au milieu desquels Mantoue est placée. Vers la fin de septembre, on ne comptait déjà plus

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Depuis maréchal et pair de France, duc d'Albufera, etc., etc.

[3] Voici le nom de ces officiers : le colonel Leclerc, proposé pour général de brigade; la confirmation de leur grade pour les adjudants généraux Roize et Picard; le grade de chef de bataillon pour les capitaines Coindet et Rozet, de l'artillerie, Damour et Ducos, de l'état-major général.

que 16,000 combattants; 9,000 malades encombraient les hôpitaux et les maisons de la ville; le reste avait succombé.

Nous venons de dire que le général français avait négligé de faire occuper le Seraglio; il n'ignorait point les ressources que cette contrée offrait à Wurmser, libre d'y envoyer fourrager; mais son intention était d'attirer le maréchal hors des murs de la forteresse, pour l'engager dans une nouvelle affaire où il espérait le battre encore, et par conséquent l'affaiblir. Le pont de Governolo sur le Mincio avait été seulement occupé et retranché pour empêcher l'ennemi de se porter de l'autre côté du fleuve. L'armée française d'ailleurs, en raison des forces renfermées dans Mantoue, ne pouvait guère investir convenablement cette place sur les deux rives du Mincio. Tels furent du moins les motifs qui furent allégués dans des rapports officiels.

Le 21 septembre, 1,500 hommes de cavalerie sortirent de Mantoue et se portèrent à Castellucchio. Les grand'gardes françaises se replièrent, comme elles en avaient reçu l'ordre, et l'ennemi ne poussa pas plus loin. Le surlendemain, 23, un corps de troupes, sous les ordres des généraux Ott et Minckwitz, vint attaquer Governolo sur la rive du Mincio. Les Français étaient sur la gauche, et le poste avait été convenablement renforcé. Après une canonnade très-vive et plusieurs charges vigoureuses exécutées par l'infanterie républicaine, les Impériaux furent battus et repoussés, avec une perte d'à peu près 1,000 hommes tués ou faits prisonniers, et de cinq pièces de canon attelées, ainsi que leurs caissons.

Vers cette époque, le général Bonaparte quitta son camp devant Mantoue pour se rendre à Milan, où l'appelaient de nouveaux soins à donner à l'affermissement des conquêtes de la république en Italie. Il remit le commandement supérieur des deux divisions destinées à continuer le blocus au général Kilmaine, et celui-ci garda les mêmes positions jusques au 29, espérant toujours que les Autrichiens renouvelleraient leurs sorties pour faire rentrer dans la place tout ce qu'ils pourraient réunir d'approvisionnements. Mais cette attente fut déçue. Wurmser pénétra le dessein des Français; ses troupes restèrent campées à la Chartreuse, en avant de la porte de Pradella, et à

la chapelle qui se trouve devant la porte de Cerese. Le général Kilmaine prit alors la résolution d'attaquer l'ennemi sur ces deux points; il y dirigea plusieurs colonnes, et l'ennemi évacua ses camps après une légère fusillade d'avant-garde.

Le 1er octobre, les Français s'avancèrent jusque devant les portes de Pradella et de Cerese, et bloquèrent la citadelle. Un détachement de cavalerie, sorti la veille de la forteresse, se trouva cerné et fut obligé de se rendre prisonnier. Un autre détachement, qui avait réussi à passer le Pô à Borgoforte, pour faire des fourrages, se trouva pareillement coupé, et chercha à s'échapper du côté de la Toscane. L'officier qui commandait ce détachement était porteur d'instructions du maréchal Wurmser pour exciter à l'insurrection les habitants du pays, et pour leur distribuer des armes, dont on avait chargé les chariots qui devaient transporter le fourrage dans Mantoue. Mais loin de trouver l'appui qu'ils espéraient, ces cavaliers autrichiens, poursuivis par les gardes nationales de Reggio, et par les paysans armés à la hâte d'instruments offensifs, se réfugièrent dans le château de Monte-Chiarugolo, sur le territoire de Parme. Ils y furent cernés et obligés de se rendre par capitulation. Deux hommes de la garde nationale de Reggio furent tués dans cette action : « Ce sont, écrivait le général Bonaparte au Directoire, les premiers Italiens qui aient versé leur sang pour la liberté de leur pays. »

Les Français avaient mis le feu à des meules de foin réunies entre leurs postes et la citadelle. Le 7 octobre, les Autrichiens firent une sortie, dans le dessein d'enlever le fourrage qui pouvait rester encore. Ils s'avancèrent par la route qui mène de la citadelle à Soave, et attaquèrent le château de Prada, défendu par 300 hommes de la 69e demi-brigade, sous le commandement du chef de bataillon Dislons. Les Français se battirent avec leur intrépidité ordinaire. Un bataillon de la 11e demi-brigade de ligne vint, avec une pièce de canon, au secours du poste attaqué, et força la colonne ennemie de se retirer jusque sur les glacis de la citadelle. 250 Autrichiens furent faits prisonniers : le capitaine Magne, de la 69e, en prit dix-sept à lui seul.

Pendant la nuit du 18, les Autrichiens tentèrent sur les re-

tranchements de Saint-Georges une escalade qui échoua complétement. Le reste du mois se passa sans aucun événement remarquable. La garnison, rebutée de l'inutilité de ses tentatives, et affaiblie par les maladies, qui augmentaient en raison des privations de tout genre et de l'air contagieux, n'osa rien entreprendre. A la fin d'octobre, on commença à tuer les chevaux pour faire des distributions de viande.

Tandis que le vieux maréchal s'affligeait de se voir ainsi renfermé dans une place où les soldats de son armée périssaient en détail, sans honneur et sans gloire, la cour de Vienne, encouragée d'ailleurs par les derniers succès du prince Charles en Allemagne, s'occupait avec la plus grande activité d'organiser une troisième armée pour délivrer Wurmser et rétablir ses affaires en Italie. Les moments étaient pressants; Mantoue pouvait succomber. Le Tyrol, faiblement défendu, ne présentait pas une barrière assez imposante pour empêcher une invasion dans les États héréditaires. Le plus actif, le plus entreprenant des généraux français avait obscurci la gloire des capitaines les plus expérimentés de l'Autriche. Que de motifs pour cette puissance de porter toute son attention du côté de l'Italie!

Les événements de la guerre nous ramènent naturellement en Allemagne, avant de continuer le récit des opérations de Bonaparte; mais nous croyons devoir exposer les affaires intérieures de l'Italie qui se rattachent à l'histoire de cette campagne, et donner quelques détails sur la conduite politique et administrative du général français dans cette contrée.

Dans la situation où Bonaparte se trouvait placé avec son armée, enfoncé dans le Nord de l'Italie, placé devant une forteresse imposante et défendue par une nombreuse garnison, c'était peu pour ce général d'avoir défait successivement deux armées ennemies dans tant de combats glorieux et extraordinaires; il fallait encore consolider le résultat de ces exploits, et conserver dans le pays conquis une influence durable. Il était beau sans doute pour le jeune capitaine d'avoir atteint, dans une seule et première campagne, les plus hautes renommées militaires; mais ce genre de gloire ne suffisait pas seul à Bonaparte. Nourri de la lecture des grands hommes de Plutarque, il voulait, ainsi que les héros de la Grèce et de Rome, être à la

fois guerrier et homme d'État. Le système républicain, établi chez la nation dont il dirigeait une des armées, semblait l'encourager à s'écarter de la route que suivent les généraux qui se renferment exclusivement dans le rôle d'agents militaires. Les consuls romains quittaient tour à tour le sénat et l'armée pour combattre les ennemis et concourir à l'établissement des lois de la république. Périclès, Phocion, Aratus, Philopœmen avaient été généraux, magistrats, législateurs. Déjà l'autorité du Directoire n'était plus assez importante, aux yeux du vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, pour le distraire des idées ambitieuses qui commençaient à fermenter sourdement dans cette tête exaltée.

Toutefois le Directoire secondait merveilleusement les dispositions d'esprit de son général. Ses instructions portaient de favoriser par tous les moyens possibles le développement des germes de l'esprit national chez les peuples des contrées occupées par l'armée française. Déjà celui de la Lombardie avait osé concevoir l'espoir de recouvrer son indépendance et de secouer le joug de la maison d'Autriche, dont le gouvernement n'était point en rapport avec les mœurs et le caractère de la nation; et l'on se rendra facilement compte de cette tendance des Lombards vers l'affranchissement, si l'on considère leur situation durant deux siècles sous le gouvernement turbulent de leurs ducs, et pendant les envahissements et la domination des Français, des Espagnols et des Allemands, qui ne s'étaient tous occupés que de leurs intérêts personnels sans faire aucune espèce d'attention à l'amélioration du sort du peuple conquis.

Bonaparte, rendu à Milan, donna donc ses soins à l'exécution de projets en harmonie avec les instructions du Directoire. Il fomenta l'esprit d'insurrection déjà allumé chez les Lombards, et il se flatta que l'incendie gagnerait bientôt les autres peuples de l'Italie. En effet, les deux rives du Pô ne tardèrent pas à partager les mêmes sentiments. Il faut avouer, cependant, que les habitants des villes étaient beaucoup mieux disposés que ceux des campagnes, retenus encore par le respect féodal et par la superstition.

C'était une opinion assez généralement accréditée, que l'Italie serait presque toujours le tombeau des Français, et cette

opinion se fondait, comme nous l'avons dit, sur l'expérience des invasions précédentes, sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier. Elle acquérait, chez certains esprits, plus de probabilités encore par l'augmentation des causes d'antipathie qui avaient si puissamment secondé l'expulsion des armées françaises aux époques que nous venons de citer. Comment croire, en effet, qu'une nation ennemie de la religion et de la noblesse pût se flatter de maintenir sa domination dans un pays où les nobles exerçaient encore une si grande influence? Nous avons dit que Bonaparte était nourri de la lecture de Plutarque et d'autres anciens; mais déjà celle de Machiavel ne lui était pas moins familière, à cette époque de sa vie. Il puisa dans les livres du politique florentin les principes qui pouvaient le conduire à son but présent, et l'on verra par la suite qu'il ne borna pas à ce seul essai l'application d'une doctrine qui lui donna l'empire.

Bonaparte sentait bien que, pour régénérer l'Italie, il fallait à ce pays une forme de gouvernement qui sût allier la force à la libéralité; mais, indépendamment des difficultés locales qui se présentaient, il devait encore éprouver des contrariétés sans cesse renaissantes de la part des commissaires envoyés par le Directoire. Ce dernier voulait pour lui seul la gloire de cette grande révolution, et se flattait de l'accomplir à sa manière, d'après ses propres principes et les institutions en vigueur dans la France. Ne point mécontenter le Directoire, et en même temps éviter de heurter trop ouvertement les préjugés nationaux, telle était l'opération que le jeune guerrier sut conduire avec une habileté dont bien peu d'hommes d'État eussent été susceptibles. Composant avec les anciennes institutions, à l'exception de celles qui tenaient au régime féodal, il ne mêla point à une régénération politique des entreprises irréligieuses, et glissa avec beaucoup d'adresse sur les réformes du clergé, afin de ne point s'attirer la haine de la classe ignorante sur laquelle les pratiques de la religion dans tous ses détails exercent une influence si puissante. Il se borna à proclamer l'abolition des dîmes et de quelques autres droits ecclésiastiques faciles à représenter comme des abus. En établissant le principe de l'égalité des personnes et la suppression des droits féodaux, il n'ex-

clut aucun noble des fonctions civiles et administratives, et leur donna même l'espoir fondé de conserver dans le nouvel État la considération et le respect dont ils étaient si jaloux, en y ajoutant l'influence politique dont les avait privés le gouvernement autrichien. Ce qui prouve la sagesse des mesures prises par le général français, c'est que la révolution italienne se fit sans secousse violente et ne fut suivie d'aucune réaction.

Dans leur élan vers l'indépendance, les Lombards montraient des intentions franches et pleines de dévouement pour les Français, qu'ils regardaient comme des libérateurs. Bonaparte en reçut, dès son arrivée à Milan, après les dernières affaires devant Mantoue, la preuve la moins équivoque. Les Milanais présentèrent à l'administration provisoire une demande par laquelle ils sollicitaient la faveur de former une légion active et de l'envoyer de suite rejoindre ceux de leurs compatriotes qui avaient déjà été admis dans l'armée française. L'administration, en transmettant cette pétition au général en chef, lui disait : « Nous venons de recevoir un écrit signé d'un grand nombre de patriotes, dans lequel ces braves citoyens demandent la formation d'une légion lombarde pour l'unir à la glorieuse armée républicaine, marcher ensemble contre le commun ennemi, et défendre ainsi notre liberté et notre indépendance..... L'administration espère, citoyen général, que vous voudrez bien seconder le désir d'un peuple qui veut être libre, et que vous ne vous opposerez pas à ce qu'il soit armé pour défendre la patrie et combattre des ennemis qui sont aussi les vôtres. » Bonaparte accueillit la demande des Milanais. Par cette marque de confiance qu'il leur donnait, il augmenta l'énergie et l'enthousiasme de ces Italiens, qui devinrent bientôt les émules de la valeur française et partagèrent plus tard la gloire et les dangers des guerriers qui avaient fondé leur indépendance.

En affermissant ainsi une révolution avantageuse aux succès des armes françaises, Bonaparte ne négligeait point les sciences et les arts; et c'est dans leur terre classique qu'il se plut à leur accorder cette haute protection qu'il affecta par la suite dans le pays dont il envahit l'autorité suprême. On connaît déjà l'accueil fait à l'astronome Oriani dans le palais ducal de Mi-

lan [1], à son retour dans la capitale de la Lombardie; le général français redoubla d'efforts et de caresses pour séduire tous ceux qui cultivaient avec succès les sciences, les arts et les lettres : des pensions accordées, des gratifications distribuées aux hommes les plus recommandables dans ces différentes classes, prouvèrent que Bonaparte savait découvrir le mérite partout où il se trouvait. L'instruction publique, ce moyen puissant d'influencer l'opinion des peuples régénérés, reçut des améliorations sensibles en subissant une nouvelle organisation. Enfin, le jeune vainqueur porta sur toutes les branches de l'administration un coup d'œil exercé qui ne devait pas moins étonner que ses victoires. Il avait à cette époque un peu plus de vingt-sept ans.

D'un autre côté, la conduite modérée de l'armée française ne contribuait pas peu à changer les dispositions fâcheuses d'un peuple qui, de tout temps, s'était montré l'ennemi des étrangers amenés par la guerre sur son territoire. Cette partie de la population qui avait d'abord manifesté des sentiments de haine contre les vainqueurs, finit par s'habituer à un ordre de choses qui lui assurait l'exercice des droits de citoyen, droits qu'elle n'avait point connus jusqu'alors. Bonaparte n'eut bientôt plus qu'à tirer parti des mouvements insurrectionnels qui s'organisèrent de tous les côtés.

Le duché de Modène fut, des États voisins, celui qui, le premier, suivit l'exemple de la Lombardie. On a vu que le duc Hercule III, souverain du pays, avait pris la fuite à l'approche de l'armée française, tout en traitant de la paix avec la république aux conditions les plus dures. Cet abandon, dans des moments de danger que le duc refusait ainsi de partager avec eux, avait inspiré aux Modénais un mépris profond pour ce prince. Ce sentiment, qui s'augmentait encore par le souvenir des exactions arbitraires exercées sur eux par les agents du souverain, occasionna bientôt une fermentation sourde, symptôme précurseur d'une révolte ouverte. Lorsque les habitants du duché surent que les Français étaient disposés à protéger l'insurrection, elle ne tarda point à éclater. Le 26 août, la ville de Reggio, patrie de l'Arioste, arbora le drapeau aux trois couleurs : ses citoyens chas-

[1] *Voyez* tome III, page 348.

sèrent les troupes du duc de Modène qui y tenaient garnison, nommèrent une administration municipale, et se mirent sous la protection de l'armée française, à laquelle ils envoyèrent des députés.

Par l'une des clauses de l'armistice conclu précédemment avec le pape, S. S. avait cédé à la république française les légations de Bologne et de Ferrare. Bonaparte avait confié le gouvernement de ces deux provinces à un conseil provisoire chargé de préparer une constitution en harmonie avec les mœurs et les usages du pays. Cet abandon du droit de conquête, pour rendre le peuple à son indépendance, avait attaché les cœurs de la majorité des habitants des deux légations à la cause de la liberté. Lorsqu'ils apprirent le mouvement qui venait d'avoir lieu à Reggio, ils envoyèrent une députation aux citoyens de cette ville pour les féliciter sur leurs généreux efforts et pour leur offrir un appui.

Sur ces entrefaites, le conseil de régence, qui administrait le duché de Modène, effrayé, non sans motifs, de l'insurrection des habitants de Reggio, fit des préparatifs de défense, et ordonna la réparation des fortifications de Modène, en attendant qu'il se vît en état de châtier les révoltés. Nous avons dit que ces derniers avaient réclamé la protection française.

Prenant pour prétexte les travaux faits aux fortifications de Modène, en violation de la neutralité promise par le duc dans son traité, le général français envoya des troupes sur cette ville : elles y entrèrent sans difficulté le 9 octobre. Le conseil de régence fut cassé, et ses membres, Montecuculli, Scaginelli, Cuodrini, Cumpoti et Rondini, arrêtés et conduits à Tortone. Un comité de gouvernement fut nommé pour les remplacer. Sa mission fut d'administrer provisoirement le duché au nom de la république. Les commissaires Canuti, Medici, Valdrigni, Cavedoni, Testi, Cavichioli et Luosi prêtèrent serment de fidélité au peuple français.

Aussitôt après son installation, le comité de Modène fit passer aux habitants des légations de Bologne et Ferrare l'invitation d'envoyer des députés à Modène, à l'effet de se concerter avec ces derniers sur les moyens de consolider la révolution qui venait de s'opérer. Les députations eurent lieu; et, dans une

assemblée générale qui se tint quelques jours après leur arrivee, l'union des quatre provinces de Modène, Reggio, Ferrare et Bologne fut déclarée solennellement permanente et indissoluble. L'assemblée décréta, en outre, l'organisation d'une garde nationale sédentaire dans toutes les villes confédérées, la création d'une légion active, composée de cinq cohortes; l'établissement d'une junte, ou commission militaire de cinq membres; enfin, l'envoi d'une députation à Milan, capitale des villes libres au delà du Pô, pour y resserrer les nœuds de l'amitié et de la fraternité, etc. Le comité du gouvernement, établi par les Français, rendit en même temps une ordonnance par laquelle toute espèce de juridiction féodale était abolie; les officiers du régime ducal, de tout genre et de tout grade, conservés jusqu'à nouvel ordre, en attendant les informations prises sur leur conduite ou leur moralité; tous les droits féodaux perçus ou à percevoir réunis, jusqu'à nouvel ordre, à la caisse nationale; les priviléges odieux de chasse et de pêche soumis à l'examen du comité, qui promit de satisfaire dans peu à l'impatience générale de les voir supprimés; les biens allodiaux conservés aux feudataires en propriété absolue; enfin, tout ce qui regarde l'abolition instantanée des fiefs et de toute juridiction féodale, étendu aux inféodations faites à titre onéreux. Le gouvernement provisoire s'empressa aussi de nommer des commissaires pour la rédaction d'un plan de constitution des quatre provinces confédérées.

Toutes ces innovations, faites au nom de la liberté, exaltèrent toutes les têtes, et peut-être auraient-elles produit les mêmes excès et les mêmes désordres qui avaient signalé les commencements de la révolution française, si Bonaparte n'eût veillé au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique: Nous en citerons un exemple, à l'occasion de la plantation d'un arbre de la liberté à Bologne.

Des habitants de cette ville, à leur retour de Modène, où ils s'étaient transportés pour assister aux séances du comité de gouvernement, se livrèrent à plusieurs excès, et firent, dans quelques maisons, une réquisition de vin, afin, disaient-ils, que le peuple pût boire en l'honneur de l'arbre de la liberté. Bonaparte, instruit de cette conduite ignoble et scandaleuse, blâma hautement les hommes qui s'en étaient rendus coupables, et fit

publier, à cette occasion, une proclamation dans laquelle il exprimait son affliction à la vue des excès auxquels s'étaient livrés quelques mauvais sujets qui déshonoraient l'enthousiasme des bons citoyens, et sa résolution ferme de conserver une sage liberté.

« Un peuple, disait le général républicain, qui se livre à des excès est indigne de la liberté : un peuple vraiment libre est celui qui respecte les personnes et les propriétés. L'anarchie amène la guerre intestine et toutes les calamités publiques. *Je suis l'ennemi de la tyrannie*, mais avant tout l'ennemi juré des scélérats, des brigands qui les commandent lorsqu'ils pillent. Je ferai fusiller ceux qui, renversant l'ordre social, sont nés pour l'opprobre et le malheur de leurs concitoyens.... Peuple de Bologne, voulez-vous que la république française vous protége ; voulez-vous que l'armée française vous estime et s'honore de votre bonheur; voulez-vous que j'attache du prix à l'amitié que vous me témoignez, réprimez le petit nombre des scélérats, faites que personne ne soit opprimé. Quelles que soient ses opinions, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de la loi..... Faites surtout que les propriétés soient respectées. »

Cette proclamation produisit l'effet qu'on devait en attendre. Les misérables qui avaient osé entrer à main armée dans les maisons des particuliers furent arrêtés par ordre de l'administration et condamnés aux galères. Toutefois le gouvernement voulut que l'arbre de la liberté ne cessât point d'être regardé avec respect et enthousiasme : « L'arbre de la liberté, déclarait-il, est le signe de ce sentiment noble et auguste que nous donne la nature, que le despotisme avait si longtemps endormi dans nos cœurs, et que, après cinq siècles entiers, l'invincible nation française a réveillé parmi nous. L'audacieux qui oserait l'outrager d'action ou de paroles est déclaré coupable de lèse-nation et sera puni de mort. Cependant que les citoyens se gardent d'attribuer à cet arbre l'idée fausse du désordre et de la licence. Il représente la liberté, l'égalité civile qui nous met tous également sous l'autorité et la protection de la loi. Celui qui osera troubler la tranquillité et l'ordre publics, insulter le gouvernement et les autorités constituées, sera sur-le-champ fusillé pour l'exemple de tous. »

Afin de mettre ces menaces à exécution, on accéléra l'organisation d'une garde civique provisoire tirée des corporations des arts et métiers, et destinée à faire la police dans la ville. Les religieux étrangers reçurent l'ordre de sortir des quatre villes confédérées, dans l'espace de trois jours; la caisse de leur communauté dut leur fournir les moyens nécessaires pour s'éloigner; il fut enjoint aux supérieurs de veiller à ce que les moines qui s'éloignaient aussi n'emportassent ni argenterie, ni meubles, ni livres appartenant aux monastères. Quant aux supérieurs eux-mêmes qui se trouvaient dans le cas de l'ordonnance, ainsi que les procureurs, les syndics et autres agents comptables, ils ne purent partir qu'après avoir rendu des comptes en règle. Le départ des curés, vicaires, pères de l'Oratoire, moines infirmiers et hospitaliers, etc., fut suspendu jusqu'à nouvel ordre. Les supérieurs devaient en outre présenter, sous huit jours, l'actif et le passif de leur communauté, etc.

Ce fut à Reggio que fut convoquée l'assemblée chargée de discuter les intérêts des villes de Modène, Bologne, Ferrare et Reggio. Le résultat de ses délibérations fut la réunion des deux duchés et des deux légations en un seul État, sous la dénomination de *République cispadane*. La détermination de cette espèce de congrès fut notifiée en ces termes aux quatre peuples confédérés :

« La motion ayant été faite au congrès de former des quatre peuples une république une et indivisible sous tous les rapports, de manière que les quatre peuples ne fassent plus qu'une seule nation, une seule famille, pour tous les effets tant passés qu'à venir, sans en excepter aucun, le congrès étant allé aux voix par peuple, tous l'ont accepté. » La même notification fut adressée au général Bonaparte, avec des remerciments pour la haute protection qu'il avait bien voulu accorder à l'assemblée, en envoyant son aide de camp Marmont pour assister à toutes les délibérations. Bonaparte répondit à l'hommage des fondateurs de la nouvelle république par la lettre suivante :

« J'ai appris avec le plus vif intérêt que les républiques cispadanes se sont réunies en une seule, et que, prenant pour symbole un faisceau, elles sont déjà convaincues que leur force consiste dans l'unité et l'indivisibilité. La malheureuse Italie est

depuis longtemps effacée du tableau des puissances de l'Europe. Si les Italiens de nos jours sont dignes de recouvrer leurs droits et de se donner un gouvernement libre, on verra leur patrie figurer avec gloire parmi les puissances de la terre. N'oubliez pas cependant que les lois sont nulles sans la force. Vos premiers regards doivent se fixer sur votre organisation militaire. La nature vous a tout donné ; et, après la concorde et la sagesse que l'on remarque dans vos délibérations, il ne vous manque, pour parvenir au but, que d'avoir des bataillons aguerris et animés du saint enthousiasme de la patrie. Vous vous trouvez dans une situation plus heureuse que le peuple français : vous pouvez parvenir à la liberté sans secousses révolutionnaires. Les malheurs qui ont affligé la France avant l'établissement de sa constitution seront inconnus parmi vous ; l'unité qui lie les diverses parties de la république cispadane sera le modèle constamment suivi de l'union qui régnera entre toutes les classes de ses citoyens ; et les fruits de la correspondance de vos principes et de vos sentiments, soutenue par votre courage, seront la république, la liberté et le bonheur. »

Pendant que les duchés de Modène et de Reggio, les légations de Bologne et de Ferrare brisaient ainsi les liens qui les attachaient à leurs anciens gouvernements, en se constituant république cispadane, l'administration provisoire de la Lombardie, ou duché de Milan, avait elle-même terminé ses opérations. A l'imitation de leurs voisins, les Lombards adoptèrent définitivement le gouvernement républicain ; et l'État, ainsi régénéré, prit le nom de *République transpadane*. Les bases de cette nouvelle constitution étaient, à quelque légère différence près, les mêmes que celle de la cispadane. Bonaparte, qui déjà peut-être avait le dessein de les réunir en une seule, mais qui n'osait point achever cette grande entreprise, dan la crainte de voir son ouvrage détruit à la paix, si par hasard la restitution du duché de Milan devenait une des conditions du traité (il ne pouvait se flatter encore d'influencer les déterminations futures du Directoire) ; Bonaparte, disons-nous, voulut du moins préparer les moyens qui pouvaient un jour amener la réunion des deux États. Il arrêta que l'uniforme des troupes organisées dans les deux républiques serait le

même. En établissant ainsi une espèce de confraternité entre les soldats des deux pays, il espérait qu'ils s'habitueraient aux mêmes intérêts, et qu'ils éprouveraient le besoin commun de se réunir pour soutenir une indépendance achetée par les mêmes périls.

Ainsi Bonaparte, après avoir commencé à éprouver que des armées bien dirigées savent se maintenir dans un pays conquis, achevait, pour ainsi dire, cette démonstration d'une manière non moins adroite qu'honorable, en ménageant avec art les intérêts des peuples envahis. L'Italie put espérer de voir, au milieu du fracas des armes, renaître les jours de son antique grandeur et de sa puissance. Elle se trouvait déjà l'alliée de ceux qui, occupant son territoire, auraient pu l'asservir.

C'était en effet une idée grande et féconde en résultats avantageux pour la république française, que celle de créer en Italie des États libres, intéressés à rester toujours amis de la nation qui leur avait procuré l'indépendance. Dans la situation présente de l'Europe, l'amitié certaine de l'Italie était d'une bien plus haute importance que sa conquête. En rendant les Italiens à la liberté, en les laissant maîtres de s'imposer de nouvelles lois, en les entourant de tous les prestiges séducteurs d'une révolution dégagée des scènes sanguinaires et terribles qui accompagnent presque toujours les mouvements insurrectionnels, les Français se délivraient de l'embarras de tenir des garnisons sur les derrières de leur armée, et se voyaient même secondés par ceux qui, dans tout autre ordre de choses, se seraient montrés en ennemis. L'Autriche perdait par là toutes les ressources qu'elle aurait pu tirer de ce pays dans cette lutte opiniâtre, où, malgré tous ses revers, elle ne paraissait pas encore désespérer du succès. Enfin, quelles que fussent à l'avenir les chances d'une guerre non encore terminée, les Français, en révolutionnant l'Italie, se ménageaient de précieux auxiliaires, et la république dut s'applaudir de posséder un général qui ne montrait pas moins de talents pour lui concilier l'affection des peuples que pour commander ses armées.

Tandis que ceci se passait dans l'intérieur de l'Italie conquise, la république de Gênes était elle-même dans une sourde fermentation, causée par la différence d'opinions entre la classe

du peuple proprement dit et celle des nobles qui composaient le gouvernement de cet État. Les premiers avantages obtenus par les Français en Italie avaient comme obligé le sénat à fermer le port de Gênes aux Anglais. Cette mesure était d'ailleurs la représaille des actes d'hostilité commis, en 1793, par le pavillon britannique. Le gouvernement français avait exigé du sénat génois, après la pacification des troubles dans les fiefs impériaux[1], le renvoi du comte de Girola, ministre accrédité de la cour d'Autriche, et soupçonné d'avoir été le moteur secret des troubles qui avaient amené la catastrophe d'Arquata. Cependant l'envoyé du cabinet britannique, Dracke, ne cessait de répandre dans la ville de Gênes et dans les environs les nouvelles les plus absurdes et les plus extraordinaires. Tantôt la garnison de Mantoue avait fait une sortie générale, remporté une victoire signalée et taillé en pièces la meilleure partie de l'armée française; tantôt Bonaparte avait été cerné par une armée formidable descendue tout à coup du Tyrol, et forcé à mettre bas les armes et à se rendre prisonnier avec toutes ses troupes. Lorsque ces bruits avaient été reconnus faux, ou qu'ils ne produisaient pas l'effet désiré, l'ingénieux agent changeait de tactique; et afin d'épouvanter le peuple génois et de l'exciter à un soulèvement contre les Français, on signalait l'approche d'une flotte de cette nation sur les côtes de Gênes, et on lui supposait l'intention de bombarder le port et la ville : c'étaient, en un mot, les mêmes moyens et les mêmes intrigues qu'on avait employés précédemment pour insurger la population crédule des fiefs impériaux.

Mais les Génois, plus éclairés que les paysans d'Arquata et des fiefs, montraient une froide indifférence pour toutes les ridicules nouvelles débitées par Dracke et ses adhérents, soit avec emphase, soit avec une terreur simulée. Gouvernée par un sénat non moins ombrageux que celui de Venise, cette république de commerçants n'avait point envisagé avec effroi les principes révolutionnaires français, et ne paraissait point éloignée de les accueillir si l'occasion se présentait. Il faut en excepter la classe des nobles, qui, composant seule le gouver-

[1] *Voyez* tome III, page 340 et suivantes.

nement, montrait des dispositions toutes contraires [1]. Aussi le sénat génois, malgré ses démonstrations apparentes, favorisait-il en secret les menées de Dracke et des autres agents étrangers. Il ne fallait rien moins que l'entière défaite du maréchal Wurmser pour empêcher ce gouvernement d'éclater et de montrer publiquement sa partialité pour les ennemis de la France.

Désespéré de n'avoir pu entraîner le peuple génois dans quelque démarche imprudente, Dracke se réfugia dans les fiefs impériaux, auprès du comte de Girola; celui-ci, après avoir inutilement protesté contre le refus du sénat de communiquer avec lui, s'était occupé à renouer de nouvelles intrigues, et se voyait à la veille d'opérer un second soulèvement dans les fiefs. Celui de Santa-Margarita, situé dans la vallée de la Scrivia, avait, sur une hauteur, un château susceptible de défense : ce fut le point de réunion que choisit le comte Girola. Il y rassemblait les prisonniers de guerre qui s'échappaient et quelques déserteurs. De là on les envoyait dans le Tyrol par Sestri di Levante et Salo, retraite de la duchesse de Parme. Ces hommes trouvaient en ce dernier endroit des armes et des munitions que la ville de Gênes fournissait en secret. Le maréchal, prévenu de ces rassemblements, avait envoyé un officier pour les diriger.

Cette conduite du comte Girola ne pouvait pas rester longtemps enveloppée des voiles du mystère. Le ministre de France à Gênes, Faypoult, en fut instruit et informa le général Bonaparte de ce qui se passait. Celui-ci donna l'ordre au commandant de Tortone d'envoyer des détachements à Santa-Margarita et dans les autres fiefs. Le château qu'habitait Girola fut cerné; mais cet agent autrichien, l'Anglais Dracke et les nommés Sisto Quaglia, Ballestrieri, Picarro, Malaspina, seigneur de Santa-Margarita, et le prêtre Coirazza, réussirent à s'échapper. Les Français s'emparèrent des armes, des munitions, et

[1] « Il y a, dit Montesquieu, deux sources principales de désordres dans les États aristocratiques : l'inégalité extrême entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, et la même inégalité entre les différents membres du corps qui gouverne : de ces deux inégalités résultent des haines et des jalousies, etc. »

emmenèrent en otage tous ceux qui ne purent justifier de la légitimité de leur séjour dans le château.

Cette dernière expédition rétablit la tranquillité dans le pays. Les barbets seuls continuaient toujours leurs assassinats et leurs ravages dans la partie montueuse du Montferrat. Ces misérables, dont l'origine remonte aux guerres de religion, faisaient du vol et du meurtre leur profession habituelle. Ils attendaient dans les défilés les estafettes, les courriers français, et les tuaient à coups de fusil. Le général d'artillerie Dujard, officier de mérite, avait été récemment assassiné de cette manière. Cet événement fâcheux engagea Bonaparte à porter son attention sur ces brigands. Le général de division Garnier, qui commandait le comté de Nice, et principalement les gorges de Tende, reçut l'ordre de redoubler de surveillance et d'efforts pour mettre un terme aux excursions des barbets. Le général Garnier se mit lui-même à la tête d'une colonne mobile, parcourut les montagnes et les endroits les plus escarpés et les plus dangereux, dispersa la plus grande partie de ces assassins, et tua même, dans une rencontre qui eut lieu au-dessus de Roccabigliera, deux de leurs principaux chefs, nommés Ferrone et Contino; mais l'entière destruction des barbets était une chose presque impossible dans un pays si rempli d'accidents de terrain et si bien connu de ceux qui l'exploitaient. Il aurait fallu tomber sur tous à la fois et dans le même moment, ce qui ne pouvait avoir lieu, tant à cause de la difficulté des communications qu'en raison du petit nombre de troupes que Garnier avait à sa disposition. Les mesures prises par ce général ne produisirent donc d'autre effet que d'éloigner pour quelque temps les barbets de ce théâtre habituel de leurs brigandages. Ils revinrent bientôt en nombre et recommencèrent à piller et à tuer les voyageurs. Au surplus, les barbets sont un fléau endémique dans les États piémontais, dont il sera toujours difficile de pouvoir garantir les troupes chargées d'agir dans les gorges des Alpes maritimes.

Depuis l'armistice consenti au quartier général de Brescia, le 5 juin, entre Bonaparte et le ministre napolitain, prince Belmonte-Pignatelli, la cour de Naples avait continué les négociations avec le Directoire pour la conclusion d'un traité de

paix définitif. Ce traité fut signé à Paris, le 10 octobre, et les articles furent à peu près les mêmes que ceux de l'armistice, et que nous avons déjà rapportés.

La reprise de l'île de Corse, la création des deux républiques cispadane et transpadane, et les autres soins donnés par Bonaparte aux affaires intérieures de l'Italie, remplirent l'intervalle qui s'écoula depuis les derniers combats autour de Mantoue jusques à la mémorable bataille d'Arcole. L'armée française resta pendant deux mois occupée en partie au blocus de Mantoue, et le reste fut distribué en observation sur l'Adige et sur la Brenta. A cette époque, des maladies endémiques du caractère le plus fâcheux firent de grands ravages dans l'armée française, les hôpitaux s'encombrèrent; une mort lente moissonnait incessamment les braves que le hasard des batailles avait épargnés. Les troupes républicaines s'affaiblirent dans une proportion presque aussi effrayante que celles de la garnison de Mantoue, et cependant le Directoire négligeait l'envoi des renforts qui étaient si nécessaires à l'armée pour se porter en avant.

Le général Alvinzy arrive en Italie avec une troisième armée autrichienne; situation embarrassante du général Bonaparte; affaires de la Brenta et de Caldiero. — Nous avons déjà dit que les succès remportés en Allemagne par le prince Charles sur les généraux Jourdan et Moreau n'avaient pas fait perdre de vue au cabinet autrichien les affaires d'Italie, ni fait négliger le soin de réparer les désastres éprouvés par ses armées sur cet autre théâtre de la guerre. Les batailles de Lonato et de Castiglione; les revers de Roveredo, Bassano et Saint-Georges; la presque destruction de l'armée de Wurmser; le blocus de ce maréchal dans Mantoue avec des débris que la misère et les maladies affaiblissaient de plus en plus, toutes ces causes réunies avaient démontré à l'Autriche la nécessité de tenter un grand et dernier effort, pour reconquérir ce que les mauvaises combinaisons de ses généraux et la fortune extraordinaire du général français lui avaient fait perdre en Italie.

De nombreuses recrues tirées des États héréditaires, et des bataillons organisés dans les Provinces-Illyriennes, dont on connait l'esprit militaire, se rassemblaient déjà sur les fron-

tières du Tyrol, et les victoires de l'archiduc ne contribuèrent pas peu à réveiller dans les sujets de l'empereur l'enthousiasme et l'élan qu'avait refroidis la malheureuse issue de la dernière tentative. Le conseil de la guerre décida que la division qui avait été jusques alors chargée de couvrir et de défendre le Vorarlberg serait dirigée sur l'Adige. Ce renfort de troupes aguerries, joint à plusieurs autres régiments tirés de l'intérieur, permit aux Autrichiens de reprendre l'offensive vers la fin d'octobre. Les recrues furent incorporées dans les cadres et exercées avec la plus grande activité. Les généraux cherchèrent à persuader aux soldats que le salut de l'Autriche dépendait d'eux, et qu'ils ne pouvaient pas faire moins que leurs dignes camarades, qui venaient de chasser les Français de l'Allemagne.

Mais si la confiance et l'attachement que les sujets de l'empereur d'Autriche montraient en cette circonstance solennelle à leur souverain avaient mis celui-ci à même de créer tout à coup une troisième armée pour opérer en Italie, il ne lui était pas aussi facile de trouver un général propre à la commander et à lutter avec avantage contre Bonaparte. Les talents de ce dernier s'étaient manifestés avec une rapidité si extraordinaire; ils avaient procuré à la France des résultats si inespérés, et fait éprouver aux armées autrichiennes des désastres si grands, que la cour de Vienne se trouva fort embarrassée dans le choix du chef qu'elle voulait opposer au général vainqueur. Les armées autrichiennes ne présentaient pas un capitaine dont la réputation pût être comparée à celle du général Bonaparte, déjà si bien établie. Le prince Charles était peut-être le seul que la voix de l'Allemagne proclamât l'émule du général français; mais la présence de ce prince était encore nécessaire sur le Rhin, et l'on devait craindre qu'en l'éloignant du théâtre où il venait de s'illustrer on ne rendît aux Français la victoire qui leur échappait. Cette considération empêcha l'empereur de songer à son frère pour le mettre à la tête de l'armée d'Italie.

Le choix tomba enfin sur le feld-maréchal Alvinzy, qui s'était distingué dans les campagnes de 1794 et 1795. Ce général, d'origine hongroise, était d'une bravoure éprouvée;

mais son expérience des combats ne lui avait pas donne l'instinct des grandes opérations ni les vrais principes de l'art qui constituent l'habile capitaine. Propre à conduire une division, il n'avait point les talents nécessaires à la direction d'une grande armée, et ne pouvait, suivant l'expression d'un critique judicieux[1], « opposer, au génie qui commande la victoire, que la volonté de vaincre, avec la valeur requise pour rendre la lutte sanglante et la chute honorable. »

Ce fut à lui que l'empereur confia le commandement des 45,000 hommes rassemblés dans le Tyrol, pour marcher une troisième fois, dans la même campagne, contre le vainqueur de Beaulieu et de Wurmser. Le colonel Weirother, précédemment employé comme chef d'état-major du maréchal Wurmser, fut nommé en la même qualité auprès d'Alvinzy. Cet officier avait acquis quelque réputation sur les bords du Rhin, aux lignes de Mayence.

Tandis que l'Autriche, victorieuse en Allemagne, voyait une nouvelle armée prête à venger ses défaites en Italie, Bonaparte se trouvait dans la position la plus critique. En se jetant dans Mantoue, le maréchal Wurmser avait tellement renforcé la garnison de cette place, qu'il devait inspirer de légitimes inquiétudes au général français, maintenant surtout qu'un nouvel ennemi, dont la renommée grossissait encore les forces, menaçait de se précipiter du Tyrol et du Frioul pour écraser son armée. Bonaparte avait à craindre qu'en marchant pour s'opposer aux progrès de ces irruptions, le vieux maréchal, sortant de Mantoue, ne secondât les efforts d'Alvinzy et ne cherchât à se réunir à ce dernier. D'un autre côté, le bruit de la retraite des deux armées françaises en Allemagne et des revers essuyés par Jourdan s'était répandu en Italie; ces événements, qui relevaient les espérances de l'Autriche, ranimaient aussi l'audace de ceux des États d'Italie qui avaient été contraints de dissimuler leur haine contre les Français. Le fier sénat de Venise, qui naguère s'était humilié devant le Directoire, encouragé maintenant par les échecs que venait d'éprouver ce gouvernement, ne se bornait plus à

[1] Jomini.

livrer passage aux troupes autrichiennes; il ouvrait pour elles ses arsenaux et ses magasins : il excitait, sous main, l'agression des habitants des villes et des campagnes envers les Français qui s'y trouvaient répandus. Une sorte d'illusion, qui devait lui être bien funeste, montrait déjà au gouvernement vénitien Bonaparte accablé, vaincu, ou bien près de l'être. La même erreur agitait le royaume de Naples et les États de l'Église, impatients de trouver l'occasion favorable pour rompre les traités qui les liaient envers la république française.

Il faut ajouter à cette situation des choses en Italie l'affaiblissement de l'armée victorieuse, par les fatigues de tant de combats livrés, de batailles gagnées, de marches exécutées avec une si merveilleuse rapidité, et par les maladies contagieuses, ce fléau ordinaire des armées après une campagne pénible. Un mois de séjour autour de la place de Mantoue, sur le terrain marécageux qui l'avoisine, avait enlevé à la république plus de soldats qu'elle n'en avait perdu sur le champ de bataille; et malgré l'arrivée de quelques bataillons détachés de l'intérieur, l'armée d'Italie, au commencement d'octobre, ne comptait pas plus de 36 à 38,000 hommes.

Bonaparte n'avait point attendu l'arrivée de la troisième armée autrichienne pour demander au Directoire de faire de nouveaux efforts pour augmenter son armée; mais soit par l'effet d'une confiance bien honorable pour les braves qui avaient combattu jusques alors si glorieusement, soit par l'effet de cette incurie que nous avons déjà reprochée au Directoire républicain, ce gouvernement n'avait prêté qu'une attention médiocre aux justes réclamations de son général. Absorbé tout entier par celle qu'il donnait aux affaires d'Allemagne, il ne pressentait point que c'était de l'armée d'Italie que dépendaient désormais la paix et le triomphe des armes républicaines.

Cependant le général Hoche, ainsi que nous l'avons rapporté dans son lieu, avait rétabli la tranquillité dans les départements de l'Ouest, en dissipant tous les débris de l'armée catholique et royale et les bandes particulières. Près de 60,000 hommes de troupes aguerries, disciplinées et remplies de l'enthousiasme qui animait leur digne chef, étaient rendus dis-

disponibles par la soumission totale des pays insurgés. Toutefois le Directoire, occupé d'une expédition maritime que le général Hoche méditait contre l'Angleterre, ne consentit qu'avec quelque répugnance, et sur la demande même de Hoche, empressé de contribuer, au moins par ses avis, au succès des armes de la république à l'extérieur, à faire partir le général Rey, avec un détachement, pour l'armée d'Italie; mais ce détachement, aussi bien qu'une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres du général Bernadotte, n'arrivèrent point assez tôt pour diminuer la crainte des dangers qui menaçaient l'armée française d'une ruine totale.

Réduit pour le moment aux forces qui lui restaient, Bonaparte ne parut point étonné. A défaut des secours qu'il avait demandés à son gouvernement, il chercha des ressources dans son génie, et il les trouva. Politique autant que guerrier, ce général pensa que, dans la position où il était, ce qu'il avait le plus à craindre était l'inimitié des peuples conquis; et que, au contraire, ce qui pouvait contribuer à le sauver était le dévouement qu'il saurait leur inspirer. Tel avait été le motif qui l'engagea à protéger de tout son pouvoir l'insurrection du duché de Modène et l'établissement du régime républicain en Lombardie, dans les États de Modène et les légations de Bologne et de Ferrare. Tout le temps qui avait été employé par l'Autriche à former sa nouvelle armée, Bonaparte l'avait passé à parcourir les possessions de cette puissance en Italie, à se concilier l'attachement des peuples des cités et des campagnes, à fomenter parmi eux l'esprit d'indépendance, à lier leurs destinées à celle de son armée, en leur donnant des institutions libérales. Du moment où il eut fondé les deux républiques transpadane et cispadane, quand il les eut amenées à ce point d'enthousiasme qui leur fit organiser des bataillons pour la défense de la liberté, il put se persuader qu'il ne lui était pas impossible de garder ses conquêtes, et l'espoir de nouveaux triomphes dut sourire à son cœur avide de renommée. Il se voyait un refuge, en cas de défaite; et son active imagination calculait déjà les moyens de reprendre une vigoureuse offensive, si les forces réunies d'Alvinzy et de Wurmser l'obligeaient à se retirer sur la ligne du Mincio.

L'armée d'Italie occupait, au mois d'octobre, les positions suivantes :

Le corps de blocus de Mantoue, commandé par le général Kilmaine, ayant sous ses ordres les généraux de division Dallemagne et Chabot, se composait des brigades des généraux Bertin, la Salcette, Sandoz et Lebley, formant un total de 8,340 hommes, distribués dans les postes de Saint-Georges, Pradella, la Favorite, etc.

La division Augereau, composée des brigades des généraux Verdier, Bon et Robert, et forte de 8,000 hommes, était en ligne sur l'Adige.

Masséna, avec les brigades des généraux Joubert, Ménard et Rampon, se trouvait sur la Brenta, vers Bassano et Trévise, en observation du corps principal d'Alvinzy. Cette division française comptait à peu près 9,000 hommes.

Le général Vaubois avait sous ses ordres les généraux Guyeux, Fiorella et Gardanne, et gardait les débouchés du Tyrol avec un peu plus de 10,000 hommes.

Le général Macquard était à Brescia avec une réserve d'infanterie de 2,000 et quelques hommes.

Le général Beauregard se trouvait également aux environs de Brescia avec la réserve de cavalerie, forte de 16 à 1,700 hommes.

Telles étaient les forces que Bonaparte avait à opposer aux feld-maréchaux Wurmser et Alvinzy[1]. On peut estimer les forces autrichiennes à 60,000 hommes ; et cependant, plein de confiance dans les bonnes dispositions de ses troupes, le général français résolut d'attendre tranquillement Alvinzy et de continuer à resserrer Wurmser dans Mantoue. Mais, toujours

[1] Il est impossible de montrer plus de mauvaise foi que l'historien colonel Graham. A l'en croire, l'armée française comptait, à cette époque, soixante mille hommes dans ses rangs, dont quinze mille sur la Brenta, vingt-cinq mille devant Mantoue, et dix mille dans les garnisons de la Lombardie et des Légations. Si l'urbanité nous empêche de qualifier cette assertion de l'écrivain anglais, au moins nous sera-t-il permis de dire que cet officier, dont la mission auprès des généraux autrichiens était celle d'un *observateur*, s'est, sans doute, servi d'une lunette qui avait la propriété de grossir et de multiplier les objets.

soigneux de prendre tous ses avantages, il fit augmenter les défenses de Peschiera et de Legnano en première ligne, et de Pizzighettone en seconde; on ajouta aux retranchements déjà commencés au faubourg de Saint-Georges.

La ligne occupée par l'armée française, quoique très-étendue et paraissant au premier aspect un peu décousue, était toutefois établie convenablement : il ne faut la considérer que comme ligne d'avertissement; chaque division suffisait pour le moment à la défense du point qui lui était confié, et le général en chef se trouvait toujours à même de réunir une masse imposante lorsque l'ennemi développerait son plan d'attaque et indiquerait le point de ses efforts principaux. La position de la division Augereau à Vérone et sur l'Adige, ainsi que l'ordre donné à Masséna de ne point s'engager et de se reployer sur Vicence à l'approche des Autrichiens, démontrent ce calcul. Il doit être évident qu'en portant toutes ses forces sur Roveredo, ce général eût donné à Alvinzy la facilité d'opérer sa jonction avec Wurmser; et que si, au contraire, il eût réuni l'armée française à Vicence, cette jonction des Autrichiens pouvait s'opérer sans obstacle par Rivoli. Les événements vont prouver la justesse des combinaisons de Bonaparte.

On se rappelle que, après la désastreuse journée de Roveredo, le général Davidowich s'était retiré, avec les débris de son corps, vers Botzen, dans le Tyrol, et que, après l'affaire de Bassano, Quasdanowich s'était jeté sur Gorizia, dans le Frioul. Ce fut dans cette dernière ville qu'Alvinzy joignit l'armée autrichienne pour en prendre le commandement. Il divisa la partie des troupes autrichiennes qui se trouvaient dans le Frioul en deux colonnes, dont il confia la conduite aux généraux Quasdanowich et Provera.

Le plan d'opérations du nouveau général en chef fut à peu près calqué sur celui que Wurmser avait suivi lorsqu'il descendit des montagnes du Tyrol, dans l'espoir d'envelopper l'armée française. S'avancer sur Bassano, y passer la Brenta, marcher sur Vérone, tandis que Davidowich, partant de Neumarck et de Botzen, repousserait les Français de Trente et de Roveredo, emporterait les positions de Rivoli, et se réunirait avec le corps du Frioul sur le bas Adige, pour marcher ensem-

ble sur Mantoue : telles furent les dispositions qu'arrêta le feld-maréchal autrichien.

Le corps du Frioul que commandait Alvinzy en personne, se trouvant le plus éloigné de la ligne française, commença le premier son mouvement. Le 29 octobre, il passa la rivière, ou plutôt le torrent du Tagliamento, et la Piave les 1er et 2 novembre. Le 3, la séparation des colonnes de Quasdanowich et de Provera eut lieu. Elles étaient fortes chacune de douze bataillons, et s'avancèrent par des chemins différents sur la Brenta, où elles arrivèrent le 4. Celle de Provera, qui avait marché sur la gauche, vint prendre position à Fontaniva, après avoir traversé Cittadella ; et une avant-garde, sous les ordres du général Liptay, fut portée à Carmignano, de l'autre côté de la Brenta. Quasdanowich s'arrêta en avant et à gauche de Bassano. Un bataillon fut envoyé à Castigliano, village situé sur la Brenta, entre Cittadella et Bassano, pour établir la communication entre les deux colonnes. Le général Mitrowski, commandant une des brigades de la seconde colonne, se porta au château de la Scala, et poussa des partis vers Primolano pour observer les débouchés de la vallée de la Brenta. Alvinzy fit séjourner ses troupes dans les positions que nous venons d'indiquer, afin de les remettre de la fatigue qu'elles avaient essuyée en traversant les montagnes et des torrents débordés. Le général autrichien attendait aussi des nouvelles de Davidowich.

On ne sera point étonné de voir l'actif et vigilant Masséna placé, comme nous l'avons dit, en observation sur la Brenta, laisser les Autrichiens s'établir tranquillement sur la rive gauche de cette rivière sans les inquiéter, si l'on se rappelle que ce général avait pour instruction de ne point s'engager sérieusement. A la vue des premières avant-gardes autrichiennes, Masséna s'était donc replié le 3 sur Vicence, et le 4 sur Montebello. Augereau s'avança alors des bords de l'Adige pour soutenir la division Masséna. Ainsi, par un mouvement très-facile, le gros de l'armée française se trouvait réuni.

Sur ces entrefaites Bonaparte, qui avait deviné le plan du général autrichien, envoya au général Vaubois l'ordre de s'opposer au mouvement du général Davidowich pour joindre Alvinzy

par les gorges de la Brenta, son intention étant d'attaquer, avec les deux divisions Masséna et Augereau, le corps du feld-maréchal, de chercher à le battre, et de se jeter ensuite sur Davidowich avec toutes ses forces. Mais les événements forcèrent le général en chef d'apporter quelques modifications à un projet aussi bien combiné.

Les instructions du général Vaubois portaient qu'il attaquerait les avant-postes autrichiens au delà de Trente, et qu'il ferait ses efforts pour faire abandonner à l'ennemi ses positions entre le Lavis et la Brenta, afin d'en imposer à Davidowich, et de le déterminer à rester sur la défensive. Mais la crainte d'être accablé par des forces supérieures dans la vallée de l'Adige, et de compromettre ses communications avec Roveredo, Rivoli et les gorges de la Brenta, détermina Vaubois à partager sa division en deux colonnes; mesure plus dangereuse encore que celle qu'il craignait de prendre en attaquant, comme il eût été convenable de le faire, l'extrême gauche des Autrichiens par Segonzano.

Le général de brigade Guyeux marcha donc, d'après l'ordre de Vaubois, sur San-Michele, en avant de Lavis, emporta ce village à la baïonnette, fit 300 prisonniers, et brûla le pont que l'ennemi avait jeté sur l'Adige. Pour faire diversion à cette brusque attaque, Davidowich fit marcher du village de Cembra une colonne sur Segonzano. Vaubois, instruit de ce mouvement, envoya la brigade Fiorella à la rencontre de l'ennemi. Fiorella marcha sur Segonzano, en négligeant de débusquer les Autrichiens des hauteurs de Bedole dont il aurait dû s'emparer avant d'attaquer, comme il le fit, le château de Segonzano. En effet, pendant que la 85ᵉ demi-brigade de ligne enfonçait les portes du château, le général Wukassowich, descendant tout à coup de Bedole, se jeta sur la colonne française avec impétuosité, la repoussa malgré sa vive résistance, et la culbuta dans un ravin, où elle éprouva une perte considérable.

Pendant que ceci se passait, Davidowich, parti de Neumarck avec le gros de ses troupes, s'était avancé pour soutenir les postes attaqués; il se réunit, en face de Bedole, aux bataillons de Wukassowich, et vint s'établir en avant de la Pizza, en s'étendant sur les hauteurs de Sevignano, de manière à débor-

der le général Vaubois, et à forcer ce dernier à prendre la position des châteaux de la Pietra et de Besenetto, qui domine le défilé de Caliano, où passe la route de Trente à Roveredo. Dans cette position, la gauche de la division française s'appuyait à l'Adige, la droite à des montagnes escarpées, et le centre était couvert par un ruisseau fort encaissé.

Le général Vaubois avait assez bien réparé l'échec qu'il venait d'essuyer, pour que Bonaparte pût suivre l'exécution de son plan. Davidowich se trouvant ainsi éloigné des débouchés de la Brenta, il devenait facile d'arriver sur ses derrières. Ainsi la fortune, que semblait alors maîtriser Bonaparte, le secondait aussi bien que l'eussent pu faire les combinaisons les mieux calculées.

Bien résolu à attaquer Alvinzy, le général en chef dirigea, le 6 novembre, la division Masséna sur Cittadella, et marcha avec celle d'Augereau sur Bassano. Masséna rencontra l'avant-garde, commandée par le général Liptay, entre Carmignano et Ospital di Brenta, et commença à s'engager avec elle. Mais Alvinzy, informé de la marche des troupes françaises, venait d'ordonner au général Provera de passer avec le reste de sa colonne sur la rive droite de la Brenta, et de s'avancer sur Ospital, pour soutenir le général Liptay. De son côté, Quasdanowich avait reçu l'ordre d'envoyer deux détachements par Marostica et le Nove, pour prendre en flanc et à revers la division Masséna et la pousser sur Provera. Ce mouvement, bien combiné, aurait sans doute réussi, si les troupes de Quasdanowich, déjà en marche, n'eussent pas rencontré à le Nove la division Augereau, se portant sur Bassano. Les Français assaillirent si vigoureusement la colonne ennemie, qu'ils ne lui donnèrent pas le temps de se former en bataille. Repoussés de le Nove, les Autrichiens furent renforcés par le détachement du prince de Hohenzollern, qui prenait cette direction pour l'exécution du mouvement ordonné par Alvinzy. Ces troupes réunies reprirent l'offensive, et pénétrèrent de nouveau dans le Nove. Les troupes d'Augereau réattaquèrent le village, et après un combat opiniâtre s'en emparèrent de nouveau, en faisant éprouver une perte assez considérable à leurs adversaires. Ceux-ci se retirèrent sur le gros de la division Quasdanowich,

dans la belle position qui, des montagues Sette-Communi, s'étend par Marostica jusques à Punta. Attaqué de nouveau par les Français, Quasdanowich sut se maintenir jusques à la nuit sans perdre du terrain. Mais Provera, pressé vivement par la division Masséna tout entière, fut rejeté par elle sur la rive gauche de la Brenta. Le pont de Fontaniva fut détruit par ordre du général autrichien.

Toutefois, cette journée meurtrière pour les deux partis n'avait pas eu de résultat décisif : la perte un peu plus considérable des Autrichiens se trouvait compensée par la blessure grave que venait de recevoir le général français Lanusse, qui fut fait prisonnier. De pareils engagements, souvent renouvelés, eussent bientôt mis Bonaparte hors d'état d'agir avec la vigueur qui lui était si nécessaire dans sa position. Sous un autre rapport, la division Vaubois pouvait se trouver compromise sur l'Adige. Ces considérations puissantes déterminèrent Bonaparte à concentrer ses troupes sur un point où il pût être à même de secourir Vaubois sur l'Adige et Kilmaine devant Mantoue. En se rapprochant de Vérone, il atteignait ce but, tandis que les troupes d'Alvinzy restaient divisées, tant par l'effet des positions occupées par l'armée française que par les obstacles de terrain qui se trouvaient entre les corps ennemis. L'armée française pouvait être facilement réunie pour une action décisive, tandis que l'ennemi n'avait pas le même avantage. Bonaparte s'était convaincu, par l'issue du combat de la veille, qu'il lui serait bien difficile de s'emparer de Bassano et des débouchés de la Brenta, opération indispensable pour l'exécution du premier projet conçu, auquel donc il était conséquemment fort sage de renoncer.

Les divisions Augereau et Masséna rétrogradèrent donc sur Vérone, où elles parvinrent dans la journée du 7. Ce mouvement de l'armée française, dont nous avons suffisamment exposé les motifs, donna lieu au feld-maréchal Alvinzy de s'attribuer la victoire, qu'il eut soin de représenter comme très-importante. Cette jactance déplacée de la part du nouveau général en chef, au commencement de la campagne, ne servit qu'à aggraver les reproches qu'il mérita par la suite pour son inexpérience et ses mauvaises combinaisons. Le champ de bataille n'était-il

pas resté d'ailleurs aux généraux Masséna et Augereau, et le feld-maréchal regardait-il comme un avantage la retraite de Provera sur la rive gauche de la Brenta ?

Cependant le général Davidowich était entré dans la ville de Trente, le 4 novembre, à la suite d'un combat assez vif ; et ayant jeté un pont sur l'Adige, il avait envoyé le général Ocskay sur Nomi par la rive droite, tandis que Wukassowich s'avançait par la rive gauche jusques à la tête du défilé de Caliano, et que le général Laudon manœuvrait également sur la rive droite. Le 6 novembre, les Autrichiens essayèrent de forcer le passage et d'assaillir les châteaux de la Pietra et de Besenetto ; mais ils éprouvèrent une vigoureuse résistance et perdirent beaucoup de monde dans plusieurs attaques successives : la nuit mit fin à ces combats opiniâtres.

Le lendemain 7, Davidowich renouvela ses attaques avec un plus grand acharnement, et renforça la brigade de Wukassowich de celles du général Sporck et du prince de Reuss. Sur la rive droite, le général Ocskay fit établir près de Nomi, et en face de la chaussée de Trente à Roveredo, des batteries d'artillerie qui foudroyaient les Français dans leurs positions de la rive gauche. Mais ces positions étaient tellement fortes, que la supériorité du nombre des assaillants ne pouvait être d'aucun avantage pour ces derniers. Il est facile de remarquer que Davidowich aurait tiré un meilleur parti des troupes dont il avait renforcé Wukassowich, en les dirigeant par le val de Leno sur Roveredo, pour couper le général Vaubois, ou même en les envoyant sur Torbole par le val de la Sarca.

Toutefois, soit que cette idée ne fût pas venue au général autrichien, soit qu'il se flattât de la réussite de ses attaques, sans calculer la perte d'hommes qu'elles pouvaient entraîner, à deux heures de l'après-midi, Davidowich tenta une attaque fortement soutenue sur le château de Besenetto. Harassé de fatigues et accablé par le nombre, le bataillon qui défendait ce poste ne put résister, et se rendit prisonnier vers cinq heures du soir. Pendant ce temps le château de la Pietra, le Vogelberg, et Caliano étaient également assaillis. La Pietra fut occupée vers six heures ; mais le bataillon qui avait d'abord évacué ce poste revint avec du renfort et en chassa les Autrichiens. Les

efforts de ceux-ci se renouvelèrent, et le combat fut sanglant et opiniâtre, sans que l'avantage se prononçât d'un côté ou de l'autre. Il en fut de même des attaques du Vogelberg et de Caliano. Ces postes, pris et repris plusieurs fois, étaient encore au pouvoir des Français lorsqu'un événement où la trahison eut sans doute une grande part décida du succès en faveur des Autrichiens. Une terreur panique s'empare tout à coup d'une grande partie de ces guerriers français si habitués à vaincre : on entend de plusieurs côtés le fatal *Sauve qui peut !* les soldats jettent leurs armes pour fuir plus vite. Le village de Caliano est abandonné en un instant, et les Autrichiens, surpris de la facilité avec laquelle on les laisse pénétrer une seconde fois, s'en emparent. Cependant trois bataillons frais arrivant de Mori et de Roveredo rencontrent les fuyards, et, sans perdre de temps à les rallier, s'avancent sur Caliano, d'où ils chassent l'ennemi et le contiennent jusques à la nuit.

Le dernier accident, et la crainte d'être tourné en faisant une résistance plus prolongée, déterminèrent le général Vaubois à évacuer ses positions à la faveur des ténèbres. Le lendemain, 8 novembre, Davidowich déboucha dans la plaine de Roveredo, et fit camper ses troupes en avant de cette ville. La division Vaubois fit sa retraite sur la position formidable de la Corona et de Rivoli, déjà illustrée par la belle défense que le général Masséna y avait opposée, quelques mois auparavant, aux troupes nombreuses du maréchal Wurmser.

Alvinzy, persuadé que Bonaparte fuyait devant lui, s'était mis à sa poursuite, le 7 novembre au matin, et avait marché sur Vicence. Le général Provera avait fait rétablir le pont de Fontaniva, et s'était porté sur Scalda-Ferro. Le 8, les Autrichiens entrèrent à Vicence, où ils ne trouvèrent aucune troupe française, et le 9 ils campèrent à Montebello. Alvinzy apprit dans cette dernière position les succès obtenus par Davidowich, ce qui lui fit prendre la résolution de se porter sur Villa-Nova, pour y attendre que les postes de la Corona et de Rivoli fussent emportés, et que Davidowich se fût avancé vers Bussolengo ou Compara. L'intention du feld-maréchal était alors de passer l'Adige, de se réunir à son lieutenant et de marcher avec lui sur Mantoue. Il fit en conséquence des démonstrations

sur plusieurs points à la fois, pour donner le change à Bonaparte sur ses desseins, et ordonna qu'on fît un grand rassemblement d'échelles pour escalader Vérone, où il s'attendait à éprouver une grande résistance, en supposant qu'il jugeât convenable de s'emparer de cette ville.

Bonaparte connaissait tout le danger de sa position, et son génie audacieux avait déjà calculé les moyens d'en sortir. Il fallait empêcher la réunion de Davidowich avec Alvinzy, ou se résoudre à perdre l'Italie. Dans ce dernier cas même, une retraite prématurée n'était guère moins dangereuse qu'une défaite, surtout avec des soldats comme les Français, que les mesures timides découragent peut-être autant que les revers, où leur amour-propre trouve quelquefois des compensations dans l'idée qu'ils ont fait leur devoir. D'ailleurs la situation centrale de Vérone mettait toujours le général français à même de diriger ses mouvements sur l'une ou l'autre ligne ennemie, avec plus de rapidité qu'Alvinzy. La jonction des deux corps autrichiens ne pouvait avoir lieu que par les gorges de la Brenta, ce qui demandait un mouvement en arrière très-long à effectuer, ou bien en accablant l'armée française, opération peut-être encore plus difficile que la première, ayant en tête un général comme Bonaparte et des troupes aussi exercées et aussi déterminées que celles que commandaient Masséna, Augereau, et tous les chefs illustres que nous avons déjà signalés.

En apprenant la marche d'Alvinzy sur Villa-Nova, Bonaparte fit partir, le 11 novembre, à trois heures de l'après-midi, ses troupes de Vérone, et les dirigea sur Caldiero. L'avant-garde de la division Augereau rencontra les premières troupes ennemies aux villages de San-Michele et San-Martino, et les repoussa. Cette première escarmouche fut pour les deux partis un avertissement de se préparer au combat. La première ligne des Autrichiens se trouvait établie dans une position favorable : la gauche s'appuyait à Caldiero et à la chaussée de Vérone; la droite, placée sur le mont Olivetto, en couronnait les sommités, et occupait le village de Colognola. L'accès de cette position présentait d'assez grandes difficultés. Le corps de bataille, qui était à Villa-Nova, avait reçu l'ordre de marcher en avant

aussitôt que l'attaque faite par l'avant-garde d'Augereau eut manifesté l'intention qu'avaient les Français de combattre le lendemain.

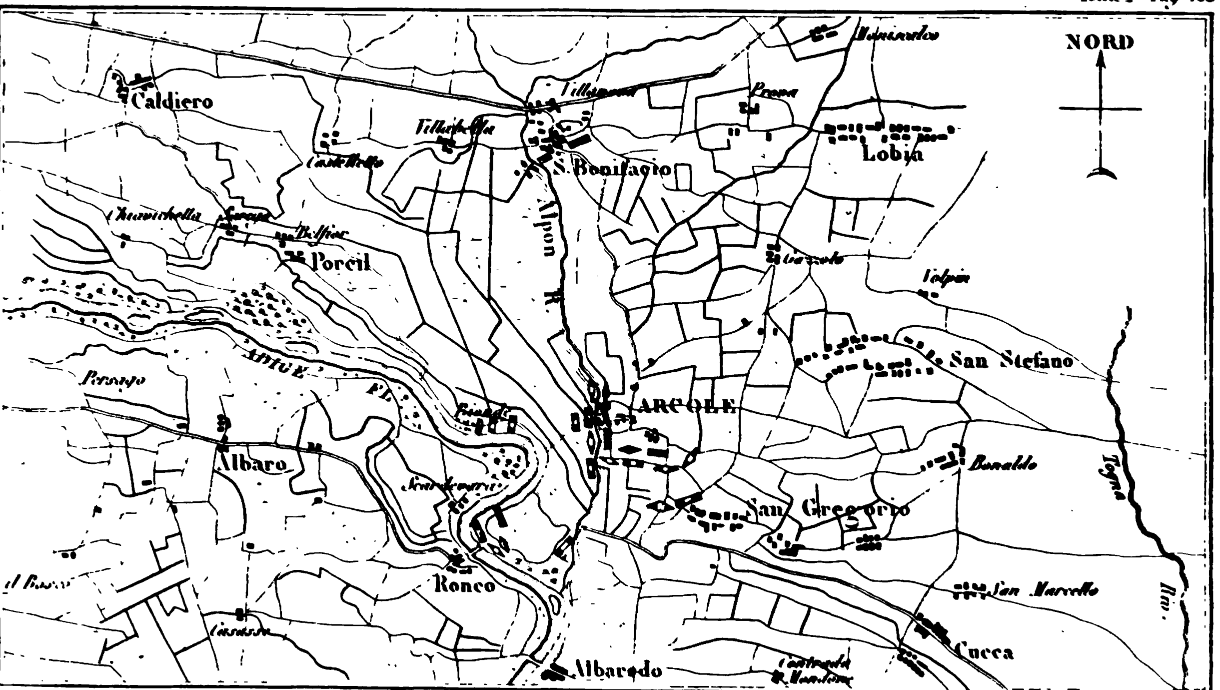
Le 12 novembre, à la pointe du jour, les divisions Augereau et Masséna commencèrent leur mouvement. Cette dernière, se déployant sur la gauche, devait attaquer la droite de l'ennemi, dont le général Augereau se prépara à attaquer l'aile gauche. Le village de Caldiero fut d'abord emporté par les troupes d'Augereau, qui firent deux cents prisonniers. Masséna gagna le flanc droit des Autrichiens par Lavagno et Illasi; et il avait déjà pris cinq pièces de canon, lorsque le corps de réserve, parti de Villa-Nova, arriva sur le champ de bataille. Alvinzy fit porter à l'instant le général Schubirtz avec cinq bataillons par Soave et Colognola, sur la gauche de Masséna, et Provera marcha contre la droite d'Augereau avec quatre bataillons, tandis que le centre de la ligne autrichienne était renforcé par un pareil nombre de troupes.

Ce renfort devait apporter de grands changements dans les résultats de l'attaque. Le temps vint ajouter aux contrariétés qu'éprouvait déjà Bonaparte. Le vent du nord soufflait avec violence, et la pluie, qui tombait à flots, se changea en grésil que les soldats français recevaient dans la figure. Ceux-ci, glacés par le froid et fatigués de leur marche, luttaient avec peine contre tous les obstacles. Masséna fut forcé de céder le terrain qu'il venait de gagner, et sa retraite ne se fit point sans quelque désordre. Bonaparte s'en aperçut, et fit marcher la 75e demi-brigade [1], tenue jusques alors en réserve. La bonne contenance de cette brave troupe et son feu bien nourri arrêtèrent l'ennemi. Les deux partis se canonnèrent encore longtemps dans leurs premières positions; mais, vers le soir, les Français se retirèrent sous les murs de Vérone.

Un général moins calme et moins résolu que Bonaparte se fût peut-être laissé intimider par le résultat désavantageux de cette journée de Caldiero. La position de l'armée française était en effet inquiétante; le général Vaubois pouvait être forcé

[1] C'est sans doute pour rappeler la glorieuse conduite de cette dernière demi-brigade, que Bonaparte fit écrire sur son drapeau : *La soixante-quinzième arrive et bat l'ennemi.*

BATAILLE D'ARCOLE.



dans les positions de la Corona et de Rivoli, et, dans ce dernier cas, il ne serait plus resté d'espoir à Bonaparte de rétablir les affaires. Les Autrichiens, passant l'Adige sur-le-champ, auraient marché sur Mantoue. Le coup d'œil exercé du général français vint le tirer de ce pas difficile.

Nous allons dire, dans le paragraphe suivant, quelles furent les suites de la résolution hardie et savante que prit Bonaparte; avec quel bonheur et quelle gloire il sut prouver à l'Europe étonnée qu'il n'est point d'obstacles que le génie militaire ne puisse vaincre, quand il a pour exécuter ses dispositions des hommes aussi dévoués et aussi intrépides que les soldats de l'armée d'Italie.

Bataille d'Arcole ; combats de la Corona, de Campara, etc. — On a vu que Bonaparte, après la tentative infructueuse faite sur le feld-maréchal Alvinzy, était revenu sous les murs de Vérone. On devait supposer que, profitant de leur demi-succès, les Autrichiens se seraient portés rapidement sur les bords de l'Adige, dont ils étaient à une si petite distance, pour passer cette rivière, s'avancer rapidement sur Mantoue et délivrer le maréchal Wurmser; mais, par suite de cette temporisation si familière aux généraux de cette nation, Alvinzy employa les journées du 13 et du 14 novembre en délibérations avec son chef d'état-major Weirother, et les généraux Provera et Quasdanowich; et ce ne fut qu'après quarante-huit heures de réflexion qu'il arrêta que douze bataillons seraient employés à l'attaque de Vérone pendant la nuit du 15 au 16, et que douze autres bataillons iraient tenter le passage de l'Adige à Zevio. Cette dernière entreprise, contraire à tous les principes de la guerre, démontre l'inhabileté du prétendu vainqueur des Français dans la journée du 6. Pouvait-il ne pas apercevoir le danger que courait cette portion de ses forces sur la rive droite de l'Adige, presque au milieu de l'armée française; et n'était-ce pas l'exposer gratuitement, pour ainsi dire, à être battue et détruite?

Les troupes autrichiennes commencèrent leur mouvement dans la journée du 14, et s'avancèrent sur Vérone. Le général Mitrowski, qui avait été détaché avec sa brigade dans la vallée de la Brenta, reçut l'ordre de revenir sur ses pas, afin de gar-

nir le cours de l'Adige conjointement avec le détachement commandé par le colonel Brigido. Les échelles qui avaient été réunies pour l'escalade de Vérone furent transportées à la suite de la colonne des douze bataillons chargés de l'expédition. Déjà les Autrichiens osaient concevoir l'espoir de forcer les Français dans la ville ; mais Bonaparte avait déjà pris la résolution qui devait déjouer les combinaisons de son adversaire, la seule qui pût éviter à l'armée française une retraite désastreuse.

Le général Vaubois avait reçu l'ordre de tenir dans l'excellente position de la Corona, jusques à la dernière extrémité ; et calculant le nombre d'hommes nécessaires pour continuer le blocus de Mantoue, le général en chef pensa qu'il pouvait en détacher 3,000 qui furent destinés à la garde de Vérone. Kilmaine reçut en conséquence l'ordre de les diriger sur cette dernière ville. Les divisions Augereau et Masséna repassèrent l'Adige à Vérone dans la nuit du 13 au 14, et marchèrent sur Ronco. L'intention de Bonaparte était de venir tomber, par Villa-Nova ou San-Bonifacio, sur les derrières d'Alvinzy, et lui enlever ses parcs, ses magasins et sa seule communication. Lorsque la tête des deux divisions eut paru dans Ronco, un pont fut jeté sur l'Adige. Augereau passa le premier avec sa division, composée des deux bataillons des 5ᵉ et 12ᵉ demi-brigades légères, des 4ᵉ, 12ᵉ, 40ᵉ et 51ᵉ de ligne, du 9ᵉ régiment de dragons, et son avant-garde se porta de suite sur Arcole. Plusieurs bataillons croates et hongrois, sous les ordres du colonel Brigido, se trouvaient détachés sur ce point et à Albaredo pour surveiller le cours de l'Adige. La 12ᵉ demi-brigade de ligne fut laissée à la garde du pont, pendant que la division Masséna défilait. Celle-ci était formée des 11ᵉ et 18ᵉ légères, des 14ᵉ, 18ᵉ, 32ᵉ et 75ᵉ de ligne, des 5ᵉ et 15ᵉ régiments de dragons, 10ᵉ de chasseurs et 7ᵉ de hussards ; elle se dirigea sur Porcil, laissant la 75ᵉ de ligne dans le bois, à droite du pont, pour servir de réserve au besoin.

La division de cavalerie de réserve, composée des détachements du 1ᵉʳ de hussards, 22ᵉ, 24ᵉ et 25ᵉ de chasseurs, 8ᵉ, 18ᵉ et 20ᵉ de dragons, 1ᵉʳ et 5ᵉ de cavalerie, formant un total

de 16 à 1,700 chevaux, resta en bataille sur la rive droite de l'Adige, prête à passer, si le cas l'exigeait.

Avant de rendre compte de la bataille qui va suivre, il est nécessaire que nous donnions quelques détails sur la nature du terrain où s'est passée l'une des actions les plus mémorables de cette campagne des Français en Italie.

Le village d'Arcole est situé au milieu d'un marais d'une étendue et d'une profondeur que les Français n'avaient pas encore bien reconnues. Ce marais est coupé dans tous les sens par des canaux et des ruisseaux qui en rendent les abords dangereux et le parcours extrêmement difficile. Le principal de ces ruisseaux est l'Alpon, espèce de torrent qui coule des montagnes de Sette-Communi. Son cours, d'abord rapide, se ralentit aux approches du terrain marécageux qu'il parcourt en serpentant, avant de se jeter dans l'Adige, entre Arcole et Albaredo : ce terrain se trouve plus bas que la rivière et le ruisseau; aussi est-il impraticable, même en été, excepté dans certains espaces où se trouvent des hameaux et quelques fermes.

Cependant, pour faciliter les communications, les habitants de cette contrée aquatique ont élevé plusieurs digues ou chaussées. Les principales, ou plutôt les seules qui puissent être considérées comme chemins de communication publique, sont : celle qui mène de Ronco à droite sur Arcole, et de là à San-Bonifacio, et une autre qui, partant également de Ronco, passe à gauche, et mène à Porcil et Caldiero, où elle joint la route de Vérone à Vicence. La digue qui conduit à Arcole est coupée par l'Alpon, que l'on passe sur un pont en bois assez étroit et élevé, aboutissant à quelques maisons que l'ennemi avait eu la précaution de créneler.

Au moment où l'infanterie légère d'Augereau se présenta sur ce point, il n'y avait, comme nous l'avons déjà dit, que quelques bataillons de Croates et de Hongrois, envoyés, à tout hasard, pour éclairer le cours de l'Adige. Il paraîtrait que quelques-unes des troupes rappelées de la vallée de la Brenta arrivèrent assez à temps pour renforcer le colonel Brigido, dont les Croates auraient suffi, au surplus, pour soutenir une première attaque, qui ne pouvait s'exécuter que par les pelo-

tons de la tête des colonnes. Il y avait du canon au pont d'Arcole, qui était en outre barricadé. Ces précautions prises, pour ainsi dire, au hasard, et qui prouvent cependant la prévoyance et l'activité du commandant autrichien, devinrent un incident majeur, car c'est à elles que le maréchal Alvinzy dut l'avantage d'éviter une plus grande défaite.

On n'a point connu le motif qui détermina Bonaparte à choisir le pont de Ronco préférablement à celui d'Albaredo pour passer l'Adige, afin d'éviter les marais dont nous venons de parler, et la défense de l'Alpon. Quelques officiers ont prétendu que le général français, trouvant les chances d'un combat de chaussée plus égales, en raison de l'infériorité numérique de ses propres troupes, avait cherché cette difficulté; d'autres ont avancé que la crainte de faire un mouvement trop long, qui eût instruit Alvinzy de son dessein et qui l'eût engagé à brusquer son attaque de Vérone, amena Bonaparte à prendre la voie la plus courte pour exécuter son plan; enfin, des écrivains qui raisonnent d'après le caractère aujourd'hui bien connu de cet homme extraordinaire, ont dit que, méprisant trop les obstacles, Bonaparte crut que ses soldats parviendraient plus facilement à Arcole, sauf à faire le sacrifice de quelques-uns de ces braves. C'était le 15 au matin que les divisions Augereau et Masséna avaient passé l'Adige à Ronco. Sur ces entrefaites, Alvinzy accélérait ses préparatifs pour l'attaque nocturne projetée contre Vérone, où le général Kilmaine était arrivé avec les 3,000 hommes tirés du corps de blocus de Mantoue. Le quartier général autrichien était à Gombion, couvert, du côté de Porcil, par le régiment de Spleny. Les coups de canon que le feld-maréchal entendit d'abord derrière lui n'excitèrent que faiblement son attention; mais, lorsque le colonel Brigido lui eut fait le rapport de ce qui se passait sur Arcole, il connut tout le danger qu'il courait, et il envoya sur-le-champ le régiment de Spleny au-devant des troupes qui s'avançaient sur Porcil.

Alvinzy, en apprenant que l'armée française se trouvait vers Ronco, au lieu d'attaquer Vérone comme c'était son premier dessein, ou de passer l'Adige à Zevio, changea de dispositions, fit marcher à la hâte des renforts sur Arcole, et exécuter à son

armée un changement de front en arrière. Provera fut envoyé avec six bataillons sur Porcil; quatorze bataillons et seize escadrons se dirigèrent sur San-Bonifacio et Arcole, et les parcs de l'armée rétrogradèrent sur Montebello.

Cependant la division Augereau était aux prises avec l'ennemi. La tête de colonne qui s'était avancée sur le pont de la chaussée d'Arcole éprouva la plus grande résistance et ne put pas parvenir à déboucher. Les troupes qui tenaient le village se battirent avec une opiniâtreté digne d'éloges. Il était urgent pour les Français de forcer le pont avant l'arrivée des renforts qu'Alvinzy ne pouvait pas manquer de diriger sur le point d'attaque. Le succès dépendait de l'un de ces élans d'enthousiasme et d'intrépidité qui avaient déjà donné la victoire aux soldats de l'armée d'Italie. Les généraux le sentirent bien, et, sachant aussi qu'en pareille circonstance l'exemple était le seul ordre à donner, tous se précipitèrent à la tête de la colonne pour essayer de franchir le pont à travers la grêle de balles et de mitraille qui partait de l'extrémité opposée. Mais cette fois la fortune trahit leur noble courage, et leur dévouement fut inutile. L'intrépide Lannes, encore souffrant d'une blessure qu'il avait reçue naguère au pont de Governolo, fut atteint de deux coups de feu. Les généraux Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat. Les grenadiers épouvantés reculaient; Augereau prit un drapeau, s'élança jusque sur la moitié du pont, appelant à lui tous les braves, et restant quelques minutes exposé au feu le plus destructeur. Efforts impuissants! les décharges étaient si vives et si bien nourries, que les pelotons qui se succédaient étaient écrasés lorsqu'ils arrivaient à portée.

Bonaparte, paraissant tout à coup environné de son état-major à la tête de la colonne, encourageait les soldats : « N'êtes-vous donc plus des guerriers de Lodi? leur disait-il; qu'est devenue cette intrépidité dont vous avez donné tant de preuves? » Toutefois, avant de se porter aussi à la tête des assaillants, le général en chef s'étant aperçu qu'il était impossible de déployer sur un espace aussi resserré que la digue d'Arcole, avait détaché le général Guyeux, avec sa brigade, vers Albaredo, avec l'ordre d'y passer l'Adige sur le bac qui s'y trouvait, et de tourner Arcole, s'il ne parvenait pas à l'emporter de front.

La présence du général en chef et le souvenir de la gloire de Lodi avaient ranimé l'enthousiasme des soldats; et, voulant mettre à profit leur nouvelle ardeur et le temps si court et si précieux qui lui restait, Bonaparte ordonna une nouvelle tentative sur le pont malencontreux. Les grenadiers avaient demandé eux-mêmes à recommencer le combat. Bonaparte descend de cheval, se met à la tête de ces braves, tenant un nouveau drapeau à la main, à l'exemple d'Augereau, et s'élance sur le pont, suivi, pressé par tous ceux que l'étroit espace peut contenir. Le général Lannes, malgré ses deux blessures, apprenant que le général en chef est à la tête des combattants, monte à cheval, parce qu'il ne peut se soutenir à pied; et, blessé une troisième fois, il est presque aussitôt renversé. On peut concevoir le ravage que fit le feu de l'ennemi dans cette masse serrée où tous les coups portaient. Le général Vignolle fut également blessé, et Muron, aide de camp du général en chef, fut tué roide à ses côtés. Si Bonaparte ne fut pas lui-même atteint, il le dut au dévouement de l'adjudant général Belliard et de quelques officiers d'état-major qui se placèrent devant lui pour le couvrir contre les tirailleurs ennemis, et firent ensuite filer quelques grenadiers dans le même but. Enfin la division française fit un mouvement rétrograde. Bonaparte, entraîné par les grenadiers qui abandonnaient le pont, était remonté à cheval à sa sortie, lorsque une décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'entouraient; le cheval, effrayé, se jette dans le marais avec son cavalier. Les Autrichiens poursuivaient les troupes en retraite sur la digue. Ils eurent bientôt dépassé le général en chef de plus de cinquante pas. S'ils avaient su qu'ils tenaient, pour ainsi dire, à leur disposition l'homme qui devait un jour remuer route l'Europe, et mettre l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte, sans doute ils eussent tenté de plus grands efforts pour s'en rendre maîtres; mais l'adjudant général Belliard avait vu le danger que courait Bonaparte. Encourageant les grenadiers qui fermaient la marche de la colonne, il leur fit faire volte-face, et les Autrichiens furent repoussés avec vigueur. Pendant ce temps, le général en chef s'était tiré du marais où il était tombé. Il vint joindre la colonne; et, renonçant désormais à forcer le pont, il résolut d'attendre le résultat de l'attaque du général Guyeux.

Pendant que la droite de l'armée française échouait ainsi dans son entreprise, malgré tous les généreux efforts faits pour seconder les projets de son chef, la division Masséna, plus heureuse, avait attaqué la colonne de Provera, qui débouchait de Bionde, et l'avait culbutée au delà de ce village. Marchant ensuite sur Porcil, elle s'en empara après avoir chassé les troupes qui s'y trouvaient, et leur avoir fait quelques centaines de prisonniers.

Le général Guyeux avait réussi à passer l'Adige près d'Albaredo, sous la protection de quelques pièces d'artillerie, avait repoussé les tirailleurs ennemis, et s'était avancé sur Arcole pour attaquer ce village par la gauche, pendant que la colonne d'Augereau l'attaquait par le pont. Mais, tandis que celui-ci effectuait sa retraite, le général Guyeux emporta le village. Ceux qui le défendaient se retirèrent momentanément sur le gros des troupes réunies vers San-Bonifacio. Les quatorze bataillons et les seize escadrons envoyés par Alvinzy s'étaient formés, ainsi que les troupes que le général Mitrowiski avait déjà sous son commandement, entre ce village de San-Bonifacio et San-Stefano.

Le jour commençait à baisser. Les Autrichiens s'étaient ébranlés pour reprendre Arcole avant la nuit. Le général français jugea avec raison qu'il serait dangereux de garder la position hasardeuse où il se trouvait. Il n'ignorait point la force de l'ennemi qu'il avait devant lui, et qu'engagée sur des digues étroites, ayant l'Adige à dos, l'armée française pouvait être culbutée dans les marais de l'Alpon sans espoir de salut. Bonaparte ordonna donc sa retraite sur la rive droite de l'Adige, et fit former les troupes à droite et à gauche du village de Ronco : ce mouvement s'opéra pendant la nuit. La 12ᵉ de ligne, laissée par Augereau à la garde du pont, et la 75ᵉ, par Masséna dans les bois à droite, restèrent dans ces positions, à l'effet d'observer la rive gauche et de conserver le passage de la rivière. Les Autrichiens se maintinrent dans la position que nous avons indiquée, derrière Arcole; et Povera, ayant rallié ses bataillons derrière un canal, entre Porcil et Caldiero, des avant-gardes occupèrent Arcole et Porcil.

On vient de voir que le projet de Bonaparte était déjoué

en grande partie. Mais, si la résistance et les obstacles imprévus à Arcole avaient donné le temps au général autrichien de sauver ses parcs et ses communications, le général français avait aussi fait changer les opérations de son adversaire : Vérone était garantie, et sa jonction avec Davidowich était au moins retardée. C'était beaucoup d'avoir obtenu ces résultats : mais ce n'était point encore assez pour Bonaparte ; il fallait vaincre ou perdre ses conquêtes. Il résolut de livrer le lendemain une nouvelle bataille, et espéra des chances plus heureuses.

Convaincu comme il l'était des difficultés du terrain de la veille, on peut supposer que Bonaparte aurait dû faire descendre son pont de bateaux pour passer l'Adige vers Albaredo, puisque le général Guyeux avait réussi dans ce mouvement, et attaquer ensuite les Autrichiens sur Bonifacio. Il n'en fit rien, et persista dans son projet de marcher encore sur Porcil et Arcole. Un homme d'un coup d'œil aussi exercé que ce général dut avoir sans doute, pour en agir ainsi, des motifs qu'il est difficile de pénétrer quand on ne connait pas toutes les circonstances où il se trouvait ; et nous imiterons la réserve des gens du métier, qui se sont abstenus de porter un jugement hasardé sur une matière aussi délicate dans un temps où la franchise de leurs opinions n'entrainait aucune conséquence fâcheuse pour eux.

Le 16 novembre, à la pointe du jour, les divisions françaises passèrent sur la rive gauche de l'Adige, dans le même ordre que la veille. A peine étaient-elles débouchées, qu'elles rencontrèrent les avant-gardes ennemies déjà sorties de Porcil et d'Arcole, dans l'intention d'attaquer le pont de Ronco. Dans le même temps, Alvinzy faisait avancer une partie de la cavalerie sur Albaredo, pour défendre le passage dont la marche du général Guyeux avait fait sentir toute l'importance. La division Masséna attaqua la colonne de Provera, la rejeta sur Porcil, avec perte de 7 à 800 prisonniers, six canons et trois drapeaux. La 75e demi-brigade, conduite par le général Robert, attaqua les Autrichiens sur la chaussée du centre, et les culbuta dans les marais. Augereau repoussa également l'avant-garde ennemie partie d'Arcole, sur ce village. Mais, parvenus au pont, les Français virent se renouveler la sanglante scène de la veille. Arcole se trouvait alors défendu par le gros des troupes d'Alvinzy, et ce

général était à leur tête. Augereau essaya vainement de franchir le terrible passage; il éprouva une perte d'autant plus fâcheuse, que l'expérience aurait dû le convaincre de l'inutilité de sa tentative, et que les braves sacrifiés ainsi ne pouvaient facilement se remplacer. Sept généraux ou officiers supérieurs furent encore blessés dans cette occasion.

Bonaparte avait cependant senti la nécessité de chercher ailleurs un passage moins difficile. Il pensa qu'il pourrait réussir à traverser l'Alpon vers son embouchure, et se porta lui-même de ce côté pour ordonner la construction d'un pont de fascines sur ce ruisseau. Il avait ordonné à la garnison de Legnago d'inquiéter l'ennemi; et l'adjudant général Vial [1] devait remonter l'Adige avec une demi-brigade, pour chercher un passage à l'effet de tourner la gauche des Autrichiens. Cet officier, s'étant jeté à l'eau jusqu'au cou pour reconnaître lui-même un gué, n'en trouva point; et Bonaparte, éprouvant également que la rapidité du courant de l'Alpon empêchait l'établissement du pont de fascines, ordonna qu'on en construisît un de chevalets. L'ennemi avait d'ailleurs garni la rive opposée de nombreux tirailleurs, qui faisaient un feu très-vif. Plusieurs officiers de l'état-major général furent tués ou blessés en accélérant le travail. Le capitaine Elliot, aide de camp du général en chef, fut au nombre des premiers.

Sur ces entrefaites le maréchal Alvinzy, dans l'intention de se débarrasser par un mouvement offensif des attaques réitérées d'Augereau, fit marcher son centre de Bonifacio pour le porter en partie sur la rive droite de l'Alpon et sur les digues qui longent le cours de ce ruisseau. Mais Bonaparte prévint ce mouvement, qui pouvait être fort dangereux, en faisant avancer quatre pièces d'artillerie dont le feu contint les Autrichiens.

Il était presque nuit, et les choses se trouvaient encore dans le même état que la veille. Bonaparte crut devoir faire reprendre à ses troupes les positions de la nuit précédente sur la rive droite de l'Adige; la 12e demi-brigade fut encore commise à la garde du pont de Ronco. Les Autrichiens, de leur côté, rentrèrent dans leur position derrière Arcole.

[1] Mort lieutenant général.

La journée du lendemain devait éclairer le triomphe ou la défaite de l'armée française. Bonaparte, enfin persuadé que le succès de l'attaque dépendait de la construction du pont à l'embouchure de l'Alpon, y fit travailler toute la nuit; et le 17, à la pointe du jour, commença le troisième acte de cette terrible lutte. Un fâcheux accident faillit mettre un obstacle insurmontable au projet du général français.

Au moment même où ses divisions s'ébranlaient pour passer l'Adige, un des bateaux qui formaient le pont de Ronco s'enfonça dans l'eau. Les Autrichiens s'avançaient alors pour attaquer la 12ᵉ demi-brigade, restée de l'autre côté de la rivière. Mais l'artillerie française était disposée sur la rive droite, et son feu bien dirigé, prenant l'ennemi en écharpe, produisit le plus grand effet. Cette canonnade permit de raccommoder le pont. Les divisions passèrent, et les Autrichiens, comme le jour précédent, furent repoussés sur Arcole et Porcil.

Masséna n'avait pris avec lui que la 18ᵉ demi-brigade de ligne, pour marcher à gauche sur Porcil. Le reste de la division resta en intermédiaire pour seconder l'effort principal qui allait se faire par la droite, à l'embouchure de l'Alpon. La 32ᵉ, dirigée par le général Gardanne, fut jeteé dans le bois qui est à droite de la digue; la 18ᵉ légère se mit en bataille près du pont, pour appuyer la 12ᵉ de ligne, toujours chargée de la défense de ce même pont; la 75ᵉ fut placée au centre devant le pont d'Arcole.

Le général Augereau, dont la division devait passer l'Alpon sur le pont de chevalets construit pendant la nuit, reçut l'ordre d'attendre l'arrivée des deux bataillons de la garnison de Legnago, destinés, comme nous l'avons dit, à tourner et à prendre à revers la gauche des Autrichiens : il devait se lier avec cette troupe, et avoir pour soutiens les 1,800 chevaux qui composaient la réserve de cavalerie.

Le général Robert, à la tête de la 75ᵉ, avait vivement suivi l'avant-garde autrichienne jusques au terrible pont d'Arcole; mais des troupes fraîches et nombreuses, sortant de ce village pour soutenir la colonne poursuivie, ramenèrent la demi-brigade française au pas de course, et celle-ci vint chercher refuge et protection derrière la division Augereau. Il était à craindre que le retour subit et en désordre de la 75ᵉ ne semât

l'alarme et la confusion parmi les troupes en marche, et par conséquent un peu flottantes ; et déjà quelques pelotons, lâchant effectivement pied, se repliaient jusque sur le pont de Ronco. Les Autrichiens, témoins de ce qui se passait et n'éprouvant pas la résistance accoutumée, n'en marchaient qu'avec plus d'ardeur et d'assurance, comptant presque sur un succès complet, lorsqu'on vit l'heureux effet des sages dispositions du général en chef, qui semblait avoir prévu l'événement. Les ennemis s'avançaient vers l'Adige, lorsque la 18e marcha droit à eux, en les attaquant de front sur la digue, pendant que le général Gardanne, sortant du bois de droite, les prenait en flanc. Bientôt le général Masséna, revenant au pas de charge de Porcil, tombe sur la queue de la colonne autrichienne. Cette dernière attaque, et celle que fait la 32e, deviennent décisives. Pressés sur trois points à la fois, les Autrichiens sont culbutés en partie dans le marais à gauche, et y restent enfoncés dans la bourbe, pendant que la fusillade en fait périr un grand nombre. Plus de 3,000 prisonniers restent au pouvoir des Français.

Cette action brillante de la division Masséna, si bien calculée par le général en chef, et qui assurait la gauche et le centre de l'armée, ainsi que le pont sur l'Adige, n'avait point ralenti le mouvement de la droite, formée par la division Augereau, qui avait enfin jeté son pont de chevalets sur l'Alpon, et passait ce ruisseau. Le combat ne tarda point à s'engager sur ce point, où le maréchal Alvinzy avait fait filer des secours. Le flanc droit des Autrichiens était couvert par un marais ; Bonaparte, n'ayant point assez de forces disponibles pour le tourner, se servit d'un stratagème que lui suggérèrent son expérience et sa perspicacité. Il se rappela que, dans certaines circonstances, l'arrivée subite d'un corps, quelle que soit d'ailleurs sa force réelle, sur le flanc d'une troupe qui n'est point préparée à ce mouvement, étonne presque toujours, et commence par ébranler, au premier abord, le moral du soldat, déjà fort occupé de l'ennemi qu'il a devant lui. En conséquence le lieutenant Hercule, de la compagnie des guides à cheval du général en chef[1], reçut l'ordre de descendre l'Adige avec 25 chevaux, de

[1] A cette époque, les généraux en chef des armées républicaines avaient

tourner rapidement, et sans être aperçu, le marais qui servait d'appui à l'ennemi, et de tomber sur ce dernier avec impétuosité, en faisant sonner la charge par plusieurs trompettes à la fois. Le lieutenant des guides exécuta sa mission avec une célérité qui lui valurent les éloges de son général. Sa présence imprévue au delà du marais causa un moment d'hésitation dans les mouvements de l'infanterie autrichienne. Le général Augereau en profita pour attaquer avec vigueur la ligne ennemie, qui fut enfoncée après une vive résistance. Toutefois les troupes se retiraient en ordre, lorsque les deux bataillons de Legnago débouchèrent tout à coup du village de San-Gregorio, et accélérèrent la retraite des Autrichiens, qui craignirent avec raison d'être débordés et pris à revers. Augereau les fit poursuivre par ses troupes légères, qui lui ramenèrent un grand nombre de prisonniers.

Rassuré sur ce point, Bonaparte se reporta du côté d'Arcole. Par son ordre, le général Masséna dirigea une seconde fois sur Porcil une de ses brigades, soutenue de quelques escadrons, pour en chasser les Autrichiens et couvrir les communications des ponts, et se mit à la tête de ses deux autres brigades pour se porter au centre sur Arcole, afin de se lier avec les autres troupes de l'armée. Dès que le mouvement de retraite des Autrichiens fut bien prononcé, Masséna, débouché par Arcole, les poursuivit dans la direction de San-Bonifacio, et vint ensuite se lier par sa droite à la division Augereau. Le jour était avancé; l'armée s'établit pour passer la nuit, la gauche en avant du village d'Arcole, la droite à celui de San-Gregorio.

L'armée autrichienne, contrainte dans cette dernière journée d'abandonner le champ de bataille, après avoir éprouvé des pertes considérables, était plus que fatiguée d'une lutte aussi longue et aussi opiniâtre. Alvinzy ne pouvait plus espérer de forcer les Français dans un terrain dont les accidents étaient si favorables à la défensive. D'un autre côté, il n'avait point reçu de nouvelles des attaques de Davidowich sur Vaubois. Ces considérations réunies déterminèrent le général autrichien à faire

une compagnie de guides à cheval qui leur servaient d'escorte et d'ordonnances, et qui gardaient et accompagnaient leurs équipages et ceux de leur état-major.

prendre à ses troupes la direction de Montebello, et ce mouvement commença à s'exécuter le 18 novembre au matin.

La bataille d'Arcole est une des plus mémorables qu'on puisse lire dans l'histoire de nos guerres, et peut-être la plus longue, puisqu'elle dura trois jours consécutifs sur le même terrain. Les deux partis y combattirent avec une gloire presque égale; mais Bonaparte y donna des preuves bien remarquables de la supériorité de son génie militaire; les généraux, de leur haute vaillance et de leur dévouement; et les soldats français, de leur intrépidité et de cette confiance qui les empêcha de désespérer de la victoire avec de pareils chefs.

La perte des Autrichiens a été estimée de 8 à 10,000 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. Celle des Français, qui ne fut jamais bien connue, a été beaucoup exagérée par ceux qui l'ont calculée d'après le nombre des officiers généraux tués ou blessés, et qui n'ont pas réfléchi que ces chefs avaient presque tous été victimes de leur héroïque dévouement sur le pont d'Arcole, lorsqu'il s'agissait de payer d'exemple pour faire affronter aux soldats une mort presque certaine. Outre les généraux que nous avons déjà nommés, le général Robert fut dangereusement blessé le 17, lorsqu'il dirigeait la 75ᵉ sur Arcole; le général Gardanne le fut aussi dans la même journée, en débouchant du bois où il s'était embusqué avec la 18ᵉ demi-brigade; l'adjudant général Vaudelin fut tué.

C'est dans la nuit du 17 au 18 qu'eut lieu le fait suivant, que nous allons rapporter d'après des documents positifs: Bonaparte, toujours infatigable, parcourait son camp, sous un vêtement fort simple et qui ne décelait point le général en chef, à l'effet d'examiner par lui-même si les fatigues de trois journées aussi pénibles n'avaient rien fait perdre aux soldats de leur respect pour la discipline et de leur vigilance sur les mouvements de l'ennemi. Il trouve une sentinelle endormie, lui enlève avec précaution, et sans l'éveiller, son fusil, et fait la faction à sa place. Le soldat ouvre les yeux quelque temps après; se voyant désarmé, et reconnaissant son général, il s'écrie : Je suis perdu! « Rassure-toi, lui dit Bonaparte avec douceur; après tant de fatigues, il peut être permis à un brave tel que toi de succomber au sommeil; mais une autre fois choisis mieux ton temps. »

Le dessein du maréchal Alvinzy, en se retirant sur Montebello, était de marcher jusques à Vicence, et de chercher à se lier avec son lieutenant Davidowich par les gorges de la Brenta. Bonaparte, soupçonnant ce mouvement, résolut d'en prévenir le résultat en se portant lui-même sur le corps autrichien de la vallée de l'Adige, et de l'accabler comme il avait fait du corps d'Alvinzy dans les champs d'Arcole. Le général français doutait si peu de l'issue de son projet à cet égard, qu'en transmettant au Directoire, à la date du 19 novembre, le rapport de la dernière bataille, il disait affirmativement : « Demain, j'attaque la division Davidowich; je la battrai si elle veut m'attendre, et je la poursuivrai jusque dans le Tyrol. J'attendrai alors la reddition de Mantoue, qui ne peut pas tarder plus de quinze jours. »

Cependant, dans le temps même où les divisions Augereau et Masséna combattaient avec succès dans les marais d'Arcole, le général Vaubois, pressé par un ennemi nombreux, éprouvait un échec signalé sur les bords du lac de Guarda, et il devenait urgent de le réparer pour assurer les opérations ultérieures de l'armée d'Italie.

Dès le 10 novembre, Davidowich était en mesure d'attaquer avec toutes ses forces la division Vaubois dans les nouvelles positions de la Corona et de Rivoli, où ce dernier général s'était retiré après le combat de Caliano; mais, par une lenteur bien préjudiciable aux intérêts de l'armée autrichienne, comme on va le voir, ce ne fut qu'au bout de six jours, le 16 novembre, que ce général mit ses troupes en mouvement pour marcher sur les positions françaises. Ce jour-là, les Autrichiens éprouvèrent une résistance qui ne leur permit point de faire de progrès; mais, le lendemain 17, ils renouvelèrent leur attaque avec plus d'ensemble. Les brigades des généraux Laudon et du prince de Reuss débouchèrent dans la vallée de Caprino; le général Wukassowich s'avança par la route de Trente à Vérone sur la Chiusa, tandis qu'une autre colonne passait l'Adige vers Croara pour venir attaquer le plateau de Rivoli. Les Français reçurent les assaillants avec leur bravoure accoutumée, compensèrent longtemps, par leur fermeté, le désavantage du nombre; mais, quand ils se virent menacés d'être tournés, ils abandonnèrent

les retranchements de Ferrara et de la Corona pour se retirer dans ceux de Rivoli. Bientôt le général Vaubois se vit contraint, par l'effet des manœuvres de l'ennemi, d'opérer sa retraite sur Campara; toutefois il ne la fit point assez promptement pour empêcher les Autrichiens, qui avaient continué de pousser leurs ailes en avant, de se jeter sur l'arrière-garde, qui fut culbutée. Le général Fiorella demeura prisonnier, avec 7 à 800 hommes de sa brigade.

Nous devons faire remarquer ici le grave inconvénient de la lenteur du général Davidowich à attaquer les Français. S'il eût exécuté, le 13 ou le 14 novembre, les mouvements qu'on vient de voir, le succès eût été décisif, puisque alors la communication des deux corps de l'armée autrichienne eût été bien établie. Dans la situation actuelle des choses, le dernier avantage remporté ne servait plus qu'à compromettre la division victorieuse. Ne pouvant encore connaître la défaite d'Alvinzy à Arcole, Davidowich marcha, le 18, sur Castelnovo et Pacengo, et poussa même des partis jusques aux environs de Vérone. Le général Vaubois continua sa retraite jusque derrière le Mincio, en passant par Compara et Peschiera. Davidowich resta deux jours dans sa position de Castelnovo et de Pacengo, attendant des nouvelles du corps d'armée d'Alvinzy, tandis que Bonaparte se disposait à lui apprendre lui-même l'issue des opérations du feld-maréchal.

Le général en chef, promptement informé des événements de la veille à la Corona et à Rivoli, prit, dès le 18, ses mesures pour marcher sans délai, avec ses troupes réunies sur Davidowich, et se contenta de faire suivre Alvinzy sur la route de Vicence par quelque cavalerie. Le général Masséna repassa l'Adige au pont de Ronco, et marcha vers Villafranca, pour se réunir à la division du général Vaubois, que Bonaparte faisait prévenir de son dessein, en lui ordonnant de s'avancer par Borghetto sur le même point. Les deux divisions devaient attaquer de front Davidowich, tandis qu'Augereau se porterait de Vérone sur San-Marco et la vallée de Pantena pour gagner les hauteurs de Santa-Anna, et descendre dans la vallée de l'Adige vers Dolce ou Coradino, à l'effet de couper la retraite au général autrichien.

L'exécution de ce plan parfaitement combiné entraînait la perte de la division Davidowich; mais malheureusement ce général avait appris la retraite d'Alvinzy dans la journée du 19; et, sentant tout le danger de sa position, il était déjà en marche pour regagner les montagnes, lorsque les divisions Masséna et Vaubois s'ébranlèrent pour l'attaquer. Toutefois les Français atteignirent l'arrière-garde autrichienne à Compara. Les régiments d'Ehrbach et de Lattermann furent en partie détruits, et surtout le premier, dont un bataillon entier fut coupé et contraint de mettre bas les armes. Un autre détachement de 3 à 400 hommes, espérant se sauver en traversant l'Adige, fut presque entièrement noyé.

Le général Joubert continua la poursuite de l'ennemi jusques à Pacabocco et près de la Corona. Le gros des divisions Vaubois et Masséna s'arrêta à Castelnovo. Augereau s'était emparé des hauteurs de Santa-Anna, après en avoir débusqué quelques troupes qui s'y trouvaient et leur avoir fait près de 200 prisonniers; descendu ensuite dans la vallée de l'Adige, il brûla deux équipages de pont, et vint occuper la position de Dolce.

Voyant que Davidowich allait lui échapper par une retraite précipitée, et craignant que le mouvement opéré par l'armée française n'engageât le maréchal Alvinzy à tenter quelque entreprise sur Vérone, Bonaparte revint promptement sur ses pas; sa perspicacité lui avait fait effectivement découvrir la véritable intention de son adversaire. Celui-ci avait été informé de son côté des succès obtenus par Davidowich sur le général Vaubois dans la journée du 17; et, s'étant aperçu qu'il n'était suivi sur Vicence que par des détachements, il craignit, avec raison, que sa droite (Davidowich) ne fût bientôt accablée par les efforts réunis des trois divisions françaises. Pour parer à cet événement, il avait envoyé quelques bataillons dans la montagne de Malara, et s'était avancé jusques à Villanova; mais Bonaparte allait déjà déboucher de Vérone. Alors Alvinzy, convaincu que l'extrême activité de Bonaparte déjouait toutes ses combinaisons, prit le parti de rester sur la Brenta. La saison était avancée dans cette contrée montagneuse; et, l'armée autrichienne ayant besoin de prendre quelque repos après tant de fatigues éprouvées, Alvinzy la plaça dans des cantonnements, la gauche vers Padoue, la

droite vers Trente, se liant avec la division Davidowich, le centre aux environs de Bassano, où s'établit le quartier général.

Ainsi, par le défaut d'ensemble dans les opérations, et pour s'être obstiné à manœuvrer sur une ligne trop étendue, Alvinzy avait vu s'évanouir toutes les espérances qu'il avait conçues en prenant le commandement de la troisième armée autrichienne, et n'avait point rempli l'attente de son gouvernement. D'un autre côté, Wurmser, renfermé dans Mantoue, n'avait fait aucun effort en temps utile pour seconder les troupes qui se battaient pour le délivrer. Il avait bien été convenu entre les deux feld-maréchaux qu'une sortie de la garnison de Mantoue aurait lieu vers l'époque où Alvinzy attaquerait la ligne française; mais cette opération de Wurmser ne s'effectua que le 23 novembre, quand toutes les troupes d'Alvinzy étaient en pleine retraite, et que le général Kilmaine, dont la présence n'était plus utile à Vérone, était déjà de retour devant Mantoue, avec les 3,000 hommes qu'il avait distraits du corps de blocus. A trois heures du matin, Wurmser sortit de la place de Mantoue, à la tête d'une forte colonne d'infanterie et de cavalerie, et assaillit les Français, qui déjà se trouvaient sur leurs gardes. Après un combat assez vif, où les Autrichiens perdirent 200 hommes faits prisonniers, un obusier et deux pièces de canon, le maréchal rentra dans la forteresse, avec la conviction qu'il n'était plus temps d'opérer un mouvement séparé et désormais inutile.

La nouvelle de la victoire d'Arcole et des derniers événements qui l'avaient suivie fut portée à Paris par le chef de bataillon Lemarrois, aide de camp du général en chef Bonaparte. Il était chargé de présenter au Directoire quatre drapeaux enlevés à la colonne autrichienne si complétement écrasée sur la chaussée d'Arcole le 17.

Le gouvernement et les citoyens accueillirent avec enthousiasme ces nouveaux trophées de la valeur française; et, sur la proposition du Directoire, le corps législatif décréta « que les drapeaux républicains, portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis par les généraux Bonaparte et Augereau, leur seraient donnés à titre de récompense par la nation. »

ANNÉE 1797. — AN V.

Affaires intérieures de l'Italie; l'armée autrichienne reprend l'offensive; bataille de Rivoli; combats d'Anghiari et de la Favorite, etc. — Deux mois s'étaient presque écoulés depuis la bataille d'Arcole, et le succès de cette triple journée, acheté par une perte trop grande pour une armée faible, n'avait eu pour résultat positif que la retraite des Autrichiens dans la vallée de la Brenta, à quelques marches de distance de la forteresse de Mantoue, but principal des efforts du général Alvinzy.

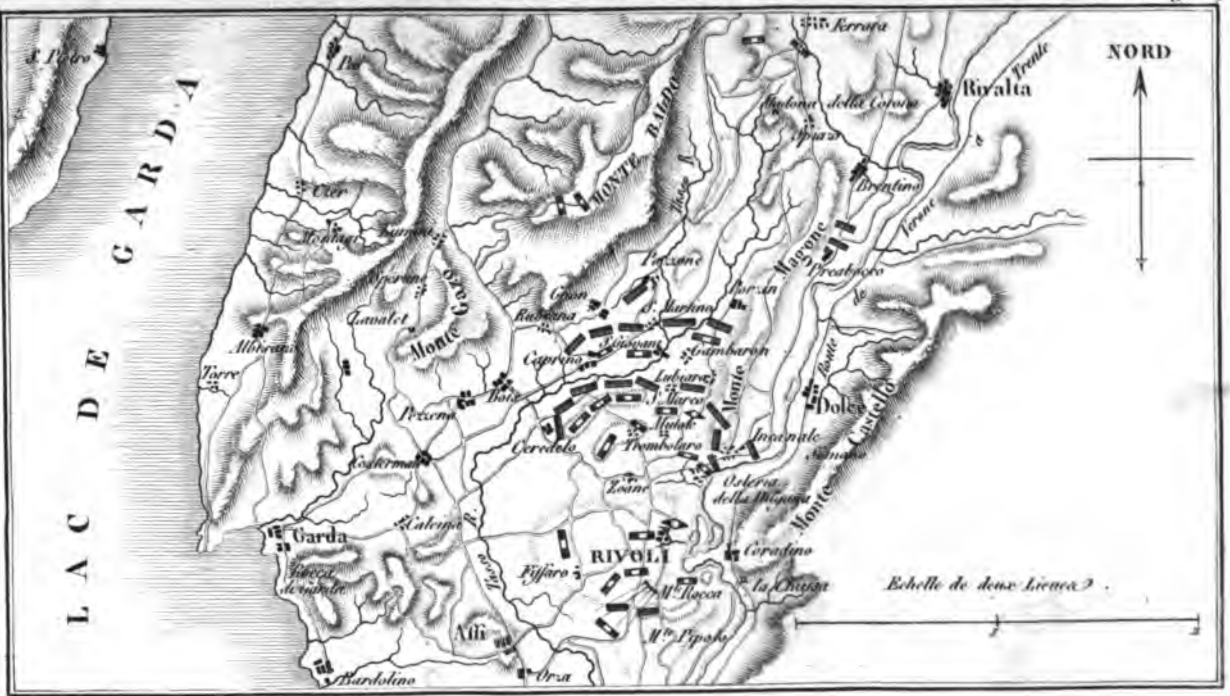
La situation de Bonaparte n'était guère moins critique qu'avant d'avoir forcé son adversaire à s'appuyer aux montagnes du Frioul et du Tyrol; et si les fatigues et la saison avaient amené momentanément un repos nécessaire, les chances à venir n'étaient pas tout à fait les mêmes pour les deux armées. En effet, tandis que le général autrichien recevait de son gouvernement tous les secours que sa position exigeait, Bonaparte était laissé, pour ainsi dire, dans l'abandon par le sien, peu empressé de lui envoyer des renforts qui pussent le mettre à même de continuer ses opérations en les rendant aussi décisives que brillantes.

Le Directoire s'était spécialement occupé d'une expédition maritime, dont le plan, fortement conçu à la vérité, était soumis toutefois aux chances d'une exécution bien hasardeuse, comme on a pu s'en convaincre par le récit que nous avons fait de la tentative sur l'Irlande.

D'un autre côté, la haute renommée et le génie entreprenant de l'homme qui commandait à des troupes aussi vaillantes et aussi dévouées que celles de l'armée d'Italie, inspirant peut-être une jalouse inquiétude au gouvernement républicain, celui-ci avait pu concevoir l'idée de chercher à tirer parti des dernières victoires de cette armée, pour négocier avec l'Autriche une paix qui pût lui permettre la réunion des partis dans l'intérieur, et de consolider sa propre existence. C'était du moins dans ce but apparent que le général Clarke avait été envoyé à l'armée d'Italie, vers la fin de 1796[1]. Les négo-

[1] On supposa, dans le temps, que cet agent du Directoire républicain

BATAILLE DE RIVOLI.



ciations, faiblement entamées, furent rompues au moment où les succès du prince Charles en Allemagne relevèrent les prétentions du cabinet autrichien.

Ainsi, tandis que le maréchal Alvinzy organisait aux versants du Tyrol les moyens d'une nouvelle attaque, l'armée française, négligée par son gouvernement, ne recevait dans ses rangs que quelques bataillons fournis par le patriotisme reconnaissant des deux républiques cispadane et transpadane : cette faible compensation des pertes dernièrement éprouvées suffisait-elle au général Bonaparte pour lui faire éviter le péril dont il était menacé? On en jugera par l'esquisse que nous allons présenter de la situation des choses en Italie à la fin de 1796.

Nous avons déjà dit que les tentatives faites par l'Autriche pour délivrer Mantoue et recouvrer ses possessions en Italie avaient été appuyées par des manœuvres secrètes, tendant à entraîner dans de nouvelles hostilités contre les Français les États de Venise, de Rome et de Naples, qui n'étaient retenus que par des traités imposés par la force ou par la crainte. La cour de Naples, plus éloignée du danger commun, ne parut pas disposée à vouloir se déclarer d'abord; mais Venise et Rome n'avaient pas même attendu les premières opérations d'Alvinzy pour démontrer leur bonne volonté. Différents actes, assez imprudemment arrachés au cabinet du Vatican, apprirent à Bonaparte qu'il devait peu compter sur la foi d'un pontife faible, sans cesse influencé par les événements et par les hommes qui se disputaient sa confiance, ne sachant se fixer à aucun parti, et le jouet continuel de l'ambition et de l'intrigue. Toujours dirigée par cette politique cauteleuse, qui fait, comme nous l'avons déjà dit, depuis tant de siècles, la force de son gouvernement, Venise n'avait négligé aucun moyen d'être utile à la cause de l'Autriche : on sait que le sénat de cette république avait ouvert au général

avait la mission secrète de surveiller Bonaparte, et qu'il était même muni des pouvoirs nécessaires pour le remplacer, s'il croyait pouvoir effectuer cette opération délicate sans courir de grands risques. Rien, jusqu'à présent, n'a justifié cette supposition, sur laquelle, au surplus, il n'y a pas eu de récrimination.

autrichien ses arsenaux et ses magasins. En agissant ainsi, le gouvernement vénitien ne prévoyait pas qu'il préparait sa ruine, et que ses États deviendraient dans peu la proie de cette même puissance dont il embrassait si chaleureusement les intérêts.

Toutefois ces dispositions de Rome et de Venise avaient été un des obstacles qui avaient empêché le général français de tirer un plus grand parti de la victoire d'Arcole et de ses succès sur Davidowich. En se portant à la poursuite des Autrichiens, il avait craint de s'éloigner trop de Mantoue, et surtout de donner le temps aux puissances malintentionnées de l'Italie de se jeter tout à coup sur ses derrières et de compromettre ses communications. La conduite hostile des Vénitiens força bientôt Bonaparte à se mettre en mesure de châtier la sérénissime république, pour faire cesser, au moins pendant quelque temps, l'inquiétude qu'elle pouvait lui donner.

Indépendamment des secours fournis secrètement aux Autrichiens, le gouvernement vénitien avait permis l'organisation de différentes bandes de partisans chargées d'intercepter les communications françaises de l'Adda à l'Adige : les bords de la première de ces rivières en étaient infestés, et ne pouvaient plus être parcourus sans une escorte assez forte pour résister à leurs attaques. Un grand nombre de soldats marchant isolément dans cette contrée étaient massacrés par ces brigands, dont le château de Bergame, en assez bon état de défense, était le repaire. Bonaparte chargea le général Baraguey-d'Hilliers de s'emparer de cette espèce de fort, où les Vénitiens paraissaient disposés à résister. Il fallut combattre : le succès, quoique disputé, ne fut pas longtemps indécis. Les partisans furent presque tous passés au fil de l'épée. Le château et la ville de Bergame reçurent, le 27 octobre 1796, une garnison française ; les bords de l'Adda furent nettoyés, et il devint plus facile de s'opposer aux incursions des bandits.

Sur ces entrefaites, Bonaparte s'était rendu à Bologne pour y préparer une démonstration qui pût faire cesser les intrigues et les armements cachés qu'il n'ignorait pas être faits dans les États de l'Église. La conduite du successeur de saint Pierre avait fait connaître au général français qu'il suffisait de diriger sur

Rome une faible colonne, pour que les espérances conçues par le sacré collége se changeassent en de vives alarmes. En conséquence, vers le milieu de décembre, Bonaparte tira de la Lombardie et des différentes divisions de l'armée quelques détachements dont la réunion formait un corps de 2 à 3,000 hommes, suffisant pour remplir l'objet proposé.

Cette colonne allait entrer sur le territoire papal, lorsque Bonaparte apprit que l'armée autrichienne reprenait l'offensive. Il sentit alors que sa présence à Vérone était indispensable; et il remit, comme il l'avait déjà fait dans une circonstance à peu près pareille, l'exécution de ses desseins à un temps plus opportun.

En effet, le maréchal Alvinzy, renforcé par de nouvelles troupes, allait se mettre en marche pour attaquer l'armée française. Des bataillons détachés de l'Allemagne, des corps de milice organisés à Vicence, des Croates et plusieurs compagnies de chasseurs tyroliens faisaient monter l'armée autrichienne à plus de 45,000 hommes, sans compter les troupes renfermées avec Wurmser dans Mantoue.

Au 1er janvier 1797, les divisions françaises étaient encore à peu près dans les positions où elles se trouvaient après la bataille d'Arcole. Quelques corps avaient seulement été jetés en avant-garde, afin d'éclairer le cours de l'Adige et de surveiller les mouvements de l'ennemi. Ces précautions étaient nécessaires pour que Bonaparte eût le temps de rassembler ses forces lorsqu'il connaîtrait le point sur lequel son adversaire voulait agir.

Le général Serrurier commandait alors le corps de blocus de Mantoue, fort d'à peu près 10,000 hommes et composé de deux divisions aux ordres des généraux Dumas (Alexandre) et Dallemagne, dont les quartiers généraux étaient à Marmirolo et à Pradella. Les troupes étaient réparties à Goïto, Prada, San-Antonio, la Favorite, Marmirolo, Cerese, Pradella et Chiesa-Nova, et commandées par les généraux de brigade Davin, Miollis, Montleau, Serviez et Collaud de la Salcette.

Le général Augereau avait son quartier général à Vérone, et ses brigades, commandées par les généraux Guyeux, Point, Verdier et Walther, occupaient Vérone, Legnago, Castagnaro,

Rovigo, Anghiari, Ronco, Zevio et Bevilacqua. La force de cette division était de 8,000 et quelques cents hommes.

La division Masséna, dont les généraux de brigade étaient Rampon, Brune et Menard, occupait San-Michele, Bussolengo, la citadelle de Vérone, etc., et présentait un total de 8,500 hommes. Le général Masséna avait son quartier général à Vérone.

Le général Joubert commandait une division formée des brigades des généraux Vial, Mayer, Lebley et Sandoz, et cantonnée à Caprino, Pazzone, la Corona, Rivoli, Castillo, San-Martino, Bussolengo. Sa force était de 9,800 et quelques hommes.

Une réserve commandée par le général Rey occupait Desenzano, Brescia, Peschiera, Lonato et Salo. A l'exception de la 58e demi-brigade, forte à elle seule de 2,800 hommes, les autres troupes de cette réserve n'étaient que des détachements formant garnison dans les postes que nous venons d'indiquer, et le total s'élevait à 4,150 hommes.

Éclairé par l'expérience des combats précédents, le maréchal Alvinzy avait voulu éviter, dans sa première agression, de placer le lac de Garda entre ses colonnes; mais, fidèle encore au funeste système de morcellements, il avait commis une faute à peu près pareille à celle de Wurmser, lorsque, marchant de Bassano sur Vérone, il avait dirigé le général Davidowich par Trente sur Roveredo, mettant ainsi entre ses deux corps une chaîne de montagnes difficiles, et laissant des positions centrales à son adversaire. Maintenant qu'il connaissait le vice de cette dernière combinaison, le général autrichien résolut de porter le gros de ses troupes entre l'Adige et le lac de Garda, afin d'occuper l'armée française vers Rivoli, tandis que le général Provera, filant avec un corps de 8 à 9,000 hommes, chercherait à gagner Mantoue par Padoue et Legnago. Ce plan, sans présenter d'abord des inconvénients aussi graves, n'était guère moins mal calculé que les précédents. En effet, en admettant que le gros de l'armée autrichienne, conduit par Alvinzy lui-même, battit les Français à Rivoli, Mantoue se trouvait dégagée de fait, et le mouvement de Provera sur cette ville était superflu; dans le cas contraire, Provera se trouvait pris

entre l'armée victorieuse et le corps de blocus; et si l'on suppose encore qu'il parvînt à se faire jour, forcé à se jeter dans la place, sa présence eût augmenté les embarras de la garnison, sans résultat avantageux pour les opérations. Ces considérations échappèrent au général en chef autrichien.

L'armée d'Alvinzy commença son mouvement le 7 janvier. Le centre partit de Bassano, traversa les gorges de la Brenta pour se réunir à la droite, vers Roveredo, et descendre ensuite avec elle la vallée de l'Adige. La gauche, commandée par Provera, partit de Padoue, et s'avança le 8 janvier vers la rivière de Fratta. Son avant-garde, aux ordres du comte de Hohenzollern, rencontra vers Bevilacqua un corps avancé de la division Augereau, commandé par l'adjudant général Duphot, et eut, avec ce dernier, un engagement assez vif, à la suite duquel les Français se retirèrent sur San-Zenone, et de là sur Legnago. Duphot combattit avec une grande résolution et fut bien secondé par ses troupes, mais il n'atteignit point Legnago sans avoir éprouvé quelque perte. Toutefois sa courageuse résistance à des troupes supérieures donna le temps au général Augereau de faire de bonnes dispositions pour recevoir les Autrichiens sur les bords de l'Adige.

Nous avons dit plus haut que Bonaparte était à Bologne quand il reçut la nouvelle de cette attaque, le 10 janvier. Il donna sur-le-champ l'ordre à 2,000 hommes de la colonne qu'il avait formée pour marcher sur Rome de se porter à marches forcées au secours de la division Augereau, et lui-même partit de suite pour se rendre à son quartier général de Vérone. Il s'arrêta quelques heures chez le général Serrurier devant Mantoue, pour ordonner les dispositions à prendre dans le cas où les troupes d'Alvinzy s'avanceraient vers la place. Il arriva le 12 à Vérone, point central de ses positions et pivot des mouvements de l'armée.

Sur ces entrefaites, Provera avait continué sa marche vers l'Adige; Alvinzy avait joint l'aile droite de ses troupes à Roveredo, et s'avançait avec trente-six bataillons sur Ala, pour accabler la division Joubert. Une colonne de six bataillons et de quelques chevaux, aux ordres du général Bayalitsch, avait débouché de Bassano et menaçait Vérone. Le 12 même,

à six heures du matin, cette dernière colonne avait attaqué les avant-postes français au village de San-Michele, distant de trois quarts de lieue de Vérone. Masséna était sorti de la ville avec une partie de sa division, avait repoussé l'ennemi, fait quelques centaines de prisonniers et pris trois pièces de canon. Le général Brune s'était particulièrement distingué, dans cette affaire, à la tête des grenadiers de la 75e demi-brigade. Les détails que nous venons de donner prouvent combien la présence de Bonaparte était nécessaire sur la ligne française.

Les attaques de Provera et de Bayalitsch n'étaient que des démonstrations servant de préludes aux attaques plus sérieuses préparées par Alvinzy contre la gauche de l'armée française dans la vallée de l'Adige, et dont le but était l'enlèvement de la division Joubert dans ses positions.

Attaquer le Monte-Baldo, suivre le chemin d'Incanale sur la rive droite de l'Adige, pour déboucher ensuite sur le plateau de Rivoli, tel était le projet du général autrichien. Croyant, ainsi que nous venons de le dire, les divisions Augereau et Masséna retenues par les démonstrations de Provera et de Bayalitsch, le feld-maréchal espérait n'avoir à combattre que les seules troupes de Joubert; peut-être aussi comptait-il sur l'absence de Bonaparte, dont il avait connu sans doute le voyage à Bologne. Les événements vont démontrer l'erreur de ses calculs.

L'attaque avait été fixée au 12 janvier, et l'armée autrichienne, réunie sur le haut Adige, fut divisée en six colonnes. La première à droite, commandée par le prince de Lusignan, et forte de six bataillons, partant le 11 du village de Brentonico, à deux lieues et demie en deçà de Roveredo, devait tourner le revers occidental du Monte-Baldo, marchant par les hauteurs qui bordent le lac de Garda, dans le but de couper la retraite de Joubert et de prendre sa ligne à revers : ce mouvement était hasardé et dangereux.

Le général Liptay, à la tête d'une seconde colonne de cinq bataillons, partant d'Avio, gravissait le col de Campione, et devait communiquer avec le prince de Lusignan par les crêtes du Monte-Baldo.

La troisième colonne, aux ordres du général Koblos, formée par six bataillons, après avoir quitté Belluno, attaquait de front la position de la Corroda par Ferrara, et se liait avec la deuxième colonne.

Les quatrième et cinquième colonnes, s'avançant au delà de Belluno par Rivalta, sous les ordres des généraux Ocskay et Quasdanowich, étaient composées, l'une de cinq bataillons, l'autre de neuf, et treize escadrons dirigés par le prince de Reuss. Leur mouvement avait pour objet de longer la rive droite de l'Adige, et de déboucher sur Rivoli : elles devaient aussi soutenir, au besoin, les attaques du Monte-Baldo.

La grande route de Trente à Vérone par Dolce, sur la rive gauche de l'Adige, devait être occupée et balayée par la sixième colonne, commandée par le général Wukassowich, et forte de cinq bataillons et un escadron.

Le 12 au matin, les colonnes de Liptay et de Koblos arrivèrent en face de l'avant-garde de Joubert, au village de la Ferrara, sur le Monte-Albaro; mais celle du prince Lusignan, retardée dans sa marche par des chemins difficiles et obstrués par la neige, qui tombait depuis le 10 en abondance, ne put occuper ce jour-là le revers du Monte-Baldo.

Les troupes de Liptay et Koblos étaient assez nombreuses pour chasser les Français de leur position, s'il y avait eu plus d'accord entre ces deux généraux. Koblos attaqua le village de Ferrara; mais Liptay, ne voulant point transgresser l'ordre qu'il avait reçu de ne s'engager que quand il serait informé de la réussite du mouvement du prince Lusignan, Liptay, disons-nous, fit échouer la tentative de la troisième colonne, en refusant de prêter secours à son collègue. Les canons des retranchements d'Oliverti et de Castelli foudroyèrent la tête de colonne de Koblos, qui n'avait pour artillerie que des pièces de montagne. Le général autrichien se vit alors contraint de tourner la montagne par les Bossi et la chapelle de Ferrara. La nuit mit fin aux mouvements de l'ennemi; et les Français furent avertis de la présence d'une grande partie de ses forces par l'aspect des feux qui couronnèrent tout à coup les crêtes glacées du Monte-Baldo.

Cependant le prince Lusignan, après la marche la plus

pénible, avait réussi, vers le soir, à gagner la gauche de Joubert par le versant occidental du Monte-Baldo. Informé de cette circonstance, le général français, bien que préparé à soutenir vigoureusement le choc de l'ennemi, jugea sagement qu'il ne lui convenait point de recevoir une attaque dans une telle position, et il ordonna la retraite, qui s'effectua avant le jour, dans le meilleur ordre et le silence le plus profond. Les postes sur l'Adige furent levés, et Joubert fit prévenir le général en chef de ce qui se passait.

Lorsque les Autrichiens s'aperçurent, à la faible lueur des feux des Français, que ceux-ci s'étaient retirés, ils voulurent les poursuivre; mais ils ne purent pas même entamer l'arrière-garde. Joubert s'établit d'abord le 13, vers midi, en arrière du vallon de Caprino, sur les hauteurs de Trombolaro, pour y attendre des nouvelles de Bonaparte. Mais cette position, tournée sur la droite et sur la gauche, était trop hasardée pour que la division pût y séjourner plus longtemps; et, vers les dix heures du soir, le général se remit en marche pour gagner Compara, et de là Castel-Novo. Chemin faisant, un officier d'état-major apporta à Joubert la nouvelle de la prochaine arrivée du général en chef, avec l'ordre de ce dernier de tenir ferme en avant du plateau de Rivoli. Joubert fit aussitôt marcher les 33ᵉ, 39ᵉ, 14ᵉ et 85ᵉ demi-brigades pour prendre position en avant de Rivoli, la droite sur la direction de la redoute du Monte-Castello, et la gauche au pied des hauteurs de Magone : une avant-garde occupait les hauteurs du hameau de Zoane, où passe un petit chemin qui conduit à Ceredolo. Les 4ᵉ et 22ᵉ légères, réparties dans les retranchements et en avant d'Orteria, avaient des postes entre Serpole et l'extrémité du Monte-Magone; la 17ᵉ légère s'étendait jusqu'à Zoane, Brenzone, Montalto, Beticelli; la 29ᵉ légère était placée en seconde ligne sur les hauteurs de Zoane : les avant-postes se tiraillèrent toute la nuit.

Dans la soirée du 13 et après l'établissement de la division française sur les hauteurs de Trombolaro, Alvinzy, supposant au général Joubert l'intention de se défendre dans cette dernière position, avait ordonné de nouveaux mouvements pour envelopper les troupes françaises. Le prince Lusignan

devait continuer à s'avancer le long du lac de Garda, afin de tourner la gauche des Français et de déboucher sur leurs derrières. Liptay, qui était alors vers Caprino, avait ordre de se lier avec la première colonne, au moyen de petits détachements prolongés à droite, tout en coopérant à l'attaque des hauteurs de Tromboiaro. Ocskay rétrograda par le ravin de Belluno, pour gravir le Monte-Baldo et se réunir au général Koblos, chargé d'attaquer San-Martino et d'occuper la chapelle de San-Marco, sur la crête du Monte-Magone. Quasdanowich, avec la cinquième colonne, dut déboucher par Osteria della Dugana, sur le flanc droit des Français, tandis que la sixième colonne, s'avançant par la rive gauche de l'Adige sur l'important défilé de la Chiusa, devait s'en emparer, y établir des batteries, pour empêcher les colonnes françaises qui en auraient le dessein de se retirer ou d'occuper des positions sur la rive opposée.

C'était dans l'après-midi du 13 que Bonaparte, arrivé la veille à Vérone, avait reçu la dépêche du général Joubert qui lui rendait compte du mouvement de l'ennemi et de ce qui s'était passé dans la journée du 12. Déjà il attendait avec impatience le moment où l'ennemi lui ferait connaître le véritable point de son attaque, car les démonstrations de Provera et de Bayalitsch ne lui avaient point encore présenté les errements nécessaires. Il jugea alors, par les détails que lui donnait Joubert, que le gros de l'armée autrichienne était sur Rivoli. S'inquiétant peu des succès que les colonnes de gauche de l'ennemi pourraient momentanément obtenir, presque certain même de revenir assez à temps pour leur faire payer cher des avantages qui devaient les affaiblir et les compromettre, Bonaparte ne balança pas un seul instant dans la résolution de marcher droit sur Alvinzy; et il connaissait trop bien le terrain sur lequel il allait combattre, pour ne pas espérer que toutes les chances de succès fussent pour lui.

Augereau dut rester dans sa position, avec ordre de se borner à harceler l'ennemi et de ne point s'engager sérieusement s'il avait affaire à des forces trop considérables. La meilleure partie de la division Masséna se mit en marche pour Rivoli, ne laissant sous Vérone qu'un détachement chargé d'observer le corps de

Bayalitsch, battu la veille à San-Michele, et poursuivi assez vivement par le général Leclerc, qui lui avait fait aussi quelques prisonniers, indépendamment de ceux qu'avait faits le général Brune. Le général Rey reçut l'ordre de se porter, par une seule marche forcée, de Desenzano à Rivoli, par Peschiera, avec tout ce qu'il avait de disponible de sa réserve.

Le général en chef partit lui-même, dans la soirée du 13, de Vérone, pour se rendre également à Rivoli, où il arriva à minuit. Lorsque le général Joubert lui eut donné connaissance de l'état des choses, et qu'il eut reconnu les positions de l'ennemi, il ordonna sur-le-champ un mouvement en avant, afin d'empêcher les Autrichiens de déboucher sur le plateau de Rivoli, seul point où il fût permis à Alvinzy de réunir ses colonnes, de les déployer et de faire usage des treize escadrons qu'il avait avec lui. Ainsi donc, sans attendre l'arrivée de Masséna et de la réserve de Rey, Joubert eut ordre de resserrer sa position, de déloger les avant-gardes ennemies, et surtout de reprendre le poste de San-Marco, point si essentiel, par où l'ennemi pouvait faire arriver son artillerie et sa cavalerie.

En conséquence le général Vial, à la tête des 4e, 17e et 22e demi-brigades légères, soutenues par l'infanterie de ligne, attaqua vivement l'avant-garde des Autrichiens, le 14 avant le jour, et la força à se replier sur San-Giovanni et Gambaron; en même temps la brigade de gauche de la division, composée de la 29e légère, des 14e et 85e de ligne, s'était dirigée sur les hauteurs de Tromboläro, d'où elle chassa les postes ennemis. Bonaparte établit son quartier général sur les hauteurs de Zoane; la 39e resta dans les redoutes d'Osteria, pour garder ce point décisif. Les retranchements de Monte-Castello, le fort de Chiusa et le Monte-Rocca furent gardés par des détachements.

Pendant que ces dispositions préliminaires s'exécutaient, le général Masséna approchait de Rivoli avec les 32e et 75e demi-brigades de ligne, le 22e de chasseurs, le 15e de dragons et le 1er régiment de cavalerie. La 18e de ligne se dirigeait sur Garda pour défendre ce débouché et arrêter la marche de l'ennemi sur Peschiera; le général Rey, avec la 57e, qu'il amenait de Desenzano, se trouvait déjà à la hauteur de Compara et de Calmisino.

Les Autrichiens, inquiets du mouvement extraordinaire des Français, se préparaient aussi de leur côté. Quasdanowich avait pris position à Incanale, dans la vallée de l'Adige; Alvinzy avait son quartier général à Dolce, et une brigade était placée en avant de ce village; Wukassowich, avec sa colonne, était, comme nous l'avons déjà dit, sur la rive gauche de l'Adige; Lusignan était en marche pour déboucher sur le village de Pezzena, à la droite de la ligne autrichienne.

Bonaparte voulut profiter de sa position centrale pour écraser d'abord les troupes de Liptay, de Koblos et d'Ocskay, qui formaient le corps principal des Autrichiens vers Caprino et San-Martino. Il avait jugé que la 39ᵉ de ligne suffisait pour contenir la colonne de Quasdanowich, débouchant sur Osteria, d'autant mieux que ces troupes ennemies avaient à gravir une hauteur garnie de redoutes, dont les feux plongeaient sur le défilé par où il fallait passer pour arriver sur le plateau de Rivoli; et sur la gauche, la marche de la 18ᵉ sur Garda rassurait assez le général en chef pour ne pas lui faire craindre que la colonne du prince Lusignan pût achever son mouvement sur les derrières de l'armée française avant que le général Rey, qui s'avançait par Orza, ne fût en mesure de l'attaquer avec avantage. L'événement va démontrer la rectitude des combinaisons de Bonaparte.

Cependant le général Joubert, après avoir fait repousser les avant-gardes autrichiennes sur San-Giovanni et Gambaron par la brigade Vial, se trouvait, vers les six heures du matin, engagé avec les généraux Koblos et Ocskay, ce dernier formant la gauche du principal corps ennemi. La brigade française de droite défendait vigoureusement les hauteurs de San-Marco, que l'ennemi s'efforçait de reprendre. Joubert avait formé les 29ᵉ et 85ᵉ sur les hauteurs de Trombolaro et Zoro, à gauche; et la 14ᵉ sur celles de Rovina, au centre. Déjà un bataillon de cette dernière demi-brigade s'avançait pour emporter le village de San-Giovanni, lorsque la colonne de Liptay attaqua la gauche des Français avec des forces supérieures. La 85ᵉ, après des efforts honorables, se voyant prise en flanc à la faveur d'un ravin où les Autrichiens s'étaient glissés, fut contrainte de faire un mouvement en arrière pour éviter d'être coupée. N'é-

tant plus soutenue et voyant également ses flancs menacés, la 29e suivit le mouvement de la 85e. La 14e, se trouvant débordée, fut obligée de soutenir à elle seule le choc de l'ennemi. Elle se jeta dans les haies et dans les maisons en avant de San-Giovanni, et, par son héroïque résistance, arrêta les Autrichiens assez de temps pour que Bonaparte, qui vit d'abord ce que le mouvement de Liptay pouvait entraîner de conséquences funestes, prit les mesures les plus propres à prévenir le mal. L'ennemi, en débouchant sur le plateau de Rivoli, eût favorisé le déploiement de la colonne de l'Adige (celle de Quasdanowich), et la gauche de Joubert aurait été prévenue à Rivoli et rejetée sur la rivière. Laissant le général Berthier, chef de l'état-major général, pour maintenir les positions du centre, Bonaparte se rendit précipitamment à la gauche. La 32e demi-brigade conduite par le général Rampon, après avoir marché toute la nuit, arrivait alors sur ce point : Bonaparte lui donna de suite l'ordre de charger. La vue de l'ennemi donne à cette intrépide demi-brigade un courage surnaturel; elle a oublié les fatigues de sa marche de nuit : « Masséna, enfant gâté de la victoire, dit Bonaparte, dont nous ne croyons pas devoir changer les expressions, Masséna s'élance à la tête des braves qui la composent : l'aspect de l'ennemi a redoublé leur ardeur; ils se précipitent au pas de charge sur les bataillons autrichiens, et, soutenus par les 29e et 85e demi-brigades, qui se sont ralliées derrière eux, ils culbutent leurs adversaires, reprennent les positions, et dégagent les flancs de la 14e. » Le général Berthier, resté avec cette digne troupe, l'avait encouragée par ses discours et son exemple. Elle avait continué sa brillante résistance et couvrait le chemin qui conduit de Lubiara à Rivoli, le seul par lequel les troupes de la droite, fortement engagées, pouvaient se retirer. S'étant aperçue du mouvement rétrograde de la gauche, cette aile droite commençait en effet à se replier à la hauteur du centre, et, pressée par l'ennemi, elle allait prendre le chemin dont nous venons de parler. On a vu plus haut qu'un bataillon de la 14e avait déjà pénétré dans le village de San-Giovanni, et s'était jeté dans les haies qui sont entre ce village et celui de San-Martino. Berthier avait envoyé un autre bataillon pour soutenir le premier, et lui-même,

avec le troisième, occupait une hauteur au centre. Ce dernier bataillon, se trouvant entouré par les troupes de Koblos et une partie de celles d'Ocskay, en reçut le choc avec la plus grande intrépidité : il tint plus d'un quart d'heure dans cette position, sans que l'ennemi pût l'en chasser. Des pièces de campagne étaient sur le front de sa ligne, et les Autrichiens redoublaient d'efforts pour enlever ces canons, dont le feu les abîmait. Déjà quelques chevaux d'attelage avaient été saisis, lorsqu'un capitaine, dont le nom est malheureusement resté dans l'oubli, s'écria, en s'adressant au premier rang du bataillon : « Quatorzième, laisserez-vous prendre vos pièces? » Le feu violent de l'ennemi empêchait les plus intrépides de s'avancer jusqu'à elles; mais Berthier fit tirer avec tant de vivacité sur ceux des ennemis qui se disposaient à emmener les pièces, que ces derniers furent presque tous tués, ainsi que les chevaux : les canons restèrent au pouvoir des Français. C'était à ce moment même que la 32e, exécutant sa charge impétueuse, débarrassait les flancs de la 14e, et la tirait du péril dont elle était si instamment menacée. Le général Joubert, à la tête de la 33e demi-brigade, était passé en première ligne des troupes de la droite, qui se retiraient en désordre, et avait protégé leur ralliement en résistant aux efforts de la colonne d'Ocskay.

La matinée s'avançait, et il était plus de neuf heures lorsque la colonne de l'extrême droite des Autrichiens (celle du prince Lusignan) parut vers le village de Pezzena, après avoir franchi Sperane, le Monte-Gazo et le col de Lavalet. Un bataillon marchant sur Costerman flanquait à droite le gros de cette colonne, qui, après avoir dépassé Pezzena, s'avançait, en longeant la rivière de Tasso, dans la direction du village d'Affi. Jusqu'alors cette troupe n'ayant éprouvé aucun obstacle de la part des Français, Lusignan se flattait d'atteindre son but; quoique la 18e eût occupé, de son côté, le passage important de la Rocca-di-Garda. Mais Bonaparte, connaissant actuellement le véritable point des attaques d'Alvinzy, envoya, vers dix heures, au chef de cette demi-brigade, l'ordre de marcher avec deux de ses bataillons contre le prince Lusignan. Les deux partis se rencontrèrent vers Calcina. La 18e culbuta le bataillon des flanqueurs autrichiens, et se rabattit ensuite sur Rivoli.

Tandis que tout ceci se passait au centre et à l'extrême gauche des Français, examinons les mouvements des cinquième et sixième colonnes autrichiennes dans la vallée de l'Adige. Celle de Quasdanowich avait attaqué les retranchements d'Osteria. La 39e demi-brigade, qui les défendait, opposait la résistance la plus vigoureuse; mais le général Wukassowich, continuant sa marche sur la rive gauche de l'Adige, avait atteint Somano et disposé, suivant les instructions qu'il avait reçues, l'artillerie destinée à foudroyer l'autre rive. Écrasée par cette artillerie en même temps qu'elle était pressée vigoureusement de front par la cinquième colonne, la 39e céda les retranchements. Quasdanowich marchait directement sur le plateau de Rivoli, de la possession duquel dépendait tout le succès de la bataille. D'un autre côté, Ocskay, après avoir repoussé le général Vial, comme nous l'avons rapporté, prenait le revers du Monte-Magone au delà de San-Marco. Le moment était éminemment critique, et tout autre général qui aurait eu moins de sang-froid que Bonaparte, se serait bien difficilement tiré du pas où celui-ci se trouvait engagé; mais le coup d'œil inspirateur du général en chef lui suggéra sur-le-champ ce qu'il avait à faire.

Nous avons dit que le général Joubert avait passé en première ligne de la brigade Vial, avec la 33e de ligne, pour donner à ces troupes le temps de se rallier, en arrêtant les progrès de la colonne d'Ocskay. Bonaparte ordonna à Joubert de faire faire un détachement de front à cette infanterie légère (4e, 17e et 22e demi-brigades), pour qu'elle marchât au soutien de la 39e, en même temps qu'il ordonna aux escadrons du général Leclerc de se porter sur le même point; et comme sa vue active embrassait à la fois toutes les parties de sa ligne, sentant l'insuffisance de la 18e demi-brigade pour s'opposer à la marche de Lusignan sur la gauche, il envoya la 75e sur les hauteurs de Fiffaro.

Un prompt succès fut le résultat de ces dispositions si bien calculées. La colonne de Quasdanowich débouchait à peine du ravin d'Osteria, et la tête seule, formée par les dragons du quartier général et par un bataillon de Gemmingen, était parvenue sur le plateau de Rivoli. Le reste étant encore en

masse dans le défilé, les Autrichiens furent bientôt assaillis de toutes parts. L'infanterie légère du général Joubert les attaqua sur leur flanc droit, tandis que la cavalerie, conduite par le général Berthier, chargeait de front la tête de colonne, et que la 39ᵉ la menaçait sur sa gauche. Le combat devint sanglant. Joubert, ayant eu son cheval tué sous lui, s'élança, un fusil à la main, à la tête des grenadiers, et acheva de répandre l'épouvante dans les rangs autrichiens, déjà ébranlés par une première charge, où s'étaient particulièrement distingués le général Leclerc et le chef d'escadron Lasalle. La tête de colonne ainsi pressée abandonne le plateau et se rejette dans le défilé avec toute la confusion d'une déroute. Le général Quasdanowich fait de vains efforts pour réparer le désordre que cette poussée met dans sa colonne. Ce désordre est d'autant plus grand, que la cavalerie et l'artillerie sont encombrées dans le ravin, où la route, quoique très-praticable, se trouve fort resserrée. Les vainqueurs, continuant d'avancer, font un carnage épouvantable : une partie de l'artillerie tombe entre leurs mains. Le capitaine-adjoint à l'état-major, Brémont, à la tête de quelques braves, prend quatre pièces de canon. Quasdanowich regagne avec peine les bords de l'Adige, et l'avantage remporté sur lui est un coup décisif qui assure la victoire aux Français.

Tandis que ces événements se passaient sur le plateau de Rivoli et dans le ravin d'Osteria, Masséna, avec la 32ᵉ demi-brigade et les troupes du général de brigade Sandos (les 29ᵉ légère et 85ᵉ de ligne), se maintenait glorieusement sur les hauteurs de Trombolaro. Les colonnes de Koblos et d'Ocskay, qui débouchaient déjà vers Mutole, se trouvaient ainsi dépassées. Le général Joubert, après la défaite de Quasdanowich, laissant à la cavalerie le soin de poursuivre les fuyards, était revenu, avec son infanterie légère, sur le général Ocskay, dont l'infanterie se trouvait un peu rompue par l'effet de la marche qu'elle venait de faire dans un terrain coupé, d'abord sur la brigade Vial, et ensuite sur la 33ᵉ demi-brigade, qui était restée, comme on l'a vu, devant elle. D'un autre côté, le vigilant Bonaparte venait d'envoyer le chef d'escadron Lasalle, avec 150 chevaux, pour soutenir et protéger le ralliement des

Français sur la droite. La subite apparition de Joubert d'un côté, et celle de Lasalle de l'autre, firent sur ces troupes dispersées une impression terrible. La terreur se communiqua rapidement de proche en proche, et redoubla lorsque, forcés de faire un mouvement rétrograde, les Autrichiens s'aperçurent de la position de Masséna en arrière de leur flanc droit. Ce dernier général, témoin de la confusion qui régnait déjà dans les rangs ennemis, descendit en toute hâte des hauteurs qu'il occupait, se jeta de son côté sur des troupes à demi vaincues et acheva leur déroute. Tout s'enfuit jusqu'à San-Giovanni, et, malgré tous les efforts d'Alvinzy, accouru lui-même pour rétablir l'ordre, il ne réussit à contenir les fuyards et à les rallier que derrière le Tasso. Le général Liptay, qui pouvait, par suite du mouvement que venait de faire Masséna, porter quelque remède à cet état de choses en attaquant avec vigueur, craignit pour la sûreté de sa colonne, et rétrograda sur Caprino. Les Français firent 800 prisonniers dans cette dernière occasion.

Toutefois, la fortune n'était pas aussi favorable aux Français à l'extrême gauche et sur les derrières de leur armée. La colonne du prince Lusignan avait débouché à gauche du village d'Affi, et s'était avancée sur la 75e vers Fiffaro. Celle-ci s'était repliée; mais, avant de commencer sa retraite, elle avait chargé, avec sa valeur ordinaire, la gauche de la colonne autrichienne, et lui avait fait quelques prisonniers. Les deux bataillons de la 18e n'ayant point tardé à rejoindre cette troupe, les deux demi-brigades se portèrent vers Rivoli.

Lusignan, ne trouvant plus d'obstacles, continua sa marche, gravit le Monte-Brunisi, et s'avança par le Monte-Pipolo sur les derrières de l'armée française, comptant lui couper la retraite et la forcer à mettre bas les armes. Bonaparte avait calculé que la colonne du général Rey devait bientôt arriver par Orza, derrière la colonne qui menaçait ainsi l'armée, et jugeant que les deux bataillons de la 18e et un seul de la 75e suffisaient pour contenir Lusignan, il les fit marcher à la rencontre de ce dernier, en même temps qu'une batterie de pièces de 12, placée sur la hauteur de Campana, prenait en écharpe la droite de cette colonne ennemie. Le général Monnier, qui

commandait les trois bataillons français, en forma trois petites colonnes d'attaque, qu'il dirigea par Montidone, sur la grande route et par le chemin de la Cosatta. Lusignan, qui s'était avancé sans artillerie, fut écrasé par la batterie de Campana, et fut contraint de se replier sur le Monte-Brunisi. Un bataillon, qui voulut tenir ferme à la croix de Pipolo, fut culbuté avec perte. Le général Rey déboucha d'Orza sur ces entrefaites avec la 57[e] demi-brigade, qu'il forma, malgré les tirailleurs de Lusignan, sur la rive droite du Tasso. Cette circonstance favorisa singulièrement le mouvement du général Monnier.

Bonaparte, instruit de la présence du général Rey sur le champ de bataille, fit marcher le général Brune avec les deux autres bataillons de la 75[e], pour joindre le général Monnier. Ces deux généraux attaquèrent alors Lusignan de front dans sa position du Monte-Brunisi, pendant que Rey, traversant le Tasso avec la 57[e], chargeait à revers. Pressée de la manière la plus vigoureuse, la colonne autrichienne fut en peu d'instants culbutée, mise en déroute; la plupart des fuyards furent faits prisonniers. 12 à 1500 hommes, cherchant à se retirer sur Garda, rencontrèrent dans les défilés une compagnie de la 18[e], dont un bataillon gardait, comme nous l'avons dit, ce point important. Le capitaine René[1], qui n'avait pas plus de 50 hommes avec lui, somma la colonne ennemie de mettre bas les armes, déclarant qu'il n'était lui-même que l'avant-garde d'une troupe bien plus nombreuse. La terreur des Autrichiens, et peut-être aussi la disposition du terrain, qui ne leur permettait pas de s'assurer du nombre des Français auxquels ils avaient affaire, les détermina à déposer leurs armes et à se rendre prisonniers.

La colonne de Quasdanowich avait été trop maltraitée pour que ce général pût conserver l'espoir d'entreprendre quelque nouvelle attaque, et sa position actuelle étant même trop hasardée, il se mit en marche pour se retirer, en remontant l'Adige, sur Rivalta et sur Peri. Le centre des Autrichiens se trouva, par ce mouvement, abandonné à ses propres forces derrière le Tasso.

[1] Assassiné par les *guerillas* dans la campagne de 1808, en Espagne; il était alors général de brigade.

Bonaparte allait faire attaquer ce débris de l'armée autrichienne, lorsque, dans l'après-midi, il fut informé que le corps du général Provera avait passé l'Adige vers Anghiari et se dirigeait sur Mantoue. Préparé en quelque sorte à ce dernier événement, le général en chef calcula avec raison qu'en laissant la division Joubert, soutenue par la réserve du général Rey, pour achever la défaite d'Alvinzy, il pouvait lui-même se porter, avec la rapidité de la foudre, sur cette colonne de Provera, et arriver assez à temps pour empêcher le général autrichien de débloquer Mantoue, de ravitailler cette place, et de faire sortir la portion de la garnison qui n'était pas nécessaire à sa défense. En conséquence, il partit sur-le-champ avec la division Masséna. Si l'on se rappelle que ces admirables troupes, ayant marché toute la nuit du 13 au 14, n'avaient point cessé de combattre toute la journée avec la plus grande vigueur, où trouver des expressions pour leur payer le tribut d'éloges qu'elles ont mérités pour leur zèle infatigable? Conduite par son digne chef, l'illustre Masséna, cette division se dirige sur Roverbella, emmenant avec elle 5,000 prisonniers; mais avant de faire le récit de la nouvelle opération de Bonaparte, non moins brillante que celle qu'on vient de lire, nous allons suivre les mouvements de la division Joubert.

Le général en chef, avant de partir pour aller combattre Provera, avait ordonné à Joubert de faire reposer ses troupes pendant quelques heures, et d'attaquer ensuite Alvinzy dans sa position vers Pazzone. En exécution de cet ordre, le général Vial, avec sa brigade d'infanterie légère (4e et 17e demi-brigades), longea les crêtes du Monte-Magone pour tourner l'ennemi. Les 33e et 39e de ligne, sous les ordres du général Baraguey-d'Hilliers, s'avancèrent sous San-Martino, tandis que la 29e légère et la 85e de ligne, sous les ordres de l'adjudant général Vaux, devaient filer par les revers du Monte-Magone, pour accabler la droite des Autrichiens en retraite et la prévenir à la Corona. Une petite colonne, formée de deux bataillons de la 22e légère et d'un bataillon de la 58e, fut dirigée par le Monte-Baldo sur Ferrara, pour couper la retraite à l'ennemi.

Cette retraite ne pouvait s'effectuer que par un chemin fort

étroit passant sur les hauteurs escarpées de la Corona. Le mouvement des colonnes des généraux Vial et Vaux ne laissait à Alvinzy d'autre parti à prendre que celui de se rendre avec les colonnes de Liptay, Koblos et Ocskay, ou à les laisser se disperser ou se précipiter des montagnes, si le passage leur était fermé, soit à la Corona, soit à Ferrara. Toutefois, les colonnes françaises que nous avons nommées plus haut (Vial et Vaux) avaient un chemin pénible et long à parcourir pour atteindre leur but respectif; et le général Joubert devait craindre que l'ennemi, qui se trouvait, comme on l'a vu tout à l'heure, à Pazzone, ayant une ligne plus courte et plus directe à suivre, ne prévînt ces mêmes colonnes. Mais Bonaparte, pensant à tout, avait, dès la veille, envoyé le général Murat s'embarquer à Salo avec partie de la 12ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, pour venir descendre à Torre, gagner ensuite Montagna et les crêtes du Monte-Baldo.

Murat avait débarqué le 14 au point indiqué, vers le soir, continué sa marche pendant la nuit, et était arrivé à minuit à Montagna; s'avançant ensuite jusqu'à la Posella, il y fit faire halte à sa troupe et la laissa reposer quelques heures. Le 15, à la pointe du jour, il était sur la crête du Monte-Baldo, au lieu dit Pozza-Lagune. Il prit ensuite la direction de la Corona par les Colonelli.

Dans cet intervalle les troupes de Joubert avaient engagé le combat. L'ennemi avait commencé sa retraite de fort bonne heure; mais il fut attaqué par la colonne de Baraguey-d'Hilliers, qui entra dans San-Martino, prit deux pièces et quelques centaines de prisonniers. Déjà la colonne du général Vial suivait les crêtes du Monte-Magone depuis cinq heures du matin, et s'était avancée autant que l'obscurité, la lassitude des soldats et la difficulté du terrain avaient pu le lui permettre. La colonne de gauche (celle de Vaux) s'avançait aussi par le Monte-Baldo sur Pravassar, où elle se lia avec la troupe de Murat, pendant que le général Vial s'approchait de Spiazo et de la Corona. Le général Joubert, qui se trouvait au centre avec la colonne de Baraguey-d'Hilliers, suivait l'ennemi et ne lui donnait point de relâche. Les Autrichiens ainsi pressés se retiraient en grand désordre : quelques bataillons, voulant gagner la route

qui conduit à Rivalta, se précipitèrent des hauteurs ou des rochers escarpés qui longent la vallée de l'Adige. Le plus grand nombre voulut s'échapper par Pravassar et le sentier qu'on nomme l'Escalier de la Madona ; mais ce défilé était déjà occupé par les Français : les Autrichiens ne purent le percer, et vinrent s'y entasser comme dans un gouffre, au nombre de 5,000 hommes, qui mirent bas les armes et se rendirent à discrétion. Les Français s'emparèrent de plusieurs centaines de chevaux d'officiers et de bagages, qui n'avaient pas peu contribué à la confusion de la colonne ennemie.

Nous allons maintenant parler de la marche du général Provera sur Mantoue, et fixer l'attention de nos lecteurs sur le terrain où le génie de Bonaparte va développer de nouvelles combinaisons.

On a vu que l'adjudant général Duphot, attaqué à Bevilacqua par l'avant-garde de Provera, s'était retiré avec quelque perte sur Legnago. Le général autrichien, après cet avantage, s'avança sur l'Adige pour en tenter le passage. On ne connaît pas bien les motifs qui le firent séjourner trois jours sur la gauche de ce fleuve sans le traverser. Il serait difficile de croire qu'un mouvement qui devait rester inconnu aux Français, celui d'Alvinzy, fût la cause du retard indiscret de Provera, qui aurait attendu ainsi que son général en chef eût réussi dans son entreprise sur Joubert pour commencer la sienne. Il vaut mieux penser que la réunion des moyens de passage entraîna cette perte de temps ; et dans ce dernier cas, l'imprévoyance du général en chef autrichien ou de son chef d'état-major est bien remarquable, puisque l'on sait que l'armée avait de nombreux équipages de ponts à sa suite qui pouvaient être mis à la disposition de la colonne marchant sur Mantoue.

Quoi qu'il en soit, ce ne fut que le 13 au soir que le général Provera se mit en devoir de passer l'Adige vers le village d'Anghiari, à une lieue environ sur la droite de Legnago ; il fit jeter quelques bateaux à Nichesola, afin de donner le change aux Français, et porta quelques troupes à Bonarigo, pour observer les postes qui se trouvaient vers Ronco. Une petite avant-garde traversa d'abord la rivière, s'empara d'Anghiari, afin de protéger la construction du pont, auquel on travailla de suite et

avec beaucoup d'activité pendant toute la nuit. Le détachement français qui occupait le village d'Anghiari avant l'attaque des Autrichiens appartenait à la brigade du général Guyeux, qui accourut au secours de ses postes menacés, et voulut disputer le passage avec 12 à 1,500 hommes qu'il avait réunis; mais il ne put que tirailler avec l'ennemi, trop nombreux pour lui. Il fut même obligé de céder après l'achèvement du pont, et de se retirer vers Ronco. Provera se mit en marche avec toute sa colonne sur Cerca. Le 14, au soir, il atteignit Nogara, où il fit bivouaquer ses troupes.

Ce passage de l'Adige par les Autrichiens avait donné l'éveil au général Augereau, qui rassembla sur-le-champ ses forces, espérant attaquer Provera vers Anghiari. Mais on vient de voir que le général ennemi, ne songeant qu'à gagner Mantoue, avait déjà filé : Augereau ne put atteindre que l'arrière-garde; il fit aussitôt ses dispositions d'attaque sur trois colonnes. Celle de gauche était commandée par le général Point, la droite par le général Lannes, et les généraux Guyeux et Bon, arrivant de Ronco, devaient prendre l'ennemi à revers. Le succès fut d'autant plus complet, que Provera ne fit rien pour soutenir son arrière-garde, qui fut complétement détruite. On lui prit 2,000 hommes et quatorze pièces de canon; le pont sur l'Adige fut brûlé. Le gros de la colonne continua sa marche sur Mantoue par Castellaro et Saint-Georges, devant lequel elle arriva le 15.

Les 9e, 18e de dragons, et 25e régiment de chasseurs à cheval s'étaient particulièrement distingués dans l'action avec l'arrière-garde de Provera. Le combat avait d'abord commencé par une espèce de duel héroïque entre le commandant d'un escadron des hussards d'Erdody et le chef d'escadron Duvivier, du 9e de dragons. La cavalerie ennemie avait fait volte-face pour repousser les Français, et le commandant des hussards, s'étant présenté sur le front des dragons, leur avait crié de se rendre, en s'adressant plus particulièrement au commandant Duvivier. Celui-ci arrêta les dragons, qui se mettaient en devoir d'envelopper le provocateur fanfaron, et apostrophant ce dernier : « Viens donc toi-même me prendre, lui dit-il, si tu l'oses! » Par un mouvement spontané les deux troupes s'écartent pour laisser un libre champ aux deux champions, qui donnent pen-

dant quelques minutes le spectacle de l'un de ces combats *dont on lit l'agréable description dans le Tasse,* pour nous servir des propres expressions de Bonaparte dans son rapport au Directoire. Le commandant des hussards fut grièvement blessé de deux coups de sabre, et Duvivier continua de charger à la tête de ses dragons.

Provera, en arrivant devant Saint-Georges, espérait trouver cette position dégarnie et pouvoir entrer assez facilement dans Mantoue. Il connaissait bien peu l'active prévoyance du général de l'armée d'Italie. Lorsque les grandes opérations que méditait Bonaparte l'eurent forcé à diminuer sensiblement la force des troupes employées au blocus, il avait donné l'ordre d'augmenter encore les retranchements déjà existants de ce poste, et surtout de faire élever des ouvrages fermés, pour arrêter les sorties de la garnison. Le chef de bataillon du génie, Samson, avait été chargé de l'exécution de ces travaux, et s'en était acquitté avec l'intelligence et l'exactitude qui distinguent presque tous les officiers français de cette arme. Indépendamment des ouvrages construits du côté de la ville, d'autres travaux avaient été entrepris et achevés pour mettre ce faubourg fortifié à l'abri de toute surprise de la part d'un corps de secours.

Sommé par Provera de se rendre, Miollis, dont la brigade défendait ce poste intéressant, répondit avec la fermeté convenable, et repoussa toutes les tentatives qui furent faites pour s'emparer des retranchements. Provera ne se crut point en mesure de tenter un assaut général contre des ouvrages susceptibles d'une bonne défense.

Tandis que le général autrichien cherchait les moyens de franchir l'obstacle qui l'arrêtait, Bonaparte, de son côté, méditait la destruction complète de cette colonne ennemie. En se rendant à Roverbello, après avoir quitté le 14 au soir la division Joubert, il avait envoyé l'ordre au général Victor de conduire la 57e demi-brigade, qui se trouvait aux environs de Vérone, à Villa-Franca. Le quartier général s'établit à Roverbello le 15 au soir, et le général en chef eut bientôt sous sa main les 18e, 32e et 75e demi-brigades de la division Masséna, le 1er régiment de cavalerie, et cette même 57e amenée par le général Victor. Informé, par deux dépêches successives, de la présence

de Provera devant Saint-Georges et de la résistance de Miollis, Bonaparte put calculer les moyens d'attaquer avec un succès complet son imprudent adversaire. Le général Dumas (Alexandre) était placé avec la réserve du blocus à San-Antonio, et empêchait toute sortie de la citadelle. Le général Serrurier, avec 1,500 hommes, gardait le poste de la Favorite.

Dans la nuit du 15 au 16, le général Victor, avec les 18e et 57e, s'avança des environs de Roverbello, dans la direction de la Favorite, pour attaquer Provera, que Bonaparte, avec beaucoup de sagacité, supposait avoir marché sur ce point, rebuté, comme il devait l'être, par l'inutilité de sa tentative sur Saint-Georges. Le reste des troupes de Masséna (les 32e et 75e demi-brigades) marchait en réserve pour se porter au point où l'ennemi dirigerait ses efforts. D'un autre côté, la division Augereau, après son engagement avec l'arrière-garde de Provera, ayant suivi de près la colonne de ce dernier, allait déboucher par Castellaro sur Saint-Georges et l'attaquer en queue.

Il n'était pas facile pour le général autrichien d'échapper à des dispositions aussi bien combinées. Toutefois, voyant ses efforts contre Saint-Georges paralysés par la résistance de Miollis, Provera avait trouvé le moyen de communiquer, dans la nuit du 15, avec Wurmser, et de combiner avec ce maréchal une attaque sur la Favorite et sur Mottella, qu'il ne croyait pas aussi bien gardés, et où, surtout, il ne s'attendait guère à trouver le général Bonaparte avec les mêmes troupes qui avaient triomphé le 14, à quinze lieues de là, à Rivoli.

A cinq heures du matin, le 16, les Autrichiens attaquèrent la Favorite et San-Antonio. Le vieux maréchal, qui s'était mis à la tête des troupes sorties de Mantoue, parvint jusqu'au dernier de ces postes. Attaqué brusquement et avec beaucoup de vigueur, le général Dumas céda et fut se rallier à deux bataillons que Bonaparte fit marcher à son secours, et avec lesquels il réussit à contenir l'ennemi; mais le général Serrurier, soutenu par la 57e demi-brigade de la brigade du général Victor, se maintint dans la Favorite, et repoussa toutes les attaques. Wurmser, qui s'était rabattu sur ce poste, fut contraint de rentrer avec perte dans la citadelle.

Débarrassée de cette agression, la brigade Victor marcha sur

Provera. La 57[e] renversa tout ce qui se trouvait devant elle, pendant que le général Victor faisait tourner la gauche des Autrichiens par la 18[e]. La colonne ennemie, qui croyait n'avoir affaire qu'aux seules troupes du siége, surprise de cette attaque impétueuse, se mit en désordre, et quelques bataillons mirent bas les armes. Pendant ce temps, le général Miollis, sorti de Saint-Georges à la tête de quelques bataillons, vint augmenter la confusion et la terreur de l'ennemi; tout à coup, Rampon, à la tête des 32[e] et 75[e], arrivant au pas de charge, complète l'investissement de la colonne. Enveloppé de toutes parts, sans communications avec Mantoue, et déjà pressé par la division Augereau, qui s'était avancée de Castellaro, l'infortuné Provera sollicite une capitulation, et se rend prisonnier avec 5,000 hommes, reste des 8,000 qu'il avait avant son passage de l'Adige. C'était pour la seconde fois, dans l'espace de neuf mois, que ce général éprouvait l'humiliante disgrâce de déposer ses armes aux pieds du même vainqueur [1].

Le prince Charles commande l'armée autrichienne en Italie; ouverture de la campagne de 1797; *combats sur le Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis, etc.* — Si les derniers revers éprouvés par l'Autriche en Italie avaient relevé les espérances du Directoire républicain, d'un autre côté les succès du prince Charles inspiraient trop de confiance au cabinet de Vienne pour que l'empereur crût devoir céder à des considérations pusillanimes, en traitant avec un gouvernement dont les prétentions lui paraissaient aussi exagérées qu'injustes. Le général Clarke échoua dans la mission dont il était chargé, et les Anglais réussirent à persuader l'Autriche qu'il était de son intérêt, comme de l'honneur de ses armes, de continuer une guerre entreprise pour le maintien des droits des souverains et pour le salut de l'Europe.

Ainsi, tandis que Bonaparte imposait au pape le traité de Tolentino, les Autrichiens réunissaient dans les montagnes du Tyrol des forces capables de tenter une nouvelle agression en Italie. Après les siéges de Kehl et de la tête du pont d'Huningue,

[1] Il faut se rappeler la capitulation du château de Cossaria, le 14 avril 1796.

Castellello
Castel Belforte
Schiarino del Manarà
Route de Verone
Tartagliona R.
Ocea
La Sprona
Route de Castiglione
Mantemanella
Route
la Favorita
Chochese
St. Antonio
Montata
Magrella
Stradella
Citadelle
Lac du Milieu
Lac Supérieur
St. Georges
Molella
Brusoni
Pt. St. Georges
MANTOUE
Derbasco R.
Zipata
Lac Inférieur
Valle
Pajolo
Migliarello
Mincio R.
Canal
Pietole
Cerese
300 Toises.

l'élite des troupes d'Allemagne avait été dirigée vers l'Italie, et l'archiduc Charles fut désigné pour commander la nouvelle armée. Ce prince venait de donner les preuves d'un talent distingué, et sa présence, en relevant le courage des troupes ennemies sur ce théâtre des exploits de Bonaparte, offrait en même temps à ce dernier un adversaire digne de lui.

Le général français avait apprécié le mérite de l'archiduc par sa conduite dans la campagne d'Allemagne, quand il eut marché sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Les mouvements stratégiques de l'armée autrichienne dans cette dernière circonstance firent sentir au vainqueur de Wurmser et d'Alvinzy qu'il ne fallait pas perdre un moment pour prévenir les desseins du prince. Rassuré du côté de Rome par le traité de Tolentino, il ne lui restait plus qu'à régler les affaires des républiques cispadane et transpadane, à renforcer son armée avec des troupes organisées dans ces nouveaux États, et à se rendre ensuite dans celui de Venise, pour y préparer l'ouverture de la campagne.

Le contact des nouvelles républiques avec le territoire, dit de *terre ferme*, de Venise, devait nécessairement inspirer au gouvernement oligarchique de ce dernier État la crainte de voir se propager avec plus de force et de rapidité que jamais les principes révolutionnaires qui devaient amener sa subversion. Cette considération avait peut-être contribué, plus que toute autre, à la partialité manifestée en faveur des Autrichiens. D'un autre côté, Bonaparte avait besoin de mettre le pays qu'il venait de rendre à l'indépendance en mesure d'offrir un secours puissant et efficace à la république française contre la monarchie autrichienne; et ce moyen lui était offert par l'incorporation de la terre ferme vénitienne à la république cispadane. L'occupation des villes et places de Brescia, Bergame, Salo, Peschiera, Vérone et Legnago, par l'armée française, était déjà un grand pas de fait pour l'accomplissement des desseins du général français; mais il convenait à ce dernier d'employer de préférence les détours de la politique pour arriver à son but. Il se borna donc, avant l'ouverture de la campagne, à exciter sourdement les sujets vénitiens à l'insurrection, sous le prétexte des griefs qu'ils avaient à exercer contre leur gouvernement. Des sociétés dites *patriotiques*, dans lesquelles on voyait figurer des Fran-

çais, se formèrent dans quelques-unes des villes de terre ferme, et notamment à Brescia et Bergame : elles avaient pour objet de préparer les esprits à la révolution que l'on méditait. L'adjudant général Landrieux était l'artisan de ces machinations secrètes, et dirigeait ces sociétés. Bonaparte, ayant reconnu dans cet officier les moyens propres à jouer un rôle peu convenable peut-être à la franchise et à la loyauté guerrière, espérait que les intrigues de cet agent paralyseraient les mauvaises dispositions du sénat vénitien envers la république française, pendant qu'il irait lui-même combattre l'armée autrichienne commandée par le prince Charles.

La suspension des hostilités sur le Rhin avait permis au Directoire de faire enfin passer à l'armée d'Italie les secours que Bonaparte attendait depuis si longtemps. Deux divisions, tirées des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, présentant ensemble un effectif de 18,000 hommes, étaient en marche pour l'Italie. L'archiduc, dans ses Mémoires, prétend que ce corps d'armée traversa les Alpes, dans le fort de l'hiver, à l'insu des Autrichiens. La marche de l'armée de réserve sur la vallée d'Aoste, en 1800, et dont les Autrichiens n'eurent également aucune connaissance, rendrait croyable l'assertion du prince, si d'ailleurs la véracité de ce guerrier loyal pouvait être suspectée. Des troupes tirées de la Hollande et de l'intérieur de la France remplacèrent sur le Rhin les divisions parties pour l'Italie.

On avait de justes raisons de croire que la campagne de 1797 s'ouvrirait simultanément sur les deux points dont nous venons de parler. Cependant un intervalle assez long sépara les opérations de l'armée d'Italie et celles des armées sur le Rhin. Nous n'entrerons dans aucun détail sur les causes de cet intervalle extraordinaire : elles n'ont jamais été bien connues, et tout ce que nous pourrions dire ne s'appuyant que sur des conjectures que la suite de notre récit infirmerait peut-être, les faits parleront mieux que nos raisonnements.

Le prince Charles prit le commandement de l'armée autrichienne d'Italie dans le courant de février, avant que tous les renforts tirés des bords du Rhin et de l'intérieur des États héréditaires fussent arrivés à leur destination.

Telle était, à la fin de février, la position de l'armée ennemie :

Le gros des troupes était sur le Tagliamento; l'aile droite, sous les ordres des généraux Kerpen et Laudon, était placée derrière le Lavis et la Nos, pour défendre l'entrée du Tyrol. La brigade du prince Lusignan couvrait l'intervalle existant entre ces deux masses principales, par une position derrière le Cordevole, dans les environs de Feltre. L'avant-garde du corps principal, commandée par le comte de Hohenzollern, était sur la Piave : elle avait ordre de ne rien engager et de se replier sur le Tagliamento, si elle était attaquée en force supérieure.

Vers la même époque (fin de février), Bonaparte avait réuni quatre divisions de son armée dans la Marche Trévisane, Masséna à Bassano, le général Guyeux (qui remplaçait provisoirement le général Augereau, envoyé à Paris) occupait Trévise; le général Serrurier, Castel-Franco; la division Bernadotte, qui commençait à arriver, devait être placée à Padoue. Le corps d'armée destiné à agir dans le Frioul était fort d'à peu près 37,000 hommes, non compris une réserve de cavalerie que commandait le général Dugua.

Le général Joubert, avec sa division et celles des généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers, fut chargé des opérations contre les généraux Kerpen et Laudon, dans le Tyrol : ce corps, formant l'aile gauche de l'armée, était de 21,000 hommes, dont 5,000 environ restèrent dans le Véronais et le Mantouan.

La division Victor, forte de 7,500 hommes, resta dans la Marche d'Ancône, et le général Kilmaine, avec à peu près 6,000 hommes, dut garder la Lombardie et les frontières de Gênes et du Piémont.

Les forces de l'archiduc auraient été à peu près égales à celles de Bonaparte, si les renforts tirés de l'armée impériale du Rhin eussent rejoint celle d'Italie; mais ils ne devaient arriver que vers le mois d'avril. Les troupes françaises, déjà rassemblées, étaient donc supérieures par leur nombre et leur composition. Toutefois, ces avantages étaient en quelque sorte compensés par ceux que le Tyrol et les dispositions de la république de Venise offraient au prince pour soutenir une guerre défensive. En effet, Bonaparte avait de grands obstacles à surmonter pour l'exécution de ses desseins. Il lui fallait franchir les longs défilés des Alpes Noriques et Juliennes, en laissant sur sa gauche le

Tyrol, dont les habitants, alors levés en masse, menaçaient de couper ses communications; et sur sa droite, il avait à redouter les entreprises hostiles des Vénitiens. Déjà 10,000 Esclavons rassemblés à Venise, sous le prétexte de couvrir cette capitale, n'attendaient que le signal pour se lier, par Vérone, aux corps autrichiens du Tyrol.

Quelques combats peu importants avaient eu lieu, avant cette époque, sur le Lavis et sur la Piave, entre les avant-postes français et les débris de l'armée autrichienne, qui se reformait dans le Tyrol et le Frioul. Le 22 février, les troupes de la division Augereau avaient culbuté l'ennemi en avant de Lavadina, et le général Walther l'avait poursuivi jusque sur la Piave. L'adjudant général Duphot et le chef de brigade du 23e de chasseurs à cheval, Barthélemy, avaient été blessés dans cette affaire. Le 23, le général Murat avait fait quelques centaines de prisonniers sur les chasseurs tyroliens dans la position retranchée de Fai; et, d'un autre côté, le général Belliard, obligé de quitter Bedole, où l'ennemi l'avait attaqué en force supérieure, reprit sa revanche et fit éprouver une perte assez considérable aux Autrichiens en morts et prisonniers; dans ce même temps, l'adjudant général Kellermann passait la Piave et culbutait un régiment de hussards ennemis. Le 2 mars, le général Belliard avait attaqué quelques troupes en position à Monte di Sover, leur avait pris un drapeau et un convoi de bœufs.

Le 10 mars, la division Masséna marcha sur Feltre. L'ennemi, à son approche, évacua la ligne du Cordevole et se porta sur Belluno, tandis que le général Serrurier venait occuper Asolo. Ce mouvement de la gauche du corps d'armée, destiné à agir dans le Frioul, avait pour but de gagner les montagnes, afin de tourner le flanc droit de la ligne autrichienne lorsque les autres divisions l'attaqueraient de front. Le 12 mars, à la pointe du jour, la division Serrurier passa la Piave vis-à-vis du village de Vidor. La rapidité et la profondeur du courant n'arrêtèrent point les Français. Le chef d'escadron Lasalle, à la tête d'un détachement de cavalerie, et l'adjudant général Leclerc, suivi de la 21e légère, culbutèrent l'avant-garde ennemie, qui voulut s'opposer à leur passage, et se portèrent rapidement à San-Salvador : les Autrichiens évacuèrent leur camp de la Capenna.

Le même jour, à deux heures après midi, le général Guyeux passa également la Piave à Ospedaletto, et arriva le soir à Conegliano [1].

Le 13 mars, la division Guyeux (celle d'Augereau) arriva à Sacile et atteignit l'arrière-garde ennemie, l'attaqua malgré l'obscurité de la nuit, et lui fit 300 prisonniers. Le général Dugua, commandant la cavalerie, fut blessé dans cet engagement, où les Autrichiens donnèrent un exemple de perfidie bien peu digne de la loyauté guerrière. Un corps de hulans, pressé vigoureusement, demandait à se rendre : le chef d'escadron Sciebeck s'avança pour leur faire mettre bas les armes; mais à peine fut-il à portée de pistolet, qu'il reçut un coup de feu qui le renversa roide mort. Les cavaliers français, irrités par cet acte de trahison, chargèrent les hulans et les massacrèrent sans faire un seul prisonnier. Le général Hohenzollern, compromis par ce mouvement de la division Guyeux, se replia sur le Tagliamento, par Pordenone et Valvasone.

De son côté, le général Masséna avait quitté Belluno pour continuer sa marche dans les montagnes, après avoir remonté la Piave dans la direction de Cadore; il atteignit l'arrière-garde de Lusignan, qui faisait sa retraite de ce côté. Enveloppée par les troupes légères françaises, cette arrière-garde se forma en carré; mais, après plusieurs tentatives pour se faire jour, elle mit bas les armes au nombre de 600 hommes, parmi lesquels se trouvait le général Lusignan lui-même, un colonel et 100 hussards. Bonaparte, mécontent de la conduite que le général autrichien avait tenue envers des Français malades ou blessés à Brescia, lors de la bataille de Castiglione, ordonna qu'il serait conduit en France sans pouvoir être échangé.

Le 14, le général Guyeux occupa Pordenone, et Masséna se rabattit sur Spilimbergo, dans l'intention de se jeter, en mar-

[1] Bonaparte signale, dans son rapport au Directoire, le trait suivant du dévouement d'une femme. Il ne nous a point paru étranger au recueil consacré à la gloire du nom français : « Un soldat entraîné par le courant était sur le point de se noyer; une femme attachée à la 51[e] demi-brigade se jette à la nage, et parvient à sauver cet homme après avoir lutté longtemps contre le courant. Je lui ai fait présent, continue le général en chef, d'un collier d'or auquel sera suspendue une couronne civique avec le nom du soldat qu'elle a si courageusement sauvé. »

chant par Gemona, sur la droite de l'armée autrichienne pour la forcer à entrer dans la plaine. Le général Serrurier campa ce même jour à Porto-Bufole, et arriva le lendemain à Belveder.

Nous avons dit que l'archiduc Charles avait réuni la plus grande partie de ses forces sur la rive gauche du Tagliamento. Il n'avait plus alors que quelques détachements de cavalerie légère sur la rive droite de cette rivière. L'intention du prince, qui attendait impatiemment l'arrivée des renforts du Rhin, était moins de s'opposer au passage du Tagliamento, que de profiter de quelques retranchements élevés sur la rive gauche pour retarder la marche de l'armée française ; il ne voulait point avoir d'engagement sérieux avant d'être complétement en mesure.

Le 16 mars, Bonaparte fit faire, par un de ses aides de camp, le chef de bataillon Croizier, une reconnaissance sur le Tagliamento; et cet officier ayant fait le rapport que l'ennemi paraissait vouloir défendre vigoureusement le passage de cette rivière, le général en chef s'avança par Valvasone avec les trois divisions Guyeux, Serrurier et Bernadotte. Les gelées avaient diminué les eaux du Tagliamento, qui se trouvait à peu près guéable partout. Cependant les troupes autrichiennes occupant Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Gorizia et Codroipo faisaient mine de disputer le passage : la cavalerie s'étendait sur deux lignes dans la plaine entre Codroipo et Camino. Bonaparte donna ordre à la division Guyeux de se porter sur la gauche, entre Torrida et Rivis, tandis que Bernadotte descendrait à droite en face de Codroipo : une batterie de 12 canons fut établie sur chacun de ces deux points, afin de protéger le mouvement de ces divisions; et le général Serrurier, débouchant de Valvasone, dut forcer de marche pour leur servir de réserve. La cavalerie fut se ranger en bataille derrière la division Bernadotte, arrivée aux points de passage qui lui étaient indiqués; les généraux Guyeux et Bernadotte firent ployer leurs divisions en colonnes serrées sur le centre. Chacune de ces divisions avait en tête une demi-brigade d'infanterie légère, soutenue de deux bataillons de grenadiers; deux escadrons furent placés derrière les intervalles de ces derniers. L'action commença par le feu des batteries, après quoi les soldats de l'infanterie légère s'avancèrent en tirailleurs et couvrirent bientôt le lit du Tagliamento.

L'adjudant général Duphot, à la tête de la 27[e] légère, se jeta dans la rivière, sous le feu de l'artillerie ennemie, et aborda sur la rive gauche, soutenu par les deux bataillons de grenadiers que commandait le général Bon : cette attaque était celle de la division Guyeux. A la droite, le général Murat fit le même mouvement avec la 21[e] légère, et il fut également soutenu par les deux bataillons de grenadiers conduits par le général Chabran : toute la ligne en mouvement présenta des masses qui se flanquaient entre elles. Au moment où l'infanterie française abordait la rive gauche, le prince Charles ordonna plusieurs charges de cavalerie ; mais les voyant repoussées sur les deux points, il chercha alors à déborder la division Bernadotte par son flanc droit. Bonaparte, qui s'aperçut de ce mouvement, envoya le général Dugua et l'adjudant général Kellermann pour s'y opposer. Ces deux officiers traversèrent la rivière à la tête de la réserve de cavalerie ; et, soutenus par une colonne d'infanterie dirigée par l'adjudant général Mireur, ils vinrent à la rencontre des escadrons ennemis et les culbutèrent dans une charge vigoureuse, où le général autrichien Schulz demeura prisonnier.

Ce dernier événement accéléra la retraite du prince. Sur la gauche, quelques bataillons, après avoir évacué les villages de Torrida et de Rivis, se jetèrent dans celui de Gradisca, à l'effet d'opposer assez de résistance pour empêcher une poursuite trop vive. Le général Guyeux, malgré l'obscurité, n'hésita point à attaquer ce dernier village et en chassa les Autrichiens ; il faillit même s'emparer du prince Charles, qui s'y trouvait pour encourager cette arrière-garde à combattre avec résolution. Les Français suivirent l'ennemi sur la route de Palmanova, à trois ou quatre milles du champ de bataille, sur lequel les trois divisions bivouaquèrent.

Cette affaire coûta aux Autrichiens un général, plusieurs officiers supérieurs et environ 500 prisonniers, un grand nombre de tués et six pièces de canon. La perte des Français fut peu considérable. L'adjudant général Kellermann fut blessé de plusieurs coups de sabre, reçus dans la belle charge qu'il exécuta conjointement avec le général Dugua.

Le plus grand avantage que retira Bonaparte de ce premier combat fut de signaler l'ouverture de la campagne en pénétrant

dans la Carinthie, malgré l'âpreté de la saison. Le 17, les divisions Guyeux et Bernadotte s'emparèrent, sans coup férir, de Palmanova, où elles trouvèrent 30,000 rations de pain et des magasins de farine. L'archiduc avait eu l'intention de s'établir dans cette place; mais, poursuivi si vivement par son adversaire victorieux, il était hors d'état de lui faire face et abandonna même les rives du Torre, sur lequel il vit arriver, le 18, les deux divisions qui venaient d'occuper Palmanova.

Cependant Masséna avait continué sa marche sur la gauche, et était venu s'établir à Osopo et Gemona, au débouché des gorges du Tagliamento, dans lesquelles il avait poussé ses avant-postes. Ces manœuvres du général Masséna avaient pour but de gagner toujours la droite de l'archiduc, et de venir s'établir sur le point de réunion des grandes communications de son armée.

Le 19, le général Bernadotte se porta sur Gradisca, après avoir passé le Torre. Le général Serrurier s'avança vis-a-vis de San-Pietro, pour passer l'Isonzo au-dessus du pont de Casselliano, et remonter par la rive gauche en suivant les crêtes supérieures qui dominent la ville de Gradisca. L'archiduc avait pensé que l'Isonzo serait plus difficile à franchir que le Tagliamento : le seul point de passage était entre Gorizia et Monfalcone. Gradisca était occupé par quatre bataillons et défendu par des ouvrages de campagne. Bernadotte disposa sa division en colonnes serrées, pour lui faire traverser la rivière, dont le chef de brigade Andréossy avait sondé les gués. Les Autrichiens qui devaient défendre le passage, intimidés par ces dispositions, se replièrent en toute hâte, abandonnant Gradisca à la défense des quatre bataillons qui s'y trouvaient.

Le général Serrurier, qui, de son côté, avait également passé l'Isonzo, se hâta d'arriver par les hauteurs dont nous avons parlé, tandis que Bernadotte, pour détourner l'attention de la garnison de Gradisca, faisait attaquer les retranchements de cette place par son infanterie légère. Les Français, emportés par leur ardeur, s'avancèrent jusque sous les murs de la ville, la baïonnette en avant; mais, accueillis par la mitraille et un feu de mousqueterie bien nourri, ils furent obligés de rétrograder. Déjà l'ennemi s'applaudissait de cet avantage, lorsque Berna-

dotte fit avancer quatre pièces de canon pour enfoncer la porte dite de Palmanova, qui n'était couverte que par une flèche. A ce moment, la division Serrurier se fit apercevoir sur les hauteurs de l'autre côté de la ville. Il ne resta plus d'autre parti pour la garnison que de capituler, et c'est ce qu'elle fit à la première sommation. 2,500 prisonniers, huit drapeaux et dix pièces de canon furent le résultat de ces manœuvres habiles des deux divisions françaises. Le chef de brigade de la 18e demi-brigade fut le seul officier blessé dans cette attaque de Gradisca. Dans son rapport, Bonaparte fit une mention particulière des généraux Murat et Friant; des chefs de brigade Mireur, Lahure, Marin; des deux frères Conroux; des commandants de l'artillerie et du génie Zaillot et Campredon, et du capitaine aide de camp Duroc.

L'extrême rapidité des mouvements de Bonaparte devait nécessairement déconcerter un général accoutumé à la méthodique circonspection des généraux Jourdan et Moreau. L'archiduc avait eu l'intention de concentrer ses forces à Villach, en avant de la Drave, où il espérait recevoir enfin les détachements de l'armée du Rhin. Par cette position, non-seulement il couvrait la communication directe de Vienne, et en assurait une autre avec le corps du Tyrol par Lienz, mais encore il se trouvait en mesure de reprendre l'offensive avec quelque avantage en s'avançant par la droite sur Ponteba et le Tagliamento vers Udine et Palmanova. On a vu, toutefois, que Bonaparte avait paré à ce mouvement par celui du général Masséna sur Osopo et Gemona. Les derniers succès obtenus par les Français sur l'Isonzo ayant forcé le prince à une prompte retraite, il ne songea plus qu'à remonter la vallée de l'Isonzo et du Natizone pour gagner, avant les Français, les passages de Caporeto et de Tarvis. Il n'y avait pas un moment à perdre, car la division Guyeux s'avançait déjà par Cormons sur Cividale. Ainsi donc, pressé d'un côté par Masséna, de l'autre par Guyeux, suivi sur Gorizia par Bernadotte et Serrurier, l'archiduc ordonna aux généraux Gontreuil et Bayalitsch de marcher aussi vite que pouvaient le permettre la difficulté des chemins et l'embarras des équipages d'artillerie, tandis que lui-même se retirait avec sa gauche et les troupes du prince de

Reuss sur Laybach et Krainburg. Ce mouvement mit entre ses colonnes la chaîne des Alpes dites Carniques, et les exposait à être battues successivement par l'homme qui possédait le mieux la science stratégique.

Maître de Gradisca, Bonaparte avait marché de suite sur Gorizia avec les divisions Bernadotte et Serrurier. Nous avons dit que le général Guyeux était en marche sur Cividale. La double direction que prenait l'armée autrichienne obligeait le général français à renforcer Masséna vers Tarvis. Laissant en conséquence au général Bernadotte le soin de suivre la colonne autrichienne marchant sur Laybach, il remonta l'Isonzo par Canale, et s'avança sur Caporeto, où le général Guyeux fut également dirigé en traversant Pufero et la vallée du Natizone. Les Autrichiens avaient évacué Gorizia avec tant de précipitation, qu'ils abandonnèrent de nombreux magasins de vivres et de munitions de guerre, et 150 malades ou blessés qui furent recommandés à la générosité française. Bonaparte, dans une proclamation, avait pris soin de rassurer les habitants de cette ville : « Une frayeur injuste, disait-il, a devancé l'armée française. Nous ne venons ici ni pour vous conquérir, ni pour changer vos mœurs et votre religion. La république est l'amie de toutes les nations. Malheur aux rois qui ont la folie de lui faire la guerre..... J'augmenterai vos priviléges et je vous restituerai vos droits. Le peuple français attache plus de prix à la victoire, par les injustices qu'elle lui permet de réparer, que par la vaine gloire qui lui en revient. »

Masséna, sur ces entrefaites, avait rempli, avec son habileté ordinaire, les instructions qui lui avaient été données. Il s'était emparé de Chiusa-Veneta. Parvenu au pont de Casasola, où l'ennemi rallié voulait lui disputer le passage, il fit marcher dix compagnies de grenadiers éclaireurs, commandés par le général Rampon, qui franchirent les retranchements et culbutèrent les Autrichiens. Ponteba fut occupé le 21 mars, sans coup férir; et la brigade Ocskay, poursuivie jusqu'au delà de Tarvis, laissa 600 prisonniers au pouvoir des Français, ainsi que les magasins de vivres établis dans la contrée pour les divers cantonnements autrichiens. Il est facile de voir maintenant dans quelle situation critique se trouvait la colonne du gé-

néral Bayalitsch, refoulée le même jour par le général Guyeux dans les gorges de Caporeto, après avoir été attaquée par ce dernier dans le village de Pufero.

L'archiduc était arrivé à Krainburg lorsqu'il apprit l'occupation de Tarvis par les troupes de Masséna, et la position critique du général Bayalitsch. Il envoya sur-le-champ l'ordre au général Ocskay de reprendre Tarvis, où les Français n'avaient encore qu'une avant-garde; mais ce général, dans sa retraite précipitée, était déjà parvenu à Wurzen. Le général Gontreuil, qui commandait l'avant-garde de la colonne de Bayalitsch, ayant traversé le col d'Ober-Preth, se présenta devant Tarvis et parvint à en expulser les avant-postes français, qu'il rejeta même sur Safnitz, à une lieue en arrière. Il croyait avoir ouvert le chemin au reste de la colonne et sauvé les parcs autrichiens; mais, le 22 au matin, il fut attaqué par Masséna, qui avait réuni toute sa division, et qui le culbuta à son tour bien au delà de Tarvis, en lui tuant beaucoup de monde et lui faisant des prisonniers. Le général Gontreuil, ainsi maltraité, dut se borner à faire observer la route de Villach, et se jeta dans les gorges de Gaititzbach par Raibl.

Pendant que ceci se passait vers Tarvis, le général Guyeux, soutenu par la division Serrurier, qui marchait en seconde ligne, poussait la colonne battue la veille à Pufero jusqu'au fort de la Chiusa di Pletz. Cet obstacle présenté à la marche de la division Guyeux fut bientôt surmonté. La Chiusa fut emportée d'assaut par les 4[e] et 43[e] demi-brigades conduites par les généraux Bon et Verdier. Rien ne s'opposait plus à la poursuite de la colonne autrichienne, qui marchait en toute hâte sur Tarvis; et déjà son arrière-garde allait être jointe par l'avant-garde du général Guyeux, lorsque Masséna, dont les troupes s'étaient déjà avancées sur Raibl, attaqua l'avant-garde de Bayalitsch. Pris ainsi en tête et en queue, ce corps autrichien mit bas les armes et se rendit prisonnier en entier sans opposer une grande résistance. Quatre généraux, 4,000 hommes, vingt-cinq pièces de canon, et quatre cents chariots de bagages tombèrent au pouvoir des Français. Déjà le général Guyeux avait fait prisonniers à la Chiusa 500 hommes et le major qui les commandait.

Ce double échec ne permettait plus à l'archiduc de prendre l'offensive; bien que les divisions du Rhin fussent arrivées sur ces entrefaites sur la Save, elles ne servirent qu'à remplacer les pertes éprouvées depuis l'ouverture de la campagne. Après avoir recueilli à Villach la brigade Ocskay et les grenadiers, le prince laissa la division Mercantin à Klagenfurt, et se porta avec ses autres troupes à Saint-Veit.

Après l'affaire de Tarvis, Bonaparte établit les divisions Masséna, Serrurier et Guyeux vers Villach, sur les bords de la Drave : elles y étaient réunies le 28 mars. Quelques troupes sous les ordres du général polonais Zayonscheck furent poussées jusqu'à Lienz, en remontant la vallée de la Drave, pour savoir des nouvelles du corps de Joubert agissant dans le Tyrol. Le général Bernadotte, après avoir battu l'arrière-garde du prince de Reuss à Camigna, marcha par Wippach, Priewald et Adelsberg sur Laybach, en dirigeant toutefois, chemin faisant, un détachement sur la petite ville d'Idria, célèbre par ses mines de mercure, et où l'on trouva à peu près pour deux millions de ce produit tout préparé. La cavalerie, aux ordres du général Dugua, occupa, le 23 mars, la ville de Trieste, le seul port un peu considérable que l'empereur possédât sur le golfe Adriatique.

Opérations du général Joubert dans le Tyrol; combats de Cembra, de Neumarckt et de Clausen, combats de Dirnstein, de Unzmarckt, etc. Préliminaires de paix signés à Leoben. — On a vu dans le paragraphe précédent que Bonaparte avait confié au général Joubert le soin d'opérer dans le Tyrol contre les généraux Kerpen et Laudon, avec les trois divisions qui formaient la gauche de l'armée d'Italie. Au 19 mars, ce corps d'armée se trouvait en position vers Trente, éclairait par des partis les gorges de la Brenta jusqu'à Primolano et Cismone, où il se trouvait en présence des deux divisions autrichiennes séparées par l'Adige. Les troupes du général Kerpen, à gauche, occupaient les vallées de Fiume et de Cavalese, au delà du Lavis, et se liaient, par les gorges du Cordevole et de la Piave, au centre de l'armée de l'archiduc, qui occupait alors Belluno.

La division du général Laudon, à la droite, était cantonnée

sur la rive gauche de la Noss, à partir du confluent de cette rivière avec l'Adige jusqu'au Val-di-Sole. Cette disposition des troupes autrichiennes présentait trop d'avantages au général Joubert pour qu'il ne sût point en profiter.

Toutefois, cette invasion du Tyrol, confiée au général Joubert, n'était point sans difficultés. Le peuple belliqueux de ce pays, armé pour la défense de son sol, offrait un appui et un renfort puissant aux deux généraux ennemis; et la rigueur de la saison, dans ce pays couvert de montagnes élevées, était un obstacle de plus que les Français avaient à surmonter. Mais Joubert, ayant à cœur d'exécuter promptement les instructions du chef qui avait si bien apprécié ses talents et son activité, n'hésita point à attaquer la ligne ennemie qu'il avait devant lui, vers le temps à peu près où il supposa que Bonaparte franchissait le Tagliamento. La gauche des Autrichiens étant le point où l'attaque présentait le plus de chances de succès, Joubert ordonna aux troupes de sa propre division de forcer le passage du Lavis vis-à-vis les hauteurs de Cembra, d'attaquer Kerpen sur ces hauteurs, et de se diriger sur le flanc gauche des Autrichiens par Cavriana. Les deux divisions Delmas et Baraguey-d'Hilliers devaient, pendant ce temps, s'avancer sur la grande route de Botzen. Le 20 mars, la brigade Belliard (de la division Joubert) passa le Lavis au village de Sevignano, malgré le feu meurtrier des troupes ennemies qui bordaient l'autre rive, et s'avança sur le gros de la division Kerpen, en position sur le plateau de Cembra. Promptement débordé par sa gauche, Kerpen ne put tenir et fut poussé après un combat très-vif sur San-Michele, d'où il se retira bientôt par les hauteurs dans la direction de Botzen. Les Autrichiens perdirent dans cette première action trois canons, deux drapeaux, et 3,000 hommes environ, tués, blessés ou faits prisonniers. Les chasseurs tyroliens qui défendirent le passage du Lavis furent fort maltraités.

Joubert, à la tête de deux brigades de sa division, marcha le 21 sur Salurn par les montagnes, et poussa la brigade Belliard par Cavriana et Pinzone sur Neumarckt, dans l'intention d'occuper la route de Cavalese et de s'emparer du pont de Neumarckt. Les généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers continuè-

rent de s'avancer sur Botzen ou Bolzano, par la chaussée de Trente. Vers le soir, le général Belliard chassa les ennemis des hauteurs de Peza, et les rejeta dans Neumarckt, qu'ils évacuèrent pendant la nuit.

Les trois divisions étaient réunies le 22 à Neumarckt. Joubert se porta avec l'avant-garde, aux ordres du général Vial, pour faire une reconnaissance sur la route de Botzen, vers Santa-Barbara.

La retraite précipitée de Kerpen avait laissé le corps de Laudon abandonné à ses propres forces sur la rive droite de l'Adige. Ce dernier général, sentant tout le danger de sa position, se retirait de son côté pour chercher à rétablir ses communications avec le général Kerpen. Arrivé à Serviten, ses troupes légères se présentèrent devant Neumarckt, soit que Laudon cherchât à gagner la route de Botzen sur la rive gauche de l'Adige, soit qu'il crût avoir bon marché d'un détachement français qu'il ne soupçonnait pas être aussi nombreux. Le général Belliard, devinant le dessein de l'ennemi, fit débarrasser le pont de Neumarckt, que Kerpen, dans sa retraite, avait fait barricader, et marcha à la rencontre de cette avant-garde ennemie avec la 85e demi-brigade. Le choc des Français fut si impétueux, que les Autrichiens abandonnèrent promptement les villages de Serviten et de Rungg, et se retirèrent sur celui de San-Valentino, où ils opposèrent une plus grande résistance. Le combat se prolongeait sans résultat, lorsque le général Alexandre Dumas, commandant la cavalerie du corps de Joubert, déboucha tout à coup du pont de Neumarckt, chargea en flanc la colonne autrichienne et la mit en désordre. Les grenadiers de la 85e, profitant de cet instant favorable, se jetèrent dans une redoute qui flanquait la droite du village, et s'emparèrent des deux pièces de canon qui s'y trouvaient en batterie. Le général Laudon, renonçant alors à son premier dessein, se jeta par les montagnes dans la vallée de Meran, abandonnant ainsi aux Français plusieurs pièces de canon et environ 900 prisonniers. Cette action fit honneur aux généraux Belliard et Dumas.

Les troupes de Joubert prirent possession de Botzen ce même jour, 22 mars. Ce général n'y laissa qu'une brigade pour

observer Laudon, et s'avança de suite sur Clausen, où l'attendait le général Kerpen, qui venait d'y rallier ses troupes. Cette position était assez avantageuse pour le corps autrichien, en ce que la route de Botzen à Brixen se trouve resserrée en cet endroit entre la rivière d'Eisach, qui se jette dans l'Adige vers Botzen, et des montagnes très-escarpées. C'était en arrière de ce défilé que le général ennemi avait rangé ses troupes en bataille, protégées par de l'artillerie placée sur des hauteurs. Joubert ordonna une attaque vigoureuse; mais, favorisés par leur position, les Autrichiens se défendirent avec beaucoup de résolution. La journée était déjà fort avancée, et les Français ne gagnaient point de terrain, quand leur général essaya de tourner les Autrichiens par leur droite, en envoyant une brigade d'infanterie légère, qui gagna, après les plus grandes difficultés, les rochers escarpés qui les dominaient, et qui fit rouler alors sur eux des pierres énormes. Pendant ce temps, Joubert marchait contre le centre de la ligne ennemie avec les 11e et 33e demi-brigades formées en colonnes serrées. Trop faibles pour résister à cette dernière attaque, et déjà ébranlés par le mouvement de l'infanterie légere, dont les efforts de géants excitaient leur terreur, les Autrichiens se retirèrent en désordre, avec perte de 1,500 hommes tués ou faits prisonniers. Les Français entrèrent dans Brixen le lendemain matin. Le général Dumas et son aide de camp Dermoncourt[1] furent blessés, le dernier dangereusement, en chargeant la cavalerie ennemie. On trouva dans Botzen et Brixen des magasins de vivres considérables.

Les hauteurs de Mühlbach, à deux lieues nord de Brixen, à l'embranchement des routes d'Innspruck et de Lienz, présentaient au général Kerpen une position favorable pour défendre la Puster-Thal et les gorges d'Innspruck; mais il préféra de placer ses troupes à Mittenwald, sur la route même d'Innspruck, laissant ainsi la vallée de la Rientz, où se trouve la route de Lienz, à découvert, et faisant occuper seulement les ponts sur l'Eisach, qui coule parallèlement à la route d'Innspruck à Brixen. Les Autrichiens étaient renforcés de quelques batail-

[1] Depuis maréchal de camp.

lons venus du Rhin; et, le 28 mars, Joubert les attaqua dans leur position. Ils s'y défendirent pendant quelque temps avec courage; mais, à la suite d'une canonnade de courte durée, le général Belliard aborda leur droite, à la tête de son intrépide 85e demi-brigade, qu'il avait fait former en colonnes serrées par bataillon. Cette attaque, à laquelle l'ennemi ne résista point, décida l'affaire. Ce dernier fut culbuté dans sa retraite par les charges fréquentes que dirigea sur lui le général de cavalerie Dumas, qui ramassa bon nombre de prisonniers, et le poursuivit jusques à Sterzing, à quinze lieues environ d'Innspruck. Le chef de brigade Gaspar d'Eberlé et l'aide de camp du général Dumas, Lambert, se distinguèrent particulièrement dans cette dernière affaire.

La route qui conduit à cette dernière ville passe sur un contre-fort du mont Brenner, le plus élevé du Tyrol. Il ne restait plus que cet obstacle à franchir pour que les Français débouchassent dans la belle vallée de l'Inn; mais le général Joubert, d'après ses instructions, ne pouvait guère s'éloigner de Brixen, où il devait attendre des nouvelles, soit de Bonaparte, soit de l'armée de Moreau, qu'on devait supposer avoir ouvert déjà la campagne par le passage du Rhin, et dont les mouvements, rendus plus rapides par l'affaiblissement de l'armée autrichienne en Allemagne, devaient se combiner avec ceux de l'armée d'Italie. Le corps de Joubert était en quelque sorte destiné à lier les opérations des deux armées, et ce général se serait privé de plus en plus de communications avec l'une et l'autre, en s'avançant ainsi vers l'Inn, à travers un pays qui était à ce moment en insurrection complète, et qui ne permettait pas de pousser des reconnaissances sans les exposer à les voir enlever par les partisans. Déjà quatre compagnies de la division Masséna, ayant remonté la vallée de la Drave jusques à Lienz pour avoir des nouvelles du corps de Joubert, avaient été surprises et taillées en pièces par les paysans insurgés. Ainsi donc, malgré ses succès sur Kerpen, et dans l'incertitude où lui-même se trouvait sur la position du reste de l'armée française, Joubert ramena ses troupes sur Brixen. Cette espèce de mouvement rétrograde enhardit Kerpen, qui se hâta de descendre du Brenner pour rentrer dans Ster-

zing, et marcha ensuite sur Mittenwald. Le 31 mars, un engagement eut lieu entre les troupes avancées des deux partis : les Autrichiens y furent battus, et perdirent un certain nombre de prisonniers. Le chef de brigade Éberlé, à l'aide d'un déguisement, fit une reconnaissance sur la droite, et parvint à avoir des nouvelles du corps d'armée du général en chef Bonaparte. Joubert, informé du progrès des troupes françaises dans le Frioul, s'empressa de chercher les moyens de rétablir ses communications avec elles par la vallée de la Drave.

Cette opération devenait effectivement urgente; car, pendant que Kerpen se trouvait ainsi sur le front des troupes de Joubert, le général Laudon, réfugié dans la vallée de Meran, avait rassemblé les milices du Tyrol occidental, et surtout les courageux habitants du Wintsgau, au nombre d'à peu près 12,000 hommes, et leur avait donné pour tête de colonne les troupes régulières qu'il avait avec lui. Ce fut avec ce corps imposant qu'il déboucha, le 4 avril, par la vallée de l'Adige, sur Botzen, où il attaqua les avant-postes français. Ceux-ci, n'étant point en mesure de lutter contre des forces supérieures, se retirèrent, conformément aux instructions de Joubert, dans la ville, qu'ils évacuèrent bientôt après. Laudon entra dans Botzen vers quatre heures du soir.

Le général français réunit toutes ses troupes à Brixen, le 5 avril, et se mit de bonne heure en marche vers Brunnecken, sur la route de Lienz, après avoir brûlé les ponts de l'Eisach, entre les villages d'Ober-Aue et Aischa. Son arrière-garde se défendit assez longtemps contre les troupes légères de Laudon, dans les villages de Clausen et de Seben, atteignit Brixen vers le soir, et rejoignit le corps d'armée à Brunnecken pendant la nuit. La destruction du pont sur l'Eisach retarda la marche de Kerpen pendant toute la journée du 5 : ainsi Joubert put continuer son mouvement dans la vallée de la Rientz jusques au col de Toblach sans être inquiété. Parvenu aux sources de la Drave, il descendit à Lienz, d'où il marcha sur Villach. Il n'eut, dans ce trajet assez long, d'autre combat à soutenir qu'un engagement avec les paysans insurgés à Mühlbach, près de Spital, à dix lieues de Villach. Les Français marchèrent avec leur vigueur accoutumée sur ce rassem-

blement qui voulait leur barrer le passage, le culbutèrent, et firent quelques centaines de prisonniers. La jonction de la gauche de l'armée d'Italie avec le centre se trouvait opérée.

Ainsi l'armée autrichienne, battue sur toute sa ligne, se trouvait, en vingt jours de campagne, diminuée de près d'un quart de ses forces; et l'archiduc, retiré derrière la rivière de Mur, n'était pas en état de résister à la marche victorieuse de l'armée française réunie sur la Drave. Il ne restait plus d'obstacles à franchir que la chaîne septentrionale des Alpes; et cette opération, quoique difficile, n'était point au-dessus du courage des vainqueurs, ni de l'audace et de l'habileté de leur chef : toutefois, il convient d'examiner avec attention la situation de ce dernier à cette époque.

Une marche, aussi rapide que celle que venait de faire l'armée française dans les montagnes et pendant une saison rigoureuse, avait dû nécessairement diminuer le nombre des braves qui la composaient, sans compter les garnisons laissées sur les derrières, à mesure qu'elle s'avançait. Sous d'autres points de vue, la jonction du général Joubert avec le corps principal dégarnissant le Tyrol, l'insurrection de cette province, réunie à quelques bataillons qui arrivaient encore de l'armée d'Allemagne, menaçait de rejeter en Italie, par la vallée de l'Adige, toutes les garnisons dont nous venons de parler. Le cabinet autrichien, s'adressant encore une fois au patriotisme des habitants des provinces, cherchait à y organiser des levées en masse, notamment en Hongrie, où le ban de la noblesse était déjà rassemblé. Enfin le sénat de Venise trouvait une occasion favorable de se venger des Français, qu'il voyait ainsi engagés depuis Laybach jusques à Klagenfurt, en excitant le peuple de terre ferme, moins intimidé, à se soulever contre ses oppresseurs. Des armes étaient distribuées avec profusion; et les troupes esclavonnes, rassemblées autour de Venise, présentaient aux insurgés un appui solide dans leurs entreprises. Déjà même le provéditeur de Vérone, dans une proclamation incendiaire, avait prêché l'insurrection aux habitants de cette ville.

Nous avons dit que des agents français provoquaient sourdement, de leur côté, le peuple de terre ferme à une révolte

contre le gouvernement oligarchique. Quelques troubles avaient eu lieu, par suite de ces menées, dans certaines villes, et notamment à Bergame, et servirent de prétexte au sénat vénitien pour faire marcher sur le lac de Garda un corps d'Esclavons commandé par le général Fioravanti. A la vérité, les troupes aux ordres des généraux Kilmaine et Victor, composées, indépendamment des corps français, des légions polonaise et lombarde, suffisaient bien pour punir le sénat de ses vues téméraires et pour faire même au besoin la conquête des États de terre ferme; mais la situation de Bonaparte n'en était pas moins critique, et il ne lui restait d'autre parti à prendre que de revenir sur ses pas ou de marcher sur la capitale de l'Autriche. Ce fut à ce dernier parti, comme plus audacieux, et plus conforme à son génie entreprenant, que s'arrêta le général français.

Dès le 29 mars, avant la jonction du corps de Joubert, l'armée principale s'était avancée sur la route de Klagenfurt, ville occupée, comme on l'a vu, par la division du général Mercantin. Masséna attaqua l'avant-garde de ce dernier, la culbuta, lui prit deux pièces de canon et 200 hommes. Cette avant-garde, en se retirant sur Klagenfurt, y jeta l'alarme, et le général autrichien fit évacuer cette ville aussitôt. Bonaparte y établit son quartier général le soir même : le lendemain, il fut transféré à Saint-Veit. L'armée prit position entre ce bourg et Friesach. Un détachement de troupes légères fut envoyé de Klagenfurt dans la direction de Marburg, sur la rive gauche de la Drave.

Tous les auteurs qui ont écrit l'histoire de cette brillante campagne d'Italie ont cherché à expliquer la conduite politique de Bonaparte en cette circonstance. La résolution subite qu'il prit de proposer la paix à son ennemi, pour ainsi dire terrassé, doit étonner tous ceux qui connaissent maintenant le caractère de cet homme extraordinaire. On a dit qu'il n'avait fait cette proposition que pour se tirer de l'embarras où le mettait sa situation hasardée entre une armée autrichienne et des peuples insurgés ou prêts à s'insurger contre lui; mais nous venons d'expliquer cette situation, et il est facile de remarquer qu'elle n'était pas aussi fâcheuse qu'on le suppose ici. C'est donc dans un autre

sentiment que celui de la crainte qu'il convient de rechercher les motifs de la conduite du général vainqueur. A cette brillante époque de sa carrière, Bonaparte, environné de tous les prestiges de la gloire, n'avait-il pas aussi cette élévation de pensée qui distingue surtout les héros de cette foule de guerriers dont la bravoure et l'impétuosité forment presque exclusivement le mérite? Nous avons esquissé quelques traits qui démontrent combien il était nourri de la lecture des anciens. Son imagination, de plus en plus exaltée par le rôle imposant qu'il jouait en ce moment sur la scène du monde, dut se fixer sur les modèles les plus héroïques. Général républicain, sans songer peut-être encore à passer le Rubicon, il put croire que l'honneur d'avoir donné la paix à la France lui procurerait parmi ses concitoyens une illustration non disputée par ses rivaux de gloire : déjà proclamé le premier capitaine de l'Europe, il ne lui manquait plus que celui de pacificateur. En profitant de l'occasion qui s'offrit si heureusement à lui, il évitait les chances d'une marche qui pouvait être arrêtée tout à coup; il n'avait point de concurrent pour lui disputer l'avantage d'avoir, par ses derniers efforts, rendu le repos à l'Europe ébranlée.

Quels qu'aient été, au surplus, les motifs qui décidèrent Bonaparte, le 31 mars il écrivit, de Klagenfurt, la lettre suivante à l'archiduc Charles :

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre, et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années? Avons-nous assez tué de monde, fait assez de mal à la triste humanité? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées : votre nation reste seule; et cependant le sang va couler plus que jamais! Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres; quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le Directoire de la république française avait fait connaître à S. M. l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples : l'intervention de la cour de Londres s'y est

opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les passions qui agitent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que j'entende par là, monsieur le général en chef, qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires.... »

Cette proposition de paix, écrite avec le style simple et franc qui convient aux guerriers généreux, n'eut point le résultat que Bonaparte en attendait, surtout dans la situation où il croyait avoir placé l'armée autrichienne. Le prince, sans paraître vouloir rejeter entièrement les ouvertures loyales de son adversaire, laissa entrevoir qu'il ne se tenait pas pour vaincu, et qu'il voulait tenter encore le sort des armes. Il répondit au général français en ces termes :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins dans le poste qui m'est confié il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de S. M. l'empereur, d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le général, que je n'entre point avec vous, là-dessus, dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet, de si haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

« Quelles que soient, du reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie, monsieur le général, d'être bien persuadé de mon estime et d'une considération distinguée. »

Cette réponse de l'archiduc condamnait Bonaparte à vaincre encore une fois avant d'obtenir la paix qu'il ambitionnait. Contrarié par l'espèce de refus qu'il venait d'éprouver, il mit encore plus d'activité dans ses opérations militaires. Le 1er avril, l'armée eut ordre de marcher sur Friesach. A peine s'était-elle ébranlée, qu'un aide de camp du prince vint demander une suspension d'armes de quatre heures. Bonaparte ne fut point dupe de cette ruse du général autrichien, qui ne cherchait, en effet, qu'à gagner la journée pour donner le temps au général Kerpen de faire sa jonction avec le gros de l'armée. Le général français devina sur-le-champ l'intention de son adversaire. Il supposa, avec raison, que Kerpen, battu par le général Joubert, pouvait avoir manœuvré de manière à se rapprocher de l'armée de l'archiduc, et que ce dernier venait d'apprendre la prochaine arrivée de ce corps de troupes.

La division Masséna, qui formait tête de colonne, se trouva le 2 avril en présence de l'armée autrichienne. Celle-ci occupait les gorges de Dirnstein, qui ferment, entre Friesach et Neumarckt, le vallon où passe la route de Klagenfurt à Vienne. Les troupes étaient disposées de la manière suivante : la brigade du général Lindenau était à Guldendorf et Pichlern; la division du prince d'Orange occupait le village de Neudeck, qui était retranché. Les grenadiers de la réserve étaient à Aneten et Bad-Aneten, partie de la division Mercantin s'avançait sur Mühlbach, et le division Kaim se trouvait en position en avant de Neumarckt, où le prince Charles avait son quartier général.

Aussitôt que la 2e demi-brigade d'infanterie légère, qui formait l'avant-garde de Masséna, aperçut les avant-postes ennemis, elle les attaqua vigoureusement, les culbuta, et se jeta ensuite à droite et à gauche sur les flancs de la position. Le général Kaim se porta alors en arrière des villages de Guldendorf et Pichlern, pour s'opposer aux progrès de la colonne française qui s'avançait avec vivacité, et le combat continua sans que

l'un ou l'autre parti obtint l'avantage. Masséna, pour le décider, réunit les grenadiers des 18e et 32e demi-brigades en colonne serrée, à la tête de laquelle marche le général Rampon : cette colonne pénètre au centre du défilé dans Aneten et Bad-Aneten. Les grenadiers autrichiens, arrivés récemment de l'armée du Rhin, et qui s'étaient particulièrement distingués au siége de Kehl, ne peuvent soutenir le choc de cette masse de vétérans français, et vont chercher un refuge derrière les barricades du village de Neudeck. A ce moment, les chasseurs de la 2e légère attaquaient ce dernier poste, devant lequel se présentent les grenadiers de Masséna poursuivant les Autrichiens. Le village est emporté au pas de charge. Le mouvement rétrograde des grenadiers ennemis avait déjà forcé le général Mercantin d'abandonner les postes de Guldendorf et Pichlern, pour ne pas être coupé. Les troupes autrichiennes furent repoussées sur Neumarckt. Toutefois, une seconde colonne de grenadiers que fit avancer l'archiduc réussit à contenir les vainqueurs jusqu'à la chute du jour. Les Français passèrent la nuit sur le champ de bataille, et le prince profita des ténèbres pour opérer, sans bruit, sa retraite sur Unzmarckt. La division Masséna fut la seule engagée dans ce combat, où l'ennemi perdit de 1,000 à 1,200 hommes, dont 600 prisonniers.

Bonaparte établit son quartier général à Friesach, où l'on trouva, ainsi qu'à Neumarckt, des subsistances et des munitions en grande quantité, quoique les Autrichiens eussent essayé de mettre le feu à la plupart de leurs magasins.

Le 4 avril, les divisions Masséna et Serrurier étaient à Scheifling, ainsi que le quartier général. L'avant-garde de Masséna, sur le point d'atteindre Unzmarckt, rencontra l'arrière-garde ennemie, qui voulut s'opposer à sa marche; mais la 2e légère, qui s'était conduite avec tant d'intrépidité la veille au combat de Neudeck, chargea les bataillons ennemis, et les mit en déroute avec perte de 4 ou 500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers dans l'action. Le chef de cette demi-brigade, Carrière, officier d'une haute distinction, fut emporté par un boulet. Ce même jour, le général Guyeux arriva à Scheifling avec sa division, et Bonaparte en détacha une brigade qu'il fit marcher sur Murau, pour empêcher la jonction du corps de Kerpen

avec l'armée de l'archiduc. En effet, le général Sporch, commandant l'avant-garde de Kerpen, avait déjà pris cette direction; mais, instruit que les Français étaient sur le même point, il n'osa point avancer. Désormais cette jonction des deux corps ennemis ne pouvait plus s'effectuer qu'au delà de la chaîne des montagnes qui couvrent Vienne du côté de Maria-Zell. Aussi le prince Charles se détermina-t-il à presser sa retraite sur Vienne, en évitant tout engagement sérieux, jusqu'à ce qu'il se trouvât plus en mesure, avec toutes ses forces réunies, de livrer une bataille décisive à son adversaire.

Par suite de cette détermination, les Français occupèrent, le 5 avril, Knittelfeld et Judenburg, sans brûler une amorce. Bonaparte, dont le quartier général fut transféré dans la dernière de ces deux villes, y attendit, non sans impatience, la réunion entière de ses divisions. Bernadotte, qui avait suivi l'ennemi sur Laybach, se rapprochait à marches forcées du centre de l'armée par Krainburg, Neumarckt et Klagenfurt. Le corps de Joubert était également sur le point d'atteindre la dernière de ces villes, ayant continué sa marche dans cette direction, depuis son arrivée à Villach.

Ainsi Bonaparte allait, sous peu de jours, tenter le dernier effort qui devait décider de la paix, ou la continuation d'une guerre, que l'inconstante fortune pouvait rendre bien désastreuse pour la France, surtout après une défaite sous les murs de Vienne.

Toutefois les derniers revers de l'archiduc Charles et la marche rapide de l'armée française avaient répandu l'effroi dans la capitale des États autrichiens. La cour tint conseil et délibéra s'il ne convenait point de se retirer en Hongrie. L'imminence du danger parut telle, que l'influence anglaise ne put prévaloir dans le choix du moyen de se soustraire à l'orage qui menaçait la monarchie. L'empereur se rappela la proposition récente de Bonaparte, et se décida à envoyer les généraux Bellegarde et Merfeld au quartier général de l'armée française, pour entamer une négociation : ils arrivèrent à Judenburg le 7 avril, et proposèrent d'abord un armistice de six jours. Bonaparte parut vouloir refuser cette suspension d'armes, qui était autant dans son propre intérêt que dans celui des Autrichiens; cepen-

dant, feignant de la considérer comme un acheminement à la paix, et se faisant un mérite de sa condescendance, il l'accorda, sous la condition que les avant-postes de la droite de l'armée française resteraient dans la position où ils se trouvaient le même jour (7 avril).

Dans le désir mutuel qu'avaient les envoyés de l'empereur et Bonaparte de hâter la paix, les préliminaires en furent arrêtés et signés le 15 avril à Leoben. Les articles dont ils se composaient ne furent pas publiés; mais le message du Directoire exécutif aux deux conseils des Cinq-Cents et des Anciens a fait connaître les bases que nous allons rapporter :

La renonciation à la Belgique par l'empereur et roi; la reconnaissance des limites de la France, telles qu'elles avaient été décrétées par les lois de la république;

L'établissement et l'indépendance de la république lombarde.

Ces préliminaires furent les fondements du traité de paix conclu à Campo-Formio.

Insurrection des États de Venise en terre ferme; fin de cette république aristocratique. — Les préliminaires de paix venaient d'être signés à Leoben, et la guerre se rallumait dans les provinces vénitiennes. La plus ancienne république de l'Europe allait être anéantie, alors que la France, constituée en république, se voyait affermie par le succès de ses armes, de ces mêmes armes avec lesquelles elle avait combattu les rois, et qu'elle tournait maintenant contre un gouvernement vainement retranché derrière une politique impuissante. Mais, avant de dire comment le sénat rendit le peuple vénitien victime de ses propres erreurs, il convient de rappeler ici les événements qui précédèrent cette catastrophe.

En parlant des moyens que Bonaparte avait cru devoir employer pour paralyser les intentions hostiles du gouvernement vénitien, au moment de l'ouverture de la campagne de 1797, nous avons dit que l'adjudant général Landrieu avait été chargé de correspondre avec les sociétés secrètes organisées dans les villes de terre ferme, de fomenter et d'entretenir l'esprit d'insurrection contre le gouvernement aristocratique, afin de faire une diversion puissante aux projets du sénat, déterminé à se-

conder les efforts des Autrichiens dans cette nouvelle campagne. Un mouvement insurrectionnel devait éclater lorsque l'armée française aurait franchi le Tagliamento. Le sénat fut informé des trames ourdies contre lui, et s'empressa de diriger un corps d'Esclavons sur le principal foyer de la révolte, Bergame. Ces troupes étaient sur le point d'entrer dans la ville, lorsque, le 15 mars au matin, les conjurés et leurs nombreux partisans s'arment, s'emparent des portes de la ville pour en défendre l'entrée aux Esclavons. La garnison française, sous le prétexte de l'émeute, se rassemble sous les armes; les officiers encouragent les mécontents et leur promettent un appui. Les Bergamasques sortent de la ville avec résolution, attaquent les troupes du sénat, les culbutent et les poursuivent sur la route de Brescia. Ce premier succès enhardit les insurgés ; ils proclament la liberté, établissent un gouvernement municipal, et nomment sur-le-champ des députés pour aller à Milan demander des secours à la république cispadane. Celle-ci leur envoie des habits, des armes, des munitions. En peu de jours plusieurs bataillons sont organisés; des Italiens de différentes contrées, des Polonais, quelques Français se réunissent à ces troupes et marchent sur Brescia, où déjà les familles Lecchi et Gambara avaient préparé l'insurrection. Cette armée improvisée arrive le 27 aux portes de Brescia, qui lui sont ouvertes par les habitants. Ceux-ci se réunissent aux Bergamasques, et vont attaquer la caserne, où se trouvaient 500 Esclavons arrivés depuis peu de jours. Attaqués à l'improviste, ces soldats sont désarmés et faits prisonniers. On s'assure de la personne du provéditeur Battaglia; et, dans l'ivresse de leur enthousiasme, les habitants de Brescia imitent ceux de Bergame, proclament leur liberté et établissent une municipalité.

A la nouvelle de ces deux événements, le sénat de Venise, voyant que la force était insuffisante pour arrêter les progrès d'un incendie aussi bien calculé, eut recours au moyen des gouvernements sans énergie : il envoya de nombreux émissaires en terre ferme, chargés de prodiguer l'or pour faire changer la disposition des esprits et opérer une contre-révolution. Des prêtres et des moines, auxiliaires puissants en pareil cas, se répandent dans les montagnes, cherchent à fanatiser le crédule habi-

tant des chaumières, et, par leurs discours insidieux, à lui persuader que c'est œuvre méritoire et propre à lui ouvrir les portes de la béatitude céleste que de s'armer contre les Français, serviteurs du démon. Ces moyens réussissent au gré de ceux qui les emploient. Bientôt toute la population de la rive occidentale du lac de Garda et de la vallée de Sabbia, réunie aux troupes du sénat, vient former un camp à Santa-Eufemia, auprès de Brescia. Toutefois les nobles vénitiens, moins aveuglés par leurs intérêts personnels, auraient dû se rappeler que le fanatisme de la liberté est au moins aussi puissant que celui de la religion; ils n'auraient point dû oublier que la poignée d'habitants de Padoue dont ils tiraient leur origine, réfugiés dans les lagunes de l'Adriatique pour éviter le joug oppresseur des Goths, avait su tenir en échec les forces de ces barbares.

Les habitants de Brescia ne se laissèrent point intimider par ce ramas de fanatiques et de soldats soudoyés; ils avaient mis la ville en état de défense. Attaqués le 4 avril, ils soutinrent avec vigueur une canonnade longtemps prolongée; et, le lendemain, bien qu'informés que leurs adversaires avaient reçu pendant la nuit des renforts, surtout en cavalerie, venus de Vérone, ils ne craignirent point de tenter une sortie sur le camp de Santa-Eufemia. Ils en forcèrent les retranchements, dispersèrent les troupes qui les défendaient, et les poursuivirent jusques aux environs de Lonato. Après ce premier avantage, il ne leur fut pas difficile de dissiper un corps assez nombreux d'habitants de la plaine, qui s'était également approché de Brescia.

Le sénat de Venise avait fait de la ville de Salo le point d'appui de ses opérations contre les insurgés : il fut résolu qu'on marcherait sur cette ville. Un corps de 1,200 hommes commandés par Lecchi et quatre pièces de canon sortirent de Brescia dans ce dessein : les insurgés n'ayant point d'artilleurs, quelques canonniers français se travestirent pour le service des pièces. Termini, poste qui domine Salo, fut promptement enlevé; et les habitants de la ville, pour éviter les malheurs d'une entrée de vive force, firent leur soumission et livrèrent des otages. Mais, au moment où les Brescians allaient entrer dans Salo, les troupes esclavonnes, battues le 5 avril devant Brescia et réunies

aux paysans des montagnes, tombent à l'improviste sur la colonne de Lecchi, et la refoulent dans Salo. Dans le désordre qu'entraine cette surprise, quelques soldats français et polonais qui faisaient partie de la troupe brescianne se réunissent et se font courageusement jour au travers de l'ennemi. Les Brescians et les Bergamasques se réfugient dans les maisons et s'y barricadent; mais les soldats et les paysans vénitiens parviennent à les faire prisonniers, malgré leur résistance désespérée.

Cet échec jeta la consternation dans Brescia et dans Bergame: ces deux villes demandèrent de prompts secours à Milan. Le général Lahoz rassembla quelques Français et Polonais qui se trouvaient dans les dépôts, et quelques bataillons lombards, et se mit en marche sur Salo. D'un autre côté, le commandant français de Peschiera et le chef de la marine, gagnés par les séductions des conjurés, se décidèrent à envoyer, le 10 avril, la flottille française du lac de Garda devant Salo. Le commandant des chaloupes, qui avaient quelques troupes de terre à bord, fit sommer le provéditeur Zicogna et le général Fioravanti, qui commandait les Esclavons, de rendre la place, dont l'occupation, disait-il, était nécessaire aux Français pour leurs opérations contre l'armée autrichienne. Le général Fioravanti répondit que la république vénitienne avait un besoin encore plus urgent de cette place pour s'en faire un rempart contre les Brescians insurgés, et refusa en conséquence d'obtempérer à la demande qui lui était faite. Le commandant français ayant alors fait tirer sur la ville, les habitants et la garnison, effrayés, cherchèrent un abri dans les montagnes.

Quoique l'intervention des Français dans la querelle des insurgés de terre ferme contre le gouvernement vénitien ne fût plus un mystère, l'officier qui commandait la flottille voulut sauver les apparences, en déclarant que les habitants de Brescia étaient prêts à déposer leurs armes, si ceux de Salo et les Vénitiens qui étaient dans cette ville en voulaient faire autant; et il s'offrit lui-même en otage pour garantir la promesse des Brescians. Ces propositions furent rejetées par le général Fioravanti. Alors la colonne milanaise, commandée par le général Lahoz, après s'être réunie aux débris de celle de Lecchi, marcha sur

Sarezzo, dont elle s'empara. Les troupes vénitiennes perdirent dans cette action 2 à 300 hommes, trois canons et une grande quantité de fusils abandonnés par les paysans dans leur fuite.

Le 11, le général Lahoz marcha sur Salo, abandonné par ses habitants, mais dont quelques Esclavons défendaient les approches. Ils furent promptement dispersés; et un acte de trahison fut, dit-on, la cause du sac de la ville. Un détachement vénitien, ayant été coupé par les troupes de Lecchi, fit feu sur les Brescians après s'être rendu prisonnier : ceux-ci se précipitèrent en furieux dans Salo, qu'ils pillèrent et ravagèrent.

Nous ne pousserons pas plus loin le récit des événements auxquels donna lieu cette lutte du sénat de Venise avec ses sujets de terre ferme; ce que nous en avons rapporté suffit pour démontrer que Bonaparte avait atteint le but qu'il s'était proposé, en paralysant les secours que le sénat aurait pu fournir aux Autrichiens dans la campagne de Carinthie. Mais tandis que la république de Venise cherchait à retenir sous son joug aristocratique une partie du peuple de terre ferme, les fidèles Tyroliens, satisfaits sans doute du gouvernement paternel de l'Autriche, s'étaient levés en masse pour défendre sa cause, ainsi que nous l'avons dit en son lieu, et cet incident sembla favoriser pendant quelque temps la haine et les projets de vengeance du sénat vénitien contre les Français.

Le lecteur doit se rappeler que le général Laudon avait vainement cherché à troubler la marche du général Joubert. Lorsque celui-ci quitta le Tyrol pour joindre, par la vallée de la Drave, le corps principal de l'armée d'Italie à Villach, le général autrichien revint de Brunnecken à Botzen, et de cette dernière ville à Trente, où il arriva le 10 avril, après avoir d'abord envoyé sur la rive droite de l'Adige une colonne pour attaquer les détachements que les Français avaient laissés à Arco, Riva et Torbole, au nord du lac de Garda. Trop faibles pour résister à des forces supérieures, ces détachements se replièrent après une résistance assez vigoureuse. Ceux qui, n'ayant pu gagner Peschiera par le chemin de Garda, Bardolino et Lacize, se jetèrent sur Castel-Nuovo, furent cernés et faits prisonniers; ceux d'Arco et de Riva gagnèrent la chaussée de Trente

sur la rive gauche de l'Adige, laissèrent garnison à la Chiusa, et arrivèrent à Vérone.

Les habitants de cette ville n'avaient point partagé la révolte de Bergame et de Brescia; l'événement de Salo acheva d'exaspérer les esprits contre les Français, que l'on regardait comme les premiers moteurs des troubles de la contrée. Une fermentation générale se manifesta; et le général Balland, qui commandait dans Vérone, ne se croyant pas en sûreté au milieu d'une populace ameutée, se renferma, avec le peu de troupes et les Français qu'il avait avec lui, dans le fort de Saint-Félix et les deux autres châteaux qui défendent la place; mais, soit oubli, soit impossibilité de faire cette opération, les hôpitaux, remplis de blessés et de malades, ne furent point évacués.

Le moment parut favorable au sénat de Venise pour mettre à exécution ses projets de vengeance. Bonaparte était enfoncé dans la Carinthie; le général Laudon, chassant devant lui tous les postes français, s'avançait sur le bas Adige: toutes les mesures étaient déjà prises; tous les magistrats et autres agents du gouvernement avaient reçu leurs instructions, avec les précautions et le secret que l'on met à une conspiration. Le tocsin donna le signal d'une insurrection générale dans les provinces de terre ferme: il sonna le même jour à Vicence et à Padoue, et ce ne fut qu'avec la plus grande peine que les Français parvinrent à échapper au massacre dans ces deux villes. Ils furent moins heureux à Vérone. Le lundi de Pâques, après vêpres, tous les soldats isolés furent poignardés, les malades et les blessés égorgés dans les hôpitaux. La ville se remplit bientôt d'une multitude de paysans fanatiques, conduits par des prêtres et des moines, et qui s'avancèrent simultanément contre les trois forts ou châteaux, dans lesquels le général Balland et 3,000 Français s'étaient renfermés.

Instruit de l'issue de la conspiration, le sénat de Venise ordonna aussitôt au général Fioravanti de marcher avec le corps d'Esclavons qu'il commandait, pour seconder les insurgés; et, dans le même temps, l'avant-garde du général Laudon s'avançait, par les revers du Monte-Baldo, à quelque distance de Vérone. La garnison du fort de la Chiusa capitula faute de

vivres : les insurgés, dans le délire que leur donna le succès qu'ils venaient d'obtenir, massacrèrent ces soldats français de la manière la plus barbare.

Cependant le général Lahoz, après l'expédition de Salo, était redescendu vers Lonato. Informé des événements de Vérone et des autres villes de la terre ferme, il marcha vers le bas Adige. D'un autre côté, l'armistice conclu entre Bonaparte et l'archiduc fut notifié au général Laudon ; et celui-ci, en se retirant sur Rivalta, le 18 avril, avec tous ses Tyroliens, abandonna les insurgés et les Esclavons à leurs propres forces.

Le siége des trois forts de Vérone n'en fut pas moins continué. Le sénat avait envoyé au général Fioravanti des renforts d'hommes, d'artillerie et de munitions, et les insurgés n'ignoraient point que le corps du général Lahoz était trop faible pour rien entreprendre contre eux. Ce général s'était en effet arrêté à Somma-Campagna, où il avait pris position pour attendre le général Kilmaine, qui accourait en toute hâte avec environ 5,000 hommes tirés des garnisons de la Lombardie et du Mantouan. La jonction des deux corps eut lieu le 21 avril.

Le général Fioravanti, informé de la marche de Kilmaine, voulut prévenir l'attaque des Français en ordonnant pour le 22 une sortie générale. Kilmaine avait eu précisément la même intention que son adversaire, de sorte que les deux partis se rencontrèrent, à six heures du matin, à la Croce-Bianca. Les Français se jetèrent avec impétuosité sur leurs ennemis, et les culbutèrent au premier choc. Le général Fioravanti essaya de rallier les Esclavons dans une grande ferme, dans l'espérance de s'y maintenir ; mais un obus ayant mis le feu aux caissons vénitiens, l'explosion chassa de la ferme tous ceux qui s'y trouvaient réunis : une grande partie fut ensevelie sous les décombres du bâtiment, le reste se dispersa dans la campagne ; un bien petit nombre rentra dans Vérone.

En s'avançant à la rencontre des Vénitiens, Kilmaine avait ordonné au général Lahoz de marcher sur Pescantina, occupé par les insurgés, à l'effet d'y passer l'Adige pour tourner Vérone. Les insurgés se défendirent avec vigueur ; mais, l'artillerie française ayant mis le feu au village, celui-ci fut abandonné. La colonne gallo-lombarde vint couronner les hauteurs

qui dominent le fort de Saint-Félix, et le général Lahoz put communiquer avec le général Balland. Ainsi, dans la soirée du 22, Vérone fut investi sur les deux rives de l'Adige.

Le général Fioravanti avait été si effrayé de sa défaite, qu'au lieu de se retirer sur Venise par la route de Vicence, qui restait encore libre, il préféra s'en remettre à la générosité des vainqueurs. Il vint, avec les 3,000 Esclavons qu'il commandait, déposer les armes à Croce-Bianca, et se rendre prisonnier de guerre. Le même jour, 23 avril, les Français prirent possession de Vérone.

Le général Victor, dont la division était cantonnée, comme on l'a vu, dans une partie de la nouvelle république cispadane et dans la Marche d'Ancône, avait, à la première nouvelle des troubles que nous venons de décrire, rassemblé toutes les troupes disponibles pour marcher sur le principal théâtre de l'insurrection. Il vint se réunir au général Kilmaine, à Vérone, et leurs forces réunies présentèrent un total d'à peu près 15,000 hommes. Les rassemblements furent promptement dissipés, et le calme se rétablit. Le général Victor se porta ensuite sur Vicence; et, le 28 avril, ses troupes étaient devant Trévise et Padoue. Le général Kilmaine répartit ses troupes dans le pays soumis. La terreur que le sénat de Venise avait répandue sur la terre ferme régnait alors dans la capitale de cette république; et ces nobles insensés, qui s'étaient flattés un moment d'accabler les Français, attendaient maintenant, dans une stupeur silencieuse, l'issue des événements atroces qui venaient de se passer.

Bonaparte, occupé des préliminaires de paix qui se négociaient à Leoben, avait dû suspendre les effets de la vengeance éclatante que provoquait la conduite du gouvernement vénitien. Toutefois le doge avait reçu, dès le 9 avril, une lettre du général français, par laquelle celui-ci demandait satisfaction des attentats commis envers les Français. Le sénat avait fait une réponse évasive, qui décida de la destruction de la république vénitienne.

Les articles du traité préliminaire de Leoben étaient à peine signés, que déjà des colonnes de l'armée française marchaient dans la direction de Venise, précédées par un manifeste où Bonaparte exposait les griefs de la France contre cet État. L'ar-

mée se trouva réunie dans les provinces de terre ferme vers la fin d'avril. La division Masséna occupa Padoue; le corps de Joubert s'établit à Vicence et à Bassano; le général Serrurier était à Sacile, Augereau à Vérone, et la division Victor rétrograda sur l'Adige et prit position le long de cette rivière.

Ce rassemblement de l'armée française, dans un moment où la paix venait d'être conclue avec l'Autriche, inspira les plus vives alarmes au sénat. Impuissants pour se défendre, ces nobles altiers eurent recours aux négociations, et implorèrent la clémence d'un ennemi irrité. Une conférence eut lieu le 3 mai, dans les lagunes de Marghera, entre Bonaparte et une députation de sénateurs, et le résultat fut une suspension d'armes, en attendant la conclusion d'un traité de paix que les patriciens Mocenigo, Giustiniani et Dona furent chargés de négocier au nom de la régence.

Bonaparte mettait à la conclusion de la paix la condition préalable que les trois inquisiteurs d'État et dix des membres les plus influents du sénat, regardés comme les instigateurs de l'insurrection, seraient livrés au gouvernement français. Mais le sénat, ne croyant pas devoir abandonner ainsi lâchement des hommes dont il avait sanctionné les opérations, chercha à traîner les négociations en longueur, afin de donner aux individus désignés le temps de s'échapper.

Cependant l'Autriche voyait tranquillement, et même avec une joie secrète, ce qui se passait dans les États de Venise. Il paraît qu'un des articles secrets des préliminaires qui n'ont jamais eu une entière publication promettait déjà à l'empereur des dédommagements de ce côté, pour la cession de la Belgique et l'abandon de la Lombardie. Bientôt aussi le gouvernement vénitien, autrefois si prudent, si mesuré dans ses déterminations, allait apprendre à ses dépens à quoi l'avait exposé son alliance secrète ou sa perfide connivence avec l'une des trois puissances qui, deux ans auparavant, avaient anéanti et s'étaient partagé le malheureux royaume de Pologne.

Une fermentation générale et extraordinaire agitait tous les esprits, et les signes précurseurs d'un grand bouleversement politique avaient déjà précédé, comme on l'a vu, le retour de Bonaparte dans la terre ferme. Des cris de liberté et la manifes-

tation de la haine la plus forte contre le despotisme vénitien étaient prononcés par tous les habitants des classes intermédiaires entre les patriciens et la populace ; ils désiraient la destruction d'un gouvernement qui les avait tenus eux et leurs ancêtres dans la plus humiliante oppression. L'insurrection s'était propagée jusque sur la flotte, où les mécontents parlaient d'arborer le pavillon tricolore. Le sénat avait à craindre de voir les vaisseaux livrés aux Français : l'oligarchie était expirante.

Le 11 mai, le grand conseil se démit de ses fonctions et remit l'autorité entre les mains de trente sénateurs, qui déclarèrent solennellement dans leur première assemblée que l'ancienne forme démocratique serait rétablie comme elle existait avant la révolution de 1209. Cette détermination tardive, qui, deux mois plus tôt, aurait sauvé l'État, était désormais impuissante pour empêcher sa destruction. Cependant Bonaparte, qui ne se voyait peut-être pas sans répugnance l'instrument de la dissolution de cette antique république, semblait disposé à protéger les opérations de son nouveau gouvernement, lorsque le délire de quelques patriciens vint précipiter la catastrophe dont Venise était menacée, et affaiblir le reste de pitié que le général français avait pour elle. Le lendemain de l'installation du nouveau comité de gouvernement, un rassemblement d'Esclavons et de matelots soudoyés, portant devant eux l'étendard de saint Marc, parcourut les rues, entraînant tout sur son passage et mit au pillage les maisons des trente sénateurs membres du gouvernement. Venise, n'ayant point de force armée capable de rétablir l'ordre en dissipant ces mutins, fut exposée pendant seize heures à toutes les horreurs d'une guerre civile, et se vit sur le point d'être ensevelie, par la fureur des séditieux, sous les ruines de son gouvernement. Toutefois les insurgés, dans leurs plus grands excès, respectèrent les droits des nations, et l'hôtel du ministre de France fut épargné.

Dans cette extrémité, il ne restait d'autre parti à prendre que d'appeler les troupes françaises. Aussi les négociants, les principaux artisans et les membres même de l'ancien gouvernement jugèrent-ils à propos de hâter la fin de cette crise terrible, en invitant les Français à accélérer leur arrivée. Ceux-ci débarquèrent le 16 sur la place de Saint-Marc, au nombre de

2 à 3,000 hommes, prirent possession du fort Saint-Marc, de l'Arsenal, du pont de Rialto. La terreur succéda bientôt au premier mouvement de fureur parmi la populace, qui se vit abandonnée par ceux qui l'avaient excités à ce soulèvement.

Une municipalité choisie au nom du peuple fut installée par le commandant des troupes françaises. Elle prit des mesures pour faire restituer, autant qu'il était possible, une partie de ce qui avait été pillé dans la journée du 12. Afin de calmer l'esprit public, elle publia une proclamation, dans laquelle elle parlait avec modération, et même en termes honorables, de l'ancien gouvernement; elle s'engageait à maintenir la banque, l'hôtel des monnaies et les autres établissements publics; elle reconnaissait la dette publique, et promettait de l'acquitter. On pouvait donc augurer que le nouvel ordre de choses serait maintenu. Toutefois Bonaparte, qui savait mieux que personne combien l'espoir des patriotes vénitiens était chimérique, eut la pudeur de ne pas l'affermir par sa présence, et s'abstint d'entrer dans Venise.

Traité de Campo-Formio [1]. — Quelque besoin que l'Autriche et la France eussent de la paix, on avait cependant à traiter des intérêts si considérables, qu'il fallut six mois pour mettre d'accord les plénipotentiaires des deux puissances contractantes. Enfin la signature du traité définitif eut lieu au château de Campo-Formio le 17 octobre. Sa publication apprit à l'Europe le sort de la république de Venise, destinée à dédommager l'Autriche de la perte de la Belgique et de la Lombardie.

Voici le texte de ce traité :

S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Leoben en Styrie, le 18 avril 1797, ou 20 germinal an III de la république française, une et indivisible, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur et roi, le sieur D. Martins Mastrili, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre de

[1] Le traité de Campo-Formio trouve si naturellement sa place ici, que nous n'avons pas cru devoir le porter plus loin, à sa date, 17 octobre 1797.

Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; le sieur Louis de Cobentzel, comte du saint-empire romain, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, chambellan, conseiller d'État intime actuel de S. M. I. et R. A., et son ambassadeur extraordinaire près S. M. l'empereur de toutes les Russies; le sieur Maximilien, comte de Merfeld, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de Sadite Majesté l'empereur et roi; et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la république helvétique;

Et la république française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie, lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1er. Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix solide et invariable entre S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs États une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause ou quelque prétexte que ce puisse être, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

2. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissements publics qui y sont situés; elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissements publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

3. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces de la Belgique connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La république française possédera ce pays à perpétuité, de toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

4. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédents, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française; les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plus tôt possible aux plénipotentiaires de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article et les signer.

5. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant, savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendant, ainsi que Butrinto, Arta, Vonitza, et en général tous les établissements ci-devant vénitiens et albanais qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

6. La république française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardala, traversera le lac de Garda jusqu'à Lazise; de là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Bianco, y compris la partie de Porto-Legnago qui se

trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Bianco, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

7. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayants cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que Sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens et propriétés qui en dépendent.

8. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, la ville et la forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des États ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'art. 6 pour la frontière des États de S. M. l'empereur en Italie, le Modénais, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

9. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé, à tous les habitants et propriétaires quelconques, mainlevée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. I. et R. et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens et personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter lesdits pays seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité définitif; ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

10. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité porteront, à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

11. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine,

sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puissent y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre, ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

12. Toutes rentes ou aliénations faites, tous engagements contractés, soit par les villes, ou par les gouvernements ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

13. Les titres domaniaux et archives des différents pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris, dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

14. Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs États respectifs.

15. Il sera conclu incessamment un traité de commerce, établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans tous les États respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

16. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

17. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne

pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtiments armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

18. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgau, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

19. Les biens fonciers et personnels non aliénés de LL. AA. RR. l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de S. A. R. l'archiduc Ferdinand dans le territoire de la république cisalpine.

20. Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible.

21. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours à dater de celui de la signature du présent traité.

22. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les États respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

23. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite Majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre Sadite Majesté et la république de Venise.

24. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

25. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Quatorze articles secrets, non moins importants que ce traité lui-même, spécifiaient les limites de la France et les concessions qui devaient en résulter. L'empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions de territoire sur la rive gauche du Rhin. La libre navigation du Rhin et de la Meuse était assurée. La France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innvirtel et la ville de Wasserburg, sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal, pour être réuni à la Suisse. La France consentait à rendre les États prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes qui perdaient leurs possessions sur la rive gauche de ce fleuve.

Ainsi finit d'une manière glorieuse la première guerre de la Révolution, guerre mémorable, qui, après avoir été fomentée par la haine et la jalousie de l'Angleterre pour la ruine et le partage de la France, eut pour cette dernière puissance des résultats plus avantageux que toutes celles qu'on avait tentées pendant la longue durée de la monarchie. Ainsi s'était dissoute, à quelques lieues de Vienne, cette première et terrible coalition des puissances principales de l'Europe contre un État naissant, déchiré à l'intérieur par les factions les plus destructives, et qui semblait ne plus avoir aucun moyen de salut. L'Europe apprenait ce que peut un peuple quand il est animé par l'amour de la liberté et de son indépendance; elle faisait cette terrible expérience à ses dépens, et se trouvait cruellement punie d'avoir voulu s'immiscer dans les querelles civiles des Français. Cependant le Directoire, ou plutôt Bonaparte, qui déjà jetait les fondements de cette influence qui devait devenir si considérable, avait montré une modération bien remarquable dans tout le cours de cette guerre européenne.

Le premier traité de paix définitive conclu par la république fut aussi celui qui respira le plus l'amour de la justice et le sentiment des convenances. L'acquisition de la Belgique par la

France, et l'établissement des républiques italiennes, n'étaient qu'une compensation naturelle des acquisitions faites par les autres puissances en Pologne et de la perte de Saint-Domingue. L'Autriche était amplement dédommagée du sacrifice qu'elle faisait, par les États de Venise et par la Gallicie. La Prusse et l'Espagne n'avaient qu'à se louer de la générosité française. Enfin, un nouvel équilibre s'établissait en Europe, et les puissances continentales se trouvaient dans un état relatif qui ne différait point de celui de 1789. L'Angleterre seule frémissait dans son île de l'accroissement de la France : déjà elle méditait des moyens de vengeance; déjà elle disposait ses trésors pour rompre une paix qui blessait son orgueil et ses intérêts, et qui ne fut, en effet, qu'une trêve bientôt suivie d'une explosion non moins terrible que la première.

ANNÉE 1798. — AN VI.

Troubles à Rome; assassinat du général Duphot; l'ambassadeur Joseph Bonaparte quitte cette ville. Insurrection du peuple romain contre le pape. Le général Berthier entre dans Rome. Abolition du gouvernement pontifical, et création d'une nouvelle république romaine, etc. — Nous avons fait remarquer, dans ce qui a été dit précédemment, que la conduite modérée du général en chef de l'armée d'Italie envers le souverain de Rome avait été d'abord en opposition avec les intentions secrètes du Directoire français; mais, revenu à des principes de politique plus sains, et mieux instruit de ses véritables intérêts en Italie, ce gouvernement avait fini par donner son assentiment à la conduite que Bonaparte crut devoir tenir avec le pape.

L'harmonie la plus parfaite parut, dans les premiers moments, régner entre le souverain pontife et Joseph Bonaparte envoyé comme ambassadeur à Rome.

Cependant, parmi les membres du sacré collége auxquels Pie VI accordait une confiance plus particulière, il se trouvait quelques cardinaux dont la haine pour la France s'était déjà signalée. Ceux-ci renouvelèrent bientôt leurs intrigues. Il ne leur fut pas difficile de persuader au pape que son caractère de chef du monde chrétien était compromis, et que la reine de Naples, soutenue par les Anglais, pourrait aider le

saint-siége à secouer le joug odieux imposé par un général que le Directoire appelait à combattre sur un autre point avec des chances hasardeuses.

En effet, Acton commençait à lever le masque. Moins pusillanime depuis que Bonaparte avait quitté son armée victorieuse, et qu'une partie de cette dernière était déjà rentrée sur le territoire français, cet étranger, ministre du royaume de Naples, cherchait à éluder les conditions du traité de paix que le roi son maître avait été forcé de conclure avec la république. Déjà, au mépris de l'un des articles de ce même traité, Naples recevait dans ses ports les vaisseaux de la Grande-Bretagne, et rendait ainsi aux Anglais leur prépondérance dans la navigation de la Méditerranée. Indépendamment de cette infraction, le gouvernement napolitain faisait encore sourdement des préparatifs de guerre, et avait donné une communication confidentielle de ses projets aux ministres de S. S., en faisant les promesses les plus magnifiques si le souverain pontife consentait lui-même à fouler aux pieds le traité de Tolentino.

Les insinuations des perfides conseillers de Pie VI parurent ranimer dans l'esprit affaibli de ce souverain le premier éloignement qu'il avait montré pour vivre en paix avec la France, depuis le commencement de la révolution de ce pays. Il cessa tout à coup de donner à Joseph Bonaparte les témoignages de confiance dont il l'avait honoré jusqu'alors. Ce changement de conduite de la part du saint-père se manifesta par son hésitation à reconnaître la république cisalpine, dernièrement constituée. Bientôt, et à mesure que les nouvelles qu'il recevait de Naples semblaient l'affermir dans sa résolution, on vit plus à découvert les dispositions intérieures de son âme, et l'intention de rompre avec le gouvernement français. La nomination du général autrichien Provera au commandement en chef des troupes papales ne laissa plus de doute sur les projets de la cour de Rome, indépendamment de plusieurs autres actes qui confirmaient les soupçons à cet égard, sans paraître créer, au surplus, les moyens d'exécution.

Joseph Bonaparte s'était bien aperçu de toutes ces menées; mais, fidèle à son caractère de conciliateur, il avait feint, jus-

qu'alors, d'être pris pour dupe, et s'était tenu sur la réserve. L'arrivée du général Provera à Rome força le ministre français à rompre enfin le silence. Il s'adressa directement au souverain pontife, en lui demandant une explication franche et positive de ses procédés, et l'obligea une quatrième fois de s'humilier devant la république. Le renvoi du général Provera fut la condition qu'exigea Joseph Bonaparte pour ne point appeler sur ce qui s'était passé à Rome l'attention trop sévère du gouvernement français.

La confiance paraissait rétablie entre les deux puissances; toutefois, la conduite irrésolue du souverain de Rome avait indisposé une grande partie de ses sujets. Ces préparatifs hostiles, renouvelés tant de fois en pure perte, avaient entraîné des dépenses énormes auxquelles on n'avait pu faire face que par une augmentation d'impôts. Le mécontentement du peuple lui avait inspiré des idées d'indépendance, auxquelles le spectacle de ce qui se passait autour de lui donnait encore une plus grande force. La formation de la république cisalpine, les cris de liberté qui s'élevaient sur plusieurs points de la domination papale provoquaient une fermentation presque inévitable. D'un autre côté, ceux des habitants de Rome qui étaient intéressés au maintien de l'ancien ordre de choses ne dissimulaient point leur haine contre les hommes qu'ils regardaient comme les oppresseurs de la puissance spirituelle, et appelaient de leurs vœux une rupture décidée avec la France. Cette dissidence d'opinions donnait lieu à une foule d'intrigues qui tendaient toutes à exaspérer la classe inférieure du peuple et à en faire un instrument de révolution. Témoin passif de tout ce qui se passait autour de lui, l'ambassadeur français cherchait en vain à concilier les esprits pour le maintien de la tranquillité dans la capitale de l'État ecclésiastique : une catastrophe terrible, à laquelle il était loin de s'attendre, vint le contraindre à renoncer au rôle de pacificateur, et à quitter une ville où le sang français venait d'être répandu encore une fois, au mépris du droit le plus sacré.

Le 26 décembre 1797, quelques individus se présentèrent chez Joseph Bonaparte pour l'avertir qu'une révolution devait éclater dans la nuit, et qu'elle serait effectuée par un grand

nombre de citoyens romains qui ne pouvaient plus supporter le joug du despotisme papal. L'ambassadeur leur fit observer que le caractère dont il était revêtu ne lui permettait pas d'accueillir une semblable communication, et leur donna l'assurance que le Directoire ne verrait point favorablement un complot dirigé contre un souverain allié de la république. Il ajouta qu'il rendrait compte, comme ambassadeur, à son gouvernement de ce qui se passait, et qu'en sa qualité d'homme, par l'intérêt même qu'il portait aux Romains, il les engageait à se désister de toute entreprise insurrectionnelle. Les conjurés quittèrent le palais de l'ambassade fort mécontents de la réception du ministre français, auquel ils promirent, toutefois, d'abandonner leur projet pour le moment.

Le lendemain au soir, le chevalier Azara, ambassadeur d'Espagne, qui exerçait à Rome une grande influence, et qui avait constamment donné des preuves sincères d'amitié à Joseph Bonaparte, vint trouver ce dernier, et lui dit qu'il venait d'apprendre, chez le cardinal secrétaire d'État, qu'un mouvement insurrectionnel se préparait, mais qu'il n'inspirait que fort peu d'inquiétude au gouvernement romain. Diverses autres informations convainquirent bientôt l'ambassadeur français que deux trames s'ourdissaient dans le même temps et pourraient éclater ensemble : l'une contre les Français, sourdement autorisée par quelques ministres du pape, et l'autre ayant pour but le renversement de ce gouvernement pour établir la république.

Il paraît que les chefs de la première conspiration, bien plus sûrs de leurs propres moyens, avaient connaissance de la seconde. Cherchant à persuader au pontife que son intérêt était de se déclarer contre les Français, ils résolurent de diriger leur mouvement de manière à ce que les excès commis par leurs agents pussent être attribués aux partisans du système républicain. Dans ce dernier cas, ils parvenaient à exciter davantage la fureur de la populace, et mettaient le pape dans l'impossibilité de se réconcilier avec le gouvernement français. Le 27 décembre, un rassemblement eut lieu à la Villa Médicis; la plupart des hommes qui le composaient avaient la cocarde tricolore. Mais ce mouvement n'était qu'un essai pour

connaître les dispositions du peuple : il suffit de quelques soldats du pape pour le dissiper; toutefois, quelques séditieux firent résistance et tuèrent même deux dragons. On trouva sur le terrain un sac rempli de cocardes françaises.

Instruit de cette particularité, Joseph Bonaparte se transporta chez le secrétaire d'État pour lui dire que le gouvernement français était étranger à tous ces mouvements, et que lui, ambassadeur, loin de s'opposer à ce qu'on arrêtât tous ceux qui avaient pris la cocarde nationale, venait faire la demande qu'on s'assurât de tous les individus qui ne seraient pas compris dans la liste des Français ou des Romains attachés à la légation. Ces derniers étaient à peine au nombre de huit. Il prévint également le cardinal secrétaire que, six hommes s'étant réfugiés dans la juridiction française, ils seraient livrés aux sbires, s'il demeurait prouvé qu'ils fissent partie des révoltés.

Cependant un nouveau rassemblement se forma devant le palais de France, peu de temps après le retour de l'ambassadeur, qui avait quitté le secrétaire d'État paraissant dans une sécurité parfaite. Ces hommes attroupés faisaient entendre les cris *vive la république! Vive le peuple romain!* Un d'eux demanda à parler à Joseph Bonaparte : c'était un artiste qu'il connaissait, et qui lui avait été recommandé à Paris par le ministre des relations extérieures. Cet homme se présenta comme un frénétique, en disant avec véhémence : « Nous sommes libres, nous demandons l'appui de la France! » On lui enjoignit, ainsi qu'à tous ceux qui l'accompagnaient, de sortir sur-le-champ de la juridiction de France, en les menaçant de les repousser par la force, s'ils s'obstinaient à rester ainsi devant le palais. Mais déjà l'attroupement était devenu considérable; et parmi les plus animés on reconnaissait plusieurs individus connus pour être attachés à la police du gouvernement. Ils étaient les premiers à vociférer : « *Vive la république! vive le peuple romain!* » Cette remarque éclaira l'ambassadeur sur le véritable but du mouvement opéré. Il résolut de se conduire de manière à ne donner aucun prétexte de récrimination de la part du pape ou de ses ministres, et se prépara à déployer toute la dignité du caractère de représentant d'une grande nation.

Quelques officiers français qui se trouvaient avec Joseph Bonaparte lui demandèrent l'autorisation de dissiper l'attroupement. Cette proposition n'attestait que leur dévouement trop généreux.

Le ministre français se revêtit de son costume officiel et sortit du palais pour haranguer lui-même les séditieux et leur ordonner de se retirer. Au moment où, suivi des officiers et des gens de l'ambassade, il paraissait à la porte du palais, une violente décharge de mousqueterie se fit entendre : c'était un piquet de cavalerie qui, étant entré dans la juridiction française sans en prévenir l'ambassadeur, l'avait traversé au galop, et faisait feu par les trois portiques du palais à la fois. La foule s'était alors précipitée dans les cours et sur les escaliers. Joseph Bonaparte rencontra sur son passage des blessés, des fuyards intimidés et des frénétiques audacieux, des gens gagés pour exciter et dénoncer les mouvements. Une compagnie d'infanterie avait suivi de près la cavalerie papale. A l'aspect de l'ambassadeur, elle s'arrêta dans sa marche vers le palais. Le capitaine refusa de paraître à la demande de Joseph, et resta caché dans les rangs. Cependant les soldats reculèrent quelques pas; quelques-uns des séditieux, enhardis par cette retraite, s'avançaient déjà contre la troupe. Le ministre leur défendit de sortir de la juridiction jusqu'à nouvel ordre. En même temps, pour se faire mieux obéir, il tire son épée, ainsi que le général Duphot, l'adjudant général Sherlock, et deux autres officiers, afin de contenir ceux qui seraient tentés de transgresser l'ordre de rester tranquilles. Tandis que les séditieux se trouvaient ainsi contenus de ce côté, les soldats, qui n'avaient rétrogradé que de quelques pas, firent une décharge générale. Quelques balles perdues allèrent tuer les hommes des derniers rangs, aucune n'atteignit l'ambassadeur et ceux qui l'accompagnaient. La compagnie papale recula encore pour charger ses armes une seconde fois. Joseph profita de ce moment, et donnant au jeune Beauharnais[1], aide de camp de son frère, et à l'adjoint Arrighi[2],

[1] Prince de l'empire, vice-roi d'Italie en 1805, gendre du roi de Bavière en 1806, depuis duc de Leuchtenberg; mort à Munich en 1824.

[2] Depuis duc de Padoue, etc.

l'ordre de retenir les séditieux, qui faisaient mine de se précipiter de nouveau sur les soldats du pape; il s'avança lui-même vers ces derniers, accompagné du général Duphot et de l'adjudant général Sherlock, pour engager la troupe à cesser son feu. Le brave Duphot, accoutumé aux dangers, s'élance jusque sur les baïonnettes, et veut empêcher les uns de charger et les autres de tirer. Les soldats l'entraînent, par un mouvement difficile à concevoir, jusque vers une porte de Rome que l'on nomme *Septiminiana*. Là, Joseph et Sherlock, qui l'avaient suivi, voient tomber l'infortuné général sous un coup de fusil reçu au milieu de la poitrine. Il se relève néanmoins, cherche à se soutenir avec son épée, et fait quelques pas pour rejoindre l'ambassadeur, qui l'appelle; mais un second coup le renverse, et, dans un instant, plus de cinquante fusils sont dirigés sur son corps inanimé..... Tous les coups vont se diriger désormais sur Joseph Bonaparte et son compagnon; mais ce dernier (l'adjudant général Sherlock) entraîne le ministre de France par un chemin détourné qui conduit aux jardins du palais, et tous deux parviennent ainsi à se soustraire aux coups des assassins de Duphot et à ceux d'une autre compagnie d'infanterie qui arrivait et faisait feu sur un autre point. Beauharnais et Arrighi, pressés par ces nouveaux ennemis, se réunissent à Joseph et à Sherlock.

Dans cette situation critique, le ministre et les officiers qui sont avec lui pensent que les furieux peuvent insulter madame Joseph Bonaparte et sa sœur, qui devait, le lendemain même, unir son sort à celui du général qui venait de périr si misérablement. Secourir ces dames était à ce moment le soin le plus urgent. Il fallut que l'ambassadeur rentrât dans son palais par les jardins, car les cours étaient encombrées par cette foule de brigands qui, sous prétexte de réclamer la liberté, avaient commencé cette horrible journée. Une vingtaine d'entre eux et quelques citoyens étaient étendus morts sur ce champ de carnage; les marches du palais étaient teintes de sang; les cris des mourants et des blessés remplissaient le palais d'une horrible épouvante : cependant on parvint à fermer les trois portes de la façade de la rue.

Le plus grand désordre régnait dans l'intérieur au moment

où l'ambassadeur y pénétra. Son épouse et sa sœur y étaient en proie au plus violent désespoir. Cette scène de désolation était encore rendue plus effrayante par l'idée que la mère de ces deux dames et leur frère[1] étaient absents, et pouvaient être égorgés par les forcenés qui assiégeaient les dehors du palais. La fusillade continuait à se faire entendre dans la rue, et les balles venaient briser les croisées de l'édifice. D'un autre côté, tous les appartements étaient remplis par des gens dont les intentions étaient plus que suspectes, et qu'on ne pouvait pas parvenir à mettre dehors. Toutes ces circonstances rendaient la position de Joseph Bonaparte et des siens aussi cruelle qu'il est difficile de la décrire.

Cependant on pensa à organiser quelques moyens de défense. Parmi les domestiques de l'ambassadeur, trois étaient absents, et deux autres étaient grièvement blessés : des armes furent distribuées à ceux qui restaient. Tandis que l'ambassadeur calculait en lui-même les moyens de sortir de cette crise épouvantable, un sentiment d'orgueil national dictait aux officiers français le projet d'aller enlever le corps du général Duphot, resté au pouvoir de ses assassins. Réunis à quelques serviteurs, ils réussirent dans leur entreprise, en prenant des chemins détournés, pour éviter la fusillade que les soldats du pape continuaient sans relâche. Ils trouvèrent le cadavre entièrement nu, criblé de balles et de coups de baïonnette, et couvert de pierres. Un nommé Amedeo, capitaine des assassins qui avaient porté les premiers coups au malheureux Duphot, s'était emparé de l'épée et du ceinturon de ce général ; un prêtre, qu'on a su depuis être le curé d'une paroisse voisine, s'était approprié sa montre ; d'autres assassins s'étaient partagé le reste des dépouilles.

Le corps fut transporté dans le palais de France. A sa vue, l'ambassadeur, saisi d'horreur et d'indignation, prit sur-le-champ la résolution d'abandonner une ville perfide, où la trahison aiguisait sans cesse ses poignards pour frapper les Français, et où tous étaient menacés d'éprouver le sort de Basseville et de Duphot. On ne pouvait plus douter de la part que

[1] Marius Clary, depuis maréchal de camp.

le gouvernement romain avait prise aux événements qui venaient d'avoir lieu, puisque, depuis six heures que durait l'insurrection, aucune nouvelle n'était parvenue du Vatican, aucun secours n'avait été envoyé pour préserver le ministre de France et sa suite de la fureur des assassins. Cependant, avant de demander ses passe-ports, Joseph écrivit au cardinal secrétaire d'État, Doria Pamphili, pour l'informer des attentats commis envers la nation française, et l'inviter à se rendre lui-même au palais de l'ambassade. « Le palais de France est cerné, violé, disait le ministre français; il est instant que vous ou le gouvernement, ou quelque autre personne qui ait sa confiance, se rende ici. Je ne doute pas que vous ne vous y transportiez vous-même. Vous n'avez à traverser que vos troupes de ligne et civiques. » Un domestique fut chargé de porter cette lettre. Pour s'acquitter de cette commission hasardeuse, il lui fallut affronter les coups de fusil et les insultes d'une soldatesque effrénée qui entourait toujours le palais. Enfin, vers les huit heures du soir, une voiture s'arrête devant la porte de l'ambassadeur. Celui-ci pense que le secrétaire d'État se rend à son invitation, ou bien le gouverneur de Rome, ou quelque autre magistrat. Vain espoir; sa missive demeurait sans réponse : c'est le ministre d'un prince allié de la république française, l'envoyé du grand-duc de Toscane, en un mot le chevalier Angiolini, ami particulier de Joseph, qui se présente. Il avait traversé les patrouilles nombreuses qui circulaient dans la ville, et les détachements de ligne et de la garde civique qui entouraient le palais. Sa voiture avait été arrêtée par des forcenés, qui lui avaient demandé ironiquement *s'il aimait les coups de fusil et les dangers.* Il avait répondu avec courage que, « dans Rome, il ne pouvait exister de péril dans la juridiction de l'ambassadeur de France. » Ce reproche généreux, dans ce moment, était une critique amère et vraie de la conduite du gouvernement romain envers les officiers d'une nation à laquelle ce même gouvernement devait encore le reste de son existence politique.

Le chevalier Azara, ministre d'Espagne, suivit de près le ministre de Toscane. Cet envoyé, justement honoré de la confiance de son souverain, et dont la conduite loyale et délicate

avait mérité l'estime et l'affection de tous les Français, s'était fait un devoir de mépriser également tous les dangers pour se rendre auprès de l'ambassadeur de France, son collègue et son ami. Les deux ministres étrangers ne pouvaient pas concevoir le motif du silence obstiné que gardait le ministère papal. Joseph écrivit, à onze heures du soir, une seconde lettre au cardinal Doria pour lui demander un passe-port et des chevaux de poste, à l'effet de quitter sans délai la ville de Rome. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été faite à cette lettre, le ministre français en écrivit une troisième, encore plus ferme, dans laquelle il menaçait le gouvernement pontifical de toute la vengeance de la république française. Cette dernière missive décida le cardinal Doria. Les passe-ports nécessaires et un ordre pour obtenir des chevaux de poste furent envoyés avec une réponse dans laquelle le secrétaire d'État s'étudiait, après douze heures d'un silence absolu, à excuser les événements de la journée, et cherchait à empêcher le départ du ministre français; mais celui-ci fut inflexible, et après avoir recommandé les Français qui restaient à Rome aux chevaliers Azara et Angiolini, il partit, à six heures du matin, le 29 décembre, pour la Toscane, et se rendit à Florence chez le ministre français Cacault.

Joseph Bonaparte s'empressa d'adresser, de la capitale de la Toscane, au gouvernement français, le rapport circonstancié de tout ce qui venait de se passer à Rome. « Je croirais, disait-il en terminant cette pièce officielle, faire injure à des républicains, si j'insistais sur la vengeance que le Directoire doit tirer de ce gouvernement impie, qui, assassin de Basseville, l'est devenu, de volonté, du premier ambassadeur français qu'on a daigné lui envoyer, et de fait d'un général distingué par sa valeur dans une armée où chaque soldat était un héros ..... Ce gouvernement ne se dément pas : astucieux et téméraire pour commettre le crime, lâche et rampant lorsqu'il est commis, il est aux genoux du ministre Azara pour qu'il se rende à Florence auprès de moi et me ramène avec lui à Rome. »

Les chefs de toutes ces odieuses machinations n'avaient point pensé que les choses iraient si loin, et que les Français tiendraient une conduite aussi prudente dans des circonstances si critiques. Ils avaient espéré, au contraire, que, fiers d'être les

maîtres en Italie, ces mêmes Français auraient repoussé la force par la force, et se seraient portés à quelques excès qui eussent excusé la conduite du gouvernement romain et les eût rendus odieux à la multitude. Mais l'assassinat du général Duphot mit dans le plus grand embarras les cardinaux et les prélats qui avaient été les moteurs du mouvement insurrectionnel [1]. Ils ne surent point trouver la route qu'il fallait suivre désormais. Les hésitations du cardinal secrétaire d'État, Doria Pamphili, pouvaient faire croire qu'il n'était point étranger aux intrigues ourdies. Quant au souverain pontife, il est très-probable que tous les attentats commis pendant cette fatale journée du 28 décembre 1797 le furent sans sa participation. Attaqué d'une maladie dangereuse, que son grand âge pouvait rendre à chaque instant mortelle, il était renfermé dans son palais et ne voyait, pour ainsi dire, personne.

Quoi qu'il en soit, les ministres de S.S. n'eurent pas plus tôt appris le départ de l'ambassadeur français, qu'ils redoutèrent les suites des événements qui venaient d'avoir lieu : chose ordinaire aux gouvernements faibles et irrésolus. Après s'être conduits de manière à provoquer le courroux de la république, ces agents se virent dans l'obligation de recourir aux moyens qui pouvaient arrêter sa vengeance. On vient de voir que le cardinal Doria avait sollicité la médiation du chevalier Azara, pour offrir à Joseph Bonaparte toutes les réparations que celui-ci pourrait désirer, et l'engager à revenir à Rome. Le ministre espagnol s'était refusé à remplir cette commission déplacée, et n'avait point dissimulé au secrétaire d'État que tous les membres du corps diplomatique n'avaient pas été moins indignés de tous les excès commis, que l'ambassadeur de France lui-même. Toutes les légations des puissances alliées de la France s'étaient empressées, en effet, de témoigner à Joseph toute la part qu'elles prenaient à ce qui lui était arrivé.

Le cardinal Doria, voyant que ses démarches auprès du chevalier Azara étaient inutiles, s'adressa directement au ministre français et écrivit au marquis Massimi, envoyé du pape

[1] On désigne, dans le temps, les cardinaux Braschi, neveu du pape, Albani, Busca; les prélats Barberi, Sparziani, Galeppi, Consalvi, etc.

à Paris, pour lui tracer la marche qu'il devait tenir à l'effet d'excuser le gouvernement romain auprès du Directoire. Le pape lui-même se détermina à envoyer à Paris un légat *a latere*, chargé d'offrir de sa part toutes les réparations qu'on pourrait exiger; mais toutes ces mesures furent sans résultat. La haine contre le pontife romain s'était réveillée dans l'âme des directeurs, et ceux-ci pensaient déjà à rétablir dans Rome ce gouvernement républicain qui lui avait donné autrefois l'empire du monde. La guerre fut résolue contre le pape, et les envoyés de ce souverain ne reçurent que des réponses évasives, bien plus propres à leur inspirer des craintes qu'à ranimer leurs espérances.

Les dépêches de ces envoyés répandirent l'alarme au Vatican et dans Rome. Pie VI, épouvanté des dangers qui menaçaient la chaire de saint Pierre, ordonna des processions extraordinaires, usitées seulement dans les temps de grande calamité, et dans lesquelles on offrait à la piété des fidèles une image du Sauveur du monde, apportée, disait-on, sur la terre par des anges; mais ces moyens étaient impuissants pour conjurer la tempête qui menaçait le saint-siége. Malgré tous les soins que la police mettait à dissimuler la situation critique du gouvernement, tous ceux qui, par leurs vœux, appelaient un nouvel ordre de choses avaient l'espoir qu'ils seraient exaucés, au mépris de l'invocation adressée à la Divinité.

Dans ces circonstances extrêmes, le sacré collége osa se flatter que la cour de Naples tiendrait à la fin toutes les promesses qu'elle avait faites au souverain pontife dans le temps qu'elle l'excitait sous main à secouer le joug des Français. On s'adressa au ministère napolitain pour obtenir des secours devenus plus urgents que jamais; mais ce gouvernement n'avait point achevé les préparatifs de la levée de boucliers qu'il méditait, et les agents du pape ne reçurent d'autre réponse qu'une invitation d'apaiser ou d'amuser le Directoire français par des négociations, jusques à ce que l'armée napolitaine fût en mesure d'agir hostilement. Déçus dans leur dernier espoir, les ministres de S. S. et tous leurs partisans crurent devoir se soumettre au joug impérieux de la nécessité. Cependant leur terreur était telle, que plusieurs s'enfuirent de Rome et se réfugièrent dans diverses villes de l'Italie. Le cardinal Braschi, ne se croyant point

en sûreté auprès du pape, son oncle, l'abandonna et vint chercher un asile à Naples.

Cette disposition des esprits chez les soutiens du pouvoir pontifical se trouvait, au surplus, justifiée par tout ce qui se passait autour d'eux. Les espérances du parti opposé s'étaient accrues en raison de l'inutilité des tentatives faites par le ministère romain auprès du Directoire. Le bruit de la marche prochaine des troupes françaises sur Rome, commençant à se répandre, rendait plus audacieux tous les hommes qui désiraient devenir républicains, à l'exemple des Lombards et des autres peuples détachés de la domination papale.

La cité de Rôme se trouvait ainsi partagée entre les angoisses du désespoir chez les uns et les anxiétés de l'espérance chez les autres, lorsqu'on reçut, le 29 janvier 1798, la nouvelle que le général Alexandre Berthier, commandant les troupes restées en Italie après le départ de Bonaparte, avait reçu l'ordre de marcher sur Rome, et s'avançait déjà vers Ancône. Bientôt on apprit que l'avant-garde française était arrivée à Macerata, et que 200 hommes qui avaient voulu faire résistance à Lorette avaient été faits prisonniers. Ce commencement d'hostilités ne put laisser aucun doute sur les véritables intentions du gouvernement français, et chacun attendit, selon sa crainte ou son espoir, l'issue d'une guerre inévitable,

Le Directoire avait, en effet, intimé au général Berthier l'ordre de venger l'assassinat du général Duphot, et l'insulte faite à l'ambassadeur de la république. Ses instructions portaient : qu'il entrerait sur le territoire papal, qu'il occuperait militairement la ville de Rome, et qu'il se servirait de toute son influence pour engager les habitants à se constituer en république. Berthier, qui se trouvait à Milan lorsqu'il reçut les dépêches du Directoire, rassembla aussitôt toutes les forces françaises dont il put disposer, y réunit les levées faites par le gouvernement cisalpin, et les mit en mouvement pour exécuter la volonté directoriale. Nous avons dit que, le 29 janvier, l'avant-garde de cette armée était déjà à Macerata. Le 10 février, toutes les troupes furent réunies sous les murs de Rome, et l'avant-garde prit possession du château Saint-Ange, que les troupes du pape n'osèrent point tenter de défendre. Toutefois, le gé-

néral Berthier ne poussa pas plus loin, défendit à ses troupes l'entrée de la ville, et attendit hors des murs le résultat des efforts que les habitants allaient faire pour secouer le joug pontifical. Il avait fait prévenir, sous main, les principaux meneurs qu'ils pouvaient compter sur la protection des armes françaises.

La consternation était à peu près générale dans Rome. A l'approche des Français, un grand nombre de ceux qui tenaient encore aux préjugés religieux et à l'ancienne forme de gouvernement, avaient pris la fuite, ainsi que tous les hommes qui avaient à redouter les effets de la vengeance française : on ne voyait plus circuler dans la ville que les partisans du système républicain et les dernières classes de la population. Quelques cardinaux et prélats, en petit nombre, étaient restés auprès du souverain pontife, qui, toujours confiant dans le respect que les Français avaient montré jusqu'alors pour son caractère et pour sa personne, espérait encore pouvoir se tirer de sa situation désespérée par de nouveaux sacrifices.

Cependant les futurs républicains avaient envoyé une députation auprès du général français, pour l'inviter avec instance à faire son entrée dans la ville et à protéger, par sa présence, le mouvement qui allait s'opérer. Berthier répondit aux députés, qu'il verrait avec plaisir les Romains se ressouvenir de leur antique renommée, et faire des efforts généreux pour reconquérir la liberté; mais que, voulant prouver à l'Europe qu'ils étaient entièrement libres dans leur détermination, il ne ferait son entrée dans Rome que lorsque la révolution projetée serait achevée. Cette réponse du fidèle compagnon de Bonaparte exalta davantage les esprits, et tout fut bientôt préparé pour l'insurrection que les Français attendaient depuis plusieurs jours.

Le 15 février, jour anniversaire de la vingt-troisième année du pontificat de Pie VI, un rassemblement assez considérable d'habitants de Rome eut lieu dans le Campo-Vaccino, l'ancien *Forum Romanum* : le pape recevait à ce moment les félicitations de ceux qui étaient restés fidèles à sa fortune. Son palais est investi tout à coup, et le pontife est tiré de sa sécurité par les cris de *Vive la république! à bas le pape!* que les insurgés font entendre sous ses croisées. Cependant un reste de respect pour l'âge et la dignité du saint-père empêcha ceux-ci de péné-

trer dans l'intérieur du palais. Ils l'eussent pu facilement, car rien n'était disposé pour s'opposer à l'invasion. Pie VI, effrayé, se met en prières et invoque la protection du ciel. Toutefois cette portion des conjurés va rejoindre ceux que réunissait le *Campo-Vaccino*. Les chefs de l'insurrection avaient rédigé d'avance un acte qui constatait la reprise du droit de souveraineté par le peuple. Il y était dit, en substance, « que le peuple romain, opprimé depuis très-longtemps par un gouvernement de prêtres, vrai monstre politique, avait tenté plusieurs fois en vain d'en secouer le joug insupportable; qu'une magie secrète de superstition, d'intérêt et de force armée, combinés contre ses efforts, avait rendu jusqu'à présent ses tentatives inutiles; mais qu'enfin ce gouvernement venait de s'écrouler de lui-même par ses alternatives de bassesse et d'orgueil; que le peuple romain, craignant de lui voir succéder ou l'horrible anarchie, ou une pire tyrannie, avait rassemblé tout son courage et recueilli toutes ses forces pour se soustraire aux résultats de cette dissolution; qu'il s'était, en conséquence, décidé à revendiquer ses droits de souveraineté; qu'enfin ce peuple réuni déclarait, avec un seul esprit et d'une seule voix, à Dieu même et à l'univers,

« Que le peuple romain n'avait eu aucune part aux attentats affreux, et aux assassinats par lesquels son gouvernement avait si gravement offensé la nation française et la république invincible, attentats que le peuple détestait et abhorrait, et dont les auteurs étaient voués à l'infamie;

« Qu'en supprimant et abolissant les autorités politiques, économiques et civiles de ce gouvernement sacerdotal, le peuple se constituait lui-même en souverain libre et indépendant; qu'il reprenait les pouvoirs législatif et exécutif; qu'il les exercerait par ses représentants suivant les droits de l'homme, qui sont imprescriptibles, et d'après les principes qui fondent la justice, la vérité, la liberté, l'égalité, etc.; enfin l'acte du peuple souverain (*atto del popolo sovrano*) contenait l'institution de sept consuls, de préfets, d'édiles et autres magistrats. »

Ainsi les successeurs des fiers Romains semblaient vouloir rappeler le souvenir de leurs illustres prédécesseurs en recréant ces magistratures et ces formes antimonarchiques qui avaient

produit les héros de l'ancienne Rome; mais cette république avait été fondée sur les bonnes mœurs, et Rome moderne était une des villes de l'Europe où la dissolution exerçait le plus son empire. Il était donc impossible qu'une république créée par des hommes corrompus eût une longue existence : aussi ces Romains de la fin du dix-huitième siècle furent-ils encore moins heureux, dans leurs efforts pour devenir libres, que ne le furent ceux qui tentèrent la même entreprise, dans le quatorzième, sous la direction du tribun Nicolas Rienzi.

Les fondateurs de la nouvelle république s'empressèrent d'envoyer au général Berthier huit d'entre eux pour l'informer que Rome venait enfin de s'affranchir et n'attendait plus que sa présence pour cimenter sa liberté. Berthier, préparé à cet événement, se décida à faire de suite son entrée solennelle dans la ville des Césars et des successeurs de saint Pierre. Il se mit en marche, accompagné d'un nombreux état-major, d'un détachement pris dans chacun des corps de cavalerie et des grenadiers de l'armée. Après avoir traversé la ville au milieu d'une foule immense que la curiosité du spectacle attirait encore plus que l'amour de la liberté, le général français monta au Capitole (*Campi doglio*), et salua, au nom du peuple français, la nouvelle république romaine. Après avoir déclaré que cette république, reconnue libre et indépendante par la France, se composerait de tout le territoire resté au pape par le traité de Tolentino, Berthier fit le tour de la place du Capitole, aux cris mille fois répétés de *Vive la liberté! vivent la république française! la république romaine, les généraux Bonaparte et Berthier, l'invincible armée française!!!* etc.; et, s'étant arrêté au milieu de cette immense population qui se pressait sur ses pas, il réclama le silence et prononça un discours dont nous extrairons ce passage :

« Mânes de Caton, de Pompée, de Brutus, de Cicéron, d'Hortensius, recevez l'hommage des hommes libres dans ce Capitole où vous avez tant de fois défendu les droits du peuple et illustré la république romaine. Ces enfants des Gaulois, l'olivier de la paix à la main, viennent dans ce lieu auguste y rétablir les autels de la liberté dressés par le premier des Brutus. Et vous, peuple romain, qui venez de reprendre vos droits légi-

times, rappelez-vous quel sang coule dans vos veines; jetez les yeux sur les monuments de gloire qui vous environnent; reprenez les vertus de vos pères, montrez-vous dignes de leur antique grandeur, et prouvez à l'Europe qu'il est encore parmi vous des âmes qui n'ont point dégénéré de celles de vos ancêtres.... »

Le lendemain de cette journée, on rendit, dans les églises de Rome, des actions de grâces à l'Être suprême : quatorze cardinaux, qui avaient signé l'acte d'affranchissement et une renonciation solennelle à tous leurs droits politiques, chantèrent le *Te Deum* dans la superbe basilique de Saint-Pierre; ces cardinaux n'avaient pris aucune part à l'attentat du 28 décembre, et le désir de finir leurs jours dans Rome les avait engagés à une démarche qui annonçait plus d'égoïsme que de courage.

Tandis qu'un peuple amateur de nouveautés faisait retentir la cité des acclamations de sa prétendue reconnaissance envers les Français, enfermé dans son palais et presque abandonné de la plupart des grands de l'Église et de la noblesse romaine, Pie VI ignorait encore les résultats du mouvement insurrectionnel, dont il avait entendu les premières approches. Prosterné aux pieds du Rédempteur des hommes, il appelait, comme nous l'avons dit, la protection divine sur sa tête vénérable, qu'il croyait menacée : ses serviteurs étaient restés muets, et aucun d'eux n'avait eu la force de lui dire que son règne n'était plus de ce monde, comme celui de son divin Maître. Il fallut que le général français Cervoni pénétrât jusqu'à S. S. et l'avertît que le peuple venait d'abolir le gouvernement papal, et de reprendre l'exercice de sa souveraineté. Le respectable vieillard, levant les yeux au ciel, et offrant ce sacrifice, peu coûteux pour lui, au Maître de toutes choses, reçut la nouvelle de sa déchéance temporelle avec encore plus de sérénité d'âme et de calme qu'on n'en pouvait attendre de son grand âge et de ses nombreuses infirmités. Résigné aux décrets impénétrables de la Providence, il demanda au général Berthier, et obtint de lui, la permission de se retirer en Toscane. Le 20 février, Pie VI quitta le palais d'où ses prédécesseurs, armés de la foudre spirituelle, avaient jadis fait trembler sur leur trône les rois les plus puissants de l'Europe, et fut chercher un asile dans une cellule obscure de la chartreuse de Pise.

La révolution opérée à Rome s'étendit promptement dans toutes les autres villes des États du pape : elles s'empressèrent d'envoyer leur adhésion aux changements qui venaient d'avoir lieu, et de demander qu'on les fît participer au nouvel ordre de choses ; mais, en détruisant ainsi son ancien gouvernement, le peuple romain déclara que son intention était de conserver la religion catholique, apostolique et romaine, qu'il continuait à vénérer et à observer, et de laisser intactes la dignité et l'autorité spirituelle du chef de l'Église.

Après le départ du pape, les scellés furent apposés au Vatican et sur tous les papiers de la cour de Rome. Le général Berthier publia deux arrêtés : le premier portait l'abolition du droit d'asile dans les églises et dans les juridictions civiles et criminelles des ambassadeurs ; le second ordonnait à tous les émigrés de quitter Rome et le territoire de la république romaine dans les vingt-quatre heures de la publication de l'arrêté (le cardinal Maury était spécialement désigné dans cette mesure). La saisie et vente de tous leurs biens au profit de la république étaient ordonnées. Quant aux prêtres français exilés ou déportés, ils pouvaient rester provisoirement dans les lieux où ils se trouvaient, jusques à ce qu'il fût pris à leur égard des mesures particulières.

Une cérémonie funèbre eut lieu, le 28 février, en l'honneur du général Duphot, si lâchement assassiné. Un catafalque fut élevé sur la place Saint-Pierre, à côté de l'obélisque. Des détachements des troupes de toute arme occupèrent la place, et le peuple fut distribué sous les colonnes et aux fenêtres du Vatican ; ce qui donnait à cette vaste enceinte l'aspect des cirques de l'ancienne Rome. Plusieurs discours furent prononcés par les généraux français à la louange de leur infortuné compagnon d'armes, et la cérémonie finit par l'oraison funèbre du défunt, que prononça le citoyen romain Faustino Gagliaffi. Le cortége quitta ensuite la place Saint-Pierre, et se remit en marche vers le Capitole. Un grenadier, un carabinier (d'infanterie légère), un chasseur et un dragon portaient religieusement l'urne funéraire, et une musique guerrière exécutait des morceaux analogues à la pompe funèbre. Arrivés à la place où Duphot avait été assassiné, chaque peloton fit successivement une décharge,

comme pour purifier cette place, théâtre d'un sanglant outrage envers la nation française. Une colonne sans ornement y avait été placée, avec une inscription qui retraçait le crime et la réparation. De là le cortége se rendit à la place du Capitole, où l'urne cinéraire fut déposée sur le sommet d'une colonne antique.

Toutefois le Directoire français ne prit point des mesures propres à gagner l'affection des Romains. Les plus riches familles se virent pillées par des concussionnaires que ne purent réprimer deux hommes aussi recommandables par leur vertus privées que par leurs talents, et faits l'un et l'autre pour honorer la mission qui leur était confiée, le législateur Daunou et le savant Monge. Des mouvements insurrectionnels, provoqués par la conduite de cette foule de vampires qui déshonoraient les triomphes de l'armée d'Italie, se manifestèrent tant dans Rome que dans les campagnes qui avoisinent cette capitale.

Le général Berthier, ayant été appelé aux fonctions de chef d'état-major général de l'armée d'Angleterre, dont la formation semblait dès lors se préparer avec une grande activité, fut remplacé dans le commandement de l'armée de Rome par le général Masséna. Berthier quitta Rome dans les derniers jours de février, en remettant à son successeur les instructions nécessaires pour terminer la révolution qui venait de s'opérer.

Masséna était sans contredit l'un des plus braves et des plus habiles généraux qui aient illustré le nom français en Italie; mais il ne possédait pas au même degré les talents et les qualités nécessaires pour concilier les esprits dans des moments difficiles et pour empêcher les désordres qui résultent d'un état de choses violent. Ardent, impétueux, il manquait de cette douceur et de cette flexibilité de caractère qui sont nécessaires, dans les temps de révolution, aux hommes qui sont appelés à y jouer le rôle de modérateurs. On lui reprochait aussi un grand amour pour les richesses; et ce défaut, dans les circonstances où il allait se trouver placé, était bien propre à faire perdre aux Français les avantages politiques qu'ils pouvaient retirer de l'établissement d'une république à Rome. Cependant qui eût osé

soupçonner que l'*enfant gâté de la victoire* pût devenir l'occasion ou le prétexte de la première sédition militaire que l'on rencontre dans les fastes de l'armée française pendant la guerre de la révolution?

Dans les premiers jours de son arrivée à Rome, Masséna parut s'occuper avec zèle du soin d'affermir la nouvelle république sur les bases fondées par son prédécesseur. Les commissaires du Directoire français que nous avons déjà nommés, et un troisième appelé Florent, étaient destinés à aider le général en chef dans cette œuvre politique. Ils s'entendirent avec lui pour mettre en exercice les magistrats que le peuple s'était choisis.

Parmi les Français qui se trouvaient alors à Rome, il y avait un grand nombre d'individus qui, dès l'origine de la guerre, n'étaient venus en Italie que dans l'espoir d'y faire fortune en pillant à la suite des armées. Par l'obligation où l'on avait été de donner beaucoup d'emplois à des Français dans l'administration des pays qui se trouvaient sous l'influence française, les employés supérieurs n'avaient point apporté dans leurs choix le scrupule nécessaire; et une foule de gens sans mœurs, sans délicatesse furent investis de fonctions qui les mettaient à même de se livrer à tous les excès du pillage. Déjà plusieurs de ces concussionnaires odieux venaient d'obtenir à Rome des emplois de cette nature, et bientôt on les vit organiser sans pudeur des espèces de bureaux de vols et de dévastations. Sous le prétexte de mettre à exécution un arrêté du général Berthier qui ordonnait la vente de tous les biens meubles et immeubles des émigrés, ces misérables se portèrent dans les plus riches maisons de Rome, et s'emparèrent audacieusement de l'or, de l'argent, des bijoux et de tous les objets précieux qu'ils trouvèrent. Vainement un grand nombre de Romains qui n'étaient point portés sur les listes d'émigration réclamèrent-ils contre ces déprédations scandaleuses; ils ne furent point écoutés, et la plupart des somptueux palais de Rome furent en peu de temps dépouillés de toutes leurs richesses et des chefs-d'œuvre des arts qui en faisaient l'ornement. Si ces êtres avides se fussent contentés d'enlever l'or et l'argent, le peuple romain eût peut-être vu avec indifférence cette violation des droits de la propriété;

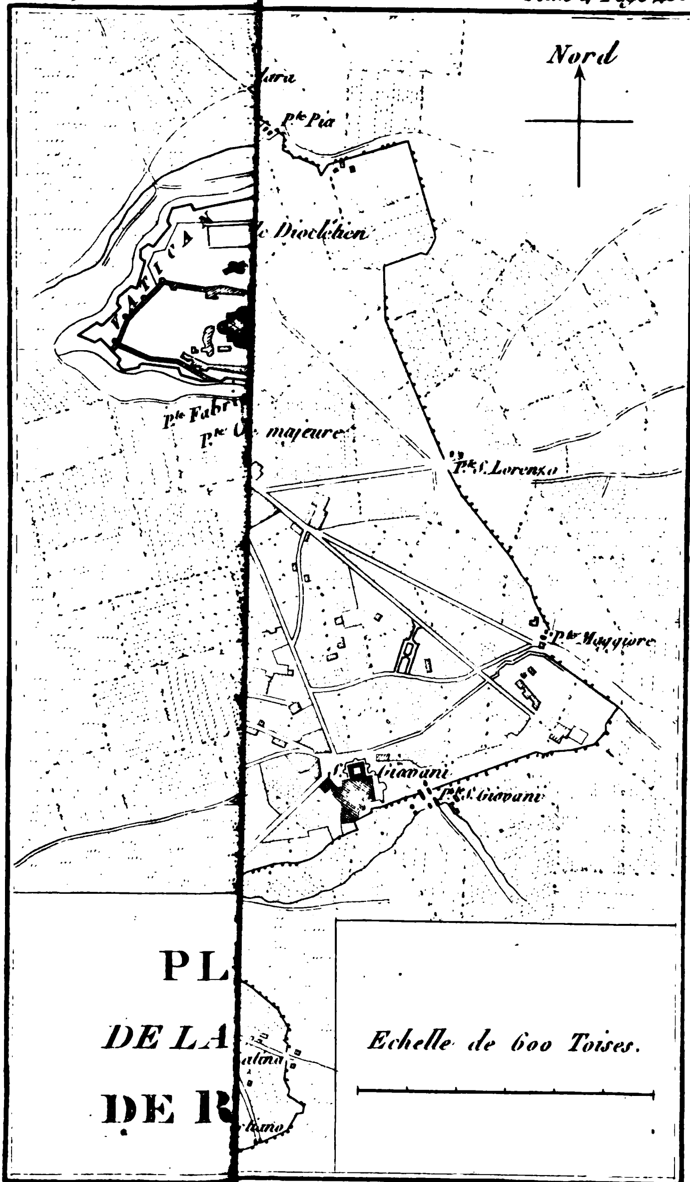
mais ce fut dans Rome un deuil général lorsqu'on vit cette dilapidation des objets d'art par des hommes qui semblaient rappeler le temps des Huns, des Goths et des Vandales.

Toutefois l'armée française donna, dans cette circonstance, une nouvelle preuve de cette vérité consacrée depuis par tant de témoignages respectables, que *l'honneur national était resté intact sous les drapeaux de la France républicaine.* A l'aspect des dévastations commises par des hommes qui osaient se dire Français, un cri d'indignation s'éleva dans tous les rangs : ces dignes guerriers rougirent d'entendre les plaintes formées de toutes parts par les Romains mis ainsi au pillage.

Les officiers se rendirent les interprètes de leurs braves soldats, et le corps entier crut devoir s'adresser au général Masséna pour le prier d'interposer son autorité à l'effet de faire cesser des excès qui pouvaient imprimer à l'honneur français une tache indélébile. Par les causes que nous avons déduites plus haut, et qui tenaient au caractère particulier du général en chef, cette adresse, présentée au nom de l'orgueil national humilié, ne fut point accueillie avec les égards qu'elle méritait, et les officiers en conservèrent un ressentiment dont Masséna ne tarda point à éprouver le funeste résultat.

Mécontente de son général en chef, qui semblait laisser, avec trop de condescendance, des misérables flétrir des lauriers cueillis à Arcole et à Rivoli, l'armée française se trouvait d'ailleurs dans un état de dénûment qui ne contribuait pas médiocrement à augmenter l'irritation que lui causait le spectacle du brigandage. Tandis que les voleurs protégés partageaient les dépouilles romaines, les soldats français, privés de leur solde depuis cinq mois, manquaient des choses les plus nécessaires à la vie et excitaient la compassion des Romains eux-mêmes, étonnés de leur modération et de leur discipline au milieu des exactions de tout genre. Le luxe excessif des employés civils et les étranges prodigalités de certains personnages de l'état-major contrastaient d'une manière révoltante avec la situation où se trouvaient les soldats et les officiers.

Aucune occasion ne pouvait donc être plus favorable aux ennemis de la république pour exciter les Romains à l'insurrection et fomenter l'esprit de sédition chez les troupes françaises. L'ar-


Nord
p.te Pia
Dioclétien
p.te Fabri
p.te majeure
P.te S. Lorenzo
P.te Maggiore
S. Giovani
P.te S. Giovani
PL
DE LA
DE R
Echelle de 600 Toises.

mée se trouvait en opposition directe avec son général, et partageait les sentiments des Romains sur la conduite des concussionnaires. Il était naturel de supposer que, dans le cas d'un mouvement insurrectionnel, les soldats se prêteraient avec répugnance aux mesures de répression qui seraient employées. Les partisans du gouvernement pontifical combinèrent, en conséquence, un double complot, dont l'un avait pour but la révolte des soldats français contre leur général, et l'autre celui de faire insurger le peuple contre les nouveaux magistrats qu'il s'était donnés, ou plutôt qu'on lui avait imposés. A cet effet, des agents adroits se répandirent parmi les soldats français, échauffèrent leur mécontentement en exagérant leur misère, et en les excitant à se faire justice eux-mêmes et à punir l'insatiable avidité de ceux qui déshonoraient la grande nation par leur conduite. Le 27 février, tous les officiers et sous-officiers des corps composant l'armée de Rome se réunirent dans l'église du Panthéon; ils y rédigèrent une adresse dans laquelle ils exposèrent au Directoire les griefs qui les forçaient à s'assembler ainsi illégalement. Masséna s'efforça vainement de les ramener dans le chemin de la discipline et de l'obéissance. Un adjudant général vint, en son nom, sommer l'assemblée de se dissoudre à l'instant. Les officiers s'y refusèrent, en disant qu'ils préféraient la mort à la honte dont on voulait couvrir l'armée et la patrie. Une députation fut nommée pour porter à Masséna copie de l'adresse qui venait d'être rédigée, et lui représenter que le but de cette réunion des officiers et sous-officiers était de convaincre le peuple romain que l'armée n'était point coupable du pillage dont celui-ci était la victime.

Masséna s'emporta avec violence à la vue de la députation, refusa de prendre l'adresse qui lui était présentée, et jura de punir l'insubordination et l'insolence de ceux qui en étaient les auteurs. Cependant les choses en demeurèrent là le 27; et plusieurs des membres de l'assemblée s'étant présentés le soir chez le général en chef, il les reçut comme à l'ordinaire, sans donner aucun signe de mécontentement ou de ressentiment. Mais le lendemain, l'assemblée s'étant formée de nouveau, Masséna fit battre la générale. A ce signal de danger, tous les officiers et sous-officiers s'empressèrent de se rendre à leurs postes res-

pectifs. Le général en chef venait de prendre un arrêté portant qu'il ne resterait pas plus de 3,000 hommes de garnison dans Rome. Une telle mesure était peut-être imprudente dans un moment où l'on n'ignorait pas les menées des ennemis de l'ordre de choses actuel pour insurger la populace et la porter à de nouveaux excès contre les Français. Cette considération servit de prétexte aux officiers pour refuser d'obéir à l'ordre du général en chef; ils s'obstinèrent à vouloir rester dans Rome, et l'événement ne tarda pas à prouver que leur désobéissance avait un motif raisonnable. Voyant son autorité méconnue, et craignant les suites funestes que pouvait entraîner la prolongation de cette lutte, Masséna se démit du commandement en chef, qu'il confia provisoirement au général Dallemagne, sortit de Rome avec quelque précipitation, et quitta l'Italie pour se rendre à Paris.

Le peuple de Rome, instruit que l'armée française devait quitter la ville, à l'exception de 3,000 hommes, crut le moment favorable pour secouer le joug. Dans l'instant même où l'effervescence des esprits ôtait aux soldats une partie de leurs forces, en relâchant les liens si nécessaires de la discipline, le quartier populeux de Trastevere (faubourg de Rome) se levait en masse, s'armait et semblait disposé à renouveler les vêpres siciliennes. Conduits par un prêtre qui portait une bannière sur laquelle était empreinte l'image de la Vierge, les insurgés s'avancèrent dans les rues de Rome, ramassant sur leur passage tous ceux qui avaient quelque intérêt à se joindre à eux, se jetèrent sur tous les soldats français qui se trouvaient isolés, les massacrèrent, s'emparèrent de plusieurs postes, et se portèrent vers le château Saint-Ange après avoir égorgé la garde de l'église de Saint-Pierre. Dans cette circonstance critique, les soldats français allaient peut-être devenir tous les victimes de leur indiscipline, lorsque le général Dallemagne, ayant réuni quelques braves, se précipita à la rencontre des révoltés, et forma un point d'appui où vinrent se réunir tous les Français qui n'étaient point encore cernés. Déjà la garde civique romaine était, fort heureusement, organisée. Une partie de ce corps, rassemblé au premier bruit de l'insurrection, vint fondre tout à coup sur les derrières de la colonne insurgée, tandis que les Français

l'attaquaient de front. La populace trastéverine fut bientôt mise en fuite. Au bout de quelques heures, la tranquillité se rétablit dans la ville, et le général Dallemagne retrouva des soldats obéissants dans ces mêmes hommes que Masséna avait laissés rebelles.

Tandis que ces troubles se manifestaient dans Rome, le même mouvement s'opérait dans d'autres parties du territoire romain. Des rassemblements formés à Castel-Gandolfo, Rocca di Papa, Velletri, s'étaient avancés vers Rome pour seconder les efforts des rebelles de l'intérieur. Le général Murat marcha sur ces rassemblements, les attaqua à l'improviste, les tailla en pièces, et enleva des otages dans les villes, bourgs ou villages qui avaient pris part à la sédition.

Partageant l'opinion de l'armée au sujet des déprédations commises à Rome, le général Dallemagne fit publier et afficher une proclamation au peuple romain, dans laquelle il signalait l'indignation des militaires français contre les voleurs et les misérables qui avaient été la cause ou le prétexte du mécontentement général. Un grand nombre de prévenus de vols et de pillage furent livrés à la justice civile et condamnés selon la gravité de leurs délits.

Le général Gouvion-Saint-Cyr remplaça peu de temps après le général Dallemagne, et les Romains n'eurent qu'à se féliciter des mesures sages et conciliatrices de ce nouveau chef de l'armée française. La tranquillité de la ville de Rome ne fut plus troublée que lorsque le génie des coalitions, un moment terrassé par les victoires de l'armée d'Italie, releva tout à coup sa tête, et ralluma dans les cœurs le feu de la discorde et le désir de la vengeance.

Déclaration de guerre du roi de Naples à la France; occupation de Rome et d'une partie des États du pape par l'armée napolitaine, etc. — La terreur seule avait pu forcer la cour de Naples à traiter avec le général Bonaparte; mais lorsque le gouvernement napolitain se vit délivré de la présence d'un adversaire aussi redoutable, et qu'il jeta les yeux sur le petit nombre des troupes laissées à la défense du pays conquis, il se crut assez fort pour oublier ses promesses et violer la foi jurée : le ministre Acton reprit toute son audace, et prêta son appui aux vues du cabinet britannique. Le roi Ferdinand, par suite de

ses inclinations pacifiques, opposa d'abord quelque résistance aux nouveaux projets formés par la reine et son favori pour faire la guerre à la république française; mais ce prince faible se laissa bientôt persuader par une femme qu'il adorait, et par un ministre qui n'avait point perdu sa confiance. On ne parla plus dans Naples que de combattre les Français, et le gouvernement ne s'occupa plus que des moyens de le faire avec avantage.

On croira facilement que les émissaires secrets, que l'Angleterre n'avait point cessé d'entretenir à Naples, étaient les premiers auteurs de ces nouvelles dispositions de la cour. Les Anglais, reçus jusqu'alors avec une indifférence apparente, furent comblés de prévenances et d'égards, et ils s'empressèrent d'attiser les feux renaissants de la discorde et de la haine. Un traité d'alliance fut promptement conclu entre les cabinets de Londres et de Naples : l'un promettait de riches subsides, l'autre s'engageait à fournir des soldats. L'Angleterre se chargeait en outre d'entretenir à ses frais tous les agents que le roi de Naples devait envoyer en Italie pour préparer les peuples à un soulèvement général contre les Français.

Fière de l'appui de la Grande-Bretagne, la cour de Naples ne craignit point de lever enfin le masque; et le premier acte d'hostilité qu'elle commit envers la république, fut d'ouvrir, au mépris du traité conclu à Paris, ses ports aux vaisseaux anglais. Nous avons dit plus haut comment l'escadre de Nelson avait été accueillie dans les ports napolitains avant d'avoir joint l'armée navale française sur les côtes d'Égypte. Après la victoire d'Aboukir, l'amiral anglais fut reçu en triomphateur par la cour de Naples, et les Français qui se trouvaient en cette dernière ville eurent la douleur de voir entrer dans le port les vaisseaux britanniques traînant à leur suite les tristes débris de la flotte de Brueys. La présence de Nelson n'aurait pas excité un plus vif enthousiasme en Angleterre : la reine Caroline, surtout, fit éclater une joie qui démontrait assez combien était forte la haine qu'elle portait à la France républicaine. Le roi lui-même avait été au-devant de l'amiral jusqu'à plus de deux lieues en mer. On accabla d'honneurs l'homme qui venait d'anéantir la marine française dans la Méditerranée. Son front

défiguré, et couvert de cicatrices encore récentes, s'embellit même aux yeux de lady Hamilton, épouse du ministre anglais près de la cour de Naples et l'une des femmes les plus séduisantes de l'Europe; cette dame conçut dès lors pour le héros d'Aboukir une passion violente qui rappelle celle de Cléopâtre pour Antoine, et à laquelle la mort seule a pu mettre fin.

Cependant l'ambassadeur de la république française, Garat, protestait, au nom de son gouvernement, contre une violation aussi manifeste du traité de paix subsistant encore; la cour de Naples répondit à cette protestation par un mensonge : elle assura qu'en recevant Nelson dans le port de Naples, le roi cédait à la menace faite par cet amiral d'incendier la ville, si on refusait de le laisser entrer, lui et ses vaisseaux. Dans le même temps, les Français isolés qui se trouvaient à Naples, et ceux des habitants de cette ville qu'on regardait comme partisans des idées révolutionnaires, éprouvaient des persécutions indirectes. Les réclamations qui furent faites à ce sujet restèrent sans effet. Ce fut sans doute dans la crainte de voir rompre trop promptement les conférences de Rastadt, et d'être engagé de nouveau dans une guerre continentale, à laquelle il n'était pas préparé, que le Directoire exécutif supporta avec tant de patience les insultes du cabinet napolitain.

Les troupes réunies à Rome, et qui seules auraient pu être employées contre Naples, étaient trop peu nombreuses pour qu'on tentât prématurément cette expédition. Cette dernière considération devait contribuer à augmenter l'audace des Napolitains.

Les subsides anglais arrivèrent et mirent le ministre Acton à même d'organiser une armée de 60,000 hommes. Des armes, des munitions, des habillements, furent envoyés de Londres. Le roi Ferdinand, qui se regardait déjà comme le libérateur de l'Italie, ne voulut négliger aucun des moyens qui pouvaient assurer le succès de cette haute entreprise : une ordonnance de ce monarque prescrivit à toutes les caisses publiques de verser au trésor royal tout le numéraire qu'elles contenaient. Des bons ou billets royaux, qui furent créés à cet effet, devaient être donnés en échange. L'argenterie des églises et celle des particuliers furent requises pour la même destination.

L'état-major général napolitain ne présentant aucun officier qui fût jugé digne de commander l'armée, le roi s'adressa à l'empereur d'Autriche pour obtenir, de son choix, un général capable de vaincre les Français : Mack fut envoyé. C'était un de ces faiseurs de plans militaires qui, sans consulter l'expérience, ont la prétention de diriger les armées d'après une théorie formée dans le cabinet plutôt que sur le champ de bataille, et qui, mis à l'œuvre, ne retirent presque toujours que honte et confusion de l'application de leurs principes plus souvent erronés que vrais. Mack se rendit à Naples, escorté de ses plans de campagne : l'ostentation de sa science militaire était bien propre à porter jusqu'au délire l'enthousiasme de la cour napolitaine. Le roi, la reine, le ministre Acton, lady Hamilton, qui jouait aussi un rôle fort important dans les conjonctures présentes, tous les courtisans enfin, ne se lassaient point d'écouter avec admiration le récit pompeux des opérations que le général autrichien allait entreprendre, à la tête de la nombreuse armée dont on lui confiait, à tant de titres, la direction.

La confiance du roi Ferdinand ou plutôt de la reine Caroline dans le génie de Mack était si grande, que le gouvernement napolitain n'attendit point que le cabinet autrichien prît, suivant sa promesse tacite, l'initiative des hostilités; et d'ailleurs le parti anglais, qui maintenant se trouvait tout-puissant à Naples, eut bientôt dissipé les scrupules qui semblaient empêcher encore le roi de déclarer ainsi la guerre *ex abrupto* à la république française. Il importait peu au cabinet de Saint-James de voir triompher d'abord les Napolitains; il lui suffisait de voir la guerre rallumée en Italie, afin d'amener la dissolution du congrès de Rastadt, et de vaincre enfin l'irrésolution de l'Autriche.

L'armée napolitaine, sous les ordres de Mack, déboucha, le 24 novembre, par trois points à la fois, sur le territoire romain. L'aile droite longea l'Adriatique, passa le Tronto, chassa d'Ascoli un faible détachement français qui s'y trouvait, et prit sa direction sur Porto-di-Fermo; le centre descendit des Apennins par Aquila, et marcha sur Rieti; un corps détaché en partisans sortit de Sulmona après avoir longé le lac de Celano, vint à Tivoli pour s'avancer ensuite sur Terni; enfin, l'aile

gauche, où se trouvaient le roi et le général en chef Mack, passa le Garigliano sur trois colonnes, à Isola, Ceprano, Santa-Agata, et marcha droit sur Rome par les marais Pontins, Valmontone et Frascati.

Les troupes françaises formant l'armée de Rome s'élevaient à peine à 16,000 hommes, disséminés sur un vaste terrain. Tous les corps étaient incomplets, l'artillerie mal attelée, les magasins vides. La droite de cette armée occupait Terracina, Piserno, Prossedi, Frosinone, Veroli et Tivoli; le centre était à Rieti; Assoli, Fermo, Macerata et Ancône étaient occupés par les troupes de la gauche. Les communications étaient rendues difficiles par la chaîne de montagnes qui séparait ces différents corps.

Un ordre du Directoire vint encore, presque à la veille de l'attaque, affaiblir les moyens de résistance. Malgré ses représentations, le général en chef fut obligé d'envoyer 3,000 hommes à Corfou pour renforcer la garnison de cette place.

Attaquant sans déclaration préalable des forces inférieures et ainsi décousues, le général Mack n'eut pas de grands efforts à faire, avec les nombreuses troupes qu'il avait sous ses ordres, pour surprendre l'armée française, et la tourner en deçà et au delà des montagnes. En effet, au premier choc, les postes épars se replièrent, et les Napolitains durent compter sur un succès rapide et continu.

Cependant Championnet, nommé général en chef de l'armée de Rome, venait d'arriver dans cette ville pour y apprendre la nouvelle de l'envahissement du territoire romain par l'armée napolitaine. Le château Saint-Ange tira le canon d'alarme, la générale fut battue dans la ville, et le nouveau général se hâta de prendre les dispositions que lui permettait l'imminence du danger. Le peu de troupes françaises et polonaises qui formaient la garnison de Rome se mit sur-le-champ en mouvement avec de l'artillerie, pour se porter sur les points principaux d'attaque. Championnet partit à la tête de cette colonne, après avoir ordonné de couper le pont de Tivoli sur le Teverone. Les instructions données par le Directoire à ce général portaient : de se replier d'abord, dans le cas d'une attaque de la part de l'armée napolitaine, jusque sur les frontières de la république cisalpine,

afin de venir s'appuyer à l'armée que commandait le général Joubert; mais Championnet crut devoir éluder un ordre qui lui semblait déshonorant pour les braves troupes sous ses ordres. Il se borna donc à faire évacuer Rome, dont il regardait la défense comme impraticable avec le peu de forces dont il pouvait disposer, et mit garnison dans le château Saint-Ange, qu'il lui importait de conserver.

La gauche de l'armée française, forcée d'abandonner Ascoli, s'était repliée sur Fermo, au bord de l'Adriatique. Là, les généraux Casabianca, Rusca et Monnier avaient rassemblé les détachements dispersés dans les montagnes; et, se portant ensuite avec vivacité sur la droite de l'armée napolitaine, ils l'avaient repoussée. Les 17ᵉ et 73ᵉ demi-brigades de ligne, appuyées par le 19ᵉ de dragons, réussirent à reprendre le village d'Ascoli. Une poignée de braves des troupes du centre, sous les ordres du général Lemoine, avaient opposé jusqu'alors une vive résistance à l'ennemi, dans l'étroite plaine de Terni; mais ils allaient céder au nombre, lorsque le général Dufresse, à la tête de la 97ᵉ demi-brigade, arriva de Spoleto à marche forcée. Les soldats français, presque sans cartouches, marchèrent au pas de charge et à la baïonnette sur les Napolitains, les culbutèrent et restèrent maîtres de Terni.

Ces succès inattendus dégagèrent la droite de l'armée française. Ce corps était le plus avancé, puisqu'il occupait Terracina et Veroli, et sa retraite devenait difficile devant les 40,000 hommes que commandaient Mack et le roi Ferdinand en personne : il fallait parcourir un long espace; cependant la retraite s'effectua avec tout le calme et la précision convenables. L'évacuation de Rome fut protégée, et le général Championnet put emmener avec lui les membres du gouvernement républicain et ceux qui avaient à redouter la persécution d'un roi qui s'annonçait comme le vengeur de la religion outragée dans la personne de son pontife suprême. Championnet promit solennellement, au commandant de la garnison qu'il laissait dans le château Saint-Ange, de rentrer vainqueur dans Rome, au bout de vingt jours [1]. La retraite se continua dans le meilleur ordre, et les

[1] Ce général tint parole. Dix-sept jours après son départ de Rome, il revint victorieux, ainsi que nous le dirons plus bas.

Français vinrent s'adosser aux montagnes, après avoir placé une avant-garde à Nepi et à Rignano, afin de tenir l'ennemi en échec, et pour observer en même temps l'ancienne route de Rome à Civita-Castellana, et celle qui conduit à Florence. Le gros des troupes prit position en arrière du ravin de Civita-Castellana, dont Championnet fit occuper le château fortifié. Le pont de Borghetto, sur le Tibre, fut retranché; le général Lemoine occupa Rieti, et le général Rusca se plaça sur le Tronto, où il se fortifia : le quartier général s'établit à Terni.

Pendant que Championnet effectuait ainsi sa retraite pour être bientôt en mesure de prendre sa revanche sur le présomptueux Mack, celui-ci s'était avancé sur Rome; et le roi Ferdinand fit son entrée solennelle dans cette ville le 29 novembre, à cinq heures du soir, au milieu des acclamations délirantes de ce même peuple, qui naguère paraissait avoir applaudi à l'établissement du gouvernement républicain dans ses murs. Le roi descendit au palais Farnèse, dont il était propriétaire, et reçut le lendemain les félicitations des grands, des prélats et des députés des différentes classes d'habitants. Les princes Aldobrandini Borghèse, Gabrielli, les marquis Camillo Massimi et Ricci furent nommés, par Ferdinand, membres du gouvernement provisoire; et le chevalier Valentino prit le commandement de la garde bourgeoise.

La populace n'avait pas plus tôt vu partir les Français, qu'elle s'était répandue dans les rues de la ville, et avait détruit tout ce qui pouvait rappeler la présence de ces dominateurs à Rome. Les armoiries de la république romaine et celles de France furent arrachées des édifices qui les portaient. Les arbres de la liberté furent abattus; on leur substitua des croix expiatoires. Le mausolée élevé à la mémoire du général Duphot fut renversé, et les cendres de ce guerrier, deux fois outragé par les Romains, furent jetées au vent. Ces excès, commis par des fanatiques et les plus vils de tous les hommes, seraient peut-être excusables, s'ils ne s'étaient point passés sous les yeux et avec l'approbation tacite d'un prince dont le devoir était de les réprimer; il laissa même ses soldats se réunir à ces misérables pour exercer une barbarie sans exemple sur les juifs. Un grand nombre de ces derniers furent impitoyablement égorgés ou jetés dans le Tibre.

Les deux frères Corona, Napolitains, dont l'un avait été ministre de la police de la république romaine, furent condamnés, par ordre du roi, à être fusillés. Tous ceux des habitants que l'on soupçonnait d'être attachés aux Français furent recherchés, emprisonnés et persécutés de la manière la plus odieuse.

L'heureuse entrée de Ferdinand dans Rome avait tellement étourdi ce prince, que, sans songer au voisinage de l'armée française, qui pouvait, d'un moment à l'autre, le forcer d'abandonner sa conquête, il s'empressa d'inviter le pape à revenir reprendre son gouvernement spirituel et temporel. Voici quelques passages de la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet :

« Votre Sainteté apprendra sans doute, avec la plus grande satisfaction, que, par le secours de notre divin Maître, et sous l'auguste protection du bienheureux saint Janvier, je suis entré sans résistance, en triomphant, dans la capitale de la chrétienté.

« C'est pour votre gloire, encore plus que pour la mienne, que j'ai reconquis cette cité superbe, que des impies vous ont forcé d'abandonner, mais au sein de laquelle vous pouvez maintenant revenir sans crainte, et reprendre votre autorité personnelle, à l'abri de mes armes.

« Quittez promptement votre trop modeste retraite ; et, porté sur les ailes de nos chérubins qui transportèrent autrefois Notre-Dame de Lorette, partez, et descendez dans ce Vatican que doit purifier votre présence. Tout est prêt pour y recevoir Votre Sainteté ; elle pourra encore célébrer l'office divin, le jour de la naissance du Sauveur, qui, pour elle, sera l'époque d'une nouvelle existence. »

Troubles dans le Piémont. Occupation de la citadelle de Turin. Le roi de Sardaigne abandonne le Piémont. Établissement d'un gouvernement provisoire, etc. — Pendant que le roi de Naples, en déclarant la guerre à la France républicaine, allait ainsi au-devant d'une révolution qui, par le voisinage de la république romaine, devait tôt ou tard éclater dans ses propres États, au nord de l'Italie un autre monarque succombait avant d'avoir tenté quelques efforts pour retenir la puissance qu'on voulait lui ravir.

On a vu, dans les volumes précédents, à quel prix le roi de

Sardaigne avait acheté la paix accordée par Bonaparte, lorsque, après avoir battu Colli et Beaulieu, le général français se hâtait de marcher à la poursuite du dernier, et préludait aux exploits qui devaient assurer la conquête de l'Italie. Le roi de Sardaigne était resté fidèle au traité conclu avec le Directoire; il avait eu la sagesse de croire que, dans la crise où l'Europe se trouvait alors, il était de l'intérêt des monarques du troisième ordre de conserver la paix avec tous les peuples, et de ne plus jouer aucun rôle actif dans la lutte de la France avec les grandes puissances. Mais, après la mort de ce prince, Charles-Emmanuel, son fils, entouré d'autres conseillers, jugea qu'il ne lui convenait pas de suivre la ligne qui lui était tracée : il ne put se voir, sans humiliation, dans la dépendance des républicains, que les préjugés de la naissance et ceux de l'éducation lui rendaient odieux.

Le roi de Naples dut nécessairement trouver dans celui de Sardaigne un approbateur zélé de tous les efforts qu'il se proposait de faire pour secouer le joug des Français et devenir le libérateur de l'Italie. Toutefois Charles-Emmanuel, retenu par la crainte que lui inspirait le voisinage de l'armée française, stationnée dans la république cisalpine, balançait encore à se déclarer et à entrer dans cette nouvelle coalition des mécontents de l'Italie contre la domination française. Les préparatifs de guerre du gouvernement napolitain, et les sollicitations de l'empereur de Russie, que l'or de l'Angleterre venait enfin de décider à prendre une part active dans la querelle des souverains avec la république, fixèrent enfin l'irrésolution du monarque piémontais. Paul Ier fit donner à Charles-Emmanuel l'assurance qu'une armée russe formidable allait bientôt se diriger vers l'Italie, afin de rendre aux souverains de ce pays leur autorité trop longtemps compromise. Des mesures furent prises, dès lors, pour armer secrètement les Piémontais, pour exciter leur patriotisme, pour les engager à se défaire des soldats français vivant sans défiance au milieu d'eux. Une lettre du prince Pignatelli, Napolitain, à l'un des ministres de Sardaigne, fut répandue avec profusion. Elle offrait ce passage remarquable : « Les Napolitains, commandés par le général Mack, sonneront les premiers la mort sur l'ennemi commun; et, du sommet du

Capitole, nous annoncerons à l'Europe que l'heure du réveil est arrivée : alors, infortunés Piémontais, agitez vos chaînes pour en frapper vos oppresseurs ! »

Quelque temps avant ces menées sourdes, le roi de Sardaigne avait ordonné une levée de soldats. L'ambassadeur de France, Ginguené, s'étant plaint de cette infraction au traité de paix; le roi s'en excusa auprès du Directoire, en prétextant les inquiétudes que lui donnait l'ambition des républiques cisalpine et ligurienne[1]. Le Directoire génois avait, en effet, commis différents actes d'hostilité contre le Piémont; mais les préparatifs de guerre, ordonnés par Charles-Emmanuel, annonçaient un but plus vaste que celui de se défendre contre les faibles entreprises des Liguriens : aussi le gouvernement français fut-il mécontent de l'explication donnée; et, ne voyant dans le souverain du Piémont que l'allié du roi de Naples, il se disposait à déclarer la guerre au premier, en même temps qu'il envoyait le général Championnet à Rome pour repousser l'attaque du second.

Cependant le séjour des Français en Piémont avait propagé dans ce pays les idées révolutionnaires et donné au système républicain un grand nombre de partisans. Ceux-ci s'étaient déjà mis en insurrection ouverte contre leur souverain, et recrutaient les troupes de la république ligurienne. Déjà plusieurs combats avaient eu lieu entre ces insurgés, unis aux Génois, et l'armée royale. Nous venons de dire que ces mouvements avaient servi de prétexte au roi Charles-Emmanuel pour augmenter ses forces en ordonnant la levée de toutes les milices du royaume. Les généraux piémontais avaient reçu l'ordre de pousser avec vigueur cette guerre territoriale; les mesures prises à cet effet tournèrent contre le monarque lui-même. Les insurgés piémontais,

[1] On donnait alors ce dernier nom à la république de Gênes. Le mouvement qui s'était déclaré à la fois contre tous les gouvernements aristocratiques de l'Europe avait aussi eu lieu dans Gênes. Le peuple, secrètement excité par les Français, s'était insurgé contre le sénat de cette ville, et une révolution promptement terminée avait été la suite de cette émeute. Un gouvernement, calqué sur celui qui avait été institué en France par l'acte constitutionnel de 1795, subordonna aux lois de la France un territoire dont la possession était indispensable à cette nation pour conserver ses conquêtes et sa domination en Italie.

se voyant menacés, levèrent tout à fait le masque, et prirent le titre assez bizarre d'*armée infernale, patriotique et indestructible du Midi*. Des succès couronnèrent d'abord leur audace. Les troupes royales furent battues sur divers points. Dans cette circonstance, la république cisalpine, excitée par les agents du Directoire français, ordonna au général Lahoz de s'avancer, à la tête de ses troupes, sur les frontières du Piémont. Ainsi, pressé par les troupes liguriennes, par ses sujets révoltés et par l'armée cisalpine, le roi de Sardaigne, afin d'éviter un danger instant, réclama la médiation de l'ambassadeur français. Celui-ci, servant les intentions secrètes de son gouvernement, fit consentir Charles-Emmanuel à recevoir garnison française dans la citadelle de Turin. Cette mesure parut ramener, pendant quelque temps, la tranquillité dans le Piémont. Par les soins du ministre de France, les insurgés mirent bas les armes, et les troupes liguriennes évacuèrent le territoire qu'elles avaient envahi. Soit que le roi de Sardaigne ne fût point la dupe de la protection apparente que lui assurait le Directoire français; soit que, toujours excité par les agents de l'Angleterre et la cour de Naples, il espérât, avec le secours de celle-ci, secouer un joug odieux; ce monarque ne tarda point à renouer ses premières intelligences avec les ennemis de la république. C'est alors que le Directoire français crut devoir déclarer la guerre à Charles-Emmanuel.

D'après cette détermination, le général Joubert, commandant en chef les troupes françaises dans la Lombardie et dans le Piémont, reçut l'ordre de commencer les hostilités. Des colonnes, parties de la Lombardie, se dirigèrent, à marches forcées, sur Alexandrie et Novare. Le général Sauret, qui commandait la division dite du Piémont, concentra ses troupes autour de Tortone et d'Alexandrie. Déjà les Français étaient sur le point d'envahir toutes les villes du Piémont, lorsque le roi Charles-Emmanuel s'adressa au ministre Eymar, qui avait remplacé Ginguené dans l'ambassade de Turin, pour l'engager à fléchir la colère de son gouvernement. Un arrangement provisoire fût consenti entre le ministre français et le souverain piémontais. Celui-ci s'engageait à fournir à la république une somme de huit millions à titre d'emprunt, et comme garant de la promesse qu'il faisait de rester neutre dans la nouvelle guerre allu-

mée en Italie; le roi rendit même un édit qui ordonnait la vente des biens ecclésiastiques, afin d'effectuer le payement de la somme demandée.

Cet accommodement n'eut pas de suites plus heureuses que les précédents. Les ennemis de la république suscitèrent de nouveaux soulèvements contre les Français; des individus de cette nation furent assassinés dans un grand nombre de villages piémontais; les routes furent infestées de brigands, qui tuaient tous les soldats isolés; des cris de vengeance se firent entendre dans les rangs de l'armée française.

Le général Joubert répondit à cet appel, et publia, le 5 décembre, l'ordre du jour suivant :

« Enfin la cour de Turin a comblé la mesure; elle vient de se démasquer. Depuis longtemps de grands crimes ont été commis. Le sang des républicains français et *piémontais* se versait à grands flots par les ordres de cette cour perfide. Le gouvernement français, ami de la paix, croyait la ramener par des voies conciliatrices : son désir prononcé était de cicatriser les plaies d'une longue guerre, et de rendre la tranquillité au Piémont, en resserrant de jour en jour son alliance avec lui; mais son espoir a été lâchement trahi, et il commande aujourd'hui à son général de venger l'honneur de la *grande nation*, de ne plus croire une cour infidèle à ses traités, et d'assurer au Piémont la paix et le bonheur. Tels sont les motifs de l'entrée de l'armée française dans le Piémont, etc. »

Ce même jour, 5 décembre, la division du général Victor, cantonnée dans le Modénais, et la réserve de Milan, commandée par le général Dessoles, se réunirent à Pavie, à Abbiate-Grasso et à Buffalora, sur le bords du Tésin. Le 9, au matin, ces forces se dirigèrent sur Novare, tandis que l'adjudant général Louis à Suse, le général Casa-bianca à Coni, et le général Montrichard à Alexandrie, s'assuraient de ces trois places et de la personne des gouverneurs. L'adjudant général Musnier la Converserie, qui commandait le détachement spécialement dirigé sur Novare, s'empara de cette place par ruse. Quinze grenadiers, ayant à leur tête un officier d'état-major, placés dans des voitures en forme de convoi, demandèrent à entrer dans la place : la porte leur fut ouverte sans défiance.

Arrivés en face du corps de garde, les grenadiers se jettent hors des voitures, s'emparent du faisceau d'armes, et constituent la garde prisonnière. Le portier-consigne voulut refermer précipitamment la porte ; il n'était plus temps. Les Français s'en saisirent ; et, à un signal convenu, le 15e régiment de chasseurs à cheval, qui avait suivi les grenadiers à quelque distance, entra ventre à terre dans la ville, et s'empara de la place d'armes et de ses principales issues. Une nombreuse colonne d'infanterie vint ensuite cerner les casernes, et força la garnison, forte de 1,200 hommes, à mettre bas les armes et à se rendre prisonnière de guerre.

Le 7 décembre, une autre colonne, commandée par le général Montrichard, se porta d'Alexandrie, par Asti, sur Turin; la division Victor et la réserve du général Dessoles marchèrent sur Verceil. Quelques troupes piémontaises qui se trouvaient de ce côté voulurent d'abord faire quelque résistance; mais au premier feu elles lâchèrent pied et se retirèrent sur Turin. Les divisions françaises les suivirent, et entrèrent en même temps qu'elles dans la capitale du Piémont. Les troupes républicaines furent accueillies avec de grandes acclamations de la part du peuple, toujours empressé de se réjouir des changements politiques. La ville fut illuminée pendant la nuit, et la populace se livra aux excès qui accompagnent presque toujours des événements de cette nature. L'effigie du monarque fut promenée dans les rues, et brûlée ensuite sur la place publique. Ces démonstrations d'un prétendu patriotisme étaient d'autant plus indécentes, que le roi, retiré dans son palais, pouvait entendre les vociférations de ce même peuple qui, deux jours auparavant, se prosternait sur son passage.

L'occupation rapide de Turin avait frappé de stupeur le roi et toute sa cour. Au lieu de songer à fuir, Charles-Emmanuel resta dans son palais, et consentit à conclure avec l'adjudant général Clausel un acte par lequel il renonçait à tous ses droits sur le Piémont, et ordonnait à l'armée piémontaise de se considérer comme faisant partie de l'armée française en Italie et désavouait positivement tous les actes de son gouvernement antérieurs à l'arrivée des Français. Le roi ordonnait également au gouverneur de la ville de Turin de recevoir et faire exécuter

ponctuellement tous les ordres que le général français, commandant dans la citadelle, jugerait à propos de lui donner. Dans cet acte extraordinaire, Charles-Emmanuel, en recevant l'autorisation de se retirer en Sardaigne, passant par Parme, stipulait, pour qu'il ne fût rien changé aux dispositions qui regardaient la sûreté de sa personne et de sa famille, que, jusqu'à son départ, ses palais et ses maisons de plaisance ne fussent point occupés par les troupes françaises, et qu'enfin il lui fût délivré les passe-ports et l'escorte nécessaires pour arriver, lui et sa famille, au lieu de sa retraite. Par un dernier article, ce prince, faible et vraiment digne de pitié, s'engageait à ne jamais recevoir dans les ports de l'île de Sardaigne les vaisseaux des puissances qui seraient en guerre avec la république française.

Sur ces entrefaites, le général en chef Joubert s'était mis lui-même en marche, et s'était avancé jusqu'à Novare, d'où il avait envoyé occuper le château d'Arona, sur le lac Majeur. Il reçut à Chivasso, où il s'était porté ensuite, l'acte de renonciation du roi de Sardaigne, que nous venons de rapporter. Le général accéléra sa marche et arriva le 9 décembre, à deux heures du matin, dans la citadelle de Turin. Le désarmement des troupes piémontaises fut aussitôt ordonné et effectué dans toutes les places, tandis que les colonnes des généraux Victor et Montrichard prenaient position sur les hauteurs de la Superga, qui dominent la ville de Turin. Joubert se rendit au palais du roi, et lui notifia les intentions du Directoire français à son égard. Charles-Emmanuel ne vit point entrer sans quelque émotion le général français dans son appartement. Toutefois il le reçut avec la résignation qui semblait être commune à tous les souverains de cette époque. C'est dans cette entrevue que fut ratifié et signé de part et d'autre l'acte de renonciation conclu précédemment. Quelques heures furent accordées au roi pour sortir de sa capitale avec sa famille et un certain nombre de personnes de sa suite. Ce départ eut lieu à dix heures du soir, avec l'appareil, en quelque sorte, d'un convoi funèbre. Une trentaine de voitures, ayant chacune deux domestiques derrière portant des torches à la main, escortées par des détachements de dragons et de chasseurs à cheval, également munis de ces flambeaux fu-

nèbres, s'avançant lentement et en silence dans les rues de la ville, pendant une nuit obscure et pluvieuse : tel fut le spectacle qu'offrit à ses sujets et à l'armée française le roi de Sardaigne en quittant la capitale de ses États.

Charles-Emmanuel se retira d'abord à Florence, où il arriva le 20 décembre. Cet asile, donné par le grand-duc à un roi malheureux, son parent, fut dans la suite le prétexte de la guerre que le Directoire déclara au souverain de la Toscane.

Trois jours suffirent aux Français pour se rendre entièrement maîtres du Piémont. Les derrières et les communications des troupes alliées entre elles étaient assurés. Une armée auxiliaire, composée de beaux et vaillants soldats, un des plus grands arsenaux de l'Europe, dix-huit cents pièces de canon trouvées dans la seule ville de Turin, plus de cent mille fusils, des munitions et des approvisionnements immenses en tout genre, restaient désormais à l'entière disposition du Directoire exécutif. Certes, une pareille conquête, faite à si peu de frais, ne pouvait pas être un acheminement à la paix générale, qui se traitait alors à Rastadt : elle devint, au contraire, une nouvelle source de haine, et exaspéra davantage encore l'animosité des puissances de l'Europe contre la république.

En attendant que le gouvernement français eût décidé du sort du Piémont, le général Joubert, de concert avec le ministre Eymar, devenu commissaire extraordinaire du Directoire, organisa une commission provisoire, composée de quinze individus, pour administrer ce pays.

L'acte d'organisation, sous la date du 9 décembre, était ainsi conçu :

« Vu la renonciation que Sa Majesté le roi de Sardaigne a faite de l'exercice de son pouvoir, et l'ordre qu'elle a donné à ses sujets d'obéir au gouvernement provisoire qui sera établi par le général français ;

« Considérant que, pour assurer la tranquillité et le bonheur du peuple piémontais, il ne peut trop s'empresser de faire choix d'hommes qui, par des talents éprouvés, par des vertus reconnues, et par leur attachement à la cause de la liberté, ont donné les plus sûrs garants de leur amour pour le bien public, et du zèle qu'ils mettront à remplir les devoirs sacrés qui leur

seront confiés, conformément aux intentions du gouvernement français, ordonne :

« 1° Le gouvernement provisoire administratif du Piémont sera composé de quinze membres ;

« 2° Sont nommés membres du gouvernement provisoire les citoyens Favrat, Botton, Saint-Martin de la Motte, Fasella, Bertolotti, Bossi, Colla, Fava, Bon, Galli, ci-devant président de la chambre; Braida, Cavalli; Baudisson, professeur en droit; Rossi, ci-devant secrétaire d'État; Sartoris, médecin;

« 3° Les membres du gouvernement provisoire seront chargés de toutes les branches d'administration, et de la nomination à toutes les places civiles. Le général en chef se réserve la nomination des municipalités des villes et places qui seront occupées par les troupes françaises;

« 4° Les membres du gouvernement provisoire opineront en conseil pour toutes les affaires générales;

« 5° Ils se diviseront en comités pour délibérer sur les différentes branches d'administration et de police;

« 6° Aucun arrêté ne pourra être pris, soit sur les affaires générales, soit sur celles qui seront traitées dans les comités, qu'à la pluralité absolue des suffrages;

« 7° Aussitôt que les membres du gouvernement provisoire seront installés, ils s'occuperont, de concert avec les agents ou officiers français nommés à cet effet, de la vérification des différentes caisses publiques, et se feront remettre les archives des différents départements de l'administration royale. »

Suite des opérations de l'armée de Championnet; défaite de l'armée napolitaine; reprise de Rome; marche de l'armée française sur Naples, etc., etc. — Dans le même temps que le roi de Naples et son général Mack s'étaient avancés sur Rome et s'emparaient de cette ville, l'amiral Nelson s'était chargé de faire transporter et de débarquer dans le port de Livourne 7,000 hommes de troupes napolitaines, destinées à faire insurger la Toscane et à couper les communications de l'armée française avec le nord de l'Italie. Ainsi, les Anglais ne perdaient aucune occasion de prouver à la France qu'elle avait en eux d'infatigables ennemis. Le corps de troupes débarquées à Livourne rendait la position du général Championnet de plus en

plus critique. Ses communications se trouvaient menacées de toutes parts ; et ses forces, disséminées et si inférieures à celles de l'ennemi, pouvaient d'autant mieux être battues en détail, qu'il y avait peu d'espérance d'en pouvoir réunir la masse. Mais le général français avait un courage et une activité tels, qu'il ne perdit point l'espoir de sauver l'armée sous ses ordres, et même de la conduire à la victoire. Après avoir établi ses avant-postes, il avait pensé à protéger ses derrières, en plaçant des éclaireurs à Perosa, et il résolut d'attendre, dans les dernières positions qu'il venait d'occuper, que l'ennemi s'avançât pour le combattre.

Le général Mack, au lieu de profiter de sa supériorité pour suivre ses premiers succès en attaquant la faible armée française, avait passé plusieurs jours à Rome sans entreprendre autre chose que de faire sommer le château Saint-Ange.

Cette forteresse avait pour commandant un chef de bataillon de la 3e demi-brigade de ligne, nommé Walter, qui répondit d'une manière convenable à la sommation intempestive du général en chef des Napolitains. Enfin, après avoir longtemps et mûrement médité sur le parti qu'il allait prendre, Mack se décida à réunir les 40,000 hommes qui formaient la gauche de son armée pour s'avancer contre la droite des Français, à l'effet de nettoyer la grande route de Rome à Florence, d'enlever Civita-Castellana et de forcer le pont de Borghetto sur le Tibre. Il eût été beaucoup plus militaire de ne faire qu'une fausse attaque sur Civita-Castellana, de marcher avec une très-forte colonne par la route de Rome à Cantalupo, en remontant la rive gauche du Tibre, et d'attaquer la position de Terni, où se trouvait le quartier général de l'armée française. Cette opération aurait coupé cette dernière armée en deux, et eût probablement causé sa perte ; mais, pour tenter cette opération vraiment stratégique, il fallait un général moins systématique et plus habitué à la pratique de la guerre, que ne l'était Mack, malgré ses grandes méditations et ses plans gigantesques.

Quoi qu'il en soit, les 40,000 Napolitains marchèrent vers la droite de l'armée française, qu'ils attaquèrent sur cinq colonnes, parties le même jour des environs de Bacano. Le général Macdonald, qui commandait les troupes attaquées ainsi par le gé-

néral Mack, ne s'effraya point de la supériorité numérique des assaillants. Environné de tous les côtés, il déploya toute son habileté pour sortir d'une position aussi fâcheuse, et réussit, par ses manœuvres savantes, à rendre nul le dessein de l'ennemi.

Le général de brigade Kellermann commandait l'avant-garde, placée en avant du village de Nepi, et résista à la première colonne, qui l'attaqua avec résolution. Ce général n'avait avec lui que trois escadrons du 19e régiment de chasseurs à cheval, deux pièces d'artillerie légère et deux bataillons d'infanterie de la 15e légère et de la 11e de ligne. Cependant il sut inspirer une telle ardeur à ses soldats, qu'après un combat dont le commencement avait été rude à soutenir, cette poignée de braves parvint à repousser et à mettre en déroute les 8,000 hommes qui composaient la colonne ennemie. Les Napolitains, vaincus, laissèrent sur le champ de bataille 500 hommes tués ou blessés, quinze pièces de canon de tout calibre, trente caissons de munitions, 2,000 prisonniers, dont 50 officiers (plusieurs de grades supérieurs), des drapeaux, des étendards, trois mille fusils, enfin tous leurs bagages et effets de campement. Les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Monte-Rosi, où, bientôt atteints, ils furent culbutés de nouveau et dispersés.

La seconde colonne de l'armée napolitaine avait suivi l'ancien chemin de Rome, et s'était portée sur Rignano, où se trouvait la 15e demi-brigade légère, aux ordres de son chef Lahure. L'attaque faite par cette colonne n'eut pas plus de succès que celle de la première. Lahure s'était d'abord replié sur le pont de Civita-Castellana : il y soutint pendant plusieurs heures le choc des Napolitains ; et, bientôt renforcé par un détachement que lui envoya le général Macdonald, il repoussa la colonne, et lui fit éprouver une perte considérable.

Le général polonais Kniasewitz attaqua lui-même la troisième colonne ennemie, au moment où elle débouchait par Fabrica sur Santa-Maria di Falori. Il avait sous ses ordres la légion de son nom, la légion romaine, les 2e et 3e bataillons de la 30e demi-brigade de ligne, 2 escadrons du 16e régiment de dragons, une compagnie du 19e de chasseurs à cheval et trois pièces d'artillerie légère. Ces troupes chargèrent les Napolitains avec tant d'impétuosité, que ceux-ci, frappés de terreur, lâchè-

rent pied au premier choc, et s'enfuirent en désordre, abandonnant huit pièces de canon, quinze caissons de munitions et une cinquantaine de prisonniers, dont deux officiers supérieurs.

Au moment où Macdonald avait été informé du projet d'attaque de l'ennemi, il avait donné ordre au général Maurice Mathieu de se porter en toute diligence sur le village de Vignanello, à l'effet d'y couper la colonne ennemie qui devait se diriger sur ce point, afin de gagner la position d'Orte et d'y passer le Tibre. Le général Maurice Mathieu rencontra effectivement l'ennemi; et, malgré la lassitude des soldats de la 11e demi-brigade, qu'il avait sous ses ordres, il attaqua si vigoureusement les Napolitains, qu'il les obligea de se jeter dans Vignanello, village fort de sa position sur une hauteur, et ceint en outre d'une bonne muraille. Les habitants se réunirent aux soldats ennemis pour défendre ce poste; mais le feu du canon et de la mousqueterie, et la menace que fit le général Mathieu de passer au fil de l'épée tous ceux qui seraient pris les armes à la main, forcèrent les Napolitains à sortir du village. Les Français marchèrent ensuite sur Borghetto, afin de couvrir les approches du pont qui se trouve en cet endroit.

Enfin, la 5e colonne de l'armée de Mack, marchant pour flanquer la droite des quatre autres, avait traversé le Tibre sur un bac à la hauteur de Pouzano, et devait se porter sur Magliano; mais, ayant été informé des échecs éprouvés par les autres colonnes, le commandant de celle-ci ne jugea point à-propos de se rendre à sa destination, et revint passer le Tibre à Pouzano, afin de se réunir au gros des troupes napolitaines.

Ainsi, dans cette journée du 5 décembre, le général Macdonald, par la manière dont il avait su distribuer ses troupes et mettre à profit leur bonne disposition, avait eu la gloire de repousser avec 6,000 hommes toutes les attaques dirigées contre lui par un général qui en commandait 40,000. Les soldats français, et principalement ceux qui avaient combattu à Nepi, prouvèrent qu'ils étaient encore les guerriers de Lodi et d'Arcole. Le général Championnet fit connaître, dans son rapport au Directoire, les noms de tous les officiers qui s'étaient distingués dans ces différentes affaires, et signala particulièrement le chef d'escadron Bru, dont la belle conduite lui mérita l'honneur d'être

nommé chef de brigade sur le champ de bataille. Les autres officiers étaient le chef de bataillon Villeneuve; les capitaines Jelsch, Esse, Derouche, Fermot, Leicior; les lieutenants Espoulier, Delfortain, Faile, Serre, Callandre et Estaffort; les sous-lieutenants Coget, le Maire, la Forge, de Doucerin, Regnier et Siber, maréchaux des logis de chasseurs à cheval.

Cette attaque des Napolitains contre la droite de l'armée française devait faire présumer que Mack ne tarderait pas à se porter sur les autres points de la ligne française. Mais ce général, rebuté sans doute par le peu de succès de sa première attaque, s'était retiré sur les hauteurs de Calvi; et, craignant à son tour d'être poussé par son adversaire, il s'était retranché dans sa position. Cependant, après cinq jours d'inaction, pendant lesquels il poussa quelques reconnaissances sur le chemin de Cantalupo, il fit partir une colonne de 8 à 10,000 hommes, afin d'occuper ce dernier village et de s'assurer un passage sur le Tibre. Une autre colonne occupa Civita-Castellana, et il fit venir de Rome l'artillerie nécessaire à cette colonne, qui était partie de Rieti. Son projet était, après avoir jeté de nombreux détachements dans la montagne de Buono, de se diriger de Cantalupo sur Terni, par Aspra et Colli-Sepoli, afin d'essayer d'enfoncer le centre de l'armée française, et de couper de nouveau ses communications.

Averti à temps des mouvements que faisait l'ennemi, le général Championnet prit la résolution de concentrer ses troupes, afin de conserver les moyens de paralyser les efforts de Mack, et de le combattre avec avantage si l'occasion se présentait. Le général Lemoine reçut, en conséquence, l'ordre de se porter sur Rieti et Civita-Ducale. Ces deux villes, dont la dernière dépend du territoire napolitain, furent occupées; et Lemoine fit camper plusieurs bataillons en avant de Rieti, afin d'inquiéter les postes de l'ennemi à Cantalupo. Un fort détachement fut jeté dans Contigliano, sur le revers de la montagne, à l'effet de menacer la position de Calvi. Le général en chef ordonnait en même temps à Macdonald de chasser l'ennemi de la montagne de Buono, de replier insensiblement ses troupes en deçà du pont de Borghetto, sur la rive gauche du Tibre, et de laisser une garnison dans le fort de Civita-Castellana.

Cependant une colonne de troupes napolitaines, commandées par le général autrichien Mœsk, descendant de Calvi sur Otricoli, manœuvrait pour tourner la division Macdonald par sa gauche et s'emparer du pont de Borghetto. Mais l'ennemi rencontra sur ce dernier point la brigade du général Mathieu; et, n'osant attaquer ni la gauche de Macdonald ni le pont, il se porta sur Calvi, où il s'établit, partie dans la ville, et partie dans une position retranchée par la nature du terrain. Suivant les instructions de Mack, le général Mœsk envoya un détachement pour occuper Magliano, village dominant toute la partie littorale du Tibre, où se trouvait placée la division Macdonald, et qui était conséquemment un poste fort essentiel pour les Napolitains. Macdonald, voyant que l'occupation de ce point nuisait fort à ses communications avec Otricoli, donna l'ordre au général Mathieu d'attaquer Magliano et d'en débusquer le détachement ennemi. Ce général s'acquitta de sa mission avec succès, battit les Napolitains, leur fit 400 prisonniers, s'empara de leur camp tout tendu et muni de tous les objets nécessaires, et occupa Magliano.

Ce premier échec ne détourna point le général Mœsk du dessein de couper les communications de Macdonald. Il se porta avec toutes ses forces sur Otricoli, au delà de Borghetto, sur la route de Narni. Ce poste fut surpris, et le détachement de 50 hommes qui l'occupait fut impitoyablement massacré. Les Napolitains montrèrent dans cette circonstance une rage et une animosité telles, qu'après avoir traité la ville comme si elle eût été prise d'assaut, ils mirent le feu à l'hôpital, où se trouvaient réunis les blessés des affaires précédentes, Français et Napolitains. Cette atrocité, jointe à la menace précédemment faite par le général Mack d'égorger tous les malades que les Français avaient laissés dans les hôpitaux de Rome[1], exaspéra tellement

[1] Dans la sommation que Mack avait fait faire au commandant français du château Saint-Ange, le général napolitain Bourcard déclarait : « que tous les Français malades aux hôpitaux de Rome, ainsi que les gardes que le général en chef y avait laissées, étaient considérés comme otages, et que chaque coup de canon tiré sur les troupes napolitaines serait marqué par la mort d'un soldat français, qu'on livrerait à la *juste indignation des habitants.* »

les soldats républicains contre l'armée napolitaine, que depuis cette époque ils ne respirèrent plus que la vengeance et montrèrent, dans tous les combats qui suivirent, une fureur que le général Championnet se vit dans l'obligation de réprimer par un ordre du jour.

L'occupation d'Otricoli par les Napolitains compromettait la sûreté des communications de l'armée française. Cependant Championnet ne voulut point faire attaquer le corps nombreux du général Mœsk par la division Macdonald, avant d'avoir renforcé celui-ci par des troupes tirées de la gauche de l'armée. La position des Napolitains était, en effet, formidable : Mœsk occupait non-seulement la ville, mais encore les hauteurs qui l'avoisinent ; il avait prolongé ses ailes des deux côtés de la route de Borghetto, la droite appuyée au Tibre, et la gauche à des ravins d'un accès difficile. La majeure partie de son artillerie et toute sa cavalerie étaient placées en réserve en arrière d'Otricoli, sur la route de Narni : dans cette position, il pouvait facilement attaquer le parc d'artillerie de la division Macdonald, établi à un demi-mille d'Otricoli, et peut-être même s'en emparer ; mais Macdonald, plein de confiance dans la valeur de ses troupes, et voulant empêcher son ennemi de reconnaître le petit nombre de soldats qui lui étaient opposés, fit attaquer les Napolitains.

Le général Mathieu, à la tête de quatre compagnies de la 30e demi-brigade, de quatre compagnies de la légion polonaise, d'un bataillon de la 12e, et d'un escadron du 16e de dragons, forma cette troupe en petites colonnes, et, dirigeant son artillerie et sa principale attaque sur la grande route, il repoussa l'ennemi sur tous les points, s'empara d'Otricoli, fit plus de 2,000 prisonniers, enleva huit pièces de canon, prit trois drapeaux, plus de 500 chevaux,

Mack adressa copie de cette sommation au général Championnet, et Macdonald se chargea d'y répondre. Il annonça au général autrichien que le moindre attentat commis sur les malades français serait l'arrêt de mort de l'armée napolitaine. « Les Français républicains, disait Macdonald, ne sont point des assassins ; mais les prisonniers qui sont entre nos mains répondent sur leur tête de la sûreté des Français qui sont à Rome. . . . . Votre lettre sera connue aujourd'hui de toute l'armée, pour ajouter encore à l'indignation et à l'horreur que nous ont inspirées vos menaces, que nous méprisons autant que nous en craignons peu l'effet. »

et tout l'état-major du régiment de la Principessa, cavalerie ; il culbuta le reste dans les ravins, où les Polonais, placés en tirailleurs, tuèrent encore beaucoup de monde. Cet avantage remarquable ne coûta aux Français que quelques hommes de la 30e demi-brigade, et une cinquantaine de Polonais, qui furent tués à l'attaque d'Otricoli, où les Napolitains se défendirent avec quelque fermeté. Le prince de *Santa-Croce*, patriote romain, employé comme adjudant général auprès du général Mathieu, se distingua dans le combat, et eut la jambe cassée par un biscaïen.

Les communications se trouvaient rétablies par la reprise d'Otricoli ; mais les débris de la division Mœsk s'étaient repliés sur Calvi, et l'ennemi occupait toujours en force la montagne de Buono : Macdonald ne voulut point lui donner de relâche, et le fit attaquer avec la plus grande vigueur dans ces positions. Le brave général Mathieu fut encore chargé de cette expédition. Une colonne composée d'un fort bataillon de la 11e de ligne et d'un escadron du 16e régiment de dragons se mit en marche pendant la nuit, malgré un temps affreux, par un chemin presque impraticable. Arrivés, à la pointe du jour, devant les avant-postes napolitains, les Français culbutent ceux-ci, forcent le camp retranché, font de nombreux prisonniers, et poursuivent, la baïonnette aux reins, les Napolitains jusque sous les murs de Calvi. Défendue par la nature, cette ville avait 4,000 hommes de garnison, qu'augmentèrent bientôt tous les fuyards napolitains. Macdonald avait aussi dirigé la brigade du général Kniasewitz sur le même point, en la faisant déboucher par Magliano. Le général Mathieu fit occuper par de petits détachements les hauteurs qui dominent la ville, et envoya sommer le général ennemi de se rendre : celui-ci fit des propositions qu'on ne pouvait pas admettre. Pendant les pourparlers, le général Mathieu fit battre en brèche la muraille du jardin d'un couvent, afin de pénétrer de vive force.

Sur ces entrefaites, le général Macdonald arriva, et fit connaître au commandant napolitain son *ultimatum* ainsi conçu : « La colonne prisonnière à discrétion, ou passée au fil de l'épée. » Elle se rendit sur-le-champ, quoique le général Mœsk fût instruit que le général Mack marchait à son secours.

Ce dernier succès, dû presque tout entier à l'audace du général Mathieu, apporta de grands changements dans lés combinaisons du géneral en chef des Napolitains. Informé, en chemin, que Calvi était rendu, et que le corps du général Mœsk était détruit ou prisonnier, ainsi que cet officier, il retourna sur ses pas. Arrivé à Cantalupo, au lieu de chercher à repousser le général Rey, qui marchait sur ce point, et à couper le centre de l'armée française, comme c'était son premier projet, il ordonna une retraite générale, et se porta en toute hâte sur Rome, ne laissant qu'une forte arrière-garde devant le général Rey, qui s'attacha sur-le-champ à la poursuite des Napolitains.

La détermination de Mack avait été hâtée par la nouvelle que reçut ce général de l'échec éprouvé par l'un de ses lieutenants, le chevalier Micheroux, qui commandait une division de l'armée napolitaine, et par la prise de la forteresse de Civitella del Tronto.

Le général Duhesme, récemment passé de l'armée du Rhin à celle de Rome, commandait la division formant la gauche de cette armée. Son premier soin avait été de rétablir la discipline parmi ses troupes, et de leur donner l'organisation que la dispersion où elles se trouvaient rendait indispensable. Il fut bien secondé en cela par son chef d'état-major Thiébault, et par le chef de brigade Broussier. Le général en chef avait prescrit à Duhesme de ne rien entreprendre de sérieux, et de considérer sa division comme un corps de partisans placé sur les deux frontières des États romains et du royaume de Naples, et particulièrement destinés à contrarier les habitants des deux pays également insurgés contre les Français. Toutefois l'occupation de Civitella del Tronto ayant paru nécessaire au général Duhesme pour s'en faire un point d'appui contre l'ennemi qu'il avait à combattre, il jugea convenable d'investir cette ville dès le 7 décembre.

Civitella, forteresse regardée avec raison comme le boulevard de la province des Abruzzes, est située au sommet d'une montagne assez haute. Les fortifications, bien revêtues et flanquées à leurs angles, ne sont dominées d'aucun côté, et protégent la ville, qui, bien fermée et entourée d'un torrent très-profond, est elle-même à l'abri d'un coup de main. Le fort,

muni d'une douzaine de pièces de gros calibre en bronze, ne manquait d'ailleurs d'aucun des objets nécessaires pour soutenir un long siége. Cependant le général Monnier, que Duhesme avait chargé de cette expédition, intimida tellement la garnison napolitaine qui défendait Civitella, qu'après dix-huit heures d'investissement, et sans aucun des moyens en artillerie qui eussent pu mettre les Français à même de prendre le fort de vive force, le commandant demanda de lui-même à parlementer et à se rendre, lui et sa troupe, prisonniers de guerre.

Cependant la colonne du général Rey avait débouché sur Terni, et Championnet lui fit preudre position sur Osteria di Vaccone. Tous les préparatifs furent faits pour attaquer le camp de Cantalupo. Championnet ignorait encore que Mack eût pris la résolution de lever ce camp pour se retirer à marches forcées sur Rome.

Dans ce mouvement offensif de l'armée française, Macdonald dut abandonner son quartier général de Civita-Castellana, et laissa seulement 150 hommes de la 11[e] demi-brigade, commandés par le capitaine Muller, pour garder le fortin de cette ville, avec ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le pont de Borghetto fut mis en état de défense, et armé de douze pièces de canon. Le général Kellermann fut laissé sur ce point avec quatre bataillons, deux escadrons du 4[e] régiment de chasseurs à cheval, et une demi-compagnie d'artillérie légère. Ce général avait l'ordre de déboucher au premier signal. Macdonald, avec le reste de sa division, traversa les montagnes de Buono et marcha sur Cantalupo, par Calvi et Collevecchio. Mais comme, dans cette marche, il ne pouvait pas se faire suivre par son artillerie et ses bagages, il les fit rétrograder, par Otricoli et Narni, sur Terni, d'où ils rejoignirent ensuite la division. Les troupes postées à Osteria di Vaccone se portèrent directement sur Cantalupo, en suivant la grande route. Une colonne commandée par le général Lemoine, après avoir masqué le débouché de Civita-Ducale, marcha sur les derrières de l'ennemi, par la route de Rieti à Rome, afin de lui couper la retraite, tandis que les forces réunies sur Cantalupo devaient le combattre.

Telles étaient les dispositions prises par le général Champion-

net au 15 décembre; mais, ainsi qu'on vient de le voir plus haut, au lieu d'attendre les Français à Cantalupo, Mack n'avait pas plus tôt aperçu le mouvement de la colonne du général Rey, qu'il avait abandonné cette position. Il est assez difficile d'expliquer comment, à une distance aussi rapprochée, les Français avaient pu ignorer la retraite du général napolitain. Quoi qu'il en soit, la division Macdonald rencontra celle du général Rey, au moment où celui-ci débouchait de Cantalupo pour suivre l'arrière-garde des Napolitains à travers la Sabine jusqu'à Rome. La division Macdonald suivit le mouvement du général Rey, et fut bivouaquer le même jour sous Monte-Rotondo, où l'avant-garde française engagea le combat avec l'arrière-garde ennemie. Celle-ci fut si vivement poussée, qu'elle arriva sous les murs de Rome en même temps que le corps d'armée du général Mack. Ces troupes traversèrent rapidement la ville, de la porte de Salara à la porte Latina, par laquelle elles sortirent pour aller camper sur l'autre rive du Teverone.

Ainsi la promesse que le général Championnet avait faite a la garnison du château Saint-Ange, en évacuant Rome, reçut son accomplissement. Les troupes françaises rentrèrent dans cette capitale du monde chrétien le 15 décembre, après dix-sept jours d'absence, pendant lesquels elles avaient détruit plus de 15,000 Napolitains, pris quarante pièces de canon, presque tous les équipages dont cette armée était si abondamment pourvue, et vingt drapeaux.

Au moment même où l'aile droite de l'armée s'avançait pour entrer dans Rome, un incident singulier avait failli retarder cette opération. Le général Championnet avait reçu à son quartier général la nouvelle qu'une colonne de 7,000 Napolitains venant de Baccano, et commandée par le général Damas, émigré français, s'avançait sur Rome, et demandait qu'on lui permit de traverser cette ville pour rejoindre l'armée ennemie. Championnet envoya sur-le-champ son chef d'état-major, le général Bonnami, pour reconnaitre l'état des choses et prendre les mesures qu'exigeait la prudence. Bonnami rencontra au Ponte-Salaro sur le Teverone, près d'un des faubourgs de Rome, la cavalerie du général Rey, qui commençait à entrer en ville. Il engagea ce général à pousser des partis au delà de la porte

Latine, sur les routes d'Albano et de Frascati; lui-même se mit à la tête d'un fort détachement de cette cavalerie, et, traversant le Ponte-Molle, il marcha à la rencontre du général Damas et de sa colonne. Le général Rey, avec le reste de sa troupe, et le général Macdonald, avec la cavalerie légère, suivirent ce mouvement. Bonnami eut bientôt atteint la division napolitaine, et jugeant qu'il était nécessaire de prolonger le pourparler, afin de donner aux troupes qui le suivaient le temps d'arriver, il s'avança en parlementaire vers le général Damas, et lui demanda ce qu'il désirait. » Obtenir passage pour ma division, dit le Français émigré, ou me l'ouvrir l'épée à la main! » Bonnami s'étudia à lui démontrer que la première demande n'était pas admissible, et que sa résolution serait d'une exécution bien difficile, attendu que les soldats républicains étaient assez nombreux pour y mettre obstacle. Le général français finit par sommer M. de Damas de mettre bas les armes. « Quand on a 7,000 hommes et des cartouches, répliqua celui-ci, on ne pose pas les armes. — Eh bien, dit Bonnami, nous nous battons! » Le général Damas demanda alors un délai de six heures pour assembler un conseil de guerre et délibérer sur la proposition qui lui était faite. Bonnami, craignant que l'infanterie française n'arrivât pas à temps, mais voulant toutefois intimider son ennemi, ne lui accorda qu'une heure. Cependant les colonnes d'infanterie du général Macdonald commençaient à défiler, l'heure était écoulée, et le général Damas ne donnant point de réponse, Bonnami engagea le général Rey à marcher avec sa cavalerie sur la colonne napolitaine. Mais le général Damas avait su mettre à profit le délai qui lui avait été accordé, pour faire ses dispositions de retraite. Sachant que le général Kellermann se trouvait dans la direction qu'il avait prise d'abord, il fit un mouvement oblique pour gagner la route d'Orbitello, où il espérait pouvoir s'embarquer. Il fut suivi par le général Rey et Bonnami, à la tête de deux détachements du 16ᵉ de dragons et du 7ᵉ de chasseurs à cheval, et atteint près de Storta. Chargée avec impétuosité par cette cavalerie, l'arrière-garde du général Damas fut obligée de s'arrêter pour se défendre. Les Français, encouragés par la présence de tous les généraux accourus sur les lieux, culbutèrent cette ar-

rière-garde, lui prirent cinq pièces de canon, et poursuivirent les vaincus jusqu'à la nuit. Le général Damas profita de l'obscurité et de la connaissance qu'il avait des localités pour continuer sa retraite. Les Français, harassés de fatigues, retournèrent sur Storta. Le général Championnet avait été si satisfait de la conduite de Bonnami, qui n'était encore qu'adjudant général, qu'il le nomma général de brigade sur le champ de bataille. En effet, si cet officier n'eût point, par son assurance, dissimulé au général Damas la faiblesse de l'avant-garde française, celle-ci aurait eu quelque peine à se débarrasser d'un ennemi aussi nombreux.

Les généraux français entrèrent le soir même de cette journée dans Rome. A onze heures du soir, le bruit se répandit qu'une autre colonne ennemie attaquait la porte Latine. La 11e demi-brigade de ligne et quelques escadrons de cavalerie légère commandés par le capitaine Jacquet, faisant fonction de chef d'escadron (grade qu'il obtint sur le champ de bataille même à la suite de cette brillante affaire), se portèrent aussitôt sur le point menacé : c'était un renfort que le général Mack envoyait au général Damas pour le dégager. Malgré l'obscurité, les Français chargèrent cette colonne et la forcèrent d'autant mieux à la retraite, que l'officier qui la commandait apprit à ce moment que Damas s'était retiré sur Orbitello.

Ainsi par les manœuvres habiles du général Championnet, et sans avoir combattu en bataille rangée, le roi de Naples et son savant général avaient été dans la nécessité d'abandonner leur conquête et de s'éloigner en toute hâte. Mack se retira sur les bords du Garigliano et du Volturno, et Ferdinand, humilié et vaincu, courut s'enfermer dans la forteresse de Caserte. Il faut bien convenir que les Napolitains avaient mis autant de mollesse et de négligence dans leurs attaques combinées, de précipitation dans leur retraite et de désordre dans leur fuite, que les Français avaient apporté de vigueur dans la défense des positions qu'ils occupaient, de célérité dans leur ralliement, de science dans leur défensive, d'audace et de valeur dans leur offensive. Un seul général ennemi, et c'était un Français, Damas, avait montré des talents et du caractère, et c'est aussi le seul qui exécuta, aussi heureusement que possible, le mouvement rétrograde commandé par les circonstances.

Le général Championnet, en s'occupant à Rome de rétablir le gouvernement républicain, donna aussi ses ordres pour établir les troupes dans les positions les plus militaires et les plus avantageuses. Un camp fut tracé en avant de la ville pour en garder toutes les avenues; la réserve fut placée sur les hauteurs de Ponte-Molle; un corps d'observation s'établit sur la rive droite du Teverone, en même temps que le poste établi à Tivoli recevait des renforts. Le général Rey fut chargé d'aller à la poursuite de l'ennemi, qui avait abandonné les positions de Frascati et d'Albano, et de ne pas lui donner un seul instant de relâche.

Cependant le général Kellermann était toujours à Borghetto, et Macdonald l'avait informé de la direction prise par le général Damas en se retirant. Il réunit ses troupes et se dirigea par Romiglione sur Toscanella, où il rencontra la colonne napolitaine. Damas fit encore une résistance fort honorable; mais, convaincu que les troupes qu'il commandait ne pouvaient lutter avec avantage contre ses compatriotes, il ordonna la retraite. S'étant placé à l'arrière-garde, il combattit avec le plus grand courage, et reçut une blessure dangereuse par un éclat de mitraille. Les Napolitains, encouragés par l'exemple de leur brave chef, arrêtaient la marche des Français, lorsque Kellermann, chargeant à la tête de la cavalerie légère, termina un combat qui durait depuis deux heures sans que l'avantage se décidât pour l'un ou l'autre parti. Pendant cette dernière action, le gros de la colonne ennemie avait atteint Orbitello et s'était embarqué à la hâte sur quelques bâtiments napolitains. Poussé jusque dans la ville, Damas en ferma les portes, capitula avec Kellermann, et obtint la faculté de pouvoir se rembarquer avec son arrière-garde, sous la condition toutefois de remettre son artillerie entre les mains des Français.

Débarrassé de cet ennemi, Kellermann marcha sur Viterbe. Cette ville, qui était loin de prévoir le sort de l'armée napolitaine, s'était révoltée contre les Français, et avait emprisonné tous ceux qui s'y étaient réfugiés lors de l'évacuation de Rome. Les habitants avaient pillé leurs effets et les équipages de l'armée qui s'y trouvaient en dépôt: il suffit au général Kellermann de se présenter devant Viterbe pour s'en faire ouvrir les portes.

La terreur régnait dans la ville : on s'attendait aux actes de la plus terrible vengeance. Kellermann se contenta d'ordonner la restitution des objets volés, fit arrêter les principaux chefs de la sédition ; et après avoir pris toutes les mesures propres à maintenir la tranquillité après son départ, il vint rejoindre l'armée à Rome.

En supposant que le Directoire français eût eu depuis longtemps le dessein d'envahir le royaume de Naples, ou du moins d'y susciter une révolution populaire, les prétextes ne lui manquaient plus maintenant, et son entreprise était suffisamment légitimée par l'infructueuse agression que venait de tenter le gouvernement napolitain. Le général Championnet se prépara à cette expédition, quoique son armée fût peu nombreuse ; mais l'heureux essai qu'il venait de faire du dévouement et de la valeur de ses troupes lui promettait un succès éclatant. L'armée napolitaine, constamment battue, malgré sa supériorité numérique, ne présentait plus que des débris peu redoutables, et qu'il devenait facile d'anéantir : les chances de la guerre n'étaient plus douteuses.

Le général Mack avait évacué les États romains et continué sa retraite. Dans la situation critique où se trouvait l'armée napolitaine, son général n'avait cependant pas négligé de faire occuper les principaux passages par les corps les moins désorganisés, en y plaçant ce qui lui restait de sa nombreuse artillerie. Toutefois on ne pouvait espérer de rallier entièrement les troupes que lorsqu'elles seraient derrière le Volturno et les fortifications de Capoue. Le général autrichien leur avait donné cette direction, en laissant des postes considérables à Aquino, Ceprano, Fondi-Itri, et une garnison de 3,000 hommes dans la forteresse de Gaëte. Les généraux qui commandaient les divisions de l'aile droite de l'armée napolitaine dans la Sabine et les Abruzzes, eurent ordre de se retirer en suivant les mouvements de la gauche, et de défendre les passages les plus difficiles, pour donner le temps aux grands équipages de filer et en sauver le plus possible.

Dans son dessein de poursuivre l'armée vaincue et d'envahir le royaume de Naples, Championnet crut cependant nécessaire de donner quelques jours de repos à ses troupes, et il employa

ce temps à réorganiser le gouvernement de la république romaine. Il eût été moins difficile qu'on ne peut le supposer de rattacher les Romains aux formes républicaines, et de s'assurer de leur affection envers les Français, si les excès dont nous avons parlé dans le précédent volume ne s'étaient point renouvelés. Malheureusement, avec l'armée française était rentrée cette tourbe de spéculateurs avides qui avaient déjà excité le mécontentement général, et qui regardaient comme leur patrimoine les richesses que renfermait la cité des Césars. Aux nouvelles vexations dont ces hommes ne tardèrent pas à se rendre coupables, on eût dit que les soldats de la république n'avaient vaincu que pour enrichir ces misérables. Le général Championnet, républicain aussi austère dans ses mœurs que dans ses principes politiques, se prononça vigoureusement contre ces individus, qu'il traita en public de voleurs et de pillards. Il écrivit les lettres les plus énergiques à l'ambassadeur français Bertholio, pour lui dénoncer les déprédations de toutes les classes, et pour le prévenir de la rigueur inflexible avec laquelle il se proposait de les poursuivre lui-même. La correspondance du défenseur de l'honneur français renfermait les plaintes les plus amères contre des vampires qui faisaient peser sur la nation entière des reproches honteux; mais le Directoire, trompé ou séduit, accordait une confiance absolue à ses agents, et l'impartiale sévérité de Championnet devint importune. Ce digne général apprit bientôt à ses dépens que, sous un gouvernement corrompu, les récriminations des honnêtes gens sont souvent punies comme des délits politiques.

Championnet quitta Rome le 20 décembre, après avoir ordonné le désarmement de cette ville : il marchait avec la division Macdonald. Celle de cavalerie, aux ordres du général Rey, renforcée d'un bataillon polonais et de quelques pièces d'artillerie légère, était déjà à la poursuite de l'ennemi. Les Napolitains avaient fui à une grande distance, et le général Rey parvint sans obstacles jusqu'à Terracine, en passant par Albano, Velletri, Cisterna et les marais Pontins, et ramassant sur son chemin un grand nombre de traîneurs napolitains.

La brigade du général Maurice Mathieu (de la division Macdonald) arriva le 27 décembre à Ceprano, après avoir traversé

Genzano, Cisterna, Piperno, Prossedi et Frosinone. L'arrière-garde ennemie se trouvait encore campée sur la rive gauche du Garigliano, sur une hauteur qui domine Ceprano. Le général français attaqua cette troupe, la chassa de ses retranchements, et entra dans la ville pêle-mêle avec les Napolitains; toutefois il ne put empêcher ceux-ci de traverser le pont de Garigliano, parce qu'ils étaient protégés par un autre corps de troupes et par de l'artillerie placée en batterie sur l'autre rive, à l'effet de défendre le passage de la rivière. Maurice Mathieu remit au lendemain l'attaque de cette nouvelle position. Au point du jour, les Français franchirent le pont, attaquèrent l'ennemi au pas de charge et le culbutèrent. Les Napolitains n'avaient pas même cherché à soutenir leur tête de pont, et s'étaient hâtés de fuir aux premières décharges de l'artillerie et de la mousqueterie : ils furent poursuivis jusque sur les bords de la Melfa. Le passage de cette rivière fut bientôt forcé, et les Français continuèrent leur marche. Le temps était affreux; tous les chemins étaient rompus ou défoncés par la pluie et les torrents; les soldats s'avançaient ayant souvent de l'eau jusqu'à la ceinture; mais ils surmontèrent ces obstacles, et arrivèrent le 28 à l'embranchement de la grande route d'Isola et du chemin de traverse de Ceprano. Plusieurs détachements qui occupaient cette position y furent environnés et presque tous faits prisonniers. Après avoir laissé à Isola un détachement pour s'emparer des vivres et des munitions que les Napolitains y avaient abandonnés, le général Mathieu continua à s'avancer, et arriva le même jour à San-Germano qu'il occupa, et où il devait attendre le général Macdonald.

Ce dernier général, à son départ de Rome, avait d'abord suivi le général Mathieu jusqu'à Frosinone; mais il était resté en cet endroit pour y attendre la colonne du chef de brigade Girardon, arrivant par Frascati et Anagni. Il s'était ensuite dirigé avec cette troupe par Veroli, Isola, Arpino et Arce, sur San-Germano, où il arriva deux jours après le général Maurice Mathieu. Championnet accompagnait, comme nous l'avons dit, la division Macdonald. Au moment où ces deux généraux entraient dans San-Germano, on leur annonça l'adjudant général prince Pignatelli, qui venait, de la part du général Mack, proposer un armistice de plusieurs jours, alléguant pour motifs que dans

une saison aussi rigoureuse, l'humanité commandait aux deux généraux en chef de donner quelque repos à leurs troupes. Championnet voulut bien consentir à une suspension d'armes de quarante-huit heures, en ordonnant toutefois au général Mathieu de pousser ses avant-postes jusqu'à deux milles de Calvi, sur la route de Capoue. A l'expiration des quarante-huit heures, la brigade Girardon, qui, dans son trajet de Frosinone à San-Germano, s'était emparée d'un parc d'artillerie napolitain de quatre-vingts pièces, placé à Castellucio, suivit le mouvement du général Mathieu, et vint camper à la gauche de ses troupes entre Calvi et Capoue.

Le quartier général s'établit deux jours plus tard à Spazaneri.

Pendant que la division Macdonald arrivait ainsi devant Capoue, la division Rey avait quitté Terracine le 30 décembre; un détachement de cavalerie, commandé par l'aide de camp Rey, parent du général, attaqua le poste de la Torella, qui sépare les États romains de ceux de Naples, et l'emporta après quelques minutes de combat. Les Napolitains qui défendaient ce poste se replièrent sur Fondi, qu'ils évacuèrent également après une faible résistance, pour se replier sur le passage d'Itri, position très-forte de sa nature, défendue par plusieurs batteries et quelques bataillons. Le bataillon polonais qui faisait partie des troupes du général Rey attaqua sur-le-champ ce poste. Après un combat où les Napolitains montrèrent plus de résolution que de coutume, les Polonais, guidés par le général Rey en personne, s'emparèrent des redoutes et restèrent maîtres du passage. Les Napolitains, suivis avec vigueur dans leur retraite, abandonnèrent leurs bagages, toute l'artillerie, et coururent se jeter en désordre dans la forteresse de Gaëte.

Sur ces entrefaites, les généraux Duhesme et Lemoine avaient exécuté les dispositions ordonnées par le général en chef. La division du premier, après s'être emparée, le 7 décembre, de Civitella del Tronto, s'était avancée, le 17, sur le Vomano, occupant Canzano, Guarda, Vomano et Monte-Pagano : elle avait rencontré l'ennemi dans cette dernière position. Le général Rusca attaqua les Napolitains, les dispersa et leur fit 300 prisonniers. Le 19, les avant-postes de la division étaient à

Monte-San-Angelo. Le chef de bataillon Coutard [1], qui commandait cette avant-garde, donna avis au général Duhesme que les paysans révoltés, au nombre de 3 à 4,000 hommes, ayant leurs curés à leur tête, avaient attaqué et occupé Teramo, et que 3,000 autres avaient brûlé le pont sur le Tronto, après avoir battu le détachement qui le défendait et pris les trois pièces de canon qui s'y trouvaient placées. Cette nouvelle était alarmante, dans un moment surtout où les Français avaient des forces si peu considérables sur ce point, et manœuvraient pour se joindre au gros de l'armée. Toutefois le général Duhesme ne se troubla point : il fit deux détachements pour aller contenir les insurgés de Teramo et du Tronto, et continua de s'avancer sur Pescara. Il arriva devant cette place le 23 décembre.

Pescara est situé à l'embouchure de la rivière du même nom, et a des ouvrages qui défendent le port et la baie de cette rivière. Le port est le plus considérable et le plus fréquenté de cette partie de la côte, où les Napolitains n'avaient point d'autre place d'armes. Celle-ci leur était d'autant plus importante, qu'il n'existe pas d'autre chemin praticable pour l'artillerie dans les Abruzzes, que celui qui longe la mer ; encore faut-il à chaque instant réparer les dégâts que font les torrents, et choisir les moments où ceux-ci sont guéables ; les autres chemins de communication ne peuvent être pratiqués, même par les voitures du pays, surtout pendant l'hiver. L'éboulement des terres, qui, dans cette saison et dans une contrée hérissée de collines, est presque continuel, rend les routes extrêmement difficiles, non-seulement pour la cavalerie, mais encore pour l'infanterie ; et c'est au point que quatre lieues de marche étaient une journée très-forte pour les troupes, quelque aguerries qu'elles fussent d'ailleurs.

Les fortifications de Pescara, revêtues à la moderne, étaient armées d'une bonne artillerie et défendues par 2,000 hommes de garnison. La place semblait donc exiger un siége régulier, et pour l'investir il fallait tenter le passage de la rivière de Pescara, que défendait un corps d'armée napolitain, et qui,

[1] Depuis lieutenant général.

accrue par les eaux, n'offrait aucun gué à quatre lieues au-dessus de son embouchure, et présentait partout de grandes difficultés à surmonter.

Le général Duhesme parvint à franchir ces obstacles. Instruit, par un espion, que les troupes ennemies commençaient à se retirer et remontaient la rivière, il précipita sa marche et arriva en vue de Pescara ; mais, avant d'attaquer cette place, il crut convenable de sonder les dispositions du commandant et de la garnison. Un officier d'état-major qu'il envoya en parlementaire lui fit le rapport que la garnison s'élevait effectivement à 2,000 hommes, mais que les précautions prises par le gouverneur pour lui persuader que les troupes étaient plus nombreuses, démontraient les inquiétudes de celui-ci. Ce commandant, ancien brigadier des armées napolitaines, s'était servi d'une vieille ruse de guerre dont tout autre que l'intelligent parlementaire français aurait pu être dupe ; il avait fait passer sous les yeux de cet officier la musique du même régiment sous des uniformes différents.

Persuadé qu'il n'éprouverait pas une résistance bien vigoureuse, Duhesme envoya le général Monnier en avant de Spoltore et de Monte-Silvano, sur les hauteurs qui couronnent la tête de pont de Pescara, avec six compagnies de grenadiers, deux cents chevaux et la compagnie d'artillerie légère. Les autres troupes se réunirent à Pianella et Civita di Penna. Les avant-postes napolitains, attaqués par Monnier, furent repoussés jusque dans la ville, où ils répandirent l'alarme. Aussitôt le général Duhesme envoya sommer le gouverneur de se rendre, avec menace de faire livrer l'assaut, en cas de refus. Le vieux brigadier napolitain, sans réfléchir qu'en tout état de cause il pouvait se retirer de la place sans être inquiété, puisqu'elle n'était pas cernée, fit mettre bas les armes à sa garnison, qui consistait dans le régiment de la Reine et un bataillon de volontaires. Les Français trouvèrent dans Pescara soixante à soixante-dix pièces d'artillerie en bronze, quatre mortiers, vingt gros canons de fonte, treize cents quintaux de poudre. La capitulation de Pescara eut lieu le 24 septembre : c'était un coup de fortune pour l'aile gauche de l'armée française ; on ne pouvait pas trouver plus à propos une place d'armes

mieux approvisionnée de tout ce qui manquait à la division Duhesme. Toutes les troupes y passèrent la Pescara, à l'exception de la brigade Rusca, qui continua sa route sur Torre di Passeri. Le général Duhesme établit son quartier général à Chieti, d'où il envoya le chef de brigade Broussier, avec six compagnies de grenadiers et quelque cavalerie, à la poursuite du corps napolitain dont nous avons parlé plus haut.

Pendant deux jours, presque toutes les communications furent interrompues. Le chef de brigade Broussier atteignit cependant la colonne ennemie, la dispersa et fit beaucoup de prisonniers : douze pièces d'artillerie et tous les caissons de cette colonne restèrent au pouvoir des Français.

La brigade du général Rusca, après avoir couru les plus grands dangers en traversant les torrents qui se trouvèrent sur son passage, parvint au pont de Torre di Passeri, où elle opéra sa jonction avec la colonne de Broussier. Ces troupes réunies se dirigèrent sur Bosio di Popolo. Rusca apprit chemin faisant, par un officier qui venait à sa rencontre, que le général Lemoine venait de s'emparer du poste que nous venons de nommer, et manœuvrait pour se réunir à la division Duhesme. L'officier était porteur d'une lettre adressée à ce dernier général, dans laquelle Championnet lui donnait l'ordre de s'avancer sur Capoue, conjointement avec la division Lemoine.

ANNÉE 1799. — AN VII.

Suite des opérations dans le royaume de Naples. — Les deux généraux s'empressèrent d'exécuter ce mouvement. La division Duhesme arriva le 9 janvier à Sulmona[1]. Le général

[1] Nous devons mentionner ici un trait qui honore le lieutenant général Thiébault. Cet officier distingué apprend, en arrivant à Sulmona, que soixante blessés ou malades de la division Lemoine ont été abandonnés dans une maison de la ville. La colonne où se trouvait le commandant Thiébault était la dernière qui dût traverser la ville, et il était à craindre que les malheureux blessés, après le départ des Français, ne tombassent entre les mains des insurgés. Thiébault, manquant de moyens de transport, s'avisa d'un expédient qui lui réussit. Il convoqua, sous le prétexte d'une communication importante, tous les habitants valides au-dessus de l'âge de dix-huit ans. Quand ceux-ci furent rassemblés, Thiébault choisit trois cent soixante des plus robustes, et leur donna l'ordre de porter les soixante


Tom. 5.
Page 209
Iles de Tremiti
Mt. GARGANO
Golfe de Manfredonia
Manfredonia
Barletta
Trani
Andria
Mt. Taburno
POUILLE
S. Severo
la Cirignola
Foggia
Lucera
Motta di Mt. Corvino
Volturara
Troja
Bovino
Ascoli
Ofanto Fl.
Melfi
Lacedogna
NAPLES
Ariano
Guardia
Ruvo
Frigento
S. Angelo de Lombardi
Conza
Nusco
Mt. Fusco
Mt. Marano
Benevente
Acerno
Avellino
Nola
Sarno
la Cava
Salerne
Capaccio Vecchio
Pesto
Mt. VESUVE
Nocera
Lettere
Amalfi
Castel à Mare
Vico
Sorrento
Golfe de Naples
Golfe de Salerne
Nord
MEDITERRANÉE
Ischia
Capri

Duhesme courut quelques dangers en sortant de cette dernière ville. Il s'était porté en avant pour communiquer avec le général Lemoine, lorsqu'il fut assailli tout à coup par une troupe de paysans insurgés. Il n'avait avec lui que quelques ordonnances, avec lesquelles il se fit jour l'épée à la main, pour rejoindre ses troupes, non sans recevoir plusieurs blessures, dont heureusement aucune ne fut dangereuse. Depuis la prise de Pescara et la dispersion de la dernière colonne napolitaine par le chef de brigade Broussier, la division n'eut plus d'affaires qu'avec des rassemblements de paysans, espèce de *guerillas* plus redoutables dans ces contrées que des troupes régulières. Il est à remarquer que, dans cette campagne, les difficultés commencèrent quand il n'y eut plus d'armée napolitaine.

Tandis que les deux divisions Duhesme et Lemoine s'approchaient ainsi du quartier général, Championnet avait ordonné au général Macdonald de reconnaître la place de Capoue, afin qu'on pût en commencer le siége. Macdonald prit avec lui, pour cette opération, le général Maurice Mathieu et sa brigade, et marchant sur trois colonnes, il s'approcha de Capoue, le 3 janvier. La première colonne s'était dirigée par la droite de la route; la seconde, destinée à l'attaque principale, s'avança, précédée d'un escadron de cavalerie et de deux pièces d'artillerie légère, par la grande route; et la troisième, marchant à travers champs, se dirigea sur les retranchements de la droite de l'ennemi.

Deux escadrons des régiments 16e de dragons et 13e de chasseurs à cheval furent placés à droite et à gauche des colonnes d'attaque pour les flanquer et pour surveiller l'ennemi, qui cherchait à s'étendre, à l'effet d'envelopper la brigade entière. L'attaque fut des plus vives. La 30e demi-brigade se porta avec la plus grande intrépidité sur la gauche du camp retranché de l'ennemi; la 97e, à la droite du même camp, et la colonne principale, formée d'une partie de ces deux demi-brigades et dirigée

Français malades jusqu'à Capoue. La nuit fut employée à faire des brancards, sur lesquels on plaça des matelas; et, le lendemain matin, les soixante Français partirent au centre de la colonne, chacun sur un brancard, auquel six porteurs étaient attachés. Thiébault conduisit ainsi son précieux convoi jusqu'à Capoue, sans perdre un seul des malades qui le composaient.

par le général Maurice Mathieu, après avoir chargé et enlevé quelques pièces d'artillerie mises en batterie sur la route, marcha au pas de charge sur le retranchement qui la défendait, et en chassa l'ennemi. Le 16ᵉ de dragons chargea à son tour les Napolitains, et les mena le sabre aux reins jusqu'aux coupures et abattis qui défendaient les approches du camp. Ces derniers obstacles n'auraient point arrêté les intrépides dragons, si le canon des remparts ne les eût forcés à rebrousser chemin; mais, en se retirant, ils chargèrent et sabrèrent encore plusieurs détachements ennemis qui cherchaient à joindre le gros des troupes. Cette attaque, à laquelle Mack, retranché avec tous les débris de son armée devant Capoue, était loin de s'attendre, fit prendre à ce général la résolution d'abandonner son camp, et de retirer ses troupes dans la ville, laissant seulement quelques bataillons dans la forte redoute dite de *San-Antonio*. Cette redoute se trouvait fortement pressée par la 30ᵉ demi-brigade, d'une part, et par les grenadiers de la 97ᵉ de l'autre; mais le feu croisé de deux bastions qui la protégeaient, ainsi que la grande route, fit beaucoup de mal aux colonnes françaises.

Persuadé que les troupes qu'il avait devant lui étaient appuyées par d'autres qui, se succédant dans l'attaque, finiraient par le forcer, et voyant d'ailleurs que ce premier essai des Français avait introduit le désordre parmi ses Napolitains, le général Mack se servit d'une ruse de guerre, qui sauva momentanément son armée et empêcha peut-être la prise de Capoue dans cette même journée. Au moment où le général Macdonald, enhardi par le succès qu'il venait d'obtenir, allait donner l'ordre d'aborder à la baïonnette les derniers retranchements de l'ennemi, le général en chef des Napolitains envoya son aide de camp, le prince Pignatelli, au général français, pour lui demander une suspension d'armes. Macdonald repoussa sèchement cette proposition; mais Pignatelli insista, en disant que l'ambassadeur de la république cisalpine, arrivant de Naples, demandait passage pour se rendre à Milan; et il ajoutait que ce passage ne serait accordé qu'autant que les Français consentiraient à la suspension d'armes. Macdonald informa de suite son général en chef de cet incident, et Championnet, par égard pour la république cisalpine, voulut bien

accorder l'armistice, mais seulement pour le temps nécessaire à l'ambassadeur pour traverser les avant-postes des deux armées. Les hostilités furent donc suspendues. Mack profita de cet intervalle pour distribuer ses troupes dans des positions plus avantageuses, et pour rallier tous les détachements dispersés. Toutefois, à peine l'ambassadeur cisalpin eut-il dépassé les avant-postes, que le combat recommença avec la plus grande vigueur et devint général. La redoute de San-Antonio et tous les retranchements furent enlevés; mais, lorsque les troupes napolitaines furent toutes retirées dans la ville, le canon des remparts tira avec plus de vivacité que jamais, et comme les Français n'étaient point encore en mesure de riposter avec avantage, ils essuyèrent une perte assez considérable. Le général Maurice Mathieu eut le bras fracassé d'un biscaïen; son aide de camp Trinqualie eut un cheval tué sous lui; plusieurs officiers supérieurs et d'état-major et un certain nombre de soldats furent blessés.

Macdonald, satisfait du résultat de sa reconnaissance, et convaincu de l'impossibilité de pénétrer de vive force dans la place avec le peu de moyens qu'il avait à sa disposition, ordonna la retraite, emmenant avec lui l'artillerie prise dans les retranchements. Cette affaire, meurtrière pour l'ennemi, coûta près de 300 hommes aux Français, et l'armée fut privée pendant le reste de la campagne du brave général Maurice Mathieu, que sa blessure empêcha momentanément de servir.

Sur ces entrefaites, le général Rey, ayant reçu l'ordre de tenter un coup de main sur Gaëte, se présenta devant cette place, défendue par 4,000 hommes, soixante-dix pièces de canon et douze mortiers, avec des vivres et des munitions pour plus d'un an. Son port renfermait en outre sept felouques armées en guerre, beaucoup de bâtiments de transport, un équipage de pont, et des bateaux chargés de blé. Le gouverneur, sommé de se rendre, fit réponse qu'il était dans l'intention de se défendre. Le général Rey, dont l'artillerie était d'ailleurs peu nombreuse, fit mettre un seul obusier en batterie et jeter quelques obus dans la place. Le feu, qui se manifesta dans plusieurs maisons, frappa de terreur les habitants et sema le désordre parmi la garnison. Le général ennemi demanda alors à capituler. Rey lui

fait dire de se rendre sans condition, ou de s'attendre à être traité avec toute la rigueur militaire. Le Napolitain obéit. La garnison demeura prisonnière ; mais le gouverneur et soixante-trois officiers obtinrent la honteuse faveur de retourner dans leurs foyers, sous promesse de ne pas servir contre la république française. On trouva dans la place, outre les objets dont nous avons déjà parlé, vingt mille fusils et plus de cent milliers de poudre.

Championnet avait attendu, pour attaquer Capoue dans les règles, que les autres divisions de son armée l'eussent rejoint. Celle du général Rey arriva la première. Elle fut placée le long du Volturno, appuyant sa droite à la mer et sa gauche à Itri. Le général Kellermann, avec les troupes sous ses ordres, ne tarda point à venir se joindre à l'armée, et fut établi dans le terrain qui sépare la route de Calvi de celle d'Itri, à un demi-mille de l'embranchement, sa gauche se liant avec la droite de la brigade du général Mathieu, qui avait repris sa position en avant de Calvi.

Cependant le général en chef français n'avait point encore reçu de nouvelles des divisions Duhesme et Lemoine, depuis qu'en partant de Rome il leur avait transmis ses instructions. Les paysans insurgés interceptaient les communications. Vingt courriers envoyés à ces divisions n'avaient pas pu les joindre ou avaient été enlevés. Les deux Abruzzes, citérieure et ultérieure, étant en insurrection ouverte, Championnet pouvait craindre que ces deux divisions ne se trouvassent bloquées, et lui-même se voyait entouré d'un peuple qui supportait le joug français avec une grande impatience, excité sans cesse par les déclamations fanatiques des prêtres et par les intrigues des nobles. L'aide de camp Claye avait été envoyé récemment vers le général Lemoine, et Championnet lui avait recommandé de tout tenter pour parvenir à son but. Cet officier, aussi intelligent que brave, ne prenant conseil que de son dévouement, refusa l'escorte de grenadiers qu'on voulait lui donner, se travestit, et, prenant pour guide un paysan qu'il crut mettre dans ses intérêts en lui donnant beaucoup d'or, il arriva dans un village où il croyait pouvoir se reposer. Mais, trahi par le perfide auquel il s'était confié, le malheureux Claye fut arrêté,

dépouillé et coupé en morceaux par des hommes plus semblables à des cannibales qu'à des peuples civilisés. Tel avait été le sort de la plupart des Français isolés tombés au pouvoir des paysans napolitains.

Enfin le chef d'escadron Gauthrin, à la tête d'un parti de cavalerie, s'étant dirigé par Venafro et Isernia sur Sulmona, était parvenu jusqu'aux grand'gardes du général Lemoine, et plus heureux que tous les autres officiers qui l'avaient précédé, échappant aux embuscades et aux poignards des insurgés, il était revenu au quartier général informer le général en chef que l'aile gauche de l'armée s'avançait par Venafro. Nous avons rendu compte du mouvement de la division Duhesme sur cette ville. Le général Lemoine n'avait pas eu moins de difficultés à surmonter : il lui avait fallu traverser la plus forte chaîne des Apennins, par des chemins affreux et couverts, en certains endroits, de plus de quatre pieds de neige. Les habitants de ces montagnes, encore plus féroces que ceux de la plaine, allaient à la chasse des soldats égarés, et les égorgeaient souvent à vingt pas des colonnes. Les communications avec Aquila n'avaient pu être entretenues que par de forts détachements qui affaiblissaient d'autant la division; encore avait-on été obligé d'y renoncer. Cependant, malgré toutes ces difficultés, Lemoine était arrivé, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à Bosio di Popolo. L'ennemi occupait en force le village; il était pour lui de la plus haute importance pour empêcher la jonction des deux divisions française (Duhesme et Lemoine) : aussi ce poste fut-il défendu avec opiniâtreté. Il fallait passer le Pescara sur un pont retranché. Une compagnie de grenadiers, commandée par le capitaine Point, s'avança à la baïonnette, et ne fut point arrêtée par la mort de son digne chef, qui fut tué à la première décharge. Le pont fut emporté et le village forcé. Lemoine, impatient d'opérer sa jonction, ne s'amusa point à poursuivre les Napolitains et s'avança rapidement sur Venafro. C'est dans cette marche qu'il fut rencontré par le chef d'escadron Gauthrin.

L'armée française étant sur le point d'être réunie, Championnet se décida à faire une nouvelle attaque sur Capoue, afin d'accélérer la reddition ou la prise de cet important rempart, le seul qui restât aux Napolitains pour couvrir leur capitale.

Le général français jugea convenable d'opérer le passage du Volturno, au-dessus de la ville, afin de surprendre les troupes ennemies campées en arrière de la place, sur la route d'Aversa, en même temps qu'il ferait attaquer de nouveau le camp qui défendait les approches sur la rive droite du fleuve, camp que Mack avait fait réoccuper après la retraite de Macdonald. En conséquence, la division de ce dernier général eut ordre de descendre de Calvi et de venir occuper Caiazzo, la montagne dite de Jérusalem, appuyant sa droite à la grande route de Capoue, et resserrant la ville le plus près possible. La division Rey fut placée à la même hauteur, longeant le Volturno jusqu'à la mer. Une forte réserve resta à Calvi; le quartier général était à Teano.

Le projet de Championnet était d'attendre à Cajanello, et à l'embranchement des routes de Capoue à Venafro et Santo-Germano, l'arrivée des deux divisions de l'aile gauche (Duhesme et Lemoine). Jusqu'à l'arrivée des troupes de Lemoine, le général Forest occupa, avec un régiment de troupes légères, le poste intermédiaire de Verrano, afin de tenir la communication de Calvi à Venafro. Le général d'artillerie Éblé partit de suite pour Gaëte, où il devait monter et expédier de suite l'équipage de siége nécessaire pour réduire Capoue, si Mack s'obstinait à garder cette place. Le général Boisgerard, commandant en chef l'arme du génie, s'étant approché de la place pour reconnaître les points d'attaque les plus favorables, reçut, auprès du village de Caiazzo, une blessure dont il mourut quelques jours après. Cet officier général, dont le nom a déjà été cité honorablement dans cet ouvrage, et qui avait fait les premières campagnes avec autant d'habileté que de bonheur, fut sincèrement regretté par ses camarades et par toute l'armée. Malgré ce funeste événement, la reconnaissance avait eu lieu, et la première parallèle était déjà désignée.

Championnet se rendit alors à Venafro pour y conférer avec le général Lemoine, dont il venait d'apprendre l'arrivée. Il espérait aussi trouver dans cette ville le général Duhesme; mais celui-ci avait été retardé dans sa marche par les combats journaliers qu'il avait eus à soutenir contre les bandes insurgées. Le général en chef trouva la division Lemoine campée en avant

de Venafro, et ordonna sur-le-champ le mouvement que ses troupes devaient faire le lendemain. L'infanterie, aux ordres du général Dufresse, devait traverser le Volturno au pont de la Casa di Caccia, et se diriger ensuite sur Alife et Piedimonte; la cavalerie, commandée par le chef de brigade Poitou, devait occuper Venafro avec deux pièces d'artillerie et envoyer de fréquents détachements dans la direction de Sulmona, pour essayer d'établir une communication avec le général Duhesme; enfin le reste de l'artillerie de la division, ne pouvant en suivre le mouvement par la rive gauche du Volturno, devait être conduit sous escorte au général Forest, qui l'attacherait à sa cavalerie, et se tiendrait prêt à marcher, au premier signal, sur Alife, par le gué del Lago. Ces dispositions prises, le général en chef revint à son quartier général.

Cependant, pendant la courte absence que venait de faire Championnet, de vives alarmes s'étaient répandues parmi les troupes qui observaient Capoue. Le général Rey avait dépêché ordonnance sur ordonnance à Teano pour informer le général en chef qu'un rassemblement immense d'insurgés se trouvait à Sessa, qu'ils menaçaient de couper les ponts sur le Garigliano, et que bientôt ils attaqueraient le quartier général. De forts détachements furent envoyés de suite au général Rey, qui reçut l'ordre de faire les plus grands efforts pour empêcher les paysans napolitains de s'avancer; mais déjà l'ennemi se trouvait trop nombreux : les détachements envoyés contre lui furent battus et repoussés. Fiers de ce succès, les insurgés se portent au pont de Garigliano, le coupent, pillent le parc de réserve de l'armée, mettent le feu aux caissons, et commettent les plus grandes cruautés envers les Français tombés entre leurs mains. Gourdel, aide de camp du général en chef, envoyé auprès du général Rey; un chef de bataillon d'infanterie légère, et plusieurs autres officiers et soldats blessés et restés sur le champ de bataille, sont attachés à des arbres et brûlés vifs, tandis qu'à l'exemple des sauvages du Nouveau-monde, les Napolitains poussent autour de leurs victimes des cris de joie et de victoire.

Au moment même où Championnet allait prendre les mesures les plus vigoureuses pour remédier à ce terrible incident,

on vit sortir de Capoue, en parlementaires, des officiers supérieurs chargés par le vice-roi de Naples, Pignatelli, de proposer un armistice, afin, dirent-ils, d'arriver à la conclusion d'une paix solide et durable. Ils offraient de rendre la ville, et demandaient qu'une ligne militaire fût tracée pour que les deux armées pussent y attendre la décision de leurs gouvernements respectifs. Ces propositions, faites dans la circonstance critique où se trouvaient les Français, étaient fort acceptables. Toutefois Championnet, pour imposer encore plus aux parlementaires et dissimuler tout ce que sa situation présente avait de difficile, refusa d'entrer dans aucune discussion, à moins que les parlementaires ne fussent autorisés à traiter de la soumission et de la reddition de Naples. Les officiers napolitains se retirèrent, et revinrent le lendemain faire les mêmes propositions; ils furent éconduits comme la veille. Ceci se passait pendant le trajet de Venafro à Teano. En arrivant à ce quartier général, Championnet le trouva occupé par les insurgés, et les officiers qu'il y avait laissés avaient pris la fuite pour éviter de tomber au pouvoir des Napolitains. Déjà un grand nombre de ces derniers couronnaient les hauteurs, et se préparaient à attaquer le général en chef et son escorte; Championnet fit alors avancer quelques troupes de la réserve. Le chef de brigade Nerin, à la tête de deux bataillons de la 97e demi-brigade, marcha sur les insurgés et les eut bientôt mis en fuite. On apprit, le soir même, que l'insurrection était générale, que toutes les communes avaient pris les armes, et que des officiers de ligne napolitains s'étaient mis à la tête de ces milices. Le général Lemoine mandait qu'il était assailli dans son quartier général de Piedimonte au delà du Volturno, et que sa position devenait très-critique. D'un autre côté, le chef de brigade Poitou ne recevait aucune nouvelle du général Duhesme. Détachements, ordonnances, émissaires, rien n'avait pu pénétrer jusqu'à cette division. Il était présumable qu'entouré par les paysans, Duhesme se trouvait lui-même dans un grand embarras. Santo-Germano et toutes les communes environnantes étaient sous les armes; les équipages du général en chef et du quartier général y avaient été pillés et brûlés.

Les paysans avaient reçu l'ordre de la cour de Naples de

faire aux Français une guerre d'extermination; on trouva, quelque temps après les événements que nous retraçons, dans une correspondance interceptée, une ordonnance signée Ferdinand, portant qu'*aussitôt que les Français auront mis le pied sur le sol napolitain, toutes les communes doivent se lever en masse et commencer le massacre*. On a lieu de s'étonner encore aujourd'hui qu'un prince, qui avait ouvert la campagne avec 70,000 hommes contre 16,000, ait pu commander dans ses États une mesure aussi contraire aux lois de l'honneur, lorsqu'il avait tous les moyens de combattre avec gloire et de faire une guerre généreuse. N'était-ce pas provoquer les plus terribles représailles?

Ces ordres donnés par le souverain ne furent que trop bien exécutés. Les Français n'osèrent plus sortir de leurs camps que par gros détachements, qui continuaient d'affaiblir leurs forces. On manquait de vivres, et l'incendie du parc de réserve avait réduit les soldats à un seul paquet de cartouches. Les communications avec Rome étaient fermées; la jonction du général Duhesme devenait de plus en plus problématique. Les mouvements de l'ennemi et les positions occupées par les insurgés ne permettaient pas de douter qu'une attaque générale aurait lieu incessamment. Championnet reçut la nouvelle que les 7,000 hommes débarqués à Livourne par l'escadre de Nelson, et qui jusqu'alors s'étaient tenus dans une inaction complète, s'étaient rembarqués pour venir descendre à l'embouchure du Garigliano, et que, réunis aux insurgés, ils devaient marcher sur les derrières de l'armée française, tandis que le général Mack, débouchant de Capoue, l'attaquerait de front.

Dans cette position, une des plus critiques où puisse jamais se trouver une armée, Championnet, familiarisé avec des dangers pareils, ne désespéra point de sa fortune. Sûr du dévouement de ses troupes, de leur intrépidité, il résolut d'attendre les assaillants, et de leur faire payer cher la victoire qu'ils se promettaient. Le détachement de cavalerie du général Forest eut ordre de renforcer le général Lemoine sur la rive gauche du Volturno, et les troupes de celui-ci devaient se tenir serrées et prêtes à agir suivant les circonstances. Le chef de brigade Poitou, avec son régiment et ses deux pièces d'artillerie, dut quitter

Venafre pour venir à Calvi augmenter la réserve. Toute la ligne était sur le *qui-vive* : les Français avaient juré de vaincre ou de périr.

Mais, lorsque l'armée républicaine n'avait plus, pour ainsi dire, d'autre ressource que son désespoir, les mêmes parlementaires que le général en chef regrettait de n'avoir pas accueillis les jours précédents se présentèrent de nouveau aux avant-postes. Conduits devant Championnet, ils lui dirent qu'ils étaient autorisés par le vice-roi à consentir à toute demande de la part du chef de l'armée française, excepté à la reddition de la ville de Naples. Cette nouvelle démarche des chefs napolitains parut si extraordinaire à Championnet, qu'il hésita quelque temps à accepter les propositions qui lui étaient faites, dans la crainte qu'elles ne cachassent un piége tendu à sa bonne foi. Cependant, après avoir pris l'avis des généraux réunis en conseil de guerre, il chargea son chef d'état-major, le général Bonnami, de traiter avec les deux envoyés napolitains, le prince de Miliano et le duc de Gesso; et la convention suivante fut arrêtée entre ces trois plénipotentiaires :

Art. 1er. La ville de Capoue, telle qu'elle se trouve avec ses magasins de tout genre, sera remise demain, 11 janvier, à dix heures du matin, à l'armée française. Il est bien entendu que l'artillerie et les munitions de guerre qui auraient pu en être tirées pour le camp retranché seront restituées. Un officier d'état-major et un commissaire des guerres français entreront ce soir dans la place pour vérifier l'état des magasins et des munitions et les recevoir.

Art. 2. L'armée française, appuyant sa droite à la Méditerranée, occupera la rive droite de l'embouchure des lacs napolitains, Acerra et la chaussée de Naples qui passe par Acerra, Aeinso et Benevente; elle tiendra garnison dans toutes les villes et villages de ce pays.

Art. 3. La ligne de démarcation se continuera depuis Benevente jusqu'aux bouches de l'Ofanto, prenant la rive gauche de cette rivière et la rive droite du Lombardo.

Art. 4. Les troupes napolitaines qui pourraient se trouver encore sur le territoire de la république romaine l'évacueront aussitôt.

ART. 5. Les ports des Deux-Siciles seront déclarés neutres, ceux du royaume de Naples, aussitôt après la signature du présent acte, et ceux de la Sicile, aussitôt que le roi de Naples aura envoyé de Palerme son ambassadeur à Paris, pour traiter de la paix. En conséquence, il ne sortira des ports des deux royaumes aucun vaisseau de guerre napolitain, de même qu'il n'y sera reçu aucun vaisseau des puissances en guerre avec la république française, et tous les vaisseaux de ces puissances qui s'y trouveraient en ce moment en sortiront aussitôt.

ART. 6. Pendant tout le temps que durera l'armistice, il ne sera fait aucun changement aux autorités administratives sur le territoire occupé par les Français.

ART. 7. Aucun individu ne sera inquiété pour ses opinions politiques.

ART. 8. Le roi des Deux-Siciles payera à la république française dix millions de livres tournois, dont cinq le 26 nivôse, présent mois, correspondant au 15 janvier 1799, et les cinq autres le 9 pluviôse, correspondant au 25 janvier, même année. Ces payements se feront à Capoue, et le ducat sera reçu à raison de quatre livres de France.

ART. 9. Les relations ordinaires de commerce entre Naples et le territoire occupé par l'armée française subsisteront comme par le passé, avec la réserve que l'approvisionnement de cette armée n'en souffrira pas. Il est également convenu que la réciprocité du commerce de l'armée française avec le territoire occupé par les Napolitains aura lieu, avec exemption de tout droit.

ART. 10. Le présent traité d'armistice sera soumis à l'approbation des gouvernements des deux puissances. Si l'un ou l'autre refuse de le ratifier, les généraux commandants s'en donneront réciproquement avis, trois jours avant de recommencer les hostilités.

Fait au camp sous Capoue, le 10 janvier 1799 (17 nivôse an VII de la république française).

Signé CHAMPIONNET, le prince de MILIANO et le duc de GESSO.

Dans la nuit même qui suivit la signature de cet acte, le gé-

néral Éblé entra dans Capoue, accompagné d'un commissaire des guerres, à l'effet de prendre possession des magasins, et de surveiller l'exécution de l'article qui mettait les Français en possession de toute l'artillerie, des arsenaux, etc. Le lendemain, 11 janvier, Capoue reçut garnison française. Le chef de brigade de la 30e demi-brigade, Darnaud, qui, au combat de Cajazzo, avait été fait prisonnier, et venait d'être rendu, fut nommé commandant de la place. Le reste des troupes prit position en avant de Capoue.

Ainsi, par l'événement le plus inattendu, l'armée française se trouvait délivrée du plus grand péril qu'elle eût encore couru. Qui croirait cependant que le Directoire exécutif, trompé par des rapports fallacieux, ou cédant aux intrigues de quelques ennemis secrets de Championnet, fut assez injuste pour blâmer ouvertement et presque sans mesure la conduite de ce général dans une circonstance aussi remarquable, et que l'heureux armistice, conclu sous les murs de Capoue, devint un des motifs, un des prétextes apparents que le gouvernement républicain allégua pour justifier la disgrâce de ce brave et digne chef des guerriers français? Mais si la conduite du Directoire en cette occasion paraît étrange, comment se rendre raison de celle du général Mack? Ce dernier pouvait-il ignorer les progrès des Napolitains insurgés et la position de l'armée française? Quelle raison put le déterminer à proposer un armistice aussi intempestif? Si l'on écarte le soupçon de séduction ou de corruption, il faudra toujours convenir qu'une pareille démarche suffit seule pour démontrer combien était mal fondée la grande réputation militaire dont le général autrichien jouissait alors chez les puissances liguées contre la France.

Débarrassé de l'ennemi qu'il avait en tête, par l'armistice qu'il venait de conclure, Championnet put s'occuper sérieusement du châtiment des Napolitains insurgés. Le général Rey se mit en mouvement avec sa division. Itri et Fondi, principaux refuges des bandes napolitaines, furent occupés, ainsi que les villes et villages qui se trouvaient sur cette route. Informé que les insurgés s'étaient retirés à Traëta, petite ville située dans les montagnes, sur la rive droite du Garigliano, le général Rey marcha sur ce point, attaqua les paysans napolitains, et dis-

persa ce rassemblement. Mais son aide de camp, le capitaine Tremeau, s'étant attaché à la poursuite des fuyards avec un détachement de 30 à 40 hommes seulement, se trouva tout à coup entouré, et fut massacré ainsi que tous les siens. Rey se porta ensuite sur Castelforte, où se trouvait une bande considérable. Les insurgés se défendirent en désespérés. La position de Castelforte ne permettant pas au général français de faire usage de son artillerie, il fut obligé de faire donner plusieurs assauts à cette place par l'infanterie française et polonaise. Après de pénibles efforts, ces bataillons réussirent à pénétrer dans la ville, dont une des portes fut enfoncée à coups de hache. Le massacre du capitaine Tremeau et de son détachement avait tellement irrité le général Rey, qu'il fit fusiller tous les habitants pris les armes à la main et mettre le feu à leurs maisons. La prise de Castelforte était d'autant plus intéressante pour les Français, qu'ils y trouvèrent un petit parc d'artillerie de montagne et des magasins considérables de vivres.

Cependant la division du général Duhesme avait manœuvré de son côté pour étouffer l'insurrection. L'abandon de Sulmona par la dernière colonne de cette division avait été le signal d'une levée en masse dans les deux Abruzzes. Le tocsin sonna dans toutes les paroisses. Les curés, les prêtres et les moines prêchèrent, le crucifix en main, de nouvelles vêpres siciliennes. Le chef principal de ces insurgés était un certain Progni, ancien voleur de profession, et connu par plusieurs assassinats célèbres dans le pays. Des officiers de l'armée napolitaine ne rougirent pas de servir sous les ordres d'un pareil homme.

Le général Monnier faillit être pris par un parti de ces paysans, qui suivaient les colonnes françaises à la manière des Arabes bédouins, pour tomber à l'improviste sur ceux qui avaient le malheur de rester en arrière.

Progni avait résolu de surprendre le quartier général de Duhesme, et indiqua, à cet effet, la ville de Chieti pour la réunion de ses diverses bandes. Le chef d'état-major Thiébault ayant été averti à temps de ce projet par des espions qu'il avait dans le pays, Duhesme put faire toutes les dispositions nécessaires pour déjouer le dessein de Progni; l'activité du

général et la bravoure des troupes en imposèrent assez au chef des bandes napolitaines, pour que celui-ci renonçât à son entreprise.

La division se mit en marche, et la première colonne, commandée par le général Monnier, ayant trouvé sur son passage un corps nombreux d'insurgés qui avaient pris une position assez militaire en avant d'Isernia, les attaqua, les mit en déroute, et brûla un village où leur gauche se trouvait appuyée. Toutefois il fallut de grands efforts pour les chasser ensuite de la ville d'Isernia, dans laquelle ils s'étaient retirés et barricadés de manière à rendre nul l'effet du canon. Les Français escaladèrent les murailles; mais il fallut faire le siége des maisons, des églises et autres édifices, qu'ils avaient crénelés, et d'où partait un feu très-meurtrier. Toutes les ressources qu'enfante le désespoir furent employées par les insurgés pour défendre ces derniers retranchements. Des pierres, des poutres, des tisons enflammés, l'eau et l'huile bouillantes, rendaient l'abord des rues plus difficile et plus dangereux que ne l'avait été celui des remparts. Un grand nombre de braves périrent dans cette occasion. Enfin, de siége en siége, les Français parvinrent à se rendre entièrement maîtres d'Isernia. On conçoit tout ce qu'une pareille résistance dut provoquer d'excès de la part des soldats irrités. Tous les Napolitains qui furent pris les armes à la main devinrent les victimes de la fureur des troupes françaises. Il fut impossible au général Duhesme d'arrêter le massacre et le pillage des maisons : toutefois il empêcha que les soldats n'incendiassent la ville.

Cet engagement fut le dernier que le général Duhesme eut à soutenir dans sa marche pour rejoindre le gros de l'armée. Un nombre considérable d'insurgés avaient péri dans Isernia ou dans les environs de cette ville; le reste se dispersa dans les montagnes. Une bande avait vainement tenté d'arrêter la 73e demi-brigade à Rionogo, au moment où celle-ci traversait le défilé qui est en avant de ce village. Les insurgés furent repoussés, et les Français trouvèrent dans Rionogo plusieurs canons et plus de trois mille fusils que ces paysans avaient abandonnés. N'étant plus retardée dans son mouvement, la division atteignit Venafro, le 14 janvier, quatre jours après la

capitulation de Capoue. Le général Duhesme se rendit le même jour auprès de Championnet, qui avait établi son quartier général à Caserte, maison de plaisance du roi de Naples.

Insurrection des lazaroni dans Naples; fuite du général Mack; rupture de l'armistice; combats sous les murs de Naples, etc. — Lorsque le général Duhesme rejoignait ainsi l'armée sous Capoue, une mésintelligence, dont les causes n'ont point été connues éclatait entre le général en chef Championnet et le général de division Macdonald. Celui-ci crut devoir donner sa démission immédiatement après la capitulation de Capoue; et le général de brigade Dufresse, qui jusqu'alors avait été employé à la suite du quartier général, fut désigné pour remplacer le démissionnaire dans le commandement de sa division. Le général Lemoine fut en même temps envoyé à Paris, afin de pressentir le Directoire sur le parti à prendre vis-à-vis du roi de Naples, et sur la forme du gouvernement qu'il conviendrait de donner aux Napolitains, dans le cas où le Directoire jugerait à propos de les affranchir de l'autorité de ce souverain.

La réunion de tous les corps de l'armée permit enfin au général Championnet de s'occuper de sa réorganisation. La division aux ordres du général Dufresse appuya sa droite à la mer, et fut chargée de garder sur la rivière de Régi Lagni, les ponts Salin, Rono et Carbonara; celle du général Duhesme occupa Acerra, Maddaleni, Arienzo, et garda le ponte Napoli. La réserve, commandée par le général Rey, ayant sous ses ordres le général Forest, fut établie au quartier général de Caserte. Le chef de brigade Broussier fut détaché sur Benevente, à l'effet d'y enlever un trésor qu'on savait y être gardé. Précédé par le chef de bataillon Chabrier de l'arme du génie, Broussier partit de Maddaleni avec la 17e demi-brigade de ligne et un détachement du 7e régiment de chasseurs à cheval.

Pour arriver à Benevente, il fallait traverser les gorges de l'Apennin connues sous le nom célèbre des *Fourches caudines*. Les officiers qui commandaient les bandes d'insurgés, connaissant toute l'importance de ce défilé, avaient fait occuper les hauteurs qui le dominent et qui en défendent l'approche aussi bien que le passage. La 17e pénétra d'abord dans le défilé,

et parvint, non sans peine, à le franchir malgré la résistance et tous les efforts des paysans armés qui le gardaient. Quarante soldats et cinq officiers français perdirent la vie dans cette rencontre. Le chef de brigade Broussier s'empara de Benevente et de ce que cette ville renfermait.

Pendant ce temps, le général Championnet crut qu'il était de l'intérêt de la France républicaine de préparer sourdement la révolution du royaume de Naples. Il organisa un comité à la tête duquel il plaça un nommé Lambert, Napolitain d'origine, patriote réfugié, et qui avait une certaine influence sur les mécontents du pays. Une correspondance fut bientôt établie entre ces derniers et le comité insurrecteur, qui fut informé journellement de ce qui se passait à Naples. Des émissaires secrets furent chargés de porter aux mécontents des instructions sur la conduite qu'ils avaient à tenir, et d'augmenter le nombre de ceux qui se préparaient à seconder les vues de la France.

Une circonstance particulière accéléra le mouvement révolutionnaire qu'on voulait opérer dans la capitale des Deux-Siciles. L'ordonnateur Arcambal avait été envoyé à Naples avec un sauf-conduit, pour hâter la rentrée de l'argent promis dans l'acte de Capoue. Cet administrateur fut parfaitement accueilli par le vice-roi; mais sa présence, et surtout l'objet de sa mission, excita les murmures du peuple napolitain. Celui-ci s'assembla tumultueusement, et faillit assommer l'ordonnateur français, qui ne dut la vie qu'au dévouement de quelques partisans de la révolution. Dès ce moment, les deux partis furent en présence dans Naples. Un patriote fut massacré; il n'en fallut pas davantage pour jeter le peuple dans le délire de l'anarchie. Les uns voulurent venger la victime, les autres se déclarèrent pour l'assassin : la lutte devint terrible.

Les lazaroni [1] s'emparèrent de toutes les armes, et signa-

[1] On donne le nom de lazaroni à la partie des habitants de Naples la plus robuste et la plus pauvre. Ce nom vient du pauvre Lazare dont il est parlé dans l'Évangile. Les lazaroni ont des lois particulières; ils s'assemblent toutes les fois qu'ils le jugent convenable, et le gouvernement n'a point la force de s'y opposer. Ils sont si nombreux, que les magistrats ne réussiraient point à les disperser. Ils aident la police dans les émeutes par-

lèrent Mack comme un traître, et les officiers de son armée comme des *jacobins* séduits par l'or des Français. Ils se disposèrent à arracher le général autrichien de son hôtel pour l'immoler à leur juste fureur ; le vice-roi lui-même devint l'objet de leur animadversion : à peine eut-il le temps de se jeter dans un canot du port de Naples pour se sauver en Sicile. Les soldats de l'armée napolitaine, étrangers pour la plupart à la ville où ils se trouvaient, effrayés du mouvement des lazaroni, crurent ne pouvoir pas prendre d'autre parti que celui de se jeter comme déserteurs dans les rangs français : ils furent accueillis avec bonté : on protégea leur fuite, et en deux jours cette armée, levée avec tant d'appareil et à si grands frais, fut complétement anéantie.

Le général Mack n'ayant plus un seul soldat pour se défendre, abandonné à la vindicte des lazaroni, qui menaçaient de le brûler vif dans son hôtel, eut recours, dans sa détresse, au gé-

tielles, dont les fautes du gouvernement ne sont pas la cause. Les lazaroni sont très-attachés au lien fraternel qui les unit, et sont peu jaloux des priviléges des classes supérieures. Rarement ils commettent des désordres, et sont, en général, bons et honnêtes. Il ne faut point les confondre, en raison de leur pauvreté, avec la lie de la populace napolitaine, qui se compose de filous plus industrieux que ceux de Paris et de Londres.

Les lazaroni se choisissent un chef, pour lequel la cour affecte beaucoup d'égards. Il a le titre de *capo lazaro*. Son devoir est de faire respecter ses associés, et d'empêcher qu'il ne leur soit fait aucun tort. Il est sans exemple qu'un *capo lazaro* se soit laissé corrompre. Il nomme ses assesseurs ; c'est un véritable tribun du peuple, sans robe magistrale et sans licteurs. Il a le droit de faire des représentations aux ministres du roi ; il se fait alors accompagner par un certain nombre de lazaroni. Il a le droit d'assister à certaines cérémonies publiques. Lorsque la reine accouche, il se présente au palais, en grand cortége, pour s'assurer du sexe de l'enfant. Le *capo lazaro* assiste au tirage du *loto* et à plusieurs cérémonies religieuses. Ses vêtements ne diffèrent point de ceux des lazaroni ordinaires ; mais il est partout respecté comme le chef de quarante mille hommes, auxquels se réuniraient au besoin les bateliers, les pêcheurs de Chiaïa, et un grand nombre d'individus des autres classes inférieures de la société.

Il ne faut pas croire que les lazaroni soient constamment déguenillés. Les dimanches et fêtes, ils sont vêtus avec propreté, et même avec une certaine élégance, mais toujours dans leur costume particulier, avec des mouchoirs de soie, et des boucles d'argent aux souliers et aux jarretières.

néral Championnet, et lui fit demander un asile. Pressé de fuir, il arriva au quartier général de Caserte, presque sur les pas de l'officier qu'il avait envoyé en avant. Le caractère franc et généreux du général en chef français lui fit accueillir son ennemi avec la loyauté qui est l'apanage du vrai guerrier. Championnet promit au général autrichien un passe-port et une escorte pour l'accompagner jusqu'à Milan, où il demandait à se retirer, et où, quelque temps après, le Directoire français eut la déloyauté de le faire arrêter comme prisonnier de guerre.

Les lazaroni, furieux de voir échapper celui qu'ils regardaient comme l'auteur de tous les malheurs publics, se portèrent sur un des avant-postes français, placé au pont Rotto : ils culbutèrent les gardes avancées, les grand'gardes, et parvinrent jusqu'à la ligne, qui avait déjà pris les armes. Le chef de brigade Poitou, sans donner à cette multitude en désordre le temps de se reconnaître, la charge avec impétuosité, la disperse après en avoir tué une partie; mais il ne dépasse point la ligne de démarcation.

Cette agression imprévue des lazaroni rompait nécessairement l'armistice; elle devint le signal de l'attaque de Naples. Le général Championnet se crut délié envers le roi Ferdinand, et ne balança point à envahir sa capitale. Les divisions reçurent en conséquence l'ordre de se mettre en mouvement.

Il était convenu, entre le général en chef et les partisans des Français que renfermait la ville, que ceux-ci chercheraient à s'emparer du château Saint-Elme, au moment où les troupes françaises s'ébranleraient pour attaquer Naples. Cette convention fut mise à exécution : les mesures étaient déjà prises à l'avance. Le 20 janvier, l'armée française se mit en marche vers Naples. La division commandée par le général Dufresse se porta en avant d'Aversa et campa sur deux lignes; l'avant-garde, commandée par le général Kellermann, fut poussée jusqu'au delà de Melito, et dut investir la ville du côté du couchant: cette division s'était emparée de deux équipages de pont, d'un train d'artillerie nombreux, et d'une grande quantité de caissons et de munitions. La division Duhesme s'avança, par la route d'Acerra, vers la porte Capuana, afin d'appuyer sa droite à Capo di Chino. Duhesme rencontra de grandes difficultés dans

l'exécution du mouvement qui lui était ordonné, et fut obligé de forcer plusieurs villages qui lui opposèrent une vive résistance : au moment où il s'avançait sur celui d'Arpago, une nuée de lazaroni attaqua et déborda sa colonne. Le général Monnier, qui commandait l'avant-garde sans s'arrêter à tirailler, fit marcher la troupe la baïonnette en avant, perça la masse que lui présentait l'ennemi, et pénétra, malgré le feu le plus vif, jusqu'à l'artillerie des lazaroni, dont il s'empara. La division continua sa marche sur la place dite Capuana, où elle s'empara encore de quelques canons; mais, à l'entrée de cette place, se trouvait un petit pont que défendait le feu de quelques maisons crénelées. Ce feu était si vif, que le général Monnier, blessé dangereusement, fut mis hors de combat, ainsi qu'un grand nombre des braves qui étaient à la tête de sa colonne. L'avant-garde dut se replier. Toutefois, le général Duhesme s'étant avancé au soutien de cette troupe, l'aide de camp Ordonneau força le passage à la tête de deux compagnies de grenadiers; mais, parvenu sur la place Capuana, cet officier reconnut l'impossibilité de s'y maintenir. La place Capuana forme un ovale en dehors de l'enceinte de Naples, qui a sur ce point une porte flanquée de deux tours d'ancienne construction; une multitude furieuse était accumulée jusque sur le faîte des bâtiments qui entourent la place : ce faîte, disposé en terrasse, permettait aux Napolitains de faire un feu plongeant sur les grenadiers français. Le général Duhesme, qui était accouru sur les lieux, ayant vu tomber son aide de camp Ordonneau, blessé par un biscaïen, fit retirer ses grenadiers.

La nuit s'approchait, et les lazaroni, fiers de voir les Français s'éloigner des murs de la ville, se détachèrent en grand nombre pour les poursuivre; ils mirent en même temps douze pièces de canon en batterie, dont le feu atteignit la colonne française. Il fallait se retirer tout à fait, ou s'emparer de cette artillerie meurtrière. Duhesme ordonna au commandant Thiébault, son chef d'état-major, de s'avancer avec les grenadiers des 64e et 73e demi-brigades de ligne, en deux petites colonnes, sur la droite et sur la gauche, tandis que les chasseurs à cheval du 25e régiment chargeraient l'ennemi, et le prendraient en flanc et à dos. Thiébault exécuta son mouvement avec autant de

précision que de fermeté. En un moment la batterie fut enlevée, et les lazaroni qui la défendaient mis en fuite. Les Français restèrent maîtres de la place Capuana ; le commandant Thiébault fit mettre le feu aux maisons qui entouraient cette place, et d'où les lazaroni avaient fait, pendant la journée, tant de mal aux Français. Cette mesure était nécessaire autant par le motif d'enlever à l'ennemi la faculté d'occuper de nouveau ces maisons, que pour faire croire aux villages des environs, où le tocsin ne cessait de se faire entendre, que l'armée française était dans Naples. Ce fut à la lueur de cet incendie que les troupes du général Duhesme prirent une position militaire pour passer la nuit. La conduite distinguée du chef de bataillon Thiébault, dans l'attaque de la place Capuana, le fit nommer adjudant général par Championnet, le soir même, et sur le champ de bataille [1].

Toute l'artillerie des lazaroni se trouvait prise. On en compta vingt-sept pièces, qui toutes avaient été enlevées à la baïonnette. Le champ de bataille et les faubourgs étaient couverts des cadavres ennemis. Les soldats français n'accordèrent de quartier qu'à 5 ou 600 Suisses qui avaient combattu dans les rangs des lazaroni. Toutefois, les vainqueurs avaient aussi éprouvé une perte considérable. Plus de 800 hommes tués ou hors de combat compensaient bien l'avantage de rester maîtres des faubourgs et de la place Capuana. Le général de brigade Rusca éprouva moins de difficulté pour s'emparer de la portion d'investissement qui lui avait été indiquée : dès quatre heures du soir, il était établi au poste de Capo di Chino.

La division du général Dufresse, où se trouvait le général en chef Championnet, n'avait eu que quelques escarmouches avec les lazaroni : après les avoir mis en fuite, elle s'était établie aux postes d'Aversa, de Melito et de Capo di Monte. Les lazaroni, repoussés de ce dernier point, se réunirent aux paysans d'un village qui est au pied du Vésuve, et, faisant un long circuit, s'avancèrent sur les derrières de la division Du-

[1] Le général Duhesme, en complimentant à ce sujet son chef d'état-major, lui dit ces paroles aussi spirituelles que flatteuses pour celui à qui elles étaient adressées : « Voilà ce qui s'appelle arriver à un beau grade par une belle porte (la porte Capuana) ! »

besme, et vinrent attaquer ce général dans son quartier; mais le chef de brigade Broussier, qui revenait à ce moment de Benevente, ayant rencontré cette colonne ennemie, la chargea, la mit en fuite et la rejeta jusque dans la ville.

Broussier, instruit de la marche de l'armée sur Naples, avait quitté Benevente le 20 janvier. A peine était-il sorti de cette ville, qu'il fut attaqué par les paysans qui occupaient toutes les hauteurs environnantes. La 17ᵉ demi-brigade se fit jour à la baïonnette, mais elle perdit beaucoup de monde. Arrivé aux *Fourches caudines*, le chef de brigade ne vit pas sans alarme que le défilé était occupé par l'ennemi, et qu'il était presque impossible de le forcer. S'apercevant en même temps que cette fatale circonstance affectait le moral de ses soldats, déjà un peu fatigués du combat meurtrier qu'ils venaient de livrer aux insurgés, et qu'il était conséquemment dangereux, dans de pareilles dispositions, de faire attaquer de nouveau ces derniers, Broussier, aussi judicieux qu'intrépide, eut recours à la ruse pour attirer son ennemi dans la plaine et le faire tomber dans une embuscade : il fit coucher le second bataillon de sa demi-brigade dans un fossé couvert par un épais buisson, et qui se trouvait sur le bord de la route; en même temps il donna ordre à un détachement de grenadiers et de chasseurs de faire une attaque momentanée, et de simuler ensuite une fuite complète, tandis que lui-même réunirait ses hommes à cheval derrière une ferme, en arrière du bataillon embusqué. Cette ruse eut un plein succès. L'ennemi s'avança sur les prétendus fuyards, en poussant de grands cris : quand il fut à deux pas de l'embuscade, les soldats couchés dans le fossé se lèvent tout à coup, et font une décharge à bout portant sur les paysans qui s'avançaient vers eux. On peut se faire une idée de l'effet que produit sur cette multitude une agression aussi imprévue : le chef de brigade Broussier paraît alors avec les chasseurs du 7ᵉ régiment, et charge avec impétuosité, tandis que l'infanterie continue de marcher à la baïonnette sur les insurgés mis dans le plus grand désordre; leur déroute devient complète : poursuivis pendant l'espace de trois milles, ils ne peuvent parvenir à se rallier; plus de 800 d'entre eux restèrent morts sur le champ de bataille. Le commandant Boyer, aide

de camp du général Duhesme, se trouvait à cette action, et y fit preuve d'une valeur extraordinaire. Entouré d'un groupe d'insurgés, il en tua douze de sa main, et mit les autres en fuite. Ceux des ennemis qui étaient restés à la garde des hauteurs, témoins de la déroute et du massacre de leurs camarades qui avaient donné dans le piége, furent frappés de terreur, et laissèrent le passage libre sans réfléchir à tout l'avantage de la position qu'ils occupaient. Le combat avait eu lieu précisément sur le même terrain où les Romains passèrent sous le joug des Samnites. Plus prudent et plus habile que les deux consuls Véturius et Posthumius, le chef de brigade Broussier avait été aussi plus heureux. Le grade de général fut la récompense de sa belle conduite. Avec moins de 1,500 hommes, il venait de défaire et de disperser un corps de plus de 12,000 insurgés.

Nous avons dit qu'en arrivant devant Naples, Broussier avait encore battu et dissipé un rassemblement de lazaroni et de paysans qui menaçaient le quartier général de Duhesme. Le lendemain de cette dernière action, le même chef de brigade eut ordre d'attaquer sur la gauche le grand pont situé près du quartier de la Madeleine, et qui sépare la ville de Naples de ses faubourgs. Ce pont était protégé par le fort del Carmine, et défendu par un bataillon d'Albanais à la solde du roi de Naples, un corps considérable de lazaroni et six pièces de canon. Cependant une charge au pas de course et à la baïonnette, faite par six compagnies de grenadiers des 17ᵉ, 64ᵉ et 73ᵉ demi-brigades, décida, après six heures d'un combat opiniâtre, la victoire en faveur des Français. Les lazaroni prirent la fuite, les Albanais seuls résistaient encore; mais lorsque les grenadiers s'avancèrent sur eux pour les percer de leurs baïonnettes, le bataillon demanda quartier en se jetant tout entier aux genoux des vainqueurs. Broussier les reçut prisonniers de guerre.

Attaque et prise de Naples par l'armée française; création de la république parthénopéenne, etc. — L'armée des lazaroni, battue sur tous les points, ne présentait plus qu'une faible résistance. Un détachement, commandé par le général Kellermann, fut envoyé par Championnet du côté de la mer, pour s'emparer des forts del Ovo et Nuovo, tandis que le

général Rusca se rendrait maître du fort ou bastion del Carmine. Toutes les approches de Naples se trouvaient déjà au pouvoir des Français. Le général Éblé, commandant l'artillerie de l'armée, reçut l'ordre de faire avancer les pièces destinées à foudroyer la ville, et toute l'armée attendait avec impatience le signal d'une attaque générale. Naples, investie par des troupes dont la force numérique s'élevait à peine au vingtième de la population de cette grande cité, devait s'attendre à tous les excès qui se commettent dans une ville prise d'assaut. Cependant le général Championnet, avant d'en venir à cette extrémité, voulut tenter des moyens moins rigoureux; il fit une proclamation pour éclairer les Napolitains sur leurs véritables intérêts, et chargea le chef d'escadron Gauthrin, son aide de camp, de la porter aux magistrats de Naples. Mais ces magistrats n'avaient plus d'autorité; l'anarchie la plus effrénée régnait seule dans l'intérieur de cette malheureuse cité. Les habitants honnêtes et paisibles étaient renfermés dans leurs maisons et gémissaient sur leur position. Les seuls lazaroni, qui n'avaient rien à perdre, restaient encore armés, et leurs chefs avaient juré de se défendre jusqu'à la mort. Le chef d'escadron Gauthrin fut reçu à coups de fusil par ces furieux; une balle rompit l'arçon de sa selle, et il fut obligé de revenir sur ses pas. Toutefois le général Championnet remit l'attaque au lendemain, espérant toujours que l'appareil des forces déployées contre la ville et la crainte d'un sac général amèneraient les habitants à une soumission nécessaire. Pendant ce temps, les Français élevèrent quelques retranchements et batteries, et s'approchèrent le plus près possible de l'enceinte de la ville.

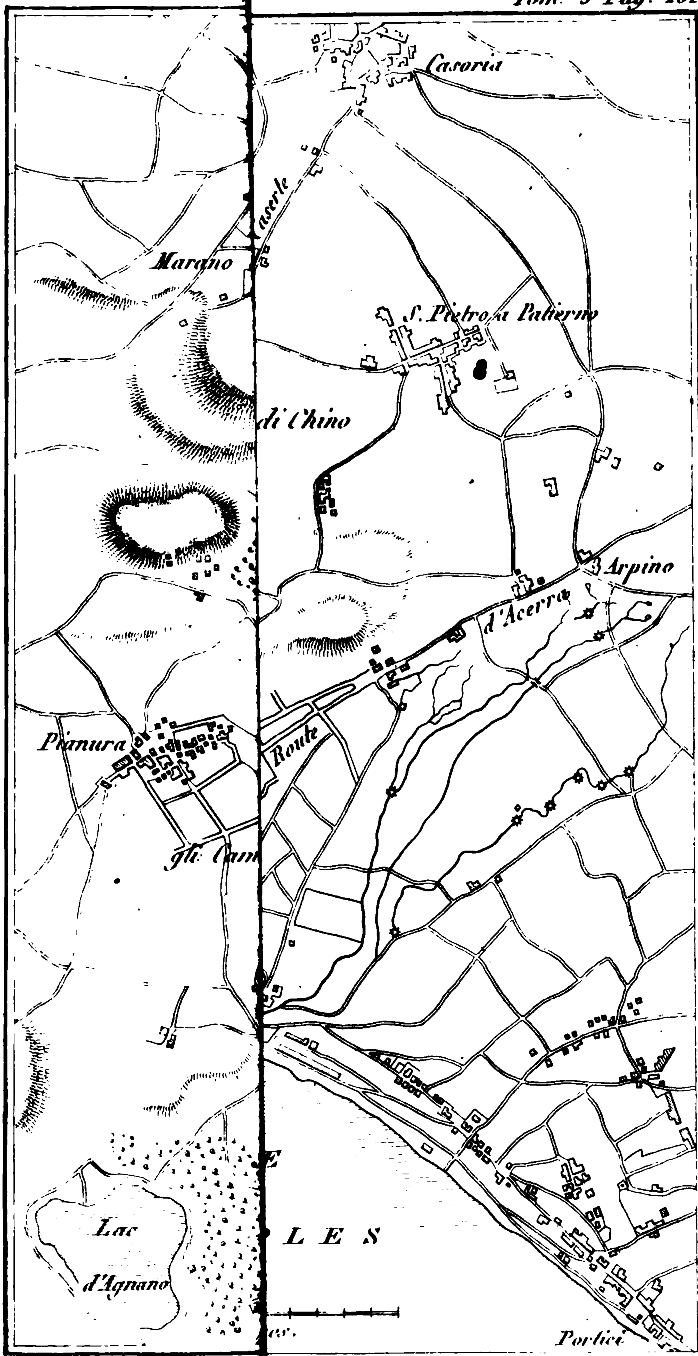
Dans la nuit du 22 au 23 janvier, le tocsin se fit entendre dans Naples avec une véhémence qui dénotait le désordre et le désespoir auxquels cette cité était en proie. Les lazaroni tentèrent des sorties multipliées sur divers points, et furent partout repoussés avec une perte considérable. On apprit que les habitants partisans des Français s'étaient, d'après la promesse qu'ils en avaient faite, rendus maîtres du château Saint-Elme, et n'attendaient plus que le signal pour diriger le canon de ce fort sur la ville même. Championnet ju-

gea qu'il était opportun d'ordonner une attaque générale.

A la pointe du jour, le général Broussier, avec la 17e de ligne, les grenadiers de la 73e et le 7e régiment de chasseurs à cheval, força l'entrée de la ville par le port de la Madeleine, et vint achever l'investissement du fort del Carmine, que le général Rusca, avec une autre colonne de la division Duhesme, attaquait sur un autre point. Le général Kellermann, de son côté, après s'être avancé, comme nous l'avons dit, sur Castello-Nuovo, l'emporta à la baïonnette. Deux bataillons de la 12e demi-brigade de ligne, commandés par le chef de brigade Girardon, après avoir marché sur le fort Saint-Elme pour s'y réunir aux patriotes napolitains, se précipitèrent ensuite dans les rues de la ville; tandis que le général Dufresse, à la tête d'une forte colonne, pénétrait par un autre point, et se portait au pas de charge sur le palais du roi. Une rage aveugle anima les lazaroni à la vue des Français presque maîtres de Naples; ils se défendirent avec un courage surnaturel, et c'est sur des cadavres amoncelés qu'il fallut s'avancer dans les rues. On fit, de part et d'autre, des prodiges de valeur. Il faudrait nommer tous les soldats, officiers et généraux, pour payer à chacun le tribut d'éloges que tous méritèrent dans cette sanglante journée.

Cependant le général en chef avait pénétré jusqu'à la place del Pigni; il y fut bientôt entouré par les habitants et quelques lazaroni qui n'avaient point pris part à l'insurrection. Championnet leur parla avec douceur, en leur exprimant la volonté de leur épargner les funestes résultats d'une résistance dont ils n'étaient point les auteurs; il leur fit la promesse solennelle de pourvoir à la subsistance du peuple, et de les dédommager de leurs pertes. Enfin, connaissant la vénération que tous les Napolitains portent au bienheureux Janvier (*san Gennaro*), patron de leur ville, il jura de faire respecter l'église et les reliques de ce saint, et de mettre tous ses soins à faire respecter la religion et ses ministres.

Ces paroles produisirent un effet magique; la confiance s'établit, se propagea; les têtes s'électrisèrent : on cria, *Vivent les Français!* Sur la demande de l'un des chefs des lazaroni, nommé Michel, une garde d'honneur fut placée à l'église du


Casoria
Caserte
Marano
S. Pietro a Patierno
di Chino
Arpino
d'Acerra
Route
Pianura
gli Cam
Lac
d'Agnano
L E S
Portici

saint, et reçut pour consigne : *Respect à saint Janvier*[1]. La nouvelle de cette conduite inattendue se répandit à l'instant dans tous les quartiers de la ville ; les plus curieux d'entre les lazaroni se portent vers l'église pour vérifier le fait. Touchés du procédé du général en chef, ils mettent bas les armes, et réclament l'amitié des Français. Michel fait signifier à tous les lazaroni de cesser les hostilités : ses ordres sont exécutés. Bientôt à la consternation universelle succèdent les témoignages de l'allégresse publique. Le calme renait de toutes parts, et la guerre est terminée.

L'armée française fut sur-le-champ répartie dans la ville, afin d'en assurer l'entière occupation et d'opérer le désarmement des lazaroni, que Championnet venait d'ordonner. Nous devons faire remarquer que, malgré la vive et sanglante résistance éprouvée et la perte d'un grand nombre de leurs camarades, les soldats français montrèrent dans cette occasion mémorable une modération et une discipline singulièrement exemplaires : aucun excès ne fut commis ; aucune maison ne fut pillée, et il n'y eut d'asiles violés que ceux où l'on fut obligé de forcer les lazaroni armés et faisant feu.

[1] Ce fut l'adjudant général Thiébault que le général en chef chargea de cette mission, qui n'était pas encore sans quelques dangers. Cet officier se rendit à l'église de Saint-Janvier avec une compagnie de grenadiers, et au milieu des flots d'une populace dont on ne peut pas se faire une idée, si l'on ne connait pas la ville de Naples. Cette marche avait lieu à travers des quartiers où les Français n'avaient point encore pénétré, et où l'on ignorait s'il y avait paix, guerre ou amnistie. Les habitants qui suivaient Thiébault et son détachement paraissaient animés des différents sentiments de la terreur, de la haine et de la stupeur. Les uns criaient : *Vivent les Français !* Les autres parlaient de les mettre en pièces. Il est même à croire que l'effet aurait pu suivre ces dernières menaces, si l'adjudant général Thiébault n'eût pas pris la précaution de se faire précéder par Michel et quatre autres lazaroni, qui annonçaient hautement sa mission et la paix, et de jeter parmi cette multitude des pièces de monnaie qu'il avait sur lui, et que lui fournirent les officiers qui l'accompagnaient. Ces largesses, faites à propos et lorsque le tumulte prenait un caractère trop sérieux, permirent au détachement français de parvenir jusqu'à l'église, et à l'adjudant général de remplir, avec toute la dignité que les circonstances pouvaient permettre, une mission à laquelle le salut de l'armée était peut-être attaché, ainsi que l'entière soumission de Naples.

La perte de l'armée dans les trois attaques de Naples s'éleva à 600 soldats environ tués, ainsi que plusieurs officiers; le nombre des blessés fut aussi très-considérable. La perte des Napolitains fut immense : on employa plusieurs jours à déblayer les rues et les maisons encombrées de cadavres. Dans les différentes attaques, les Français avaient pris de vive force plus de soixante pièces de canon successivement mises en batterie, trois forts munis d'une nombreuse artillerie, six drapeaux et 4,000 hommes de troupes réglées. Dans les premiers moments, les soldats français ne faisaient point de quartier à tout combattant qui n'était point revêtu d'un uniforme.

Le 25 janvier, un *Te Deum* fut chanté solennellement dans toutes les églises de Naples, par ordre du général Championnet, pour rendre grâces à Dieu de la prise de cette ville et du retour du peuple napolitain à la liberté. Le même jour, la proclamation suivante fut affichée dans tous les quartiers de la ville, et envoyée dans toutes les villes et villages au pouvoir des Français :

« Napolitains,

« Vous êtes libres; profitez, jouissez de ce précieux avantage : c'est le seul prix que le gouvernement français veut obtenir de la conquête qu'il vient de faire. S'il existe parmi vous des hommes amoureux de l'ancien gouvernement, qu'ils fuient loin de vous. Si l'armée française prend aujourd'hui le titre d'*Armée de Naples*, c'est l'effet de son engagement solennel de ne servir désormais que votre cause, de ne prendre les armes que pour maintenir et consolider votre indépendance.

« Le peuple napolitain ne doit pas craindre que les Français attentent sur la liberté de son culte public ni sur les droits sacrés de sa propriété. Les autorités républicaines qui vont être créées rétabliront le bonheur et la tranquillité sur les bases d'une administration paternelle. Qu'elles dissipent les frayeurs de l'ignorance; qu'elles calment les fureurs du fanatisme avec un zèle égal à celui qu'employait la perfidie pour aigrir et irriter les Napolitains contre les Français. »

Le Directoire avait ordonné que l'armée de Rome, aussitôt

après l'envahissement de la capitale du royaume des Deux-Siciles, serait proclamée *armée de Naples*. En conséquence, le général en chef fit prendre les armes à toutes les troupes, et leur ordonna de se rendre en grande tenue au lieu qu'il avait fixé pour cette cérémonie. L'appareil militaire déployé, la bonne discipline des différents corps, leur attitude fière et imposante, la musique guerrière qui animait leur marche, les salves d'artillerie répétées au loin par les échos de la plage napolitaine, l'aspect du Vésuve, qui, pour la première fois, depuis cinq ans, vomissait ses flammes pittoresques ce jour-là même; la joie bruyante des patriotes napolitains, auxquels la valeur française venait de donner la liberté : cet ensemble d'actions et de sentiments divers formait un spectacle tout à fait extraordinaire et nouveau, et commandait l'intérêt dans tous les cœurs. Ce fut dans ces grandes circonstances, et sous le plus beau ciel de l'univers, que l'armée de Rome fut proclamée, par le général en chef Championnet, armée de Naples. Une décharge générale de mousqueterie et d'artillerie, qui termina cette cérémonie imposante, dut porter au roi Ferdinand, réfugié dans Palerme, l'accablante nouvelle que les républicains étaient maîtres de ses États.

Afin de faire cesser plus promptement l'anarchie qui régnait dans Naples depuis le départ de la cour, Championnet s'empressa d'organiser un gouvernement. Comme à cette époque, sans consulter le vœu général de la nation, le Directoire français constituait en républiques particulières les pays conquis, en les appelant assez plaisamment les *satellites de la grande république*, le général en chef choisit vingt et un citoyens pour composer provisoirement la représentation nationale de la nouvelle république, qui prit le nom de *Parthénopéenne*. Cette représentation devait rester investie de l'autorité législative et exécutive jusqu'à l'organisation complète et définitive du gouvernement républicain. Toutefois, les formes de l'administration civile ne paraissant pas suffisantes pour contenir une population aussi remuante que celle de Naples, le général Championnet arrêta que les décrets de l'Assemblée n'auraient force de loi que par la sanction du général en chef de l'armée française : c'était maintenir à Naples le régime militaire dans

toute sa vigueur. Cette mesure parut un crime aux yeux du Directoire de France. Tourmenté déjà par le sentiment de sa faiblesse, ce gouvernement craignait encore plus l'indépendance de ses généraux que les révoltes des peuples. Il parut avoir, dans cette occurrence, le pressentiment que sa chute serait peut-être accélérée par un général qui chercherait à s'affranchir de son autorité. Le Directoire, déjà prévenu défavorablement contre Championnet, fut encore exaspéré par sa conduite à Naples, et bientôt il saisit le premier prétexte qui se présenta pour faire éclater tout son ressentiment contre ce général.

Championnet, dans sa marche victorieuse sur Naples, avait été suivi, bien malgré lui, par cette même bande de spoliateurs qui avaient causé tant de désordre dans Rome. A peine la tranquillité commençait-elle à s'établir dans la nouvelle conquête, que s'organisèrent les mêmes pillages et les mêmes dévastations qui avaient occasionné, à Rome, parmi les soldats français, l'émeute que nous avons rapportée en son lieu. Les Napolitains firent entendre des plaintes semblables à celles des Romains. Les palais, les maisons des riches particuliers, les édifices publics étaient aussi devenus la proie des spéculateurs éhonté que protégeaient ouvertement les commissaires du Directoire français : Championnet ne put pas rester tranquille spectateur de ces coupables dilapidations. Religieux observateur de la promesse qu'il avait faite aux Napolitains d'assurer leur bonheur et leur tranquillité, il se déclara hautement l'ennemi des exacteurs. Dès ce moment il s'engagea une lutte scandaleuse entre les commissaires civils, qui soutenaient les hommes qu'ils appelaient *leurs employés*, et le général intègre qui voulait les punir. Dans l'excès de son indignation, oubliant trop peut-être l'obéissance qu'il devait à son gouvernement, et emporté par son zèle pour la gloire du nom français, Championnet prit un arrêté par lequel il chassait de Naples la commission et tous ses agents, et il se crut en droit d'employer les moyens militaires pour l'exécution de cette mesure.

Il n'en fallut pas davantage pour exciter toute la colère du Directoire français, qui trouvait enfin l'occasion de punir lé-

galement, en quelque sorte, le général qui avait déjà manifesté des sentiments d'indépendance.

Ce gouvernement, oubliant que lui-même avait précédemment autorisé Championnet, par un arrêté spécial, à traduire devant un conseil de guerre les spoliateurs, quels que fussent leurs grades, emplois ou profession, ordonna, par un nouvel acte, que ce général serait mis en état d'arrestation et traduit devant un conseil de guerre pour y être jugé et condamné comme coupable d'avoir employé la force pour empêcher l'action d'*un pouvoir légitime*. Le Directoire parut vouloir ajouter encore à la sévérité de la mesure qu'il prenait, en chargeant de son exécution, et nommant, pour remplacer Championnet, le général Macdonald, brouillé avec celui-ci à l'occasion de la capitulation de Capoue. Championnet se soumit sans résistance aux ordres du Directoire. Arrêté à Naples le 16 mars, il fut conduit en France. Malgré tous les moyens qu'il avait pour justifier sa conduite, peut-être eût-il été victime de la haine de ses ennemis, sans les changements qui survinrent plus tard dans le gouvernement directorial[1], et à la faveur desquels il fut acquitté honorablement et rendu à ses fonctions. Le général de division Duhesme, et les généraux Broussier et Bonnami, chef d'état-major général, avaient été enveloppés dans la glorieuse disgrâce du général en chef et partagèrent son sort.

Différents événements militaires avaient eu lieu pendant que le général Championnet s'occupait de l'organisation de la république parthénopéenne. Quelques expéditions avaient été dirigées, soit contre des bandes d'insurgés qui continuaient de troubler les provinces de la Pouille et des Abruzzes, soit dans les autres parties du royaume qui n'étaient point encore soumises à la domination française. Nous parlerons sommairement de ces actions partielles, qui peuvent se rattacher aux événements qui suivirent le commandement du général Macdonald.

Suite des opérations militaires dans le royaume de Naples; insurrection dans les provinces de la Pouille et de la Calabre;

[1] C'est à la révolution du 30 prairial an VII, que Championnet dut la liberté.

invasion de la Pouille, etc., etc. — Un mois s'était écoulé depuis l'occupation de Naples par l'armée française. Fort malheureusement pour les intérêts de la France dans ce pays, le temps que Championnet avait cru devoir donner à l'établissement du régime républicain à Naples, et ses dissensions avec le commissaire du Directoire, Faypoult, avaient empêché ce général en chef de porter une attention sérieuse sur ce qui se passait dans les provinces du royaume que n'avait point envahies l'armée victorieuse. La surprise et la terreur, répandues d'abord dans les deux provinces de la Pouille et de la Calabre par la prise de Naples, avaient, il est vrai, favorisé la cause des Français. Ceux des habitants de ces contrées, qui, par inclination ou par calcul, avaient cru devoir embrasser les principes révolutionnaires, profitant de la stupeur générale, proclamèrent la république dans la plupart des villes. La cocarde tricolore fut arborée, on planta des arbres de la liberté, et l'on détruisit, suivant l'usage, tout ce qui pouvait rappeler le gouvernement royal. Les amis de ce dernier gouvernement, trop pusillanimes pour s'opposer au torrent de la révolution nouvelle, se tinrent pendant quelque temps dans une complète inaction: mais l'absence des Français, attendus toutefois de jour en jour dans cette partie du royaume, ayant empêché qu'on pût organiser une administration régulière, des intrigants, encore plus inhabiles qu'ils n'étaient ambitieux, s'emparèrent presque partout de l'autorité; et les désordres de l'anarchie remplacèrent le calme du gouvernement royal. Les nombreux partisans que le monarque napolitain, retiré en Sicile, conservait sur le continent, mirent à profit ces diverses circonstances pour susciter des ennemis à la république. L'inaction dans laquelle l'armée française restait à Naples ayant rendu aux hommes dont nous parlons la confiance et l'audace, ils ne tardèrent point à fomenter l'esprit de révolte en représentant au peuple que l'inaction des Français provenait de leur faiblesse, et que dès lors il devenait facile de secouer leur joug. En peu d'instants l'étendard royal fut relevé dans toute l'étendue des deux provinces de la Pouille et de la Calabre. Excités par les prêtres et gagnés par les nobles, les paysans se levèrent en masse, et une guerre à mort fut déclarée à tous ceux qui les premiers

avaient embrassé le parti de la révolution. Le pillage, les dévastations, le meurtre, et tous les excès qui accompagnent d'ordinaire les mouvements de cette nature, signalèrent bientôt ce commencement de guerre civile. La cocarde tricolore fut proscrite, les arbres de la liberté furent coupés, et, par une réaction soudaine, naturelle dans un pays aussi volcanique au moral qu'au physique, on vit succéder généralement tous les attributs de la royauté à ceux du républicanisme.

Cette insurrection complète de la Pouille et de la Calabre était d'autant plus fâcheuse pour l'armée française, que la première de ces provinces était, par la richesse de ses productions agricoles, considérée comme le grenier de Naples, et que l'interruption des communications pouvait occasionner une famine prochaine dans cette cité populeuse; il devenait donc urgent de prendre des mesures vigoureuses pour ramener l'ordre dans les provinces révoltées, et rendre à Naples la faculté de s'approvisionner par elles.

Championnet donna l'ordre au général Duhesme de se porter, avec sa division, dans la province de la Pouille, et au général Olivier de marcher, avec ses troupes, sur la Calabre. Ce dernier général était, en outre, chargé d'organiser tout le pays qui se trouve entre Naples et Reggio, sur les côtes de la Méditerranée, tandis que Duhesme avait la même mission pour tout le pays que baigne l'Adriatique, et devait en outre ouvrir une communication bien assurée avec la Pouille. Les deux généraux devaient opérer leur jonction sur les côtes de la mer dite Ionienne; et les instructions de Duhesme, qui prendrait alors le commandement supérieur des deux divisions, portaient qu'il se fortifierait dans une position telle, qu'il pût, au besoin, se porter sur les trois mers, c'est-à-dire la Méditerranée proprement dite, l'Adriatique, et la mer dite Ionienne. Les deux divisions partirent de Naples le 19 février, et se dirigèrent, l'une sur la Pouille, l'autre sur la Calabre. L'expédition du général Olivier ayant été presque nulle, nous ne parlerons que de celle du général Duhesme.

Convaincu que du maintien d'une discipline sévère dépendait principalement le succès de sa mission, Duhesme fit fusiller, le jour même de son départ, trois soldats convaincus de pillage,

et, par une fermeté qui ne se démentit point, par les soins qu'il prit pour que ses principes austères fussent bien connus dans les campagnes, ce général put espérer que les habitants des contrées qu'il allait parcourir verraient dans lui, non un chef de dévastateurs, mais un homme bien déterminé à faire respecter religieusement leurs personnes et leurs propriétés.

L'organisation des gardes nationales, des autorités municipales, la reprise de la cocarde tricolore, une nouvelle érection d'arbres de la liberté, les renseignements à prendre dans les communes à portée de la marche des troupes, les instructions à donner aux agents civils et militaires; tous ces objets demandaient un travail aussi important qu'immense dans ses détails. Duhesme forma auprès de sa personne une commission, qui fut uniquement chargée de ces diverses opérations. Cette mesure produisit tout le bien qu'on pouvait en espérer, par le rétablissement de la confiance et de la tranquillité.

Il était nécessaire de châtier quelques communes dont la rébellion avait un caractère plus violent que les autres, et, dans sa marche, le général Duhesme s'occupa de ce soin. Les troupes de l'avant-garde formaient pendant le jour des colonnes mobiles, et faisaient pendant la nuit l'expédition indiquée : le lendemain, elles marchaient en arrière-garde. Par ce moyen, Duhesme soumit ces communes insurgées; et une trentaine d'individus, convaincus d'avoir été les principaux moteurs des troubles, y furent arrêtés et condamnés à mort par jugement d'une commission militaire, toujours en permanence auprès de chaque colonne.

Pour ôter aux habitants la possibilité de reconnaître la faiblesse des troupes françaises, Duhesme multipliait ses colonnes et les faisait marcher sur plusieurs points à la fois. Il avait, à cet effet, partagé sa division en trois colonnes principales : la première, formée de la brigade Broussier, se dirigea sur Avellino, Ariano, Bovino, pour gagner Foggia, où elle arriva le 23 février; la 2e, composée de la 64e demi-brigade et d'une partie du 16e régiment de dragons, passant par Arienzo, Benevente, Troja, se rendit le même jour à Lucera; la 3e, formant réserve, se composait de la 73e demi-brigade, du parc d'artillerie et de l'autre partie du 16e de dragons : elle suivit la première co-

lonne à un jour de distance, et opéra son mouvement sur Foggia, en passant par Arienzo, Benevente, Ariano et Bovino.

Le succès des mesures adoptées par le général Duhesme fut aussi prompt que l'avait été le mouvement de ses troupes. Troja, Lucera et Bovino, trois points insurgés, et d'autant plus importants qu'ils sont les clefs de la province de la Pouille, se soumirent avant même l'arrivée des troupes françaises. Duhesme fut reçu, à Foggia, en libérateur. Cette ville, ainsi que Barletta et Manfredonia, renfermait un grand nombre de partisans du système français, et se trouvait sur le point d'être attaquée par les royalistes, comme n'ayant pas voulu prendre une part décidée à l'insurrection.

L'habileté développée par le général Duhesme dans ses mesures politiques contribua beaucoup à lui concilier les esprits. Il fit servir à ses desseins la superstition et l'influence des prêtres, armes terribles d'une contre-révolution. En flattant l'ambition des curés et la vanité des évêques, il en obtint tout ce qu'il voulut. Par une singularité fort remarquable dans l'histoire de ce temps, on vit des ministres de l'Église romaine donner des mandements et débiter des sermons, dans lesquels ils prêchaient la liberté et l'égalité, démontraient l'accord de la morale du Christ avec la morale républicaine, et le rapport entre les dogmes de la liberté et ceux de l'Évangile. La révolution, ainsi présentée par eux comme la sœur, l'amie et la protectrice de la religion catholique, perdit, aux yeux d'un peuple fanatique, la couleur odieuse que ces mêmes hommes lui avaient donnée quelque temps auparavant. C'est de cette manière que Duhesme parvint à détruire momentanément les préjugés contre les Français, regardés comme des conquérants barbares, impies, destructeurs de toute harmonie sociale, de tout culte religieux. Cette influence, exercée par le général sur la classe des ecclésiastiques, fut telle, qu'il obtint un mandement par lequel des évêques annonçaient qu'ils refuseraient l'absolution à tous ceux qui n'obéiraient pas aux ordres donnés par le chef français pour un désarmement général. Un système de justice et de modération fut suivi dans la levée des impositions. Duhesme s'appliqua à ne demander que le strict nécessaire, et ménagea surtout les endroits de passage. En inspirant ainsi la confiance,

et la justifiant par une conduite soutenue, le général réussit sans beaucoup d'efforts [1].

Tous les pays situés entre Naples et la Pouille furent bientôt soumis et pacifiés. Partout les signes de la liberté furent rétablis, et les communications renouées avec la capitale; mais la situation intérieure de la Pouille n'était pas satisfaisante. Les villes de Foggia, de Manfredonia et de Barletta étaient les seul points où fussent arborés les attributs de la république : tout le reste était en pleine révolte, et rejetait toute idée de soumission. Les Français étaient sans cesse exposés aux embûches des insurgés, que n'intimidait pas la présence des troupes. Duhesme sentit la nécessité de faire un grand exemple : les villes de San-Severo et Trani lui en offrirent l'occasion; l'une et l'autre étaient un point principal de rassemblement. En soumettant d'abord San-Severo, le général rétablissait ses communications avec la province des Abruzzes, dont il ne connaissait pas la situation, et d'où il attendait des nouvelles et quelques troupes. Les Français marchèrent donc d'abord sur San-Severo.

Les rebelles qui se trouvaient réunis dans cette petite ville avaient pris le titre d'armée coalisée de la Pouille et des Abruzzes. Cette troupe se composait de quelques débris de l'armée napolitaine, de forçats, dont le roi avait fait briser les chaînes quelque temps avant de quitter Naples, de la population entière de San-Severo, et des royalistes prononcés qui avaient été chassés des villes soumises. Tout cela formait un corps d'à peu près 12,000 hommes, occupant une position dont le choix annonçait, dans les principaux chefs, quelques connaissances militaires. C'était un mamelon couvert d'oliviers, et dominant une plaine étendue et unie. L'artillerie des insurgés était placée de manière à commander la principale entrée de la plaine, que tenait une cavalerie assez nombreuse.

[1] Nous sommes entrés dans tous ces détails pour faire remarquer le bien qu'un général sage peut opérer en pays conquis, quand il sait concilier à propos les intérêts de son gouvernement avec ceux des habitants, et réprimer avec fermeté les abus de l'administration subalterne et les excès des soldats, qui ont presque toujours leur source dans la mauvaise conduite des chefs.

Le 25 février, Duhesme marcha sur cette position, laissant à Foggia le général Broussier, pour contenir la populace en fermentation, par suite de la nouvelle du mouvement de San-Severo. Le général Forest, parti de Lucera avec 500 hommes, infanterie et cavalerie, arriva le premier au rendez-vous; et comme il manœuvrait pour s'étendre sur la gauche de la position afin de la tourner, les insurgés accoururent avec audace, en poussant de grands cris : au même instant le tocsin se faisait entendre à San-Severo et dans toute la campagne environnante. Le général Duhesme ne tarda point à joindre le général Forest, et à contenir ce premier élan des Napolitains, sans toutefois leur faire perdre du terrain. L'attaque commença et l'ennemi se défendit avec résolution; mais bientôt tout l'acharnement de ces troupes mal formées ne put résister à l'intrépidité et aux manœuvres de corps réguliers : les Français dispersèrent ce grand rassemblement et le mirent en fuite. Le général Forest, achevant le mouvement qu'il avait commencé, arriva à l'instant où les Napolitains, débandés, débouchaient dans la plaine, et leur coupa la retraite. Le reste de la journée ne fut plus qu'un massacre horrible, qui ne se termina qu'alors que les Français se laissèrent fléchir par un groupe de femmes et d'enfants accourus de San-Severo pour implorer la grâce de leurs époux, de leurs pères, de leurs fils. 3,000 insurgés restèrent sur le champ de bataille; leur cavalerie perdit ses étendards pendant l'action; l'infanterie avait des nappes d'autel en guise de drapeaux.

Duhesme avait résolu de brûler San-Severo, comme principal foyer de l'insurrection générale, et parce que les habitants avaient fusillé tous ceux qui penchaient pour la soumission, et massacré des prêtres et leur évêque, qui avaient prêché dans le même sens. Mais le sort d'une population de 20,000 âmes toucha le cœur du général français : Duhesme pardonna à l'égarement du patriotisme.

Cette victoire produisit l'effet le plus rapide, et, secondant merveilleusement les mesures déjà prises, elle amena les résultats les plus satisfaisants. Tous les habitants du Gargano, des monts Liburniens, de Corvino, etc., envoyèrent des députés et fournirent des otages en preuve de leur soumission. Duhesme put communiquer avec Pescara, et exécuter les ordres que ve-

nait de lui transmettre le général en chef, pour faire faire à Manfredonia un chargement de vivres destinés à la division française qui occupait les îles de la mer Ionienne (Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, etc.)[1].

Il ne restait plus aux insurgés que Trani, Andria et Molfeta, points occupés par 10 ou 12,000 hommes qui, profitant de l'éloignement des troupes françaises, exerçaient impunément leurs brigandages. Les autres communes de la province suppliaient le général Duhesme d'achever la destruction de ces bandes. La ville de Lecci, entre autres, avait envoyé des députés pour annoncer qu'elle n'attendait, pour se soumettre, que d'être délivrée des brigands qui l'opprimaient. Duhesme ne différa pas plus longtemps la réduction des trois villes que nous venons de nommer.

La circonstance était d'autant plus favorable, que les renforts attendus des Abruzzes venaient d'arriver; le général français fit donc ses dispositions pour attaquer ce reste d'insurgés. Le général Forest eut ordre de se porter en colonne mobile sur Termoli, le général Broussier fut chargé de soumettre Trani, et l'adjudant général Thiébault dut marcher sur Andria. La brigade Broussier avait pris position le 4 mars à la Cirignola, et la réserve dirigée par Duhesme devait suivre ce mouvement, lorsque ce général reçut l'ordre d'évacuer la Pouille, et de revenir le plus promptement possible sur Naples. Ce mouvement

[1] Duhesme chargea l'adjudant général Thiébault, son chef d'état-major, de ce ravitaillement. En quelques heures, douze barques furent préparées, prêtes à mettre à la voile, chargées de grains, de salaisons, de liquides. Au moment du départ de ce convoi, l'adjudant général Thiébault fut informé qu'une polacre portant huit canons, montée par quatre-vingts hommes d'équipage, mouillée près de l'un des villages du mont Gargano, n'attendait qu'un vent favorable pour se rendre à Trieste. Sur ce bâtiment était un habitant de Manfredonia avec toute sa fortune, et beaucoup d'effets appartenant au roi de Naples. Thiébault fit sur-le-champ armer deux barques, sur chacune desquelles il fit embarquer dix-huit grenadiers de la 17ᵉ dont la moitié étaient déguisés en pêcheurs et armés de pistolets; il monta lui-même sur un des bâtiments, et confia le commandement de l'autre au capitaine du génie Couchaud. La polacre fut prise à l'abordage pendant la nuit, et entra le matin dans le port de Manfredonia. Thiébault la fit monter par quarante soldats, et donna des ordres pour qu'elle fût, sans retard, complétement armée en guerre et approvisionnée de vivres pour un mois.

était la suite des changements survenus dans l'armée de Naples. Le général Macdonald avait remplacé, comme nous l'avons annoncé, le général Championnet dans le commandement en chef des troupes, et il avait jugé convenable de concentrer ses forces autour de la capitale.

Cet ordre d'évacuation de la Pouille était d'autant plus intempestif, qu'on ne pouvait pas espérer d'y voir la tranquillité maintenue autrement que par la force; sous un autre rapport, Naples tirant la plus grande partie de ses approvisionnements de cette province, il était très-important d'en conserver la possession. Toutefois, le général Duhesme ne balança point à exécuter les ordres qui lui étaient transmis; mais, convaincu qu'il ne fallait pas perdre de vue la Pouille, il prit toutes les mesures qui pouvaient assurer les communications de la capitale avec cette province. Une petite garnison fut laissée à Foggia, le général Forest resta à Ariano, la réserve fut placée à Avellino, et la brigade du général Broussier à Nola. De la position qu'elle occupait ainsi sur les Apennins, la gauche de l'armée de Naples menaçait également les bords de l'Adriatique et ceux de la Méditerranée.

Les insurgés, qui occupaient Andria et Trani, considérèrent le départ de la division Duhesme comme une victoire complète, et leur audace s'en accrut; ils réussirent si bien à persuader que le retour des Français était désormais impossible, que le nombre de leurs partisans augmenta singulièrement, et que bientôt ils purent menacer la garnison française. Enhardis par l'impunité, et excités par la vue de plusieurs vaisseaux ennemis qui croisaient sur leurs côtes et leur promettaient de prochains débarquements [1], ils s'avancèrent en force vers Foggia, et manœuvrèrent dans l'intention de couper de nouveau les communications de Naples avec la Pouille. Les dévastations exercées par ces insurgés devinrent si fréquentes, qu'il fallut se décider à les battre ou à leur abandonner entièrement la province. Ce dernier parti ne pouvant pas être adopté, les 17ᵉ et 64ᵉ demi-brigades, les grenadiers de la 73ᵉ, le 10ᵉ de dragons et six pièces d'artillerie

[1] C'étaient des bâtiments de l'armée navale turco-russe, qui venait de prendre Corfou et de s'emparer de la totalité des îles ex-vénitiennes cédées à la France par le traité de Campo-Formio, ou bien quelques frégates anglaises ou napolitaines.

légère, filèrent successivement sur la Cirignola où la division fut rassemblée et opéra sa jonction avec le détachement venu des Abruzzes sous la conduite du chef de brigade Berger, et la légion napolitaine de Caraffa. Le général Broussier fut mis à la tête de cette expédition : il eut besoin de faire les plus grands efforts pour surmonter les obstacles qui lui furent opposés; car les insurgés étaient deux fois plus nombreux qu'ils ne l'avaient été à la première arrivée des troupes françaises dans la Pouille : ils avaient employé le temps qu'on leur avait laissé à rétablir les anciennes fortifications des places d'Andria et de Trani, et à en élever de nouvelles. Les portes de ces villes, à l'exception d'une seule, étaient murées; on avait construit derrière chacune un large fossé, bordé d'un parapet; les rues étaient coupées, les maisons crénelées et leurs portes barricadées.

La mission de Broussier était de s'emparer de ces villes; les troupes les moins exercées furent employées à garder les communications. L'aide de camp Ordonneau, ayant amené les compagnies de grenadiers des 17e et 73e demi-brigades, le général se trouva en mesure d'attaquer, et marcha sur Andria, le 21 mars. Le lendemain, au point du jour, cette ville fut cernée; les dragons, aux ordres du chef de brigade Leblanc, furent placés de manière à intercepter toute communication entre les insurgés d'Andria et ceux de Trani.

Une colonne, formée de deux bataillons de la 17e et de la légion Caraffa, fut chargée de l'attaque de la porte Comoza, tandis que le général Broussier, avec une autre partie des troupes, devait attaquer la porte de Trani, et qu'un bataillon, conduit par l'aide de camp du général Duhesme, Ordonneau, s'avançait vers la porte de Barra. L'attaque du général Broussier fut très-vive et déjà les échelles allaient être dressées contre la muraille, lorsqu'un obus renversa heureusement la porte de Trani. Les Français se précipitèrent par cette ouverture, et, après un combat meurtrier, soutenu au passage du fossé creusé derrière la porte, ils pénétrèrent jusque sur la place où ils s'établirent. Plus de douze officiers, un grand nombre de soldats, furent grièvement blessés en cette occasion, et notamment le capitaine d'artillerie légère, Bourgain, officier de distinction, qui avait rendu les plus grands services à la division

depuis le commencement de la campagne. La colonne conduite par Ordonneau n'ayant pu, malgré les plus grands efforts, réussir à enfoncer la porte de Barra, était venue s'appuyer aux troupes de Broussier, et était entrée dans la ville avec elle. Le chef de brigade Berger, qui commandait l'attaque de la porte Comoza, avait d'abord échoué dans une première tentative; mais, ayant ordonné l'assaut, il monta le premier sur la muraille, et, malgré une blessure dangereuse qu'il reçut, s'empara d'un drapeau, et vint se réunir aux deux autres colonnes à travers une grêle de balles dirigées sur lui de toutes les maisons crénelées.

Il n'avait fallu rien moins que toute l'intrépidité des troupes françaises, et l'opiniâtreté de leurs chefs, pour ne pas abandonner cette attaque meurtrière, même après que les portes de la ville eurent été forcées. Dix hommes barricadés dans une maison furent assiégés par un bataillon entier, et tinrent jusqu'à la dernière extrémité. Cette rage frénétique des habitants d'Andria répondit parfaitement aux mesures prises par les chefs de l'insurrection pour l'exciter.

Un autel surmonté d'un grand crucifix avait été dressé sur la place, et, la veille du combat, on avait publié les prétendus miracles opérés par le signe de la rédemption des hommes. Une lettre qu'on avait placée dans une des mains du Christ annonçait au peuple que les coups des Français seraient impuissants contre lui, et qu'il devait d'autant moins craindre, que des renforts considérables allaient arriver. En effet, cette dernière prédiction se trouva justifiée par l'envoi de 400 hommes d'élite détachés en poste de l'armée que les insurgés rassemblaient du côté de Bitonto. Après une longue lutte dans les rues et dans les maisons, Andria fut enfin complétement occupée par les Français; mais la prise de cette ville leur coûta 30 officiers et 250 sous-officiers et soldats. Cette perte considérable porta au plus haut degré chez les soldats la soif de la vengeance, et celle qu'ils exercèrent fut terrible et atroce. 6,000 habitants furent passés au fil de l'épée, et toute la ville devint la proie des flammes. Les vieillards, les enfants, les femmes et douze des habitants incarcérés, pour leur opinion, par leurs concitoyens, échappèrent seuls à cet épouvantable massacre.

Cependant un exemple aussi terrible, loin d'intimider les habitants de Trani, sembla redoubler, au contraire, leur fanatisme et leur dévouement. Cette ville était regardée comme le boulevard de l'insurrection, et comme la principale place d'armes des révoltés. Entourée d'un mur bastionné, protégée par un petit fort régulier, et défendue par plus de 8,000 hommes familiarisés avec les armes, puisque la plus grande partie étaient des matelots, des corsaires et d'anciens soldats de l'armée napolitaine, la place de Trani eût exigé peut-être un siége régulier, dans tout autre moment. La défense devait être d'autant plus opiniâtre, que de très-bons officiers s'y étaient rendus pour diriger les opérations des insurgés. Ceux-ci avaient en outre dans le port une petite flottille, composée de plusieurs barques et brigantins armés de canons. Cette circonstance, qui rendait nécessaire l'emploi d'un même moyen pour bloquer le port, força le général Broussier à retarder de quelques jours l'attaque de Trani, et il ne se mit en marche que le 31 mars.

Les troupes françaises, partagées en trois colonnes, se dirigèrent sur Trani par trois chemins différents afin d'investir complétement cette ville. Dans la journée du 1er avril, les premiers postes français étaient à portée de pistolet de la place. La nuit fut employée à établir plusieurs batteries, sous la direction du capitaine du génie Couchaud, qui fit, en cette occasion, le double métier d'ingénieur et d'officier d'artillerie. Le 2 avril, au point du jour, ces batteries commencèrent à jouer sur la ville, du côté de Bisceglia, tandis que, sur un autre point, la légion napolitaine de Caraffa et le bataillon commandé par le chef Barrère engageaient avec les assiégés un feu violent de mousqueterie. Ces deux attaques avaient pour but de masquer la principale, conduite par Broussier en personne. Ce général s'avança avec quelques compagnies de grenadiers, qu'il fit soutenir par la 64e demi-brigade, et qui portaient avec eux des fascines pour combler le fossé, et des échelles pour monter à l'assaut. Les assiégés avaient pénétré l'intention du général français, et s'étaient portés en force sur le point menacé. Les premiers grenadiers qui parurent en vue de la muraille furent tués ou blessés par le

feu de la mousqueterie parti des remparts. Le capitaine de grenadiers Vernet, atteint de deux balles à la fois, fut renversé au milieu de ses soldats : les grenadiers, étonnés, s'arrêtèrent; et le général Broussier les dirigea alors sur un petit fortin bâti sur le bord de la mer, et que les assiégés avaient négligé d'occuper en force; mais déjà les intrépides chasseurs de la 7e légère, faisant partie des détachements du colonel Berger venus des Abruzzes, avaient remarqué cette faute de l'ennemi : ils s'étaient jetés à la mer, ayant de l'eau jusqu'aux aisselles, et avaient grimpé sur le fortin par les embrasures. Les insurgés, en voyant les chasseurs escalader le fort par la mer, jetèrent de grands cris : alors les grenadiers, excités par l'audace des chasseurs, s'avancèrent vers la muraille, dressèrent leurs échelles et montèrent hardiment à l'assaut. L'aide de camp Exelmans [1], qui s'était mis à leur tête, fit aussitôt tourner les pièces du fort contre les insurgés. En même temps, la légion Caraffa recevait l'ordre d'appuyer cette attaque, tandis que la flottille, réunie par le général Broussier, s'approchait du port pour le bloquer et empêcher les bâtiments ennemis d'agir. Tous ces mouvements furent exécutés et les Français étaient sur les remparts de Trani; mais cette ville tenait encore; ses maisons, comme celles d'Andria, étaient crénelées, les rues défendues par du canon et des coupures : il fallait perdre beaucoup de monde pour surmonter ces obstacles. Broussier s'avise d'un expédient qui doit épargner ses intrépides soldats : il fait enfoncer les premières maisons, et les soldats français montent sur les faîtes, qui sont disposés en terrasses, suivant la construction de la plupart des maisons en Italie. En marchant de terrasse en terrasse, les grenadiers balayent successivement tous les rebelles qui s'y trouvent, et rendent nuls tous les moyens intérieurs de résistance.

Cependant, le fort de Trani était encore occupé, et tirait avec la plus grande vivacité sur les assiégeants, placés sur les terrasses; mais ceux-ci, continuant toujours à s'avancer de

[1] Depuis lieutenant général, et mort maréchal, grand chancelier de la Légion d'honneur, en 1853.

la même manière, arrivent près du fort, et engagent la fusillade avec les insurgés qui le défendent. C'était un spectacle assez extraordinaire que celui d'un combat livré pour ainsi dire, dans les airs, sur les toits d'une ville. Le succès ne tarda pas à couronner les efforts des valeureux Français. Les défenseurs du fort, étonnés de tant d'audace, presque tous blessés, se précipitent dans les barques qui garnissaient le port et forcent de rames pour échapper et gagner la pleine mer; mais la flottille française était en mesure d'agir avec avantage. La plupart des barques ennemies sont prises à l'abordage ou coulées bas, d'autres échouent sur le rivage, où les dragons du 16e régiment sabrent tous ceux qui cherchent à gagner la terre. Onze embarcations seulement se sauvèrent à Molfeta, et y furent prises par les habitants, qui venaient de se déclarer pour les Français. Le sort de Trani fut le même que celui d'Andria. Cette ville fut réduite en cendres, et tout ce qui était en état de porter les armes, passé au fil de l'épée : châtiment terrible, sans doute, mais devenu indispensable par l'obstination des rebelles, et pour ne pas éterniser une guerre désastreuse!..... Les Français trouvèrent dans Trani cinquante pièces de canon, douze drapeaux, une grande quantité de munitions, de fusils, et d'armes de tous genres.

Le général Broussier [1] se rendit, après cette expédition, dans la terre de Bari, dont les habitants étaient restés fidèles au parti des Français, mais dans le voisinage de laquelle était un corps d'insurgés commandés par un homme qui se disait faussement le prince héréditaire du royaume des Deux-Siciles. La ville de Carbonara était le quartier général de ce rassemblement, et passait, dans le pays même, pour avoir été dans tous les temps le repaire des brigands et des assassins qui désolent cette malheureuse contrée. Broussier envoya contre ces rebelles le chef de brigade Charlot. Attaqués à l'improviste, ils firent cependant une résistance vigoureuse; mais, enfoncés par les troupes françaises, ils se débandèrent, abandonnèrent deux pièces de canon, et se retirèrent sur Ceglie, où ils furent attaqués de nouveau et mis en fuite : Carbonara et Ce-

[1] Mort lieutenant général, en 1814.

glie furent pillées, brûlées, et les habitants fusillés. Au milieu de ces scènes d'horreur que reproduisait la résistance des villes, nous devons citer un trait d'humanité qui honore les soldats français. Un dragon du 16e régiment, nommé Charles, apercevant un enfant de cinq ans enveloppé par les flammes d'une maison incendiée, et sur le point de périr, met pied à terre, se précipite au milieu du feu, au risque d'être écrasé par la maison qui s'écroulait, enlève l'enfant et l'apporte, sain et sauf, au milieu des rangs des dragons.

Tous ces avantages remportés sur les insurgés, et les exécutions qui en avaient été la suite, épouvantèrent tellement les partisans du roi des Deux-Siciles, qu'ils disparurent ou s'éloignèrent à une grande distance des cantonnements français. La province de la Pouille était désormais à couvert, et l'on pouvait considérer l'approvisionnement de la ville de Naples comme assuré. Toutefois, le général Duhesme, ayant appris qu'il se formait encore de nouveaux rassemblements du côté de Bitetto et de Rutigliano, se disposait à diriger des troupes sur ces deux points, lorsqu'il reçut, ainsi que le général Broussier, l'ordre de quitter son commandement, et de se rendre à Naples. Ces deux braves officiers, qui, toujours en action, n'avaient pris aucune part dans les différends élevés à Naples entre le général Championnet et le commissaire civil Faypoult, furent cependant impliqués dans cette malheureuse affaire par les intrigues de ce commissaire. Partageant la noble disgrâce de Championnet, Duhesme et Broussier furent destitués comme lui, et remplacés dans leur commandement : le premier, par le général Olivier; et le second, par le général Sarrazin. Ces deux généraux, en prenant la direction des troupes qui occupaient encore la Pouille, reçurent l'ordre d'effectuer définitivement l'évacuation de cette province, et de ramener les troupes vers Naples. Nous dirons plus tard quelles étaient les causes de cette mesure, et comment elle fut mise à exécution.

Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Vérone, de Magnano; occupation de la Toscane par les Français, etc. — Nous sommes arrivés à une époque bien désastreuse pour les armes françaises; elles vont éprouver sur ce même sol, témoin des exploits les plus extraordinaires des temps mo-

dernes, des défaites sanglantes et multipliées; et les ennemis de la république concevront l'espoir d'anéantir toutes ses institutions, et de ramener les peuples affranchis ou conquis sous le joug monarchique de leurs anciens maîtres, ou sous la domination oligarchique de leurs précédents magistrats.

L'Autriche, décidée à recommencer la guerre avec la France, avait pensé, avec raison, que c'était surtout en Italie qu'il lui convenait de porter ses principales forces et de tenter les efforts les plus vigoureux. L'éloignement du général qui avait si promptement détruit quatre armées impériales inspirait au cabinet de Vienne la plus grande confiance. De son côté, le Directoire, privé de l'appui du guerrier dont tant de victoires signalées avaient rendu le nom si redoutable, avait d'abord placé à la tête de l'armée d'Italie l'un des généraux qui avaient le mieux secondé Bonaparte dans les dernières campagnes, celui qui, surtout dans l'expédition du Tyrol, avait donné des preuves d'une haute capacité. Loin de se trouver humilié de la préférence accordée à son jeune compagnon d'armes, Serrurier, déjà officier général lorsque le nouveau commandant en chef dont nous venons de parler, Joubert, commençait à peine sa carrière militaire; Serrurier, dont la division s'était associée d'une manière si brillante à tous les exploits de l'armée d'Italie, particulièrement dans le siége de Mantoue, approuve hautement le choix du Directoire, le fortifie de toute son influence, demande et regarde comme une faveur l'honneur de servir sous les ordres du général en qui ce gouvernement paraît avoir placé ses espérances: exemple remarquable de patriotisme, de modestie et de grandeur d'âme, bien rare dans l'antiquité même, et chez les modernes surtout! Ce dut être aussi l'hommage le plus flatteur pour Joubert, et le plus propre à lui attirer la confiance et le respect de ses subordonnés.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans le même temps, l'illustre général de l'armée du Rhin s'honorait, au profit de la patrie, par la même abnégation de tout intérêt personnel. Il avait été destitué de son commandement en chef, pour avoir révélé trop tard la trahison de Pichegru. Mais pouvait-il, avant d'avoir des preuves de la dernière évidence, signaler à toute la France, comme un traître, son camarade, son ami, le guerrier qui, après

avoir garanti de l'invasion étrangère le sol de la patrie, avait si glorieusement soumis la Hollande? Moreau n'avait fait au Directoire cette incroyable révélation qu'à la dernière extrémité, le cœur navré d'amertume, et l'esprit intimement convaincu. Quoi qu'il en soit, privé du commandement en chef, il avait accepté les fonctions d'inspecteur général à l'armée d'Italie, et il les remplissait de telle sorte, que son amour-propre ne paraissait point blessé d'être réduit à un rôle secondaire, après avoir occupé la première place avec tant de distinction.

On a vu, au commencement de ce volume, que le général Joubert, à peine arrivé en Italie, avait, d'après les ordres du Directoire, envahi la capitale et les places du Piémont, et détrôné le roi Charles-Emmanuel IV. Cette expédition avait été conduite avec autant de secret que d'habileté : ce qu'elle peut avoir d'odieux ne doit point retomber sur le général, qui ne faisait qu'obéir à des ordres rigoureux, que de graves conjonctures politiques pouvaient peut-être justifier, et rendaient nécessaires dans les intérêts de la France.

Le général Serrurier recevait en même temps l'ordre de réunir sa division à Modène, de franchir les Apennins, et de s'établir dans la république de Lucques, en passant par Pistoïa. Des députés envoyés par le grand-duc de Toscane, justement alarmé de cette invasion, vinrent trouver le général français à Pistoïa, et promirent, au nom de leur souverain, de donner pleine et entière satisfaction au Directoire sur l'objet de ses récriminations [1]. Serrurier occupa la ville de Lucques sans éprouver la moindre résistance; il y arriva en poste, précédé et suivi d'un détachement du 9e de dragons. Suivant l'usage consacré à cette époque de renverser les gouvernements établis, celui de la petite république de Lucques le fut aussi. Au lieu du gonfalonier ou premier magistrat, et des sénateurs patriciens qui les régissaient depuis plusieurs siècles,

[1] Les prétendus griefs du Directoire français étaient d'avoir laissé les Napolitains occuper le port de Livourne et d'avoir donné asile au pape Pie VI. Le grand-duc Ferdinand envoya son ministre, Manfredini, à Paris, pour offrir toutes les réparations que le gouvernement français pourrait exiger. Cette dernière démarche fut inutile, comme on le verra plus tard.

on donna aux Lucquois un Directoire, des ministres, un corps législatif divisé en deux conseils : le tout à l'instar de la constitution de l'an III, modèle unique de tous les gouvernements imposés par le Directoire de France.

Cependant le cabinet de Vienne avait envoyé en Italie une armée nombreuse, composée de l'élite de ses troupes : le général Mélas la commandait, et elle était cantonnée dans les États de terre-ferme de l'ancienne république de Venise, cédés à l'Autriche par le traité de Campo-Formio. Forte de plus de 60,000 hommes, cette armée occupait les belles positions situées sur le bas Adige, et qu'avait gardées, défendues ou réattaquées Bonaparte, dans la campagne de 1796. Le Directoire ne pouvait opposer à des forces aussi considérables qu'une armée d'à peu près 40,000 hommes disséminée sur un grand espace, et occupée à contenir dans l'obéissance des peuples qui commençaient à supporter difficilement le nouveau joug qu'on leur avait imposé. Le général Joubert, contrarié dans ses vues généreuses, et fatigué des dégoûts que lui faisaient éprouver tous ces agents immoraux que, sous le nom de commissaires, le Directoire envoyait auprès des généraux en chef et des administrations des pays conquis, moins pour surveiller leurs opérations que pour exercer des vexations et des déprédations de tout genre; Joubert écrivait à son gouvernement qu'il lui était impossible de faire le bien et de maintenir la gloire du nom français avec de tels auxiliaires. En adressant de Turin, où il avait établi son quartier général, sa démission au Directoire, Joubert désignait le général Moreau pour son sucesseur, consultant en cela les intérêts de l'armée : « C'est le seul homme, disait-il dans sa lettre, que je reconnaisse vraiment digne du commandement, le seul dont la réputation militaire offre, à mon avis, la garantie nécessaire dans les grandes circonstances où se trouve placée la république. » Moreau accepta provisoirement le périlleux fardeau que lui remit Joubert en quittant Turin. Aimé du soldat, dont il savait prévoir et satisfaire les besoins, Moreau eût peut-être évité une partie des désastres dont la France était alors menacée; mais le Directoire se montra très-éloigné d'approuver le choix fait par Joubert. Il offrit d'abord le commandement de l'armée d'Italie au général Bernadotte, dont la réputation commençait

dès lors à balancer celle des premiers généraux de la république; mais ce général adroit, connaissant la situation des affaires en Italie, craignant d'exposer sa bonne renommée à un échec, s'était refusé au désir du Directoire, et avait préféré le commandement de l'armée d'observation rassemblée dans le Palatinat. Le général Schérer, alors ministre de la guerre, s'était mis de lui-même sur les rangs, et fixa le choix du Directoire, qui crut pouvoir tirer un parti utile du vainqueur de Loano. L'opinion publique n'était point en faveur du nouveau général en chef. On lui reprochait un défaut peu compatible avec l'imperturbable sang-froid qu'exige toujours le commandement des troupes [1]. Il était soupçonné d'avoir, ainsi que l'un des cinq directeurs, fermé les yeux sur ce système de pillage et de dévastation qui avait excité l'indignation des peuples de la Suisse et de l'Italie, et fait gémir les soldats et les officiers français fidèles aux sentiments de l'homeur et de la véritable gloire nationale. Ces préventions fâcheuses suivirent Schérer à l'armée d'Italie [2].

A peine le nouveau général en chef eut-il pris les rênes du commandement sur ce théâtre de la guerre, qu'un mécontentement général se manifesta dans l'armée et dans toutes les parties de l'Italie soumises à la domination ou à l'influence française. On vit arriver, à la suite de Schérer, une seconde ligne de ces déprédateurs qui dévoraient depuis si longtemps le pays avec un cynisme sans exemple. Le premier acte du général, en arrivant à Turin, fut d'exiger du gouvernement provisoire du Piémont une contribution extraordinaire de six cent mille francs. Contraints à payer, avec les formes les plus impératives et les plus vexatoires, les Piémontais appelèrent, sur les exacteurs, la vengeance de l'Autriche. Loin de chercher à apaiser ou à diminuer les plaintes qui s'élevaient de toutes parts, les commissaires du Directoire, par leur morgue et leur insolence, attisèrent le feu de la révolte, qui commençait à se déclarer depuis les Alpes jusqu'au détroit de Messine, et étouffèrent les sen-

[1] *Haud tolerabili vini cupiditate fœdavit.* QUINT. CURT., lib. 5.

[2] Il y avait beaucoup d'injustice dans ces reproches et dans ces préventions. Schérer est mort en 1804, dans sa terre de Chauny, et n'a laissé qu'une fortune médiocre.

timents de bienveillance qui restaient encore dans le cœur des partisans de la république. Les insurrections qui éclatèrent à la fois sur divers points durent être moins attribuées aux intrigues des agents de la seconde coalition qu'à la conduite impolitique des délégués du Directoire.

Cependant Schérer avait réuni les troupes qui devaient composer son armée : d'après les ordres du Directoire, il vint prendre des positions sur les frontières de la république cisalpine, et chercha à se mettre en communication avec l'armée de Naples, commandée par Macdonald, et qui avait été mise sous sa direction supérieure. Il est certain que si cette dernière armée avait pu, sans danger, abandonner sa conquête, et se joindre avec l'armée d'Italie, les Français se seraient trouvés à même d'opposer des forces à peu près égales à celles que les Autrichiens avaient réunies dans les États de Venise. Nous avons fait voir que les troupes aux ordres du général Macdonald étaient déjà insuffisantes pour contenir le pays, à l'occupation duquel le Directoire attachait une haute importance. Il était donc impossible de distraire quelques détachements de cette armée; et l'on verra plus tard qu'alors que sa participation fut jugée indispensable pour repousser les efforts de l'ennemi dans la haute Italie, il fallut que Macdonald évacuât entièrement le royaume de Naples.

Malgré sa supériorité numérique au commencement de la campagne, l'armée autrichienne ne se hâtait point de commencer les hostilités, et, à la fin de mars, les deux armées étaient encore cantonnées dans leurs positions respectives. Ce retard du côté des Autrichiens peut être attribué à la double intention d'attendre l'arrivée du corps auxiliaire promis par l'empereur Paul Ier, et le résultat des premières opérations en Allemagne. L'arrivée des premières colonnes russes ne devait avoir lieu que le 12 avril, et cette circonstance détermina le général français à prendre l'initiative, en attaquant les Autrichiens sur le bas Adige, et en manœuvrant de manière à les rejeter sur la Brenta.

Les deux armées occupaient, au 25 mars, les positions suivantes :

L'armée autrichienne, que commandait par intérim le géné-

ral Kray pendant l'indisposition du général en chef Mélas, était campée sur la rive gauche de l'Adige, derrière les places de Vérone et Legnago, dont les fortifications étaient réparées. Un camp était placé à Par-d'Arqua, dans la Polésine[1], à deux milles du confluent de la Polesella et du canal Bianco; un second à Bevilacqua, dans le Véronais, à cinq milles au delà de Legnago; un troisième, à Conselve, dans le Padouan; un quatrième, enfin, vers Bussolengo, près du lac de Garda; différents détachements occupaient les villages de Santa-Lucia et de San-Massimo, en avant de Vérone; un autre, assez considérable, était posté sur les hauteurs de Pastringo : cette dernière position, naturellement formidable, avait été encore fortifiée par une double ligne de retranchements et de redoutes bien garnis d'artillerie. Six bataillons, placés à Bussolengo, liaient la communication avec Vienne[2].

Deux ponts de bateaux avaient été jetés sur l'Adige : l'un, vis-à-vis de Polo; l'autre, vers Santa-Lucia[3], dans la direction de Pastringo, à douze milles de Vérone : tous les deux étaient défendus par une double tête de pont, garnie d'artillerie. D'autres retranchements occupaient, avec du canon, les hauteurs intérieures entre Lazise et Calmisino. Ainsi la droite de l'ennemi touchait au lac de Garda, sa gauche à l'Adige; le centre occupait Vérone, San-Massimo et Santa-Lucia. Un corps d'avant-garde occupait Legnago et les postes qui se trouvent en avant de cette place.

Schérer avait établi son armée derrière les places de Peschiera et de Mantoue, où était le quartier général. Regardant les montagnes du Bergamasque et du Bressan comme impraticables dans cette saison, il n'avait laissé dans Brescia et Bergame que quatre bataillons. Il pensait d'ailleurs que son flanc gauche serait suffisamment garanti par la division de l'armée d'Helvétie, commandée par le général Dessolles, qui occupait

[1] La Polésine ancienne, province vénitienne dont Rovigo était la capitale.

[2] *Voyez* la carte placée tome IV, page 3.

[3] Ce n'est pas le village du même nom dont nous venons de parler, qui est auprès de Vérone sur la rive droite de l'Adige, et que nous allons encore désigner plus bas.

la Valteline, et par les troupes de la même armée, que le général Lecourbe avait ordre de lui envoyer à sa première réquisition.

Ayant pris la résolution d'attaquer l'armée autrichienne, le général Schérer divisa la sienne en deux corps. Le premier, composé des divisions Montrichard, Victor et Hatry, sous la direction du général Moreau, devait effectuer une fausse attaque sur Vérone et sur Legnago, afin d'arrêter et de tenir en échec les secours que l'ennemi pouvait diriger de ces places sur Pastringo, par la rive droite de l'Adige; le second corps, composé de trois divisions commandées par les généraux Delmas, Grenier et Serrurier, sous la direction du général en chef lui-même, devait attaquer et tourner les positions de la droite des Autrichiens sur le lac de Garda.

Le 26 mars, à la naissance du jour, les redoutes et le camp retranché des Autrichiens furent attaqués par les divisions Delmas et Grenier. Cette entreprise n'était pas facile : chacune des redoutes fut assaillie au pas de charge avec une grande résolution, et malgré tout le feu de la mitraille ennemie. Après quatre heures d'un combat sanglant, les Français s'emparèrent des positions occupées par les Autrichiens et de leurs deux ponts sur l'Adige. Poursuivis alors sur la rive gauche, une partie des vaincus fut menée, l'épée dans les reins, jusqu'à la Chiusa, et se retira en désordre à Peri.

Pendant cette attaque, la division Serrurier balayait la chaîne de montagnes qui, partant de Lazise, remonte jusqu'à Rivoli et à la Corona. Les postes autrichiens, dans cette partie, coupés par le mouvement des deux autres divisions françaises, se retirèrent, après avoir toutefois tenté de se défendre, et suivirent la marche rétrograde des troupes du camp retranché. Le général Serrurier s'arrêta sur le plateau de Rivoli, dans cette même position rendue si célèbre par la victoire que Bonaparte y avait remportée en 1796. Le nouveau succès obtenu dans les montagnes qui bordent le lac de Garda avait été secondé par la flottille que les Français entretenaient sur le lac, et que commandaient le capitaine de frégate Sibile et le lieutenant Pons.

Dans le même temps que la gauche de l'armée française culbutait ainsi la droite de l'armée ennemie, les divisions Victor

et Hatry d'une part, et celle du général Montrichard, placée à l'extrême droite, dirigées par Moreau, avaient combattu les troupes sorties de Vérone et de Legnago. Celles de Vérone s'étaient postées à Santa-Lucia et à San-Massimo ; elles furent attaquées vigoureusement par les généraux Victor et Hatry. Santa-Lucia fut enfin emportée après quelques heures d'un combat opiniâtre. Les généraux ennemis Minckwitz et Liptay furent blessés dangereusement dans cette action. San-Massimo, disputé avec plus d'acharnement encore, finit par rester aux Autrichiens, après avoir été pris et repris jusqu'à sept fois. Le général autrichien Kaim y fut également blessé. Les Français bivouaquèrent autour de Santa-Lucia.

Le général Montrichard avait d'abord réussi à culbuter les troupes sorties de Legnago, et les avait poursuivies jusque sur les glacis de cette place; mais le général Kray ayant dirigé sur ce point des forces considérables, les Français se virent attaqués par des troupes fraîches; et, après une résistance qui se prolongea jusqu'à la nuit tombante, ils furent obligés de se retirer dans leur position du matin.

Ainsi, par ce premier mouvement offensif de l'armée française, Schérer avait battu, repoussé ou contenu les forces autrichiennes. S'il faut en croire le rapport de ce général, l'armée ennemie aurait essuyé une perte très-considérable[1]. Le général autrichien Dewins fut tué. La perte des Français fut estimée de 2 à 3,000 hommes : les généraux français Delmas et Dalesme avaient été blessés. Le général Schérer fit une mention particulière du général de brigade Pigeon, des adjudants généraux Argod et Blondeau, des chefs de brigade Morel et Petit, des chefs d'escadron Lepic[2] et Coindet, des chefs de bataillon Ledoux et Dumesnil, du capitaine Blondeau, frère de l'adjudant général, et des capitaines Roche et Héron. Lepic et Coindet furent promus au grade de chefs de brigade sur le champ de bataille[3].

[1] Schérer écrivit au Directoire que l'armée autrichienne avait perdu près de neuf mille hommes, dont quatre mille cinq cents prisonniers, deux drapeaux et douze pièces de canon.

[2] Depuis lieutenant général, etc.

[3] Parmi plusieurs traits de courage et de dévouement qui signalèrent

Cependant Schérer ne sut pas mettre à profit les avantages qu'il avait remportés dans cette journée du 26 mars. Effrayé par les rapports qu'il reçut de l'armée d'Helvétie, et qui lui annonçaient l'impossibilité où se trouvaient les généraux Dessolles et Lecourbe d'appuyer son mouvement offensif, il résolut de concentrer ses forces, et donna l'ordre aux divisions qui avaient passé l'Adige de revenir sur la rive droite, en se retirant par Peschiera. Le motif de Schérer, en prenant cette mesure que rien ne devait faire précipiter encore, fut la crainte de voir couper ses divisions de gauche depuis qu'elles ne se trouvaient plus appuyées dans la Valteline par le général Dessolles. Moreau n'était point de cet avis; il avait judicieusement proposé au général Schérer de conserver sa position devant Vérone, et de s'y maintenir, tandis que les divisions de gauche attaqueraient cette ville par la rive gauche de l'Adige pour en chasser les troupes ennemies. Schérer persista dans son dessein, et voulut effectuer sa retraite.

Le général Kray avait conduit en personne les troupes de renfort devant lesquelles s'était retirée la division Montrichard, et il s'était bien aperçu que le principal effort de la droite des Français avait eu Vérone pour direction, et non Legnago. En conséquence, après avoir repoussé Montrichard, il était revenu sur Vérone pour être en mesure de s'opposer avec succès à une seconde attaque des Français sur ce point. Peut-être ce mouvement du général Kray avait-il contribué à faire prendre à Schérer la résolution de faire quitter à Moreau la position de Santa-Lucia.

Afin de masquer son mouvement de retraite, Schérer donna

cette journée, à laquelle on donna le nom de bataille de Vérone, nous rapporterons celui-ci. A l'attaque du camp retranché de Pastringo, une compagnie de grenadiers marchait sur une redoute dont le feu était extrêmement meurtrier. Un jeune conscrit s'était glissé dans les rangs de ces vieux soldats, et marchait intrépidement avec eux; quelques grenadiers, l'apercevant à leurs côtés, lui dirent : « Jeune homme, que viens-tu faire parmi nous? ce n'est point ta place; retourne à ton rang, et laisse-nous faire. » Le conscrit, humilié de l'apostrophe, s'élance avec la rapidité de l'éclair, escalade en un moment l'épaulement de la redoute, et se met à crier à ceux qu'il a laissés derrière lui : « A bas les grenadiers! à moi les conscrits! la redoute est à nous. »

l'ordre au général Serrurier d'exécuter une fausse attaque sur Vérone, en lui recommandant de n'engager ses troupes qu'autant qu'il le faudrait pour amuser et retenir l'ennemi. Serrurier, après avoir laissé quelques bataillons à la garde des ponts de Polo et de Pastringo, passa l'Adige avec le reste de sa division, et s'avança, en suivant le cours de cette rivière, jusque vis-à-vis de Bussolengo. Les Français attaquèrent avec intrépidité, et déjà ils marchaient sur les hauteurs qui couvraient le flanc droit des Autrichiens, et par conséquent la route de Vérone et le camp qu'occupait le gros de l'armée, lorsque, s'abandonnant imprudemment et malgré les ordres du général Serrurier, à une poursuite irrégulière, ils trouvèrent devant eux la division du feld-maréchal lieutenant Frœlich, que le général Kray envoyait pour secourir le point attaqué. Ces troupes, qui sortaient de Vérone, et où se trouvaient les généraux Chasteler et Lattermann, attaquèrent les Français sur trois colonnes. L'infanterie du général Serrurier, malgré le désordre où son trop d'ardeur l'avait jetée, tint ferme pendant quelque temps; mais bientôt, accablée et rompue par les forces supérieures qu'elle avait devant elle, elle fut mise en déroute, et ramenée au pas de charge. Le 9e régiment de dragons et quelques détachements de cavalerie piémontaise essayèrent d'arrêter les Autrichiens; ils furent obligés de suivre le mouvement de retraite, qui se fit assez heureusement pour qu'une partie des troupes françaises pût repasser l'Adige. Un corps de pontonniers, soutenu par un détachement qu'envoya le général Kray sur les derrières des Français, dès le commencement de l'action, avait détruit un des ponts que le général Serrurier avait sur ce fleuve. Une partie de la division, coupée et enveloppée, fut obligée de se rendre prisonnière de guerre, après avoir vainement essayé de se défendre ou de se jeter dans les montagnes[1]. L'armée française perdit près de 5,000 hommes par

[1] Cette partie de la division se composait de bataillons piémontais placés, ainsi que quelques escadrons commandés par le marquis de Saluces, sous les ordres du général Serrurier.

M. le comte Mathieu Dumas, dans son Précis militaire de la campagne de 1799, porte la perte de la division Serrurier dans cette affaire à sept mille hommes. Ce nombre est évidemment exagéré, et l'auteur a été trompé

cette espèce d'échauffourée, que ne put empêcher la prudence reconnue du général Serrurier.

Les cinq autres divisions étaient arrivées, sur ces entrefaites, dans leurs nouvelles positions. Le centre se trouvait près d'Isola della Scala, une division en réserve sur sa droite; deux divisions aux ordres de Moreau, en équerre sur le flanc gauche, occupant le village de Buttapreda et les sources du Tartaro, veillaient sur tout ce qui pouvait sortir de Vérone. Schérer avait établi son quartier à Isola della Scala. Ainsi les forces françaises se trouvaient concentrées entre l'Adige, qui coulait sur son front, et le Tartaro sur ses derrières. Cette position couvrait Mantoue, et donnait à Schérer la facilité d'attaquer l'ennemi quand il le jugerait convenable.

La retraite de l'armée française fit faire aux Autrichiens un mouvement en avant. Après avoir passé l'Adige, ils occupèrent Castelnuovo, et vinrent cerner en partie la place de Peschiera, ou Scnérer avait eu soin de jeter une garnison suffisante. Le corps principal de l'armée ennemie fut établi en avant de Vérone, la droite appuyée à Santa-Lucia, et la gauche à Tomba. En s'avançant, comme il l'avait fait, jusque sous le canon de Peschiera, l'intention du général Kray était de resserrer la gauche des Français, et d'essayer même de la tourner. Dans ce dessein, et pour distraire l'attention de Schérer, le général autrichien avait envoyé un fort détachement sur le Pô inférieur, jusqu'à Ostiglia.

L'ennemi fit, dans la soirée du 4 avril, plusieurs fortes reconnaissances sur le front des positions occupées par les divisions que commandait le général Moreau. Celui-ci, qui s'était porté de suite aux avant-postes, quand il avait été informé de la présence des troupes autrichiennes, reconnut que c'était le mouvement préparatoire d'une attaque générale très-prochaine. Il en fit donner avis au général en chef, en lui demandant ses

par les rapports étrangers, auxquels il a donné trop de croyance. Un officier digne de foi, présent à l'action, nous a assuré sur son honneur que la perte ne s'éleva pas à plus de cinq mille hommes; et cette version est d'autant plus admissible, que l'on verra plus bas la division Serrurier agir avec assez de vigueur pour faire supposer qu'elle n'avait pas éprouvé une diminution aussi considérable que l'avance le général Mathieu Dumas.

ordres, soit pour recevoir la bataille dans la position qu'il occupait, soit pour prévenir l'ennemi en marchant lui-même au-devant de lui.

Le général en chef français avait résolu de livrer bataille à l'armée autrichienne, et l'on vient de voir plus haut que le général Kray était dans les mêmes intentions : une dépêche interceptée lui ayant appris que Schérer se proposait de tenter de nouveau le passage de l'Adige, il s'était mis en mesure de faire échouer cette entreprise. Les troupes autrichiennes avaient pris une ligne parallèle à celle de l'armée française ; ainsi les deux généraux allaient présenter à la fois et recevoir le combat.

Schérer donna l'ordre aux divisions Victor et Grenier de s'avancer vers San-Giacomo, sur la gauche du corps autrichien posté en avant de Vérone, en côtoyant les bords de l'Adige pour tenir en respect les troupes qui tenteraient de percer de ce côté. Le général Delmas, qui, malgré ses blessures du 26 mars, avait voulu conserver le commandement de sa division, devait remplacer à Buttapreda la division Montrichard, pour ensuite protéger, en marchant sur Dossobono, l'attaque des divisions Victor et Grenier, et au besoin celle du général Moreau. Celui-ci, avec les divisions Hatry et Montrichard, était chargé d'attaquer l'ennemi à Somma-Campagna et à Sonna, tandis que le général Serrurier, placé avec les débris de sa division sous les ordres du général Moreau, devait s'emparer de Villa-Franca.

L'attaque avait été fixée à six heures du matin, le 5 avril; mais les mauvais chemins ayant retardé la marche des divisions Grenier et Delmas, elles ne purent arriver à leur destination qu'à onze heures. A cette époque de la journée, les deux armées se trouvèrent en présence, et le combat s'engagea sur tous les points.

Les troupes autrichiennes étaient divisées en trois fortes colonnes sous les ordres des généraux Kaim, Mercantin et Zopf. Les divisions Grenier et Victor s'avancèrent, suivant leurs instructions, sur San-Giacomo, en chassèrent l'ennemi et occupèrent ce village. Pendant que cette attaque réussissait sur la droite, deux colonnes ennemies s'étaient portées, par un mouvement circulaire, sur le camp d'où le général Moreau était parti le matin pour attaquer celui-ci par ses derrières, en même

temps que la division Delmas était attaquée sur son front, à mesure qu'elle se formait à la tête du village de Buttapreda. Cette position critique ne troubla point le général Moreau, et il s'en tira par une manœuvre habile. Au lieu de continuer à se porter directement sur Somma-Campagna et Sonna, il laissa ces deux villages sur la gauche, et, par un mouvement à droite, il attaqua lui-même les deux colonnes autrichiennes. Celles-ci, prises par leur flanc droit, voulurent rétrograder sur leur position du matin; mais elles furent enfoncées, dispersées dans la plaine, et obligées de se retirer en grand désordre sur Vérone. Dans ce moment, le général Serrurier exécutait son attaque sur Villa-Franca. Repoussé d'abord, il réussit cependant, après une charge vigoureuse à la baïonnette, à s'emparer de ce bourg, et à faire à l'ennemi environ 900 prisonniers.

Cependant l'attaque des Autrichiens contre la division Delmas continuait, et celle-ci était presque débordée. Toutefois, quoique le général français ne fût parvenu à réunir la totalité de ses troupes qu'à deux heures après midi, il se battit avec tant de courage et de sang-froid, qu'il repoussa toutes les attaques, s'empara de cinq pièces de canon et fit 1,200 prisonniers.

Les choses se passaient autrement à la droite de l'armée française. Le général Kray avait envoyé une colonne de troupes fraîches sur San-Giacomo, où bientôt Victor et Grenier se virent attaqués avec la plus grande vigueur. Débordés sur leur flanc droit, accablés par une supériorité de forces irrésistible, les Français, sur ce point, furent obligés de se replier sur Isola della Scala. La division Delmas, jusqu'alors fortement engagée avec l'ennemi, ne put, après l'avantage qu'elle venait d'obtenir, que se déployer en arrière à droite pour protéger la retraite des deux autres divisions sur Due-Castelli et Castiglione-Mantovano.

Sur ces entrefaites, le général Moreau, après son succès sur les troupes autrichiennes qui lui étaient opposées, avait suivi celles-ci jusque sous les murs de Vérone, et il se préparait à attaquer l'ennemi qui s'y était rallié, lorsque le général Schérer, après l'échec éprouvé par les deux divisions Grenier et Victor,

voyant son flanc droit entièrement découvert, lui envoya l'ordre d'opérer sa retraite. Moreau devait toutefois conserver son terrain jusqu'à la nuit tombante, afin de laisser au reste de l'armée le temps d'effectuer en bon ordre son mouvement rétrograde. Cette mesure fut mise à exécution avec tant de bonheur que, n'ayant quitté le champ de bataille qu'à sept heures du soir, Moreau fit sa retraite sans perdre un seul homme, quoiqu'il fût harcelé par les troupes légères de l'ennemi.

La bataille de Magnano, ainsi appelée parce que le quartier général français avait été établi la veille dans ce village, occasionna une perte considérable aux deux partis.

Les généraux Beaumont, Dalesme et Pigeon avaient été blessés, et le brave général Delmas avait été frappé de nouveau par une balle.

Le grand résultat de la bataille de Magnano fut la retraite de l'armée française vers le Mincio; augure, bien encourageant pour les Autrichiens, des triomphes qu'ils allaient remporter en Italie.

Décidé à prendre la ligne du Mincio, le général Schérer dut songer à mettre Mantoue dans un état de défense respectable. En conséquence, il y fit entrer 6,600 hommes. Cette augmentation de la garnison, et les pertes faites en morts, blessés ou prisonniers, réduisaient l'armée française à moins de 28,000 hommes.

Un des premiers soins de Schérer, en arrivant en Italie, avait été de signifier au grand-duc Ferdinand la résolution prise par le Directoire de s'emparer des États de ce prince. Le ministre Manfredini avait offert en vain toutes les réparations que pouvait exiger le gouvernement français : nous avons rapporté plus haut quels étaient les torts dont on avait déclaré le grand-duc coupable envers la république. Ce prince, obligé d'obéir à la nécessité, jugea convenable d'apprendre lui-même à ses sujets le changement qu'ils allaient éprouver, et il fit publier la touchante proclamation que nous plaçons ici, comme un monument précieux des vertus de ce digne souverain :

« Au moment de l'entrée des troupes françaises à Florence, nous regardons comme une preuve de fidélité, d'attachement et d'affection de la part de nos chers sujets, si, en secondant

nos paternelles intentions, ils conservent la plus parfaite tranquillité et respectent la division française et tous les individus qui la composent, en s'abstenant de tout acte qui pourrait donner lieu à quelque plainte que ce soit. Cette conduite sage leur assurera, s'il est possible, de nouveaux droits à notre bienveillance. »

Cette proclamation fut publiée en même temps que plusieurs autres des généraux Schérer et Gauthier, dans lesquelles ces derniers s'efforçaient de persuader au peuple toscan que les Français n'envahissaient le grand-duché que pour son bonheur et sa prospérité.

Le 29 mars, 3,000 hommes, sous les ordres du général Gauthier, se présentèrent aux portes de Florence. Ce détachement se composait d'infanterie et de cavalerie, et avait en tête plusieurs pièces de canon. Le général, qui s'attendait peut-être à trouver des obstacles par la résistance des Florentins, rangea sa troupe en bataille, et fit sommer la ville de se rendre; mesure bien inutile, puisque toutes les portes étaient déjà ouvertes par l'ordre du grand-duc. Les troupes françaises entrèrent dans Florence comme dans une ville amie, et le général Gauthier fit occuper sur-le-champ les portes, le vieux palais, les deux châteaux et les établissements publics. Les troupes toscanes placées à ces différents postes déposèrent leurs armes et furent réunies dans des quartiers particuliers. Deux piquets de troupes françaises furent établis sur les places de Sainte-Croix et de Sainte-Marie-Majeure, et l'on plaça une garde devant le palais Pitti, qu'occupait encore le grand-duc. Ce prince passa la nuit dans Florence, et ne quitta la ville que le lendemain avec la grande-duchesse et ses enfants, pour se rendre, sous l'escorte d'un détachement français, hors du territoire occupé par l'armée française. Cette noble famille se retira à Venise, pour passer de là en Autriche.

Le pape Pie VI, qui se trouvait, comme on le sait déjà, dans le grand-duché, fut considéré comme prisonnier de guerre[1].

[1] Victime de la haine que lui portait le Directoire, particulièrement le chef de la secte des théophilanthropes, Laréveillère-Lépaux, ce respectable vieillard fut arraché du couvent où il s'était retiré, et où il ne s'occupait plus que des intérêts célestes. On le conduisit à Parme, en lui promettant de le laisser vivre tranquille dans cette résidence; mais des ordres vinrent bientôt

Dans le même temps que le général Gauthier s'emparait ainsi de Florence, 4,000 hommes, commandés par le général Miollis, prenaient possession du pont de Livourne, après avoir désarmé la garnison toscane. Tous les émigrés français qui se trouvaient dans la ville reçurent l'ordre d'en sortir en vingt-quatre heures, sous peine d'être fusillés. La plus grande partie des Anglais que Livourne renfermait également s'étaient déjà embarqués à la première nouvelle de l'approche des Français ; mais toutes les marchandises qui leur appartenaient, aussi bien que celles des Autrichiens, des Russes, des Portugais, des Turcs, et autres peuples en guerre avec la France, furent confisquées, et l'on annula tous les actes de vente et les marchés qui pouvaient avoir été conclus depuis quinze jours.

Un commissaire du Directoire français, Rheinhart, fut chargé de l'organisation civile du grand-duché de Toscane. Le régime français fut mis en vigueur, chaque ville eut sa municipalité, et le savant Fontana fut nommé président de celle de Florence. Mais ces institutions étaient déjà menacées dans leur existence et l'on verra plus loin avec quelle rapidité elles furent anéanties.

Suite des opérations militaires en Italie; l'armée russe entre en campagne; Moreau remplace Schérer; bataille de Cassano; Milan occupé par l'armée austro-russe, etc. — Nous avons dit, dans ce qui précède, qu'après la bataille de Magnano, Schérer crut devoir faire prendre à son armée la ligne du Mincio. En conséquence, le lendemain même de l'action, 6 avril, les positions de Villa-Franca et d'Isola della Scala furent évacuées, et les troupes firent leur retraite sur Roverbella, où l'arrière-garde s'arrêta dans la journée du 7 avril. Mais, tandis que le gros de l'armée française effectuait son passage à Goito, le général Kray faisait traverser le Mincio, vers Valeggio, à une forte avant-garde autrichienne destinée à commencer l'investissement de Peschiera. Les troupes des généraux Zopf et Kaim achevèrent de bloquer cette forteresse sur la rive droite, et investirent la partie orientale de Mantoue, de manière à couper

de Paris pour lui faire traverser les routes glacées des Alpes, et le renfermer d'abord à Briançon, ensuite à Valence, où il mourut des suites des persécutions qu'il avait éprouvées, et des fatigues d'un voyage pénible, bien au-dessus de ses forces.

les communications avec Ferrare. Le général Klenau s'empara de Governolo; et le général Bellegarde, commandant, comme on l'a vu plus haut, dans le Tyrol, fit marcher un corps de troupes par la vallée de Rocca-d'Anfo, et le dirigea sur Brescia, en arrière du flanc gauche de l'armée française.

Ce dernier mouvement, que le général Schérer ne sut ni prévoir ni empêcher, fut d'une très-grande conséquence pour l'armée française. Le 8 avril, à la pointe du jour, toute la chaîne des postes français et cisalpins, depuis Barnico jusqu'aux lacs d'Idro et de Garda, fut attaquée par les Autrichiens. Les troupes, étant trop peu nombreuses pour soutenir cette attaque avec quelque avantage sur une ligne aussi étendue, abandonnèrent leurs positions et se retirèrent sur Brescia, laissant l'ennemi maître des retranchements de San-Antonio, et du petit fort de Rocca-d'Anfo, situé sur la rive droite du lac d'Idro.

Ainsi débordé sur sa gauche, et sur le point d'être tourné, Schérer resta convaincu que la ligne du Mincio n'était plus tenable, et se détermina à la quitter. Les divisions reçurent l'ordre de se retirer derrière l'Oglio, en même temps que les autres troupes disponibles dans l'intérieur de l'Italie s'avançaient à marches forcées sur l'Adda, pour garder les ponts de cette rivière et couvrir Milan.

L'abandon de la ligne du Mincio sans combat préalable porta un grand découragement dans les rangs de l'armée française; et ce mouvement rétrograde allait encore avoir pour résultat l'isolement de l'armée de Naples aux ordres de Macdonald, et la perte des communications avec Gênes, les États de Parme et la haute Toscane. Le gros de l'armée passa la Chiese le 8 avril, à Asola.

A mesure que les Français s'éloignaient ainsi de Mantoue, les Autrichiens resserraient cette place et en complétaient successivement l'investissement. Une flottille autrichienne, organisée sur le Pô, seconda différentes attaques entreprises par le général Klenau, chargé de s'emparer de tous les postes qui auraient pu servir au ravitaillement de Mantoue. Le même jour Schérer traversait la Chiese. Ponte-Molino, Lagoscuro et Borgoforte furent occupés par les Autrichiens, qui en surprirent les garnisons et les firent prisonnières. Klenau trouva à Lagos-

curo trente-deux barques chargées de deux cents pièces de canon en fer, destinées à armer des batteries sur le Pô; le même général prit à Borgoforte un équipage de pont qu'on y avait imprudemment laissé.

Pendant ce temps, la droite de l'armée ennemie s'avançait au delà du lac de Garda. Plusieurs engagements avaient eu lieu sur ce lac entre les flottilles française et autrichienne : l'avantage resta à cette dernière, qui força les bâtiments français de se réfugier sous le canon de Peschiera, où ils restèrent bloqués. Le siége de cette forteresse fut poussé avec vigueur; et Mantoue, désormais abandonnée à ses propres forces et déjà bloquée, commença à être bombardée par le général Saint-Julien. Le général Bellegarde continuait à manœuvrer dans le Tyrol, de manière à appuyer la droite du général Kray, et le général Wukassovich s'avançait vers Brescia. Cette ville était déjà menacée, lorsque le général Lecourbe envoya, de la Valteline, un corps de troupes qui attaqua les Autrichiens, les battit, et les força à renoncer momentanément à leur entreprise.

Quels que fussent déjà les progrès de l'armée autrichienne, le général Kray semblait attendre l'arrivée de l'armée russe pour pousser les Français avec plus de vigueur. Le 14 avril, ceux-ci étaient encore dans leurs dernières positions, c'est-à dire, leur gauche au delà de la Chiese, et la droite au delà de l'Oglio. L'avant-garde autrichienne était en avant de Goito, et le gros de l'armée ne passa le Mincio que le 15. Le général Kray fit prendre à ses troupes une position sur les bords de cette rivière, et occuper Monte-Olivetano et Campagnola.

Cependant, l'armée russe, commandée par l'un des généraux les plus estimés de cet empire, le feld-maréchal Souwarof, célèbre par ses succès contre les Turcs, avait traversé l'Allemagne, et venait de déboucher par les montagnes du Tyrol, à peu près dans le même temps que Schérer opérait sa retraite sur la Chiese et l'Adda. Le général en chef russe, à la tête de son avant-garde, entra dans Vérone le 14 avril, et arriva le lendemain au quartier général autrichien, à Campagnola. Souwarof prit alors le commandement suprême des troupes réunies sous la dénomination d'armée austro-russe; et lorsque le général Mélas, longtemps retenu sur les derrières par une maladie grave,

vint, quelques jours après, rejoindre l'armée autrichienne, il en reprit le commandement sous les ordres du feld-maréchal russe.

Souwarof arrivait à la direction des affaires militaires en Italie précédé d'une haute réputation, qu'il devait peut-être encore plus à la singularité de ses mœurs et de son caractère qu'à ses véritables talents pour la guerre. Cet homme, comblé des faveurs de son maître, et revêtu des dignités et des principaux honneurs militaires de l'empire russe, vivait avec la simplicité d'un Tatare, et combattait avec la vivacité d'un Cosaque. Religieux jusqu'au fanatisme, il inspirait ce dernier sentiment aux soldats sous ses ordres. Sorti lui-même des derniers rangs de l'armée, il n'oubliait point cette origine. Le culte superstitieux qu'il affichait, et cette espèce de courage sauvage et féroce qu'il savait montrer dans l'occasion, l'avaient fait adorer des guerriers non moins farouches et fanatiques qu'il conduisait. Ardent, infatigable, impassible dans le malheur, confondant dans sa manière de combattre les peuples civilisés et les hordes barbares, le vainqueur d'Ismaïlof, le héros de la Russie, s'était créé un système de guerre propre à déconcerter, par sa bizarrerie, les combinaisons savantes des tacticiens les plus expérimentés. L'armée autrichienne, placée sous le charme de cette renommée extraordinaire, vit dans Souwarof l'ange tout à la fois tutélaire et exterminateur dont l'épée flamboyante allait lui frayer le chemin de la victoire. L'enthousiasme des guerriers allemands fut porté au plus haut degré par le récit fastueux des brillantes campagnes de leur chef suprême; un fanatisme religieux et militaire embrasa tous les cœurs. Aucune circonstance plus favorable ne pouvait se présenter à Souwarof pour justifier cet enthousiasme et l'éclatante réputation qui le faisait naître. La faiblesse numérique des troupes françaises et cisalpines lui promettait des succès faciles, et le nom de son adversaire, déjà vaincu par la seule armée autrichienne, n'était pas assez imposant pour faire craindre que des manœuvres habiles pussent suppléer à l'infériorité des forces.

L'armée russe, composée de troupes d'élite, était de 40,000 hommes, et ce nombre, joint à celui de 60,000, formant l'effectif de l'armée que les Autrichiens avaient déjà en Italie, pré-

sentait un total de 100,000 combattants. Affaiblis par les revers essuyés depuis l'ouverture de la campagne, les Français n'avaient guère plus de 28 à 30,000 hommes, non compris les troupes cisalpines, à opposer à une masse aussi effrayante que celle des Austro-Russes.

Souwarof s'empressa de mettre à profit sa grande supériorité, en suivant l'exécution du plan déjà commencé avec succès par le général Kray. Dès le 18 avril, il donna l'ordre aux troupes campées à Cavriana de s'avancer sur Brescia, que le général Schérer s'obstinait assez mal à propos à vouloir défendre. Le général Kray fut chargé par le généralissime de diriger cette attaque. Le 20, le corps autrichien du général Ott, soutenu par des pulks[1] de Cosaques et des détachements de grenadiers russes commandés par les généraux Bagration et Korsakof, se présenta devant Brescia. Le chef de brigade Boucret occupait cette ville avec environ 1,200 hommes. Sommé de se rendre, le commandant français répondit négativement et se prépara à résister. Après une vive canonnade, la porte dite de Peschiera fut enfoncée à coups de hache, et la garnison, abandonnant la ville, se renferma dans le château. Promptement attaqués dans cet asile et menacés d'être pris par escalade, les Français demandèrent à capituler et furent faits prisonniers. Les alliés trouvèrent, tant dans la ville que dans le château, quarante canons, dix-huit mortiers et une grande quantité d'armes et de munitions.

Sur ces entrefaites, le général Schérer s'était définitivement retiré derrière l'Adda, et n'avait laissé qu'une faible arrière-garde sur la rive gauche, entre Pizzighettone et Crémone. Cette dernière ville avait été évacuée le 16. Les mouvements progressifs de l'ennemi et un nouvel échec essuyé près de Crémone, firent bientôt rappeler l'arrière-garde derrière la rivière, où Schérer chercha à se fortifier. L'armée prit alors les positions suivantes :

La division Serrurier occupa la tête du pont de Lecco et se prolongea jusqu'à Vaprio. La division Grenier, chargée de défendre le pont de Cassano, devait se lier par sa gauche avec la droite du général Serrurier, et porter elle-même sa droite vis-

[1] On appelle ainsi les régiments de Cosaques.

à-vis de Rivalta, pour se lier avec la gauche du général Victor, qui occupait le pont de Lodi en prolongeant son avant-garde vers le Pô. Schérer établit son quartier général à Lodi, espérant pouvoir tenir encore quinze jours dans sa nouvelle position, et recevoir à temps les secours que lui promettait le Directoire français Mais son adversaire n'était point d'humeur à lui donner ce relâche.

Souwarof, après la prise de Brescia, avait ordonné au général Kray de presser vigoureusement le siége de Peschiera. La seconde parallèle était déjà ouverte devant cette place, et la garnison avait en vain demandé à se retirer à Milan avec les honneurs de la guerre. Kray avait été établir son quartier général à Valeggio, et se trouvait également à portée de Peschiera et de Mantoue, dont l'investissement était complet. Le généralissime s'était porté à Montechiaro, à trois lieues de Brescia. Le 24 avril, le gros de l'armée ennemie passa l'Oglio sur deux colonnes. La première, aux ordres du général russe Rosemberg, marcha par Palazzolo du côté de Bergame; et la seconde, commandée par le général Mélas, s'avança par Ponte-d'Oglio, Martinengo, Sola, jusque sur le Serio. Des corps commandés par les généraux Kaim et Hohenzollern furent dirigés sur Plaisance et sur Crémone.

Schérer, craignant de voir forcer tous les ponts qu'il avait sur l'Adda, les fit rompre, et porta son quartier général à Milan. L'armée française en Italie ne s'était point encore trouvée dans une position aussi critique. Pressée par un ennemi quatre fois plus nombreux, elle avait encore à se défendre contre les mouvements insurrectionnels qui commençaient à se manifester dans les pays où elle se trouvait cantonnée. En effet, les revers que les Français venaient d'éprouver avaient rallumé toutes les passions. Les hommes dépouillés de leur influence, croyant le moment favorable pour la ressaisir, avaient levé l'étendard de la révolte. Des partis puissants étaient déjà formés jusque dans Milan; des rassemblements étaient organisés dans le pays d'alentour, et les paysans du Ferrarais avaient livré aux alliés la capitale de ce duché dont le château restait seul au pouvoir des Français. Les prétextes ne manquaient point pour exciter et fomenter l'insurrection; les longues exactions exer-

cées dans ces contrées par les agents du gouvernement français n'avaient que trop disposé les esprits à écouter les insinuations des émissaires que l'Autriche y avait dirigés.

Dans cet état de crise, Schérer eut du moins le bon esprit de reconnaître qu'il ne pouvait pas sauver l'armée française. Effrayé de l'immense responsabilité qui commençait à peser sur sa tête, et mettant tout amour-propre de côté, ce général envoya sa démission au Directoire, et remit provisoirement le commandement de l'armée à Moreau. C'était une singulière destinée que celle de l'ex-général de l'armée du Rhin : deux fois les hommes choisis par le Directoire français réparaient ainsi d'eux-mêmes l'injustice de ce gouvernement envers un guerrier que sa grande réputation appelait au commandement en chef des troupes en Italie. L'honorable confiance du général Schérer dans les talents du Fabius français reçut les mêmes applaudissements qu'avait excités la précédente déférence du général Joubert; et les directeurs, en cette circonstance, ne crurent pas devoir s'opposer au vœu général qui appelait Moreau à un poste peu envié. La nomination du nouveau commandant en chef eut une influence marquée sur le moral des soldats, consternés de leurs précédentes défaites. A la première revue qu'il passa des différentes divisions de l'armée, Moreau fut salué par les acclamations unanimes de *vive Moreau! vive le sauveur de l'armée d'Italie! il nous sauvera comme il a sauvé l'armée du Rhin dans la forêt Noire.*

De pareils témoignages de confiance, en flattant l'amour-propre du général, ne lui fermèrent pas les yeux sur l'extrême difficulté de la tâche qui lui était imposée. Il savait qu'il lui était presque impossible de se maintenir contre une masse aussi forte que celle qu'il avait devant lui. Quelque temps avant l'arrivée du corps auxiliaire des Russes, lui-même avait proposé, dans un conseil de guerre convoqué par Schérer, de retirer toute l'armée française en Piémont, et d'éviter tout engagement ultérieur, jusqu'à ce que le Directoire eût réuni les moyens de reprendre une offensive vigoureuse. Mais au moment où il venait de prendre le commandement en chef, les circonstances n'étaient plus les mêmes. Une retraite précipitée compromettait l'armée de Naples, et la livrait, pour ainsi dire, à la discrétion de l'en-

nemi. Cette considération puissante lui fit garder ses positions, et chercher à défendre le plus longtemps possible le passage de l'Adda, afin de donner à la division Dessolles, que devait envoyer Masséna, le temps d'arriver en ligne pour défendre la gauche, tandis que les troupes du général Gauthier, auquel l'ordre d'évacuer la Toscane fut transmis, arriveraient à marches forcées pour joindre la droite de l'armée.

Moreau prit les dispositions qu'il jugea les plus convenables pour assurer sa retraite et avoir les moyens de se rapprocher des Apennins et de la côte de Gênes, afin de faciliter la jonction de Macdonald avec l'armée d'Italie. La tête du pont de Cassano, déjà couverte par le Canale Ritorto, qu'occupaient des avant-postes retranchés, fut complétement fortifiée et garnie d'artillerie. La gauche, aux ordres de Serrurier, fut étendue jusque sur la rive droite de la branche orientale du lac de Como; la droite, aux ordres du général Delmas, fut renforcée par des troupes tirées du centre. C'est dans cette position que Moreau attendit les entreprises ultérieures de l'ennemi.

On ne peut guère se dissimuler que les dispositions prises par Moreau ne remplissaient point l'objet que ce général s'était proposé. En admettant la possibilité de se défendre avec 30,000 hommes contre des forces plus que triples, toujours est-il évident que la ligne française était trop étendue; puisque son point de retraite était Alexandrie, le général français devait concentrer ses troupes à Cassano et sur le Ritorto, au lieu de les disséminer, comme il le faisait, depuis le lac de Como jusqu'à Pizzighettone, dans un espace de près de vingt lieues de longueur : c'était suivre maladroitement les errements vicieux de son prédécesseur, et exposer la faible armée française à une entière destruction.

Cependant le maréchal Souwarof avait porté son quartier général à Treviglio. Bergame et son château, attaqués vivement, avaient été emportés malgré la vigoureuse résistance des troupes que Moreau avait commises à la défense de cette place. Le 25 avril, l'armée alliée arriva tout entière sur les bords de l'Adda. Le généralissime, ayant fait reconnaître et reconnu lui-même en partie la position de l'armée française, divisa ses troupes en trois fortes colonnes correspondantes aux trois points

principaux de la ligne française. La colonne de droite, commandée par le général russe Rosemberg, et dont le général Vukassovich dirigeait l'avant-garde, se porta vers la pointe du lac de Lecco, vis-à-vis du poste de ce nom; la colonne du centre, composée des divisions autrichiennes Zopf et Ott, se dirigea sur Vaprio; enfin, la colonne ou corps de gauche, conduit par le général Mélas, marcha par Treviglio et vint se placer vis-à-vis des retranchements de Cassano. Souwarof, dans l'intention d'attaquer le lendemain, fit bivouaquer ses troupes devant les avant-postes français.

En effet, le 26, à la pointe du jour, les bataillons de grenadiers russes, aux ordres du prince Bagration, attaquèrent Lecco, et ne purent emporter ce poste, où ils éprouvèrent une perte très-considérable par l'effet de l'artillerie des retranchements, et par l'opiniâtre résistance des soldats français. Dans le même temps, le général Seckendorf, détaché du camp de Treviglio, marchait sur Crema, en chassait les Français, et poussait ses avant-postes jusqu'au pont de Lodi. Le général Hohenzollern, sortant de Crémone, avait passé le Pô pour faire une incursion dans le duché de Parme.

Toutefois les mouvements ordonnés par Souwarof ne purent être entièrement achevés dans la journée du 26, ce qui fit différer l'attaque générale jusqu'au lendemain.

Le général Serrurier, dont la division avait défendu les retranchements et la tête de pont de Lecco, en était parti, suivant les instructions qu'il avait reçues, avec les deux tiers de son monde, pour se rapprocher, en longeant la rive droite de l'Adda, du centre de l'armée; il ne laissa, dans Lecco, que la 18e demi-brigade légère et un détachement de dragons, sous les ordres du chef de brigade Soyez [1], et du capitaine d'état-major Delort [2].

Le général Vukassovich fit rétablir, dans la nuit du 26 au 27, le pont que les Français avaient détruit à Brivio, et s'en servit pour passer l'Adda, à la pointe du jour. Le marquis de Chasteler, quartier-maître général de l'armée alliée, avait également

[1] Depuis maréchal de camp.

[2] Depuis maréchal de camp.

fait travailler à la construction d'un pont placé à deux milles au-dessous du château de Trezzo. La force du courant et l'escarpement des deux rives de l'Adda, en cet endroit, ne purent empêcher les travaux, et le pont fut achevé sans que les postes français en eussent aucun soupçon. Les divisions des généraux Zopf et Ott, masquées par le village de San-Gervasio, pendant l'établissement du pont, passèrent alors l'Adda, attaquèrent le château de Trezzo, battirent le détachement qui l'occupait, et le poursuivirent jusqu'à Pozzo : il n'était guère que cinq heures du matin lorsque ce dernier événement avait lieu.

Le général Moreau, averti de ces attaques sur sa gauche, fit marcher la division du général Grenier sur Brivio. Ces troupes rencontrèrent, chemin faisant, celles du général Serrurier, qui venaient d'être repoussées de Trezzo. Les deux généraux réunis attaquèrent alors les divisions ennemies qui avaient passé le pont construit par le général Chasteler. Une action très-vive s'engagea entre les deux partis. Les ennemis commençaient à plier, et déjà le général Grenier, par un mouvement habile, menaçait d'envelopper une des divisions ennemies qu'il avait débordée et presque tournée, lorsqu'un renfort, conduit par le général Chasteler, vint rétablir l'équilibre, et faire tourner la chance en faveur des Austro-Russes. Grenier, attaqué à son tour par des forces supérieures, n'en continua pas moins de combattre avec la plus grande vigueur. Le village de Pozzo, pris et repris plusieurs fois, finit par rester au pouvoir des alliés, après un carnage affreux, où les deux partis firent une perte à peu près égale. Un colonel autrichien y fut blessé mortellement, et le général français Becker y fut fait prisonnier [1]. Grenier, ayant rallié ses

[1] Le général Becker, après avoir enlevé un village dont les Autrichiens venaient de s'emparer, et fait quatre cents prisonniers sur des forces plus que triples des siennes, se trouva en présence d'une double ligne d'infanterie appuyée d'une nombreuse artillerie tirant à mitraille sur les faibles colonnes françaises. La gauche du général Becker était déjà débordée, et sa droite découverte par la retraite qu'opérait à ce moment la division Grenier. Voyant ainsi sa brigade compromise, Becker ordonna la retraite, qui fut exécutée dans le meilleur ordre possible : l'ennemi suivit ce mouvement, en continuant ses feux. Le général français, ayant eu déjà deux chevaux tués sous lui, fut atteint d'un biscaïen dans le bas-ventre, laissé pour mort sur le champ de bataille, et ramassé par les soins du général autri-

troupes au village de Vaprio, y fut attaqué derechef, et forcé de l'évacuer. Cette retraite devint très-fatale aux Français, en ce qu'elle sépara la division Grenier de celle du général Serrurier, comme nous le dirons plus bas.

Pendant que ceci se passait à la gauche de la ligne française, le général Mélas avait attaqué les deux forts postes de Cassano et de Ritorto Canale. On sait que les Français avaient conservé, sur ce point, un pont qui débouchait sur la rive gauche, et dont ils occupaient fortement la tête. Trois bataillons de grenadiers autrichiens, conduits par Mélas en personne, s'avancèrent pour attaquer cette tête de pont. Après avoir combattu avec toute l'énergie du désespoir, et jonché la terre de grenadiers ennemis, les Français furent forcés dans leurs retranchements, et vinrent se placer à l'entrée du pont, où ils combattirent encore avec la dernière intrépidité, encouragés par la présence du général en chef, qui eut plusieurs de ses aides de camp tués à ses côtés. Cette résistance avait jeté quelque désordre dans les rangs ennemis; mais, renforcés par des troupes fraîches, et soutenus par le feu d'une artillerie nombreuse, les Autrichiens s'avancèrent à la baïonnette, se servant des corps de leurs camarades tués pour escalader le parapet. Cette dernière attaque fut si impétueuse, que Moreau ne crut pas devoir résister plus longtemps, et ordonna la retraite. Les Français passèrent le pont et en firent sauter une des arches. Les troupes se ralliaient sur la rive droite, lorsque la colonne ennemie, qui venait de passer l'Adda à San-Gervasio, vint prendre les Français à dos et en flanc. Le combat recommença, pour repousser ces nouveaux assaillants; mais, pendant ce temps, Mélas faisait rétablir le pont de Cassano, et bientôt sa colonne put traverser la rivière. Pris de front, en flanc et à dos, Moreau eut alors besoin de tout son sang-froid et de la valeur de ses troupes pour échapper au péril imminent où il se trouvait. Entouré, pour ainsi dire, sur tous les points, il faillit tomber lui-même au pouvoir des ennemis, et ne dut son salut qu'au dévouement des soldats qui se firent

chien Zopf, qui le fit transporter à son quartier général, partager son appartement, et panser par le meilleur chirurgien de sa division. Devenu depuis lieutenant général et comte de l'empire, le général Becker fut chargé, en 1815, d'accompagner Napoléon à bord du *Bellérophon*.

exterminer pour protéger sa retraite. Mélas, voyant son adversaire s'échapper, et sentant combien ses troupes, fatiguées d'une lutte aussi opiniâtre, avaient besoin de repos, donna l'ordre de cesser le combat, et s'arrêta sur les bords de la rivière, dans les villages de Cassano, d'Inzago et de Gorgonzola, où il établit son quartier général. Moreau se retira jusque derrière la rivière de Ticino ou Tésin, au delà de Milan.

La perte des Français, dans cette journée désastreuse, fut proportionnée à l'acharnement qu'ils avaient apporté dans la défensive. Deux généraux avaient été tués, 3,000 hommes faits prisonniers, parmi lesquels un grand nombre d'officiers, et le général Becker, déjà cité; 2,000 morts étaient restés sur le champ de bataille; et Moreau, obligé de se retirer précipitamment, avait abandonné plus de cent pièces de canon et plusieurs obusiers. Toutefois ces pertes, déjà si considérables, allaient être augmentées par les suites de l'isolement où se trouvait placé le général Serrurier après la retraite du général Grenier.

On a vu que, séparé du gros de l'armée française après l'évacuation du village de Vaprio, Serrurier devait nécessairement se trouver exposé à tous les efforts des troupes que commandaient les généraux Rosemberg et Vukassovich, qui avaient passé l'Adda à Brivio. Serrurier, attaqué avec chaleur, soutint ce combat disproportionné avec tant de bonheur et de résolution, que, le soir de la bataille, il était parvenu jusqu'au village de Verderio, sans avoir éprouvé une perte trop sensible. Ignorant la situation des affaires au centre, ce général s'était retranché dans cette position, et s'y défendit toute la nuit avec moins de 2,500 hommes qui lui restaient. Le lendemain, 28 avril, il espérait encore que le général Moreau, qui ne pouvait pas ignorer sa situation critique, viendrait le dégager; mais il apprit bientôt la retraite précipitée du général en chef, et, se voyant enveloppé par plus de 10,000 hommes, il réfléchit qu'en résistant plus longtemps il exposerait les braves qu'il commandait à une mort certaine et inutile. Toutefois, avant d'en venir à la fâcheuse résolution de mettre bas les armes, ce digne général assembla ses officiers, et ouvrit le premier l'avis de se frayer un passage, l'épée à la main, à travers les rangs pressés de l'ennemi. Cette détermination généreuse et hardie

ne fut point accueillie, et Serrurier dut alors former la demande d'une capitulation. Il obtint que tous les officiers, au nombre desquels se trouvait un général piémontais, auraient la liberté de se retirer en France sur leur parole, et que les soldats prisonniers seraient échangés les premiers contre un pareil nombre de soldats des armées alliées. Par cette capitulation, 2,500 hommes environ, quinze canons et plusieurs caissons de munitions tombèrent encore au pouvoir de l'ennemi[1]. Ainsi la détermination prise de défendre la ligne de l'Adda coûtait aux Français près de 9,000 hommes; perte énorme, et que ne pouvaient pas compenser les secours attendus par Moreau.

Pendant que les Autrichiens effectuaient ainsi le passage de l'Adda, et forçaient le général Moreau à se retirer en toute hâte sur le Tésin, les Russes attaquaient de nouveau et avec acharnement la tête de pont de Lecco, qui avait résisté jusqu'à ce moment. Excités par les succès que leurs troupes venaient d'obtenir sur les autres points, ils se portèrent à cette attaque avec une audace dont il serait difficile de donner une idée; mais la résistance des soldats français était dans la même proportion que la téméraire intrépidité de leurs ennemis : aussi tous les environs de la redoute, toutes les avenues par où ils cherchaient à déboucher sur la tête du pont étaient non pas jonchées, mais encombrées de cadavres entassés les uns sur les autres; jamais un espace aussi resserré n'a présenté autant d'hommes tués, et ce combat de Lecco doit être un exemple mémorable de tout ce que l'attaque a de plus audacieux et de plus terrible, de tout ce que la défense a de plus énergique et de plus opiniâtre. Enfin, consternés par tant de pertes, il fallut bien que les soldats russes renonçassent à enlever les retranche-

[1] Après cette capitulation, le maréchal Souwarof fit l'accueil le plus distingué au général Serrurier, et l'invita à dîner. Pendant le repas, la conversation tomba naturellement sur les événements de la veille et sur la capitulation du matin. Souwarof, par un mouvement de jactance excusable dans un général tel que lui, dont l'instruction et les conceptions ne s'étendaient guère au delà d'un champ de bataille, demanda au général français où il comptait se retirer : « A Paris, répondit Serrurier. — Tant mieux, ajouta le généralissime; j'espère vous y voir bientôt. — Je l'espère de même, reprit le vaincu, avec autant de finesse que de dignité. »

ments de vive force; et, ce qui met le comble à la gloire de cette défense héroïque, le détachement du 9ᵉ de dragons laissé, comme nous l'avons dit, avec la 18ᵉ demi-brigade légère, à la défense de Lecco, et conduit par le capitaine Letort, sortit des retranchements après le dernier effort des Russes, les chargea, les mit en fuite, en tailla une partie en pièces, et ramena avec lui une trentaine de grenadiers, dont quelque-uns étaient décorés de la médaille d'Ismaïlof[1], preuve authentique de leur bravoure éprouvée.

Cependant, le petit nombre de Français qui venaient de résister si opiniâtrément à des efforts si extraordinaires, ne voyant rentrer aucune des ordonnances qui avaient été envoyées pour avoir des nouvelles et prendre les ordres du général de division Serrurier, en lui rendant compte de ce qui venait de se passer, commencèrent à considérer avec plus d'attention la situation critique dans laquelle ils se trouvaient. Toutes les munitions de guerre étaient épuisées, et, quoique depuis quelques heures les ennemis eussent cessé de tirer sur les retranchements, le colonel Soyez soupçonna les événements désastreux qui venaient d'avoir lieu sur la ligne française, et dès lors il songea à une résolution hardie. Profitant de l'obscurité de la nuit, il rassembla quelques barques qui se trouvaient sur le lac de Como, et y fit d'abord transporter tous ses blessés. La 18ᵉ légère s'embarqua ensuite promptement et dans le plus grand ordre : un profond silence dérobait ce mouvement aux ennemis. Au point du jour, toutes les embarcations étaient au large, à l'exception d'une seule, qui avait été laissée pour recevoir l'officier de génie, les artilleurs et les sapeurs, chargés de faire sauter la tête de pont. Cette dernière opération réussit complétement. Les pièces enclouées furent ensevelies sous les débris des retranchements détruits par la mine. La dernière barque rejoignit les autres, et pas un individu, quelque graves que fussent ses blessures, ne fut abandonné à l'ennemi. La troupe du colonel Soyez, après avoir couru quelques dangers, rejoignit l'armée sur les bords du Tésin.

[1] Les Russes sont dans l'usage, à la fin de chaque campagne, de distribuer des médailles à ceux de leurs soldats qui s'y sont le plus distingués.

Les tristes résultats de la bataille de Cassano ont attiré au général Moreau les reproches d'un grand nombre d'historiens militaires. Ils le blâment de n'avoir pas su prévoir ni empêcher l'établissement du pont que l'ennemi jeta sur l'Adda, dans la nuit du 26 au 27, à l'endroit le plus difficile de la rivière, sous un château gardé par des Français, et à peu de distance d'un de leurs camps. Cette opération de l'ennemi dénote, de la part des Français, une négligence de précautions et de surveillance qu'il est fâcheux d'imputer au général dont la prudence s'est rarement trouvée en défaut d'une manière aussi capitale.

Moreau, en se retirant derrière le Tésin, annonçait qu'il désespérait de pouvoir défendre l'invasion de la capitale de la Lombardie. Il emmena avec lui les membres du Directoire cisalpin, et cette fuite des autorités constituées sema la terreur et l'effroi parmi tous ceux qui, ayant pris part à la première révolution, redoutaient, avec raison, la vengeance du gouvernement autrichien. La foule des malheureux habitants de Milan qui abandonnaient cette ville occasionna un tel désordre dans la division Grenier, formant l'arrière-garde, et chargée par conséquent de protéger leur marche, que cette troupe eût été infailliblement enlevée au passage du Tésin, si l'ennemi eût mis plus d'activité dans sa poursuite. Mais, cédant, comme tous les vainqueurs, au sentiment qui est l'écueil de la prévoyance de ceux-ci, Souwarof, fier d'entrer en triomphateur dans Milan, négligea les moyens de troubler la retraite des Français. Il prit possession de la capitale de la république cisalpine le 28 avril, au nom de l'empereur d'Allemagne, et il publia de suite la proclamation que l'on va lire, dans laquelle il est facile de remarquer les traits distinctifs du caractère original du héros moscovite :

« L'armée victorieuse de l'empereur apostolique et romain est ici : elle combat uniquement pour le rétablissement de la sainte religion, du clergé, de la noblesse, et de l'antique gouvernement de l'Italie.

« Peuples, unissez-vous à nous pour Dieu et pour la foi. Nous sommes arrivés avec une grande puissance à Milan et à Plaisance, pour vous secourir. »

Cependant les Français tenaient encore la citadelle de Milan ; une garnison de 1,500 hommes l'occupait sous les ordres du général Béchant, qui avait promis au général en chef de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Suite des opérations militaires en Italie ; retraite de l'armée française sous Alexandrie ; prise de Peschiera, de Pizzighettone par les Austro-Russes ; combat entre Valence et Alexandrie ; retraite des Français sous Coni, sur le col de Tende, etc., etc. — Le maréchal Souwarof, après avoir recueilli à Milan les félicitations et l'hommage de la reconnaissance du parti nombreux que l'Autriche avait en Lombardie, abandonna au général Mélas le soin de s'occuper de la réorganisation administrative du pays conquis, et, poursuivant sa marche victorieuse, dirigea le gros de son armée sur Novare et sur Pavie.

Il détacha au nord et sur la droite des colonnes pour occuper successivement les vallées au-dessus des lacs, pénétrer dans les gorges et dans les passages vers la Suisse, se lier à la gauche de l'armée de l'archiduc Charles, au delà du Saint-Gothard, faciliter les mouvements de ce prince, et contenir les troupes françaises déjà inquiétées par la fermentation qui commençait à se manifester dans les petits cantons.

Vers le sud, et par sa gauche, il envoya le général Ott, avec une division, pour soutenir le général Klenau, chargé d'observer l'arrivée de l'armée de Macdonald, se retirant de Naples, et de lui couper la retraite sur la haute Toscane et sur Gênes, en s'emparant des défilés des Apennins.

A l'est, et sur ses derrières, le généralissime renforça les troupes qui devaient assiéger Mantoue et s'emparer des villes de Bologne et de Ferrare. Le général Klenau, chargé de ces deux dernières opérations, devait y apporter la plus grande activité, comme étant préliminairement indispensables au succès de sa mission spéciale contre Macdonald.

Enfin, à l'ouest, et sur son front de bandière, Souwarof devait, avec ses forces principales, poursuivre avec vigueur le général Moreau, et lui faire abandonner les plaines du Piémont et le pays de Gênes, avant que l'armée française eût pu recevoir des renforts. Ainsi la guerre allait étendre ses ravages sur tous les points du vaste territoire contenu entre les Alpes et les Apen-

mins; et la plus belle partie de l'Italie, en proie aux factions et à tous les fléaux qui marchent à la suite des bouleversements politiques, allait être de nouveau inondée de sang et ravagée par des armées étrangères.

Les Austro-Russes occupèrent, dès le 3 mai, la ville de Pavie. En abandonnant ce poste, les Français avaient fait sauter une arche du pont sur le Tésin, que le général Souwarof s'empressa de faire rétablir. Le même jour, les villes de Plaisance et de Parme furent occupées par le prince de Hohenzollern, et le général Ott détacha une colonne de sa division pour aller s'emparer des villes de Reggio et de Modène.

La terreur inspirée par les armées ennemies, et peut-être aussi l'inconstance et la légèreté d'un peuple envers lequel les agents du Directoire français n'avaient pas toujours agi avec prudence et modération, favorisaient encore les progrès rapides des alliés. Souwarof, marchant au nom de la religion, et se déclarant l'ange exterminateur des républicains, était accueilli par les acclamations d'une population superstitieuse et dégoûtée du joug français. A mesure que le général Moreau précipitait sa retraite, on voyait les Italiens accourir au-devant du vainqueur, préparant des arcs de triomphe sur son passage, et le proclamant avec solennité le libérateur de l'Italie opprimée. Malheur aux Français qui se trouvaient alors isolés au milieu de cette explosion des passions et de la haine! ils étaient impitoyablement massacrés, et devenaient ainsi les victimes des fautes commises par le Directoire et par ses agents. Ce mouvement contre les anciens dominateurs fut presque universel dans la Lombardie et dans la Toscane. Dans tous les endroits où les soldats français n'étaient point en force, ils furent enveloppés et taillés en pièces par des bandes armées, sur les drapeaux desquelles on remarquait, d'un côté, une croix, et, de l'autre, les armes de l'Autriche.

Souwarof avait fait la guerre de Pologne en 1794. C'était un premier et heureux essai des moyens à employer pour étouffer les élans de la liberté chez un peuple envahi; aussi ce généralissime des Austro-Russes avait-il acquis l'expérience nécessaire pour diriger vers un but convenable à ses vues les mouvements insurrectionnels qui se manifestaient autour de lui. Il se servit de toute son influence pour propager encore plus l'esprit de ré-

volte contre les Français, et le faire tourner au profit de la cause dont il se proclamait le défenseur. C'est à cet effet qu'il fit répandre dans toute l'Italie la proclamation dont nous allons citer quelques passages :

« Peuples d'Italie !

« Aux armes ! aux armes ! accourez ; venez vous ranger sous les drapeaux de la religion et de la patrie, et vous triompherez d'une nation perfide. Les armées alliées des deux augustes empereurs combattent pour vous, versent leur sang pour la défense de la religion, pour recouvrer vos propriétés et pour le rétablissement de votre ancien gouvernement. Les Français ne cessent de vous opprimer ; ils vous accablent d'impôts, de réquisitions, et, sous le vain prétexte d'une liberté, d'une égalité chimériques, ils portent la désolation dans vos familles, arrachent les enfants à leurs pères, et les forcent à porter les armes contre leurs souverains légitimes. Peuples d'Italie, consolez-vous ! il est un Dieu qui vous protége, des armées qui vous défendent ; et ces armées sont innombrables. »

Dans ses proclamations, Bonaparte avait parlé de gloire et d'amour de la patrie aux Italiens, témoins des prodiges opérés par les soldats français avec ces deux véhicules ; Souwarof présentait à ces mêmes peuples les images de la religion et du trône restaurés et entourés par les baïonnettes victorieuses des Russes et des Autrichiens. Ce dernier langage, dans la circonstance où se trouvaient les habitants de la Lombardie, du Piémont et des autres États du nord et du milieu de l'Italie, devait être plus éloquent et plus persuasif pour eux que le souvenir des promesses qui leur avaient été faites d'assurer à jamais leur liberté et leur indépendance. Le généralissime trouva donc de nombreux partisans et un appui efficace dans ces mêmes habitants, dont une grande partie croyaient racheter leur conduite passée et se réconcilier avec le ciel en marchant à la suite des vainqueurs. Des bataillons, organisés et commandés par des officiers que Mélas avait envoyés dans les bourgs et villages, se joignirent à l'armée combinée, et prirent part à ses succès, en inquiétant et harcelant sans cesse les Français dans leurs communications.

Cependant la retraite de l'armée française, après le passage de l'Adda et l'évacuation de Milan, s'était faite en bon ordre sur trois colonnes. Celle de droite avait marché de Lodi à Plaisance; celle du centre, sur Voghera, par la route de Milan à Gênes; celle de gauche, par Vigevano sur Novare, où Moreau avait établi son quartier général le 2 mai : ainsi les forces principales se trouvaient dans la direction de Gênes. Après ce mouvement, Moreau se rendit à Turin, où s'étaient déjà manifestés quelques troubles. Ayant rétabli l'ordre, il donna aux chefs militaires et civils les instructions nécessaires pour l'évacuation de cette capitale du Piémont, et fit mettre en état de défense la citadelle, dont il confia le commandement au général Fiorella. Des mesures furent prises pour contenir les partis qui cherchaient à empêcher l'arrivée des secours attendus de la France et de la Suisse, à travers les Alpes.

Les dernières pertes essuyées par l'armée en défendant le passage de l'Adda, et les garnisons jetées dans quelques places, laissaient à peine au général Moreau une vingtaine de mille hommes. Avec des forces aussi inférieures, il devenait bien difficile de garder les débouchés des Alpes, de défendre les places du Piémont, de couvrir le pays de Gênes et de conserver les moyens de pouvoir donner, en temps utile, la main au général Macdonald, opérant sa retraite du royaume de Naples. Moreau vit donc la nécessité de resserrer et de concentrer ses troupes; et, quittant le 7 mai la ville de Turin, il retira tout à coup son aile gauche, et porta son quartier général à Alexandrie. Il fit prendre ensuite position sous les murs de Tortone au gros de ses troupes, dans la résolution de s'y maintenir le plus longtemps possible, en étendant sa droite vers les Apennins, afin de favoriser la jonction de l'armée de Naples.

Souwarof avait fait suivre les mouvements du général Moreau aussi rapidement que possible. Le prince de Hohenzollern, après avoir occupé Plaisance, remonta la rive droite du Pô, fit replier les avant-postes français jusqu'au delà de Voghera et assez près de Tortone. Vers le même temps, une forte colonne, commandée par le général Vukassowich, passait le Tésin vers le lac Majeur, s'emparait des postes d'Arona et de Mortara dans la Lumelline, trouvait Verceil sans défense, et,

poursuivant sa marche, s'emparait d'Ivrée, de Crescentino, de Chivasso et de Trino, évacués par les troupes françaises. Vukassowich suivit ensuite la rive gauche du Pô; et, remontant le fleuve jusque sous les murs de Turin, il manœuvra pour déborder l'aile gauche de l'armée française, et forcer ainsi le général Moreau de revenir sur ses derrières. Souwarof fit occuper en outre la position de Bobbio sur la route de Plaisance à Gênes, pour se trouver en mesure de s'emparer des défilés des Apennins et d'empêcher la jonction des deux armées de Moreau et de Macdonald.

Pendant que Souwarof méditait les moyens d'attaqu r Moreau avec succès dans la position défensive que celui-ci venait de prendre, le général Kray poussait avec vigueur les opérations de siége dont il était chargé. Il avait resserré Peschiera du côté de terre, tandis que la flottille autrichienne tenait cette place bloquée du côté du lac de Garda. Le 4 mai, les batteries des assiégeants commencèrent à jouer et continuèrent jusqu'au 7 à battre en brèche. Tout étant disposé pour tenter un assaut, le général Kray fit sommer l'adjudant général Coutheaux, commandant de la place, de se rendre. Cet officier, ne se croyant pas en mesure de résister, consentit à ouvrir les portes, sous la condition que la garnison, forte d'à peu près 1,000 hommes, sortirait avec les honneurs de la guerre, et serait escortée jusqu'aux frontières de France, en prenant toutefois l'engagement de ne point servir de six mois contre les alliés. Les Autrichiens trouvèrent dans Peschiera soixante-quinze canons, deux mille deux cents fusils, vingt chaloupes canonnières, une galère et deux chebecks.

Après cette reddition, le général Kray s'avança sur Mantoue avec son corps d'armée. Il s'établit à Borgoforte et aux environs, et resserra la place du côté du lac formé par le Mincio au moyen de la flottille française, dont il s'était emparé à Peschiera, et à laquelle il avait fait descendre la rivière.

Le même jour où Peschiera ouvrait ses portes au général Kray, la forteresse de Pizzighettone se rendait au général Kaim. Celui-ci avait ouvert la tranchée le 3 mai. Après quatre jours d'un bombardement assez vif, le commandant français refusait encore de se rendre, lorsque l'explosion soudaine d'un magasin

à poudre le força à capituler. La garnison, forte seulement de 600 hommes, obtint de sortir de la place aux mêmes conditions que celle de Peschiera. Avec plus de moyens de défense, et attaquées avec moins de vigueur, les places d'Urbino, de Ravenne, de Bologne et d'Ancône tenaient encore.

Ce fut à peu près vers cette époque que le jeune prince Constantin, fils de l'empereur de Russie Paul Ier, arriva au quartier général de Souwarof, alors à Pavie. Il venait faire ses premières armes sous les yeux et sous la direction du général que l'empereur, son père, regardait comme le premier de l'Europe, et auquel ce monarque avait recommandé de ne pas plus ménager son élève qu'un de ses officiers ordinaires. Aussi Souwarof, en abordant le prince, lui dit avec la brusque franchise qui lui était ordinaire : « Les dangers que va courir votre Altesse m'ordonnent de vaincre. Il me serait impossible de vous survivre, prince, s'il vous arrivait quelque malheur dans la carrière périlleuse que vous allez parcourir. » On croira aisément que la présence du jeune fils de Paul dans l'armée russe redoubla encore l'enthousiasme dont celle-ci était animée.

La circonstance de l'arrivée du prince Constantin fut un motif de plus pour Souwarof d'agir promptement et avec vigueur contre le général Moreau. Ce dernier, après avoir établi son quartier général à Alexandrie, avait d'abord concentré ses troupes dans la position de Marengo, entre ce village que Bonaparte devait rendre si illustre l'année suivante, et la place de Tortone ; il vint ensuite s'enfermer dans une espèce de camp retranché derrière le Pô et le Tanaro, entre Alexandrie et Valence. Souwarof manœuvra pour resserrer les Français, et résolut de faire un effort pour les chasser de la forte position qu'ils occupaient.

Dans la croyance que Moreau n'avait laissé dans Tortone qu'une faible garnison, le généralissime ordonna au prince Bagration, qui était à Pavie, de passer le Pô, et de se porter sur la première de ces villes ; mais, arrivé à Voghera, le prince apprit que les Français se trouvaient encore en mesure de défendre la ville de Tortone. Il en donna avis à Souwarof, qui s'avança avec le général Mélas et le gros de l'armée combinée, pour appuyer l'attaque projetée. Bagration tint Tortone blo-

quée pendant quatre jours; et, le 10 mai, le marquis de Chasteler, quartier-maître général de l'armée, en fit sauter les portes sous le feu de la citadelle, se rendit maître de la ville, et commença aussitôt le siége de cette même citadelle. Il fut convenu toutefois entre les deux partis que les alliés ne pourraient point l'attaquer du côté de la ville, sur laquelle le commandant français s'engagea pareillement à ne point tirer.

Le 11 mai, la plus grande partie des troupes alliées qui étaient au camp de Voghera, et auxquelles venait de se joindre la division du général Kaim, après la prise de Pizzighettone, passèrent la Scrivia, et vinrent camper à Torre di Garofoldo. La division du général Karackzay fut détachée pour s'emparer de Gavi, de Seravalle et de Novi.

Ces divers mouvements de l'ennemi ne purent point engager Moreau à renoncer au projet de se maintenir le plus longtemps possible sur la droite de la position qu'il occupait. Il devina que les nombreuses démonstrations que Souwarof faisait de ce côté n'étaient qu'une ruse de guerre pour attirer son attention, tandis que le véritable dessein du généralissime était de surprendre le passage du Pô à la gauche de l'armée française, et d'engager le général en chef lui-même dans une action générale et décisive. Moreau résolut en conséquence d'attendre son adversaire et de le voir manœuvrer. Placée entre Asti et Alexandrie, la droite de l'armée française était appuyée à cette dernière ville, et sa gauche à Valence. De forts détachements avaient été jetés tant à Casale qu'à Verua.

Dans son projet d'attaque sur la gauche des Français, Souwarof comptait beaucoup sur le concours des insurgés piémontais. A l'approche des Austro-Russes, plusieurs cantons s'étaient soulevés en faveur de ceux-ci.

Les habitants des environs de Mondovi, de Ceva, de Cherasco et d'Oneglia s'étaient levés en masse, et avaient déjà fait mettre bas les armes à un bataillon français qui rejoignait l'armée. Ces mouvements insurrectionnels, qui avaient lieu sur les derrières du général Moreau, mettaient celui-ci dans une position telle, que le moindre échec lui coupait la retraite en deçà et au delà des Apennins.

Souwarof fit attaquer la gauche de l'armée française dans

la matinée du 11 mai. Une forte colonne russe, sous les ordres du général Rosemberg, passa le Pô au-dessus de Valence, et attaqua les troupes de la division Grenier. Ce dernier général, ayant reçu l'ordre de ne point se compromettre, se tint d'abord sur la défensive; mais, s'apercevant que le mouvement du général russe n'était que partiel, et n'était point soutenu par d'autres troupes, il fit sortir du camp une colonne sous les ordres de l'adjudant général Garrau, qui marcha avec résolution sur les Russes, les battit, et les éloigna avec perte.

Le lendemain l'effort des Russes fut plus considérable. Une colonne de 7,000 hommes passa le Pô à Bassignana, près du confluent de ce fleuve et du Tanaro; marchant ensuite entre Valence et Alexandrie, afin de couper la ligne des Français, cette colonne attaqua de nouveau la division Grenier, qui soutint seule longtemps le choc des assaillants. Renforcé par quelques bataillons commandés par le chef de brigade Gardanne, Grenier commençait même à repousser l'ennemi, lorsque la division du général Victor, envoyée par le général en chef Moreau, vint mettre les Russes dans une position critique, en les prenant en flanc. Le combat devint très-vif de part et d'autre; plusieurs postes furent pris et repris avec un égal acharnement; enfin le général qui commandait les Russes ayant été tué, ceux-ci, épouvantés, s'enfuirent jusqu'au Pô, où le général Grenier, qui les poursuivit, en culbuta un grand nombre.

Cet échec, auquel Souwarof était loin de s'attendre, le fit renoncer à son projet d'attaque sur ce point; mais, voulant enfin contraindre le général Moreau à sortir de son camp retranché et à continuer sa retraite, il se décida à porter la plus grande partie de ses troupes sur la rive droite du Pô et à marcher sur Turin. Le 16 mai, le général Mélas effectua le passage et se dirigea sur Candia, tandis que le général Vukassowich devait attaquer Casale, Verua et Ponte-Stura. De son côté, le général Moreau ayant pénétré le dessein de son adversaire, et voulant tenter un coup de main pour délivrer Tortone et ramener les alliés sur son front, avait fait jeter, dans la nuit du 15 au 16, un pont sur la Bormida près d'Alexandrie. Il passa lui-même cette rivière à la tête d'une colonne de 7,000 hommes, attaqua et repoussa les postes avancés des Cosaques

sur Marengo et les poursuivit jusqu'à San-Giuliano, tandis que l'aile droite française, ayant passé le Tanaro, attaquait avec impétuosité les divisions ennemies des généraux Kaim et Lusignan. Cette dernière attaque eut d'abord un plein succès, et les deux généraux autrichiens se retirèrent avec perte; mais le prince Bagration, étant venu à leur secours avec sept bataillons russes, rallia les divisions rompues, les ramena au combat, et devint à son tour l'agresseur des Français; ceux-ci résistèrent longtemps avec avantage, mais de nouveaux bataillons renforcèrent l'ennemi, qui put prendre ses adversaires en flanc, les culbuter et les contraindre à la retraite, en partie sur leur front dans Alexandrie, et en partie dans la vallée de la Bormida et sur Ceva. Dans ce combat, les Français perdirent environ 1,800 hommes, tant tués que blessés, et près de 1,000 prisonniers.

Il paraissait difficile que Moreau pût rester désormais dans sa position. En effet, pendant qu'il avait combattu à Marengo, les généraux Mélas et Vukassowich avaient opéré leur mouvement; ce dernier avait chassé les Français de Casale, tandis que le prince Bagration et le général Karackzay s'étaient dirigés sur Novi, Gavi et Seravalle, et sur le chemin de Seravalle à Acqui. Le camp des Français se trouvant alors menacé sur tous les points, et Moreau n'ayant point de forces assez nombreuses pour résister, il se vit dans l'obligation d'abandonner sa ligne, et fit sa retraite le 19 mai, après avoir pourvu à la défense de la citadelle d'Alexandrie, et porté le gros de son armée par Asti et Cherasco sur Coni, où il arriva le 22. Un corps qu'il avait détaché sur sa droite pour occuper Ceva et Mondovi et rétablir les communications avec la rivière de Gênes, interrompues par les insurgés, fut poursuivi par le général Mélas, atteint et battu près de Montenotte. Toutefois, après cet échec, ce même corps se replia assez heureusement sur Mondovi, et occupa cette place.

Le général Moreau, en s'opiniâtrant à défendre son camp retranché entre le Pô et le Tanaro, avait atteint comme nous allons le démontrer, le but le plus important pour lui, dans les circonstances critiques où il se trouvait. Il avait donné au général Macdonald le temps nécessaire pour se rapprocher de l'armée d'Italie, achever sa retraite par la Toscane, et tenter

sa jonction par le pays de Gênes, sans trouver d'autres obstacles jusqu'alors que les détachements peu considérables envoyés par Souwarof à sa rencontre. Le séjour de l'armée près d'Alexandrie avait en outre donné au général Pérignon, arrivé depuis peu de jours à Gênes avec une divison de l'intérieur, le temps et la facilité de fermer tous les débouchés d'Alexandrie du côté des montagnes. Ainsi, par cette sage temporisation, Moreau conservait une place importante, mise dans un état de défense respectable, et qui lui assurait les positions les plus avantageuses où les deux armées d'Italie et de Naples pussent opérer leur jonction.

Maintenant il est difficile d'imaginer comment, avec des forces aussi considérables que celles dont il pouvait disposer, le généralissime des Austro-Russes avait pu donner à Moreau le loisir d'obtenir des résultats aussi importants. Ceci tenait au système de guerre alors presque généralement usité en Europe, et dont cependant Bonaparte avait commencé à s'écarter : système dont on a reconnu depuis les inconvénients dans les mouvements plus rapides, et par conséquent plus décisifs, des grandes invasions actuelles. Il est évident qu'au lieu d'employer une partie de ses forces à faire les siéges de Mantoue, Milan, Tortone et Turin; au lieu de faire occuper les défilés de Pignerol et de l'Assiette, et d'envoyer à l'avance un détachement contre le général Macdonald, Souwarof aurait dû plutôt réunir ses masses, envelopper la faible armée de Moreau, ou du moins la contraindre à évacuer le Piémont et l'État de Gênes, trop heureuse si elle avait pu dans ce cas arriver en débris jusque dans le comté de Nice et sur les frontières de la Provence et du Dauphiné. Ce résultat ne devait pas être problématique aux yeux du vieux général des Austro-Russes; l'énorme supériorité de ses forces, et le soulèvement des peuples d'Italie, qui pouvait être mieux utilisé en le faisant servir au blocus étroit des places dont nous avons parlé, auraient assuré le succès de la grande opération dont il est question, et dès lors l'armée de Naples, restant entièrement isolée, ne trouvait plus d'issue, et se voyait réduite à capituler, ainsi que toutes les places de guerre occupées encore par les Français en Italie. Mais, comme nous venons de le dire Souwarof, n'était point à la hauteur de ces

conceptions hardies; il suivit l'ancienne méthode de ne s'avancer contre son ennemi qu'après s'être emparé des forteresses occupées par celui-ci et qu'on ne veut pas laisser derrière soi.

Conséquemment à ce principe, après avoir forcé Moreau à lever son camp retranché, Souwarof crut devoir s'assurer d'Alexandrie avant de faire marcher ses colonnes à la poursuite des Français; lui-même s'avança sur cette ville, et y fit son entrée le 12 mai, accompagné du grand-duc Constantin et du général Mélas. Les Français s'étaient retirés dans la citadelle, dont le généralissime confia le blocus à une division russe. En même temps il dirigea la division du général Seckendorf du côté d'Acqui.

Pendant ce temps, les alliés continuaient toujours les opérations relatives à l'entière occupation du pays envahi. Le général Klenau, chargé d'agir sur la rive droite du Pô, vers la partie méridionale de l'Italie, avait d'abord fait cerner Ferrare par les bandes insurgées du pays; mais il jugea convenable de s'avancer lui-même sur cette ville, où déjà la disette de vivres commençait à se faire sentir. Le 22 mai, il y entra par capitulation, à la tête d'un corps de 2,000 hommes de troupes réglées, sous la condition que les portes en seraient fermées aux insurgés. Le commandant français, Lapointe, se retira dans la citadelle, avec la résolution de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais, après deux jours de bombardement, le feu ayant pris à un magasin à poudre, la garnison, forte de 1,500 hommes, crut devoir capituler, à peu près aux mêmes conditions qu'on avait obtenues à Peschiera et à Pizzighettone. L'ennemi trouva dans Ferrare quatre-vingt-dix bouches à feu et des magasins considérables. C'était véritablement un chose déplorable que cette facilité avec laquelle plusieurs des forteresses occupées par les Français se rendaient à l'ennemi; et il est assez difficile d'expliquer les motifs de ces promptes redditions. Peut-être n'avait-on pas apporté une assez grande attention dans le choix des commandants qui se conduisaient ainsi. Nous devons le présumer, puisque nous verrons plus tard d'autres officiers de tête et de cœur résister plus longtemps et plus fortement, avec des moyens aussi faibles que ceux dans lesquels les commandants dont nous venons de parler plaçaient leur excuse.

Le général Klenau, après la prise du château de Ferrare, s'avança dans le Bolonais pour presser la reddition du fort d'Urbino. Le lieutenant colonel Grils, détaché avec un bataillon sur Ravenne, prit possession de cette ville le 26, et y fit prisonniers 150 soldats piémontais qui s'y trouvaient. Étendant sa gauche jusqu'à Cervia, sur l'Adriatique, le général autrichien fit occuper Cesena et Rimini. L'occupation de ces deux derniers postes favorisa singulièrement les menées des alliés pour fomenter les divisions intestines, et augmenter encore la mésintelligence qui s'était déjà manifestée entre les troupes cisalpines et françaises. Les généraux Lahoz et Pino, qui commandaient deux brigades de soldats cisalpins à Pesaro, venaient d'être suspendus de leurs fonctions par le général de division français Montrichard, gouverneur du Bolonais : ils étaient soupçonnés de trahir les intérêts de la république. Lahoz, sur le point d'être arrêté, s'enfuit vers Fano, et se mit à la tête d'un corps insurgé. Cet intrigant, qui ne manquait point d'une certaine bravoure, devait sa fortune militaire aux Français, et paya ce bienfait de la plus odieuse ingratitude : autant il avait montré de zèle pour la république lors de la conquête de l'Italie par Bonaparte, en 1796, autant il manifesta par la suite de haine et d'acharnement contre elle. Nous aurons plusieurs fois l'occasion de signaler la conduite de ce lâche transfuge. Pino, loin de chercher dans la trahison les moyens de se venger, prouva qu'il avait été soupçonné injustement, en allant offrir ses services au général Monnier, commandant à Ancône, qui prit sur lui d'employer le généreux Cisalpin à la défense de cette place, alors assiégée et bombardée par une escadre turco-russe de sept vaisseaux de ligne et six frégates, sous les ordres du contre-amiral russe Pustokin. Nous relaterons plus tard les circonstances de ce siége mémorable.

Vers ce même temps, les troupes du général Klenau occupèrent encore Lugo et Forli, battirent une colonne mobile commandée par l'adjudant général Hullin[1], qu'elles poursuivirent jusqu'aux environs de Bologne.

[1] Depuis lieutenant général, ancien commandant de la place de Paris, etc.

Souwarof avait confié le siége du château de Milan au prince de Hohenzollern, et avait ajouté aux troupes que commandait déjà ce général six bataillons de renfort; mais la présence de quelques troupes françaises de l'armée de Masséna dans les bailliages italiens vint suspendre momentanément les opérations de ce siége. Le prince de Rohan, émigré français au service de l'Autriche, commandait entre les lacs de Como et de Lugano un détachement de troupes de cette nation, renforcé par les insurgés du pays. Attaqué à plusieurs reprises, et avec succès, par des détachements du général Lecourbe, il était à craindre que M. de Rohan ne fût dans la nécessité d'abandonner entièrement sa position : c'est pourquoi le prince de Hohenzollern, convertissant en blocus le siége de la forteresse de Milan, et laissant dans cette partie le général Lattermann, s'avança vers la frontière des bailliages, pour secourir le corps menacé. Parti de Milan le 15 mai, il joignit le prince de Rohan après une marche forcée de seize heures, et rencontra les postes de celui-ci à Ponte-Tresa, sur la rivière ou le canal qui unit le lac de Lugano au lac Majeur. Les deux généraux attaquèrent ensemble, à Taverne, une forte colonne du corps de Lecourbe, commandée par le général Loison; mais ils furent repoussés avec perte jusque sous les murs de Lugano. Le 19 mai, les Autrichiens renouvelèrent leur attaque, et les Français battus à leur tour, se retirèrent sur Bellinzona, au delà du Mont-Cenere. Après avoir rétabli M. de Rohan à Lugano, en lui laissant quelques renforts, le prince de Hohenzollern ramena ses troupes à Milan, et ouvrit la tranchée devant le château, dans la nuit du 20 au 21 mai. Le 23, soixante pièces d'artillerie étaient en batterie et commencèrent à tirer sur la place.

Dès le lendemain, le commandant Bechaud, qui y commandait, demanda à capituler, et obtint pour sa garnison, forte de 2,000 hommes, les honneurs de la guerre, et un libre passage jusqu'aux frontières de France, sous la condition de ne point servir d'une année contre les armées impériales. Les Français, escortés par un détachement de cavalerie autrichienne, rentrèrent en France; mais les Piémontais qui faisaient partie de cette garnison se débandèrent en route et rentrèrent dans leurs foyers. Le général Lattermann conduisit la plus

grande partie des troupes qui venaient de faire le siége au général Kray devant Mantoue.

Souwarof connaissait toutes les ressources que pouvait lui fournir la possession de la ville de Turin pour pousser avec vigueur les siéges des forteresses d'Alexandrie, de Tortone et de Mantoue, et, d'un autre côté, méditant déjà de se porter lui-même à la rencontre de l'armée de Macdonald, il ne voulait pas laisser aux Français, par son absence, le loisir de secourir et de ravitailler ce point important. En conséquence, il fit filer le gros de ses troupes sur Turin, par les deux rives du Pô. Les grandes pluies retardèrent un peu la marche combinée des colonnes; mais le 26 mai, les divisions Kaim et Frœlich, sous la direction du général Mélas, ayant passé la Sesia, se réunirent sur la Stura. Le corps de Vukassowich, s'avançant par la rive gauche du Pô, vint occuper la hauteur des Capucins, qui domine la ville de Turin. Quoique ce dernier général n'eût avec lui aucun des moyens nécessaires pour entreprendre le siége de la citadelle, il eut cependant l'audace de sommer le général Fiorella de se rendre. Une telle proposition fut reçue comme elle devait l'être. La division russe du général Karackzay, après avoir passé la Stura et la Dora, prit position en avant de la Chartreuse.

Le même jour, 26 mai, Souwarof partit d'Alexandrie avec une forte colonne, et vint joindre les troupes qui investissaient déjà la ville. Seize pièces de canon qu'il avait amenées avec lui furent mises en batterie, et le général français reçut une seconde sommation, qui ne fut pas mieux accueillie que la première. Le généralissime fit bombarder Turin pendant toute la nuit du 26 au 27. Le feu ayant pris à quelques maisons près de la porte du Pô, le peuple s'ameuta, et quelques bourgeois armés, qui gardaient cette porte et celle dite *du Palais*, profitèrent du désordre pour les ouvrir toutes deux aux Russes. La garnison, forte de 3,000 hommes, et composée de Français et de Cisalpins, s'enferma précipitamment dans la citadelle; mais quelques cavaliers français, qui n'eurent pas le temps de gagner cet asile, furent hachés dans les rues par le peuple soulevé. La division Kaim occupa la ville; celle du prince Bagration, les dehors de la citadelle; et les divisions des généraux Zopf

et Frœlich formèrent un camp d'observation sur la route de Turin à Pignerol. Souwarof fit élever dans Turin même plusieurs batteries pour tirer sur la citadelle. Les Français répondirent par un feu terrible qui, endommageant un grand nombre de maisons, obligea le généralissime d'inviter le général Fiorella à cesser de tirer sur la ville, prenant lui-même l'engagement de faire retirer ses batteries et de choisir un autre point d'attaque. Cent dix-huit pièces de canon de siége, deux cents pièces de moindre calibre, une immense quantité de poudre, et des munitions de guerre de toute espèce, tels furent pour l'armée austro-russe les avantages de l'occupation de la ville de Turin. Souwarof confia le siége de la citadelle au général Kaim, et fit transporter sous les murs de Tortone et de Mantoue le surplus de l'artillerie employée à cet effet.

On se rappelle que le général Bellegarde avait eu, dans le pays des Grisons, la mission de manœuvrer pour opérer sa jonction avec l'armée alliée en Italie. Le succès de cette entreprise fut retardé pendant quelque temps; mais lorsque, affaibli par ses pertes successives, le général Moreau s'était vu forcé d'abandonner ses communications avec la Suisse, et par conséquent de s'éloigner du général Lecourbe, qui tenait tête au général Bellegarde, celui-ci descendit tout à coup du Saint-Gothard, avec dix-huit bataillons et 4,000 chevaux, pour venir établir son quartier général à Chiavenna, le 30 mai, et effectua ainsi heureusement la grande jonction de l'armée du prince Charles en Allemagne avec celle des alliés en Italie. Par suite de ce mouvement, le corps de Bellegarde se rendit bientôt devant Tortone, pour en accélérer le siége, après avoir successivement traversé Milan et Pavie. La division du général Haddick resta en communication à Domo-d'Ossola, prête à rejoindre également l'armée austro-russe, ou à remonter en Suisse, selon les circonstances.

Après l'occupation de la ville de Turin, Souwarof, dans le dessein d'assurer encore plus ses communications avec l'archiduc, dirigea des colonnes dans les vallées d'Aoste, de Maurienne, de Suse et même de Lucerna. Il menaçait de traverser les Alpes et de tourner par la Savoie la dernière ligne de défense de la Suisse, et cherchait ainsi à répandre l'alarme jusque sur

les frontières de France. Il ne resta à Turin que la seule division de Vukassowich, regardée comme suffisante pour resserrer la citadelle. Ce fut le prince Bagration qui marcha vers Suse; le colonel Zunato fut dirigé sur Pignerol, et Souwarof, avec le gros de l'armée, se mit en mouvement pour attaquer directement Moreau. La forte position de Suse fut enlevée en un jour; le détachement français qui la défendait, trop faible pour opposer une plus longue résistance, se replia sur le mont Cenis et sur le mont Genèvre. Le prince Bagration, poussant ses avantages, occupa la Brunette, le col de l'Assiette et Cesanne. Quelques partis de Cosaques pénétrèrent même jusqu'aux frontières du Dauphiné, où leur apparition répandit la plus grande terreur, et fit croire un moment que Souwarof s'avançait en personne, avec l'intention d'envahir la France par les départements des Hautes-Alpes et du Mont-Blanc.

L'expédition contre Pignerol présenta plus de difficultés aux troupes alliées. Elles ne pouvaient pas espérer d'être secondées par les habitants du pays et par ceux des quatre vallées occidentales du Piémont, dites *vaudoises*, parce qu'étant presque tous de la religion protestante, ces mêmes habitants avaient embrassé avec chaleur le parti des Français. 4,000 d'entre eux avaient pris les armes, et promettaient de défendre vigoureusement l'entrée de leurs vallées. Il fallut donc renforcer les troupes chargées de les soumettre, et l'ennemi perdit beaucoup de monde dans cette tentative. Toutefois, Pignerol ayant succombé, les Russes purent pénétrer dans les quatre vallées et forcer les habitants de déposer leurs armes. Souwarof, qui dans cette campagne parut vouloir imiter quelques-unes des mesures politiques de Bonaparte, adressa aux Vaudois désarmés une proclamation, dans laquelle il faut remarquer le passage suivant :

« Peuples! quel parti avez-vous embrassé? Montagnards égarés, vous protégez donc les Français dévastateurs, les ennemis de la paix publique, lorsque le repos seul peut assurer votre bien-être! Les Français se déclarent ennemis du Dieu crucifié; et l'attachement de vos pères à la doctrine chrétienne a toujours été la source de votre bonheur, et vous a procuré la protection de l'Angleterre. »

L'occupation de Pignerol mit le général Lusignan à même de pénétrer dans la vallée du Cluson, et de s'avancer avec ses troupes jusque sous Fenestrelle. Le général Frœlich, après s'être porté sur Fossano et Savigliano, poussa ses avant-postes jusque devant Coni.

Sur ces entrefaites, le général Moreau avait détaché de son armée la division Victor, chargée d'aller, en traversant le territoire génois, au-devant de l'armée de Macdonald. Le général Victor était parvenu à Mondovi, et se préparait à reprendre Ceva, occupé par l'ennemi, lorsqu'une colonne, détachée du corps de Vukassowich, vint au secours de cette dernière place, força les Français d'abandonner Mondovi, et la division Victor de continuer le mouvement qui lui était ordonné. Réunie alors à la division Frœlich, la colonne autrichienne occupa Carmagnola, Alba et Cherasco.

Souwarof s'étant porté, comme nous l'avons dit, sur le gros de l'armée française, arriva le 7 juin devant la position que cette dernière occupait sous Coni; mais Moreau, encore plus affaibli par le détachement qu'il venait de faire, ne s'était pas cru en mesure de pouvoir s'y défendre avec quelque apparence de succès, et s'était déjà retiré sur le col de Tende, en laissant une garnison dans le fort de Coni.

Ainsi, soixante-dix jours après le commencement des hostilités sur l'Adige, les Austro-Russes étaient arrivés à la vue des frontières de la France. L'Italie se trouvait conquise par Souwarof en moins de temps qu'il n'en avait fallu à Bonaparte dans la campagne de 1796; mais quelle différence de situation, de succès et de gloire! Qu'il nous soit permis de rappeler quelques détails à cet égard, moins pour réfuter les auteurs prétendus français, qui, dans l'aveuglement de leur haine, ont voulu comparer ces deux campagnes, et donner la palme au général russe, que pour placer sous les yeux de nos lecteurs le tableau exact et vrai de la position des deux généraux dans l'exécution d'une entreprise glorieuse de part et d'autre, mais non pas au même degré.

En 1796, trente et quelques mille Français occupaient, sans vêtements et sans vivres pour ainsi dire, les versants des Alpes, du côté de l'Italie. Ils avaient devant eux deux armées : celle

du roi de Sardaigne, commandée par Colli, et celle de l'empereur d'Allemagne, aux ordres de Beaulieu, présentant ensemble un effectif de 100,000 combattants. A la tête de l'armée française vient se placer un général de vingt-sept ans, qui n'a pas même commandé jusqu'alors une division. Il montre à ses soldats, avec ce geste qui commande la victoire, les riches et fertiles plaines du Piémont et de la Lombardie; et les masses ennemies fuient culbutées et remplies de terreur. Le roi de Sardaigne implore la paix; le généreux vainqueur la lui accorde. Beaulieu tente encore de se défendre sur le Pô, il est vaincu : sur l'Adda, sur le Mincio, il est vaincu. Il laisse assiéger Mantoue; et les montagnes du Tyrol peuvent seules lui offrir un refuge. Mais bientôt une seconde armée autrichienne, forte de 50,000 hommes, composée en grande partie de ces vieilles bandes qui n'ont point combattu sans gloire dans les premières années de la guerre, commandée par le vétéran et l'un des meilleurs généraux de l'empereur, accourt pour recueillir les débris de Beaulieu, et menace à son tour d'anéantir les vainqueurs un peu dispersés par suite de l'occupation du pays conquis : Bonaparte lève le siége de Mantoue, joint l'ennemi à Castiglione, le bat, coupe ses colonnes à Roveredo, lui fait 20,000 prisonniers, et force le vieux Wurmser à s'enfermer lui-même dans Mantoue. Cette seconde armée, sur laquelle un si grand espoir était fondé, est détruite comme la première. C'est encore en vain que l'Autriche, avec une persévérance digne d'éloges, envoie le maréchal Alvinzy avec une troisième armée, formée à Vienne, sous les yeux du souverain, excitée par tous les sentiments qui ordonnent de vaincre ou de mourir pour le salut de la patrie et l'honneur national : Arcole, Rivoli, la Favorite, voient encore se dissiper cette troisième masse avec non moins de rapidité que les premières. Wurmser, le fier Wurmser lui-même, est forcé de rendre hommage au génie de son adversaire; il capitule dans Mantoue, et l'Italie reste au pouvoir des Français.

Examinons maintenant comment Souwarof parvint à ravir cette belle conquête à la république.

Au commencement de la campagne, Schérer, placé sur l'Adige, n'a sous ses ordres qu'environ 40,000 hommes, dont il est loin d'exalter le courage, puisqu'il ne possède pas leur confiance.

60,000 Autrichiens, commandés par Kray, sont campés sur l'autre rive du fleuve, et menacent le front de la ligne française, tandis que, sur les confins du Tyrol et des Grisons, le corps du général Bellegarde inquiète son flanc gauche. Par une imprudence que nous avons signalée, le général français s'obstine à défendre deux fois le passage de l'Adige : il est vaincu, et devait l'être, avec les dispositions des soldats et des généraux à son égard. Deux défaites successives ont réduit son armée à 30,000 hommes, et Schérer donne sa démission. Moreau le remplace : l'ardeur et la confiance des troupes se raniment. Mais Souwarof, accouru du fond du Nord avec 40,000 Russes, vient se joindre aux nombreux Autrichiens, déjà vainqueurs, et prendre le commandement général. Moreau pourra-t-il, avec des forces aussi disproportionnées que les siennes, résister à l'énorme masse qu'il a devant lui ? Il a la noble audace de le tenter. Ce n'est qu'après la glorieuse lutte de Cassano qu'il se détermine à continuer une retraite devenue indispensable pour le salut de l'armée, pour celui de la patrie. L'Italie est évacuée presque toute entière ; Moreau vient s'acculer aux Alpes. Mais qu'y a-t-il donc, après tout, de si extraordinaire dans les opérations du général russe, de ce fier rival que l'on veut comparer au héros de la campagne de 1796 ? Avec 100,000 hommes, il ne peut réussir à envelopper 30,000. Il laisse échapper sa proie quand, dans une circonstance pareille, et avec moins de moyens peut-être, Bonaparte eût forcé une armée aussi faible que celle de Moreau à passer sous le joug. Nous ferons voir bientôt quels furent les résultats de cette conquête de soixante-dix jours et comment, sous les murs de Zurich, l'*enfant chéri de la victoire*, Masséna, si bien secondé par son lieutenant Lecourbe, eut la gloire d'abaisser l'orgueil de ces redoutables guerriers du Nord, qui s'étaient déjà flattés de fouler le sol français et de renverser les institutions républicaines.

Suite des opérations militaires dans le royaume de Naples ; retraite de l'armée française commandée par le général Macdonald ; bataille de la Trebia, etc., etc. — Le motif pour lequel le général en chef Macdonald avait évacué la Pouille était la situation présente de l'armée d'Italie, battue, comme on l'a vu, sur les bords de l'Adige,

PLAN DE LA BATAILLE DE LA TREBBIA

Corte Olona
Olona R.
S. Zenone
Mozzani
Parpanese
Bardoneza R.
Colom
Castel S. Giovanni
S. Lazaro
Route de Parme
Cascone
Sparver
Ronca
Bonigo
Pte. di Nura
Vaccari
S. Pol
Calcomasco
Vico Marengo
Castelli
S. Rocco
S. Giorgio
Nura
Castello
Agata
Carpenetto
Chiavenna R.
Gabia

à Vérone et à Mancano, sous le commandement du général Schérer. Macdonald, d'après ces échecs au nord de l'Italie, avait parfaitement senti tout l'inconvénient de rester dans un pays où il était menacé par des insurrections continuelles, et où il ne pouvait plus espérer de recevoir des renforts et des secours. Subordonné d'ailleurs au général Schérer, le général de l'armée de Naples venait d'en recevoir l'injonction d'évacuer le royaume de Naples, et de faire sa retraite sur la Lombardie le plus tôt qu'il lui serait possible sans se compromettre. Macdonald avait donc transmis d'abord au général Olivier l'ordre d'abandonner la province de la Pouille, parce que ce général, se trouvant le plus éloigné de Naples, devait presser le mouvement qui le réunissait au gros de l'armée, déjà rassemblée sous les murs de cette capitale.

Le général Sarrazin, successeur du général Broussier dans le commandement de l'avant-garde de la division Olivier (ci-devant Duhesme), évacua en conséquence la ville de Brindisi, dans la terre d'Otrante, où il venait de se rendre, pour enlever un parti d'insurgés qui harcelait sans cesse les troupes françaises. Le reste de la division, sous la direction du général Olivier, suivit ce mouvement, à un jour de marche. Le 17, l'avant-garde occupa Nola et Polignano. La division était, le 20, à la Cirignola et Foggia, où elle séjourna, et d'où le général Olivier envoya au général Coutard l'ordre d'évacuer les Abruzzes et de se retirer avec ses troupes droit sur Florence pour y attendre les autres brigades. Enfin, le 24 avril, le général Olivier prit position à Avellino et y attendit les ordres ultérieurs de Macdonald.

Au moment d'abandonner Naples, le général en chef avait déjà pris toutes les mesures que lui permettaient les circonstances pour assurer la tranquillité de cette capitale. La veille de son départ, il convoqua une nombreuse assemblée de citoyens pour aviser encore aux derniers moyens à employer dans une position aussi critique que celle où les Napolitains allaient se trouver. Plusieurs impôts qui pesaient sur les dernières classes du peuple furent supprimés, la nouvelle constitution fut publiée; enfin, dans une dernière proclamation adressée au peuple napolitain, Macdonald s'efforça de lui dé-

montrer que le bonheur et la prospérité de la république parthénopéenne dépendaient entièrement de la paix, de la tranquillité d'esprit et d'une entière soumission à l'ordre de choses consenti par la majorité du peuple.

Mais ces conseils devaient rester sans effet sur un peuple dont le caractère enthousiaste, inconstant, se livre toujours aux nouvelles impressions qu'il reçoit. Déjà même, après l'évacuation de la Pouille et des autres provinces, l'insurrection avait éclaté avec des mouvements si violents aux environs d'Avellino, que le général Olivier se vit dans l'obligation de prendre des mesures pour les apaiser. Une colonne, composée de deux bataillons de la 7e demi-brigade légère, un de la 73e, trois escadrons de chasseurs et une compagnie d'artillerie légère, fut envoyée du côté de Nola, à l'effet de dissiper le rassemblement d'insurgés qui s'y trouvait : cette colonne fut même regardée comme insuffisante, puisque le général Olivier la fit appuyer par la 64e demi-brigade de ligne et un bataillon de la 8e légère. Ces troupes réunies attaquèrent les insurgés et réussirent à les disperser après une résistance assez vigoureuse de la part de ces derniers.

Toutefois, ces mouvements insurrectionnels ne se manifestaient point spontanément par la seule cause de la retraite des Français : ils avaient surtout pour but de favoriser le débarquement qui venait d'avoir lieu à Castellamare. Deux bâtiments anglais s'étaient approchés de la côte, et avaient jeté sur le rivage quelques troupes siciliennes, et même un détachement de soldats anglais. Informés de la présence de ces auxiliaires, les mécontents napolitains s'étaient levés en masse. Conduits par des officiers que la cour de Naples avait précédemment envoyés de Palerme, ces insurgés s'étaient portés en tumulte sur Castellamare : après s'être réunis au détachement dont nous venons de parler, ils attaquèrent promptement le fort qui commande le môle de la ville. La petite garnison qui se trouvait dans ce poste essaya en vain de se défendre : foudroyés par le feu des frégates anglaises et pressés du côté de terre par les insurgés, les Français furent obligés de se rendre. Telle était la disposition des esprits, que, malgré la présence des Anglais, les Napolitains furieux égorgèrent tous leurs prison-

niers, à l'exception d'un seul officier qui parvint à s'échapper.

Cependant les habitants du parti des Français, s'étant retranchés dans un des quartiers de la ville, se défendaient avec énergie, et ripostaient au feu des Anglais par celui de quelques chaloupes canonnières qui se trouvaient dans le port. Cette résistance n'aurait pu se prolonger longtemps, si l'officier dont nous venons de parler, et qui avait réussi à se sauver, ne fût venu avertir le général Macdonald : celui-ci se hâta de faire passer du secours aux patriotes napolitains. Deux chaloupes canonnières et deux galiotes à bombes longèrent la côte, tandis que, dans la nuit du 27 au 28 avril, le général Sarrazin s'avança sur la ville avec une colonne d'infanterie et de cavalerie. Macdonald revint de Caserte à Naples, et, s'étant transporté à la tour de l'Annonciade, ordonna toutes les dispositions nécessaires pour repousser l'ennemi.

Sur ces entrefaites, le général Sarrazin était arrivé sur les bords du Sarno, et s'avançait pour attaquer les insurgés. Ceux-ci et les troupes de Sicile, amenées par les Anglais, avaient garni la route d'artillerie; mais les Français, passant par les jardins, tournèrent les batteries, attaquèrent de flanc, et, après avoir culbuté les insurgés, parvinrent à rentrer dans le fort. Un des bâtiments anglais, qui s'était approché de la tour de l'Annonciade, se voyant maltraité par les chaloupes canonnières et les galiotes à bombes, gagna la pleine mer, et fut suivi par l'autre frégate. Pendant que ceci se passait, une autre colonne française, sous les ordres du général Watrin, s'était dirigée sur la Cava, Vietri et Salerne pour dissiper un autre rassemblement qui se formait sur ce point. Un détachement d'Anglais récemment débarqués en formait le noyau, et cherchait à étendre le feu de l'insurrection, en recrutant au nom du roi des Deux-Siciles, organisant des régiments, et distribuant des armes et des munitions. Watrin marcha sur les différentes bandes déjà formées, les battit, et leur tua 2,000 hommes. Toute l'artillerie, les armes et les munitions débarquées par les Anglais tombèrent entre les mains des troupes françaises. Après ces deux expéditions, les généraux Watrin et Sarrazin vinrent joindre le quartier général à Caserte, où arriva également le reste de la division Olivier.

Macdonald ne crut pas devoir retarder plus longtemps sa retraite; et, le 7 mai, il leva son camp de Caserte, en laissant garnison dans les forts de Naples, à Capoue, Gaëte et Pescara. L'armée marcha sur deux colonnes : la première, où se trouvaient les deux divisions Olivier et Lemoine, prit la route de droite par San-Germano et Isola; la seconde, composée du quartier général, du grand parc d'artillerie, de la réserve et de la division de cavalerie, suivit la route de gauche dite de la *Marine*, parce qu'elle s'éloigne rarement du rivage de la mer. La division Olivier, marchant en tête de la colonne de droite, bivouaqua, le 10 mai, au village de Torre, situé sur une hauteur. Le lendemain, l'avant-garde de cette division, en débouchant dans la plaine qui est en avant de San-Germano, fut accueillie par un feu très-vif d'artillerie, partant des remparts de cette petite ville, déjà occupée par les insurgés, qui voulaient démontrer ainsi aux Français la résolution de leur interdire le passage. Les généraux Olivier, Watrin et l'adjudant général Thiébault se portèrent en avant avec un escadron de chasseurs et quelque artillerie légère pour reconnaître les dispositions de l'ennemi. Un obusier, qui tira sur la ville, mit de suite le feu à quelques maisons; et, l'incendie effrayant les insurgés, ceux-ci abandonnèrent précipitamment la ville, où le détachement français entra presque aussitôt. Les chasseurs sabrèrent une partie de l'arrière-garde ennemie, au moment où celle-ci atteignait les montagnes qui sont derrière San-Germano.

Les deux divisions Olivier et Lemoine bivouaquèrent, le 11, à Arce, et se portèrent le lendemain sur Isola. Cette ville, forte par la position que son nom indique, est placée à l'endroit où le Garigliano, tombant d'une hauteur de plus de cent pieds, forme une des plus belles cascades connues en Europe : les insurgés du pays en avaient fait leur quartier général. De grandes difficultés s'opposaient à ce que les Français s'emparassent de cette ville : le Garigliano n'était pas guéable; les insurgés paraissaient vouloir se défendre jusqu'à la dernière extrémité; et cependant c'était le seul point par où l'artillerie, l'ambulance et les bagages des deux divisions pussent effectuer leur passage. Dans la nécessité où les Français se trouvaient de tenter cette

entreprise, il convenait que l'attaque fût prompte; car les troupes étaient sans distributions depuis deux jours, et tout retard aurait exposé l'armée à se débander pour chercher à subsister : une pluie abondante qui tombait depuis quelque temps avait abîmé tous les chemins, et il eût presque été impossible de rallier les troupes.

Le général Olivier, arrivé le premier devant Isola avec sa division, marchant toujours en tête, résolut donc d'attaquer Isola par les deux rives du Garigliano. La 30e demi-brigade de ligne fut chargée de l'attaque sur la rive droite; mais il fallait passer cette rivière, et nous avons dit qu'elle n'était point guéable; l'intelligence des officiers et le zèle des soldats parvinrent à surmonter cet obstacle. On construisit quelques radeaux, et le passage s'effectua moitié à pied sec et moitié à la nage. Le reste de la division suivit la rive gauche, et arriva devant la ville à dix heures du matin. La 30e demi-brigade, placée sur la rive droite, devait servir à couper la retraite à l'ennemi, si la division parvenait à le forcer. Le général Watrin fit les dispositions d'attaque; mais, avant de la commencer, il envoya un parlementaire pour exposer aux insurgés que, l'armée se retirant, ils n'avaient rien à gagner en s'opposant à son passage, et qu'il était même de leur intérêt de le favoriser. La ville fit feu sur le parlementaire et ne lui permit pas de remplir sa mission : il fallut donc employer la force. Les insurgés se défendirent avec un acharnement tel, que l'attaque, qui avait commencé à dix heures et demie, se prolongea jusqu'à trois heures; Isola n'avait cependant pour défense qu'une mauvaise muraille et des maisons crénelées. Les Français parvinrent néanmoins à débusquer les insurgés des postes qu'ils occupaient jusqu'au pont de la ville, qui avait été coupé; heureusement, il en restait encore deux poutrelles, sur lesquelles passèrent quelques compagnies de grenadiers, conduites par l'adjudant général Thiébault, malgré la difficulté et les périls d'une pareille traversée. Thiébault fit aussitôt rétablir le pont, sous le feu même des assiégés, qui résistaient toujours, et le général Watrin pénétra alors avec le reste de la division. Malheureusement, la 30e demi-brigade, retardée dans son mouvement,

n'arriva pas à temps au point qui lui avait été assigné, afin de couper la retraite aux insurgés. Ceux-ci réussirent à se sauver par le côté opposé à celui de l'attaque. La ville d'Isola eut à souffrir de cette entreprise de vive force, dont le général Watrin voulait si généreusement lui épargner le résultat. Animés par le désir de la vengeance et par le souvenir de la conduite atroce que les insurgés avaient tenue jusqu'alors envers eux, les soldats français se répandirent dans les différents quartiers de la ville pour la mettre au pillage et massacrer les habitants rebelles : le vin, qu'ils trouvèrent en abondance, et qui les plongea dans l'ivresse, augmenta encore la fureur et le désordre; il devint impossible d'arrêter le cours de tous les excès dont les soldats, devenus sourds à la voix de leurs officiers et des généraux, se rendirent coupables. Enfin, dans la nuit, malgré les torrents de pluie qui tombaient depuis vingt-quatre heures, les flammes achevèrent de faire d'Isola un monceau de cadavres, de boue et de ruines.

Cette petite ville était la dernière du royaume de Naples que les Français eussent à traverser, et c'est par cette raison que les insurgés s'y étaient portés, dans l'espérance d'arrêter l'armée et de la désorganiser. Le lendemain, 13 mai, l'avant-garde entra sur les terres de l'État ecclésiastique. Elle devait se porter à Veroli, à sept milles d'Isola; des chemins affreux, des montagnes escarpées à franchir rendaient ce trajet fort difficile. Cependant les Français arrivèrent, le soir même et le lendemain, dans cette ville, et y furent accueillis par les habitants avec des démonstrations de joie et de bienveillance qui contrastaient singulièrement avec les dispositions des habitants du pays qu'on venait d'abandonner[1].

Après avoir traversé rapidement les villes de Ferentino, Valmontone et Frascati, l'armée de Naples arriva successivement à Rome dans les journées des 16 et 17 mai. Macdonald, pressé de se rendre en Toscane, séjourna fort peu de temps dans la capitale du monde chrétien; et, pour rendre désormais

[1] Ce fut dans le trajet de Veroli à Rome que les deux colonnes de l'armée de Naples se rejoignirent. Celle où se trouvait le général Macdonald, en suivant, comme nous l'avons dit, le bord de la mer, n'avait rencontré aucun obstacle dans sa route.

sa marche plus rapide, il y abandonna la plus grande partie de ses gros équipages, et ne garda que l'artillerie et les munitions qui lui étaient indispensables. L'extrait suivant du journal de ses mouvements fera voir avec quelle rapidité il s'avançait vers son but.

Partie de Viterbe le 17 mai, l'armée passa le 20 à Bolzena, le 21 à Acquapendente, le 22 à Radicofani, le 23 à Buonconvento, le 24 à Sienne, le 25 à Barberino, le 26 à Florence. Les généraux Gauthier, Miollis et Vignolles, qui se trouvaient en Toscane, facilitèrent la marche du général Macdonald. Gauthier avait formé un camp d'observation entre Florence et Bologne; une brigade, sous les ordres de Vignolles, avait été dirigée vers Sienne; et ce général avait fait de si bonnes dispositions dans cette partie des Apennins que l'armée de Macdonald devait traverser, qu'il parvint à en garder tous les débouchés et à conserver libres tous les passages.

Nous avons dit que les Austro-Russes avaient préparé depuis longtemps les moyens de porter obstacle à la jonction de l'armée de Naples avec celle d'Italie. Le général Kray, d'après les instructions particulières du cabinet de Vienne, pressait avec vigueur le siége de Mantoue, lorsqu'il reçut, le 19 mai, du généralissime Souwarof, l'injonction pressante de suspendre les opérations de ce siége, de le convertir en blocus, et de former un corps d'armée de toutes ses troupes disponibles avec les divisions des généraux Ott et prince de Hohenzollern. La division du général Lattermann et quelques corps tirés des garnisons de Trieste, de Venise et de Vérone, furent destinés à remplacer devant Mantoue les forces dont on disposait ainsi. Kray quitta son quartier général de Borgoforte le 22 mai, et sa première opération fut de presser l'entière évacuation du Bolonais, que les Français, sous les ordres du général Montrichard, s'obstinaient encore à défendre pied à pied, parce que c'était un des points par où l'armée de Macdonald pouvait effectuer sa retraite. On a vu toutefois que ce dernier avait atteint le territoire toscan : les villes de Livourne et de Lucques avaient été mises en état de défense, afin de se ménager une dernière retraite vers la mer si la jonction des deux armées ne pouvait pas s'effectuer.

De son côté, le général Ott s'avança vers Modène et Reggio

pour s'emparer de ces deux villes. Informé que les Français occupaient le poste important de Pontremoli, dans les Apennins, sur l'extrême frontière de la Toscane et de l'État de Gênes, le général autrichien y dirigea un fort détachement, chargé de s'en rendre maître, ainsi que des positions de Massa et de Carrara sur la route de Pise. Cette entreprise réussit : les Français, trop inférieurs en nombre, abandonnèrent ces positions; mais elles étaient trop importantes pour la communication de la Toscane avec le territoire ligurien et le général français fit de grands efforts pour les réoccuper. On verra plus bas quel fut le résultat de cette attaque.

Macdonald était à peine arrivé à Florence, qu'il s'occupa des moyens d'améliorer sa position et de se mettre en communication avec le général Moreau. Tous les détachements, inutilement disséminés dans la Toscane, furent réunis à l'armée; le même parti avait été pris à l'égard d'une partie des troupes que le général de l'armée de Naples avait trouvées cantonnées dans l'État ecclésiastique ou république romaine. Ces divers détachements, formant 9 ou 10,000 hommes, furent placés sous les ordres du général Montrichard, et portèrent ainsi la force effective de l'armée de Macdonald à 28,000 hommes environ : car, après avoir laissé des garnisons au fort Saint-Elme de Naples, à Capoue et à Gaëte, pour contenir la population insurgée; à Rome, à Civita-Vecchia et dans d'autres postes, pour protéger la retraite de ses arrière-gardes, il restait encore au général en chef 18,000 hommes et trente pièces de canon. Ces forces et celles que commandait Montrichard, jointes à la division du général Victor, détachée par Moreau de l'armée d'Italie, et qui s'était avancée vers la Toscane, allaient mettre Macdonald en état de tenir la campagne.

Vers ce même temps, le général Kray, ayant établi son quartier général et sa réserve à Castelluccio, s'occupait, ainsi que nous l'avons dit, du double soin de surveiller le blocus de Mantoue et de presser les Français dans le Bolonais. Toutefois, malgré les efforts des troupes envoyées à cet effet, le général autrichien n'avait pu réussir à se rendre maître de Bologne, et l'occupation de cette ville par les Français couvrait puissamment le flanc des colonnes de Macdonald. Obligé de renoncer

à l'espoir de s'emparer de Bologne, le général Kray se rabattit sur les postes qui avoisinent cette ville, tels que Forli, Cervia, Lugo, entre Ravenne et Bologne, Cesena et Rimini, qui furent tous occupés par les troupes impériales. Cette dissémination des forces de Kray, étendue encore à d'autres points, était toujours la conséquence du système fautif des Autrichiens, empressés de former des cordons, de multiplier leurs postes sans motifs, et elle les empêcha de rien entreprendre contre Macdonald. Le gros de la division du général Ott, campé à Fornovo, se trouvait éloigné de plus de 15 lieues de l'importante position de Pontremoli, dont il venait de s'emparer. Les généraux Hohenzollern et Klenau occupaient fort inutilement les duchés de Parme et de Plaisance, qu'ils mettaient à contribution, au lieu de marcher à l'ennemi. On évalue à plusieurs millions le pillage fait dans le seul duché de Parme.

Macdonald sut mettre à profit cette négligence de ses adversaires, en cherchant à dégager les accès en deçà et au delà des Apennins, et à s'ouvrir une communication sur Gênes, afin de s'entendre avec le général Moreau pour les opérations ultérieures. La droite de l'armée française, formée par les troupes du général Montrichard, s'avança dans le Bolonais dans les premiers jours de juin, attaqua la division du général Klenau, qui tenait Bologne assiégée, repoussa les Autrichiens, et les força également à lever le siége du fort d'Urbino. La brigade du général Clausel fut laissée dans Bologne, et Montrichard, avec le reste de ses troupes, se mit à la poursuite de Klenau, et le força de rentrer dans les duchés de Parme et de Plaisance. La gauche, commandée par le général polonais Dombrowsky, fut chargée de reprendre la position de Pontremoli, dont l'occupation devenait nécessaire pour passer dans l'État de Gênes. On a vu que le général Ott se trouvait trop éloigné pour s'opposer à temps à cette entreprise : aussi le détachement laissé par lui à Pontremoli fut-il obligé de capituler après une courte résistance. Dombrowsky occupa également Massa et Carrara, postes non moins essentiels pour rester maître de la chaîne des Apennins qui sépare la vallée de la Varra de celle du Taro. Le général Victor, qui s'était avancé, de son côté, par la rivière du Levant, put alors opérer sa jonction avec le géné-

ral Dombrowsky, et, dès ce moment, la communication avec Gênes fut rétablie.

Macdonald en profita pour proposer au général Moreau un plan d'opérations qui ne tendait à rien moins qu'à débloquer Mantoue et à couper la ligne d'opérations de Souwarof en Italie. Voyant que ce généralissime avait partagé ses forces en deux grands corps, dont l'un, sous son commandement direct, était en Piémont, et l'autre, commandé par Kray, était dans le Mantouan, les duchés de Parme, Plaisance, Modène, la légation de Bologne, etc., le général en chef de l'armée de Naples pensa qu'en se jetant précipitamment dans l'intervalle de ces deux corps, on pourrait peut-être réussir à les battre successivement, et délivrer ainsi l'Italie par une manœuvre hardie, digne des conceptions du vainqueur d'Arcole, de Rivoli et de la Favorite. Macdonald invita donc Moreau à s'avancer, avec l'armée d'Italie, par la rivière du Levant sur Pontremoli, en suivant la même route qu'avait tenue le général Victor, et à descendre ensuite par la vallée du Taro, pendant que lui, général en chef de l'armée de Naples, après avoir traversé les Apennins à la hauteur de Modène, et culbuté les corps autrichiens qui se trouvaient dans cette direction, marcherait par Reggio et Parme, pour opérer la réunion des deux armées entre cette dernière ville et Plaisance.

Moreau parut d'abord adopter ce plan, dont il saisit toute l'importance. Quittant sa position du col de Tende dans les premiers jours de juin, renforcé de quelques bataillons qui étaient arrivés depuis peu à Nice, et qui marchèrent par Oneglia sur Gênes, il défila par sa droite et entra dans le pays ligurien. Son armée suivit le pied des Apennins, dont il était maître, et qui couvraient la gauche, et vint prendre une position avantageuse à la tête de la vallée et vers les sources du Tanaro, par delà Ceva, et à quelques lieues des côtes de la Méditerranée. Pour donner le change à l'ennemi et l'empêcher de rendre ce mouvement inutile, Moreau ne fit d'abord d'autres démonstrations que celles qui pouvaient faire penser que son seul but était de recevoir quelques secours attendus par mer. La flotte partie de Brest sous le commandement de l'amiral Bruix, et qui, peu de temps auparavant, était entrée à Toulon, venait

de sortir de ce port. Moreau fit répandre à dessein le bruit que cette flotte lui amenait un renfort de 15,000 hommes; et cette nouvelle fut même annoncée dans les papiers publics, avec toutes les circonstances qui pouvaient la rendre vraisemblable[1]. C'était ainsi que le général de l'armée d'Italie espérait dérober le véritable but de sa marche, et attirer sur lui seul toute l'attention de Souwarof. Il donna par suite toute la publicité possible à son arrivée sur le territoire ligurien, et manœuvra ostensiblement comme si, dans l'attente présumée des secours arrivant de Toulon, il avait dessein de pénétrer dans le Montferrat et de marcher sur Alexandrie pour en débloquer la citadelle. Ces moyens réussirent en effet à tromper les Austro-Russes au point que le général Mélas, dans une dépêche qu'il adressait à Souwarof, engageait celui-ci à prendre des mesures pour renforcer son camp d'Alexandrie.

Pendant que les alliés se disposaient ainsi à recevoir dans le Monferrat le général Moreau, celui-ci marcha rapidement sur Gênes avec à peu près 20,000 hommes, appelant à lui les troupes liguriennes et le petit nombre de Français que le général Pérignon commandait dans cette partie. A son arrivée à Gênes, le général en chef prit les mesures les plus efficaces pour étouffer les germes de mécontentement qui commençaient à éclater dans cette république; et, pour continuer à cacher le but de ses opérations ultérieures, il publia une proclamation par laquelle il s'efforçait de relever le courage et d'exciter le dévouement des Génois, en leur annonçant l'arrivée de puissants renforts envoyés par le gouvernement français, et l'intention où il était lui-même d'empêcher les alliés d'envahir le territoire ligurien. Toutefois le plan d'opérations conçu par Macdonald, et qui devait changer la face des affaires en Italie, allait échouer par une fatalité qu'on ne peut cependant pas s'empêcher d'attribuer à la trop grande circonspection, tranchons le mot, à l'irrésolution du caractère de Moreau, défaut capital de ce guerrier, et que nous avons déjà signalé, dans sa campagne d'Allemagne, en 1796.

Vers le 8 juin, Macdonald avait arrêté à peu près toutes les

[1] La flotte de Bruix se trouvait effectivement alors sur les côtes de Ligurie.

dispositions de ce plan concerté avec Moreau, et que celui-ci paraissait disposé à exécuter en ce qui le concernait. Après avoir laissé à Florence une partie des troupes commandées par le général Rusca, le général en chef de l'armée de Naples partit de son quartier général de Lucques, joignit son camp à San-Pelegrino, près de Pistoia, et s'avança avec le centre de son armée dans la direction de Modène. La droite, formée par la division Montrichard et par l'autre partie des troupes du général Rusca, quitta, ce même jour (8 juin), Bologne et Castel-Franco : elle devait tourner Modène, et passer le Panaro entre cette ville et le Pô. Les deux divisions Victor et Dombrowsky, qui formaient la gauche, se dirigèrent, la première, de Pontremoli sur Fornovo ; la seconde, de Fevizzano sur Reggio.

En descendant la partie des Apennins qui sépare, du côté de Pistoia, la Toscane du Modénois, la division du centre, commandée par le général Olivier, rencontra, le 10 juin, les avant-postes du prince de Hohenzollern, et les repoussa jusqu'à Cassino-Brunetti, à une petite demi-lieue de Modène. Le lendemain, une action assez vive s'engagea entre cette même division et le corps autrichien : la cavalerie des deux partis fournit plusieurs charges, dont l'avantage resta aux Français, commandés par le général Forest ; mais le prince de Hohenzollern ayant fait avancer le régiment d'infanterie de Preiss, commandé par le colonel Wedenfels, celui-ci fit charger à la baïonnette la cavalerie française, qui se replia. Ce mouvement, que le général autrichien fit appuyer par d'autres bataillons, le rendit maître de Sessuolo, ce qui lui permit de conserver sa communication avec Reggio, par l'occupation de plusieurs autres postes intermédiaires. Le 12, Macdonald renouvela cette attaque contre Hohenzollern avec toutes les troupes du centre : le combat fut opiniâtre et sanglant, et la cavalerie surtout montra un acharnement extraordinaire. Le général Forest fut tué, et Macdonald lui-même fut blessé assez grièvement[1]. Contraints de faire leur retraite, les Autrichiens

[1] Ce fut par suite d'un incident assez bizarre. Le prince de Hohenzollern avait au nombre de ses troupes un corps d'émigrés français, connu sous la dénomination de *légion de Bussy*. Une cinquantaine de cavaliers de cette légion avaient été détachés pendant l'action. Lorsque les Autrichiens furent repoussés, le détachement se trouva coupé, et séparé, non-seulement

abandonnèrent Modène, qui avait été envahi et pillé pendant le combat. Le prince de Hohenzollern eût été coupé sur la rive gauche de la Secchia, par les troupes françaises qui occupaient Rubiera et Scandiano, si le général Klenau, en arrêtant les deux divisions Montrichard et Rusca, qui venaient de Bologne, n'eût favorisé la retraite de la division autrichienne du côté de la Mirandole. Suivi de près par les Français, le prince de Hohenzollern ne dut peut-être son salut qu'au régiment de Preiss, déjà cité, formant l'arrière-garde, et qui se fit hacher pour sauver le reste des troupes. Ce fut pendant ce temps que Klenau s'avança, après avoir repoussé les deux divisions que nous venons de nommer; mais il dut suivre le mouvement de Hohenzollern, et se retira lui-même sur Cento et Ferrare.

Le général Kray, à la première nouvelle du mouvement de Macdonald, avait fait retirer l'artillerie de siége des attaques de Mantoue, enlever le pont de Casal-Maggiore et tous les autres sur le Pô, et était venu prendre position sur la rive gauche, avec un corps de 10,000 hommes et quelques bandes de paysans armés, afin d'empêcher le passage du fleuve et de couvrir toujours le blocus de Mantoue. En examinant la situation des choses, on peut remarquer qu'il était facile à Macdonald, après avoir repoussé le général Hohenzollern, d'exécuter le passage du Pô, de battre le général Kray, de s'avancer sur Mantoue, et, débloquant cette place, d'y faire entrer des vivres, de renforcer la garnison,

de son corps, mais aussi du reste des troupes de Hohenzollern. Ces Français expatriés, dans la conviction qu'il n'y avait plus de salut pour eux que dans le courage du désespoir, résolurent de se faire jour à travers les nombreux ennemis dont ils étaient entourés. Ils se jetèrent donc sur les premiers postes qu'ils rencontrèrent, avec une impétuosité telle, qu'il fut impossible de les arrêter. C'est ainsi qu'ils parvinrent jusqu'au lieu où se trouvait le général en chef Macdonald, qui n'avait en ce moment avec lui que quelques officiers d'état-major et quelques soldats d'ordonnance. Cette petite troupe mit sur-le-champ le sabre à la main pour repousser l'agression des chasseurs de Bussy. Il s'engagea une lutte dans laquelle Macdonald, combattant à la tête des siens, fut blessé. Les chasseurs, après avoir perdu quelques hommes, poursuivirent leur course impétueuse, traversèrent Modène, alors occupé par les troupes françaises, et où il fallut combattre encore; enfin, ayant fait des prodiges de valeur, et réduits au nombre de sept, ces braves, dignes du nom de Français, rejoignirent le quartier général autrichien vers la Mirandole.

et de contraindre le général autrichien à renfermer ses troupes dans les places de Pizzighettone, Ferrare, Peschiera, Vérone et Porto-Legnago. Plusieurs militaires distingués ont blâmé le général français de n'avoir point exécuté cette opération, au lieu de suivre le plan concerté avec Moreau; ils se fondent sur ce que ce dernier plan présentant de grandes difficultés comme l'expérience l'a démontré, l'opération dont nous parlons devait être préférée, comme la plus sûre, sauf à combiner ensuite de nouveaux moyens, de concert avec le général en chef de l'armée d'Italie.

Quoi qu'il en soit, l'avantage remporté sur le général Hohenzollern ayant rendu la grande route libre, Macdonald s'avança, ainsi qu'il en était convenu avec Moreau, entre Parme et Plaisance. Il rassembla son armée vers Reggio, entra le 14 à Parme, et le 15 à Plaisance. Le lendemain de son arrivée dans cette dernière ville, il ordonna de commencer les attaques contre le château; mais auparavant, et pour que sa marche ne fût point retardée, il avait détaché sa division d'avant-garde à la poursuite de Hohenzollern, en ordonnant au général Olivier de répandre le bruit que cette division se rendait à San-Benedetto pour y passer le Pô et essayer de débloquer Mantoue.

Macdonald fut très-surpris, à son arrivée dans Plaisance, de ne point y trouver de nouvelles du général Moreau. Il devait d'autant mieux s'attendre à rencontrer les éclaireurs de l'armée d'Italie, que sa propre marche sur Plaisance avait nécessairement laissé libre la route que les troupes de Moreau auraient pu suivre; mais celui-ci avait réfléchi qu'en s'avançant sur Plaisance il pouvait lui-même compromettre Gênes et s'exposer à perdre toutes ses communications avec la frontière de France. Au lieu donc de répondre à l'attente de Macdonald, il était resté à Gênes, et s'était contenté d'envoyer sur Bobbio et la vallée de la Trebia un détachement sous les ordres du général Lapoype. Cette modification singulière, apportée dans un plan convenu et arrêté d'avance, allait avoir un résultat funeste pour Macdonald, et l'exposer à recommencer une retraite bien aventureuse.

En effet, les alliés n'avaient pas pu fermer les yeux sur la marche du général Macdonald vers Plaisance. Dès le 10 juin, le général Mélas s'était mis en mouvement sur Alexandrie, et les

renforts qu'il avait envoyés de cette ville au général Ott firent replier la division du général Olivier, en marche, comme nous l'avons dit, sur San-Benedetto. Le général Bellegarde s'était également rendu à Alexandrie ; et Souwarof, qui avait cru devoir presser par sa présence le siége de la citadelle de Turin, averti par le général Kray du succès de la marche de Macdonald, laissa au général Kaim le soin de continuer le siége, et se dirigea aussi sur Alexandrie avec un corps de troupes assez considérable. Le général Seckendorf reçut l'ordre d'aller se placer avec sa division entre Ceva et Orti, afin d'inquiéter le général Moreau, que le général Wukassowich devait en outre harceler du côté d'Ormea. Souwarof arriva, par une marche forcée, le 16 juin au matin, à Alexandrie. Dans la soirée du 17, il porta son quartier général à Castel-San-Giovanni, à deux petites lieues en deçà de Plaisance, sur la rive gauche du Tidone. La plupart des colonnes de l'armée alliée se trouvaient rassemblées entre Tortone et Plaisance, et pouvaient former un total de 45 à 50,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie : Souwarof était décidé à livrer bataille sur les bords du Tidone. En quittant Turin et remettant au général Kaim le soin d'accélérer la prise de la citadelle, il avait écrit à celui-ci : « Mon cher Kaim, je pars pour Plaisance ; je vais battre Macdonald ; prenez promptement la citadelle de Turin, afin que je ne chante pas le *Te Deum* avant vous. » Arrivé à Castel-San-Giovanni, le généralissime adressa à ses troupes un ordre du jour terminé par cet étrange passage : « On ne fera point de quartier, ce n'est pas mon habitude ; mais, au contraire, combattez, attaquez avec le sabre et la baïonnette, taillez en pièces, égorgez vos ennemis, en poussant les cris accoutumés : *hurra, hurra!!!* »

Macdonald, privé de la coopération du général Moreau, n'en prit pas moins la résolution de combattre, en épargnant à Souwarof le soin de le prévenir. Le 17 juin, après avoir rallié l'aile gauche, commandée par Victor, il s'établit avec son armée sur la rive droite de la Trebia. Le général Ott, repoussé, comme on l'a vu, par les Français, formait alors l'avant-garde de Souwarof, et se trouvait en avant du Tidone. Macdonald fit attaquer cette troupe, qui se replia sur Rottofreddo et repassa le Tidone vers Castel-San-Giovanni, où elle fut poursuivie par les troupes

légères que commandait le général Salm ; mais, à ce moment, le général Ott se trouva soutenu par l'avant-garde du général Mélas, commandant la gauche de l'armée alliée, formée des divisions du prince Bagration et du général Frœlich. Cette circonstance permit à Ott de repousser à son tour le général Salm, qui se replia rapidement sur le gros de l'armée. Ce premier succès engagea Souwarof à faire avancer ses troupes pour tenter sur-le-champ le passage de la Trebia , guéable partout. Macdonald avait rangé ses troupes en bataille sur l'autre rive, et attendait son ennemi de pied ferme. Son artillerie, disposée sur les bords du torrent, commença sur les colonnes austro-russes un feu d'autant plus meurtrier, que la position dominait la rive opposée. Pendant ce temps, le général Salm ralliait ses troupes derrière la ligne française : le feu de l'artillerie suffit pour arrêter les colonnes ennemies; effrayés du ravage que la mitraille opérait dans leurs rangs, les Austro-Russes se retirèrent entre la Trebia et le Tidone. La brigade du général Salm avait beaucoup souffert, lui-même avait été blessé; mais la perte de l'ennemi, écrasé par l'artillerie, égalait au moins celle des Français.

Le lendemain 18, le combat dut recommencer avec plus de vivacité et d'acharnement : Souwarof avait fait pendant la nuit toutes les dispositions nécessaires pour livrer une bataille décisive, et Macdonald s'était également préparé à la recevoir. L'aile droite de l'armée française, composée de la division Olivier et de la brigade détachée du général Salm, s'étendait vers le Pô; l'aile gauche était formée par les troupes polonaises du général Dombrowsky, et par la division commandée par le général Rusca ; au centre se trouvaient les divisions Montrichard et Victor; la réserve était sous les ordres du général Watrin; Macdonald avait son quartier général entre Plaisance et la Trebia. Souwarof avait partagé son armée en quatre fortes colonnes : les deux de gauche, sous les ordres de Mélas, et composées des divisions Ott et Frœlich, devaient se diriger sur Ponte di Nura par Calendasco et par la chaussée à droite de Plaisance; celles de droite, dirigées par le généralissime, étaient composées des divisions russes aux ordres des généraux Rosemberg, prince Bagration, Forster et Schweikowski : elles

avaient ordre de se diriger par le centre sur Vaccari, et par la droite sur Rivalta et San-Giorgio, pour envelopper l'aile gauche des Français.

Les alliés voulaient entamer l'action par leur droite, sur la gauche de leurs adversaires. Toutefois la difficulté des chemins et la fatigue des troupes avaient tellement retardé leur marche sur ce point, que le prince Bagration, formant l'avant-garde, n'arriva qu'à deux heures après midi en présence des Français : ceux-ci, voyant les Russes s'approcher, s'étaient portés en avant, et ils engagèrent l'action par une vive fusillade. Le feu fut si vif et si bien dirigé, que d'abord la confusion se mit dans les premiers bataillons ennemis : les Français voulurent en profiter pour charger à la baïonnette ; mais le prince Bagration fit charger sa cavalerie, dont les Français ne purent soutenir le choc, et qui les força à se replier sur leur ligne. Macdonald, qui vit cet échec, envoya des renforts tirés de la division Victor. Le combat continua avec vigueur, et il durait depuis plusieurs heures lorsque le général Rosemberg, qui commandait l'infanterie russe, fit renforcer l'attaque par la division du général Schweikowski : alors il n'y eut plus d'autres manœuvres qu'un choc furieux entre les deux lignes. Le carnage se prolongea jusqu'à la nuit ; et les troupes de l'aile gauche française, désespérant de se maintenir, se retirèrent sur les deux rives de la Trebia.

Cependant la colonne du lieutenant général russe Forster, qui avait marché vers le centre, précédée d'une avant-garde de troupes légères (de pulks de cosaques et d'un escadron du régiment de Lowenher), avait attaqué les grand'gardes du général Olivier, entre le Tidone et la Trebia. Les Français repoussèrent d'abord cette colonne ; mais Forster, ayant reçu un renfort que lui envoya le général Frœlich, revint à la charge, fit plier le général Olivier, et le força à se retirer vers le centre de l'armée.

L'aile gauche des alliés, qui, indépendamment des deux divisions Ott et Frœlich, réunissait encore une troupe de cosaques et quatre escadrons, avait attaqué également la droite de l'armée de Macdonald. Après une résistance longtemps opiniâtre de la part des Français, le combat se termina par la retraite de

ceux-ci sur la Trebia, d'après l'ordre qu'ils en reçurent du général en chef.

Cette lutte sanglante, qui avait duré sur toute la ligne jusqu'à la nuit close, était cependant sans résultat, puisque les deux partis se retirèrent également dans leur position du matin. La perte des Français et des Austro-Russes paraît avoir été balancée; mais la gloire du combat était sans doute du côté des premiers, puisque, avec moins de 30,000 hommes et une cavalerie bien inférieure à celle de l'ennemi, Macdonald avait soutenu, sans perdre de terrain, le choc de près de 50,000 combattants.

Un pareil essai devait peut-être suffire au général français, et sa réputation ne pouvait pas être compromise, si, prenant alors la détermination à laquelle il fut forcé vingt-quatre heures plus tard, il eût renoncé à l'espoir un peu hasardé de repousser l'armée nombreuse de son adversaire; mais Macdonald, comptant toujours sur la coopération du général Moreau, s'attendait d'un moment à l'autre à le voir arriver, et ne pouvait pas penser que celui-ci, renonçant à l'exécution du plan convenu entre eux, n'aurait pas même tenté de lui donner avis de ce changement d'opinion. Macdonald craignait, en se retirant devant les Austro-Russes, de compromettre le général Moreau, qu'il supposait en marche pour le joindre, et de l'abandonner ainsi au choc des forces réunies par Souwarof. Il résolut donc de disputer de nouveau le champ de bataille et de tenter les chances d'un troisième combat, espérant que, pendant l'action, Moreau pourrait venir attaquer lui-même les Austro-Russes sur leurs derrières. Dans cette dernière hypothèse, le succès ne lui paraissait plus douteux, et il fit toutes ses dispositions en conséquence.

Le 19 juin, toute la ligne française s'ébranla à peu près dans le même ordre que la veille : l'infanterie légère du général Salm, disposée en tirailleurs, commença l'attaque. Vers les huit heures du matin, elle repoussa d'abord les avant-postes des alliés; les divisions françaises s'avancèrent ensuite en bon ordre; la première ligne de bataille entra dans le grand lit du torrent, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et le traversa malgré la mitraille et les obus que les Austro-Russes dirigèrent sur elle. Les troupes françaises se déployèrent ensuite sur la rive

opposée, attaquèrent les batteries que l'ennemi avait disposées en avant de sa ligne, et les emportèrent pour la plupart à la baïonnette. Ce mouvement impétueux, appuyé par un feu très-vif, jeta quelque désordre dans les premiers rangs de l'infanterie russe. Les troupes polonaises du général Dombrowski, formant une partie de l'aile gauche française, manœuvrèrent alors dans l'intention de tourner le flanc droit des alliés, tandis que la division Olivier, qui avait passé la Trebia à son embouchure, cherchait à déborder leur aile gauche, appuyée au Pô. Le prince Bagration, opposé au général Dombrowski, répondit d'abord à l'attaque de ce dernier par un feu très-vif de son artillerie, qui força les Français à arrêter leur mouvement. Une partie de la division Rusca vint soutenir les Polonais, qui, au moyen de ce renfort, marchèrent au pas de charge sur la division russe du général Schweikowski, la culbutèrent, et taillèrent en pièces un régiment entier, qui fut poursuivi jusqu'au village de Casaliggio, sur la route de Bobbio. Bagration fit alors avancer sa cavalerie, en même temps qu'une brigade autrichienne, commandée par le général-major Dursheim, accourait au secours du prince. La mêlée devint terrible. Apres des efforts héroïques de part et d'autre, les alliés parvinrent cependant à faire reculer l'intrépide infanterie polonaise et française. Bientôt ralliée par le vaillant Dombrowski, elle revint une seconde fois à la charge, et ébranla à son tour les bataillons austro-russes. A ce moment, plusieurs batteries d'artillerie russe, conduites par le général Rosemberg, dirigèrent leur feu sur le centre de la ligne française, qu'elles parvinrent à rompre. Ramenant une troisième fois ses troupes à la charge, Dombrowski essaya vainement de percer la ligne ennemie : tous ses efforts furent inutiles. Enveloppée par des troupes russes qui la débordaient de toutes parts, la légion polonaise se forma en carré, se défendit longtemps avec tout le courage du désespoir, et fut presque anéantie. Forcée alors de se retirer, toute la gauche des Français quitta le champ de bataille, après y avoir perdu 1,000 morts, 500 prisonniers, un canon et trois drapeaux. D'après l'acharnement avec lequel on avait combattu de part et d'autre, on doit présumer que la perte des alliés en tués et en blessés ne fut guère moins considérable.

Le centre de l'armée française n'avait pas obtenu plus de succès. Au moment où les troupes, après avoir traversé le torrent de la Trebia, se développaient sur le champ de bataille, l'avant-garde de ce même centre, après avoir protégé le passage avec son artillerie, s'était avancée sur les premières gardes ennemies et les avait repoussées; mais la ligne austro-russe, déjà formée, reçut de pied ferme les Français. L'action devint alors des plus vives : à la fusillade succéda immédiatement une charge à la baïonnette, que les Russes reçurent avec une égale intrépidité; le combat ne fut plus qu'une véritable boucherie; les soldats se prenaient pour ainsi dire corps à corps, et ne cédaient qu'en perdant la vie. Pendant ce terrible engagement, le colonel autrichien Lowenher, à la tête d'une colonne de cavalerie, s'étant avancé à la faveur d'un terrain coupé qui dérobait son mouvement à la vue des Français, chargea impétueusement la cavalerie qui flanquait la division Montrichard, et la culbuta. Une demi-brigade d'infanterie légère que la fuite de la cavalerie française laissait à découvert, se croyant tournée, au lieu de se former en carré pour résister aux Autrichiens, prit l'épouvante, et se mit à fuir dans le plus grand désordre. L'étrange retraite de ce corps entraîna le reste de la division du général Montrichard, qui, malgré tous ses efforts pour rallier ses fuyards, fut emporté par ces derniers. Souwarof se trouvait alors au centre de l'armée alliée; il s'aperçut de cette déroute, et en profita pour se jeter dans le vide de la ligne française avec sa réserve d'infanterie. La division Victor, qui combattait toujours et soutenait valeureusement les efforts que faisait le général Dombrowski sur la droite de l'ennemi, fut obligée de céder à des forces aussi imposantes que celles qui étaient conduites par Souwarof. C'est alors que la légion polonaise, combattant si vaillamment les troupes de Bagration, s'était trouvée enveloppée, et avait succombé presque tout entière. Les troupes du centre, poursuivies par la cavalerie ennemie, ne purent se rallier qu'après avoir repassé la Trebia.

Disons maintenant ce qui s'était passé à la droite. On a vu que cette aile de l'armée française avait traversé la Trebia vers son embouchure, pour essayer de déborder l'aile gauche des alliés, et la priver de son appui sur le Pô. Le général Oli-

vier, outre sa division, avait sous ses ordres la brigade du général Salm; et la réserve, commandée par le général Watrin, devait marcher en seconde ligne pour l'appuyer. Le général Mélas, posté sur la rive gauche de la Trebia avec une artillerie formidable, avait d'abord foudroyé les assaillants sans pouvoir toutefois les empêcher de passer le torrent et de se former sur la rive. L'infanterie autrichienne, intimidée par l'audace des Français, céda; et le général Salm, mettant à profit ce mouvement rétrograde, longeait déjà la chaussée du Pô, afin d'envelopper la gauche du général Ott, lorsque le prince de Hohenzollern, à la tête de la cavalerie autrichienne, chargea cette infanterie et la fit reculer. La cavalerie française s'étant avancée, les Autrichiens recommencèrent à charger sur elle et la culbutèrent sur les fantassins; mais comme la division Olivier avançait toujours, précédée de l'artillerie légère, elle protégea le ralliement des troupes culbutées, et plusieurs décharges à mitraille arrêtèrent le mouvement du prince de Hohenzollern; le désordre se mit même dans les rangs de la cavalerie ennemie, au point que, pour éviter le feu meurtrier de l'artillerie légère, les cavaliers autrichiens traversèrent les grenadiers du général Wuvermann, qui vit ainsi ses rangs rompus avant de s'être engagé. Si l'infanterie française eût continué d'avancer au pas de charge pour profiter de ce désordre causé par son artillerie, il y a lieu de croire que le succès eût couronné cette manœuvre, facile à exécuter. Quoi qu'il en soit, l'ennemi eut bientôt reformé ses rangs; les grenadiers autrichiens vinrent rétablir le combat; et le prince de Lichtenstein soutenant cette attaque avec le régiment de Sobkowitz, l'ennemi força la division Olivier, après deux heures d'un choc terrible, à se retirer derrière la Trebia, comme le centre et la gauche de l'armée. La brigade du général Salm, qui, après son ralliement, s'était soutenue contre la division du général Ott, cessant tout à coup d'être appuyée, et craignant d'être enveloppée par la cavalerie ennemie, suivit le mouvement de la division Olivier.

Tous les différents corps des deux armées avaient été aux prises dans cette sanglante bataille, tous avaient combattu avec un dévouement et une bravoure dignes d'éloges. La campagne entre le Tidone et Plaisance était jonchée de morts et de blessés,

ayant tourné la position qu'ils occupaient, se jeta entre eux et le reste de la division Victor : la 17e se trouva entourée par suite de ce mouvement; elle se défendit longtemps avec une intrépidité qu'admira Souwarof lui-même; enfin, accablée par le nombre, elle se vit forcée à mettre bas les armes et se rendit prisonnière. Le général Karackzay, qui s'était jeté à la poursuite de l'autre colonne française marchant par la route de Parme, chercha vainement à l'entamer, et fut repoussé dans toutes ses attaques.

Suite de la bataille de la Trebia et des opérations de l'armée d'Italie; la citadelle de Turin se rend aux alliés; retraite de Macdonald dans l'État de Gênes; jonction des deux armées de Naples et d'Italie; reddition de la citadelle d'Alexandrie; siége et capitulation de Mantoue. — Nous avons dit dans le paragraphe précédent que le général Moreau, au lieu de répondre complétement à l'attente de Macdonald, s'était borné à détacher sur Bobbio, dans la vallée de la Trebia, un petit corps de troupes composé en grande partie de Liguriens et commandé par le général Lapoype. Ce détachement s'était arrêté à Bobbio, et il est bien difficile d'expliquer comment le général, suivant les précautions ordinaires de la guerre, n'avait point cherché à s'éclairer et à prendre des renseignements tant sur la position de l'armée ennemie que sur celle des troupes de Macdonald, qu'il savait ou devait savoir arriver par les duchés de Parme et de Plaisance, à l'effet d'opérer la jonction des deux armées de Naples et d'Italie. Il paraît encore inconcevable que, pendant les journées du 17, du 18 et surtout du 19 juin, le général Lapoype, aux premières nouvelles de ce qui se passait à quelques lieues de lui sur les bords de la Trebia (en admettant même que le bruit du canon n'ait point été entendu par ses avant-postes), ne se soit pas porté avec rapidité vers le terrain du combat pour y prendre part : les causes de ce singulier retardement n'ont jamais été bien connues. Cependant Lapoype se mit en mouvement le 20 au matin, lendemain de la bataille, et s'avança vers Plaisance, en longeant la rive gauche de la Nura, sur les bords de laquelle il rencontra quelques bagages de l'armée alliée, dont il s'empara. Souwarof, promptement informé de la marche de cette colonne, envoya deux

mencer un quatrième combat ? Ce général regrettait de se voir contraint à quitter les bords de la Trebia avant d'avoir reçu des nouvelles de la marche de Moreau; mais dans un conseil de guerre, tenu à Plaisance, et où assistèrent les généraux, presque tous blessés, il fut reconnu que le salut de l'armée et l'intérêt même de la république commandaient impérieusement une retraite devenue indispensable. Macdonald ne se rendit point volontiers à cet avis général; cependant, ne voulant point se charger seul de la responsabilité d'aussi grands intérêts, il sanctionna la délibération et donna l'ordre de commencer le mouvement rétrograde; mais, pour dérober à l'ennemi la connaissance de cette détermination, le général en chef fit masquer sa ligne par une chaîne de postes distribués sur les bords de la Trebia. A minuit, l'armée se mit en marche sur deux colonnes dans le meilleur ordre possible : la première suivit la grande route de Parme; la deuxième, longeant le pied des montagnes, devait rentrer par les Apennins dans la haute vallée du Taro. La division Victor, formant l'arrière-garde, reçut l'ordre de prendre cette dernière direction. L'artillerie et les bagages, partis à l'avance, devaient filer par la route qui de Bologne conduit en Toscane, sous la protection de la division Montrichard, qui les suivait.

Souwarof, ayant pensé que l'armée française allait se retirer, voulait la faire poursuivre immédiatement après la bataille; mais les troupes alliées, au moins aussi harassées que celles de Macdonald, ne purent exécuter à temps cette résolution : les hommes et les chevaux, tombant de fatigue, éprouvaient le besoin impérieux d'un repos momentané. Le 20, à la pointe du jour, le vieux guerrier russe, impatient de joindre les Français, se mit lui-même à la tête de ses Cosaques et de la cavalerie légère, et fit une telle diligence, qu'il atteignit l'arrière-garde du général Victor auprès de la Nura, vers San-Giorgio, à deux lieues de Plaisance. Les Français se défendirent avec leur bravoure accoutumée; la 17[e] demi-brigade, s'étant placée dans une position avantageuse, arrêta Souwarof et sa troupe, et donna le temps aux autres corps de défiler, en soutenant seule tous les efforts de l'ennemi : toutefois, le dévouement de ces braves Français leur devint fatal. Le général russe Ksuborof,

maréchal Souwarof eût été battu sur la Trebia, ou seulement arrêté plus longtemps sur ce point, ce généralissime des alliés se serait vu dans l'obligation de combattre en tête et en queue (par suite de l'avantage que venait d'obtenir Moreau) sans pouvoir opérer de mouvement soit au delà du Pô, soit vers les montagnes, en présence de ses deux adversaires; mais il fallait pour cela que Macdonald fût prévenu de la diversion, et que Moreau attaquât plus tôt : dans tous les cas, la jonction des deux généraux français par la Trebia était un parti préférable.

Le général Bellegarde, retiré de l'autre côté de la Bormida, s'y arrêta, et, sentant combien il importait aux intérêts des alliés que le général Moreau ne fît pas de progrès, il défendit avec une opiniâtreté digne d'éloges le passage de la rivière. Le 21 juin, il osa prendre l'initiative du combat sur son adversaire, malgré la supériorité éprouvée des forces de ce dernier, et il ordonna au général Seckendorf de passer la Bormida avec une forte avant-garde et d'attaquer la division du général Grouchy dans la position de San-Giuliano, enlevée le 18 aux Autrichiens. Les Français surpris furent d'abord repoussés; mais le général Grenier étant accouru au secours de Grouchy, le combat se rétablit, et Seckendorf eut besoin à son tour d'être appuyé par le reste des troupes du général Bellegarde. Celui-ci parvint à s'emparer non-seulement de San-Giuliano, mais encore de plusieurs autres postes, tels que Cassina-Grande et Spinetti. Moreau se porta alors sur le champ de bataille avec le reste de ses forces; l'engagement devint sérieux, et les Français durent faire de grands efforts pour reprendre l'avantage. Moreau eut un cheval tué sous lui. Cependant, Grouchy, qui avait rallié sa division, revint à la charge, culbuta les Autrichiens qu'il avait devant lui, et décida l'action. Poursuivies jusqu'à la Bormida, les troupes de Bellegarde traversèrent cette rivière précipitamment. Leur réserve s'était portée au village de Bosco : elle y fut cernée en partie, et obligée de s'ouvrir un passage de vive force; quelques bataillons mirent bas les armes. Bellegarde perdit dans cette affaire 4,000 hommes, dont 2,000 prisonniers et cinq pièces de canon.

Toutefois, Souwarof, informé du mouvement offensif de Moreau, accourait en grande hâte au secours du général Belle-

garde, et allait forcer une seconde fois les Français à la retraite.

Le généralissime des alliés, attaché comme nous l'avons dit à la poursuite de Macdonald, était parvenu le 21 juin à Fiorenzuola entre Plaisance et Parme, et il avait l'intention de suivre sans relâche son ennemi, qu'il espérait atteindre et combattre sur le Taro (en attirant à lui les divisions de Hohenzollern et de Klenau) avant que le général français ne s'enfonçât dans les Apennins, lorsqu'il reçut la nouvelle du succès obtenu par Moreau, le 18, sur le général Bellegarde. Remettant alors au général Ott l'exécution de son dessein, Souwarof rétrograda, le 23 juin, avec une partie de ses forces, pour se porter à la rencontre du général Moreau. Ce mouvement ne fut pas moins rapide que les précédents : l'extrême activité était une des qualités remarquables du héros de la Russie. Après avoir marché pendant toute la nuit du 23 au 24, il arriva le 25 sur les bords de la Scrivia, en présence des troupes de Moreau. Le 26, il rallia à son corps d'armée les troupes du général Bellegarde, entre Tortone et Alexandrie, et attira à lui la division Kaim devenue disponible par la reddition de la citadelle de Turin qui avait ouvert ses portes le 23, et appela aussi le corps du général Haddick, descendu du Saint-Gothard pour venir renforcer le général Bellegarde : toutes ces troupes réunies présentaient un total de 40,000 combattants. Trop faible pour résister à une masse aussi imposante, Moreau n'attendit point l'attaque de Souwarof; il se replia d'abord sur Novi, qu'il abandonna bientôt pour rentrer, par la Bocchetta, dans l'État de Gênes.

Sur ces entrefaites, Macdonald avait effectué sa retraite vers la Toscane. Arrivé le 23 juin sur les bords de la Secchia, il y rencontra une partie de la division du général Klenau, qui se mit en devoir de lui disputer le passage; les Français, supérieurs en nombre, n'eurent pas de peine à l'emporter. Ils forcèrent le pont de Rubiera et contraignirent Klenau de se retirer avec ses troupes. Le lendemain 24, l'avant-garde française entra dans Modène et frappa la ville d'une contribution payable en six heures. L'adjudant général Lacroix reçut du général en chef la mission d'enlever tous les petits détachements que le général prince de Hohenzollern avait disséminés çà et là pour

observer la marche des Français. Lacroix entra dans Reggio, et, enlevant ou dispersant les postes autrichiens, il poussa jusqu'à Sassuolo, point fort essentiel, puisque c'était par là que les alliés espéraient gagner, avant Macdonald, les débouchés des Apennins. Cependant le général Klenau, ayant été renforcé par les troupes du général Ott, marcha sur Modène pour en chasser les Français. Le général en chef, satisfait des succès obtenus par l'adjudant général Lacroix, et ayant d'ailleurs jeté quelques renforts dans Bologne et dans le fort d'Urbino, ne jugea pas à propos d'attendre l'ennemi, continua sa retraite et reprit ses anciennes positions à Pistoia, où il arriva le 28 juin, et à Lucques.

La division Victor, formant l'arrière-garde, remonta la vallée du Taro, où elle rallia la division ligurienne du général Lapoype, et occupa avec elle les défilés des Apennins. Dès ce moment, il ne fut plus possible aux alliés de s'opposer à ce que Macdonald opérât sa retraite sur l'État de Gênes par Sarzana, la Spezzia et Sestri di Levante, en côtoyant la Méditerranée. Les détachements laissés devant les généraux Hohenzollern, Ott et Klenau, furent vivement pressés et forcés par ceux-ci d'évacuer Modène et Bologne. Le fort d'Urbino résista plus longtemps, et ne se rendit au général Ott que le 9 juillet.

Macdonald, après avoir passé les Apennins, ne devait ni ne pouvait espérer de se maintenir longtemps en Toscane; déjà même les habitants du pays, excités par les proclamations de Souwarof et par les intrigues encore plus actives des Anglais, commençaient à s'insurger et à inquiéter les communications et les derrières de l'armée française; pressé d'ailleurs de se réunir au général Moreau, qu'il savait être dans le pays de Gênes, il se décida à évacuer totalement la Toscane; les Français abandonnèrent donc Florence le 8 juillet, et l'armée commença à défiler par Lucques sur Sarzana. Cette marche fut lente et difficile, et les dernières colonnes de Macdonald n'arrivèrent aux environs de Gênes qu'à la fin de juillet. Malgré la vigilance des croisières anglaises devant Livourne, l'artillerie et les bagages de l'armée avaient été embarqués dans ce port et arrivèrent heureusement à Gênes. La garnison de Livourne et celle de Porto-Ferrajo formèrent les dernières arrière-gardes en marchant,

comme l'armée, par Sarzana. Livourne avait été évacué le 17 juillet, conformément à une convention arrêtée avec l'ancien gouverneur pour le grand-duc. La rentrée de la garnison de Porto-Ferrajo, capitale de l'île d'Elbe, le soin et le libre retour des malades furent également garantis. Après l'évacuation de Pise et de Lucques, la Toscane se trouva entièrement occupée par les troupes alliées et par un corps d'insurgés fort d'à peu près 30,000 hommes, qu'un général appelé Ingherami, espèce d'aventurier, était parvenu à organiser.

L'armée de Naples, en quittant la Toscane après toutes les pertes qu'elle venait d'essuyer, se trouvait réduite à 17,000 hommes, de 28,000 qu'elle comptait avant la bataille de la Trebia; mais elle avait eu la gloire d'effectuer une des plus singulières et des plus difficiles retraites qu'on ait jamais entreprises, à la vue d'une armée presque toujours supérieure et dans des pays dont presque toute la population insurgée était peut-être encore plus redoutable que des troupes régulières. Macdonald, qui avait conduit cette armée de Naples jusqu'à Gênes, la remit entre les mains de Moreau, et, malade encore, tant des suites de la blessure qu'il avait reçue dans l'échauffourée de Modène que des longues fatigues qu'il avait essuyées, ce général en chef quitta l'Italie pour se rendre à Paris.

Moreau avait d'abord eu l'intention de s'établir dans un camp retranché, formé dans les environs de Savone; mais il jugea plus convenable de porter son quartier général à Conegliano, et de faire prendre à ses troupes, entre Voltri, Savone, Vado et Loano, les mêmes positions, à peu près, qu'occupait l'armée française, en 1796, lorsque Bonaparte vint en prendre le commandement. Toutefois Moreau, en quittant Gênes, ne négligea point de garder avec cette ville des communications assurées. Le général piémontais Colli, au service de la république, occupait, avec un corps détaché, une position retranchée entre Seravalle et la Bocchetta qui était fortifiée; d'autres détachements occupaient les autres défilés des Apennins; et c'est dans cette attitude défensive que le général en chef de l'armée d'Italie se tint prêt à recevoir les alliés, s'ils se présentaient pour le chasser du territoire génois.

Souwarof, voyant que Moreau avait abandonné la position au-

dessus de Savone, vint camper sur la petite rivière d'Orba, à l'entrée de la vallée de ce nom. Cette position entre Novi, Acqui et Alexandrie, le mettait à même de protéger le siége de la citadelle de cette dernière place et de la forteresse de Tortone. Mais, comme nous venons de le dire, le général français, trop faible pour hasarder un mouvement offensif, laissa ces deux places livrées à leur propre défense, et se maintint dans les nouvelles positions qu'il venait de prendre.

Pendant que Moreau et Macdonald manœuvraient, ainsi que nous l'avons rapporté, pour opérer la réunion des deux armées qu'ils commandaient, les divisions austro-russes avaient poussé avec vigueur le siége des différentes places occupées encore par les Français sur les derrières de l'armée alliée. En voyant les deux généraux en chef abandonner successivement les diverses contrées de l'Italie, les commandants français de ces forteresses durent naturellement désespérer d'être secourus, et cette idée était bien propre à prédominer dans leur détermination, lorsque d'ailleurs, pressés vivement par des corps assiégeants, ils s'exposaient par une résistance trop opiniâtre à toutes les rigueurs des lois de la guerre.

Nous avons dit que la citadelle de Turin avait ouvert ses portes le 22 juin. Ce fut la première des places dont nous parlons qui tomba au pouvoir des alliés. Kaim (à qui Souwarof, en partant pour combattre Macdonald sur la Trebia, avait, comme on l'a vu, laissé le soin de ce siége) n'avait avec lui que sa seule division, quelques bataillons russes, et 5 à 6,000 paysans insurgés, presque tous employés aux travaux de la tranchée. Le général autrichien, excité par les pressantes recommandations du généralissime, redoubla d'efforts pour soumettre la forteresse qu'il assiégeait. Malgré plusieurs sorties audacieuses de la garnison, les lignes de circonvallation étaient achevées et la tranchée ouverte le 16 juin. Le lendemain, trois cents bouches à feu commencèrent sur la place un feu nourri qui continua presque sans interruption le 18 et le 19. Le général Fiorella, sommé de se rendre suivant l'usage, avait répondu négativement ; mais les batteries de la place ayant été presque toutes démontées avec perte d'un grand nombre de canonniers et d'officiers d'artillerie, la troisième parallèle fut alors achevée

sans obstacle, et, après vingt-neuf heures d'un bombardement continu, Fiorella demanda lui-même à capituler. Il y eut d'abord des conférences sans résultat. Le 20, à onze heures du soir, le feu recommença avec une nouvelle violence, et dura toute la nuit. Les bombes et les boulets firent un ravage épouvantable. Les assiégés, qui avaient rétabli leurs batteries, ripostèrent par des décharges à mitraille qui tuèrent beaucoup de monde dans les ouvrages de tranchée. Dans la matinée du 21, tout était prêt pour tenter l'escalade : le feu de la nuit avait démonté de nouveau les batteries de la place et fait de larges brèches aux fortifications. Tous les feux étant éteints, la garnison abandonnant les remparts et refusant le service, Fiorella se trouvait dans la situation la plus critique. Enfin, après de longs pourparlers et de grands débats, les deux partis arrêtèrent, le 23, les articles d'une capitulation semblable à celle qu'avaient obtenue les garnisons de Milan et de Ferrare [1].

Le même jour, des commissaires autrichiens, chargés de prendre possession des magasins de la place, y entrèrent avec quelques bataillons russes, et le 24 les Français l'évacuèrent. Il fut aisé d'apercevoir les terribles effets du bombardement. L'intérieur de la citadelle ne présentait plus qu'un monceau de décombres. On y trouva trois cent soixante-quatorze pièces de canon de tout calibre, cent quarante-trois mortiers, quarante obusiers, trente mille fusils, quarante mille quintaux de poudre, et une grande quantité d'autres munitions de guerre et de bouche. On découvrit, en outre, beaucoup d'effets précieux appartenant au roi de Sardaigne. Nous avons déjà dit qu'immédiatement après la prise de la citadelle de Turin, Kaim se mit en marche pour rejoindre Souwarof sur les bords de la Bormida.

Après la retraite que Moreau venait de faire de nouveau dans

[1] Cette capitulation de la citadelle de Turin donna lieu, dans le temps, à de graves inculpations, qui forcèrent le général Fiorella à entrer dans des détails justificatifs. Il présenta, comme une des causes qui l'avaient déterminé dans sa résolution de rendre la place, la défection de la plupart des canonniers, qui, presque tous Piémontais, désertèrent, ou refusèrent le service. Cette défection ayant empêché la citadelle de riposter convenablement au feu des assiégeants, ceux-ci purent pousser leurs travaux et diriger leurs batteries sans obstacle.

l'État de Gênes, par suite de l'arrivée de Souwarof sur la Bormida, le général Bellegarde avait repris le blocus de la citadelle d'Alexandrie. Souwarof s'était rendu lui-même dans cette ville pour presser les opérations du siége et animer les soldats par sa présence. 20,000 Austro-Russes et cent vingt pièces d'artillerie attaquaient avec vigueur cette importante forteresse, dont la prompte reddition était jugée indispensable pour le succès de l'entreprise que le généralissime méditait contre la république ligurienne. Le 14 juillet, la première parallèle fut achevée, et le lendemain les batteries étaient prêtes à tirer sur la place. Le général Gardanne, qui la commandait, ayant répondu convenablement à la sommation d'ouvrir ses portes, le feu commença avec beaucoup de vivacité sur les ouvrages extérieurs. Le bombardement eut lieu le 16 juillet, après l'ouverture de la seconde parallèle. Plusieurs batteries des assiégés furent démontées, et une bombe fit sauter un magasin à poudre. Cette explosion ayant endommagé une partie des fortifications, l'ennemi crut devoir renouveler sa sommation, qui fut accueillie comme la première. Le 17 juillet, la seconde parallèle fut perfectionnée; mais les alliés firent ce jour-là une perte remarquable dans la personne du marquis de Chasteler, quartier-maître général (chef d'état-major) de leur armée. Il fut tué d'un coup de feu qui l'atteignit au moment où il visitait les travaux. Souwarof regretta particulièrement cet officier distingué, dont la bravoure, l'activité et les talents lui avaient été d'un grand secours depuis le commencement de la campagne. Le général Zach remplaça le marquis dans le poste de quartier-maître général, et fut rappelé à cet effet du corps d'armée devant Mantoue, dont il dirigeait les travaux de siége.

Le 20 juillet, les alliés, ayant poussé leurs ouvrages avec la plus grande vigueur devant la citadelle d'Alexandrie, emportèrent de vive force le chemin couvert, s'y logèrent, et conduisirent une sape au pied des remparts. Les batteries de brèche étaient déjà disposées, et le feu de la place ne répondait presque plus à celui de la tranchée; Souwarof ordonna alors toutes les dispositions d'un assaut général qui devait avoir lieu le lendemain 21. Ce jour-là, le général Gardanne, ne croyant pas avoir les moyens nécessaires pour repousser cette attaque, envoya un

parlementaire pour proposer une capitulation qui fut arrêtée et conclue le 22. La garnison, réduite à 1,000 hommes par la perte de 600 soldats morts pendant le siége, resta prisonnière de guerre, et fut envoyée dans les États héréditaires de l'empereur d'Allemagne. Sur 400 soldats cisalpins qui faisaient partie de cette garnison, 270 avaient été tués, et parmi ces derniers se trouvait le brave chef de bataillon Guidetti de Ferrare. Les alliés trouvèrent dans la citadelle d'Alexandrie une artillerie considérable, et des munitions de guerre en abondance. Toutefois ce dernier siége leur avait coûté un peu plus cher que les précédents : ils y perdirent plus de 2,000 hommes, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs, outre le marquis de Chasteler dont nous avons rapporté la mort.

Les soins que Souwarof avait donnés au siége d'Alexandrie ne l'avaient point distrait de la surveillance qu'il exerçait sur d'autres objets non moins importants. Une partie de son armée avait été dirigée sur d'autres points du Piémont ; la forteresse de Coni était investie, et le fort de Fenestrelle attaqué. Le général Haddick avait remonté la vallée d'Aoste pour pénétrer dans le Valais, que le prince de Rohan, avec son corps détaché, avait envahi en partie. Ces deux généraux réunis attaquèrent le petit Saint-Bernard, et augmentèrent par cette entreprise l'alarme que les revers de l'armée d'Italie avaient répandue sur la frontière de France. On crut voir l'intention bien positive, de la part des alliés, d'envahir le territoire républicain par le Dauphiné ; et ces craintes étaient d'autant mieux fondées, que le général français Hatry, qui commandait dans cette partie, était loin d'avoir à sa disposition les forces suffisantes pour repousser cette agression. En effet, les forces que Souwarof avait dirigées dans le Valais pouvaient maintenant être augmentées par la réunion des troupes occupées jusqu'alors au siége de Mantoue.

Après la prise de Peschiera, le général Kray s'était porté à Borgoforte, ainsi que nous l'avons dit, et il réunit à ses troupes la garnison de Porto-Legnago. La flottille française prise à Peschiera était descendue, par le Mincio, dans le lac qui entoure Mantoue. Ces bâtiments, commandés par le chevalier de Blumenstein, étaient destinés à bombarder la place.

Malgré les obstacles qu'opposait la nature du sol, malgré la

feu de la place, le général Kray avait réussi à faire construire différents ouvrages auxquels 10,000 hommes furent employés. La garnison fit alors quelques sorties avec plus ou moins d'avantage. Toutefois le général Kray se maintint dans ses positions, et il commençait à resserrer fortement ses lignes de contrevallation, lorsqu'il reçut (le 16 juin) ordre du généralissime Souwarof de suspendre les opérations du siége et de le convertir en blocus, pour conduire, comme on l'a vu, un fort détachement d'observation au-devant de l'armée de Macdonald.

Après les événements de la Trebia, Kray se reporta avec la totalité de ses forces sous les murs de Mantoue. Souwarof, qui voulait presser la reddition de cette place, renforça le général autrichien du corps entier du général Ott, de neuf bataillons des régiments de Belsky, Mitrowsky et Nadasti; d'un fort détachement de la division russe du général Rehbinder; des bataillons de dépôt qui se trouvaient dans la Basse-Autriche et en Styrie; enfin, des troupes placées en garnison à Ferrare, Bologne, Parme, etc., et qui se trouvaient disponibles par la retraite des Français au delà des Apennins. Toutes ces forces réunies formaient au général Kray un corps de trente-neuf bataillons, dont quatre de grenadiers, et de six escadrons de cavalerie, indépendamment des troupes du génie, des mineurs, des corps de pionniers, et des troupes d'artillerie, parmi lesquelles on comptait 800 canonniers russes. Le parc de siége et le dépôt de tous les matériaux nécessaires à son service furent mis en mouvement dès le 4 juillet; Souwarof y joignit seize pièces de 24 qu'il envoya de l'arsenal de Turin. L'effectif de toutes les troupes et de l'artillerie, mis ainsi à la disposition du général Kray, présentait un total de 40,000 hommes environ et de six cents bouches à feu. On s'apercevra facilement que Bonaparte n'avait pas eu autant de moyens disponibles pour faire la conquête de l'Italie, détruire successivement trois armées autrichiennes, et s'emparer de cette même place de Mantoue, but spécial des efforts de Kray.

L'armée de siége fut distribuée en trois camps, qui enveloppèrent la presque totalité de l'enceinte extérieure de la place. Les généraux Ott, Lattermann et Zopf commandaient sous la

porte de Pradella. Les Russes campaient séparément et serraient de près la citadelle (ou forteresse de Porto). Tous les habitants de la campagne, dans un rayon de quinze lieues, furent requis à tour de rôle pour les corvées et les travaux. Attaquée par des forces aussi imposantes, la place de Mantoue n'avait qu'une garnison d'à peu près 9,400 hommes et 600 chevaux sous le commandement du général de division Latour-Foissac, ancien officier du génie, auquel Schérer, après sa défaite de Magnano, avait recommandé de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Cette garnison, déjà trop faible en raison de l'immense développement des ouvrages extérieurs qu'elle devait défendre, avait encore l'inconvénient d'être, à l'exception toutefois de quelques corps, composée de soldats italiens, suisses, hollandais même, parmi lesquels il y avait un certain nombre de malades et d'estropiés. La place était approvisionnée pour un an, mais les magasins militaires seulement; car les habitants étaient loin d'avoir des vivres pour un aussi long espace de temps, et il convient même d'observer que la famine dont ceux-ci étaient menacés contribua beaucoup à développer promptement leurs mauvaises dispositions envers les Français, indépendamment des menées sourdes des partisans de l'Autriche.

Dans une telle situation, et avec des moyens de défense aussi médiocres, il devenait difficile au général Latour-Foissac de résister longtemps à l'immense développement des forces alliées. Toutefois, pendant la durée du blocus, ce commandant avait fait contre les troupes de Kray une petite guerre très-active à l'extérieur, où souvent il avait obtenu l'avantage. Une flottille, qu'il avait organisée et armée, secondait ses mouvements et facilitait ses sorties; il avait perfectionné les défenses du fort Saint-Georges, de la citadelle de l'île du Thé et de Migliaretto; toutes les digues étaient réparées et couvertes d'artillerie. Plusieurs attaques tentées par l'ennemi, telles que celles vers la tour de Cérèse et sur l'ouvrage à cornes de Pradella[1], avaient été repoussées et avaient servi à encourager la garnison.

[1] Le capitaine Ferrier (depuis maréchal de camp), du septième de dragons, se distingua d'une manière particulière dans cette dernière action : il commandait un escadron de son régiment avec un autre de carabiniers piémontais, et formait l'avant-garde de la colonne sortie par la porte de

A l'époque de l'avantage remporté par Macdonald auprès de Modène, Latour-Foissac fit proposer à ce général d'aller au-devant de lui avec 6,000 hommes, s'il jugeait à propos de se diriger sur Mantoue pour en faire lever le blocus; mais la nouvelle du revers de la Trebia fit perdre toute espérance au commandant de Mantoue; et bientôt, ainsi que nous l'avons dit plus haut, il fut resserré dans la place par une armée dont la force et les succès remportés par les alliés augmentaient encore la confiance.

Le 10 juillet, le général Kray attaqua la place du côté du sud et le général Saint-Julien réussit à emporter de vive force les retranchements de la porte de Cérèse, ainsi que la tête du pont qui couvrait l'écluse. Dans la nuit du 13 au 14, la première parallèle fut ouverte en face des ouvrages de l'île du Thé. Le général Foissac fit diriger sur les travailleurs un feu continu, qui partait principalement du ravelin de Pradella et du bastion

Pradella pour repousser l'ennemi. Lorsque le commandant de cette colonne jugea convenable de rentrer dans la place par la porte de Cérèse, le détachement du capitaine Ferrier, marchant alors en arrière-garde, chargea avec impétuosité une troupe ennemie, accourue pour mettre obstacle à la rentrée des Français dans Mantoue, et la mit en déroute. Le brave capitaine eut son cheval tué sous lui. L'ennemi, plus nombreux, revint à la charge, et força l'infanterie à se retirer par des chemins marécageux, coupés par des fossés profonds, et où elle fut obligée d'abandonner son artillerie et ses blessés. Par cette retraite précipitée, le détachement de Ferrier se trouva isolé et abandonné à ses propres forces. Le capitaine, dans une position aussi délicate, n'hésita point sur le parti qu'il devait prendre. Malgré la grande disproportion du nombre, il entame une charge vigoureuse sur la colonne autrichienne, qui emmenait l'artillerie française qu'elle venait de prendre, par le chemin de Cérèse. Sabrant tout ce qui lui opposait de la résistance, Ferrier s'empare d'une pièce de canon, la tourne sur-le-champ contre le gros de la colonne, et la fait servir avec avantage par quelques-uns de ses cavaliers. L'ennemi montre une grande incertitude, pendant laquelle Ferrier attire à lui les tirailleurs de l'infanterie française, qui lui donnent plus de facilité pour contenir ses adversaires. Il rassemble les blessés, se remet en marche, non vers la porte de Cérèse, parce que l'ennemi est sur ce point, mais sur celle de Pradella, et il rentre dans la place avec son canon, les blessés, et quelques prisonniers qu'il a faits sur les Autrichiens. Cette belle conduite du capitaine Ferrier fut mise à l'ordre du jour de la place de Mantoue, et valut, quelque temps après, à ce vaillant officier, le brevet de chef d'escadron.

de Saint-Alexis; mais il ne put empêcher l'achèvement des première et deuxième parallèles, qui, dès le 17, furent liées et perfectionnées. Le 18, l'ennemi démasqua quatre batteries qui ouvrirent leur feu à trois cents toises des ouvrages de la citadelle; plusieurs autres batteries établies sur le canal de Pajolo, croisant leur tir avec celui des chaloupes canonnières, battaient de front et de revers les retranchements de l'île du Thé et de Migliaretto.

Toutefois, le général Kray, d'après l'opinion des principaux officiers du génie et de l'artillerie, choisit pour son attaque principale le front de Pradella, jugé le plus faible, et dont l'occupation favorisait l'approche de la partie de l'enceinte la moins flanquée. Un seul ouvrage à cornes défendait ce point et son feu se trouvait dominé par les batteries établies par l'ennemi sur les hauteurs de Belfiore. Le corps de la place n'avait pour défense de ce côté que le bastion de Saint-Alexis et la demi-lune dite de *Pradella*; mais ces deux ouvrages, liés entre eux par une courtine qui n'était point terrassée, se trouvaient trop petits, et le front d'attaque était si rétréci, qu'on ne pouvait pas y placer un grand nombre de pièces. Enfin, la porte proprement dite de *Pradella* était à ciel ouvert, protégée seulement par un appentis en charpente, et n'avait qu'un seul pont-levis pour fermeture : il n'était donc pas très-difficile de pénétrer par ce côté.

Le 22, toutes les batteries des assiégeants étaient prêtes à tirer, et le général Kray fit sommer le général Foissac de se rendre : celui-ci réponditqu'il avait ordre de se défendre vigoureusement, et qu'il obéirait. Sa position était cependant devenue plus critique, et la garnison, affaiblie par un service pénible, avait déjà plus de 2,000 hommes dans les hôpitaux. D'un autre côté, les habitants ne dissimulaient plus leur mauvaise disposition : des intelligences secrètes entre quelques-uns de ces habitants et l'ennemi obligèrent même le général français de prendre les précautions les plus sévères. Un conseil de guerre assemblé dans la place décida que, vu la faiblesse de la garnison, il ne serait plus tenté de grandes sorties sur le front d'attaque, et que le fort Saint-Georges, exigeant à lui seul une garnison de 2,000 hommes, serait abandonné.

La réponse négative du général Foissac avait déterminé le général Kray à faire jouer toutes ses batteries. Le 22, à la pointe du jour, les six cents bouches à feu du parc de siége commencèrent toutes à tirer avec une violence telle que, en moins de deux heures, les batteries de la place furent réduites au silence. Le bastion de l'île du Thé, celui de Saint-Alexis, et l'ouvrage à cornes de Pradella, foudroyés par cette formidable artillerie, furent presque détruits. Dans la nuit du 24 au 25, le général Kray, pour mieux concentrer l'attaque, et fatiguer de plus en plus la garnison en la forçant de se diviser, ordonna l'attaque des retranchements de la digue qui traverse le canal de Pajolo. Pendant ce temps, les Russes emportaient à la baïonnette l'ouvrage à cornes de la porte de Cérèse, et s'emparaient d'un autre ouvrage garni de cinq pièces de canon. Un bataillon italien, commandé par le chef de brigade Eugène, et qui se trouvait à portée, accourut pour repousser l'ennemi et reprendre les ouvrages occupés.

Cette troupe rentra dans l'ouvrage à cornes et y fit 110 prisonniers; mais, pendant ce temps, les assiégeants avaient poussé deux boyaux de tranchée, et s'étaient logés au pied du glacis de Pradella; leurs batteries avaient achevé d'écraser le bastion de Saint-Alexis, et des coupures faites vers Cérèse faisaient écouler les eaux du Pajolo, dont les écluses étaient trop étroites pour les relever. Un magasin de paille, embrasé par l'explosion d'une bombe, mit le feu à deux magasins à poudre; un troisième allait sauter, et, par sa situation, aurait détruit une partie de la ville, sans le généreux dévouement de quelques soldats français, qui ne craignirent pas de s'exposer à une mort presque certaine pour arrêter les progrès de l'incendie. C'est alors que le général Foissac, attaqué et pressé si vivement, se décida à faire évacuer entièrement le fort Saint-Georges, que le général Elnitz se disposait à emporter d'assaut. La garnison de ce fort, commandée par le général de brigade Meyer, fut distribuée dans l'île du Thé, à Migliaretto, et sur le front de Pradella.

Un dernier moyen qui restait encore pour prolonger la défense de Mantoue fut employé, mais inutilement : il s'agissait de faire une coupure à la digue du lac supérieur, et de sub-

merger ainsi les approches. Les mesures prises à ce sujet manquèrent : la principale coupure, au lieu de former un nouvel obstacle, servit à l'ennemi de tranchée contre le saillant de la demi-lune de Pradella.

Cependant le feu des assiégeants redoublait de violence : les batteries tiraient jusqu'à douze mille coups dans les vingt-quatre heures. La porte de Pradella fut détruite et les maisons qui l'avoisinaient réduites en cendres. Les batteries de l'île du Thé furent démontées ; les manœuvres d'artillerie devinrent impraticables par la quantité de bombes qui tombèrent dans cette partie.

Toutes les défenses étaient à peu près ruinées, les revêtements écroulés, la ville presque ouverte. Les travailleurs, découragés, refusaient le service sous la grêle de bombes et de boulets qui les écrasaient. Depuis le commencement du bombardement, on comptait 400 hommes par jour mis hors de combat par le feu ou par les maladies ; la garnison se trouvait par là réduite à 3,500 combattants, nombre bien insuffisant pour espérer de soutenir l'assaut général dont on était menacé.

Dans cet état de choses, le général Kray, intéressé au salut d'une place qu'il regardait comme la légitime propriété de l'empereur son maître, envoya le lieutenant-colonel Orlandini, officier du génie autrichien, porter au général Latour-Foissac une dernière sommation, avec ordre de lui fournir la preuve officielle que la retraite des deux armées françaises au delà des Apennins ne lui laissait plus d'espoir d'être secouru.

Le commandant de Mantoue fit assembler un conseil de guerre, composé de 45 officiers supérieurs, et lui soumit la question de savoir si, avec les forces qui restaient, on pouvait espérer de se défendre contre un prochain assaut. Sur les 45 membres du conseil, il y eut six officiers qui déclarèrent qu'on pouvait tenir encore deux ou trois jours ; et tout le reste, à l'exception de deux, convint qu'il était nécessaire de capituler. Fort de cette majorité d'opinions, Latour-Foissac fit proposer au général Kray de prendre pour base de la capitulation les conditions que le général Bonaparte avait accordées en 1797 au

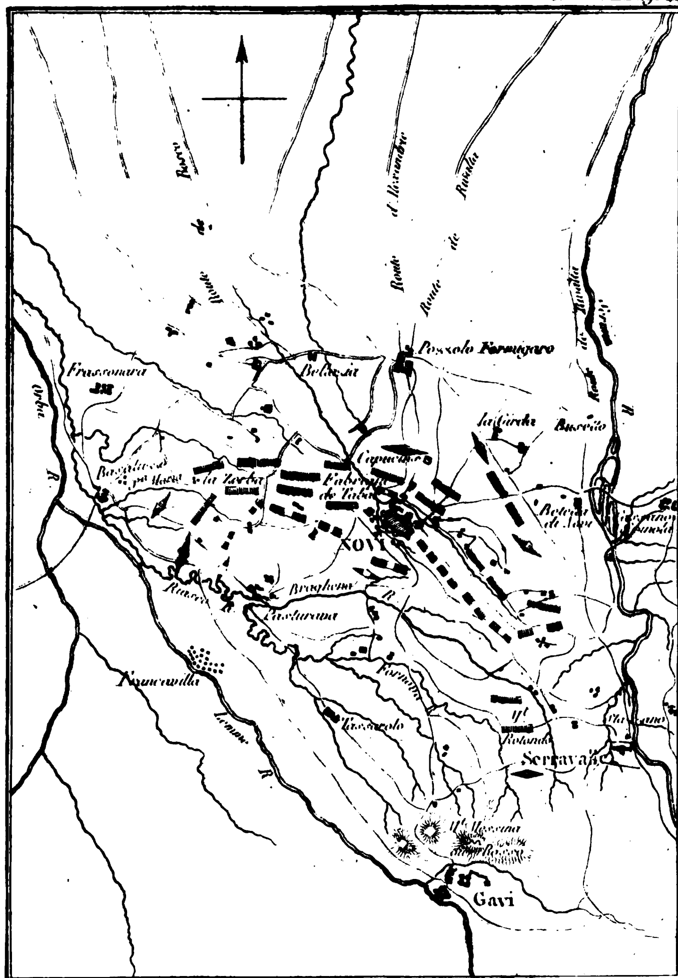
maréchal Wurmser, dans une position à peu près semblable. Il demandait que la garnison fût renvoyée par le chemin le plus court, et par marches militaires, à l'armée française dans le pays de Gênes; mais le général Kray, moins généreux que Bonaparte ne l'avait été envers le vieux maréchal autrichien, refusa net les propositions de Foissac. Il fallut donc céder à l'impérieuse nécessité; et, par une capitulation conclue à Castelluccio entre les deux généraux, il fut convenu que la garnison française serait considérée comme prisonnière de guerre jusqu'à parfait échange, et renvoyée en France sous escorte autrichienne; mais que les officiers ne s'y rendraient, sur leur parole de ne pas porter les armes contre les alliés, qu'après avoir séjourné pendant trois mois dans les États héréditaires en qualité d'otages. Le 30 juillet, la garnison sortit avec les honneurs de la guerre, par la citadelle, et déposa les armes sur les glacis.

La chute de Mantoue mettait le complément aux succès obtenus par les alliés en Italie. La nouvelle de la reddition de cette place répandit l'alarme et la consternation en France; on ne voulut pas croire que la force des armes eût seule décidé la prise de ce boulevard formidable, et la méfiance républicaine fut portée au point de soupçonner le général Latour-Foissac de trahison. Cette fâcheuse prévention contre le commandant de Mantoue subsista même après la révolution du 18 brumaire, puisqu'un arrêté des consuls lui défendit de porter l'habit militaire[1].

Suite des opérations militaires en Italie; bataille de Novi; mort du général Joubert, etc., etc. — D'après la nouvelle organisation donnée par le Directoire aux armées de la république, dans le mois de juillet de cette année, l'armée d'Italie, destinée à défendre les frontières de la France entre les Alpes et les

[1] Cette défense sera jugée très-rigoureuse par tout le monde. Car de l'avis de tous les officiers, Latour-Froissac défendit Mantoue jusqu'à la dernière extrémité. Ce n'est que lorsqu'il vit la plus grande partie de ses soldats blessés ou morts, lorsqu'il comprit que dans un nouvel assaut il aurait à lutter non-seulement contre l'ennemi; mais encore contre les habitants de Mantoue, qu'il entama des pourparlers. N'ayant aucun espoir d'être secouru, son devoir n'était-il pas d'épargner ses soldats et de préférer à une mort glorieuse la conservation pour la patrie de 2,000 soldats, pouvant encore lui rendre service.

BATAILLE DE NOVI.



1/2 1 2 Lieues.

Apennins, devait être portée à 60 ou 70,000 hommes; et le général Joubert, que l'ancien Directoire avait comme disgracié, fut rappelé au commandement en chef.

Afin de défendre le Dauphiné et la Savoie, pour renforcer, suivant les circonstances, les armées d'Italie et du Danube, le gouvernement avait cru convenable d'organiser une réserve sous la dénomination d'armée des Alpes. Le général Championnet, encore plus directement en butte aux persécutions des anciens directeurs que le général Joubert, puisqu'il avait été traduit devant une commission militaire, fut choisi pour commander cette nouvelle armée, et il reçut l'ordre d'aller présider à sa formation à Grenoble : l'effectif de sa force devait être porté à 50,000 hommes.

L'armée du Danube, qui, par sa position relativement à celle des armées alliées, devait être chargée de défendre le point le plus intéressant des frontières de France, avait aussi, pour ce motif, fixé l'attention plus particulière du gouvernement. Des ordres avaient déjà été donnés pour que les premiers renforts disponibles lui fussent envoyés, et sa force devait s'élever jusqu'à 100,000 hommes. Le général Masséna était le seul des généraux en chef qui, depuis l'ouverture de la campagne, n'eût point essuyé d'échecs remarquables; il fut maintenu dans son poste, et on laissa sous ses ordres les mêmes généraux de division.

Il était indispensable de soutenir l'armée du Danube sur sa gauche, et d'être en mesure de faire une diversion utile sur le Rhin : c'est pourquoi le Directoire avait arrêté la formation d'une quatrième armée, dont le quartier général devait être à Mayence, et dont la ligne s'étendrait depuis Dusseldorf jusqu'à Huningue. Le général Moreau avait, comme on sait, une grande connaissance pratique de cette partie du théâtre de la guerre, où il avait commandé avec succès; le Directoire crut devoir l'y rappeler. En attendant qu'il pût se rendre de l'armée d'Italie, qu'il commandait encore, à sa nouvelle destination, le général de division Muller fut chargé de présider à l'organisation de cette armée, dont la force était fixée à 60,000 hommes.

Quelques indices semblaient annoncer, de la part des puis-

sances coalisées, l'intention de rapprocher la guerre de la Belgique, et l'on supposait, avec quelque raison, aux Anglais le projet d'une invasion en Hollande, et même celui d'un débarquement sur les côtes de la Manche. Dans cette croyance, le Directoire avait ordonné le rassemblement d'un corps d'armée destiné à défendre tous les points menacés dans le nord de la France : il devait être porté à 60,000 hommes, dont 40,000 Français et 20,000 Hollandais. Le général Brune était chargé de présider à l'organisation de cette nouvelle armée, qui devait être répartie sur les côtes de la Manche, en Belgique et en Hollande.

Si cette dernière organisation des armées de la république eût pu s'effectuer aussi facilement qu'elle avait été décrétée, la France aurait eu sur pied 340,000 hommes ; mais, pour atteindre ce complément, il eût fallu pouvoir disposer de 200,000 conscrits, et malheureusement, par les causes que nous avons déduites au commencement de ce chapitre, le gouvernement ne pouvait guère conserver cette espérance. A l'époque du 1er août, les armées françaises, malgré l'activité et les soins du ministre Bernadotte, avaient à peine reçu le tiers de leurs renforts, et ce fut encore avec le désavantage du nombre que les Français durent recommencer la lutte un moment suspendue.

C'est ici le lieu de rappeler ce que nous avons dit sur l'espèce d'armistice qui parut être adopté spontanément par toutes les puissances belligérantes vers la fin de juin et pendant la presque totalité du mois de juillet. Quelles qu'aient été les causes qui engagèrent les puissances alliées à perdre ainsi les moyens de profiter de leurs premiers avantages pour en obtenir de nouveaux, il paraît toutefois qu'elles se servirent de cette suspension d'armes pour augmenter encore leurs armées, et surtout pour perfectionner cet immense plan d'attaque arrêté contre la république depuis l'ouverture de la campagne. L'Autriche et l'empire germanique, la Russie, l'Angleterre, redoublèrent d'activité : des levées, non moins extraordinaires que les levées décrétées par le Directoire, furent ordonnées dans ces différents États. La Russie promit de doubler son contingent, et le cabinet britannique, voulant, cette fois, soutenir la coalition autrement que par ses intrigues et ses subsides, résolut d'en-

voyer sur le continent une armée composée de nationaux, en même temps qu'elle prenait à sa solde un corps de 30,000 Russes que lui vendait Paul Ier.

Une espèce de congrès militaire fut tenu par les puissances alliées, et c'est là qu'on apporta au premier plan d'agression les changements qu'on crut nécessaires pour le rendre encore plus efficace. A l'ouverture de la campagne, alors que les Français étaient encore maîtres de l'Italie, l'ambition des coalisés s'était d'abord bornée à rentrer dans ces belles contrées, et, si l'expédition réussissait, on devait envahir les frontières de France par la Savoie et par la Suisse; mais depuis que Souwarof en Piémont, et l'archiduc Charles en Suisse, se trouvaient en mesure de franchir les barrières de la république, on jugea qu'il serait utile d'étendre le théâtre de la guerre, et d'obliger ainsi les Français de s'affaiblir en divisant leurs forces pour les porter sur tous les points menacés à la fois. L'armée victorieuse de Souwarof parut suffisante pour opérer l'envahissement des parties méridionales de la France, et dès lors il fut décidé que ce général serait seul chargé de cette opération. D'après ce nouveau plan, le prince Charles dut quitter ses positions en Suisse pour les céder au guerrier russe et se rabattre lui-même sur le bas Rhin, afin d'opérer contre cette partie des frontières de la France. Afin aussi de donner à ces deux généraux une plus grande force morale, et pour éviter l'inconvénient souvent fâcheux de l'amalgame de différentes nations dans la composition d'une même armée, il fut convenu entre les hautes puissances que l'archiduc et Souwarof n'auraient sous leurs ordres que des troupes nationales. Les généraux Mélas et Kray devaient rester en Italie avec des troupes appartenant uniquement à l'Autriche, et Souwarof devait se rendre en Suisse avec les troupes russes aussitôt que l'arrivée du nouveau contingent de Paul Ier permettrait au prince Charles de retirer lui-même les troupes autrichiennes qu'il commandait dans les Alpes.

En même temps que le conseil des alliés arrêtait que l'armée commandée par l'archiduc agirait sur le Rhin, il se décidait également à porter la guerre en Hollande et en Belgique. L'Angleterre avait un grand intérêt à soustraire ces provinces à la domination française; c'est ce qui la rendit l'instigatrice de ce

projet, dont l'exécution lui fut confiée. Elle préparait, à cet effet, dans ses ports tous les moyens nécessaires pour le transport en Hollande des soldats, des armes et des munitions, espérant que ce pays, fatigué du joug de la république, favoriserait lui-même cette entreprise en s'insurgeant. Pour mieux atteindre ce dernier but, on devait débarquer en Hollande le fils de l'ancien stathouder, le jeune prince d'Orange. Les troupes russes que l'Angleterre prenait à sa solde devaient aussi être employées à cette expédition.

Ainsi, du nord au midi, et, pour ainsi dire, sur tous les points de cette ligne immense, la France se voyait menacée d'une prochaine invasion, d'autant plus redoutable, que les hommes et les trésors n'étaient point épargnés pour la faire réussir. Le détail des forces de la coalition prouvera suffisamment ce que nous annonçons.

L'armée d'Italie, qui devait être désormais aux ordres du général Mélas, destinée à maintenir la conquête de ce pays et à agir contre les Français dans le Piémont et sur les frontières du comté de Nice et du Dauphiné, était forte de 70,000 hommes.

La grande armée russe appelée à forcer les barrières de la Suisse, sous le commandement de Souwarof, devait être de 90 ou 100,000 combattants, savoir : 30,000 Russes présents sous les armes en Italie; 30,000 autres, détachés de l'armée de réserve, que le comte de Tolstoy commandait en Gallicie, et amenés en Suisse par le général Korsakof (à ces 30,000 hommes devait se joindre le corps d'émigrés français commandé par le prince de Condé, et fort de 5 ou 6,000 hommes); et 25 ou 30,000 Autrichiens commandés par le général Hotze, et que l'archiduc devait laisser au feld-maréchal russe jusqu'à l'entrée de celui-ci en France.

L'armée impériale du prince Charles, formée du corps déjà existant du général Sztarray, des nouvelles levées autrichiennes et du contingent de l'empire germanique, devait être forte de 90,000 hommes. La réserve russe cantonnée en Gallicie devait en outre s'avancer et se mettre en mesure de renforcer le maréchal Souwarof ou l'archiduc Charles, suivant l'urgence des circonstances. Les nouveaux contingents de la Russie devaient

remplacer l'armée de réserve en Gallicie : ces deux derniers corps peuvent être évalués à 50,000 hommes.

Enfin, l'armée anglo-russe chargée de l'expédition contre la Hollande et la Belgique devait avoir 45 ou 50,000 combattants, dont 30 ou 35,000 Russes et 15,000 Anglais ; on comptait, pour la renforcer, sur la défection des troupes hollandaises et sur les Belges, qu'on espérait faire insurger.

Ainsi le total des forces que la coalition se préparait à mettre en mouvement était d'à peu près 340,000 hommes, auxquels nous ne joignons pas encore les troupes italiennes, piémontaises, suisses, etc., qu'on organisait avec non moins d'activité que les corps principaux. Ces forces se trouvaient sur pied, et nous avons fait remarquer que la France était loin d'être en mesure de leur opposer un pareil nombre de combattants. Toutefois, dans cette circonstance solennelle où le sort de la France allait se décider par les armes, le Directoire montra du courage et de la fermeté. Loin d'être épouvanté par l'immensité des préparatifs de ses ennemis et de se tenir sur une prudente défensive, comme la faiblesse de ses moyens semblait le lui conseiller, il résolut de reprendre l'offensive, espérant, par cette généreuse hardiesse, bien conforme au caractère national, relever la confiance des citoyens dans l'intérieur et réveiller l'énergie des soldats. Si d'abord les résultats ne répondirent point à l'espérance du Directoire, et si les champs de Novi virent encore la victoire fuir les drapeaux républicains, c'est parce qu'on mit trop de précipitation dans l'exécution des ordres de ce gouvernement. Masséna, en s'obstinant, ainsi que nous le dirons plus tard, à différer de quelques jours la reprise des hostilités, prouvera qu'un militaire habile peut modifier avec prudence les instructions qui lui sont données, lorsque les circonstances semblent l'exiger.

En annonçant aux généraux en chef des armées d'Italie et du Danube qu'il leur serait envoyé des secours vers le milieu de juillet, le Directoire leur ordonnait de reprendre sur-le-champ l'offensive, et d'employer autant d'activité pour attaquer l'ennemi qu'on en avait mis à se défendre des entreprises de celui-ci. Le gouvernement croyait important de prendre l'initiative des grands mouvements avant que les armées alliées eussent

reçu les immenses renforts qui étaient en marche pour les joindre. Malheureusement, dans l'état même où elles se trouvaient, ces armées étaient encore de beaucoup supérieures en nombre à celles de la France, quoique ces dernières eussent déjà reçu quelques secours en hommes. Sous ce rapport, un premier revers pouvait avoir des conséquences fatales. Le peu d'union qui régnait entre les alliés contribua peut-être autant que l'attitude encore fière des soldats français après la bataille de Novi à empêcher la France de devenir victime de cette funeste catastrophe.

Telle était la position des deux partis au moment où le général Joubert prit le commandement de l'armée d'Italie : le maréchal Souwarof avec son corps principal, composé des troupes russes sous ses ordres et des troupes autrichiennes que commandait le général Mélas, couvrait les siéges de Tortone et de Coni ; le général Kray était en route pour venir joindre le maréchal avec les troupes qui avaient servi au siége de Mantoue ou appuyé cette opération. L'armée francaise était toujours cantonnée sur les frontières de l'État de Gênes et du Piémont.

Joubert arriva à Gênes vers le milieu de juillet, et Moreau lui remit le commandement de l'armée. Son premier acte fut d'assembler un conseil de guerre où se trouvèrent les généraux Moreau, Gouvion-Saint-Cyr, Pérignon et Dessolles. Ceux-ci furent unanimement d'avis d'attendre, avant d'agir, l'arrivée du général Championnet, qui devait déboucher des Alpes avec sa nouvelle armée. Dans le cas où le maréchal Souwarof s'opposerait à ce dernier mouvement, il fut reconnu que le général Pérignon pouvait manœuvrer avec un corps de 12,000 hommes pour donner la main, dans la vallée de la Stura, au général Championnet, et lui faciliter sa réunion avec l'armée d'Italie, par Mondovi et Acqui. On supposait que si le généralissime des Austro-Russes se décidait à aller lui-même au-devant de sa nouvelle armée des Alpes, et ne laissait alors qu'un corps d'observation sur l'Orba et sur la Scrivia, Championnet pouvait l'attirer dans les montagnes en lui cédant le terrain ; pendant ce temps Joubert devait débloquer Tortone, se porter jusqu'au Pô, et tenter même de passer ce fleuve, ce qui forcerait alors Souwarof d'abandonner Championnet pour accourir au secours de la

Lombardie, où se trouvaient tous ses magasins. Si ce maréchal n'envoyait vers Turin qu'un détachement et continuait de couvrir Tortone, le conseil était d'avis d'essayer, en temporisant, d'attirer le généralissime dans les montagnes, où, ne pouvant faire usage de sa nombreuse cavalerie, il serait obligé de combattre contre l'infanterie française avec tout le désavantage du terrain. Telle fut la décision du conseil de guerre tenu par le général Joubert; et cette décision était d'autant plus sage, qu'au moment où elle avait lieu, l'armée française n'était guère au-dessus de 40,000 combattants, et ne pouvait pas recevoir, avant le 20 août, les renforts de l'armée des Alpes.

Mais, tout en reconnaissant lui-même la sagesse des avis donnés par des généraux si recommandables, Joubert se croyait dans l'impossibilité de les suivre. Depuis la prise d'Alexandrie et de Mantoue, Souwarof, persistant dans son plan de ne laisser aucune place forte en arrière, et de s'assurer de tout le pays avant de rien entreprendre contre l'État de Gênes ou contre les frontières de la France, pressait vigoureusement le siége de Tortone et resserrait de plus en plus Coni. Il se bornait à faire observer les postes des Français à l'entrée des gorges des Apennins, et il avait posté la division du général Klenau à l'entrée de la rivière du Levant, en lui donnant l'ordre de s'emparer du fort Lérin, de Sarzana et de toutes les défenses du golfe de Spezzia. Ces dernières opérations avaient réussi, et les Français n'avaient plus dans le golfe que le seul poste de Santa-Maria. Le Directoire, qui connaissait ces détails, avait ordonné au général Joubert d'attaquer sur-le-champ Souwarof et de faire tous ses efforts pour débloquer Tortone. Cet ordre était si impératif, que Joubert ne crut pas pouvoir prendre sur lui de l'éluder, à moins de quitter de suite le commandement. Il renonça donc à regret au plan d'opérations qui avait été arrêté dans le conseil convoqué par lui-même.

Le général en chef de l'armée d'Italie s'occupa d'abord de la répartition, dans les différentes divisions de l'armée, des renforts déjà envoyés par le gouvernement et qui avaient précédé sa propre arrivée. Il fit rapprocher de Gênes les restes de l'armée qu'avait commandée Macdonald, et fit, dans le commandement des divisions, les changements qu'il crut propres à ra-

mener la confiance du soldat et à rendre plus faciles les opérations ultérieures. Le général Saint-Cyr eut le commandement de l'aile droite; Pérignon commandait la gauche, et reçut l'ordre de se porter en avant. Ce dernier général occupa d'abord la position de Millesimo, si célèbre par la bataille de ce nom, et s'avança ensuite jusqu'à Murialto et Calisano, près de Ceva, d'où il éclairait les vallées de la Bormida et du Tanaro. Malheureusement, Ceva venait d'être pris par les alliés : le commandant de cette place, accusé de lâcheté et de trahison, avait été jugé et fusillé à Gênes. La droite et le centre de l'armée française, passant de Montenotte à Campofreddo, poussèrent leurs avant-postes dans la vallée de l'Erro et dans celle de l'Orba, et s'étendirent jusqu'à la Scrivia, en se tenant couverts par la Bocchetta.

Joubert avait son quartier général à Campo-Marone, en arrière de sa gauche, entre Montenotte et Savone. Il était décidé à faire très-prochainement un effort général contre l'armée alliée, afin de forcer Souwarof à lever le siége de la citadelle de Tortone. Le 8 et le 9 août sa droite s'avança vers la Bocchetta, et occupa la position du mont Brisco au-dessus du Mornese, que les alliés abandonnèrent. Joubert voulut alors reconnaître tout le front de la position des ennemis. Il fut aidé, dans cette opération importante, par le général Moreau, qu'il avait invité amicalement et avec beaucoup d'instance à ne point quitter l'armée sans lui donner d'utiles conseils sur le terrain que celui-ci avait étudié avec sa sagacité ordinaire : Moreau répondit à cette marque de confiance avec un dévouement digne des plus grands éloges. Il se fit un plaisir de communiquer à son successeur toutes les observations qu'il avait été à même de faire pendant la durée de son commandement, et accompagna Joubert sur toute la ligne ennemie[1]. La journée du 12 fut employée à faire

[1] Cette action de Moreau ne doit pas lui faire moins d'honneur que ses plus grands exploits militaires. Elle prouve qu'à cette époque ce général était véritablement citoyen et dévoué tout entier au service de la patrie.

Joubert, dont le talent militaire s'était développé pendant la glorieuse campagne de 1796, n'avait point encore commandé en chef sur un champ de bataille. En arrivant pour tenir tête à Souwarof, il s'était défié de ses propres forces, et, par l'effet d'une modestie d'autant plus remarquable qu'elle est plus rare, il pressa Moreau de partager avec lui le commande-

élever des retranchements et des batteries, et Joubert fit prendre position à l'armée entre Carosio et Arquata.

Le 13 août, Joubert, à la tête d'une partie de ses forces, se porta de Campo-Marone, par les montagnes du Montferrat et la vallée d'Acqui, vers Caprieta et Novi, tandis que le général Saint-Cyr, avec la droite destinée réellement à débloquer Tortone, sortait par les défilés de la Bocchetta, pour se réunir au même point. Les généraux Moreau et Dessolles marchaient avec cette colonne, et devaient donner au général Saint-Cyr les renseignements dont celui-ci pouvait avoir besoin sur un terrain qu'eux-mêmes connaissaient depuis longtemps.

Le même jour, le corps du général Bellegarde, qui occupait la position de Bestagno et de Terzo pour défendre le passage de la Bormida et couvrir Acqui, fut vivement attaqué par l'aile gauche des Français, aux ordres du général Pérignon. Les Autrichiens furent contraints d'évacuer Terzo et Acqui. Les troupes du général Bellegarde formaient l'aile droite de l'armée alliée : elles passèrent la Bormida à la hauteur de Rivalta, et ensuite l'Orba pour prendre position à Bosco et se mettre en ligne avec les divisions russes qui formaient le centre. Pérignon les poursuivit jusqu'à Basaluzzo, où il s'arrêta au pied des montagnes à la hauteur de Novi. Le soir, le général Joubert rallia son centre et sa gauche à Caprieta, où il avait établi son quartier général, et où il plaça environ 2,000 hommes pour assurer ses subsistances. Le général Saint-Cyr, avec les troupes de droite, avait repoussé le corps du général Mélas, et s'était emparé de Novi en se liant avec le centre. Ainsi la ligne de l'armée française, se déployant sur la croupe des dernières montagnes

ment : il voulait même que celui-ci l'exerçât seul pendant la bataille qui allait se livrer. Cette proposition fit naître un combat d'amitié et de reconnaissance entre ces deux guerriers si dignes de s'estimer l'un l'autre. Moreau fit observer à Joubert qu'il n'avait pas plus de droit d'accepter le commandement en chef que lui, Joubert, de s'en démettre; qu'ils devaient tous deux se conformer aux ordres du gouvernement; que, quant à lui-même, se devant tout entier aux intérêts de son pays, il se ferait un devoir et un honneur de combattre aux côtés de son brave et digne successeur avant de quitter l'armée d'Italie pour se rendre au nouveau poste que le Directoire lui avait assigné.

qui couronnent les hauteurs de Novi, était en vue des plaines de la Lombardie et de l'armée de Souwarof.

Le 14, au matin, le généralissime des Austro-Russes qui, la veille, avait refusé ses ailes pour ne point engager d'action générale parce qu'il attendait des renforts, rallia effectivement 15,000 hommes du corps du général Kray. Ce dernier venant de Mantoue était déjà en marche vers Asti, pour se porter sur Coni, lorsqu'il reçut de Souwarof l'ordre de revenir sur ses pas pour se réunir aux troupes du général Bellegarde. Ce jour-là les deux armées s'observèrent et achevèrent leurs dispositions. Joubert s'affermit sur les hauteurs qu'il occupait dans une position oblique ; la droite à la Scrivia, le centre à Novi, et la gauche à Basaluzzo. Il trouvait dans cette position la facilité de protéger le mouvement de la colonne qui, détachée de la droite au delà de la Scrivia, devait se porter sur Tortone, par Cassano-Spinola. Souwarof avait successivement rassemblé toutes ses divisions dans la plaine entre l'Orba et la Scrivia. Ces troupes réunies, en y comprenant celles qui étaient arrivées de Mantoue, présentaient un total d'environ 70,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie. Nous avons déjà dit que Joubert n'avait, pour combattre une masse d'ennemis aussi considérable, qu'à peu près 45,000 hommes, dont une partie était composée de nouvelles recrues qui n'avaient jamais vu le feu : sa cavalerie montait à peine au quart de celle des alliés.

Présumant, d'après les mouvements et les dispositions de Joubert, que le dessein de celui-ci n'était pas d'attaquer dans la forte position qu'il occupait, mais bien de recevoir la bataille si on la lui présentait, Souwarof avait cherché à attirer son adversaire hors des montagnes, dans la plaine de Rivalta entre Alexandrie et Tortone. C'était dans cette vue que le général Bellegarde avait reçu l'ordre de refuser l'aile droite aux attaques de l'aile gauche française, en se repliant sur l'Orba ; et c'est pour le même but que le généralissime prescrivit au général Kray de venir se joindre à Bellegarde, pour déployer l'aile droite ainsi renforcée, dans la plaine, en ordre de bataille. Les troupes autrichiennes qui étaient à Rivalta formaient déjà la gauche sous le commandement du général Mélas, et les Russes, sous les ordres directs du général d'infanterie Rosemberg, se trouvaient au centre.

Toutefois ces démonstrations n'avaient pas pu déterminer les Français à descendre dans la plaine ; et lorsque Souwarof s'aperçut que son ennemi portait une forte colonne du côté de Tortone, il résolut de livrer bataille, pour paralyser ce mouvement, et en même temps pour satisfaire l'impatience où il était de combattre[1] son jeune adversaire ; mais il désira consulter les principaux généraux autrichiens avant de mettre son dessein à exécution, et assembla, à cet effet, en son quartier général de Fregarolo, un conseil de guerre auquel il exposa le plan qu'il avait conçu. Le généralissime éprouva d'abord une forte opposition de la part des généraux autrichiens ; presque tous représentèrent le danger qu'il y avait à courir en attaquant les Français dans leur formidable position et désapprouvèrent une bataille dont la perte pouvait entraîner la ruine entière de l'armée alliée. Souwarof, persuadé qu'il était urgent de ne point différer l'attaque, montra la levée du siége de Tortone comme la conséquence nécessaire d'une plus longue inaction, et s'attacha à faire remarquer la différence qui existait, en ce moment, entre l'armée française et celle des alliés. « Je ne veux point, dit-il, contester aux Français leur valeur ; mais ceux que nous avons devant nous sont-ils comparables à nos soldats ? Que sont devenus les hommes d'élite de l'armée républicaine, ces guerriers qui ont fait la conquête de l'Italie sous Bonaparte ? Le plus grand nombre ont suivi ce général en Égypte ; les autres ont été tués ou faits prisonniers de guerre à Legnago, à Vérone, à Cassano, à Mantoue, à la Trebia ; de 40,000 hommes qu'ils peuvent à peine nous opposer, le tiers ne se compose que de nouvelles levées qui n'ont jamais vu le feu et à qui le bruit du canon fera déposer les armes. Nos soldats, au contraire, sont aguerris au feu, au carnage ; on aurait peine à en trouver un qui n'ait point été présent à quelque siége, à quelques batailles ; d'un autre côté, une longue série de victoires leur a inspiré le plus grand courage, la plus bouillante énergie, tandis que leurs adversaires sont abattus par de récentes et continuelles défaites. Tous ces avantages, et d'autres encore que je ne relèverai pas, comme, par exemple,

[1] En apprenant l'arrivée du général Joubert (alors âgé de trente ans) en Italie, Souwarof s'était écrié : « C'est un jouvenceau qui vient à l'école : eh bien ! nous allons lui donner une leçon. »

notre supériorité numérique, ne sauraient être balancés par celui d'une meilleure position : j'insiste donc pour attaquer de suite l'armée française. »

Ce discours, où l'issue de la bataille de Novi semble si bien présagée, persuada tous les généraux présents au conseil, et ils se rangèrent de l'opinion du généralissime. L'ordre fut donné à toutes les divisions de se tenir prêtes, et chacun des généraux s'occupa des dispositions d'attaque qui venaient d'être arrêtées.

Le plan et les instructions de Souwarof ne furent autres que l'ordre suivant, remarquable par son laconisme et qui doit être cité comme un trait caractéristique : « Les corps des généraux Kray et Bellegarde attaqueront, à la pointe du jour, l'aile gauche de l'ennemi à Pasturana, pendant que les Russes attaqueront le centre, et Mélas la droite. »

Pour bien entendre le récit de la bataille qui va suivre, il convient de faire attention à la description topographique du terrain sur lequel elle fut livrée.

Entre la Scrivia et le torrent de Lemme, qui prend sa source au-dessus de Basaluzzo, s'élève, au nord de Gavi, le Monte Messina, appelé aussi Monte Rosso; sur ses pentes du côté du nord naissent les petites vallées de Fornova, Riasco et Bragheva, dont les ruisseaux se réunissent et tombent dans le Lemme. Le plus étendu des escarpements formés par ces ruisseaux touche à la Scrivia près de Serravalle, et est appelé le Monte Rotondo, parce qu'il s'arrondit devant Novi et vers Pasturana, et se termine en longues pentes adoucies vers Basaluzzo.

Un autre plateau s'étend presque parallèlement au Monte Rotondo, dans la direction de Serravalle à Pozzolo-Formigaro. Ce plateau, depuis le bord de l'escarpement jusqu'à la pente rapide du Monte Rotondo, est large d'environ quinze cents pas, et domine la vallée de la Scrivia.

La route de Novi à la Bocchetta par Gavi coupe et embrasse les pentes et les vallées du Monte Messina. Il n'y a sur celui-ci que cette seule route praticable pour l'artillerie.

Un autre chemin conduit de Pasturana à Gavi, par Tassarolo.

Le chemin de Novi à Gavi par le haut du Monte Rotondo est impraticable pour les voitures.

Les pentes du Monte Messina, depuis Pasturana jusqu'à Novi, sont couvertes d'arbres et de buissons. Il y a en arrière de Novi beaucoup de vignes et de *gloriettes*, ou petites maisons de campagne. La ville est entourée d'une muraille assez forte, flanquée de vieilles tours.

Les deux armées occupaient sur le vaste théâtre que nous venons d'esquisser les positions suivantes :

L'aile droite de l'armée française, commandée, comme on l'a vu, par le général de division Gouvion-Saint-Cyr, et composée des divisions Laboissière et Watrin, occupait Novi, et s'étendait à la droite de cette ville sur les pentes rapides du Monte Rotondo. La légion polonaise de Dombrowski, les 17e et 55e demi-brigades de ligne et la 1re demi-brigade cisalpine réunies à cette légion, tenaient Serravalle bloqué, et occupaient aussi, au delà de la Scrivia, les postes de Stazzano et Cassano-Spinola.

L'aile gauche, sous les ordres du général Pérignon, se composait des deux divisions Grouchy et Lemoine avec une réserve d'infanterie et une réserve de cavalerie sous les ordres de Richepance; elle s'appuyait au torrent de Lemme, et occupait Pasturana. Cette belle position dominait, au loin, toute la plaine entre l'Orba et la Scrivia.

L'armée austro-russe était rangée en bataille dans cette plaine, de la manière suivante :

Le général Kray, à la tète de 16,000 hommes d'infanterie et de 1,800 chevaux, ayant sous ses ordres les généraux Bellegarde et Ott, occupait la droite. Ses troupes étaient formées sur deux lignes, entre la route de Novi à Bosco et Basaluzzo.

Les deux divisions russes des généraux Förster et Schweikouski, formant ensemble 12,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux (cette cavalerie était autrichienne), se trouvaient placées au centre, l'une en avant, l'autre en arrière de Pozzolo-Formigaro.

A la gauche, le corps du général Mélas, fort de 11,000 hommes d'infanterie et 400 chevaux, s'appuyait à Rivalta sur la Scrivia.

Une réserve de 5,000 hommes d'infanterie et 400 chevaux était à Spineto sur la rive droite de la Scrivia.

Enfin le général russe Rosemberg couvrait les travaux du siége de Tortone avec la division du général Rehbinder, 2,000 cosaques et les dragons de Würtemberg. Ces troupes réunies présentaient un total de 9,000 fantassins et 3,000 chevaux.

Ainsi l'effectif réel de l'armée alliée était, à ce moment, de 53,000 hommes d'infanterie et de 12,200 de cavalerie.

Le 15 août, à cinq heures du matin, le général Kray commença l'attaque contre la gauche des Français, où le général Joubert se trouvait en personne. Estimé et chéri des troupes, Joubert parcourut les rangs, en disant aux soldats : « Camarades, la république nous ordonne de vaincre. » Les premiers rangs répondirent par les cris unanimes de vive la république! vive le brave Joubert! Ces cris, répétés d'une file à l'autre sur toute la ligne française, retentirent dans les Apennins.

Déjà le général Kray obtenait quelques avantages, lorsque Joubert se précipita pour animer de sa présence une charge à la baïonnette. Il marchait à la tête d'une colonne de grenadiers, en criant : « En avant, en avant, » lorsqu'une balle le frappa au flanc droit et pénétra jusqu'au cœur. Il tomba de cheval, faisant signe de la main, et criant encore : « Marchez toujours. » Ainsi Joubert, qui ne survécut qu'un instant à sa chute, succombait avant que la bataille fût engagée sur toute la ligne.

La mort du général en chef causa quelques désordres dans cette partie de la ligne française où elle venait d'avoir lieu; mais Moreau, qui en fut promptement informé, ayant pris presque aussitôt le commandement de l'armée que tous les généraux lui déféraient, le combat recommença avec une nouvelle vigueur.

Le général Kray cherchait à tourner Novi par Frassonara, lorsque le prince Bagration et le général Miloradowich attaquèrent de front ce poste avec les premières colonnes russes du centre, cherchant à l'emporter d'assaut; mais, après quelques tentatives, les colonnes russes furent repoussées, ainsi que le général Kray lui-même, qui ne put soutenir les progrès qu'il avait faits d'abord sur la gauche des Français.

Souwarof ordonna alors au général russe Derfelden qui était au centre, et au général Mélas, commandant l'aile gauche,

d'attaquer simultanément les hauteurs de Novi : le premier par la chaussée qui y conduit, et Mélas en remontant la rive gauche de la Scrivia, tandis que le général Frölich, en suivant ce dernier (Mélas), devait observer la vallée et le champ de bataille; mais cette double attaque n'eut pas une meilleure issue que celle des généraux Kray et Bagration. En vain le général Derfelden tenta un nouvel effort pour emporter les hauteurs à la gauche de Novi; le général Watrin descendit dans la plaine, attaqua le flanc gauche de la colonne russe, et parvint à dégager Novi. Les deux armées était alors engagées sur tout leur front, et déjà le carnage était horrible.

A trois heures, le corps de droite (du général Kray) ayant été repoussé deux fois, et se trouvant presque hors de combat, ainsi que les avant-gardes russes du centre, Souwarof se mit lui-même à la tête des divisions de ce centre, que commandaient les généraux Bagration, Derfelden et Miloradowich, et dirigea une nouvelle attaque sur les plateaux de Novi, au centre de la ligne des Français. Cette attaque fut impétueuse; mais la résistance fut si opiniâtre que, malgré les charges réitérées des Russes, les troupes républicaines conservèrent leurs positions. Les batteries françaises, placées avantageusement sur les hauteurs, foudroyaient les têtes des colonnes ennemies. Des milliers de Russes périrent écrasés par ce feu redoutable, auquel se joignait encore celui de la mousqueterie. Un désordre général se mit dans les rangs; Souwarof, accouru avec son état-major vers le point le plus meurtrier, parvint cependant à rallier ses soldats épouvantés et à les ramener au combat. Animés par la présence et l'exemple de leur vieux général, les Russes firent des efforts incroyables pour forcer la position. Un de leurs régiments attaqua à la baïonnette une demi-brigade française avec une impétuosité telle, qu'il parvint à la repousser; mais, en la poursuivant, les soldats russes s'engagèrent si avant, qu'ils se trouvèrent exposés au feu des troupes qui étaient restées fermes à leur poste, malgré le vide qu'avait occasionné la demi-brigade en se laissant enfoncer. Ce régiment russe fut presque anéanti. Les colonnes ennemies reculent pour la troisième fois; Souwarof les rallie encore et les ramène à la charge. Cet homme intrépide, furieux de la résistance

qu'il rencontrait, et accoutumé à surmonter des obstacles aussi grands, s'exposait lui-même pour sauver sa gloire et sa réputation : mais tant d'efforts furent inutiles. Les Français, s'apercevant de l'affaiblissement de leurs ennemis, et emportés par cette ardeur qui leur est si naturelle, se précipitèrent en avant, et attaquèrent à leur tour les troupes alliées. A leur tête marchaient les généraux Moreau, Saint-Cyr et Dessolles, chef de l'état-major de l'armée : le premier, comme s'il eût voulu partager le sort de Joubert, s'exposait avec tant d'abandon, que les soldats, effrayés des dangers qu'il courait, lui criaient de s'arrêter. Dans cette attaque, Moreau eut deux chevaux tués sous lui, une balle perça son habit et lui effleura le flanc. La victoire semblait couronner le dévouement de ce général; le centre de l'armée ennemie était repoussé et presque détruit, et Souwarof lui-même suivait en frémissant la déroute de ses soldats; mais les choses ne se passaient pas aussi heureusement à la droite de l'armée française.

En effet, pendant que le centre des Austro-Russes soutenait avec tant de désavantage contre le centre des républicains le terrible engagement que nous venons de décrire, le général Mélas, avec les troupes fraîches de la réserve, placées à Rivalta, entreprenait de tourner la droite des Français. Huit bataillons de grenadiers et six bataillons de fantassins autrichiens attaquèrent les premières hauteurs de Novi, du côté de Bettola, derrière cette même aile droite, tandis que la division du général Nobili filait par la rive droite de la Scrivia sur Stassano. Cette dernière division occupa Arquata, et le général Mélas, s'avançant sur Serravalle, força le général Dombrowski à lever le blocus de ce fort. Marchant ensuite avec une rapidité extraordinaire par le chemin de Serravalle à Novi, afin de s'emparer de la route de cette dernière ville à Gavi, Mélas fit attaquer le flanc droit des Français par le général Frölich, avec un bataillon de Fürstenberg et la brigade du général Lusignan (celui-ci, ayant été repoussé dès la première charge, fut blessé et fait prisonnier). Mélas fit soutenir cette première colonne par une seconde aux ordres du général Laudon, et donna l'ordre au prince de Lichtenstein de dépasser la ligne des Français sur les derrières de leur droite, en saisissant les points avantageux qui se trou-

vaient entre les intervalles des colonnes. Des batteries correspondantes aux directions des trois colonnes devaient protéger les mouvements de cette attaque combinée, tandis que d'autres batteries, placées sur des points éloignés, détourneraient l'attention des Français sur les vrais points de l'attaque. Cette manœuvre décida la victoire, et les alliés en eurent l'obligation au général Mélas.

Il était cinq heures du soir lorsque le général autrichien attaqua cette même position de Novi, qui avait coûté déjà tant de sang aux deux partis. A la première charge, les Autrichiens furent repoussés et perdirent plus de 900 hommes. Mélas fit soutenir cette attaque par les grenadiers de Paar; longtemps encore les Français se défendirent avec acharnement dans cette partie que le général Moreau renforça afin de couvrir la retraite qu'il se disposait à ordonner. Cependant, se voyant tournés sur leurs flancs et sur le point d'être attaqués par une colonne qui parvenait à gagner les hauteurs, les Français se déterminèrent à quitter un champ de bataille où ils avaient combattu avec tant de gloire. Mais déjà la retraite était devenue très-difficile : la colonne du prince de Lichtenstein avait coupé la route de Novi à Gavi, et les troupes républicaines ne pouvaient se retirer que par leur flanc gauche sur Ovado.

Toutefois, cette retraite commençait à s'opérer en assez bon ordre, lorsque le général Souwarof fit attaquer Novi, où beaucoup de fuyards s'étaient retirés. Les portes de cette ville furent enfoncées à coups de canon, et les Français qui la défendaient furent culbutés et dispersés. Souwarof détacha alors le général Karackzay à la poursuite de l'armée française, qui opérait son mouvement rétrograde par le mauvais chemin de traverse de Pasturana à Ovado. Une circonstance, d'autant plus fâcheuse qu'elle aurait pu être prévue, vint changer cette retraite en une véritable déroute, et donner à la bataille de Novi des conséquences beaucoup plus désastreuses qu'elles ne devaient l'être.

A six heures du soir, 400 tirailleurs autrichiens, commandés par le major Kees, s'étaient jetés assez loin sur l'extrême droite. Favorisés par le terrain, ils parvinrent à se glisser, sans être vus, fort près de Pasturana; et, s'apercevant que le château,

rempli de blessés, était mal gardé, ils l'attaquèrent, le prirent, et s'y établirent au moment où l'artillerie de l'arrière-garde française entrait dans la grande rue pour traverser le village. Les tirailleurs ennemis se jetèrent aussitôt sur les chevaux des premiers caissons, les tuèrent, et causèrent un encombrement qui s'opposa au passage de l'artillerie et à celui des troupes de l'arrière-garde. Le général Karackzay arrivait en ce moment sur les traces de cette dernière, et l'attaqua. Les Français, se trouvant pris ainsi entre deux feux, perdirent beaucoup de monde; un carnage affreux eut lieu à l'entrée de ce misérable village de Pasturana. Les généraux Pérignon, Grouchy et Partouneaux firent de vains efforts pour rallier les troupes épouvantées. Les soldats, ne voyant ni n'entendant plus leurs chefs, fuyaient en désordre par les sentiers à gauche et à droite du village. Pérignon, Grouchy et Partouneaux, ainsi que le général piémontais Colli, soutenus de quelques braves, cherchèrent à arrêter l'ennemi; mais ils furent cernés et faits prisonniers : les deux premiers de ces généraux étaient couverts de coups de sabre. Le général Grouchy avait réussi à rallier quelques cavaliers, et, tenant en main un étendard, s'était précipité sur les Russes; cet étendard lui fut arraché dans la mêlée; mettant alors son chapeau au bout de son sabre, il cherchait à relever le courage de ceux qui le suivaient, lorsqu'il fut environné de toutes parts, sabré, renversé de cheval, et fait prisonnier, comme nous venons de le dire. La nuit seule put mettre un terme à cette épouvantable boucherie. Les Russes, exaspérés par l'énorme perte qu'ils venaient de faire pendant la bataille, et suivant en cela les ordres cruels de leur général en chef, n'accordèrent quartier qu'aux officiers généraux.

La perte des Français dans la déroute de Pasturana fut très-considérable : quarante voitures d'artillerie, vingt pièces de canon et leurs caissons tombèrent ainsi au pouvoir de l'ennemi.

On n'avait point vu, au surplus, depuis le commencement des guerres de la révolution, une bataille aussi sanglante et aussi meurtrière que celle de Novi. On a évalué à plus de 25,000 le nombre des morts des deux partis. Le mot *courage* ne pourrait pas rendre le sentiment qui, dans cette terrible jour-

née, anima les Français, les Russes et les Autrichiens. Une sorte de frénésie s'était emparée de tous les combattants parvenus au dernier degré d'énergie et d'exaltation. Les attaques à la baïonnette y furent si fréquentes, que plusieurs corps du même parti, aveuglés par la fureur, se chargèrent plus d'une fois entre eux. Si les armes venaient à se briser, les soldats se saisissaient au corps, luttaient ensemble, et cherchaient à s'étouffer ou à se déchirer : cette espèce d'enthousiasme destructeur des soldats avait d'ailleurs été causé par l'exemple du dévouement de leurs généraux : Joubert avait péri en avant des grenadiers de la gauche; Moreau, Souwarof, chargeant eux-mêmes en tête de leurs troupes, n'avaient-ils pas dû commander la victoire ou la mort?

Le soleil, en éclairant cette scène de carnage, avait encore augmenté les fatigues et les périls de la journée; ses rayons brûlants répandirent dans l'atmosphère une chaleur dévorante. Plusieurs soldats des deux partis furent trouvés étendus sur le champ de bataille, sans aucune apparence de blessures : ils étaient morts de chaleur et de soif.

Un dernier trait prouvera combien la victoire de Novi fut longtemps et chèrement disputée. Souwarof, qui avait été témoin de tant de combats meurtriers, qui avait commandé le massacre d'Ismaïlof et celui non moins affreux du faubourg de Praga à Varsovie; Souwarof avoua, le soir de la bataille, qu'il n'en avait point vu d'aussi terrible et de plus opiniâtre. « Cette victoire nous a coûté cher, » écrivait le général Mélas à son gouvernement [1].

Les alliés, dans leurs rapports, avouèrent une perte de 2,000 prisonniers ou égarés, 7,000 blessés et 10,000 tués [2].

[1] Un général autrichien, après avoir observé les nombreuses victimes étendues sur le champ de bataille, s'écria : « Je ne vois sur le visage des Allemands et des Russes que la tranquille image de la mort et l'impassibilité de l'espèce de courage qui les caractérise; au lieu que, sur les traits inanimés des Français, j'aperçois l'expression de la rage et de la fureur : leurs cadavres semblent vouloir s'élancer encore sur les ennemis et les déchirer. »

[2] Cette dernière évaluation (celle des tués) est évidemment fautive, si celle que nous avons donnée plus haut, du total des morts pour les deux armées, est exacte. Il est impossible que les Français aient perdu 15,000 hommes, puisqu'ils combattirent si longtemps avec tout l'avantage du ter-

Ce fut une faute bien grave et bien funeste que celle de n'avoir pas songé à faire mettre le château de Pasturana en état de défense, ou au moins à l'abri du coup de main que nous avons rapporté. C'est un bâtiment carré, élevé sur une terrasse de même forme, à l'extrémité et en arrière du village; il termine le plateau sur lequel il est assis, et n'est abordable que sur un point, par une rampe de deux ou trois toises de largeur; son feu commande à la fois la grande rue du village et la route. On remarquera facilement combien il était essentiel pour les Français que ce poste fût convenablement occupé, afin d'assurer le passage du défilé. La prise de ce château de Pasturana par les tirailleurs autrichiens peut donc être regardée comme la cause du plus grand mal éprouvé par les Français dans la journée mémorable de Novi.

L'armée républicaine continua sa retraite dans les Apennins pendant la nuit du 15 au 16 août. Poursuivi par le général Karackzay, qui venait d'écraser l'arrière-garde à Pasturana, Moreau parvint cependant à couvrir cette retraite, en faisant occuper par le général Dombrowski le Monte-Rosso, où le général Saint-Cyr se porta avec sa division, pour être à même de défendre, vers la route de Gavi, les accès des défilés de la Bocchetta. Dans la journée du 16, l'armée réussit à se rallier et rentra dans ses anciennes positions. Le général Moreau se rendit à Gênes, et pressa le général Championnet de venir prendre le commandement de l'armée d'Italie, réunie à celle des Alpes par un arrêté du Directoire, comme nous le dirons en son lieu.

Nous croyons devoir terminer le récit de la bataille de Novi en rendant compte de l'effet que la nouvelle de ce dernier dé-

rain et sous la protection de batteries qui, par leur position, devaient faire de grands ravages dans les rangs ennemis. Il nous paraît plus naturel de croire que la supériorité en perte a dû se trouver du côté des Austro-Russes. Nous avons vu, en effet, que, dans les différentes charges ordonnées et conduites par Souwarof lui-même, des colonnes entières avaient été détruites. Si les Français quittèrent le terrain et perdirent par conséquent la bataille, ce n'est pas parce qu'ils eurent plus de morts et de blessés que l'ennemi : c'est la manœuvre hardie faite par le général Mélas, sur leur droite, qui les y contraignit. Il paraît même que l'armée d'Italie eût éprouvé une perte peu considérable, si l'événement de Pasturana n'avait point troublé la retraite et changé celle-ci en déroute.

sastre produisit dans la capitale de la république. Loin d'y répandre l'alarme et la terreur, ainsi qu'on pourrait le penser, elle devint, pour les Français amis de leur pays, un motif de dévouement et d'émulation. Au lieu d'imiter la conduite de l'ancien Directoire, qui parut reprocher aux généraux et aux soldats le malheur d'avoir été vaincus, souvent par suite de ses propres combinaisons et de sa négligence, le gouvernement et le corps législatif, imitant en cela la générosité patriotique du sénat romain envers Varron et les soldats citoyens vaincus à Cannes, décernèrent des récompenses, votèrent des éloges à l'armée qui avait combattu à Novi. Dans le même message où le Directoire annonçait aux deux conseils la perte de la bataille, il proposait de décréter que l'armée d'Italie n'avait point cessé de bien mériter de la patrie : la proposition du gouvernement fut accueillie avec acclamation par les conseils, qui, voulant honorer la mémoire du brave Joubert, mort sur le champ de bataille, décrétèrent en outre que tous les membres du corps législatif porteraient le deuil pendant cinq jours et qu'une fête funèbre serait célébrée en l'honneur de ce général [1].

Le général Bernadotte, ministre de la guerre, à l'effet d'exciter l'enthousiasme de l'armée d'Italie, lui écrivit une lettre éloquente, dans laquelle il invitait les soldats à venger la mort de leur général. « Joubert, disait le ministre, vous criait en expirant : *Camarades ! c'est aux ennemis qu'il faut marcher*. Vous avez entendu sa voix mourante, jurez donc sur sa tombe de le venger ; que vos regrets et vos larmes ne soient point inutiles à la patrie. Si dans ce combat fatal, qui n'est point une défaite, il s'est commis une faute, c'est celle de la vaillance immodérée. Je n'ai qu'un conseil à vous donner : de la sagesse dans le courage ; ralliez-vous autour du principe éternel des victoires,

[1] Cette dernière résolution fut adoptée sur la proposition de Chénier, qui prononça à ce sujet un discours fort éloquent, où il fit un éloge pompeux de Joubert et de l'armée qui avait combattu à Novi. La fête funèbre dont nous venons de parler fut célébrée le 11 septembre suivant, avec toute la solennité qui distingua toujours les cérémonies républicaines. Le même jour, les conseils votèrent l'érection d'un monument en l'honneur de Joubert ; ce décret n'a point reçu son exécution ; mais le sénat conservateur (au commencement du régime impérial) fit placer dans son palais la statue du vainqueur du Tyrol.

la discipline ; elle vous rendra tous les avantages qui ne sont que différés. Des renforts nombreux de toutes armes vont vous seconder ; que les vieux soldats donnent aux jeunes conscrits l'exemple de l'ordre et du devoir. Braves amis, avancez ! la patrie vous appelle. Non, quoi que fasse la coalition, la source des généraux n'est point tarie. On a pu dire, sous les rois, que la nature se repose quand elle a produit un grand homme ; je vois parmi vous plus d'un Bonaparte et d'un Joubert : la liberté a changé la nature. »

Suite de la bataille de Novi ; capitulation de Tortone ; le général Championnet dans les Alpes ; mise en état de siége de Gênes. — La perte de la bataille de Novi rendait très-critique la position de la capitale de la république ligurienne. Plusieurs vaisseaux anglais bloquaient le port, et avaient à bord quelques troupes de débarquement, tandis que le général Klenau, qui venait de s'emparer du fort de Santa-Maria et de Sestri di Levante, s'approchait de la ville pour la bloquer de ce côté. Les habitants de Gênes éprouvaient déjà une grande disette de vivres, et étaient, en général, assez disposés à ouvrir leurs portes aux alliés ; il est même probable que si Souwarof eût continué à poursuivre les Français après la bataille et l'échauffourée de Pasturana, il eût peut-être amené la reddition de Gênes, avant que les Français eussent pu y organiser un bon système de défense. Des mouvements insurrectionnels avaient déjà eu lieu dans cette ville importante, toujours si malheureuse dans les guerres d'Italie, toujours la première proie du vainqueur et la dernière ressource des vaincus.

Quelques jours après l'événement de Novi, au moment où le conseil des Anciens de cette république allait sanctionner un décret de celui des Soixante, qui autorisait le Directoire ligurien à armer 7,000 hommes destinés à former, conjointement avec les Français, la garnison de Gênes, 5 ou 600 bateliers, charbonniers, portefaix, et autres hommes des dernières classes du peuple, excités par les nobles et les négociants dont les affaires étaient en souffrance depuis le blocus du port par les Anglais, se portèrent en tumulte au palais du corps législatif, empêchèrent la sanction du décret, insultèrent les députés connus par leur attachement à la France,

et annoncèrent hautement qu'ils voulaient la paix et qu'il fallait traiter avec les alliés. Les révoltés parcoururent ensuite la ville en vociférant contre les partisans des Français et en les accusant de ne vouloir s'armer que pour livrer Gênes au pillage. Deux des citoyens les plus distingués de Gênes, Vencesias Picardo et Louis Lambrescini, négociants très-riches et députés au conseil des Soixante, ne rougirent point de donner leur approbation à cette levée ridicule de boucliers, osèrent même se présenter devant le Directoire ligurien pour le sommer de traiter avec les alliés, et s'offrirent pour aller en faire la proposition à Souwarof. Afin de faire cesser ces agitations et de rétablir l'ordre convenable dans une ville menacée, Moreau déclara Gênes en état de siége. Il était d'autant mieux autorisé à prendre cette mesure, que le général Klenau s'avançait de plus en plus vers la place. Il est à propos de relater ici comment ce dernier général se trouvait si près de Gênes.

On a vu précédemment qu'à la fin de juillet la ville de Sarzana et tout le golfe de Spezzia étaient déjà occupés par les alliés. Le fort Santa-Maria avait seul résisté ; le général Miollis, que Joubert avait chargé de réoccuper le golfe, déboucha le 7 août de la Bocchetta avec une colonne de 2,000 hommes moitié français, moitié liguriens. S'étant concerté avec le commandant de Santa-Maria, il attaqua un détachement assez considérable d'Austro-Russes renforcés par 8 ou 900 paysans insurgés, tandis que la garnison de Santa-Maria faisait sur ce même détachement une sortie vigoureuse. Cette double attaque eut un plein succès : les alliés et les insurgés commandés par un capitaine italien, nommé Cortesi, furent mis dans une déroute complète, et obligés de se retirer en grand désordre sur la rive gauche de la Magra. Cet avantage rendit momentanément les Français maîtres du golfe de Spezzia.

A la première nouvelle de l'échec éprouvé ainsi devant Santa-Maria, Souwarof donna l'ordre au général Klenau, alors en Toscane, de rassembler sans délai de nouvelles forces et de se porter dans la rivière du Levant pour en chasser les Français. Le général Frölich remplaça alors le général Klenau dans le commandement de la Toscane et de la Romagne ; et ce dernier, s'avançant par Sarzana, attaqua, le 13 août, les troupes du

général Miollis. Après une résistance assez vive, les Franco-Liguriens regagnèrent les défilés de la Bocchetta, abandonnant encore une fois le golfe de Spezzia au pouvoir des alliés. Ceux-ci reprirent le blocus de Santa-Maria par terre, tandis qu'une petite escadre anglaise bloquait ce fort par mer. La bataille de Novi se livra sur ces entrefaites, et si le général Klenau eût été soutenu par quelques corps de l'armée de Souwarof, il eût pu facilement compromettre la retraite des Français sur Génes. Mais le généralissime, au lieu de renforcer Klenau, se borna à lui envoyer des instructions, d'après lesquelles, avec les seules forces qu'il avait sous ses ordres, il devait s'emparer de toute la rivière du Levant, investir Gênes de ce côté, et tenter de s'en rendre maître, soit par force, soit par surprise. Une telle expédition était évidemment impossible au général Klenau avec les moyens qu'il avait à sa disposition.

Toutefois, celui-ci, qui avait son quartier général à Sarzana, y rassembla 7,000 hommes, dont 800 hussards hongrois, 600 cosaques, et 5,600 croates à pied; il réunit ensuite à cette troupe 3,000 paysans insurgés, et marcha sur Génes avec ces forces. Il s'empara d'abord, sans résistance, de la petite ville de Sestri, que les Français, trop peu nombreux, évacuèrent. Le 21 août, la ville de Chiavari fut enlevée de vive force, après avoir été longtemps défendue par un détachement, qui se retira au delà de Rapallo. Le général Klenau poursuivit les Français dans cette dernière position, s'en rendit maître, et s'y établit. Il poussa alors des patrouilles jusqu'à une journée des fortifications de Génes. Le colonel Oreskowitz, commandant les 600 cosaques du corps de Klenau, fut chargé par ce général du siége de Santa-Maria: quelques jours suffirent pour raser les fortifications de cette petite place, également battue par mer et par terre. La garnison, forte de 300 hommes, capitula le 26 août et demeura prisonnière de guerre. Les alliés trouvèrent dans la place vingt canons et des munitions.

Après la prise de Santa-Maria, Klenau s'avança le long de la côte, sous la protection des frégates anglaises, et vint attaquer la ville de Recco, poste assez important et situé à quatre lieues de Génes. Il fut repoussé par les troupes du général Miollis, qui alors couvrait Gênes du côté de l'est, entre la

mer et la route de Bobbio. Le général Moreau se porta lui-même à cette attaque, et fit soutenir Miollis par un corps de 1,500 hommes sous les ordres du général Watrin. Celui-ci, ayant tourné l'aile droite des alliés par les hauteurs de Torriglia et Fontana-Bona, attaqua Klenau en flanc pendant que le général Miollis l'attaquait de front. Le général autrichien, après un combat où il perdit beaucoup de monde, fut obligé de se retirer au delà de Rapallo.

L'armée française conservait toujours ses positions retranchées dans l'État de Gênes, et quinze jours après la bataille de Novi le fameux poste de la Bocchetta n'avait pas même été attaqué. Ce fut vainement que les Austro-Russes tentèrent par la suite de s'emparer de ce débouché important et du fort de Gavi qui en défend les accès. Souwarof, tout occupé du soin de réduire la citadelle de Tortone, employa des forces trop peu considérables pour réussir dans cette expédition. Les alliés furent repoussés avec perte, et leurs efforts aboutirent peu de temps après à occuper le poste peu important de Voltaggio. Il est assez remarquable que Souwarof se soit ainsi reposé sur ses lauriers sous les murs de Tortone, au lieu de songer à appuyer les mouvements du général Klenau autour de Gênes : dans la position où se trouvaient les Français, il n'y avait pas de très-grands risques à courir en les attaquant sur leur ligne en avant de la capitale de la Ligurie.

Enfin, après trois mois de blocus ou de siége, le généralissime eut la satisfaction de voir la citadelle de Tortone ouvrir ses portes. Cette place, alors la plus forte du Piémont, était défendue par une garnison de 2,000 hommes, que commandait le chef de brigade Gast. Cet officier fit preuve d'une rare intrépidité et d'une grande fermeté pendant le long espace de temps qu'il resta assiégé. Resserrée même avant la bataille de la Trebia, la citadelle de Tortone avait été un moment dégagée lors de la diversion qu'avait faite Moreau en attaquant le prince de Hohenzollern, que Souwarof avait chargé du blocus ; mais lorsque le général français fut dans l'obligation de se retirer dans l'État de Gênes, la forteresse fut pressée avec plus de vigueur qu'auparavant. Le comte Ulcaini, chargé de la conduite du siége, commença à ouvrir la tranchée ; toutefois les

sorties fréquentes et vigoureuses de la garnison rendirent longtemps inutiles les travaux et les efforts des assiégeants; les batteries et les ouvrages ne purent être perfectionnés que quelques jours avant la bataille de Novi : le feu de la tranchée commença le 10 août. Les alliés disposaient d'une artillerie si considérable, qu'en peu de temps la place fut très-endommagée. Le 12, les assiégeants prolongèrent la seconde parallèle et renouvelèrent le bombardement avec plus de violence encore que les jours précédents. Cependant l'espoir d'être secourue par l'armée inspira à la garnison une telle confiance, qu'elle repoussa les sommations de Souwarof avec indignation. 100 bouches à feu, servies jour et nuit, couvraient la forteresse de bombes et de boulets rouges. Le 18, presque toutes les batteries des assiégés étaient écrasées; mais ils les rétablirent et firent pendant toute la journée du 29 un feu si violent que plusieurs batteries des alliés furent démontées. Cependant le commandant Gast reçut la nouvelle officielle de la perte de la bataille de Novi, et dès lors sa situation devint plus critique. Le bombardement avait rasé presque tous les édifices de la forteresse, et la garnison avait perdu beaucoup de monde. Gast, pour éloigner encore le moment de sa reddition, fit proposer au généralissime un armistice de trente jours, promettant de rendre la place si, ce délai expiré, il ne recevait point de secours. Cette proposition, d'abord rejetée par Souwarof, fut acceptée le 21 août, pour vingt jours seulement, à dater de la veille, et d'ailleurs aux mêmes conditions. Le siége fut suspendu, et les hostilités cessèrent de part et d'autre.

C'est surtout cette circonstance qui a fait blâmer Souwarof de n'avoir fait aucune tentative contre l'armée française pendant ces vingt jours de trêve; il lui eût été facile, en laissant seulement un faible corps devant la forteresse de Tortone, de s'avancer sur Gênes, et peut-être de forcer les Français à évacuer cette ville. Les historiens qui ont voulu justifier le guerrier russe prétendent que, déjà instruit du nouveau plan arrêté par la coalition, et d'après lequel il était appelé à agir en Suisse, il dut donner tous ses soins aux préparatifs de son départ. Cette excuse est bien faible et bien peu militaire, et nous paraît plus offensante que bienveillante pour la réputation du vainqueur d'Ismaïlof.

Quoiqu'il en soit, à l'expiration des vingt jours, c'est-à-dire le 11 septembre, les alliés prirent possession de la citadelle de Tortone, qui fut évacuée le 12 par la garnison française. Cette troupe, réduite à 1,200 hommes, demeura prisonnière de guerre : toutefois le chef de brigade Gast avait obtenu qu'elle sortirait avec les honneurs de la guerre. Souwarof ne laissa que deux bataillons dans cette forteresse; et le reste des troupes de siége se réunirent à la grande armée austro-russe, forte encore de plus de 60,000 hommes.

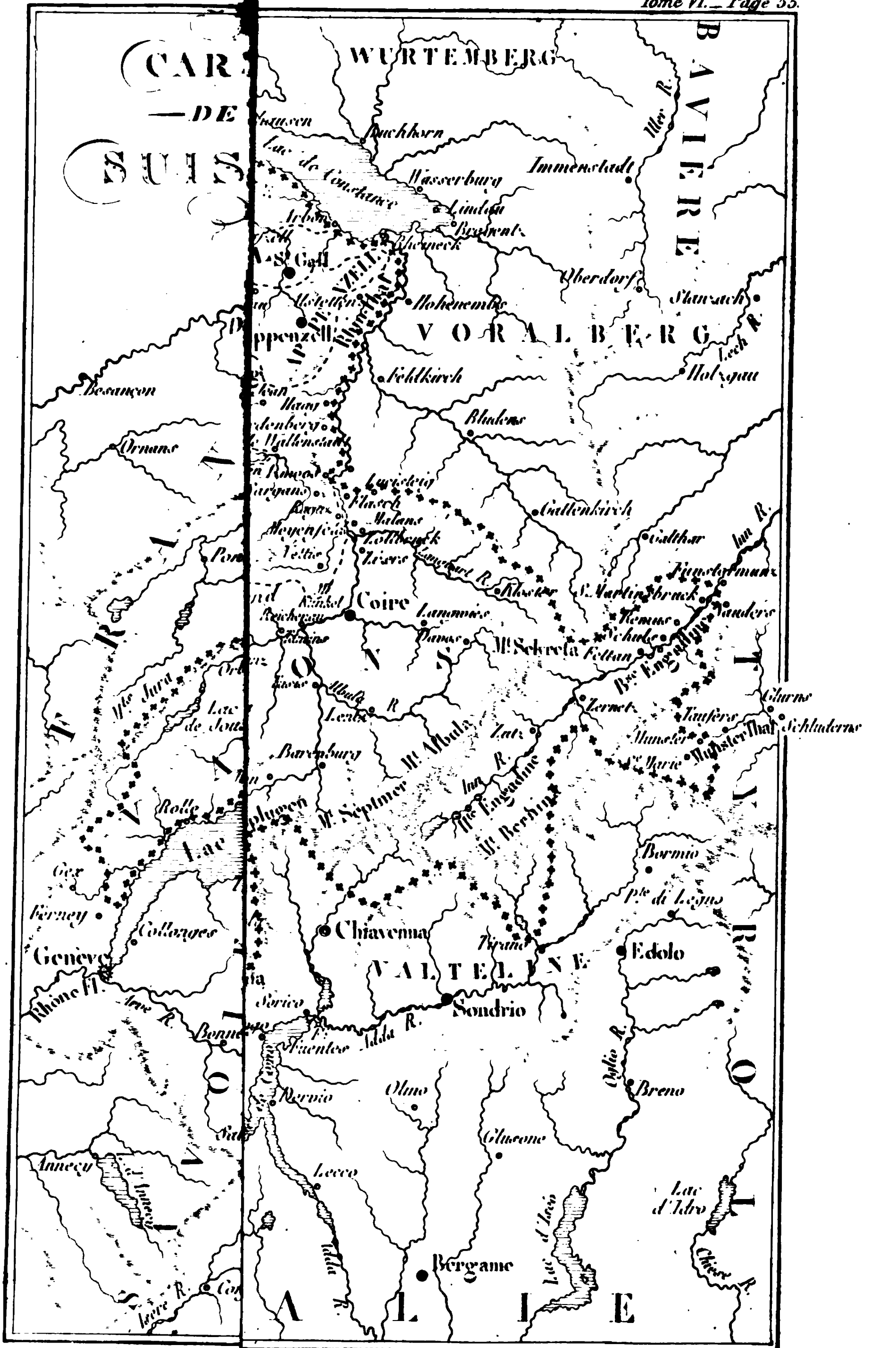
Ce fut vers l'époque de la reddition de la citadelle de Tortone que le général Championnet fit ses derniers mouvements pour se réunir avec les troupes de l'armée des Alpes à l'armée d'Italie, dont le commandement en chef venait de lui être confié. Mais, avant de rendre compte des événements ultérieurs, nous devons rapporter les opérations que ce général avait faites dans les Alpes depuis la bataille de Novi.

Championnet, destitué, ainsi qu'on l'a vu, par l'ancien Directoire, pour avoir voulu s'opposer aux exactions et à la conduite arbitraire des agents de ce gouvernement dans le royaume de Naples, avait été mis en état d'arrestation et devait être jugé par une commission militaire réunie à cet effet dans la ville de Grenoble. La révolution du 30 prairial, en ramenant le gouvernement à des sentiments de modération plus conformes au caractère national, brisa les fers du général accusé. Le nouveau Directoire, par l'arrêté qui cassait celui de l'ancien, déclara même que Championnet serait remis en activité de service aussitôt que les circonstances pourraient le permettre. Lorsque la création de l'armée dite des Alpes fut reconnue nécessaire, Championnet en fut nommé le chef, et dut s'occuper de l'organiser le plus promptement possible. Le ministre de la guerre, Bernadotte, en annonçant à son ancien compagnon d'armes la décision du gouvernement, lui écrivit une lettre flatteuse dont nous croyons devoir citer quelques passages : « Il y a quinze jours, disait ce ministre, vous étiez dans les fers; le 30 prairial vous a délivré : l'opinion publique accuse aujourd'hui vos oppresseurs; ainsi votre cause est devenue pour ainsi dire nationale. Pouvez-vous désirer un sort plus heureux? Assez d'autres, dans les accidents de la révolution, ont saisi le pré-

texte de calomnier la république ; pour des hommes tels que vous, l'injustice est une raison d'aimer encore davantage notre belle patrie. On a voulu vous punir d'avoir renversé les trônes qui menaceront encore la forme de notre gouvernement...... Allez, mon ami, couvrez encore de nouveaux lauriers la trace de vos chaînes ! Effacez...... ou plutôt conservez cette honorable empreinte : il n'est pas inutile de remettre incessamment sous les yeux les attentats du despotisme. »

Championnet se rendit promptement à sa destination, et s'occupa avec tant d'activité de la mission qui lui était confiée, qu'en moins d'un mois il avait réuni à Grenoble plus de la moitié des soldats destinés à composer son armée, qui devait être portée à 30,000 hommes, d'après les ordres du Directoire ; mais, sans attendre que ce nombre fût complet, Championnet, instruit que Joubert devait attaquer les Austro-Russes dans les premiers jours d'août, se mit lui-même en mouvement pour seconder, autant qu'il lui serait possible, les efforts de l'armée d'Italie. Le 8 août, il dirigea une partie de ses forces par la droite sur les places de Coni et de Fenestrelle, bloquées par les alliés ; et par sa gauche, sur le Mont-Cenis et la Novalèse, le Saint-Bernard et la vallée d'Aoste. Le 10, le chef de brigade Mossel, de l'artillerie légère, attaqua les cols de Fenestrelle et des Fatières, que l'ennemi, en raison de leur position, regardait comme imprenables. Cependant, malgré les retranchements dont ils étaient hérissés et l'escarpement long et difficile de la montagne, ils furent enlevés sans trop de perte. Le capitaine Duclos, de la 99e demi-brigade, parvint, après des peines infinies, à passer entre le poste avancé et les retranchements de droite du col de Fenestrelle, et arriva jusque sur les palissades, qu'il franchit. L'ennemi, stupéfait de tant d'audace, ne fit point de résistance et mit bas les armes.

Pendant que le détachement conduit par le brave Duclos s'emparait ainsi du col de Fenestrelle, les capitaines Fabre et Molinard, de la 68e, obtenaient le même succès au col des Fatières. Le premier, ayant gravi la montagne dans son plus grand escarpement, arriva au pied des retranchements sans être aperçu ; il fit battre la charge, franchit les palissades, et attaqua vigoureusement le détachement qui défendait ce poste.


CARTE
DE
SUISSE
WURTEMBERG
BAVIERE
VORALBERG
Buchhorn
Lac de Constance
Wasserburg
Immenstadt
Lindau
Bregentz
Arbon
Rheineck
S.t Gall
Oberdorf
APPENZELL
Hohenembs
Appenzell
Feldkirch
Holzgau
Lech R.
Besançon
Bludens
Ornans
Gallenkirch
Flasch
Malans
Coire
Reichenau
Langwies
Davos
M.t Selvretta
Fettan
Schuls
Remus
S.Martinsbruck
Nauders
Finstermunz
Inn R.
Zernetz
Taufers
Munster
Munster Thal
Glurns
Schluderns
M.te Jura
Lac de Joux
Albula R.
M.t Albula
Zutz
Barenburg
M.t Septimer
Inn R.
M.te Engadine
M.t Bernina
Rolle
Splugen
Lac
Gex
Ferney
Collonges
Genève
Rhone Fl.
Arve R.
Bormio
P.te di Legno
Chiavenna
Tirano
VALTELINE
Edolo
Sondrio
Adda R.
Oglio R.
Breno
Olmo
Lecco
Annecy
Lac d'Annecy
Bergame
Lac d'Iseo
Lac d'Idro
Chiese R.
Isère R.
ITALIE
FRANCE
GRISONS
TYROL

Le capitaine Molinard devait se jeter dans une espèce de caponnière servant de communication entre les retranchements des deux cols, et faire main-basse sur tout ce qui se présenterait; malheureusement, ce mouvement ne s'exécuta pas assez tôt. Les ennemis profitèrent de cette circonstance pour effectuer leur retraite, et se jetèrent dans les montagnes après avoir abandonné leurs magasins, leurs munitions et quelques pièces d'artillerie de montagne.

Après ce premier succès, Championnet continua son mouvement offensif sur la frontière du Piémont. Le même jour que l'armée d'Italie combattait avec tant de vaillance et si infructueusement à Novi, le poste de la Thuile, sur le mont Saint-Bernard, fut emporté par le général de brigade Compans[1]. Des colonnes françaises débouchant du Mont-Cenis s'emparèrent de la Ferrière et de la Novalèse; l'avant-garde des troupes campées à Tournoux, sur la rivière d'Ubaie, conduite par l'adjudant général Flavigny, s'empara du poste des Barricades, déjà fameux dans les anciennes guerres, et de celui de la Montagnetta. Cette dernière expédition était d'autant plus difficile, qu'indépendamment des obstacles présentés par les localités, la colonne française avait à combattre une multitude de ces paysans piémontais connus sous la dénomination de *Barbets*, excellents tireurs, qui s'étaient réunis aux Austro-Russes pour défendre les deux points menacés. Les Français poussèrent leurs avant-postes jusqu'au fort de Demonte.

Ce même jour, le centre de l'armée, commandé par le général Duhesme, remis comme Championnet en activité après avoir partagé la disgrâce de celui-ci, s'était également porté en avant sur trois colonnes. Le première, aux ordres du général de brigade Lesuire, se dirigea sur Fenestrelle, pour attaquer les Austro-Russes qui bloquaient ce fort, dont la garnison, forte de 500 hommes, devait seconder le mouvement de la colonne en faisant une sortie. Les Français attaquèrent d'abord la position de Villaret, défendue par deux redoutes et un corps de 3,000 hommes. Après un combat assez vif, dans lequel l'ennemi perdit 600 hommes environ, la position fut en-

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France, etc.

levée; les Français prirent deux pièces de canon et firent 120 prisonniers. Lesuire fit poursuivre les vaincus jusqu'aux portes de Pignerol, et prit position à la Perosa, après avoir fait diverses démonstrations du côté de Coni et du col de Tende.

La seconde colonne, forte de deux bataillons et commandée par l'adjudant général Molard, ainsi que la troisième, dirigée par le chef de bataillon Taskin, débouchèrent du Mont-Genèvre; et, s'étant portées sur Oulx et Exilles dont elles s'emparèrent, elles s'avancèrent rapidement sur Suse, attaquèrent cette ville et s'en rendirent maîtresses, malgré la vive résistance du détachement autrichien qui l'occupait, et qui perdit plus de 500 hommes, au nombre desquels se trouva le commandant de place.

Championnet, ayant ainsi ses avant-postes auprès de Pignerol, établit son quartier général à Villa-Faliet. Le corps qu'il avait porté en avant de Suse, et dont la force était de 7 ou 8,000 hommes, s'avançait vers Turin, où commandait le général Bellegarde, frère du feld-maréchal de ce nom, alors à Vienne. La gauche de l'armée française marcha parallèlement au centre et à la droite, et se porta d'Aoste sur Ivrée qu'occupait le général Haddick, dont la forte division formait la droite de l'armée austro-russe.

En pénétrant par les deux vallées principales, Championnet menaçait la ville de Turin et le flanc droit de l'armée ennemie; c'est pourquoi il ne tarda pas à se porter avec son centre à l'entrée de la vallée de la Stura, non loin du champ de bataille de Staffarde, où le maréchal de Catinat battit si glorieusement le duc de Savoie, en 1690.

Mais tandis que le général en chef de l'armée des Alpes manœuvrait ainsi pour essayer de se lier à l'armée d'Italie ou d'opérer une diversion utile, de grands changements venaient d'avoir lieu dans les dispositions des alliés. D'après le nouveau plan que nous avons exposé plus haut, les troupes russes quittaient l'Italie pour se rendre en Suisse, et, réunies au corps du général Korsakof, sous le commandement du maréchal Souwarof, elles devaient seules agir contre l'armée de Masséna. Quelques jours après la prise de Tortone, le généralissime des Austro-Russes adressa, dans un ordre du jour, ses adieux à

l'armée autrichienne, et se mit en marche pour la Suisse. Il manifesta quelques regrets d'abandonner ainsi des contrées dont il venait de faire la conquête; et c'était avec répugnance qu'il laissait à d'autres mains que les siennes le soin de recueillir les fruits de ses travaux, tandis qu'il allait entreprendre une expédition hasardeuse. Ses soldats et lui-même, sortant des plaines de la Lombardie et du Piémont, accoutumés d'ailleurs à manœuvrer sur de pareils terrains, n'avaient aucune expérience de la guerre de montagnes. Il semblait que ce vieux guerrier, qui n'avait connu jusqu'alors d'autres revers que ceux qu'il avait essuyés dans les cours, éprouvât un secret pressentiment de voir flétrir ses lauriers sur le nouveau théâtre où il était appelé, et d'être forcé à retourner, humilié et vaincu, dans sa patrie.

Dès les premiers jours de septembre, Souwarof avait concentré les troupes russes dans les environs d'Asti, et celles-ci s'approchèrent ensuite d'Alexandrie, où le maréchal porta son quartier général, le 11 septembre. Après quelques jours de repos sous les murs de cette place, il ordonna le départ, et lui-même se mit en marche pour la Suisse. L'avant-garde, aux ordres du général Rosemberg, avait déjà pris cette direction, et s'était portée sur Novare pour s'avancer ensuite, par Bellinzona, sur le Saint-Gothard.

Moreau s'aperçut de ce mouvement, qui eut lieu vers l'époque de la reddition de la forteresse de Tortone, par ceux que fit dans ce même temps le général Kray. Voulant mettre à profit cette diminution des forces alliées, pour former contre ses adversaires quelques tentatives fructueuses, comme de secourir Tortone qui ne s'était pas encore rendue alors, le général français sortit de ses positions, le 9 septembre, avec un corps de 20 à 25,000 hommes divisé en trois colonnes. La première se porta sur Acqui, et la seconde sur Novi et Serravalle. Le général Kray marcha à la rencontre des Français avec la gauche et partie du centre de l'armée autrichienne, et il y eut un engagement très-vif entre les deux partis. Les Français furent repoussés avec une perte assez considérable, et Moreau rentra dans ses positions. Cet échec, qui avait été immédiatement suivi de la reddition de Tortone, fut très-défavorable aux intérêts des Français, en ce qu'il porta obstacle aux mouvements du général

Championnet, qui s'avançait pour opérer sa jonction avec l'armée d'Italie.

Le 12 septembre, à midi, le gros de l'armée russe quitta les environs d'Alexandrie pour se rendre à Valence, de là à Varese, petit bourg près du lac de même nom, où les troupes séjournèrent pour donner aux pionniers le temps de réparer les chemins, que des pluies avaient rendus impraticables. L'artillerie fut embarquée sur le lac de Como pour suivre et joindre l'armée du côté de Chiavenna. Les gros bagages ne pouvant pas suivre le chemin le plus court, Souwarof les fit rétrograder sous l'escorte des cosaques pour prendre la direction des montagnes du Tyrol, à l'effet de leur faire rejoindre l'armée dans le pays des Grisons. Les colonnes firent une marche longue et pénible, n'ayant pu obtenir des moyens suffisants de transport; elles défilèrent par Agno, et campèrent à Faverna, Bronia et Bedano, dans les environs du mont Cenere. Le 17 septembre, le quartier général fut porté à Bellinzona, à six milles au-dessus du lac Majeur. Ce fut dans cette ville que Souwarof et le prince Constantin, partis ensemble d'Alexandrie, rejoignirent l'armée. Nous laisserons les Russes dans cette position, et nous dirons plus tard quelles furent les suites du mouvement de Souwarof sur la Suisse.

Championnet, ayant eu connaissance des changements survenus dans l'armée des alliés, redoubla d'efforts pour se joindre à l'armée d'Italie, dont Moreau conservait toujours le commandement provisoire. Le 14 et le 15 septembre, il s'avança jusqu'auprès de Fossano et de Savigliano, que le général Gottesheim défendait avec une avant-garde de 8,000 hommes qui devaient être soutenus par le général Mélas. Gottesheim résista longtemps dans ces deux positions, que Championnet parvint enfin à forcer; toutefois les Autrichiens firent leur retraite en bon ordre.

Le général Kray, informé de la prise de Fossano et de Savigliano, entreprit d'en chasser les Français; il sentait d'ailleurs la nécessité de repousser Championnet, qui n'avait plus qu'une marche à faire pour joindre la gauche de l'armée d'Italie. Le général autrichien se porta donc en deux colonnes sur les troupes de l'armée des Alpes; à la tête de la première, il se di-

rigea par la gauche sur Fossano. La seconde, conduite par le général Mélas, appuyant à droite, marcha sur Savigliano et commença l'attaque. Les Français qui ne s'attendaient pas à voir l'ennemi si promptement, laissèrent surprendre leurs avant-postes, et furent repoussés ; les Autrichiens étaient déjà dans Savigliano avant que leurs adversaires fussent en mesure de se défendre.

Le général Kray n'arriva en vue de Fossano qu'à la chute du jour, et commença sur-le-champ son attaque. Quoique les troupes qui défendaient ce poste eussent à combattre des forces bien supérieures à leur propre nombre, elles résistèrent avec tant de vigueur, que le général Kray fit replier son monde, et bivouaqua sous les murs de Fossano, remettant au lendemain le soin de s'emparer de cette petite ville. Mais les Français, ayant été informés de la prise de Savigliano, se retirèrent pendant la nuit sur Maira, en remontant la rivière de ce nom, l'une de celles qui forment la vallée de Castel-Delfino.

Le général Championnet confia alors la direction des troupes de l'armée des Alpes au général Duhesme, et se rendit à Gênes pour prendre le commandement de l'armée d'Italie : les deux armées devaient être réunies sous cette dernière dénomination. Moreau, pressé par le Directoire, se rendit à Paris, où il devait s'entendre avec le ministre de la guerre, avant d'aller sur le Rhin recevoir du général Muller le commandement de l'armée d'observation dont celui-ci avait commencé l'organisation.

Nous avons dit que Moreau, quelques jours avant l'arrivée de Championnet, avait cru devoir mettre la ville de Gênes en état de siége. Dans une proclamation publiée à ce sujet, le nouveau général en chef (Championnet), tout en promettant aux Génois la protection qu'ils étaient en droit d'attendre d'un peuple libre, annonça le maintien de la mesure que l'urgence des circonstances avait fait prendre à son prédécesseur.

L'effet que le gouvernement français s'était proposé en faisant agir si promptement l'armée des Alpes était de réunir ces troupes avec celles de l'armée d'Italie dans les plaines du Piémont, afin de prendre l'offensive ou de faciliter la défense du territoire ligurien, défense devenue plus difficile par l'embarras des communications ; mais l'armée des Alpes s'était trouvée

trop faible pour distraire les alliés du siége de Tortone et les tirer des positions dans lesquelles ils resserraient l'État de Gênes.

Au moment où cette même armée eût été en mesure de tenter des diversions profitables, peut-être aussi aurait-il été plus convenable de lui faire porter des secours directs à l'armée d'Italie par le comté de Nice. Au surplus, les opérations déjà faites avaient été mal combinées, ou, pour mieux dire, n'avaient point été concertées avec celles de l'armée d'Italie; vers le 9 septembre, le corps d'observation du général Kray remporta des avantages qu'il n'aurait pas dû pouvoir espérer. En effet, si les mouvements des deux armées françaises eussent été concertés, le général autrichien s'exposait à perdre l'un ou l'autre appui de ses ailes. Mais ce défaut d'harmonie favorisa Kray, qui sut en profiter avec célérité et précision pour se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts qui devaient remplir le vide causé par le départ des Russes.

Ainsi, par le défaut d'activité nécessaire, de plans sagement combinés, de prévoyance et peut-être d'habileté, les Français assurèrent aux Autrichiens les nouveaux succès dont nous parlerons dans le volume suivant.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE

DU TOME PREMIER.

ANNÉE 1794. — AN II.

ANNÉE 1795. — AN III.

ANNÉE 1796. — AN IV.

ANNÉE 1797. — AN V.

ANNÉE 1798. — AN VI.

ANNÉE 1799. — AN VII.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

